Parti Socialiste
Congrès national de Bourg-en-Bresse
28, 29 et 30 octobre 1983

Sommaire

Le Président (Louis Robin) 3
Françoise Séligmann 3
Jean Poperen 3
Louis Robin 3
Alain Coquard 5
Jean Poperen 12
Renée Soum 26
Michel Suchod 27
Alain Barrau 31
Marc Bœuf 34
Jacques Guyard 36
Louis Eyraud 37
Ange Pantaloni 39
Le Président (Roger Fajardie) 40
Davignac 41
Dupont (Loiret) 43
Jean-Paul Planchou 44
Le Président 48
Paul Quilès 49
Pierre Joxe 53
Gaston Defferre 58
Lionel Jospin 62
Roger Quilliot 78
Daniel Vaillant 81
Janine Parent 84
Georges Sarre 85
Michel de la Fournière 90
Marie-Noëlle Lienemann 94
André Melliet 97
Le Président (Michel Pezet) 100
Le Président (Robert Savy) 100
Rodolphe Pesce 100
Jean-Louis Joseph 103
Michel Françaix 105
Jean-Paul Bachy 106
Didier Motchane 110
Christiane Mora 113

Fondation Jean-Jaurès

Jean-Pierre Cot 118
Christian Bataille 121
Jacques Huntzinger 122
Pierre Mauroy 125
Jean-Michel Richard 141
Christian Goux 143
Richard Masson 146
Alain Busnel (Hauts-de-Seine) 148
Michel Berson (Essonne) 150
Jean-Marc Ayrault 153
Bernard Morin 155
Roger Fajardie 157
Daniel Frachon (Yvelines) 160
Jean-Luc Gonneau 162
Michel Charzat 163
Gisèle Stievenard 168
Michel Pezet 170
Eugène Teisseire 173
Le Président (Georges Sarre) 174
Colette Audry 174
Robert Chapuis 175
Edith Cresson 178
André Laignel 181
Françoise Séligmann 185
Jean-Pierre Chevènement 185
Michel Debout 200
Bertrand Delanoë 201
Louis Mermaz 206
Laurent Fabius 214
Jean-Pierre Worms 220
Louis Le Pensec 224
Jean Pronteau 227
Jean-Claude Fruteau 232
Martine Buron 234
Annette Chépy 237
Bernard Thareau 239
Le Président (Claude Estier) 241
Claude Debon 242
Georges Sutra 243
Yannick Lemasson 245
Jacques Delhy 246
Philippe Farine 248
Araignon 249

Fondation Jean Jaurès

Georges Garot..... 251
Guillon (Haute-Loire)..... 252
Françoise Séligmann 254
Daniel Vaillant..... 255
Eugène Teisseire..... 259
Marcel Debarge 260
Jean Natiez..... 266
Alain Richard..... 269
Lionel Jospin 274

Séance du vendredi 28 octobre 1983 (matinée)

La séance est ouverte à 10 h 20, sous la présidence de Louis Robin.

Le Président (Louis Robin)
Je déclare le Congrès du Parti Socialiste ouvert.
Je vais maintenant passer la parole à Françoise Séligmann, pour la composition des différentes instances, et notamment du Bureau du Congrès.

Françoise Séligmann
Chers camarades, le Bureau exécutif vous propose la composition suivante pour le Bureau du Congrès.
(Lecture des noms des membres)
Il vous propose pour la Commission de vérification des mandats les camarades suivants.
(Lecture des noms des membres)

Le Président - Merci, Françoise.

Françoise Séligmann - Pas d'objections ?
Dans ce cas-là, nous souhaitons que les camarades qui font partie de la Commission de vérification des mandats montent le plus vite possible à la tribune pour qu'on les mette au travail.

Jean Poperen
La parole est maintenant à Louis Robin, député-maire de Bourg-en-Bresse. (Applaudissements)

Louis Robin
La ville de Bourg-en-Bresse a le plaisir d'accueillir pendant trois jours le Congrès national du Parti Socialiste et en tant que maire, il m'est agréable de la dire, en son nom.

C’est un salut chaleureux et amical que j’adresse à tous les participants de ce Congrès, aux ministres, aux parlementaires, aux délégués des fédérations, aux membres des délégations françaises et étrangères ainsi qu’aux journalistes. J’espère que tous trouveront dans les installations qu’ils découvrent aujourd’hui, dans ce Parc des expositions et loisirs et dans notre cité toute entière, les meilleures conditions de travail et de séjours, conditions indispensables à la réussite de ce grand événement politique que nous nous apprêtons à vivre.
Je me suis souvent dit que beaucoup de maires Socialistes aimeraient être à ma place en cet instant précis.
La tenue du Congrès national du Parti Socialiste à Bourg-en-Bresse est une chance pour notre ville, en braquant sur elle tous les projecteurs de l’actualité, à l’heure où le TGV, qui nous rapproche à deux heures de Paris ; où l’autoroute, longtemps attendue mais en cours de construction depuis 1981, donnent à notre agglomération de considérables et nouveaux atouts économiques, mais surtout, je ne veux pas omettre de dire que Bourg-en-Bresse a aujourd’hui l’honneur d’accueillir un Congrès qui, plus que d’autres, fera date dans l’histoire du Parti Socialiste et dans l’histoire de notre pays.
A mi-parcours d’une législature, il appartient au principal Parti de la majorité de prendre la mesure du travail accompli depuis le Congrès de Valence, de faire le point et de fixer de nouveaux objectifs.
N’ayons pas peur de le rappeler : l’élection en 1981 de François Mitterrand à la présidence de la République et d’une majorité de gauche à l’Assemblée Nationale, a permis de donner un coup d’arrêt à l’affaiblissement de notre pays en arrêtant le cycle chômage-inflation dans lequel la droite l’avait entraîné.
Cette élection a permis de renverser la tendance et les Français le savent, malgré les vociférations de ceux qui croient que tout est perdu quand ils n’ont fait que perdre quelques privilèges.
Certes, il y a des obstacles, nous rencontrons des difficultés nouvelles nées d’une crise internationale persistante, de la montée déraisonnable du dollar.
« Raisons de plus, pour que les Socialistes répondent, au cours de ce Congrès, aux espérances de ceux qui leur ont fait confiance. A nous de les convaincre que les mesures prises depuis 1981 l’ont été dans la bonne direction et qu’elles porteront leurs fruits.
Dans ce contexte, il est heureux, je le pense, que le Congrès national du Parti Socialiste ait lieu dans cette terre de mesure qu’est le Département de l’Ain.
L’Ain qui vous accueille avec sa population, son histoire, la diversité de sa géographie, de la Dombes au pays de Gex, et puis du Bugey au Valromey.
L’Ain, ce département en grande partie rural, qui a subi l’attirance des villes importantes qui l’environnent, comme Villefranche, Lyon, Genève, Annecy, Chambéry.
L’Ain, c’est aussi cette ville de Bourg-en-Bresse et le joyau de Brou, né d’une belle histoire d’amour et du rêve généreux d’une Princesse de Savoie, Marguerite d’Autriche, en laquelle s’incarne toute la politique de l’Europe au XVIe siècle.

Est-ce un symbole ? C'est à proximité de ce monument que le Parti Socialiste, comptable de la politique de la France, se réunit en Congrès.
Aucun et aucune d'entre vous, j'en suis convaincu, ne quittera Bourg-en-Bresse sans avoir visité Brou et ses tombeaux merveilleusement travaillés, Brou qui fit dire à un Burgien, Edgard Quinet, que « Ce fut une main de femme qui tissa ce long suaire de marbre. »
L'Ain, c'est encore le pays de nombre d'hommes célèbres. Je viens d ' évoquer Edgard Quinet, j'en citerai deux autres : Voltaire et Brillat-Savarin.
Je viens d'évoquer Quinet et je voudrais tout de suite, si vous le permettez, évoquer Voltaire qui écrivait : « Tous les genres sont bons, sauf les genres ennuyeux. »
Et Brillat-Savarin ajoutait : « Le destin des nations dépend de la manière dont elles se nourrissent. »
Connaissant les dons d'orateur de nos camarades, j'en déduis que les congressistes du Parti Socialiste ne vont pas s'ennuyer.
Et puis, connaissant également les atouts gastronomiques de notre région, j'en conclus que vous allez pouvoir tous bien travailler et que le Congrès de Bourg-en-Bresse ne peut être qu'un bon Congrès.
Si, par-dessus le marché, les attraits de notre ville et de notre région vous donnaient envie d'y revenir et si, au bout du compte, vous vous étiez tous convaincus, et vous l'êtes déjà, de la nécessité de prononcer le nom de notre ville à la burgienne, et non pas à la parisienne, eh bien ! on pourrait dire que ce Congrès de Bourg-en-Bresse sera un Congrès mémorable pour tous les Socialistes et pour tous les Burgiens !
(Applaudissements)
Je donne maintenant la parole à notre Premier Secrétaire Alain Coquard.

Alain Coquard
Mesdames, Messieurs, chers amis et camarades, c'est avec grand plaisir que je vous accueille aujourd'hui au nom de la fédération de l'Ain du Parti Socialiste.
Je vous souhaite la bienvenue, un bon séjour à Bourg-en-Bresse et dans l'Ain.
La fédération de l'Ain remercie la direction nationale du Parti Socialiste d'avoir retenu notre ville pour ce Congrès. C'est, au-delà des discours, une mise en œuvre de la décentralisation.
Choisir une ville moyenne pour un rassemblement de cette importance constituait un pari. Nous nous sommes efforcés de le gagner ; il vous appartient maintenant d'en juger.
Chacun mesure l'importance de ce Congrès. Il constitue l'assemblée démocratique du Parti Socialiste, parti de gouvernement, parti responsable, auquel les électrices et les électeurs ont majoritairement accordé leur confiance en 1981.
Il sera la démonstration de la capacité des Socialistes à intégrer dans leurs réflexions et dans leurs actes l'innovation, la création et la recherche, tout en poursuivant la lutte contre les inégalités.
Aussi avons-nous mis en place, au service du Congrès et de tous les participants, l'expérience acquise, notamment en matière d'organisation et d'utilisation des

techniques les plus avancées.
Votre séjour dans l'Ain sera probant pour apprécier pleinement cette belle région, sites, monuments, et surtout sa gastronomie dont la réputation, depuis Brillat-Savarin, a largement dépassé nos frontières.
Bourg, particulièrement accessible avec le T.G.V. direct depuis Paris, l'autoroute, les deux aéroports internationaux, Satolas et Genève, est une municipalité dynamique qui, animée par son maire, notre ami et camarade Louis Robin, utilise toutes ses forces dans la bataille économique où nous sommes tous engagés.
Bourg, son marché, son centre-ville rendu aux habitants par la gauche, possède un parc des expositions qui, par sa conception, l'organisation de son fonctionnement, est un véritable complexe polyvalent.
Toute l'année s'y déroulent des manifestations, spectacles, sports, salons, grands rassemblements. C'est devenu un cadre indispensable pour la vie culturelle, associative et économique de l'Ain.
Le parc accueille chaque année la Fête de la Rose. Elle constitue l'événement politique majeur dans le département. La détente, la culture, la réflexion et le politique font son succès. Chaque thème retenu a contribué au développement de son audience. Nous nous souvenons de cette première émission de Radio Riposte réalisée et diffusée en public. Nul n'a non plus oublié la présentation de notre proposition de loi de décentralisation, ni le colloque et l'exposition « Informatique et société ».
Conservant malgré tout ce caractère populaire, chaleureux de la fête, l'an dernier, avec Pierre Bérégovoy, nous avons accueilli quelques 6 000 participants, occasion de contact exceptionnelle avec les intervenants. En 1981, Lionel Jospin sut créer ici l'échange direct, spontané, sur les stands, auprès des militants et pendant son discours. François Mitterrand avait, dès la première fois, permis, par son contact, par l'intensité de son message, par sa présence, d'assurer la réussite. Ce fut le succès. Deux ans plus tard, il est revenu parmi nous avec toujours la même force de mobilisation, de rassemblement. Cela a contribué à donner un nouvel élan à notre fédération.
Premier Secrétaire depuis six ans, je dois souligner le travail au coude-à-coude de l'équipe que nous avons formée. Il a permis d'assurer nos succès. Ce sont nos militants qui ont assuré la progression du Parti Socialiste dans l'Ain.
Nos camarades ont pris toute leur place dans les victoires de la gauche unie. Ils ont fait preuve du même enthousiasme, jeunes du M.J.C. et militants de tous âges, pour préparer ce Congrès qui doit marquer la réussite de notre politique.
Parlons du département. Terre de contrastes géographiques, humains, culturels, économiques, située au nord de Rhône-Alpes, aux portes de la Bourgogne et de la Suisse, il a enregistré un accroissement démographique de 11, 20% entre 1975 et 1982 et un taux de chômage de 5, 7%, qui nous place bien en-dessous de la moyenne nationale.
Dynamisé par les infrastructures routières, ferroviaires, fluviales et énergétiques existantes, l'Ain apparaît comme an carrefour économique en plein essor.
Comme vous le savez déjà, en matière de transports, la construction des autoroutes

Mâcon, Lyon, Genève, la mise en service du T.G.V., les dessertes aéroportuaires de Satolas et Genève, les voies navigables comme la Saône et prochainement, après sa mise au gabarit, le Haut Rhône, constituent autant d'éléments dynamiques.
Les infrastructures énergétiques permettent de satisfaire tous les besoins, et même d'exporter au-delà de la région, cela grâce aux 100 000 mégawatts de la centrale nucléaire de Bugey, à l'achèvement prochain de surgénérateur de Maleville et aux aménagements hydrauliques dont le programme se poursuit.
Les nombreuses réalisations, produits de la politique volontariste menée par le gouvernement, apportent un soutien déterminant à l'expansion des secteurs industriels, commerciaux et agricoles. Ainsi, outre l'activité du bâtiment et des travaux publics, le grand pôle des poids lourds, avec principalement R.V.I. à Bourg, l'activité des P.M.E.-P.M.I. très diversifiée dans le plastique, la métallurgie et l'agro-alimentaire, bénéficient des retombées de cette politique.
Quant à l'agriculture, elle connaît des disparités très importantes. La situation d'un petit exploitant de la terre ingrate du Bugey n'est nullement comparable à celle d'un céréalier de la Dombes argileuse et fertile, quoi que veuillent prétendre au nom de la profession les dirigeants de la F.D.S.E.A.
Cette rapide présentation du département serait incomplète sans évoquer le C.E.R.N., Centre européen pour la Recherche Nucléaire, appellation qui peut prêter à confusion. De fait, ce centre développe la recherche fondamentale sur la matière, sans aborder aucune des applications civiles ou militaires du nucléaire.
Implanté sur les territoires suisses et français, ouvert aux chercheurs de tous les pays, les découvertes qui y sont faites sont immédiatement publiées et accessibles à tous ceux qui le souhaitent. Fait exemplaire pour la coopération internationale.
Le 13 septembre dernier, à l'occasion de la pose de la première pierre du L.E.C., le plus grand accélérateur de particules en cours d'installation dans le monde, le Président de la République a tenu à souligner le apport d'un tel centre à la recherche fondamentale et au progrès de l'humanité.
Les maires de droite du pays, méprisant les grands enjeux nationaux et l'autorité de la France dans le monde, n'ont pas hésité, sous un prétexte futile et inconsistant, à boycotter la venue du Président de la République et donc cette manifestation internationale. Mais nous savons bien que la droite, préoccupée uniquement de revanche, n'hésite jamais à sacrifier l'intérêt national sur l'autel de ses intérêts partisans !
Dans ce département où le président du conseil général U.D.F. s'octroie le titre de président de l'Ain, se voit prince avec tous pouvoirs sur les maires, après avoir combattu les lois de décentralisation, où la droite majoritaire au conseil général vit dans la peur de participer au redressement du pays, employons le mot ou ne l'employons pas, héritage, dans l'Ain comme partout, les faits sont là : de 400 000 chômeurs à l'arrivée de Giscard, on en serait à plus de 3 millions aujourd'hui si le gouvernement n'avait pris les mesures que l'on sait. Nous en connaissons toute l'efficacité dans notre département où à nouveau se créent des emplois ; un tissu industriel exsangue en raison du désinvestissement, un franc qui avait perdu toute

compétitivité par rapport aux autres monnaies. De 1974 à 1980, rappelons quand même que le franc a perdu 49,71% par rapport au mark. Certes, MM. Giscard, Chirac et Barre, démagogues, n'appelaient jamais cela « dévaluation », mais pudiquement « sortie du serpent ». Artifice du discours pour un même résultat, une industrie française incapable de répondre au surcroît de demande, un service public dénaturé, privé des moyens d'accomplir son rôle d'intérêt général.
La droite se préparait à dilapider le secteur financièrement rentable.
Oui, le dépôt de bilan de la droite est lourd à supporter, oui, le redressement est ardu dans un tel contexte mondial. Militants, électeurs, posent des questions, ne comprennent pas toujours les décisions prises. Ils ont été écrasés pendant des dizaines d'années par la politique de la droite. Légitimement impatients, ils déplorent la lenteur du changement.
Notre rôle à nous, militants, face aux campagnes calomnieuses de la droite, n'est-il pas de rappeler, d'expliquer les mesures prises en matière de justice sociale et de solidarité nationale ? Augmentation du SMIG, augmentation des allocations familiales, augmentation du minimum vieillesse dès mai 1981, et la cinquième semaine de congés payés, la retraite à soixante ans, des dizaines de mesures sociales en deux ans de gouvernement de la gauche ! 200 000 emplois créés dans une fonction publique élevée, aux missions redéfinies pour un meilleur service aux citoyens, la décentralisation de l'Etat au profit des collectivités territoriales, la nationalisation des groupes bancaires et industriels devenus de véritables outils au service de la nation, comme ici la Banque régionale de l'Ain.
Nous avons rendu au secteur industrialisé les moyens de développement que ses actionnaires privés lui avaient toujours refusés.
Effort sans précédent pour l'éducation nationale et la formation professionnelle des jeunes, droits nouveaux pour les travailleurs, avec les lois Auroux.
Voilà nos réalisations ! Expliquons-les, faisons-les respecter.
La droite au pouvoir, peu scrupuleuse, se gargarisait de mots ronflants et vains. Aujourd'hui, elle dévie et grossit les problèmes, attaquant les réformes présentées par le Garde des Sceaux, Robert Badinter, en une campagne scandaleuse dont le but réel est le développement du racisme et de la peur. A jouer avec le feu, demain c'est la démocratie qui peut être en cause.
Parlons aussi de l'évolution favorable des indices économiques, de la régression spectaculaire du déficit extérieur, des résultats de l'action gouvernementale, car il n'est nulle raison d'en avoir honte, et sur le terrain nous pouvons parfaitement nous expliquer sur tous ces dossiers, sur tout ce que nous avons fait depuis deux ans, et nous ne devons pas avoir peur de le dire haut et fort. (Applaudissements)
Et l'école ? Les Socialistes seraient laxistes ou « libertistes ».
Le problème de l'école et de l'éducation doit en effet demeurer pour nous la priorité des priorités. Voulons-nous étouffer l'école libre ? Certainement pas, puisque la seule école libre, l'école de la liberté, c'est l'école laïque, l'école de la République. (Applaudissements)
En quel autre lieu les enfants, les jeunes, peuvent-ils se retrouver sans être jugés sur

leur appartenance sociale, philosophique ou religieuse, sinon là ?
Nous avons pris l'engagement de constituer un grand service public laïque unifié de l'éducation nationale. Après les négociations, il convient maintenant d'aboutir à des résultats, non pour rallumer quelque guerre scolaire, mais dans l'intérêt de notre jeunesse, pour donner à nos enfants toutes leurs chances et construire leur avenir. (Quelques Applaudissements)
Vingt-trois années durant, les dirigeants réactionnaires ont cherché à persuader les Français que l'expansion n'avait qu'une alternative, le libéralisme, enfant naturel du capitalisme, générateur de classes et d'empires financiers, avec pour seule ambition sociale la défense de leurs intérêts.
Nous prouverons qu'une autre voie est possible. Toute une série d'organismes, de syndicats patronaux, fleurissent ; leur seul point commun est l'individualisme et la sauvegarde de leurs privilèges corporatistes. Pêle-mêle, la gauche est accusée du poids des charges sociales, du handicap causé aux entreprises par les droits nouveaux des travailleurs ou de la lourdeur de la taxe professionnelle. Mais M. Chirac y va de son couplet, voulant faire oublier qu'il est le père de la taxe professionnelle.
Gémir ou mentir, c'est leur seul programme, et il ne leur est même pas commun !
A gauche, on entend souvent: « C'est bien », « Il faut faire cela, mais... », qui me rappelle un certain « Oui, mais… » ou « Quand finira la rigueur ? »
Poser ainsi la question revient à confondre rigueur et austérité. S'il s'agit de répartir plus justement les richesses créées, d'accord, mais ne les gaspillons pas, gérons rigoureusement notre pays.
Oui, la rigueur est nécessaire. Orientée vers le rétablissement des grands équilibres, l'assainissement de l'économie, les moyens mis en œuvre pour une industrie plus compétitive constituent les chances du futur succès. Les priorités accordées aux nouvelles technologies, à la recherche et à l'éducation permettront à la France de retrouver la place que la gestion giscardienne lui avait fait perdre. Ensemble, concentrons nos efforts; notre réussite en dépend.
Cette bataille de l'industrie, nous devons et nous pouvons la gagner. Soyons lucides. Un plan de type bureaucratique ne peut constituer une réponse. Il figerait certaines positions acquises, sclérosant et camouflant les situations jusqu'à l'irruption brutale des réalités.
Notre réponse, porteuse de grands objectifs pour le secteur public, d'aides sélectives dans les secteurs préparant les succès de demain, représente une bien meilleure démarche, laquelle permettra une mobilisation des équipes de recherche, de création, de réalisation et de commercialisation.
Refusons la facilité, ainsi que les choix purement technocratiques ; prenons en compte la dimension humaine de chaque dossier.
Nous sommes engagés dans une porte étroite et complexe, et nous réussirons en maintenant l'équilibre entre toutes ces contraintes.
La politique fiscale est aussi un élément très sensible qui ne peut admettre des solutions à l'emporte-pièce. En effet, cela peut être un instrument de justice sociale, mais aussi un outil dans la bataille économique. Sur ce terrain, beaucoup d'idées sont

lancées, allant du projet miracle à un repli frileux sur les règles existantes. Toutes les solutions doivent être examinées sérieusement, et leurs conséquences mesurées avec la plus grande objectivité, sans aucun apriorisme.
Ainsi, le débat amorcé sur l'intégration d'une partie des charges sociales dans la T.V.A. ne devrait pas être éludé. Il serait intéressant de déterminer quel pourcentage de charges pourrait être transféré sur le T.V.A., sans que le prix T.T.C. des produits français ne varie. Cela entraînerait une baisse du prix hors-taxe de nos produits, donc une meilleur compétitivité extérieure, et ferait supporter une partie des coûts sociaux aux importations. Mais une telle mesure ne peut être prise à la légère sans examen préalable du seuil d'application, et selon les diverses hypothèses, des conséquences sur nos prix, notre commerce international, notre économie.
Dans un département comme le nôtre, cela devrait présenter des avantages importants pour l'économie et l'emploi. Le plastique et poids lourd pourrait en être les premiers bénéficiaires. Il serait souhaitable que le Parti Socialiste prenne le temps de la réflexion sur de telles questions, en disposant de tous les éléments pour le faire.
La voie de la justice sociale n'est pas droite et bien balisée, mais au contraire sinueuse, complexe et difficile.
Certains amis procèdent régulièrement à une énumération de catalogues de mesures, toutes attrayantes et séduisantes. Ils me rappelle les camelots de mon enfance, sur la place du marché, aux propositions plus alléchantes les unes que les autres, pour quel résultat ? Un client crédule, charmé par le verbe et dupé.
La politique de la gauche ne peut être celle du miroir aux alouettes ni de la baguette magique. Nous avons une responsabilité devant le pays : celle de réussir l'œuvre entreprise en 1981; rien ne doit nous détourner de cet objectif. Les considérations tactiques tendant à privilégier l'action pour la place de telle ou telle composante, au détriment du combat général, devraient être bannies ; ces opérations spéculatives seraient un leurre dont nul ne sortirait gagnant.
La stratégie d'union de la gauche, défendue et mise en place par François Mitterrand, porte des fruits. Aujourd'hui, toutes les sensibilités de la gauche participent au gouvernement de la France, et il s'y fait du bon travail.
Rappelons, à l'occasion de ce Congrès de Bourg, à certains donneurs de conseils de la droite, que le Parti Socialiste choisit librement sa ligne politique et que son combat s'inscrit toujours dans le cadre de l'union de la gauche.
Cela ne nous empêche pas, nous en avons même je crois le devoir, de dire au Parti Communiste qu'il ne peut avoir deux langages : l'un au gouvernement, l'autre dans la rue, sur le terrain. (Applaudissements)
Marchais doit choisir la chaise sur laquelle il veut être assis ; sinon il risque de s'asseoir entre les deux, et le résultat est généralement douloureux.
Politique sociale, politique économique, politique internationale, rapports au sein de la majorité, telles sont les grands enjeux de ce Congrès de Bourg-en-Bresse.
Les réponses apportées, les propositions formulées pendant ces trois jours conditionneront l'avenir.
Autre dimension de ce Congrès : le Parti Socialiste.

Certains voudraient le présenter comme un appareil coupé des réalités, dont les dirigeants à tous les niveaux auraient pour seule préoccupation de pérenniser leurs positions, alors qu'il est le moteur et élément dynamique, le Parti Socialiste contribue pleinement à la mise en œuvre des transformations engagées dans notre pays.
Quelle richesse, quelle diversité apportent tous ses militants, d'origines, de sensibilités diverses, oeuvrant dans un même Parti, sur la base d'un même projet politique !
Pour certains, adversaires ou amis trop attentionnés, nos débats précédant chaque Congrès sont preuves de divisions. Ils constituent en réalité une procédure exceptionnelle dans la vie politique française. Ailleurs, quelques chefs décident et les adhérents n'ont plus qu'à se soumettre ou se démettre. Nous avons tout lieu d'être fiers de notre pratique. Elle est exemplaire et permet à tous les Socialistes de décider majoritairement des orientations pour les deux années qui suivent et des hommes et des femmes qui les mettront en application.
Il y a le temps du débat, puis celui des choix qui deviennent la loi de tout le Parti. Elle s'impose alors à tous les Socialistes. Le Parti Socialiste a derrière lui une longue tradition historique de parti d'opposition. La mutation engagée en 1981 pour la transformation en parti de pouvoir est maintenant devenue réalité. Tous ceux qui ont suivi, dans leurs sections, leurs fédérations, les différentes phases de la préparation de ce Congrès, ont pu le constater par le sens des responsabilités de chacun, la qualité du débat, qui a été d'un haut niveau politique.
Expliquer, convaincre, rassembler, telles sont nos objectifs. Il nous faut maintenant engager une grande bataille contre la droite, faire connaître notre bilan et nos projets. Pour cela, donnons-nous les moyens de nos ambitions.
Le Congrès de Bourg devra rester dans les mémoires comme celui de la communication, comme le Congrès de la reconquête de l'opinion, pour la réussite incontestable de notre politique.
Nous avons bien conscience d'avoir tenu nos engagements de 1981, disons-le haut et fort. Et maintenant, faisons sauter les obstacles afin que nos réalisations passent davantage dans la vie quotidienne. Mobilisons les Socialistes, mobilisons la gauche toute entière dans cette grande entreprise d'explication et de conviction. Notre message passera si nous savons, comme ne manque jamais de le souligner Lionel Jospin, tenir le langage du réalisme et de la franchise. Nous sommes porteurs de millions d'espoirs, nous ne pouvons les décevoir.
Bourg, terre paisible, nous propose un Congrès au cours duquel le débat se déroule pleinement, avec sérieux et responsabilité.
Une question nous est souvent adressée : le Parti Socialiste, unanime ou pas, dimanche ? Je ne pense pas que le problème se pose dans ces termes. S'il s'agit de rassembler toutes les sensibilités composant le Parti Socialiste sur une ligne politique qui fasse l'unanimité, oui, sans hésitation. Si cela consiste à marquer les différences d'analyse sous couverts d'une motion nègre-blanc, sorte d'auberge espagnole où chacun trouverait tout et son contraire, alors, non, ce ne serait ni sain, ni souhaitable.
Il est préférable d'avoir une majorité et une ou des minorités, la majorité ayant alors

en charge l'application de la loi du Parti, c'est-à-dire le choix d'une très large majorité de militants.
Nous refusons les replis frileux. Serrons-nous les coudes. Les Socialistes continueront d'agir ensemble pour gagner la difficile bataille dans laquelle nous sommes tous engagés. Les Socialistes poursuivront leur effort pour préparer les victoires de demain et réussir ensemble.
(Applaudissements)

Le Président - Je voudrais demander aux camarades qui veulent intervenir dans le débat général de bien vouloir se faire inscrire.
Je vais maintenant donner la parole à Jean Poperen, pour le rapport d'activité du Secrétariat national.

Jean Poperen
Chers camarades, permettez-moi d'abord, au moment où s'engage ce Congrès, de me faire l'interprète de la Direction du Parti et, j'en suis sûr, de vous tous, pour remercier nos camarades de la fédération socialiste de l'Ain, leur Premier Secrétaire, Alain Coquard, pour remercier la ville et les habitants de Bourg-en-Bresse et leur maire, notre camarade Louis Robin, de l'accueil qu'ils nous font pour cette instance importante, car nous savons les difficultés de cet accueil, et déjà nous en mesurons la qualité.
(Applaudissements)
Sûrement, nous répondrons à l'invite discrète de Louis Robin, qui a parlé de « terre de mesure »... Terre de mesure mais, je suis sûr qu'il en est d'accord, aussi terre de vigueur et de dynamisme.
Au moment où nous commençons nos travaux, notre première réflexion va naturellement vers cette constatation que les toutes dernières nouvelles ne peuvent que confirmer : celle d'une incontestable détérioration, au cours des derniers mois, des dernières semaines, de la situation internationale. Il semble bien que, pour cet été et cette rentrée 1983, ce sera là le fait nouveau.
Nous gouvernions, chers camarades, dans la crise, la crise économique mondiale. Nous gouvernons aussi, maintenant, dans un contexte de tension internationale plus sérieuse.
Le Premier Secrétaire, notre camarade Lionel Jospin, y reviendra sans doute beaucoup plus longuement dès cet après-midi, mais je veux seulement rappeler, dans les limites de ma tâche de ce matin - celle du bilan d'activité de notre Direction Nationale - que cette dimension internationale, exprimée notamment par le Secrétariat international du Parti, a naturellement été toujours présente dans l'ensemble de nos activités. C'est une tradition chez nous, tellement tient de place notre politique constante de paix, d'indépendance nationale, de défense, sur toute la planète, des droits de l'homme. Mais peut-être le poids de ces circonstances internationales est-il plus grand encore lorsque nous sommes parti de gouvernement, et pour un pays comme le nôtre, qui a un rôle de premier plan.

C’est dire que la part de ces préoccupations dans notre activité, la part directe prise par le Premier Secrétaire dans cette activité internationale - et je pense notamment à des rencontres comme celles qui ont eu lieu à maintes reprises à Paris, tout particulièrement en janvier de cette année, à l’issue de la réunion des acteurs du changement, ou bien à des réunions du Bureau de l’Internationale Socialiste, comme à Lisbonne au printemps dernier, ou à Athènes il y a quelques jours - attestent de notre attention constante, profonde, pour ces problèmes.
Voilà donc le contexte international, très brièvement évoqué, mais à coup sûr, je le répète, nous y reviendrons beaucoup.
Nous sommes en Congrès, nous Socialistes français, nous avons donc à faire le point, à fixer, à préciser le cap. Nous avons à le faire, Parti Socialiste, principal parti de la majorité, et il est bien clair que si les fonctions de gouvernement et celles du Parti sont distinctes - elles le sont, en fait, et elles le sont aux yeux de l’opinion -, les responsabilités, vous le savez bien, chers camarades, elles, sont confondues.
Les Français jugent les Socialistes. Nous devons donc aborder l’examen de cette situation et de nos perspectives avec, en tête, ce qu’a été le maître-mot de ces dernières semaines, tel que l’a formulé le Premier Secrétaire : le réalisme, ce qui veut dire tout à la fois sans complaisance, mais sans non plus je ne sais quel goût de mortification qui est trop souvent venu aux Socialistes depuis qu’ils ont les responsabilités du pouvoir.
Ni se voiler la face, ni courber l’échine quand le vent est un peu plus mauvais.
Les citoyens sont exigeants à notre égard et nous le sentons, et ils ont raison, parce qu’ils n’attendaient pas grand chose et ils n’attendent pas grand chose des autres, mais ils attendent beaucoup de nous ! (Applaudissements)
Ils nous demandent beaucoup, et ils ont raison. Mais, pour autant, il ne faut pas que les Socialistes craignent de n’avoir rien fait parce qu’ils n’ont pas encore tout fait !
Camarades, disons-le comme sont les choses et sans enfler le ton, mais parce que c’est la réalité qui, d’abord, doit dominer ce Congrès : nous avons fait beaucoup d’ores et déjà, et notre mandat est en voie d’être rempli. Les engagements que nous avions pris sont, pour une part importante, d’ores et déjà tenus.
Mais, c’est vrai que nous avons, d’entrée de jeu, décidé d’un certain nombre de changements dont les effets n’étaient pas, et ne pouvaient pas être, immédiatement perçus dans la vie quotidienne. C’est que nous avons parié sur l’avenir plus que sur l’immédiat, et c’est la marque de notre esprit de responsabilité !
Oui, chers camarades, nous avons eu raison, dès la première année, de décider l’extension du secteur public, la loi de démocratisation du secteur public, la loi fixant les bases de la décentralisation, les nouveaux droits et obligations des locataires et bailleurs ! Nous avons eu raison de décider, dès les premiers mois, ou les dix-huit premiers mois, la retraite à soixante ans, l’égalité hommes et femmes, notamment dans le travail, les nouveaux droits des travailleurs et la réforme des prud’hommes, la première phase de la réforme de la fiscalité, avec notamment l’impôt sur les grandes fortunes, le livret d’épargne populaire, et la suppression des lois et institutions judiciaires d’exception.

Ce n'est qu'un très bref aperçu. Je crois que notre camarade Pierre Joxe, Président du groupe socialiste à l'Assemblée Nationale, reviendra plus en détail sur le bilan énorme du travail législatif qui, déjà, a été accompli.
C'est le premier acquis et, chers camarades, ce n'est que le premier acquis.
Je voudrais vous dire qu'à notre avis, si nos adversaires se sont déchaînés en diverses circonstances - et notamment quand nous entreprenions les réformes les plus importantes à nos yeux -, s'ils continuent de faire campagne contre notre politique et ce que nous faisons, c'est parce qu'au fond d'eux-mêmes, ils savent toute l'importance de ce que nous réalisons, c'est aussi parce qu'ils savent d'expérience que, quoi qu'ils disent, et pour l'essentiel, on ne défait pas ce qui, une fois, a été fait ! Ce qui aura été acquis grâce à nous le restera pour ce peuple, comme l'ont été les lois du Front Populaire, comme l'ont été les acquis de la Libération ! (Applaudissements)
D'ailleurs, remarquez que ces derniers temps, de ce point de vue, ils ont un peu baissé le ton, même si, de temps à autre, Chirac se risque encore à dire qu'il supprimera l'héritage dans certains domaines, y compris celui de De Gaulle parce que, lui, il va très loin en arrière ! En fait, mes chers camarades, au travers de toutes leurs opérations et tentatives de retardement - je ne les évoquerai que brièvement, vous les avez encore en tête, elles ont commencé dès la rentrée 1981, quand nous discutions la loi de nationalisation, ces opérations de retardement, avec de véritables sabotages parlementaires pour empêcher que cette loi ne soit votée, ou pour faire qu'elle le soit le plus tard possible, et ils ont recommancé quand on a discuté des lois Auroux -, au travers de toutes ces opérations, ils ont échoué ! Ils ont pu multiplier ces tentatives, mais, mes chers camarades, notre caravane passe, elle passe quand même ! (Applaudissements)
Ils ont fait beaucoup, pas seulement à l'Assemblée Nationale, au Parlement, mais dans le pays. Rappelez-vous, là aussi... Cela a commencé très tôt, et puis cela a été la rentrée très chaude, difficile, houleuse à certains moments, de 1982, les grandes manifestations tentées avec certains secteurs, professions libérales, certains chefs d'entreprise, une partie de la paysannerie... C'était là, en septembre-octobre 1982, la première grande tentative, comme ils disent, de déstabilisation. Et puis, à nouveau, au printemps dernier, à l'occasion de la discussion de la loi sur l'enseignement supérieur, entre autres, avec les manifestations d'éléments très minoritaires, mais très bruyants, de la police. Et puis, ce qu'on nous promettait - et reconnaissons-le, ce que nous redoutions un peu - pour cette rentrée de septembre-octobre 1983. Les choses ne se sont pas passées comme ils l'espéraient et comme nous le craignions.
Cela veut simplement dire - et n'en concluons pas davantage - que pour le moment, il apparaît que les masses profondes, celles des forces qui s'étaient, dès 1981, prononcées contre nous de toutes façons, celles qui ont pu hésiter un moment et qui, pour le moment, se sont dérobées, celles aussi d'un certain nombre de mécontents ou d'impatients, nous le savons, il apparaît que les masses profondes ne sont pas disponibles, à l'heure où je parle - ne prenons pas, en ce domaine, de pari sur l'avenir - pour de grandes démonstrations contre notre politique. Il y a, à cet égard, une certaine attente, interrogation, et quand Léotard, repris par Lecanuet, parle

d'exaspération, je crois que c'est l'exaspération qu'il espère dans les masses populaires. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit.
En vérité, ils ont été bien imprudents, et notamment Chirac, encore lui, en décembre 1981, de pronostiquer que nous ne serions pas au pouvoir plus de deux années ! Nous avons, d'ores et déjà, avancé, et nous avons commencé à réaliser largement le changement dans le calme.
D'autres avaient parlé - rappelez-vous, en 1974 - du changement sans drame. Le changement sans drame, le changement dans le calme, c'est nous, contrairement à ce qu'ils avaient annoncé et à ce que, probablement, ils espéraient et qu'ils ont tenté de réaliser ! Il n'y a pas eu les barricades, il n'y a pas eu les pavés, il y a eu très peu de mouvements de rue contre nous, il y a eu très peu aussi, il faut le dire, de grèves dans les entreprises. Cela veut dire un énorme capital de confiance - quoi qu'ils aient fait - à notre politique.
Mais il y a aujourd'hui, je le répète, cette attente - et nous le sentons dans l'opinion -, une interrogation parfois, souvent même, assez critique à notre endroit.
Le calme d'aujourd'hui, le calme relatif, ne doit pas nous tromper, nous abuser. Les eaux calmes sont, en effet, un atout, mais les eaux dormantes, surtout pour un gouvernement de la gauche, seraient un péril ! Que le changement à froid ne soit pas le changement froid, c'est-à-dire coupé des forces profondes du pays, ou simplement un peu éloigné d'elles.
Nous n'avons pas, et il nous faut le reconnaître, encore une fois sans morosité excessive, mais comme un fait de la réalité, réussi vraiment l'accompagnement populaire du changement et ce que nous avons constaté - je ne m'y arrêterai pas longuement - de l'évolution électorale depuis, en gros, dix-huit mois, exprime bien cette évolution des esprits, ce climat que je viens d'évoquer.
La majorité des Français ne souhaite pas interrompre ce qui est entrepris, mais elle éprouve à notre endroit ce que j'appellerais une certaine insatisfaction. C'est le devoir du Congrès - cela a été le devoir des Socialistes dans la préparation de leur Congrès et il me semble qu'ils l'ont fait avec grand sérieux - de s'interroger sur les raisons de cet état de chose, en effet, à presque la moitié de cette législature.
Est-ce la rigueur ? Il faut aller à l'essentiel tout de suite. Est-ce la rigueur ? Mes chers camarades, nous avons entrepris de faire le changement dans un pays de vieilles structures comme le nôtre, et ce n'est jamais facile.
Nous sommes amenés maintenant à le faire dans la crise et cela, c'est une grande audace. Cette audace-là, faire le changement dans et malgré la crise, c'est la nôtre, à nous Socialistes français. (Applaudissements).
Bien entendu, cela veut dire une route très difficile que nous avons entrepris dès le mois de juin-juillet 1981. Qu'avons-nous fait dès ce moment-là ? Nous avons tout d'abord donné aux plus défavorisés un peu plus de pouvoir d'achat, entrouvrir leur fenêtre sur un peu plus de bonheur. On nous a parfois reproché de l'avoir fait et de l'avoir fait d'entrée de jeu. Mes chers camarades, les mesures socialistes prises dès l'abord par le gouvernement de la gauche, c'était notre devoir, c'était commencer d'acquitter la dette de la justice sociale vis-à-vis des plus défavorisés.

(Applaudissements).
Mais c'était aussi, c'est vrai, un élément de notre stratégie générale, c'était commencer d'amorcer la bombe de la demande, donc de la relance.
Ce pari-là, économique, ne fut qu'en partie gagné. Il serait cependant injuste - je vous demande d'y bien réfléchir - d'oublier qu'il a contribué ou de négliger le fait qu'il a contribué - nos adversaires essayent de le faire oublier, mais nous, non - à nous assurer le taux de croissance que nous avons connu sur 1981 et sur 1982.
Pour l'ensemble des pays de la Communauté Economie européenne, ce taux était de moins 0, 6% en 1981, de 0, 2% en 1982 ; chez nous, il a été de plus 0, 3% en 1981 et de plus 1, 5% en 1982. Alors, quand on nous dit « échec, vous vous êtes trompés », mes chers camarades, les faits sont là. (Applaudissements).
Mais il est vrai que cela n'a pas été aussi bien, aussi loin, aussi net que nous étions en droit de l'espérer, que nous le souhaitions.
Pourquoi ? Mes chers camarades, d'une part parce que nous avons vérifié - il fallait être au pouvoir pour le savoir, on ne nous ouvrait pas beaucoup les dossiers avant - que le délabrement de notre appareil industriel, dans beaucoup de secteurs, était bien pire que ce que nous avions imaginé, et cela, c'est probablement une des parties les plus lourdes, et qui sera la plus longue à surmonter du fameux héritage.
Oui, nous y sommes, chers camarades, nous n'avons pas l'appareil de production qui aurait permis immédiatement de prendre le relais de ce premier moment de la relance qui nous aurait permis de persévérer plus rapidement dans cette voie. Il y a eu ce premier élément.
L'autre, mes chers camarades, c'est que nous, comme les autres, comme le monde entier, qui avaient parié sur autre chose, attendions en règle générale la reprise pour 1982. Elle n'était pas au rendez-vous.
A partir de là, fallait-il ignorer les données qui s'imposaient à nous, dès les premiers mois, dès le printemps de 1982 et continuer de faire « comme si » ?
Le gouvernement, sous l'impulsion du Président de la République, a pris dès ce moment, avec les mesures d'assainissement de juin 1982 et leur prolongement, leur renouvellement, leur élargissement de mars 1983, les difficultés à bras le corps. Le Premier Secrétaire du Parti, récemment, à Antenne 2, a marqué que ce réalisme du gouvernement était ceui du Parti Socialiste lui-même.
Le Parti, son Comité directeur, a approuvé, notamment dans la session de mars-avril 1983, à l'unanimité les décisions qui avaient été prises par le gouvernement pour engager et développer la politique d'assainissement. Ils ont rexprimé - et l'on peu penser que le Congrès tout entier l'exprimera après eux - cette volonté que réussise le plan d'assainissement qui est la condition de tout le reste, y compris de la reprise de notremarche en avant. Tout passe d'abord par là.
Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie efforts sans précédents pour rétablir nos grands équilibre, juguler le mal chronique de l'inflation, rendre notre industrie compétitive, voilà les grands enjeux.
Le Président de la République, dans une intervention importante de juin dernier, a dit : « Cette politique est nécessaire, cette politique est la seule possible dans les

données du moment. » Bien ! Mais il a ajouté deux autres points, tout aussi importants, car le dispositif forme un tout, et on ne peut pas le couper en rondelles. Il a dit : « Pour que cet effort réussisse, il faut qu'il soit réparti de la façon la plus juste possible » et il a dit ensuite, troisièmement : « Il faut que cet effort soit ressenti comme servant à quelque chose. »

Nous-mêmes, nous avons eu l'occasion de le dire en bien des circonstances, si la rigueur devait aggraver les injustices, le peuple à la longue ne l'accepterait pas.

Simplement, mes chers camarades, je voudrais vous faire observer, parce que là aussi nous sommes souvent injustes vis-à-vis de nous-mêmes - je ne dis pas seulement du gouvernement ou de la direction du Parti, parce que nous assumons ensemble -, que nous avons veillé constamment - c'est une précision qui a tout son poids, je le pense - , la Direction du Parti a veillé constamment, et en particulier dans des circonstances importantes, y compris, chacun le sait, lorsqu'il y a quelques semaines, il a fallu mettre au point ce que serait le budget de l'année à venir, à ce que la répartition de cet effort soit la plus juste possible.

Je voudrais souligner combien il serait inexact, injuste, encore une fois vis-à-vis de nous-mêmes, de faire comme nous l'avons fait - reconnaissons-le - trop souvent, comme si par exemple dans le domaine de la justice fiscale, tout était à faire.

Non, chers camarades, beaucoup est encore à faire, mais là aussi beaucoup a déjà été fait. Faut-il rappeler - je prendrai le temps de le faire, parce que nous sommes là au cœur d'une de nos grandes questions - qu'un million de personnes payées au SMIG étaient exonérées de tout impôt sur le revenu, que l'impôt a été allégé pour un autre million aux revenus modestes (applaudissements), que les personnes de plus de soixante ans, non imposées sur le revenu, ont été exonérées de la taxe d'habitation ? Faut-il rappeler que toutes les tranches du barème sur l'impôt ont été revalorisées du montant de l'inflation ? Faut-il rappeler la déduction des frais de garde étendue aux ménages dont deux conjoints travaillent tandis que l'impôt sur les très grosses successions était augmenté d'une tranche d'impposition à 65%, tandis qu'était institué l'impôt sur la fortune ? Voilà ce qui est.

Est-ce pour cela que nous sommes insensibles, que nous manquons d'attention à l'égard de l'état d'esprit de salariés moyens, de nombreux cadres qui portent une part notable de l'efffort demandé aujourd'hui à la Nation ?

Sûrement non, c'est bien pourquoi nous considérons, et nous l'avons dit - je pense que ce Congrès va être amené à le répéter avec grande force -, que nous n'avons pas encore résolu, dans le domaine de la fiscalité, la question la plus délicate, la plus difficile sans doute à résoudre, mais de très grande conséquence, qui est celle de la connaissance de l'ensemble des revenus, notamment des revenus non salariaux, condition d'un progrès déterminant vers plus de justice fiscale. (Applaudissements).

Camarades, nous faisons en sorte d'être justes. Sommes-nous efficaces ? Grande question, parce que là, nous vivons avec un vieux cliché, et quelle force il a, de quels moyens disposent nos adversaires pour en persuader l'opinion, et de temps à autres nous persuader nous-mêmes, que nous serions inefficaces.

Voyons les faits, sans les gonfler là non plus, ce n'est pas la peine, ils n'en ont pas

besoin, voyons les faits tels qu'ils sont. Nous n'en demandons pas plus à nos commentateurs de montrer les faits tels qu'ils sont.

Tout d'abord, les progrès très importants réalisés ces derniers mois, en ce qui concerne le rétablissement de notre balance commerciale, de notre balance des comptes, progrès d'autant plus remarquables et encourageants qu'ils sont dûs pour l'essentiel, en ce qui concerne la balance commerciale, à une augmentation de nos exportations. C'est dire que c'est une amélioration que j'appellerai offensive, et non pas récessive, comme elle le serait si elle était due seulement à une baisse rapide et grave de nos importations.

Je crois pouvoir en votre nom dire que c'est là une belle réussite du gouvernement, et particulièrement des ministres qui ont la responsabilité des divers secteurs de notre économie.

Mais au cœur de l'effort national, il y a, au-delà de ce que je viens d'évoquer, la lutte implacable que nous avons engagée contre cette maladie chronique, structurelle de l'économie française, je veux parler de l'inflation.

Là encore, où en sommes-nous ? Nous avons ramené l'inflation de 14% en 1981 à 9, 7 en 1982 ; nous sommes sur la trajectoire des 9% pour cette année, avec un rythme qui a toute chance d'être inférieur à 8% sur les six derniers mois de l'année 1983. Rien de moins, mais rien de plus, chers camarades nous en sommes là.

Faut-il simplement rappeler que le cher professeur Barre, qui continue de faire la leçon, « Monsieur 14% », nous avait dit qu'on ne sort jamais bien d'un blocage, et qu'après le blocage c'est pire qu'avant, cela s'emballe. Avec lui, cela avait été vrai, il avait « loupé » son blocage ; nous, chers camarades, nous l'avons réussi, nous avons réussi la sortie. (Applaudissements).

Mais au-delà du blocage, il y a eu l'ajustement prévu, inévitable, qui est dans l'ordre des choses, il n'y a pas eu emballement, c'est ce qui nous permet de dire que nous allons sans doute tenir sur cette ligne de 8% environ, en même temps que nous avons tenu - c'était l'autre gageur jusqu'à maintenant un peu précaire - au-dessus de cette fameuse crête des deux millions de demandeurs d'emploi, alors que vous savez, comme moi, où en sont tous les pays aux alentours.

Nous avons donc tout à la fois fait décélérer l'inflation sans provoquer la montée en flèche, qui aurait été catastrophique, du chômage. Permettez-moi de dire que pour des gens inefficaces, des gens qui sont, paraît-il, nuls en économie, quand les autres font la leçon, franchement nous pouvons être fiers déjà dans ce domaine de ce qui a été acquis. Mais nous devons être tout autant lucides sur le fait que rien, à l'heure qu'il est, n'est gagné.

Les derniers indices des prix d'août et de septembre, sans être mauvais, nous montrent que c'est une lutte pied à pied, de tous les jours, où à tout moment nous risquons le dérapage d'un côte ou de l'autre. Il faut tenir, il faut tenir sur cette ligne et c'est bien pourquoi nous n'avons pas le droit, me semble-t-il, nous semble-t-il, de relâcher l'effort maintenant. A quoi aurait-t-il servi, mes chers camarades, de demander l'effort que nous avons demandé aux Français pendant plus d'un an si maintenant nous nous laissions aller ? Mais bien entendu pour que l'effort soit

efficace, continue d'être efficace, il doit être l'effort de tous.
Nous avons demandé beaucoup au monde du travail et ce n'est pas une mince affaire et une mince satisfaction pour nous que de constater qu'il a répondu à notre demande, et tel commentateur qui n'a pas spécialement réputation d'être de nos amis, il en donne la preuve quasiment tous les matins, remarquait tout de même ce matin justement que nous avions bénéficié, je pense qu'il n'en est pas surpris, cela aurait été étonnant pour les autres, pas pour nous, de cette confiance, de cette patience du monde du travail. Simplement, il faut que les autres partenaires sociaux, comme on dit, ne tirent pas trop sur la corde et nous ne pouvons pas ici, en ce début de Congrès, ne pas nous interroger sur les surprenants propos, mais je crois qu'on finit par ne plus être surpris, mais tout de même, de Gattaz, du C.N.P.F., sur les salaires. Il en redemande et au-delà, nous devons tout de même nous interroger quand nous voyons si souvent repris et dans quelques cas, je le crains, un peu officialisés, la vieille thèse réactionnaire suivant laquelle les salaires seraient le principal facteur d'inflation.
Quand je lis ou j'entends : « empêcher la hausse des salaires, donc des prix. » Chers camarades, permettez ! Dans les composantes des coûts, il y a en effet les salaires, mais il y a aussi les profits, et nous ne pouvons pas accepter qu'on fasse reposer d'entrée de jeu et comme par principe les difficultés de la lutte contre l'inflation, que nous connaissons, sur les salariés ; ce serait tout de même pour les Socialistes un singulier renversement du cours des choses. Nous avons accepté de demander aux travailleurs, et je répète qu'ils l'ont accepté, de renoncer au mécanisme rigoureux de l'indexation, c'était là une garantie très importante, conquise au cours des années par de longues et dures luttes du salariat. Alors, comment pourrions-nous accepter qu'on en demande encore, comme Gattaz le faisait, je le rappelais, il y a encore quelques jours, et quand en même temps nous constatons que les investissements ne suivent pas ou suivent mal, nous sommes tout de même amenés à nous interroger sur le jeu qu'on joue et il est bon, je pense, que la motion qui paraît avoir recueilli - je ne crois pas, j'espère que les autres motions ne seront pas en désaccord sur ce point, c'est la seule référence que j'y ferai - la très large majorité des votes des militants, demande simplement sans plus encore que l'on précise les règles du jeu.
A ces conditions seront resserrés les liens entre le gouvernement de la gauche et les forces sociales qui nous ont portés au pouvoir et sans lesquelles nous ne gagnerions pas.
Chers camarades, notre réussite économique conditionne notre réussite tout court. Je pense qu'en ce mois d'octobre 1983, nul n'en doute, mais il y a des conditions politiques à notre réussite économique. On ne peut ignorer ni les contraintes économiques, ni les nécessités politiques. Nous devons tenir les deux bouts de la chaîne, c'est toute la difficulté de votre entreprise à l'heure actruelle et c'est aussi là que sont les vraies conditions de la réussite. C'est la cohérence même de notre action. Nous sommes jugés là-dessus et nous serons
jugés là-dessus. Sommes-nous seulement jugés là-dessus ? Non. Nous savons bien que justement parmi ceux qui nous ont fait confiance et continuent de nous faire confiance, on s'interroge sur notre capacité à surmonter les résistance, les obstacles,

inévitables qui sont dans l'ordre des choses et qui tiennent aux structures d'Etat, des grands services, des grandes entreprises, y compris celles passées récemment dans le secteur public, à la domination culturelle traditionnelle. Tout cela c'est autant de données que nous devons surmonter. La direction nationale du Parti n'a pas manqué de se faire, auprès du gouvernement, chaque fois que nécessaire, l'interprète des préoccupations des militants eux-mêmes, traduisant les préoccupations de la masse des citoyens.

En de nombreux secteurs, l'efficacité du pouvoir, de ses rouages principaux, a été améliorée. On s'est rapproché de la norme démocratique, c'est-à-dire de la mise en œuvre des décisions de la représentation nationale et du gouvernement. Plus généralement, le rôle du Parti, de l'ensemble du Parti, principal parti de la majorité, on l'a dit dès le début d'ailleurs, a été d'informer, d'expliquer.

Informer les organes du pouvoir des évolutions de l'opinion, informer, expliquer aux citoyens les décisions, les objectifs, les difficultés du pouvoir, le rôle, nous nous sommes efforcés de le tenir. Nos instances nationales, nos Conventions, nos Comités directeurs, ont été un lieu d'échanges constants entre ce qui se fait et ce que pense la masse de nos mandants. Les réunions des Premiers Secrétaires fédéraux organisées périodiquement par le Secrétariat national aux fédérations ont été également d'une réelle efficacité.

D'autres méthodes de contacts, d'échanges entre la direction du Parti et ceux qui ont les responsabilités du pouvoir ont été mises en place. Les réunions d'informations régionales comme celles tenues au printemps dernier ont été un autre relais dont je dois dire que nous devrions mieux les utiliser à l'avenir.

Dans ce va et vient d'informations et de réflexions collctives, le secteur entreprises pour un Parti comme le nôtre, qui est le principal parti du monde du travail, a joué un rôle de premier plan.

Permettez-moi de saluer ici les nombreuses initiatives entreprises à cet égard par le secteur entreprises. Le temps fort de cette activité, je tiens à le rappeler au début de ce Congrès, fut, en mai 1982, la tenue à Epinay-sur-Seine de la Conférence nationale entreprises qui a réuni pendant trois jours 1 300 délégués représentant 1 700 structures de base et vingt-six G.S.E. nationaux de branches.

Le bilan des travaux en a été rassemblé dans la brochure : « Les Socialistes dans l'entreprise. »

Parallèlement, et dans le même esprit, le secteur public nationalisations a réuni de nombreuses rencontres ; la plus remarquable étant sans doute le colloque « Nationalisations, la voie française » qui, en décembre 1982, a réuni plus de 1 000 participants. La note mensuelle « Travail-emploi » éditée désormais par le secteur entreprises est également un instrument essentiel.

Nous avons fait en sorte, plus généralement, de satisfaire régulièrement au besoin d'information des militants.

Pour les cadres du Parti, « Le Poing et la Rose responsables » est un vecteur essentiel, réalisé par le Secrétariat national aux organismes centraux, et désormais enrichi des notes d'information préparées par le Secrétariat à l'information des militants.

Des « Poing et la Rose mititants » ont été également édités. Je sais que beaucoup d'entre vous les jugent trop peu nombreux, mais je voudrais vous dire combien le coût en est élevé et ceci est une difficulté que nous devons résoudre sans compromettre la gestion rigoureuse du trésorier national.
La difficulté financière, là encore, est intervenue pour retarder la mise en pIace définitive d'une lettre du « Poing et la Rose » hebdomadaire telle qu'elle a fonctionné, semble-t-il, à la satisfaction des militants, dans la campagne électorale des municipales.
Informer, expliquer, bien entendu, c'est la responsabilité notamment du secteur communications du Parti. Il s'y est employé notamment dans les campagnes électorales, spécialement en 1982 et 1983. Mais en outre, nous avons su lancer une série de campagnes d'explications dont la plus importante, la mieux préparée, la plus généralement réalisée dans tout le Parti fut la campagne « Renouveau économique et justice sociale » à l'automne 1982, et je voudrais vous faire observer que la façon dont elle a été menée, l'important effort de mobilisation dont elle a été l'occasion, ont permis à ce moment là une modification du climat politique
C'est dire que notre propre intervention, quand elle est bien préparée et bien conduite, contribue à peser sur l'événement. Tout au long des deux années, un important matériel a été soit réalisé comme modèle de tract, soit préparé par le secteur communications et le secteur entreprises. Naturellement, chaque secteur d'action a mené ses initiatives propres dans son domaine spécifique.
Les secteurs femmes, agriculture, environnement, droits de l'homme, culture, je voudrais faire une mention particulière, non pas qu'il ait mieux travaillé que les autres, tous ont bien travaillé, me semble-t-il, mais je voudrais faire une mention particulière pour les initiatives du Secrétariat à la jeunesse, essentielles pour le développement de notre influence, avec ses deux pointes d'activité que furent la campagne « Les jeunes, acteurs du changement », à partir du printemps 1982 et la Conférence nationale jeunesse des 16 et 17 octobre de la même année. Nos relais de presse, vous les connaissez, ils ne sont pas aussi puissants que nous le souhaiterions, je ne suis pas sûr, concernant « L'Unité » et « Le P.S. aujourd'hui », qu'ils soient aussi utilisés qu'ils mériteraient de l'être, et le Secrétariat national à la presse assure un contact constant avec les médias centré sur le point sur la presse chaque lundi matin.
Nous avons inventé de nouveaux relais, le plus mémorable et le plus remarqué aura été la rencontre, en janvier dernier, des acteurs du changement, exemple d'une large confrontation entre hommes et femmes très divers, sur la grande entreprise de la gauche française.
Nous devrons faire en sorte que d'autres rencontres, d'autres occasions d'échanges soient provoquées dans les multiples secteurs de la vie sociale et culturelle de notre pays. Mais je crois qu'au travers des travaux de nos sections et des fédérations préparatoires au Congrès est revenue cette idée, et je dois m'en faire l'interprète ici, que nous avons à améliorer notablement et notre style et notre méthode et nos outils de médiatisation. Tout à l'heure, le Premier Secrétaire fédéral de la fédération de

l'Ain disait : « Ce Congrès doit être celui de la communication ; je pense qu'il doit être le point de départ d'un effort méthodique et d'apport de la direction du Parti pour améliorer ce secteur essentiel de notre activité. »
Chers camarades, expliquer, informer, oui, c'est notre tâche. Je pense pourtant que nous devons aller au-delà.Au point où nous en sommes, que constatons-nous ? Nous avons, et je le rappelais en commençant, voté et fait voter beaucoup de réformes. Mes chers amis, les réformes ne resteraient que pages noircies du journal officiel si les militants, si le principal parti de la majorité ne se bat pas tous les jours pour faire passer dans la vie le mot d'ordre de ce Congrès. (Applaudissements) Le mot d'ordre de ce Congrès, ce doit être, me semble-t-il, il y en a d'autres mais notamment, ce devrait être de passer enfin du changement voté au changement vécu par l'ensemble du monde du travail. (Applaudissements)
Prenez les lois Auroux. Premier volet d'ailleurs. Prenez ces lois Auroux. Pour le moment, elles sont des pages, en effet, du journal officiel. Quel travail il y a devant nous ! Quel champ d'activité, si nous voulons qu'elles deviennent la réalité vécue dans des milliers d'entreprises ! Quand on s'interroge : « Que doit faire le Parti ? » et je lis ici ou là : « A quoi sert-il ? », très bien de se poser ces questions... Mais voilà, me semble-t-il, déjà un élément important de réponse, encore une fois, faire vivre ce que nous avons voté. Est-ce au parti de l'autogestion qu'il faut apprendre que tout ne se fait pas en haut et pas seulement par le vote des parlementaires, mais par l'action des militants ? (Applaudissements) Alors, je crois qu'elles doivent être nos principales directions aux campagnes d'action désormais.
La dernière partie de mon propos sera pour rappeler que la Direction du Parti a le sentiment de ne pas avoir oublié cette autre règle, qu'il n'y a pas de lutte politique victorieuse sans lutte d'idées. Je ne suis pas sûr que, comme on l'a dit, les idées mènent le monde, mais ce dont je suis sûr, c'est qu'on ne mène pas nos affaires, notamment parti du changement, sans les idées et sans la lutte pour nos idées. C'est bien pourquoi nous avons accordé tant de place, et nous essaierons de faire plus encore, à la formation des militants.
Le secteur formation a organisé de nombreux stages, notamment vingt-six stages nationaux d'été, généraux ou spécialisés, rassemblant 1 650 stagiaires, des séminaires, des forums, en même temps qu'il prenait une part déterminante à la réussite des acteurs du changement. Notons cependant - c'est un élément de réflexion pour nous tous et les décisions devront suivre - la difficulté que nous avons eue à réussir des stages de longue durée comme Premiers Secrétaires fédéraux, ce qui est pourtant essentiel pour l'encadrement, au meilleur sens du mot du Parti. Ce secteur a, bien entendu, travaillé en étroite coopération, d'autres aussi d'ailleurs, avec le Secrétariat national aux études, avec l'énorme bilan - dont le détail est donné dans « Le Poing et la Rose », sur l'activité des différents secteurs -, l'énorme bilan de recherche, d'étude, de progression de nos idées dans différents secteurs, avec la tenue là aussi de nombreux séminaires dont le principal fut sans doute en juin 1982, à Bougival, la tenue du séminaire « Emancipation nationale et nouvel internationalisme. »

En même temps, la documentation du Parti a enrichi considérablement, et c'est un instrument essentiel pour tous, notre fonds documentaire, enfin, la nouvelle revue socialiste, autre publication remarquable, mais autre publication - je vous le rappelle, mes chers camarades, trop ignorée de beaucoup de militants - a poursuivi son travail de diffusion et de réflexion collective.

Et pourtant, nous éprouvons le sentiment que, peut-être un peu trop pris - mais pourrait-il en être autrement dans les premiers moments - par les tâches de gestion, par la bataille de tous les jours pour que le changement peu à peu progresse, nous avons collectivement - les secteurs concernés ne me paraissent pas en cause -, nous avons collectivement un peu trop négligé la lutte d'idées, la lutte pour nos idées.

Un débat a été ouvert cet été, il a été ce qu'il a été, je crois qu'il a eu sa grande utilité dans son principe, mais je crois qu'il ne concerne pas que les intellectuels, comme on a pu le croire à ce moment, il concerne toutes les forces de la gauche en mouvement, c'est de s'interroger sur les raisons pour lesquelles, au-delà de nos préoccupations de gestion, nous avons ralenti notre effort dans la bataille d'idées, et il me semble que les deux explications concurrentes avancées à l'époque sont fort valables. Je ne sais pas si elles sont exclusives d'autres explications, mais celles-là, en tout cas, me paraissent assez valables : une certaine disqualifications du marxisme après l'énorme inversion stalinienne, et la passe d'autre part de l'après mai 1968. Alors, du coup, le terrain a été un peu libre, un peu abandonné par nous, et vous le savez, il n'y a jamais de terrain qui reste longtemps abandonné, si nous le laissions trop longtemps abandonné, et c'est ce que nous pouvons redouter en ce moment où je parle, les autres, la droite, l'occuperaient, et avec les idées pas seulement de la droite, mais de l'extrême droite (applaudissements), et avec les conséquences politiques qui ne manqueraient pas d'en résulter.

Croyez-vous vraiment qu'il n'y ait aucun rapport entre la renaissance de cette pensée de droite ultra-idéologique, inégalitaire, raciste, obscurantiste, et les alliances électorales de certains à droite avec l'extrême droite elle-même, cela va ensemble, cela va de pair... (applaudissements).

Mais, et j'en viens au terme de mon long propos, si la pensée de gauche veut redevenir offensive, la gauche doit d'abord faire la clarté en elle-même. Elle m'a paru parfois, elle nous a paru parfois un peu trop défensive, passive, désorientée par les clichés à la mode, et perdant de vue les repères les plus simples et par là même les plus fondamentaux.

Tout à l'heure, notre camarade Coquard a fait référence à un débat qui paraît d'une certaine actualité, le débat sur l'école, mais j'ai parfois l'impression - et à lire telle ou telle déclaration récente, un peu plus que l'impression - que certains à gauche, sur ce problème, finissent par avoir mauvaise conscience. Comment laisser dire ou laisser penser que l'école publique, celle de la République, pourrait être attentatoire à la liberté ? C'est vraiment, mes chers camarades, le monde à l'envers. Et le Premier Secrétaire, dans son intervention remarquée à Antenne 2, il y a quelques semaines, a fort opportunément remis les choses au point. Permettez-moi de le citer : « L'école véritablement libre, c'est la grande école de la République, où les enfants apprennent

la tolérance (applaudissements), l'esprit de discipline, un certain esprit de rigueur et où personne ne leur inculque quelque dogme que ce soit. »
Le droit de quiconque, et j'imagine bien que le Congrès voudra y revenir, à ouvrir une école, à la faire vivre, n'est pas en cause et je pense pouvoir dire, je ne prends aucun risque, en votre nom à tous, que s'il arrivait que ce droit, que cette liberté fut menacée, nous, Socialistes, nous le défendrions comme nous défendons toute liberté partout, mais la réalité, depuis des années, c'est autre chose, c'est que, depuis des années, les dirigeants de droite de la Ve République ont tout fait pour abaisser, discréditer, démanteler le service public de l'éducation nationale (applaudissements) et que si, aujourd'hui, il y a inégalité entre l'enseignement public et l'enseignement privé, c'est au profit de ce dernier, puisqu'il bénéficie des concours matériels de la collectivité sans pour le moment en assumer un certain nombre de contraintes, et c'est à cela qu'il faut mettre fin. (Applaudissements)
C'est bien pourquoi il apparaît qu'il est maintenant utile que des décisions interviennent. Nous ne pouvons que nous féliciter de voir qu'on approche de l'heure des décisions, tout en ne manquant pas d'être préoccupés qu'après plus de deux ans, les propositions avancées par le gouvernement soient telles qu'elles paraissent entraîner une certaine interrogation pour le moins des organisations représentatives de l'enseignement public.
Chers camarades, tout ce travail, toute cette activité longuement et pourtant, par rapport à tout ce qui a été fait, brièvement évoquée, nous l'avons menée, bien sûr, comme l'a indiqué avec raison Coquard tout à l'heure, avec la volonté de rassembler, d'unir le grand parti de l'union de la gauche que nous sommes depuis notre création, notre recréation, il y a maintenant douze ans, à Epinay, et que nous ne cesserons d'être. Le Secrétariat aux relations extérieures a assuré de façon constante notre contact, non seulement avec les grandes organisations politiques, mais avec toutes les formations, groupements, organisations syndicales et professionnelles les plus diverses, et diverses associations ; il a veillé, en relation avec le Secrétariat aux élections, à l'application sur le terrain de nos décisions unitaires, à l'occasion des campagnes électorales.
Bien entendu, et en même temps - cela n'a jamais été pour nous contradictoire, au contraire, c'est complémentaire, nous le savons bien et nous en avons déjà une grande expérience -, en même temps, nous sommes attentifs, et là encore au nom du Bureau exécutif, le Premier Secrétaire du Parti l'a rappelé il y a quelques semaines, nous sommes attentifs à ce qui pourrait apparaître, de la part de tels de nos partenaires importants, comme des écarts par rapport à l'indispensable solidarité de ceux qui se sont engagés ensemble dans la politique du changement.
Voilà le champ sur lequel agit le Parti. C'est dire combien il a besoin, étant déjà fort, très fort, de l'être plus encore, de rassembler toutes ses forces pour l'action, de faire vivre avec tous ses secteurs d'activité, de faire vivre le changement. En particulier, nous sommes le parti qui dispose du réseau d'élus le plus dense. Toutes ces forces-là doivent donner, et je dois dire qu'il en est ainsi le plus souvent, pourtant nous ne pouvons éviter et nous devons y être attentifs, de payer un peu la rançon du pouvoir ;

pour tout Parti Socialiste au pouvoir, pour tout parti qui a gagné beaucoup d'élus, le risque grandit inévitablement de devenir, s'il n'y prend garde - mais rassurez-vous, nous y prenons garde, nous vous demanderons simplement de nous donner le mandat, plus ferme encore s'il est possible, d'y prendre bien garde - de devenir moins l'instrument de lutte qu'une simple structure de gestion.
La tentation aussi de réduire ici ou là telle section ou telle fédération du Parti à n'être plus que l'environnement d'un élu qui deviendrait un notable. (Applaudissements) Le mouvement socialiste a pu connaître déjà une telle dérive, et nous savons qu'il n'a pas été facile d'en surmonter les conséquences, qui faillirent à un moment être pour lui mortelles.
Le Congrès voudra donc être clair sur ce point, et dire en somme que la réussite, c'est l'affaire de tous les Socialistes.
La trajectoire de notre effort commun, que j'ai évoquée en commençant, elle est conçue pour nous conduire vers un nouvel essor économique, vers de nouvelles avancées sociales, avant le terme de la présente législature.
Nous avons la volonté qu'il en soit ainsi, nous avons la volonté de la réussite, nous avons la confiance au milieu de la passe actuelle qui est la passe difficile, et dont nous savions qu'elle serait la passe difficile. Ce Congrès est en somme bien venu pour donner à cette volonté et à cette confiance tout l'élan nécessaire.
En 1981, chers camarades Socialistes, l'alternance a fait enfin sa percée. Il lui reste, et c'est probablement la tâche de ce Congrès d'y contribuer beaucoup, à faire pleinement ses preuves, à gagner sa consécration. La consécration de l'alternance, oui, ce sera 1986, et tel est bien désormais l'enjeu.
Je vous ai dit comment nous allions agir. La direction du Parti Socialiste aujourd'hui, pas plus que toute autre institution humaine, n'est infaillible, et par rapport aux autres institutions humaines, au moins elle a conscience qu'elle ne l'est pas. Le terrain est ingrat... Enfin, nous avons essayé de faire au mieux autour du Premier Secrétaire, Lionel Jospin, qui a démontré - pour le premier point, il n'en avait vraiment pas besoin - ses qualités humaines, mais aussi ses qualités de leader. L'équipe a fait le mieux qu'elle pouvait.
Il est bien normal qu'on essaie ici et là - cela fait aussi partie de l'attaque contre nous - de nous diviser, de nous dresser les uns contre les autres. Nous ne nous laisserons pas aller à ce petit jeu, nous n'y donnerons pas prise.
Nos personnalités sont diverses ? Tant mieux. Nos histoires aussi ? Tant mieux. Mais nous sommes unis solidement par un dessein commun et pour le réaliser, permettez-moi de dire qu'il y a place pour tous, pour tous les talents qui existent et toutes les vocations, et même pour d'autres qui n'y seraient pas encore. Pour tous !
Il serait bien misérable, celui qui au regard de ce grand dessein, de cette grande œuvre commune, se laisserait aller en effet à je ne sais quelle misérable intrigue ou opération.
La chance, une grande chance a été offerte à nos générations, et je dis à « nos » parce qu'il y en a quand même plusieurs ici, celle d'une grande avancée vers le Socialisme.
Le Congrès, oui, il est bien, il doit être, mais je sais déjà qu'il le sera, le Congrès d'un

nouveau départ, d'une nouvelle dynamique. Je lis : « Le Congrès de la désillusion. » Faisons-les mentir, ceux-là !
Non, le Congrès de la réussite !
(Vifs applaudissements)

Le Président - Camarades, je vous indique que le rapport de la Direction nationale sera distribué en fin de cette séance ou au début de l'après-midi.
Le débat est ouvert sur ce rapport, et je donne la parole à Renée Soum, fédération des Pyrénées Orientales, député, pour sept minutes trente.
Prochain orateur : Michel Suchod, fédération de la Dordogne, député, pour quinze minutes.

Renée Soum
Chers camarades, notre Congrès se déroule en pleine tribune d'explication pour les Françaises et les Français, tribune d'explication de la politique gouvernementale, mais aussi et surtout tribune d'explication de ce qu'est et doit être le Parti Socialiste, et d'abord un parti solidaire du gouvernement d'union de la gauche, un parti majoritaire qui veut soutenir ce gouvernement dans son action face aux difficultés auxquelles il se heurte, mais aussi un parti aiguillon, une force de proposition, de pression quelquefois, qui a le devoir de rappeler les exigences de ceux qui ont fait confiance à la gauche ; un parti qui doit veiller à ce que les propositions faites par le Président de la République, et qui ont recueilli l'adhésion des Françaises et des Français, soient respectées.
Bien sûr, la réussite de notre économique, de notre redressement, conditionne une grande partie des progrès à réaliser. Mais il est des domaines pour lesquels les choix ne sont pas sous-tendus par des contraintes de cet ordre, et il en est ainsi du grave problème de l'école.
Déjà à cette tribune, Alain Coquard, Jean Poperen ont évoqué ce grave problème. Je souhaite que d'autres en parlent après moi, car notre Congrès doit affirmer clairement notre position. Notre Congrès a le devoir d'être le Congrès porteur de la laïcité. (Applaudissements)
Pendant vingt-trois ans, l'école publique laïque, l'école de la République, a subi les coups de boutoir de la droite réactionnaire. Pendant que Debré, Kermeur, Giscard, Chirac, Barre démantelaient l'école publique, ils tissaient en même temps une écharpe de privilèges et faisaient un pont d'or à l'école privée.
Nos enseignants, dans les pires difficultés, faisaient un effort énorme d'innovation pédagogique, dispensaient un enseignement de qualité, et nous devons leur rendre hommage, face à la calomnie de la droite. (Applaudissements)
Depuis deux ans, il a été fait au total plus pour notre école publique que sous les trois septennats précédents, et pour cause. Il a été fait plus qualitativement et quantitativement. Il fallait rendre l'espoir, tracer la voie. Cela a été entrepris, et nous pouvons ici saluer l'action du ministre de l'Education nationale.
Mais aujourd'hui, il reste encore à dégager les grands choix.

Les Socialistes ont toujours dit qu'ils étaient pour la liberté d'enseignement en France, mais ils ont toujours néanmoins clairement affirmé que l'enseignement privé, qu'il soit confessionnel ou patronal, ne devait pas être pérennisé dans notre pays par les deniers publics, et les Socialistes sont pour la réunification laïque du système public d'enseignement. Il ne peut y avoir qu'une et une seule école de la République. (Applaudissements)
Fidèle à ses origines et à sa vocation, elle saura être l'école de la tolérance, du respect de toutes les familles spirituelles, elle assurera la liberté de chacun.
Base de notre démocratie, cette école laïque ouverte à tous sera le lieu où tous les enfants de notre pays pourront se retrouver unis et fraternels.
Alors que nous défendons cette école laïque, la droite nous accuse de vouloir rallumer la guerre scolaire. Il n'en est rien ! Nous voulons simplement rendre sa place au service public d'éducation nationale, car nous devons supprimer toutes les lois d'exception votées de 1959 à 1979 et destinées à asphyxier l'école de tous, ces lois d'exception ségrégatives, votées à la sauvette, sans concertation ni scrupule, se donnant la religion pour alibi.
Personne, et surtout pas les Socialistes, ne menace les religions. Les laïques sont respectueux de la foi, cela, tout le monde le sait, et en premier lieu l'immense majorité des chrétiens qui, sans aucun problème de conscience, confient leurs enfants à l'école laïque.
Mais la droite veut utiliser la question scolaire comme terrain de manœuvre pour déstabiliser le gouvernement de gauche, comme elle l'a fait pour les nationalisations, comme elle l'a fait pour l'impôt sur les grandes fortunes, comme elle l'a fait pour les lois Auroux, comme elle le fait chaque fois que nous nous attaquons aux privilèges de classe.
Notre gouvernement doit mettre en place les mesures nécessaires. Nous ne pouvons pas décevoir ceux qui espéraient tant en nous parce que nous étions porteurs de tolérance, porteurs de liberté, porteurs de la laïcité. (Applaudissements)

Le Présidente - La parole est à Michel Suchod, ensuite à Alain Barrau, Secrétaire général à la jeunesse, fédération de Paris, pour sept minutes trente.

Michel Suchod
Camarades, permettez-moi une réminiscence de notre Congrès de Valence. Vous savez combien celui-ci s'est intéressé aux articles chaussants : escarpins ou godillots, voilà quelle était la question. Depuis, certains camarades ont revêtu les savates et donnent l'impression de traîner un peu le pas. D'autres, munis de chaussures à pointe, veulent selon toute apparence forcer la cadence dans les starting clubs. D'autres enfin, depuis juin 1982, ont revêtu cette sorte de sandale qu'on appelle spartiate, issue de cette ville du Péloponnèse, symbole de la rigueur.
En tous cas, je crois qu'on peut le dire, nous sommes désormais tous chaussés, et paraphrasant ce que Jésus a dit à Lazare, je dirais à l'ensemble des camarades : « Levons-nous et marchons ! » (Applaudissements)

Voilà quel me parait en effet être l'enjeu du débat de ce Congrès, l'orientation du Parti que nous allons décider tous ensemble, collectivement, et qui doit nous permettre de mobiliser le Parti, de mobiliser le pays pour préparer, pour devancer les échéances politiques, économiques, sociales, électorales, que nous avons toutes présentes à l'esprit.
Un mot du débat qui vient d'avoir lieu dans l'ensemble des fédérations.
Les camarades qui ont soutenu la motion 2 pensent qu'il est très heureux que conformément à l'article 30 de nos statuts, l'ensemble des camarades du Parti aient eu à débattre de plusieurs motions.
Je dirais que nous avons fait une expérience de la motion unique, que notre Parti connaît bien : c'est l'expérience de Valence. Je crois qu'elle a été un peu décevante, et que l'unanimité du Congrès s'est traduite par quelques excès qui nous ont nuit ultérieurement dans l'opinion. Des débats que nous venons de mener, nous en sortons tous enrichis, nous avons tous pu approfondir les thèses en présence, les camarades ont pu méditer et se sont prononcés dans leurs sections sur des points, entre nous, fort délicats, de politique économique, de politique internationale. Le fait que la préparation du Congrès se soit déroulée dans le plus grand calme, ce qui n'est pas toujours l'usage, je dirai, en quelque sorte à feu doux, sans les petites phrases assassines dont nous, les Socialistes, nous avons le secret, pour nous en gratifier les uns les autres, tout cela montre que nous avons atteint la maturité, que nous avons atteint la capacité de conduire entre nous un véritable débat politique sans le déplacer vers des questions subalternes.
Quant au résultat chiffré, je dirai : est-il si important ? Bien sûr, il nous satisfait largement. Ne disait-on pas, il y a encore quelques semaines : « La motion n°2 ne fera pas 10% des mandats dans le Parti » ? A l'inverse de ces prévisions pessimistes, nous avons progressé dans près de trois quarts des fédérations, mais surtout nous avons permis que nos débats se déroulent de façon approfondie, parfois même entre les différentes sensibilités de la motion n°1.
Car, en effet, le Comité directeur du 12 septembre avait enregistré, comme chacun le sait, la synthèse des contributions présentées par les sensibilités A, B, C, mais cette synthèse est située, il faut le reconnaître, à un certain niveau de généralités et là aussi, notre Congrès pourra procéder à des clarifications nécessaires.
Nous sommes donc désormais en mesure, ici et maintenant, tous ensemble, dans notre Congrès national, d'approfondir le débat, de rechercher si un accord politique est possible, solide et efficace. Personnellement je le crois ; je dirais même, je le souhaite, et dans un instant j'exposerai dans quelles conditions il pourrait, selon nous, se faire.
Par parenthèse, je tiens à préciser que c'est l'accord politique qui nous importe. On nous dira : « Mais alors, et la gestion des fédérations ? » Pour nous, il va de soi que si l'accord politique se réalise, nous participerons pleinement, à égalité de droits et de devoirs avec les autres sensibilités du Parti, à l'élaboration de la Direction nationale et de la Direction fédérale. Dans le cas contraire, je le dis franchement, nous le regretterions considérablement pour l'accord politique, mais nous en acceptons par

avance, et avec philosophie, toutes les conséquences concernant le partage du pouvoir interne, c'est-à-dire, dans ce cas, celui d'échec, notre non-participation à la direction de nombreuses fédérations, à la Direction nationale.
Dès lors, dans quelles conditions pourrait se faire l'accord politique ? Trois axes me paraissent à privilégier :
- dans l'ordre économique, la croissance ;
- dans l'ordre des relations internationales, l'indépendance, c'est-à-dire la lutte contre la logique des blocs ;
- dans l'ordre interne : la mobilisation du Parti et donc du pays.

Sur le premier axe, dans l'ordre économique, nous constatons que le Parti tout entier indique que la voie à suivre est celle de la croissance. Certes, une relance concertée avec d'autres partenaires reste l'objectif, mais la stratégie de mobilisation économique implique bien évidemment une politique ambitieuse et volontaire, menée à l'échelon national.
Comme le dit très justement la motion n°1, il n'y a pas de réponse globale au problème de l'emploi qui ne passe par un redémarrage de la croissance, d'autant qu'il faut garder à l'esprit qu'au cours du 9ème plan, une faible croissance serait insuffisante pour faire diminuer le chômage.
Il faut, mes Chers camarades, que sur cette base, la motion d'orientation finale n'indique pas seulement la voie à suivre mais aussi les moyens de parvenir à l'objectif, et c'est pourquoi nous disons, nous, clairement, ce qui constitue sur ce point l'indispensable pour que, s'inspirant par exemple de nos quarante-huit propositions, on retienne les mesures pour supprimer le déficit commercial, accélérer la modernisation de l'outil industriel, mobiliser des financements autour de cette modernisation.
En second lieu, dans l'ordre des relations internationales, la motion 1 propose de sortir de la logique des blocs. La motion 2 ne lui fait-elle pas écho en proposant de refuser la logique de Yalta, de chercher à réunir les conditions de paix durable en Europe, par l'équilibre au plus bas niveau possible des arsenaux classiques et nucléaire entre l'U.R.S.S. et les U.S.A., de maintenir la crédibilité d'une force de dissuasion française, de développer avec les Etats-Unis les relations d'alliance, sans complexe, et de persévérer dans un véritable dialogue Nord-Sud.
La motion n°1, à huit mois des élections européennes, s'interroge sur la profonde crise de l'Europe et pose la grande question : Europe, relance ou déclin ?
Je crois aussi que la motion n°2 répond, dans un dialogue savant, en proposant au Parti d'affirmer une grande ambition européenne par l'accroissement des ressources propres de la Communauté, par la révision de la contribution britannique, par la rénovation approfondie de la politique agricole commune, par l'élargissement à l'Espagne et au Portugal, dans le respect des préalables posés par le Parti Socialiste en 1978, par une réforme du serpent monétaire européen, par une politique commerciale protégeant nos marchés.
Reste, et c'est le troisième point, et il est important, dans l'ordre interne la question de la mobilisation du Parti et du pays.

A cet égard, et je me tourne vers la Direction nationale, où nous sommes tous, comme vous savez, tous les militants ne devraient-ils pas faire un mea culpa collectif, car qui peut se déclarer aujourd'hui pleinement satisfait de l'action du Parti depuis le 10 mai ?

Le Premier Secrétaire, en tous cas, a montré la voie de la réflexion à plusieurs reprises, en faisant connaître publiquement ce qui lui semblait être nos insuffisances communes.

Parti au pouvoir, parti du pouvoir, parti de pouvoir... permettez-moi, mes Chers camarades, de ne pas entrer dans ces difficultés linguistiques et sémantiques. Je souhaiterais surtout que nous évitions un écueil, celui de rester un parti spectateur du pouvoir.

L'heure, pour le Parti, d'agir sur tous les fronts, est grandement venue. Certes, une de nos tâches est de soutenir, d'expliquer, d'expliciter la politique du gouvernement, mais il faut aussi éclairer l'avenir comme nous l'avons fait depuis Epinay jusqu'à Metz, pendant dix ans, en lançant rencontres et colloques sur les grands problèmes afin d'associer les militants et les acteurs du changement aux grandes options ; c'est le sens notamment de notre trente-huitième proposition.

Je crois qu'il faut aussi que le Parti contribue, et c'est difficile pour un Parti au pouvoir, d'assurer la fonction « tribunitielle », celle de défense du peuple opprimé, fonction traditionnelle des Socialistes dans l'opposition, mais que nous devons continuer à assurer au pouvoir.

Je pense qu'enfin, il nous faut surtout organiser la réponse à la droite sur le terrain, dans les institutions, dans les médias. Je sais que beaucoup de Socialistes s'interrogent sur ce point. Personnellement, il me semble que c'est là-bas, au gouvernement, d'assurer en premier lieu cette réplique. C'est au Parti, c'est à Lionel Jospin et à Jean Poperen, à Jean Pronteau, à Didier Motchane, c'est aussi à notre groupe parlementaire, au Président de l'Assemblée Louis Mermaz, qui a du reste joué un rôle capital dans la mobilisation de l'opinion entre les deux tours des municipales ; c'est à Pierre Joxe, qu'il convient de répondre.

Car, que de terrain perdu jusqu'à présent dans la bataille idéologique, celle qui concerne les têtes, les cerveaux, celle qui conditionne l'avenir ! L'idéologie de crise a fait des ravages : racisme, antisémitisme, xénophobie, sont répandus comme des traînées de poudre, et ce jusqu'aux franges du Parti.

Sommes-nous revenus, mes camarades, en 1934, quand, voici deux semaines, à la Mutualité, 3 000 personnes, sous-catégories de nazillons confondues, se réunissent pour disséquer les divers comportements des Juifs membres du gouvernement ? Dans quel pays sommes-nous lorsque les membres du Parlement, le Général Bigeard, pour ne pas le nommer, se permettent publiquement de dire, dans les colloques où ils sont follement applaudis : « Les Allemands ont eu la bande à Bader, nous avons la bande à Badinter ; je ne vois pas la différence. » (Applaudissements)

Va-t-on croiser les bras et seulement sourire lorsque Jacques Chirac propose aux Français de revenir sur les nationalisations et, je le cite « celles faites par les socialo-communistes, celles aussi voulues par le Général de Gaulle en 1945, celles de

1936... » et, pourquoi pas, ces pré-nationalisations que sont les manufactures de Sèvres et des Gobelins, créées par Louis XIV et Colbert ?
Va-t-on se croiser les bras ?
Sur tous ces points, mes chers camarades, nous engageons le Parti à la réplique, à la duplique ; s'il le faut à la triptyque.
Comme à toutes les grandes heures de notre marche en avant, comme à chacune de nos avancées sur le terrain, vous le savez tous en votre for intérieur, la vraie condition, la seule condition, c'est l'unité entre nous, c'est la capacité de nous rassembler, c'est notre force de conviction qui nous permettra d'agir tous ensemble.
En toute simplicité, en toute camaraderie, je vous y invite pour la réussite des Socialistes, pour la réussite de la France. (Applaudissements)

Le Président - Je vous informe qu'une réunion des délégués de la motion 2 aura lieu après cette séance-ci.
La parole est à Alain Barrau.
Prochain intervenant, Marc Bœuf, fédération de la Gironde, Sénateur.

Alain Barrau
Nous voici rassemblés dans ce Congrès. C'est un moment important de la vie du Parti. Nous devons faire ensemble que ce soit un moment important de la vie de notre pays.
Aujourd'hui où la situation internationale suscite tant d'inquiétudes et de préoccupations, aujourd'hui où en France les forces de droite, divisées mais hargneuses et revanchardes, mettent tout en œuvre pour nous diminuer, il faut que ce Congrès soit une étape vers la reconquête de l'opinion. Nous en avons les moyens, mettons-les en œuvre.
Une grande majorité des militants s'est prononcée sur une orientation qui, tout à la fois apporte son soutien à la politique courageuse et ferme voulue par le président de la République, et propose également des réponses et des perspectives aux interrogations politiques, économiques, sociales et culturelles du moment.
La volonté du Parti pour les deux années à venir est donc clairement définie.
Il faut aussi que notre Congrès, par la tonalité de ses interventions, montre que les Socialistes écoutent les questions qui viennent de l'opinion, et en particulier du peuple de gauche, et qu'il cherche à y répondre en tenant compte des contraintes, mais en restant fidèle à leurs convictions et à leurs projets.
Parmi ces questions, il y a celles du monde de la jeunesse.
La jeunesse n'est pas une catégorie sociale homogène. Toutes les formes d'inégalité économique et sociale la traversent. Mais il faut prendre en compte certaines pratiques culturelles, certains comportements qui caractérisent la jeunesse dans son ensemble.
Une politique en direction des jeunes doit tenir compte de cette situation spécifique, être attentive à leurs demandes, y répondre sans démagogie et sans laxisme, et en sachant que bien souvent il y a dans ses comportements l'amorce d'un changement de

société.
Principales victimes de la crise, les jeunes ont un taux de chômage trois fois plus élevé que celui des plus de 25 ans.
La sélection par l'échec dans le système scolaire, héritage d'années de gouvernement de droite, se double d'une sélection indissociable sur le marché du travail. Les plus défavorisés se trouvent rejetés dans une marginalité de fait.
Une des causes profondes de la droite en mai 1981, c'est qu'elle n'était plus crédible aux yeux des jeunes, ni par ses réalisations, ni par ses projets, ni par son discours. Elle ne pouvait susciter l'adhésion massive des jeunes, ne l'oublions pas.
Au contraire, la gauche, en particulier les Socialistes - avec François Mitterrand, des propositions précises, une volonté, un projet, un espoir -, ont attiré le soutien d'une partie importante de la jeunesse, ont entraîné sa participation non pas seulement aux votes, mais également à l'enthousiasme qui les a suivis.
Le 10 mai a représenté la victoire des forces de la jeunesse. Celle-ci a voté à la fois contre la droite, nous n'en doutons pas, mais elle a aussi voulu le changement pour elle-même et pour notre pays.
Le bilan de l'action gouvernementale depuis deux ans est important, mais pour la politique en direction des jeunes, comme pour beaucoup d'autres, il demeure trop mal connu. Nous n'avons pas suffisamment su expliquer à l'opinion, et aux jeunes en particulier, dans quelle situation nous avions trouvé la France en 1981. De même, beaucoup de mesures adoptées ou de projet présentés n'apparaissent pas comme suffisamment rattachés à une politique d'ensemble.
Celle-ci existe. Elle doit être explicitée. Les jeunes doivent être un axe prioritaire de la politique de changement conduite par les Socialistes.
Face à l'ampleur des difficultés que connaissent les jeunes depuis plusieurs années, face à la dureté de la crise qui les touche de plein fouet, les solutions partielles et provisoires ne suffisent pas. Seule une action globale, énergique, menée à partir de la réalité de leur vie quotidienne, en prenant en compte leurs besoins et leurs aspirations, peut modifier cette situation.
Les problèmes de la jeunesse sont les problèmes de la société tout entière. Si le Plan d'action en faveur de la formation professionnelle des jeunes est indispensable, il demeurera une mesure insuffisante s'il ne s'inscrit pas dans le cadre d'une politique d'insertion sociale, seule capable d'assurer notre objectif, c'est-à-dire la remise en jeu économique et sociale des jeunes.
Il faut que les jeunes soient les acteurs de leur propre vie, il faut que le Parti, le gouvernement, les écoutent. Prenons le temps de les écouter, sinon, bientôt, ils ne nous écouteront plus.
Nous devons traiter ce contenu de la politique en direction des jeunes et la manière dont nous avons à la faire passer vis-à-vis de l'opinion en ayant clairement à l'esprit ces données simples : nous avons besoin des jeunes pour réussir, ils sont une majorité à faire confiance à la gauche, ils sont sensibles aux propositions des Socialistes, mais attendent des changements concrets dans leur vie quotidienne, à commencer par l'application des promesses sur l'école publique et sur le service militaire, par

exemple. (Applaudissements)
La solidarité, la lutte contre les inégalités et les discriminations demeurent, à leurs yeux, des valeurs mobilisatrices. Ils peuvent toujours se mobiliser pour un idéal, pour un projet, mais à cause de la crise, ils sont inquiets de leur propre avenir.
Pour mettre en œuvre cette politique, le rôle du Parti et celui de son Mouvement de jeunesse sont déterminants. Ils doivent être un lieu d'écoute, de prise en compte des demandes des jeunes. Ils doivent être forces de propositions politiques en direction des jeunes, mais aussi à partir des aspirations et des besoins qu'ils ressentent, au milieu de la jeunesse, à partir des analyses qu'ils doivent développer, à partir de notre projet politique globale, être une force de proposition en direction du gouvernement.
La politique de la jeunesse ne doit pas être seulement l'affaire des groupes du M.J.S. ou d'un secteur du Parti, elle doit, comme tous les grands enjeux nationaux, donner lieu à réflexion, débat et action de la part de l'ensemble des militants du Parti.
Depuis le Congrès de Valence, grâce à l'effort de tous, nous avons pu développer cette préoccupation au sein des fédérations et augmenter fortement le nombre des militants âgés de moins de vingt-six ans ainsi que le nombre des groupes M.J.S. Des groupes existaient dans vingt-cinq fédérations au moment du Congrès de Valence ; il en existe dans quatre-vingt-onze aujourd'hui.
Mais il faut soutenir et amplifier ce développement, il faut qu'après le Congrès de Bourg-en-Bresse, le Parti puisse consacrer plus de moyens à ce secteur d'intervention et au Mouvement de la jeunesse socialiste.
En 1986, le vote des jeunes sera décisif, c'est une évidence. Mais, bien avant ce vote, la façon dont sera perçue par les jeunes l'action des Socialistes, la prise en compte par notre Parti, par notre gouvernement, de leurs aspirations et de leurs besoins, seront déterminantes. En 1986 comme en 1981, la victoire des Socialistes sera celle de la jeunesse, ou elle ne sera pas !
Un des défis qui se profilent devant nous d'ici 1986, ce sont les élections au Parlement européen de juin prochain. La droite veut en faire un sondage grandeur nature pour ébranler la légitimité de l'action du gouvernement. Sur ce terrain, il nous faudra donner coup pour coup.
Mais, sur le contenu de la Communauté européenne, la droite n'a plus rien à dire, ce qui explique d'ailleurs qu'elle compte faire campagne sur d'autres sujets que ceux qui sont réellement en jeu ! Elle est prête à accepter le retour à une simple zone de libre-échange, qui ferait encore plus le jeu des Etats-Unis et du Japon. Peu lui importent les intérêts des européens, peu lui importe le contenu des nouvelles politiques communes proposées par les Socialistes pour lutter contre le chômage ou contre les inégalités sociales ou régionales, le seul objectif de développement de la droite pour la Communauté, c'est d'en faire une Communauté armée, dont les liens avec les Etats-Unis seraient renforcés. C'est ce que dit Jacques Chirac quand il appelle de ses vœux une politique de défense étroitement coordonnée au sein de la Communauté économique européenne. C'est également ce que souhaite, à quelques nuances près, Simone Veil.
Cela met en cause notre stratégie de dissuasion, cela met en cause les fondements

mêmes de notre sécurité nationale.
Nous, nous avons un projet, des propositions pour relancer la Communauté européenne :
- d'abord, défendre la politique agricole commune, la réformer mais la défendre contre tous ceux qui veulent actuellement y porter des coups ;
- faire en sorte qu'elle couvre les productions du Sud et pas simplement du Nord de l'Europe ;
- faire en sorte aussi que, par sa réforme, les inégalités entre exploitants puissent être dépassées ;
- ensuite, bâtir une communauté industrielle, technologique, énergétique, capable de mettre en cause, sur le plan commercial, sur le plan de la compétition et de la compétitivité internationales les principales puissances industrielles...

Le Président - Il est temps de conclure...

Barrau - Je termine... Il y a bien d'autres choses à faire pour redonner espoir à la jeunesse de l'Europe que de proposer l'Europe des canons.
Comme le disait François Mitterrand devant le Bundestag : « L'Europe est sans avenir si sa jeunesse est sans espoir. » Cet espoir, seuls les Socialistes peuvent le traduire dans la réalité ! (Applaudissements)

Le Président - La parole est à Marc Bœuf.
La réunion de la motion 2 a lieu dans la salle de cinéma. D'autre part, à 13 heures, réunion de la motion 3, salle encore indéterminée.
Prochain orateur : Jacques Guyard, député de l'Essonne, pour cinq minutes.

Marc Bœuf
Mes camarades, les propositions du ministère de l'Education nationale sur la question de l'enseignement privé, à la veille de notre Congrès, le refus de discussion du Comité National d'Action Laïque, un mécontentement croissant de la part des militants à la base, nous posent un problème.
Nombreux sont ceux qui s'interrogent : comment le Congrès du Parti Socialiste doit-il réagir ? Doit-il renier sa participation et son engagement au colloque du Comité national d'action laïque de 1972 ? Doit-il considérer comme dépassée la proposition de François Mitterrand, candidat du Parti Socialiste à la présidence de la République, qui promettait la constitution d'un grand service public, unifié et laïque, de l'éducation nationale ? Doit-on abandonner dans la motion finale de ce Congrès notre volonté de voir se réaliser enfin ce grand service public, unifié et laïque de l'éducation nationale ? (Applaudissements)
Nous sommes à l'heure du choix.
C'est vrai que certains, et même parmi nous, disent : « Oh, la question laïque est

dépassée. C'est une question archaïque. » D'autres pensent que l'aborder, c'est déterrer la hache de guerre et c'est rallumer la guerre scolaire. Agissent-ils par esprit électoraliste ou ne sont-ils pas convaincus du problème urgent que pose, dans ce pays, l'école ? Je ne sais.
Mais, en face de nous, la droite, elle, ne se trompe pas ! Depuis les années quarante, chaque fois qu'elle peut, elle assaille cette école laïque, cette école de la République ! La droite s'est-elle posée des états d'âme quand elle avait le pouvoir ? Alors que le pays vit des drames intenses, elle profite de la situation pour attaquer l'école publique.
Rappelez-vous… 51-52, en pleine guerre d'Indochine, ce sont les lois Marie Barangé. En 1959-60, en plein drame algérien, c'est la loi Debré. Puis, ce fut la loi Guermeur, sous le septennat Giscard. Et durant tout ce temps, c'est le lent mais profond démantèlement de l'école publique. Pas de crédits, pas de moyens, pas de formation pour les enseignants, des pseudo-réformes qui empruntent le vocabulaire de la gauche : réforme de l'enseignement, démocratisation de l'enseignement, mais tout cela pour mettre en place une école parallèle, une école soi-disant libre, mais qui, avant tout, est une école élitiste, une école qui, profitant des subventions de l'Etat, offre aux parents des prestations que l'école publique ne peut plus procurer.
Lentement, insidieusement, les tenants de l'enseignement privé ont gagné leur pari : faire de cet enseignement un enseignement indispensable à un certain nombre de citoyens qui se sont laissé abuser.
Et maintenant, ces gens-là, cette droite qui rêve d'une école de classe et de caste, nous parlent de liberté de l'enseignement et nous disant : « Il faut sauver l'école libre ! »
A mon sens, la seule école libre qui puisse exister, c'est bien l'école laïque ! (Applaudissements)

Le Président. Tu conclus bientôt, Marc...

M. Bœuf - Demandez à ces Messieurs défenseurs de l'école confessionnelle, dite libre, si, au nom de la liberté de l'enseignement, ils accepteraient demain des écoles confessionnelles musulmanes, puisque c'est la deuxième religion de la France ? Ce sont les mêmes qui, dans leurs actes de tous les jours, prônent la ségrégation !
Alors, pour nous, la laïcité, c'est autre chose. Le Président de la République et le gouvernement ont raison lorsqu'ils veulent engager notre pays dans un colossal effort de formation. Mais comment ?
Il ne peut être fait que dans le respect des individus et il ne peut être fait que dans une éthique laïque. Et qu'est-ce que la laïcité a, si ce n'est cette reconnaissance profonde du droit à la différence, cette reconnaissance du droit au dialogue, cette reconnaissance du droit au respect de l'autre ?
Nous devons donner, nous autres, à la laïcité sa pleine définition. Il ne s'agit pas, comme le disent nos adversaires, d'étatiser l'enseignement, il ne s'agit pas de contraindre sans convaincre, il s'agit tout simplement de mettre tout en œuvre pour la

réalisation d'un grand service laïque de l'éducation nationale, pour la réalisation d'une école indispensable pour former les hommes sans les déformer et sans les conformer, et pour faire de nos enfants des êtres capables de contester, de critiquer, certes, mais aussi de construire un monde plus juste et plus fraternel. (Applaudissements)

Le Président - La parole est à Jacques Guyard.
Je vous informe que la réunion de la motion 3 a lieu salle de commission numéro 1.
Après Jacques Guyard, Louis Eyraud, de Haute-Loire, pour 7 minutes 30.

Jacques Guyard
Je voudrais parler de notre action au profit de la vie quotidienne des Français.
La politique de rigueur, indispensable aujourd'hui, ne permet pas d'apporter beaucoup de moyens supplémentaires au service de cette vie quotidienne, et pourtant, pour traverser cette phase indispensable de rigueur, il faut être capable de mobiliser des moyens, les moyens qui aujourd'hui sont encore contrôlés par le patronat.
Je prendrai deux exemples.

- Le premier, celui du logement social.

Nous avons commencé d'y introduire le changement, avec la loi Quilliot, que le Parti, d'ailleurs, n'a pas assez faite sienne, qu'il n'a pas traduite suffisamment dans la vie quotidienne des grands ensembles. Mais, dans le domaine du logement social, la situation, aujourd'hui, est franchement assez mauvaise, en raison de la réforme de 1977 du financement du logement qui, en concentrant les cas sociaux dans un certain nombre d'îlots, crée des phénomènes de marginalisation dans notre société, et le blocage de fait des loyers, qui va intervenir en 1984, qui est indispensable pour combattre l'inflation, risque d'aggraver, si nous n'y prenons garde, cet état de chose.
Dans ce domaine, il est indispensable de distinguer la politique immédiate, conjoncturelle, de la réorganisation d'un système d'habitation au service du plus grand nombre.
Pour traverser l'année difficile qui est devant nous, il faut mobiliser des moyens qui, actuellement, ne sont pas mobilisés au service du peuple.
Je pense par exemple au versement que font les entreprises du 1% de la masse des salaires en faveur du logement social. Il est indispensable aujourd'hui de mieux utiliser ces quelques dix milliards de crédit en faveur de l'amélioration de l'habitat populaire.

- Deuxième exemple où la rigueur administrative et politique permet aussi d'améliorer la situation existante, les loisirs. Le gouvernement et le Parlement ont décidé la création d'un chèque vacances, institution qui n'a pas pu prendre toute son ampleur en raison d'une réglementation que nous avons voulue à mon sens trop restrictive et trop coûteuse à mettre en œuvre. Il y a pourtant là un instrument extraordinaire de libération du choix des vacances et de possibilités de développement du tourisme national. Il faut simplement simplifier l'outil, en faire un outil autant économique que social, en restructurant notre équipement touristique, en

étalant la durée des vacances, en abaissant aussi le coût des services de tourisme et c'est possible.
Le changement dans le quotidien peut être sensible pour tous les Français, malgré la rigueur. Je prends - pour rejoindre les orateurs précédents - un dernier exemple. Nous venons de vivre une rentrée scolaire que chacun reconnaît techniquement réussie. Pourquoi ? Parce qu'il y a eu une bonne mobilisation parallèle d'une part de l'autorité politique, du gouvernement, et d'autre part de tous les personnels de l'éducation nationale, du service public.
Sur cette base, il est aujourd'hui parfaitement possible de parler de réalisation du service public unifié et laïc, en posant le seul problème qui, à mon sens, à aujourd'hui, n'est pas réglé, celui de l'autorité dans le service public.
Il me paraît impensable de réaliser une réforme qui laisse le libre choix des directions d'établissements et de recrutement des enseignants à l'extérieur du service public lui-même. Ce que je dis là pour l'éducation nationale n'est pas seulement pour l'éducation nationale, c'est vrai dans la plupart des grands services publics, et dans la décentralisation. Décentralisation, oui, autorité publique maintenue c'est le corollaire indispensable.
(Applaudissements).

Le Président - La parole est à Louis Eyraud.

Louis Eyraud
Camarades, c'est au nom d'une petite fédération que je vais prendre la parole encore cette fois, au Congrès de Bourg-en-Bresse, comme je l'avais prise il y a deux ans, au Congrès de Valence.
Vous savez qu'à l'époque j'avais suggéré deux choses, la première c'était que le Parti se penche sur l'avenir de ces malheureuses petites fédérations. Cela a été fait, cela a permis la péréquation enfin de faire vivre une fédération comme la nôtre, et nous pouvons nous en féliciter.
Mais je voudrais surtout rappeler qu'à l'époque j'avais demandé la création d'un Secrétariat national à l'agriculture et au monde rural. J'avais été entendu et je pense que nous avons tout lieu de nous en féliciter.
Canataro et son équipe constituent les interlocuteurs écoutés par le gouvernement d'un côté, par les instances européennes de l'autre, et à la base par le monde paysan.
Mais aujourd'hui, des problèmes se posent, et le premier c'est : comment le Parti peut-il assurer la réplique à l'action droitière des syndicats agricoles ? Je pense, pour ma part, qu'il faut le faire à travers un certain syndicalisme agricole, sur lequel je reviendrai tout à l'heure.
Deuxième problème, comment expliquer la politique gouvernementale valablement lorsque nos militants agricoles, qui sont souvent des petits agriculteurs, éprouvent là aussi quelquefois une certaine impatience ?
Pourtant, en matière d'agriculture, comme en bien d'autres, le changement est en marche. Des progrès considérables ont été accomplis en matière de protection sociale

et de revenus. Il ne faut pas oublier et il faut le répéter que depuis que la gauche est au pouvoir, le revenu moyen des agriculteurs a progressé, alors que pendant les sept années précédentes, lorsque Chirac était Premier ministre, lorsque Giscard était Président de la République, il n'avait cessé de diminuer. Nous avons renversé la vapeur pour eux.

Mais malheureusement, si les plus riches ont continué à s'enrichir, les plus pauvres ont continué à s'appauvrir. Il faut que nous prenions conscience, camarades, qu'il n'y a pas, ni en France, ni en Europe, une agriculture mais des agricultures. Il y a des paysans dont le pouvoir d'achat a augmenté en une seule année de plus de 30%. Par contre, il y en a d'autres dont le pouvoir d'achat a diminué de plus de 10%. Ce sont les petits exploitants des zones de montagne, nos militants du Parti Socialiste, et aussi ceux qui militent dans les syndicats minoritaires. Aussi méritent-ils, à mon sens, toute notre considération.

La première de ces considérations passe par la reconnaissance de la pluralité syndicale, qui doit entrer réellement dans les faits. Ensuite, au travers de la réforme de la politique agricole commune, leur situation doit pouvoir s'améliorer car pas à pas, les idées des Socialistes français progressent dans les milieux européens, notamment à propos de l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal.

Nous avons veillé, et nous veillerons, à ce que les erreurs qui ont été faites à l'occasion de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun, ne se répètent pas, c'est-à-dire qu'il faut définir les règles du jeu et d'ores et déjà on peut dire qu'un pas important a été accompli, puisque la semaine dernière le règlement communautaire des fruits et légumes a été amélioré, un accord est intervenu avec l'Espagne sur le sujet et tous les agriculteurs des régions méditerranéennes peuvent s'en féliciter et nourrir un espoir sérieux.

Mais il y a d'autres domaines, nos idées progressent en particulier dans la suppression des montants compensatoires monétaires. Certes, le différentiel d'inflation est également à prendre en considération, mais il faut là aussi que le Parti insiste auprès du gouvernement pour qu'il y ait une définition très claire de nos positions, savoir jusqu'où nous allons pouvoir négocier, si nous ne devons pas nous poser la question de la sortie provisoire du marché commun.

C'est une question qui mérite d'être posée, à laquelle une réponse doit être apportée et apportée clairement. Là aussi, il faut que nous ayons une ligne ferme, et je pense quant à moi que c'est le moyen pour reconquérir l'opinion agricole. Nous devons reconquérir cette opinion qui, certes, nous échappe, pourtant après nous avoir fait énormément confiance après 1981.

Si elle nous échappe c'est parce que nous n'apportons pas suffisamment d'explications. C'est le rôle des militants, de nos militants en milieu rural, d'apporter des explications, mais pour qu'ils puissent l'apporter, nous devons leur apporter les éléments de cette explication, et en particulier ils doivent se sentir d'autant plus concernés il doivent se sentir soutenus car depuis des années, ils ont travaillé les uns au niveau de la Commission nationale agricole ; d'autres dans les Commissions

départementales. Ils ont élaboré un certain nombre d'idées et ces idées, camarades, doivent être prises en considération. Le Parti doit être un bon relai de l'explication, mais à l'inverse, le gouvernement doit écouter le Parti. C'est ce que nous espérons, c'est ce que mes camarades de la fédération de la Haute-Loire espèrent. Ils sont sûrs d'être entendus.

Le Président - La parole est à Ange Pantaloni, pour quatre minutes.

Ange Pantaloni

A un moment où divers organes de presse tentent d'affecter la crédibilité de la politique du gouvernement de Pierre Mauroy, notamment en matière de décentralisation, de maintien de la loi républicaine en Corse, je me dois de vous communiquer le message de nombreux militants de notre Parti en Corse du Sud.

La réalisation d'un des engagements de François Mitterrand, à savoir la reconnaissance du droit à la différence du peuple corse, par l'instauration du statut particulier de l'île, se fait progressivement. Les délais de mise en place de l'ensemble institutionnel des transferts de compétences et des transferts financiers, qui les accompagnent, sont pour l'essentiel respectés.

Aussi l'opinion publique sent bien que les promesses faites ont été tenues, et ce malgré les attaques de la droite et les plans locaux qui tendent à dissimuler les acquis nombreux et nouveaux tant attendus par une bonne partie des citoyens.

Aujourd'hui, l'opposition, la droite, veut utiliser, même susciter contre le gouvernement de la gauche une atmosphère de violence, qu'elle avait largement contribué à créer en faisant de la Corse, aux termes d'une gestion scandaleuse, une région à l'économie et la culture ravagées.

De ce point de vue, il est clair que la résonance nationale donnée à certains drames, les côtés plastiquages et la montée de l'intolérance, ont été des aliments de choix pour une opposition qui joue la carte de la peur et de l'insécurité. La Corse pourrait ainsi devenir un enjeu, une sorte de laboratoire d'expérimentation, pour des tentatives de déstabilisation de la Corse, à l'échelon national, par la droite et aussi par l'extrême droite.

Nous ne devons certes pas minimiser cette perspective, et nous bercer d'illusions sur les projets de nos adversaires, mais il faut aussi que vous sachiez, camarades, que la situation en Corse est sensiblement différente des images complaisamment renvoyées par les médias.

Pour ne parler que des éléments les plus significatifs, je rappellerai que la venue de François Mitterrand en juin dernier a été un succès, et s'est déroulée sans manifestations hostiles, ni actes de violence, le plus souvent même dans une atmosphère d'enthousiasme populaire, à laquelle certains d'entre nous ne s'attendaient pas.

Cette adhésion de la population corse aux réformes entreprises par la gauche, nous avons pu encore la mesurer à deux reprises. Lors des élections municipales, nous avons maintenu et même amélioré nos positions ; à l'Assemblée Régionale, où

paradoxalement et malgré une certaine confusion et quelques hésitations bien compréhensibles, dans sa mise en route, le consensus est maintenant solidement acquis sur les institutions du statut particulier qu'il s'agit maintenant de faire vivre au milieu des intérêts du peuple corse.
Face à l'agressivité de la droite et aux interrogations de l'opinion publique, dont certaines ne sont pas directement liées à la crise, pour pousser plus avant le changement, grâce à l'exercice du pouvoir, que convient-il de faire ?
Dès lors que le statut particulier existe, il faut que nous fassions preuve de réalisme et d'imagination, réalisme et même générosité en acceptant d'unir nos efforts à ceux des forces progressistes qui entendent sauvegarder le peuple corse dans l'unité nationale.
L'union du peuple corse et bien d'autres personnalités qui se reconnaissent dans notre volonté peuvent et doivent devenir nos partenaires.
Imagination et même audace dans le recherche et le renouveau de notre identité culturelle, et cela implique la programmation l'enseignement obligatoire de la langue et de la culture corses avec cependant les dérogations nécessaires et propres à assurer la liberté de chacun.
Exercice de la solidarité nationale avec une région présentant un retard économique et social important situé à la fois en zone périphérique et en zone méditerranéenne, solidarité qui devrait se manifester concrètement lors du contrat de plan avec la région que nous serons appelés à signer avec le gouvernement.
Telles sont les idées, les propositions, les appels que de très nombreux militants corses m'ont chargé de vous transmettre.
Puisse notre Congrès et, par-delà, nos dirigeants entendre ces voix modestes, mais sérieuses, ces voix réfléchies, mais empreintes de l'espoir de notre engagement socialiste, ces voix enfin d'hommes et de femmes qui ont donné beaucoup et attendent que leur combat contre les forces de la réaction trouve un écho plus profond dans notre Parti.
Je vous remercie. (Applaudissements)

Le Président - Camarades, la séance est levée ; elle sera reprise à 14 h 45.
Je prie les trois premiers camarades à intervenir - Blaignac, Dupont et Morin - d'être là à 14 h 45 précises.

Parti Socialiste
Congrès national de Bourg-en-Bresse
28, 29 et 30 octobre 1983

Séance du vendredi 28 octobre 1983 (après-midi)

La séance est reprise à 15 h 15, sous la présidence de Roger Fajardie.

Le Président (Roger Fajardie)
Nous allons reprendre la séance. Nous avons une trentaine d'orateurs, il est grand

temps de commencer.
Je voudrais, en votre nom à tous, saluer notre camarade Premier ministre, Pierre Mauroy, qui participe à nos travaux.
(Applaudissements)
Pour commencer comme il le convient et après, alors que nous vivons des événements douloureux, je voudrais vous demander, mes camarades, d'observer une minute de silence à la mémoire des soldats qui viennent de mourir pour la paix au Liban.
(La salle, debout, observe une minute de silence)
Je vous remercie.
La parole est à Davignac, de la Corrèze, pour cinq minutes. Ensuite, Dupont, du Loiret, pour cinq minutes également.

Davignac
Camarades, la politique menée dans un premier temps par le gouvernement issu des élections de 81 supposait le déclenchement d'une reprise économique internationale d'ailleurs prévue par de nombreux experts, aussi bien européens qu'américains, mais qui, malheureusement, ne s'est pas déclenchée.
Une fois constaté que le pari, peut-être audacieux au départ, ne pouvait être gagné, il fallait bien modifier l'orientation initiale et ce, le plus rapidement possible. D'une manière simplifiée, deux voies pouvaient être empruntées : ou bien durcir le dirigisme et progresser par étapes intérieures, sans concession, et donc prendre ses distances non seulement vis-à-vis des U.S.A. et du Japon, mais aussi vis-à-vis de nos partenaires européens, ou bien préparer les conditions propres à une restauration de la compétitivité de notre économie dans le cadre de la concurrence internationale.
C'est la seconde voie qui a été choisie, et il semble bien qu'il n'est plus temps de discuter ce choix.
On peut faire observer, en outre, qu'il est nécessaire, en tout état de cause, d'imposer dans un premier temps une compression du revenu global des ménages, pour permettre de consacrer une part plus importante du revenu national aux investissements productifs.
Ces constatations, si elles imposent certaines orientations, ne sont pourtant pas suffisantes pour déterminer dans toutes ses composantes une politique qu'on appeler une politique économique. Ainsi, la répartition des sacrifices à consentir pose-t-elle toujours problème, et si un effort a été fait pour y introduire plus de justice que par le passé, il ne saurait dispenser de l'étude et de l'application d'une réforme fiscale profonde qui permette notamment de mieux répartir l'impôt entre salariés et non salariés.
Mais je voudrais surtout insister sur un autre point. L'expérience a prouvé qu'il ne suffisait pas d'alléger les charges des entreprises pour que les investissements reprennent. Les précédents gouvernements, notamment celui de Raymond Barre, qui se sont engagés dans cette voie sans contrepartie, n'ont enregistré dans ce domaine que des échecs.

Une conjoncture économique qui demeure incertaine, une défiance que l'on peut qualifier de profonde envers un gouvernement de gauche, incitent plus que jamais actionnaires et entrepreneurs à refuser dans toute la mesure du possible l'engagement de leurs propres capitaux et à recourir systématiquement au crédit bancaire. Certes, ce dernier fait l'objet d'une réglementation qui vise à en limiter globalement le montant, mais dont l'efficacité demeure réduite, en raison de son caractère trop général.

En effet, dans l'état d'endettement bancaire où se trouve depuis longtemps déjà la plupart, pour ne pas dire la totalité des entreprises, une limitation rigoureuse appliquée de manière automatique entraînerait rapidement de nombreuses faillites. Il est donc nécessaire de s'engager dans la voie d'un contrôle sélectif du crédit, non seulement à l'égard de secteurs industriels ou commerciaux, mais aussi à celui des entreprises.

Il s'agit, en effet, dans le premier cas, de privilégier les secteurs désignés par le Plan et dans le second, de freiner l'ouverture de crédits à des entreprises dont les dirigeants refusent d'accomplir les efforts nécessaires à une saine gestion financière.

Dans cette optique, l'extension de la nationalisation du crédit n'apporte guère de solution, en effet, la situation de concurrence où se trouvent maintenus les divers établissements bancaires, les incite traditionnellement à privilégier la clientèle présentant les moindres risques, c'est-à-dire la meilleure surface financière et à prêter aux plus riches aux dépens des plus pauvres. Les effets d'une telle politique des banques sont profondément dommageables à l'économie nationale pour une double raison. Elle favorise l'inflation, cette inflation qui naît autant au moins d'un excédent de crédits que d'un excédent de pouvoir d'achat, d'une part, et d'autre part, elle freine l'initiative.

L'octroi de crédits abondants et faciles à des entreprises déjà prospères n'incite guère leurs dirigeants à accomplir des efforts particuliers de rigueur dans la gestion financière, tandis que les projets porteurs de promesses avortent faute des soutiens nécessaires.

C'est pourquoi les distributions du crédit doivent faire l'objet d'une attention soutenue. L'économie française n'est pas en mesure de supporter dans ce domaine la perpétuation des erreurs passées.

La justification première du crédit, qu'il soit réputé à long ou à court terme, doit résider dans sa productivité sur le plan économique, sinon il ne sert qu'à alimenter l'inflation, la thésaurisation et l'évasion des capitaux. Il ne suffit donc pas de limiter globalement l'enveloppe des concours bancaires, mais il faut également veiller à ce qu'ils contribuent effectivement au développement d'investissements efficaces ou à un renforcement de trésorerie nécessaires pour accompagner, par exemple, une reconstitution des stocks dans l'éventualité d'une reprise économique internationale, la plupart des entreprises s'étant actuellement allégées au maximum, en raison de la conjoncture.

Une telle mission de surveillance ne pourrait être confiée, de par son importance et par son étendue, qu'à un organisme désigné par sa compétence et son implantation, et qualifié par son indépendance et sa rigueur reconnues. Il conviendrait donc que la

Banque de France, qui se rapproche le plus, selon nous, de cette définition, sans pourtant encore y atteindre, soit dotée des moyens réglementaires...

Le Président - Ton temps de parole est épuisé, il faut conclure rapidement.

Davignac- Eh bien ! c'est fait.
(Applaudissements)

Le Président - Davignac a parlé sept minutes, c'est-à-dire un peu plus qu'il ne convenait. Il faut se mesurer un peu. La parole est à Dupont, pour cinq minutes.

Dupont (Loiret)
Mes chers camarades, par le suffrage de ses militants, le Parti a clairement choisi la vie qu'il entend suivre pendant les années à venir et je me réjouis de ce choix, surtout qu'il a réussi en l'émettant à écarter un certain nombre de tentations que les difficultés présentes auraient pu susciter.
Maintenant, il nous convient de réfléchir tous ensemble pendant ce Congrès à la meilleure manière de reconquérir cette partie de l'opinion qui, incontestablement, a été saisie par le doute et il me paraît qu'il y a au moins deux voies, deux directions qu'il nous faut explorer.
D'abord, au niveau de l'information. Il est vrai, et on peut très justement le déplorer, que beaucoup des meilleures réformes que le gouvernement a réalisées ont été ou très mal interprétées ou même se sont carrément retournées contre nous et il est vrai qu'on a posé le problème de la communication avec le pays. On peut mettre en cause les médias qui, pour la plupart, ne nous aident pas, mais pour un Socialiste, le premier outil de l'information, cela reste le Parti, et il est sûr qu'il faut que les militants soient à même de répondre chaque jour aux questions qui peuvent leur être posées sur le terrain, là où les gens travaillent, là où ils vivent dans des associations.
Il est vrai que nous, militants que nous sommes, nous n'avons pas toujours été à même de répondre à certaines questions et à certains doutes que le pilonnage de l'adversaire faisait surgir chaque jour.
Je crois que l'information directe, précise et fréquente des militants est une priorité pour notre Parti. Il y avait eu à un moment cette lettre hebdomadaire aux militants, pendant la campagne électorale. Il faut absolument que cela devienne une réalité habituelle.
La deuxième direction, c'est qu'il ne faut pas avoir peur d'afficher clairement nos positions. Sur le terrain, nos adversaires s'expriment avec la force et la puissance que l'on connaît. Il faut que les forces qui représentent le front de classe s'expriment avec la même force et la même puissance.
Je n'ai pas, vu le temps qui m'est imparti, la possibilité de multiplier les exemples. Je m'en tiendrai à une réflexion. On a beaucoup parlé ce matin de l'éducation nationale, et quoi de plus normal, puisqu'il s'agit de l'investissement numéro un d'une nation, et il est vrai que c'est un exemple qui est remarquable pour deux raisons. D'abord

pour son importance. C'est un investissement prioritaire, je viens de le dire, et c'est l'exemple type où nous avons peut-être - je ne critique personne, je fais notre autocritique collective -, tous ensemble, laissé trop la droite occuper un terrain qui était le nôtre.
Il y a des symboles, camarades, qui font mal. J'ai eu mal l'autre jour quand j'ai entendu les adversaires de droite, dans une manifestation à Nantes, entonner l'hymne à la liberté de Nabucco, cet hymne qui a symbolisé la lutte des patriotes contre les tyrannies en Italie, en Grèce, pendant 130 ans ! (Applaudissements)
Nous avons trop entendu des gens, y compris à nos franges, venir nous dire avec une espèce de complexe de culpabilité que le problème de l'école publique était un problème dépassé, qu'il était bon pour des dinosaures, qu'il était bon pour quelques enseignements cramponnés à leurs intérêts corporatistes. Mais regardez ce qui s'est passé en face. Est-ce qu'ils ont eu peur, eux, depuis qu'ils sont dans l'opposition, de prendre ce problème comme le meilleur levier de leurs manifestations, comme le meilleur ciment de leur unité ? Est-ce qu'ils ont eu peur, eux, de le retourner en priorité contre nous et d'en faire un symbole de leur liberté, alors qu'on l'a dit suffisamment ce matin, c'est quand même un scandale de penser qu'il puisse y avoir un meilleur garant de la liberté que l'école laïque ?
Je voudrais conclure en disant que sur ce problème comme sur beaucoup d'autres, ce qui est essentiel, c'est d'affirmer les positions qui sont les nôtres, de ne pas en avoir peur, et de dire que le grand service public de l'éducation est le seul qui garantisse la liberté pour les élèves et pour les parents. (Applaudissements)
Sur ce problème-là comme sur beaucoup d'autres, il ne faut jamais en rester aux demi-mesures. Ce qui perd un parti, ce n'est jamais la fidélité à ses objectifs de départ, ce qui pourrait perdre un parti, ce serait justement qu'on en reste aux hésitations, car ce n'est jamais en perdant les soutiens les plus fermes qu'on gagnera sur les adversaires.
(Applaudissements)

Le Président - Merci.
Je donne la parole à Jean-Paul Planchou pour quinze minutes, ensuite Quilliot du Puy-de-Dôme, pour dix minutes.

Jean-Paul Planchou
Ce Congrès, chers camarades, tombe donc à un bon moment, à un peu plus de deux ans de la prochaine échéance décisive, à mi-chemin du parcours, et sur le terrain de quelques problèmes économiques auxquels je voudrais limiter mon propos.
Je crois que nous pouvons raisonnablement nous poser déjà la question : où en sommes-nous ? Où allons-nous ? Parce que nous pouvons déjà apprécier certains effets des mesures prises par le gouvernement le 25 mars dernier, et parce qu'en regard nous pouvons examiner également le bien fondé des mesures nouvelles, appropriées à mes yeux à la situation d'aujourd'hui et de demain, d'infléchissement, de complément, qui peuvent être apportées à la politique actuellement menée.

Une action particulière entamée dès juin 1982 a été renforcée en mars 1983 en vue de réduire la hausse des prix et de rééquilibrer la balance commerciale. Ce plan, il doit réussir. Personne au sein de notre Parti, personne n'a remis en cause ses objectifs, et ces objectifs, en vue des plus récents indices, peuvent être atteints, au moins en termes relatifs.

En 1984, sur le plan de l'évolution des prix, l'inflation devant connaître un léger regain chez nos partenaires, le différentiel - et c'est d'abord ce qui compte - entre le niveau des prix français et le niveau des prix étrangers devrait être sensiblement réduit.

Cette bataille des prix, qu'il faut incontestablement gagner, elle ne sera victorieuse qu'à la condition que tout le monde du travail ait confiance dans notre politique de désinflation, en d'autres termes que les salariés n'aient pas le sentiment de supporter seuls la charge de l'effort.

Aussi, me semble-t-il, dans ce but, il importe d'abord de déterminer l'évolution des salaires pour les années à venir dans le cadre d'une négociation globale sur la formation de l'ensemble des revenus et des prix. Ensuite, il importe de prendre des décisions strictes sur la formation des prix dans les services, dans l'alimentation dont on a pu voir la hausse rapide au cours de l'été, surtout si par voie contractuelle, par ailleurs, on veut libérer progressivement les prix industriels.

Sur le plan du commerce extérieur, les résultats sont positifs, notamment du côté des exportations, ce qui atteste au passage les effets bénéfiques des ajustements monétaires.

Toutefois, soyons prudents dans notre jugement. L'an prochain, les ventes vers les pays de l'OPEP, vers les pays en voie de développement, vont sans doute reculer, les résultats liés aux grands projets vont sans doute se réduire, et la reconquête des marchés au sein de la C.E.E. ne sera pas aisée.

Aussi, du côté des importations devra-t-on redoubler de vigilance pour obtenir des résultats intéressants dans la réduction de ce qu'on appelle l'offre extérieure.

Mais au total, le prix à payer en termes économique et social pour la réalisation de ce plan risque d'être fort lourd en 1984, compte tenu de la logique de réduction de la demande interne qui le caractérise.

Chers camarades, une croissance extrêmement faible, quasiment nulle l'an prochain, ce serait une régression de l'investissement industriel ; ce serait l'accélération des faillites des entreprises, et des entreprises industrielles en priorité, comme en le voit dès à présent ; ce serait, hélas, quoi qu'on fasse, un alourdissement du chômage. Ce serait aussi une aggravation des déficits publics, avec en corollaire les germes d'une croissance des prélèvements obligatoires que le Président de la République s'est solennellement engagé â réduire.

Bref, une politique de croissance extrêmement faible est insupportable, non seulement si l'on veut que les engagements du Président de la République soient tenus, mais aussi pour deux raisons essentielles inextricablement liées : l'une sociale, c'est que la croissance zéro interdit une politique de justice audacieuse ; l'autre économique, c'est que la parenthèse que représenterait aux yeux de certains cette

phase de récession jusqu'en 1985 n'a pas de sens, car après deux ans de cure d'amaigrissement, les mécanismes de reprise de l'économe française seront atteints, les possibilités de relance très rapidement deviendront extrêmement faibles, alors que le tissu productif, surtout celui des P.M.E., se sera fortement dégradé.

On ne peut, chers camarades, s'accorder de pause, aussi courte soit-elle, dans la ré industrialisation du pays, qui devrait être en revanche intense parce qu'elle constitue à terme le fondement d'une croissance nouvelle pour sortir de la crise. Les entreprises ont besoin de perspectives en matière de débouchés pour investir.

On me rétorquera : mais la progression favorable de la demande étrangère s'adressant à la France l'an prochain devrait quand même constituer un réel soutien à l'activité. Sans doute, encore que... encore que sur ce point de la reprise internationale, il vaut mieux être nuancé, car elle est toujours à la merci d'une difficulté financière aux Etats-Unis, désormais dans l'ordre du possible.

Mais la contrepartie de cette évolution, cela peut être également une pénétration, une dépendance accrue de notre économie, si le marché intérieur n'est pas soutenu et relativement maîtrise.

C'est pourquoi, chers camarades, primordialement il faut compter sur nous-mêmes, compter sur nous-mêmes pour créer les conditions d'une activité économique supérieure, compter sur nous-mêmes pour mettre en œuvre une rigueur nouvelle supplémentaire à partir de laquelle le rétablissement des grands équilibres devrait être soutenu par une forte relance des investissements productifs.

Que cela soit facile, certainement pas. C'est une voie qui permet de valoriser les capacités de notre pays, et la seule de développer le potentiel économique de la nation qui permet à la gauche de traduire son projet.

Il n'est pas de mise aujourd'hui de se satisfaire d'approches manichéennes faisant fi des archaïsmes, surtout lorsqu'ils ressortent des principes du libéralisme économique. Soyons réalistes, soyons pragmatiques, capables d'adapter les moyens à nos objectifs. Refusons les préjugés qui ne sont pas dans la nature des choses, et encore moins qui peuvent se résumer aux lois tangibles d'une économie.

Mais une politique de relance, va-t-on dire, on l'a faite, et elle a abouti à de graves déséquilibres. Et pourtant ce fut une relance de la demande modérée. Elle a abouti en effet à des déséquilibres parce qu'au-delà de l'inadaptation de l'appareil de production, le franc durant cette période est demeuré surévalué, et le contrôle des prix n'a été mis en place qu'en 1982.

Cette relance, au surplus, n'a pas été suffisamment accompagnée d'un encouragement sélectif de l'or. Somme toute, elle ne peut pas être une référence susceptible de mettre en cause aujourd'hui une volonté de croissance.

La réussite d'une politique de relance, avant que l'adaptation des structures industrielles ait à moyen terme produit quel qu'effet, au-delà d'une grande vigilance sur les prix, elle passe par l'élargissement des marges de manœuvre monétaires et commerciales, elle passe aussi par la mobilisation des moyens financiers à la hauteur des enjeux.

Elargir notre marge de manœuvre, c'est-à-dire desserrer l'étau des contraintes, à

travers une politique compétitive du change et une politique des importations, d'aucuns n'ont voulu voir dans la motion 2 qu'un faux débat sur le protectionnisme. C'est ridicule ! Il faut simplement regarder avec lucidité la situation sur le plan monétaire. Il suffit que les taux du dollar américain baissent pour que se développe une spéculation à la hausse du mark, ce qui perturbe immanquablement les parités actuelles des monnaies européennes.

Chers camarades, je ne pense pas que l'on puisse profondément modifier les structures économiques et sociales de notre pays si nous devions rester arrimés à des principes monétaires et financiers qui nous sont imposés par l'environnement capitaliste, et qui limitent largement notre marge d'action économique.

Il ne faut pas intérioriser les tabous du franc fort dès lors que ce franc fort n'est pas le postulat d'une politique, mais le résultat d'une politique économique.

Un niveau compétitif du change, cela présente à mes yeux un double avantage : un avantage sur les marché extérieurs car il réduit le prix de nos exportations, et on voit dans la situation présente, avec les résultats obtenus, que le facteur du niveau des prix est sur ce plan un facteur important. Avantage aussi sur le marché intérieur, car il permet une réduction des taux d'intérêt, et par là même autorise une politique du crédit plus sélective en faveur des priorités économiques et des entreprises.

Certains diront qu'un niveau relativement bas du change de notre monnaie pourrait assurer une rente de situation à des entreprises non compétitives par rapport à leurs homologues étrangers.

Je pense qu'il revient à une politique industrielle fondée sur les objectifs de plans à base de contrats pluriannuels, avec les unités les plus importantes, de pallier ce risque. En tous cas, on voit bien qu'une politique de change offensive est intimement liée à une politique du commerce extérieur. Et les progrès sur ce point sont incontestables, certes, mais nous sommes en période de régression d 'activité. Aussi devons-nous être prêts à prendre des mesures plus strictes dans le cas où le redressement par la croissance l'exigerait. C'est le sens des propositions contenues à cet égard dans la motion 2 : mesures temporaires conservatoires susceptibles de permettre aux entreprises de mener rapidement leur effort de modernisation portant sur un nombre de réduit de secteurs, où la compétitivité pourrait être améliorée dans de brefs délais.

C'est au total, chers camarades, de quinze à vingt milliards de francs, à court terme, d'importations, qui pourraient être ainsi économisés, sur un total de 800 milliards de francs qui apparaît, de protectionnisme.

Desserrer le rideau de contraintes, mais aussi et simultanément mobiliser les moyens financiers pour souvenir l'investissement.

D'abord, une marge de jeu existe, sans alimenter l'inflation, le déséquilibre de la balance commerciale, en modulant le déficit budgétaire afin de répond aux besoins d'investissements prioritaires. Sans beaucoup l'accentuer, il serait en effet possible de développer sensiblement les interventions économiques de la puissance publique qui constituent, je dois dire, un facteur décisif de soutien de la demande intérieure, et donc de l'activité.

Ensuite, en réorganisant le système monétaire de telle manière à abaisser le taux des emprunts des banques, en adaptant l'encadrement du crédit aux priorités économiques, on pourrait à l'évidence bien mieux impliquer la banque dans le risque industriel. D'autant qu'elle pourrait alors contribuer à l'abaissement des charges financières des entreprises pour aller dans le sens du moratoire financier évoqué à Figeac par le Président de la République.
En définitive, il n'y a pas de fatalité de la croissance zéro. Il faut certes gagner la bataille des prix, il faut gagner la bataille du commerce extérieur, mais à la condition que la contrepartie ne soit pas la dégradation du tissu productif. Les conséquences, tant sur l'inflation que sur le commerce extérieur, seraient après coup extrêmement graves. Comme quoi le processus de désinflation et celui de rééquilibrage de la balance commerciale sont au fond liés au renforcement du tissu productif, à une meilleure maîtrise du marché intérieur.
Je veux dire par là qu'il ne peut y avoir qu'une seule restauration solide des grands équilibres, celle qui résulte d'une politique d'investissements et d'une politique de croissance.
Il y a, chers camarades, deux manières de limiter la hausse des prix : ou par la stagnation, ou par la répartition des revenus, comme il y en a deux pour réduire le déficit du commerce extérieur. Et ce n'est pas l'évolution de la situation économique internationale qui détermine celle de la France, c'est l'évolution du marché intérieur français. Dans les deux cas de figure l'une pousse à la résignation, l'autre à la mobilisation.
Dans le second cas, la mobilisation, les couches sociales qui ont porté la gauche au pouvoir peuvent appréhender la pertinence des solutions qui sont alors mises en œuvre. Car une relation doit exister entre la politique du gouvernement et le mouvement social, afin qu'il soit dynamique.
Chers camarades, c'est l'autorité de l'Etat, quand la gauche est au pouvoir, qui en dépend.
(Applaudissements)

Le Président
Camarades, avant de donner la parole à l'orateur suivant, Paul Quilès, je vais vous donner lecture d'un message, que nous avons reçu du Président de la République, au Congrès de Bourg-en-Bresse.
(Applaudissements)
« Chers amis, je veux, par ce message, vous adresser ma pensée fidèle et les vœux que je forme pour votre action et pour vous-mêmes.
Je n'oublie rien des années passées, des luttes menées en commun, des espoirs partagés, des amitiés que j'ai vécues au service d'une même cause. Sachez que la même conviction m'habite maintenant que les Français m'ont confié la charge la plus haute.
Au plus fort de la crise qui secoue le monde, nous continuerons, comme nous n'avons jamais cessé de le faire depuis 1981, de corriger les injustices et les inégalités, de

réformer les structures vieillies, de restituer leurs droits aux travailleurs et leurs libertés aux citoyens, de combattre pour la paix, et de rendre au pays le raisonnement qui doit être le sien.
Les premiers signes du redressement national apparaissent. Ils sont le prix de l'effort auquel, une fois de plus, je vous appelle. C'est dans la tourmente que la France nous a choisis pour vaincre les forces du déclin. C'est dans la tourmente que nous lui apporterons ce qu'elle attend de nous. Viendront alors les jours meilleurs, la nation saura reconnaître, soyez-en sûrs, ceux qui l'auront servis pour le présent et l'avenir.
Ce n'est pas aujourd'hui que vous apprendrez mon attachement aux choix qui sont les vôtres. J'ai besoin, et les Français avec moi, de votre imagination, de votre liberté d'esprit, et de votre unité. Vous redire mon amitié n'enlève rien à ce que je dois à tous. Je vous souhaite de grand cœur un beau et bon Congrès.
François Mitterrand. »
(La salle, debout, applaudit longuement)
Chers camarades, vos applaudissements ne dispensent pas le président de séance de commenter d'un mot.
La plupart d'entre nous portent des souvenirs lumineux des années que nous avons, dans ce Parti, passées avec François Mitterrand, le souvenir des combats qu'il a animés. Nous devons beaucoup à son courage et à sa lucidité. Alors, au nom de tous, je tourne ma pensée vers lui pour adresser nos vœux et notre pensée fidèle à celui qui, s'il n'est plus le Premier Secrétaire du Parti Socialiste, reste pour nous tous le premier des Socialistes.
(Applaudissements)
La parole est à Paul Quilès pour dix minutes. Ensuite, Pierre Joxe, pour quinze minutes.

Paul Quilès
Chers camarades, à écouter la droite, les Français pourraient avoir l'impression que l'échec de la gauche est consommé. Certains d'entre nous, malheureusement, semblent parfois accepter avec un certain fatalisme ce verdict de nos adversaires, que ce soit les leaders de la droite qui pronostiquent notre échec, qui s'en étonnera ? Ce qui est plus étonnant, c'est de les entendre aujourd'hui nourrir contre nous un procès d'incompétence. Croyez-vous vraiment que Messieurs Chirac, Barre et Giscard d'Estaing soient plus compétents dans l'opposition qu'ils ne l'étaient au pouvoir ? Reconnaissons, il est vrai, qu'ils ont en ce domaine l'excuse des néophytes. Ecoutez-les nous donner des leçons ! Monsieur Giscard d'Estaing parle d'imprévoyance, mais son emprunt, vous savez, le fameux emprunt qui coûtera 59 milliards de francs aux contribuables, il l'a oublié !
Ecoutez Monsieur Barre, lui, qui nous accuse de manquer de courage ! En a-t-il eu courage, lui, le soi-disant meilleur économiste de France, lui qui a laissé galoper l'inflation et sombrer des pans entiers de notre industrie ?
Ecoutez Monsieur Chirac. Lui, il s'en prend à nos erreurs de diagnostic, et j'aurais envie de dire : cela, c'est le bouquet. N'est-ce pas lui, Monsieur Chirac, qui, en 1975

- j'allais dire : dès 1975 - voyait déjà le bout du tunnel ?
Cela dit, puisque nous sommes entre nous, je voudrais vous faire une confidence. Il y a un point sur lequel je suis totalement en accord avec Monsieur Chirac, c'est quand il s'en prend à cette absurdité que serait la taxe professionnelle. Seulement, voilà, Monsieur Chirac oublie un détail, c'est lui qui a institué la taxe professionnelle lorsqu'il était Premier ministre ! (Applaudissements)
Tout cela, voyez-vous, va nous permettre de considérer le bilan de deux ans et demi de pouvoir de la gauche avec sérénité. La droite n'a toujours pas admis de ne plus être propriétaire du pouvoir, nous le savons. Eh bien ! c'est dommage pour elle, mais il va falloir qu'elle s'y fasse.
Quant à nous, nous avons à prendre conscience du travail effectué. Petit à petit, les Français vont voir se dégager le nouveau paysage que nous avons voulu tracer.
Avez-vous déjà vu un peintre face à son tableau ? Pendant un certain temps, les traits ne semblent pas correspondrent à un dessin bien précis, et brusquement apparaît le paysage, et on comprend.
Voilà pourquoi, chers camarades, je crois à notre réussite, et il ne s'agit pas là, croyez-le bien, de la foi du charbonnier, c'est une conviction raisonnée ; j'ai pu la forger, cette conviction, à la direction du Parti et, depuis peu, au gouvernement.
Ma perception de la réalité est certes un peu différente, mais, croyez-moi, le regard reste le même. Eh bien ! Je voudrais aujourd'hui, à ce Congrès de Bourg-en-Bresse, vous faire partager cette conviction, en vous montrant que la réussite de la gauche est possible mais qu'elle ne sera comprise par les Français que si certaines conditions sont remplies.
La première condition, c'est de garder confiance dans notre capacité à atteindre nos objections ; la deuxième condition, c'est de faire preuve d'imagination ; la troisième condition, c'est de retrouver la confiance dans le pays ; et la quatrième condition, c'est d'intensifier le débat d'idées.
La première condition, donc, c'est de garder confiance dans notre capacité à atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés. N'oublions pas, chers camarades, que nous sommes engagés dans une action de longue durée. Mais déjà, déjà, quel chemin parcouru depuis 29 mois ! Une France qui parle d'une voix nouvelle dans le concert international, qui affirme sa ferme volonté d'éviter que le monde ne bascule de la paix dans la guerre des positions écoutées par les plus faibles et respectées par les puissants. Au plan intérieur, vous le savez, un bilan social considérable. En matière industrielle, la mise en œuvre de deux grandes priorités : la formation des hommes et la modernisation de notre industrie, qui doivent permettre à la France de sortir dans le peloton de tête de la nouvelle révolution industrielle.
Enfin... enfin, et j'allais dire presque, surtout pour des Socialistes, des réformes au service des libertés, grâce à l'immense travail accompli par notre ami Robert Badinter.
(Applaudissements prolongés)
Des réformes qui font la fierté de tous les démocrates et qui nous valent les félicitations des organisations internationales !

Autant de raisons, chers camarades, pour garder confiance et pour tenir bon.
Restent, bien sûr, les incertitudes de l'heure et la fameuse rigueur.
Cette rigueur, nous l'avons acceptée. Elle est une méthode, elle est aussi une ambition. Nous avons bien vu l'incapacité de notre économie à faire face à la relance de 1981, qui a révélé l'inadaptation de notre appareil industriel. Face au défi, le gouvernement ne s'est pas dérobé. Il a confirmé son choix de voir la France tenir sa place dans la compétition mondiale, condition de notre indépendance nationale.
Je sais bien que certains, parmi nous, nous ont proposé de s'arrêter, en quelque sorte, au milieu du gué. Mais je m'interroge : est-ce vraiment la meilleure solution que d'interrompre un traitement au moment, précisément, où il commence à produire ses effets ? Est-il vraiment conforme à nos engagements de ne pas tout faire pour maintenir la France ouverte avec lucidité sur l'Europe et sur le monde ?
La majorité des Socialistes vient de se prononcer de façon claire et de façon massive sur ces deux questions, et je crois qu'il faut s'en féliciter.
Mais, gérer avec sérieux et avec rigueur ne suffit pas. La gauche au pouvoir, chers camarades, on l'a souvent dit, c'est l'imagination au pouvoir. Eh bien, il faut le répéter, et c'est la deuxième condition : faire preuve d'imagination.
L'imagination, ce n'est pas le contraire de la compétence, c'est son aliment quotidien. L'imagination, c'est, par exemple, inventer des réponses sociales au défi technologique de notre temps, c'est susciter la créativité dans un appareil d'Etat dont on voit bien qu'il n'a été ni conçu ni orienté en ce sens ; l'imagination, c'est parfois aussi trouver des réponses à des attentes peu ou mal formulées.
Reconnaissons-le, chers camarades, l'imagination n'est pas spontanément associée à l'exercice du pouvoir. Mais la gauche, parce qu'elle est porteuse de changement, ne peut pas s'en passer. Je peux d'ailleurs vous dire que, dans la responsabilité qui est aujourd'hui la mienne, je réalise le formidable défi qui nous est lancé. A travers l'urbanisme et le logement, ce sont des enjeux économiques, des enjeux technologiques, sociologiques et politiques qui sont en cause et qui débouchent sur la vie quotidienne des Français.
Innover dans l'industrie du bâtiment, maîtriser la spéculation, faire vivre la décentralisation, associer les citoyens à la conception et à la gestion de leur cadre de vie, repenser le développement, l'évolution des villes, autant de thèmes dont le seul énoncé montre que le champ sur lequel peut s'exercer notre imagination est immense.
La troisième condition, c'est de retrouver la confiance dans le pays.
C'est vrai, il faut le constater et le reconnaître, une partie des Français qui nous ont portés au pouvoir ont aujourd'hui du mal à nous comprendre. Il nous faut donc les reconquérir et, pour cela, chers camarades - excusez ce rappel - la droite ne va pas nous y aider. Croyez-moi, c'est sur nous-mêmes qu'il faut d'abord compter ! (Applaudissements)
Comment faire ? Bien sûr, cela n'est pas simple, mais c'est beaucoup une question de volonté.
Volonté d'argumenter plus et d'argumenter mieux pour mieux faire connaître les résultats obtenus, notamment dans le domaine économique. Avouez quand même

qu'il y a un mystère : lorsque la politique du gouvernement commence à être payante, les observateurs étrangers, y compris dans les milieux financiers, sont les premiers à s'en apercevoir ! Raison de plus pour répéter que notre politique est cohérente, pour expliquer ses résultats, raison de plus pour savoir le montrer.
Mais, la volonté, nous devons aussi en avoir pour rappeler que le socialisme est également une morale. Cela signifie que nous devons tenir aux Français un discours de vérité sur les difficultés incontournables, de nature économique, financière, diplomatique, que nous rencontrerons dans le futur. N'hésitons pas non plus, bien entendu, à leur dire toutes les chances que représente, pour la France, la réussite de cette politique.
La volonté, elle doit aussi s'exercer dans notre capacité à tracer des perspectives.
Le pays attend que nous éclairions notre action quotidienne par davantage de projets d'avenir concrets, et j'exprime ici le vœu que, durant l'année 1984, le Parti, fort de l'expérience gouvernementale, puisse dégager des ambitions programmatiques pour le rendez-vous de 1986.
Enfin, ayons la volonté de réapprendre à être pleinement nous-mêmes, ce slogan que répétait souvent François Mitterrand, en nous montrant fiers des réformes que nous avons réalisées.
Voyez-vous, depuis le Front Populaire, c'est la première fois qu'une telle tâche de transformation économique et sociale a été entreprise dans notre pays, et croyez-moi, chers camarades, il n'y a pas à rougir du travail accompli depuis deux ans et demi. Pourquoi ne pas le dire, nous l'avons fait mieux que le Front Populaire, malgré tous ses mérites, et cela, il ne faut pas non plus oublier de le répéter ! (Applaudissements)

Le Président - Je te demande de conclure, Paul.

Paul Quilès - Et puis, et ce sera ma conclusion, il y a un autre terrain sur lequel nous devons reprendre l'offensive, je veux parler de la bataille des idées. C'est la quatrième condition.
Reconnaissons-le, nous avons sous-estimé la possible résurgence de la droite durant la première année du septennat. Mais, de grâce, aujourd'hui, camarades, ne la surestimons pas, ne surestimons pas la force de ses valeurs et répétons que non, l'éloge de l'inégalité ne triomphera pas de la justice sociale ; non ! l'égoïsme des privilèges ne triomphera pas de la solidarité ; non ! l'autoritarisme ne triomphera pas de la liberté ! (Applaudissements)
La droite est plus souvent matamore que forte, plus vieillotte que porteuse d'idées, et en dépit de certaines apparences, plus divisée que réellement unie.
Voyez-vous, chers camarades, la meilleure façon de faire reculer la droite, c'est d'être nous-mêmes et de défendre nos valeurs. Ne craignons pas d'affirmer au grand jour que la liberté, l'égalité et la solidarité demeurent nos guides d'action et représentent notre humanisme, dans les périodes de croissance comme dans les périodes de crise. Alors, nous serons mieux en mesure de combattre les thèses nocives de la droite. Alors, nous reprendrons confiance, et cette confiance, n'en

doutez pas, deviendra contagieuse dans tout le pays.
Tel doit être aujourd'hui le rôle des Socialistes, qu'ils soient au Parti, qu'ils soient au gouvernement, fiers d'être Socialistes et capables de convaincre.
C'est ainsi, chers camarades, que nous préparerons l'avenir, un avenir qui est entre nos mains. C'est ainsi que nous créerons, j'en suis convaincu, chers camarades, les conditions de la réussite. (Applaudissements)

Le Président - Pierre Joxe, pour quinze minutes ; ensuite Gaston Defferre, pour quinze minutes.

Pierre Joxe
Mes chers camarades, le rapport statutaire sur l'activité du groupe parlementaire figure dans le recueil qui vous a été adressé par le Parti ; il est accompagné de précisions, de chiffres, de listes que je ne développerai pas devant vous.

- Les chiffres. Vous savez que nous siégeons beaucoup plus que dans les législatures précédentes, que nous produisons deux fois plus de textes - bien meilleurs, d'ailleurs -, même si l'opposition oppose trois fois plus d'amendements.
- Les listes. La liste des 250 lois adoptées définitivement ou sur le point de l'être serait fastidieuse. Elle est pourtant impressionnante pour celui qui a la patience d'aller jusqu'au bout. Elle couvre tous les domaines du droit ; elle répond à toutes les orientations de notre programme ; elle vous montre qu'en une demi-législature seulement, les changements législatifs proposés par Français Mitterrand dans ses 110 propositions sont déjà largement réalisés ; elle répond « oui » à la question que vous vous posez : avons-nous changé le droit de notre pays dans le sens de la justice, de la démocratie et de la liberté, comme nous nous y étions engagés ?

Devant vous, je voudrais dépasser le rapport d'activité, ou plutôt l'élargir en une sorte de compte rendu de mandat, car enfin, nous, les parlementaires, nous sommes vos mandataires, nous parlons, nous délibérons, nous votons en votre nom ; avant d'être élus députés ou sénateurs, nous avons été, devant les électeurs, les candidats du Parti Socialiste, vos candidats. Nous sommes les élus du peuple, bien sûr, mais nous sommes aussi les élus du Parti.
Je m'arrête un instant sur ce point, car on m'interroge souvent sur cette règle, parfois mal comprise, de l'unité de vote dans le groupe socialiste, de la discipline de vote. On me dit, à l'extérieur du Parti : « Mais, vous n'êtes pas libres ! » On m'interroge : « Et la liberté de vote ? Et la clause de conscience ? »
Je réponds : la liberté d'adhérer au Parti Socialiste est entière, mais les élus, membres du Parti, se sont engagés à appliquer son programme ; l'unité et la discipline de vote sont des règles démocratiques et il doit y avoir, après la décision, la discipline. (Applaudissements)
Cette règle indispensable a pour conséquence que la discussion est souvent vive dans le groupe, soit entre nous, soit entre nous et le gouvernement, et parfois les deux à la fois, avant la décision, mais ensuite, vous avez pu le constater, pratiquement sans exception, elle est toujours appliquée, et je crois que c'est une garantie pour l'avenir.

Bien sûr, la vie du groupe parlementaire n'est pas dominée par la discipline, elle est dominée par un objectif : transformer en lois notre programme à partir des projets déposés, les uns après les autres, depuis maintenant deux ans et demi, par le gouvernement, dont je suis heureux de saluer ici la présence de plusieurs membres, à commencer par le premier d'entre eux. (Applaudissements)

Qu'avons-nous fait ensemble, en votre nom, depuis deux ans ?

Je veux ici vous rappeler seulement quelques points forts, pour vous armer vous-mêmes pour la lutte politique des mois et des années qui viennent. Devant les attaques de la droite, la meilleure défense, c'est l'offensive. Je veux vous dire ici ce que nous avons fait et ce dont vous, les militants socialistes, vous pouvez être fiers, parce qu'à travers ces quelques lois prises comme exemples, vous retrouvez une idée qui fait son chemin : le socialisme.

Pendant des années, vous avez milité, vous avez expliqué, vous avez persuadé, et finalement vous avez convaincu ; vous avez, nous avons, gagné les élections sur un programme de gouvernement, sur un programme de changement. Nous avons reçu de vous, mais du peuple français aussi, le mandat de changer le droit. Nous le changeons en votre nom.

Nous avons changé, par exemple, le droit du travail, le droit pénal, le droit fiscal, le droit social, chaque fois en suivant les orientations pour lesquelles vous avez milité depuis des années et des années. Vos engagements sont tenus ; en voici quelques exemples.

Depuis des années, vous aviez milité pour l' abolition de la peine de mort, pour l'abrogation de la loi Peyrefitte, dite « Sécurité et Liberté », de la loi scélérate dite « loi anti-casseurs ». Eh bien, c'est fait ! Depuis deux ans, nous, en votre nom, nous avons voté des lois qui les ont abrogées : la loi du 9 octobre 1981, abolissant la peine de mort (applaudissements), la loi du 15 décembre 1981 abrogeant la « loi anti-casseurs », la loi du 21 juillet 1982 supprimant les tribunaux permanents des forces armées (applaudissements), la loi du 15 décembre 1981... Mais je m'y perds, dans toutes ces lois ! J'arrête la liste, et je passe à un autre chapitre.

A ce sujet, ne laissez pas dire que le changement du droit pénal a provoqué un accroissement de la criminalité ! C'est faux ! Il faut dénoncer ceux qui mentent, il faut dire que la modification du droit pénal, pas plus en France qu'ailleurs, quand elle va dans un sens démocratique, ne provoque pas un accroissement de la criminalité ! C'est le contraire qui est vrai. C'est la raison pour laquelle - quelqu'un le disait avant moi - nous avons soutenu et continuerons de soutenir l'action courageuse de Robert Badinter. (Applaudissements)

Pendant des années, vous avez aussi expliqué aux Français qu'il fallait changer le droit du travail. Eh bien, depuis deux ans, avec les lois Auroux, par exemple - et il n'est pas loin d'ici -, nous avons modifié plus du tiers du code du travail !

Eh oui ! la loi du 4 août 1982 sur les libertés des travailleurs dans l'entreprise, qui fixe les conditions d'établissement du règlement intérieur, qui fixe les modalités du droit d'expression dans l'entreprise, qui fixe la protection des salariés en matière de sanctions ; la loi du 29 octobre 1982 sur le développement des institutions

représentatives facilitant la constitution de syndicat, élargissant les pouvoirs des délégués du personnel et des Comités d'entreprise dans le domaine économique ; la loi du 13 novembre 1982 sur la négociation collective et sur le règlement des conflits collectifs du travail ; la loi du vingt-trois décembre 1982 sur les Comités d'hygiène et de sécurité, aujourd'hui Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ; nous avons voté tout cela, c'était dans notre programme.

A ce sujet, ne laissez pas dire que la démocratisation du droit du travail nuit à l'entreprise, à la productivité, c'est faux. Nous n'avons fait qu'appliquer le droit du travail français, qui était en retard sur le niveau où il est parfois depuis des dizaines d'années dans les pays européens. C'est un facteur de progrès social et économique. (Applaudissements).

Au fil des années, vous avez persuadé les Français qu'il fallait changer le droit fiscal. Nous, depuis deux ans, nous avons commencé la réforme fiscale. Il y encore à faire bien sûr. Comme Poperen, Coquard, ont parlé de ces changements, je ne m'y attarderai pas. Mais enfin, l'impôt sur le revenu supprimé pour les Smicards ; l'exonération pour les personnes âgées ; le taux réduit de la TVA ; le plafonnement de l'avantage fiscal procuré par le quotient familial aux plus riches ; la création de l'impôt sur les grandes fortunes ; création d'une tranche à 65% pour l'impôt sur le revenu ; des mesures fiscales de lutte contre la fraude, tout ceci c'est ce que nous avons fait, parce que c'était à notre programme.

A ce propos, ne laissez pas dire que tout le monde paye plus d'impôts. C'est faux. Ce sont ceux qui gagnent le plus d'argent qui payent le plus d'impôts. Cela c'est vrai, et c'est juste. (Applaudissements).

Pour le reste, bien sûr, il est plus facile de réaliser la réforme fiscale en période d'expansion, ce qui n'est pas le cas, qu'en période où le taux d'expansion est limitée. Nous allons continuer, nous sommes sur le bon chemin.

Je pourrais aussi parler du droit social, avec tout ce que nous avons voté comme lois, sur la retraite à soixante ans, la cinquième semaine de congés, la démocratisation des conseils d'administration, les organes de Sécurité sociale, sur l'égalité professionnelle hommes-femmes. J'arrête, je vous ai donné seulement quelques échantillons de ce que nous avons fait, nous les parlementaires socialistes, en collaboration avec le gouvernement, au nom de ce que vous aviez voulu, au nom de ce que vous aviez proposé aux Français et de ce qu'ils ont accepté et de ce qu'ils nous ont mandaté pour faire.

Après avoir passé ainsi plus de deux ans à voter tant de lois pour changer le Droit, je suis conduit et je vous conduis à une brève réflexion sur la loi et sur le droit.

Car enfin, nous appuyant sur un programme deux fois ratifiés par le peuple français, qui a d'abord élu Mitterrand Président, et ensuite élu en majorité vos candidats députés, nous avons voté plus de 200 lois, bientôt 250 - j'en ai évoqué quelques unes. Mais si les élus peuvent voter des lois et changer le droit, seul le Parti peut agir pour changer les idées, pour persuader, pour convaincre, comme vous avez su le faire pendant des années dans l'opposition, comme il faut le faire dans la majorité. Il est nécessaire, après cette première période d'exercice du pouvoir, de remonter un

moment aux principes qui fondent notre action politique aux bases même de la démocratie, au fondement du Socialisme, notre Socialisme, le Socialisme démocratique.
Pour nous, militants socialistes, c'est au point de rencontre entre la morale et la politique, que nous trouvons les racines de notre engagement, la loi, c'est-à-dire le droit et non la force comme base des rapports sociaux, le respect de la vie et même plus de la personne humaine, l'affirmation de la valeur du travail, face aux valeurs du capital et du capitalisme.
D'abord la loi et le respect de la loi ; si c'est le droit qui régit la société, quand ce droit devient plus juste, plus équitable, plus égalitaire, alors le respect du droit devient une exigence supérieure. Je prendrai volontiers l'exemple du droit fiscal et du droit social pour illustrer cette idée, dans un système de droit plus juste, le mépris de la fraude devient une exigence morale plus forte et nous, les Socialistes, nous pouvons condamner, et il faut le sanctionner avec plus de force la fraude, la fraude fiscale, mais aussi la fraude au chômage, le travail au noir ; condamner juridiquement, mais d'abord moralement.
Nous pouvons le faire avec d'autant plus de force que nous avons démocratisé le droit et nous devons le faire pour changer après le droit, les moeurs, les coutumes et même les habitudes mentales, si nous voulons défendre le droit nouveau. Il faut le défendre contre l'esprit ancien. Les lois que nous votons, ne suffiront pas.
Une seul exemple, les lois Auroux, j'en ai parlé, nous les avons à peine votées qu'il faut déjà les défendre. Déjà certaines organisations patronales organisent la fraude à la loi, déjà elles diffusent des circulaires minutieuses indiquant comment tourner la loi, comment frauder la loi, comment violer la loi.
Voter des lois ne suffit pas, il faut que le Parti fasse campagne pour le respect du droit (applaudissements), le respect de la vie et de la personne humaine, et une valeur supérieure du Socialisme démocratique. Là encore, ce respect ne peut pas s'exprimer par la loi seule, celle que nous avons votée pour abolir la peine de mort. Je prends un exemple dans le droit pénal, mais je pourrais le prendre ailleurs, abolissant la peine de mort, la France n'a pas seulement poursuivi une évolution commencée avec la Révolution française - la guillotine à l'époque était présentée comme un progrès face à l'écartèlement ou le supplice de la roue - ; la France n'a pas seulement modifié la hiérarchie des peines, mais a choisi le respect de la vie, dès lors la loi ne suffit pas.
En France, tout crime de sang, tout meurtre qui ne relève pas purement de la pathologie, qui a pu être inspiré par le racisme ou par le fanatisme, doit être considéré comme un échec collectif ; l'assassinat d'un jeune Algérien ou de plusieurs, en écho à des campagnes de haine, doit être considéré non pas comme un fait divers, mais comme un événement grave, un défi à notre société (applaudissements) ; et bien plus, toute complaisance dans la représentation des meurtres à la télévision, par exemple, toute exploitation spectaculaire et morbide du spectacle des morts violentes causées par les crimes, les guerres ou les attentats, doit être considérée comme un acte sinon de violence, du moins de banalisation de la violence.
Un seul rappel historique, bien avant l'abolition de la peine de mort, la France a aboli

les exécutions publiques. Pourquoi ? Parce que la violence même légale, lorsqu'elle est donnée en spectacle, est toujours plus ou moins donnée en exemple.
Je pourrais étendre cette réflexion à d'autres domaines. Qu'on se rassure, je n'appelle pas à la censure, mais à la réserve, au respect de la personne humaine, et là encore les lois que nous votons n'y suffiront pas. (Applaudissements).
Enfin, le travail, la première façon pour les Socialistes de défendre les travailleurs, c'est d'honorer le travail, sa valeur, son utilité. A cet égard, le système capitaliste n'a pas la même attitude que les sociétés aristocratiques, qui l'avaient précédé.
L'aristocratie méprisait le travail, elle le laissait aux autres. La bourgeoisie capitaliste, au contraire, a valorisé le travail, à sa façon, c'est-à-dire en sur valorisant le travail de direction, de conception, d'encadrement, en dévalorisant le travail manuel, le travail ouvrier, le travail paysan.
Aujourd'hui, il suffit de regarder en France la hiérarchie des rémunérations pour constater qu'en fait en chiffres, en francs, le travail de la grande masse des travailleurs est dévalorisé. Comparons à l'usine ouvriers et chefs d'industrie, à l'hôpital personnel infirmier et patrons, au bureau dactylos et dirigeants ; partout en France l'écart est trop grand.
Nous pourrons toujours voter des lois sociales et des lois fiscales et des lois contre les cumuls, des lois égalitaires, si en France on ne commence pas par dire que respecter le travail, c'est réduire les inégalités dans la rémunération du travail, nous ne changerons rien. (Applaudissements)
Si nous ne mettons pas en cause les activités parasitaires, les professions privilégiées et les situations de monopole, nous n'aurons pas défendu vraiment la grande masse des travailleurs, ceux dont le travail est utile, productif, d'intérêt général.
Une France où les gens seraient estimés, jugés, jaugés pour ce qu'ils apportent vraiment à la société et non pour ce qu'ils lui soutirent, ce sera vraiment une France nouvelle, et cela c'est le rôle du Parti Socialiste, bien au-delà d'une législature. C'est là que l'action des militants socialistes doit prolonger la transformation du Droit, à laquelle nous, parlementaires, nous nous employons.
Le Droit est une grande force, le changement du Droit un grand facteur de changement social. Nous venons, nous, du Front Populaire, de la Libération. Les transformations législatives déjà réalisées depuis deux ans, ou entreprises, sont impressionnantes, plus profondes même que celles de 1936 ou 1946.
Mais pour la prolonger, pour la consolider, l'action du Parti Socialiste est irremplaçable.
Je terminerai en exprimant un vœu, que les parlementaires socialistes eux-mêmes poursuivent en permanence leur action militante avec le Parti, pour le Parti, dans le Parti. C'est leur fonction. C'est leur devoir. C'est la condition nécessaire pour que l'œuvre entreprise se poursuivre, dans la prochaine législature, pour que se réalise progressivement la République sociale qui est l'objectif du Parti Socialiste. (Applaudissements).

Le Président - Gaston Defferre, pour quinze minutes, ensuite Lionel Jospin.

Gaston Defferre

Camarades, ce Congrès doit être le Congrès de la lucidité, du sang-froid, de la détermination et même, je peux le dire étant donné les circonstances, le Congrès du courage.

Il y a deux ans, c'était l'état de grâce, état de grâce due à l'élection de François Mitterrand à la Présidence de la République ; à l'élection, dans l'élan de celle de François Mitterrand, d'une majorité absolue de députés Socialistes à l'Assemblée Nationale.

Nous avions triomphé, disons-le franchement, nous étions un peu triomphalistes. La droite nous a reproché d'avoir tenu un langage trop brutal avec elle ; je me permets de rappeler que ce n'est pas le langage qui est brutal, c'est l'action. (Applaudissements).

Ces messieurs jouaient aux effarouchés. Ils prétendaient qu'après le Congrès de Valence, les libertés étaient en danger. Je voudrais rappeler que non seulement, du fait de l'action qu'a rappelée Joxe tout à l'heure, l'action de Badinter, auquel on a souvent cherché à m'opposer en vain (applaudissements) - chacun joue son rôle à la place où il est, lui le sien, moi le mien, c'est ainsi que les choses doivent être -, il n'a été porté atteinte à aucune liberté, ni individuelle, ni collective, et je mets au défi qui que ce soit - je peux en parler en connaissance de cause, étant donné le poste que j'occupe - qu'il ait été porté atteinte à aucune liberté, quelle qu'elle soit.

La liberté de la presse elle-même a été totalement respectée, la preuve c'est que la presse de droite s'est développée, s'est renforcée au cours des années qui viennent de s'écouler.

A ce propos, camarades, je voudrais dire que je crois que nous commettons une erreur quand nous essayons de rejeter sur la presse les difficultés que nous rencontrons. (Applaudissements).

Nous avons trop tendance à rendre responsables les médias des problèmes ardus que nous sommes amenés à résoudre, et cela me rappelle un peu, moi qui ai bien connu la SFIO, le langage d'avant Epinay à propos de l'Algérie, du Maroc, de la Tunisie.

La droite, accablée, en 1981, a repris courage et est devenue de plus en plus agressive. Quilès en a très bien parlé. Je voudrais, moi, rapidement, dire un mot de l'extrême droite.

Nous l'avons vu montrer son visage, parfois hideux, sans se cacher au premier tour, par exemple, des élections d'Evreux, mais il arrive aussi fréquemment que l'extrême droite milite dans les partis classiques de la droite, dans l'UDF et dans le RPR, et y joue un rôle important ; les gens de l'extrême droite qui sont dans ces partis en constituent souvent le noyau dur, combatif, et entraînent souvent le gros de ces deux partis de droite et l'attire vers des extrêmes.

Dites-vous donc, camarades, que dans les mois et les années qui viennent, la droite, entraînée par l'extrême droite, sera de plus en plus violente et de plus en plus agressive, et pourtant nous avons le devoir, nous - j'ai dit tout à l'heure : « Congrès de la lucidité » -, de voir les choses en face.

Certes, il a été beaucoup fait. Il se peut, quand on travaille surtout dans son ministère,

qu'on ait tendance à ne pas se rendre compte de tout ce qui a été fait, mais je crois que l'énumération présentée par Pierre Joxe a été très utile. Demain, je crois que Pierre Mauroy avec sa chaleur humaine, avec son courage, avec son éloquence, exposera le bilan du gouvernement.

Nous pouvons en être fiers, mais soyons lucides, les résultats électoraux sont là. Nous avons perdu les quatre élections partielles en janvier 1988 ; nous avons perdu les élections cantonales en mars 1982 ; nous n'avons pas perdu complètement les municipales, la droite n'a pas regagné toutes les villes que nous avions conquises en 1977, nous en avons perdu un certain nombre ; je dois dire que le second tour a apporté à quelques uns d'entre nous certaines satisfactions, nous avons eu la satisfaction de constater qu'en nous battant bien, nous pouvions gagner. (Applaudissements)

Les élections syndicales n'ont pas été non plus un succès, il ne faut pas oublier tout cela. Notre Congrès ne doit pas être un Congrès d'autosatisfaction, ce doit être un Congrès de lucidité.

Or, la prochaine échéance, celle qui sera déterminante, ce sont les élections législatives de 1986, dans deux ans et demi ; la Constitution de 1958 est faite de telle façon qu'on considère généralement que l'élection déterminante, c'était vrai jusqu'à maintenant, c'est l'élection présidentielle, mais, camarades, cette fois la droite nous a prévenu, M. Barre lui-même a déclaré que si la droite l'emportait, elle n'accepterait pas de gouverner avec François Mitterrand comme Président de la République ; par conséquent, l'échéance déterminante, c'est qu'il faut gagner les élections législatives de 1986. (Applaudissements) Et je vais plus loin, si nous gagnons les élections législatives, dites-vous alors que les élections présidentielles deux ans après pourront être gagnées et que pour la première fois, dans l'histoire de notre pays, on verra les Socialistes au pouvoir pendant quatorze ans. (Applaudissements)

Je voudrais maintenant à mon tour dire comment je vois ces deux années et quels sont, à mon avis, certains des moyens pour nous de remonter la pente et de gagner ces élections législatives.

Politique de rigueur ? Bien sûr, quel que soit le gouvernement, il serait obligé, dans la phase actuelle, dans la bataille économique que nous traversons, de faire une politique de rigueur pour lutter à la fois contre l'inflation, contre le chômage, contre le déficit du commerce extérieur. Alors, que faire ?

Chers camarades, l'analyse peut être compliquée, très subtile.

Personnellement, je fais une analyse simple et comme je ne suis pas un économiste distingué, je fais une analyse facile à comprendre par tout le monde, à commencer par moi. (Rires)

La richesse d'une nation est faite, camarades, de ses ressources naturelles, de ses productions, et notamment de sa production industrielle.

Or, nous en sommes à la troisième génération industrielle et nous ne devons pas tarder à en tirer toutes les conséquences.

Après le charbon, après l'électricité, nous sommes entrés dans la génération de l'électronique, de l'informatique, de la robotique et de l'intelligence artificielle. Et

j'ai entendu, en allant, à mon âge, pendant 48 heures suivre des cours et regarder comment les choses se passent dans les pays qui sont en avance par rapport à nous dans ce domaine, la formule suivante : le chômage existe là où les robots n'existent pas. Chers camarades, les robots existent beaucoup plus dans d'autres pays que dans le nôtre, et la concurrence qui nous est faite par l'industrie de ces pays est telle que si nous ne nous équipons pas rapidement, nous serons dominés, écrasés, éliminés. (Applaudissements)

Les robots produisent plus vite, ils produisent de meilleure qualité, ils produisent moins cher que les machines ordinaires, et dans les régions que j'ai visitées, en ruine, par exemple dans certaines régions industrie lourde à l'étranger, on constate qu'un tissu industriel nouveau est en train de naître à base d'informatique, de robotique, d'intelligence artificielle.

Camarades, que cela plaise ou non, dites-vous que les choses sont maintenant suffisamment avancées, elles ne seront plus jamais ce qu'elles ont été, que l'informatique, la télématique et la robotique plaisent ou ne plaisent pas, dites-vous que le changement est maintenant si rapide qu'elles dépassent en rapidité tout ce qui avait été prévu par les meilleurs experts, et que les pays qui ne rentreront pas tout de suite dans la troisième génération industrielle prendront un retard irrattrapable ; ils iront alors de crise économique en crise économique, de crise sociale en crise sociale et de crise politique en crise politique. Leur indépendance nationale même sera menacée à une époque où leur indépendance nationale est largement dépendante de la puissance économique. Par contre, ceux qui sauront s'adapter en temps utile seront non seulement capables de supporter la concurrence étrangère, mais pourront retrouver un taux de croissance économique qui assurera le plein emploi et une augmentation réelle du pouvoir d'achat.

Tout à l'heure, je n'ai pas voulu insister sur les causes de nos défaites électorales, mais enfin, camarades, elles sont claires, il y a d'un côté un bilan impressionnant et, de l'autre, il y a une insatisfaction qui tient au fait que la crise économique ne nous a pas permis d'augmenter les salaires et les traitements comme les gouvernements de gauche avaient l'habitude de le faire en arrivant au pouvoir ; nous n'avons pas pu donner un certain nombre de satisfactions matérielles à ceux qui les attendaient de nous et qui, aujourd'hui, parce que nous n'avons pas apporté pleine satisfaction, attendent de nous que nous fassions plus, que nous fassions mieux, que nous fassions autre chose.

Ce ne sera pas facile, camarades, ce n'est pas la solution miracle, car il y aura des choix à faire, nous ne sommes pas un pays assez riche pour pouvoir tout faire en même temps, et ces choix, il faut avoir le courage de le dire, sont parfois cruels et même parfois dramatiques.

Nous ne sommes ni les Etats-Unis, ni le Japon, la période de transition sera pour nous très difficile. Il y aura plus de machines et par conséquent moins d'emplois. La solution à ce problème, elle est connue, c'est la formation des hommes aux nouvelles techniques.

La condition du succès, la clé du problème est là : ou nous saurons former assez vite

à ces nouvelles techniques et entrer de plain pied dans la troisième génération industrielle, ou nous serons condamnés.
Je voudrais à ce propos vous citer l'exemple d'un pays qui a fait parler beaucoup de lui en ce moment, je veux dire les Etats-Unis, et je n'ai pas une admiration particulière pour M. Reagan, je vous le concède volontiers, mais en ce moment, aux Etats-Unis, le professeur Robert Ernst - je vous donne son nom - est en train de préparer un projet de loi qui s'apparente à celui qui a été voté au lendemain de la guerre, qui s'appelait « la loi des droits », qui avait été votée en 1944 et qui a permis la formation et le reclassement de huit millions d'anciens combattants.
Devant les difficultés importantes qu'ont rencontré Ford et la General Motors, un accord vient d'intervenir entre syndicats et chefs d'entreprise pour mettre sur pied des formations paritaires pour réaliser le plus vite possible la formation technique qui permettra à ces entreprises d'échapper à la catastrophe. Certains d'entre elles étaient déjà un pied dans la tombe, puisque, par exemple, la General Motors a dû s'associer à une entreprise japonaise pour ne pas être éliminée.
La bataille sera difficile et le succès est possible. Tout d'abord, il faut faire l'inventaire, un inventaire aussi précis que possible, des entreprises menacées et des hommes qui le seraient si nous n'entrions pas dans cette voie, condamnés au chômage. Il faut faire l'inventaire ensuite des filières porteurs des types d'industries de la troisième génération appelées à se développer le mieux et le plus vite.
Il faut, bien sûr, je l'ai dit, donner aux hommes une formation indispensable et il faut aussi - c'est le dernier point que je veux évoquer dans cette énumération - mobiliser, c'est peut-être le principal, tous ceux qui sont concernés : entreprises, syndicats, Etats, écoles, universités, pour donner aux hommes et aux femmes cette formation nouvelle. Il y a d'ailleurs des universités en France où nous sommes les premiers du monde ; il y a, je crois, cinq grandes écoles de médecine, dont Marseille, évidemment (rires), qui ont dépassé les Japonais dans ce domaine et qui si, demain, nous leur donnons les instruments dont elles ont besoin, pourront être les premières du monde.
Je voudrais enfin dire, camarades, que pour gagner cette bataille, cette nouvelle bataille, seuls les Socialistes peuvent avoir des chances parce que nous sommes les seuls capables d'avoir à la fois un esprit suffisamment moderne et entreprenant, et les seuls animés d'une justice sociale telle que, cette fois, les hommes ne seront pas des esclaves des machines, ce sont les machines qui seront les esclaves des hommes.
Et puis, camarades, la rigueur pour la rigueur, nous ne la ferons pas accepter longtemps. La rigueur pour des perspectives nouvelles, des perspectives modernes, des perspectives de croissance économique, l'augmentation du pouvoir d'achat, en disant aux Françaises et aux Français : « Nous vous demandons de serrer la ceinture, mais voilà pour quel type de société nous vous le demandons, pour quel projet économique, nous vous le demandons », alors, cela, nous pourrons le faire accepter. (Applaudissements)
Et puis, camarades, si nous savons tenir ce langage et agir comme je viens de l'indiquer, nous entraînerons avec nous la jeunesse. Rappelez-vous l'époque de Mendès France et de la lutte pour la paix en Indochine, rappelez-vous l'élan donné

par la jeunesse. Sans la jeunesse, camarades, il n'y a pas d'enthousiasme, il n'y a pas d'élan politique. Avec cette nouvelle politique, en nous engageant dans cette voie, en traçant ces nouvelles perspectives, nous pourrons mobiliser la jeunesse au service du socialisme et du progrès. (Applaudissements)
L'informatique ne résoudra pas tout tout de suite, je le sais. Il y a longtemps que j'en parle, et longtemps que j'écris des articles ; on m'a longtemps présenté comme un doux maniaque de l'informatique. Aujourd'hui, cela crève les yeux, plus personne ne peut nier que la troisième génération industrielle est là. Mais si l'informatique ne résout pas tout, elle est la voie obligée dans laquelle nous devons passer. Le chemin sera rude, il sera difficile, il faudra du courage, les Socialistes en ont, ils l'ont souvent démontré.
Voilà, camarades, ce que je voulais vous dire. J'étais monté à la tribune ce matin en demandant une demi-heure ; on m'a ramené à vingt minutes, puis à dix minutes ; je vois que je n'ai pas dépassé... (Rires)
Je voudrais, en conclusion, vous dire que nous sommes maintenant entrés, et je ne parle pas de la politique internationale, dans une période de guerre économique, dans une période de guerre économique impitoyable. Face à cette situation, nos querelles internes paraissent bien dérisoires.
Camarades, ce sera mon dernier mot. Dites-vous bien que nous gagnerons ou que nous perdrons tous ensemble !
(Vifs applaudissements)

Le Président - La parole est à Lionel Jospin, Premier Secrétaire du Parti.
(Applaudissements)

Lionel Jospin
Il est modeste, Gaston, mais comme on dit, doué ! (Rires)
Mes chers camarades, ainsi, notre Congrès a commencé. Ce qui était projet, objectif, rendez-vous espéré, est devenu moment, réalité vécue, levier pour l'action.
Jusqu'à maintenant, nous pouvions dire : « Ah ! nous avons le Congrès ! » Il est là maintenant, nous devons donc le faire et le réussir. Nous voici tous ensemble : vous, délégués du Parti ; nous, Direction sortante. Nous voici avec les observateurs de la presse, nous voici aux côtés de nos amis de l'intérieur représentatifs des courants et des forces de la société française, et de nos amis de l'étranger que je salue. (Applaudissements)
Louis Robin, le député-maire de Bourg-en-Bresse, nous a accueillis au nom de sa ville ; nous le remercions de l'accueil qu'il nous a donné, nous remercions les militants qui se sont dépensés sans compter pour faire que ce Congrès puisse vivre, et je salue en votre nom les Burgiens et les Bressans de nous accepter parmi eux. (Applaudissements)
Alain Coquard, le Premier Secrétaire de la fédération socialiste de l'Ain, nous a salués au nom des militants de sa fédération, au nom du Socialisme dans ce département, où restent vivaces et vivants les souvenirs de la Résistance, et ce n'est

sans doute pas par hasard que François Mitterrand le Président de la République, viendra justement le 11 novembre, dans quelques jours, à Oyonnax, dans ce département, rappeler ce défilé des maquis de la région pour célébrer le 11 novembre 1943, face à la barbarie nazie. (Applaudissements)

Au moment où l'on oublie ces combats de la Résistance, au moment où redressent la tête les nostalgiques du pétainisme et de la collaboration, au moment où les trublions de l'extrême droite reprennent leurs sinistres rengaines sur les Juifs, les Francs-maçons, les Communistes et les Socialistes, je crois qu'il était bon de saluer ici cette tradition de la résistance. (Applaudissements) Ce matin, Jean Poperen, Secrétaire national à la coordination et aux élections, a fait le rapport d'activité de la Direction sortante. Il l'a fait à sa manière, politique, et non bien sûr administrative, même s'il fallait rendre compte de l'action d'une direction, parce qu'il s'agissait de vous transmettre l'effort collectif de notre formation politique et aussi de sa direction, les pas en avant, les retraits, les insuffisances, les conflits, les débats, deux ans d'action politique, en somme, il les a devant vous dressés.

Je le remercie d'avoir bien introduit nos trois jours de discussion et de décision et je le remercie aussi du travail fait à mes côtés depuis deux ans. (Applaudissements)

Cet après-midi, Pierre Joxe, membre du Bureau exécutif, Président du groupe socialiste à l'Assemblée Nationale, a retracé le bilan de deux ans et demi de législature. Il y a deux ans, rappelez-vous, à Valence, il nous avait rejoint en cours de Congrès parce qu'il était avec nos députés dans le feu du débat sur les nationalisations. Aujourd'hui, bien que toujours sur la brèche, il a pu prendre le recul nécessaire, il a pu retracer deux ans et demi de réforme, de texte, de batailles parlementaires, d'actions constructives, d'un groupe puissant et qui, jamais, n'a fait défaut au gouvernement dont il constitue, avec nos partenaires communistes, la majorité, de même que ce groupe n'a jamais fait défaut au Parti dont il est l'expression parlementaire. Vous ne devez ignorer ni le travail, ni la responsabilité qui sont ceux de Pierre Joxe et des autres députés. Transformer en lois les projets du gouvernement et notre projet politique, assurer à ce gouvernement, dans le cadre du Parlement, sa majorité, animer le débat parlementaire, c'est une lourde tâche que le Président du groupe, et le groupe tout entier à l'Assemblée Nationale et, dans une situation plus difficile peut-être, et moins exaltante, au Sénat, assument. Qu'ils en soient donc en votre nom remerciés. (Applaudissements)

Dans notre libre-débat, la parole sera libre. La prendront dans le cadre des temps de parole accordés par les militants aux différentes motions, et fraternellement mêlés, les ministres du gouvernement, les élus, des membres de la Direction nationale, des Premiers Secrétaires fédéraux, des délégués des fédérations.

Prendront la parole des ministres du gouvernement de la France, et aussi du gouvernement de la gauche, et tout d'abord, demain, le premier d'entre eux, Pierre Mauroy, que je remercie d'être venu dès aujourd'hui parmi nous pour être à mes côtés cependant que j'intervenais à ce Congrès. (Applaudissements)

Investi de la confiance du Président de la République, investi de notre confiance, doté d'une solide majorité, il a incarné depuis deux ans et demi le gouvernement de la

gauche.
Dans les moments de popularité enflammante, d'enthousiasme, comme dans les phases plus rudes où ceux qui nous soutiennent ont l'air de se réduire, il a manifesté la même puissance de travail, le même optimisme raisonné, la même façon simple et tranquille, proche des milieux populaires, d'aborder les problèmes.
Remercions-le de ce qu'il a fait à la tête du gouvernement. (Applaudissements)
Plusieurs ministres prendront la parole avec nous, et je ne les citerai pas tous, mais je citerai seulement, puisque son nom a été évoqué à plusieurs reprises, Robert Badinter (applaudissements) pour dire que nous avions prévu sa venue, il avait souhaité s'exprimer devant ce Congrès où il aurait reçu l'accueil que nous devinons, à vous écouter, mais c'est seulement un deuil cruel dans sa famille proche qui lui a interdit d'être devant nous aujourd'hui et de nous parler.
Pour ce Congrès, au milieu de ces délégués, de ces dirigeants, de ces élus, de ces ministres, j'ai pensé qu'il était peut-être plus utile que je prenne la parole au milieu de vous plus tôt qu'à l'habitude pour contribuer à donner son ton et son style à notre rencontre, pour m'exprimer, dire mon sentiment, tranquillement, sur un certain nombre de questions. C'est donc ce que je vais faire maintenant.
Vous me pardonnerez naturellement de ne pas parler de tout ou de ne pas parler de tout tout de suite, de ne pas parler par exemple de l'école, déjà évoquée ce matin, mais à propos de laquelle je me suis déjà exprimé publiquement, notamment à la télévision, problème sur lequel je reviendrai en clôture de Congrès. De ne pas parler peut-être d'un certain nombre de problèmes de société, de ne pas parler peut-être suffisamment de la droite, de ne pas parler peut-être suffisamment de nos valeurs qu'il faut projeter sur la scène politique, je le ferai plus tard, comme je le ferai d'ailleurs à propos du Parti lui-même et de son avenir.
Certains observateurs ont dit ou ont écrit que ce Congrès était sans enjeu, et j'ai vu parfois dans leurs propos une nuance d'indifférence.
Disons aujourd'hui que je suis rassuré à les voir si nombreux : 500 journalistes rassemblés avec nous, alors qu'ils étaient trente-cinq0 à Valence, ils ont donné à ma place la réponse. Ce Congrès est un Congrès important, passionnant, et nous sommes heureux, quel que soit le débat auquel ils contribuent, quelles que soient parfois les controverses que nous pouvons avoir avec certains organes de presse, de tenir cette réunion de façon ouverte devant eux, devant leur esprit critique, et parfois aussi leur amitié. (Applaudissements)
Je ne crois pas que ce Congrès soit sans enjeu, d'abord parce qu'un Congrès ne peut pas se faire à l'avance, et pas non plus dans les salles de rédaction. Il est un moment immense, où des hommes et des femmes se retrouvent et se rassemblent. Il peut provoquer des surprises : même Valence nous a surpris, c'est dire ! Et surtout, je crois que nous sommes aujourd'hui, en cette période, dans un Congrès sérieux et passionné, sans drame peut-être, sans suspense, sans effet de manche, car les militants sont déjà passés par là pour dire leur mot, mais dense, riche, rempli d'ingrédients forts, ceux de la vie qui nous entoure.
Il ne faut pas en effet, chers camarades, farder la réalité, il ne faut pas nous cacher

que ce Congrès se tient dans un contexte difficile. C'est évident. Sur le plan international, non seulement la crise mondiale qui pèse sur nous ne s'est pas résorbée, non seulement la crise des relations politiques et stratégiques mondiales ne s'est pas dénouée, mais elle vient même d'entrer dans une phase plus dangereuse, peut-être une des plus dangereuses depuis la guerre.

Certes, nous le savons par notre vie de militant ou par notre mémoire, nous avons connu dans l'après-guerre d'autres drames historiques, guerre de Corée, crise des fusées à Cuba, guerre du Vietnam, et nous savons donc combien il est important pour nous, surtout dans les responsabilités qui sont les nôtres, de garder notre calme et notre sang-froid, et nous savons tout particulièrement que le chef de l'Etat dont les responsabilités sont essentielles, François Mitterrand, le gardera.

Mais avec l'impitoyable guerre Irak - Iran, l'impasse polonaise, les tensions en Afrique et en Amérique Centrale, le blocage des négociations Etats-Unis -U.R.S.S. à Genève, la scandaleuse destruction du Boeing civil sud-coréen par les Soviétiques, la poudrière libanaise où le terrorisme fleurit, l'incroyable et condamnable équipée américaine à La Grenade (applaudissements), s'accumulent autant de conflits potentiels et les signes d'une massive et rapide détérioration de la situation internationale. J'y reviendrai, chers camarades, plus loin dans l'analyse. Mais il faut savoir qu'il faut être prêt, sans le souhaiter, en faisant tout ce qui est en notre pouvoir grâce aux moyens de la France pour l'éviter, qu'il faut être prêt à de nouveaux risques de détérioration.

Sur le plan intérieur français, la situation n'a heureusement pas ce caractère de gravité. Mais comme plusieurs orateurs l'ont indiqué ici, les motifs de préoccupation existent.

Il est clair, les sondages et les élections partielles l'attestent, que l'opinion publique regimbe devant la politique de rigueur. La droite politique, économique et sociale, qui ne supporte pas notre présence au pouvoir alors que nous acceptions la sienne, alterne les phases de modération et les coups de boutoir par lesquels elle tente de chauffer à blanc l'opinion, en tous cas la sienne. Elle se saisit sans vergogne, et à mon sens de façon irresponsable, des problèmes que connaissent toutes les sociétés développées et urbaines, l'insécurité, le malaise de la vie en ville, l'immigration, problèmes que nous n'avons pas créés, que nous n'avons pas aggravés, mais qui paraissaient moins graves avant pour une seule et unique raison, c'est que nous avions, nous, la décence et l'esprit de responsabilité de ne pas faire des enjeux du débat politique. (Applaudissements)

Une partie de l'électorat de gauche, une fraction de ceux qui nous avaient ralliés en 1981 pour défaire l'équipe conservatrice au pouvoir se détourne, il faut l'admettre, pour le moment de nous, parce que leurs conditions d'existence difficiles n'ont pas assez changé, parce que les espoirs mis en nous étaient excessifs, parce que le matraquage de l'opposition de droite est relativement efficace.

Sur le terrain économique, nous avons fait des pas en avant, et Jean Poperen a d'ailleurs de ce point de vue esquissé un bilan. De premiers résultats positifs apparaissent, notamment sur ce terrain décisif pour notre indépendance, décisif pour

notre monnaie, décisif pour notre capacité de remboursement des emprunts, du commerce extérieur.
Mais là encore, la bataille n'est pas gagnée. Nous n'avons pas pu faire encore la démonstration dont parlait François Mitterrand dans l'émission « L'Enjeu », c'est-à-dire montrer concrètement l'efficacité des mesures que nous prenons pour redresser la situation économique.
Le contexte est difficile, donc, et c'est dans ce contexte que s'ouvre ce Congrès. On l'a senti, d'ailleurs, dans vos interventions.
Mais nous n'avons pas de raison non plus, et c'est ce que je voudrais dire maintenant, de céder au scepticisme et au découragement.
J'espère tout de même, camarades, que vous n'avez pas pensé que ce serait facile ? Ou que si vous l'avez pensé, vous ne l'avez pas pensé longtemps ? Jamais en France la gauche n'est venue au pouvoir dans une période de calme, dans une période d'euphorie, dans une période d'expansion.
Faut-il rappeler, camarades, la vie rude de nos devanciers ? Les conditions d'existence dans lesquelles ils ont vécu ? Dans lesquelles ils ont mené leur combat politique ? Faut-il rappeler au 19ème siècle, et même au tournant de ce siècle, la rudesse de l'exploitation, la force de la répression, la clandestinité pendant les combats de la résistance, l'incompréhension qui entourait les Socialistes ou les gens de gauche qui luttaient pour une vie meilleure ?
Récrimines, pourchassés, travaillant seize heures, puis douze heures, puis encore dix heures par jour, sans protection sociale, sans toujours avoir conquis, ou en tous cas assuré le droit à s'organiser, le droit à se défendre à travers des syndicats, ils ont mené la lutte sans faiblir, sans faillir, avec fermeté d'âme, avec un caractère trempé ! (Applaudissements)
Serions-nous devenus des Socialistes de luxe, bons pour les périodes d'enthousiasme et d'applaudissements unanimes, et que l'adversité affaiblirait, courberait, découragerait, amollirait ? Je ne le crois pas, camarades, et c'est pourquoi j'ai confiance.
Et puis, il ne convient pas non plus de nous laisser impressionner par l'aplomb de l'opposition. Ne nous laissons pas intimider par l'espèce de terrorisme intellectuel que pratique la droite. Je vais être un instant familier, vous me le pardonnerez, mais nous n'allons tout de même pas nous laisser refiler la crise mondiale comme si elle était le résultat de notre politique ou le fruit de nos erreurs de gestion ! (Applaudissements)
La crise frappe partout. Elle limite les possibilités partout, quel que soit le système de gouvernement. Cette crise frappe tous les peuples, elle frappe tous les gouvernements, elle frappe tous les partis, il n'est pas possible de s'en abstraire, et de ce point de vue le peuple français n'est pas le plus frappé.
Quand nous regardons ce qui se passe du côté des pays de l'Est, ces pays que certains appellent d'un terme tout à fait impropre, selon moi, les pays du Socialisme réel - impropre parce que comment parler de la réalité du Socialisme quand il y a encore trop souvent irréalité des libertés (applaudissements) -, quand nous regardons ce qui

se passe du côté des pays de l'Est, nous savons que ce n'est pas de ce côté-là que nous accepterons des leçons. Tous ces pays sont frappés par la crise : en U.R.S.S. et en Pologne, il y a des queues devant les magasins ; en Hongrie et en Chine, il y a le chômage ; en Tchécoslovaquie et en Roumanie, il y a un endettement massif. L'autonomie alimentaire dans la plupart ce ces pays est rarement assurée. La productivité piétine, et en outre les grandes libertés individuelles et collectives ne sont pas réalisées.

Nous ne chercherons pas là-bas de leçon, nous n'y chercherons pas non plus de solution. (Applaudissements)

Quand nous voyons ce que font sous nos yeux les gouvernements conservateurs, en tous cas ceux qui s'inspirent de cette école dite de Chicago qui fait fureur aux Etats-Unis, et aussi dans les magazines de droite, j'allais presque dire d'extrême droite, nous comprenons qu'il n'y a pas à accepter de leçon de ce côté-là. Après avoir ruiné le Chili, appauvri l'Argentine, réintroduit la famine au Brésil, et endetté ces trois pays jusqu'au seuil de la faillite, le dernier exploit de cette doctrine et de ses praticiens, c'est la débâcle économique et monétaire en Israël, une débâcle qui a posé, avec le projet de rattachement de la monnaie israélienne au dollar, le problème même de l'identité de ce pays. (Applaudissements)

Certes, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, soumis à des médecines du même ordre, y résistent mieux, l'un étant tout de même la première puissance mondiale et pouvant infliger à son corps de géant des potions qui en tueraient d'autres, et l'autre dévorant sous nos yeux son pactole pétrolier.

Mais même là, dans ces vieux pays développés, dans ces vieux pays où se sont rassemblées de grandes luttes ouvrières, où ont été conquis des droits considérables, les phénomènes de pauvreté, le recul social, l'accroissement des inégalités, la remise en cause de conquêtes des travailleurs, frappent tous les observateurs. Donc de ce côté là non plus, pas de leçon ! (Applaudissements)

Et puis, surtout pas de leçon de nos devanciers, pas de leçon de M. Giscard d'Estaing, car sous son septennat, le chômage a flambé, l'inflation grimpé, l'économie reculé. Sous son septennat se sont accumulées les frustrations sociales et cristallisés les privilèges. Pas de leçon de M. Barre. C'est d'ailleurs M. Pons lui-même qui nous met en garde contre ce risque en nous rappelant récemment qu'il n'a pas approuvé la politique économique de M. Barre, et qu'il avait voté contre son budget, ou plutôt qu'il avait appelé à ne pas voter son budget, en 1979.

Pas de leçon de M. Chirac. C'est M. Barre, cette fois-ci, qui nous met en garde, et qui, après nous avoir répété qu'il était arrivé en 1976 pour réparer ses bêtises, nous suggère de ne pas faire confiance à un homme qui changerait de programme tous les six mois en fonction des sondages.

On ne peut pas être plus cruel ! (Applaudissements)

Les leçons, nous ne devons pas les trouver chez les autres, même s'il faut être attentifs à ce qu'ils disent, mais les tirer des faits et de notre propre histoire. Et d'abord, pour en tirer cette leçon essentielle : nous devons, nous les Socialistes, nous la gauche, nous préparer, nous adapter à une véritable révolution culturelle, à un

véritable basculement de nos idées en ce qui concerne nos relations au pouvoir.
Quelles étaient jusqu'ici les idées dominantes dans la tradition socialiste, sur ce point, en tous cas en France ?
La gauche vient au pouvoir pour peu de temps. Elle vient pour changer et non pas pour gérer. Sa vocation est sociale et non économique. Il lui fait se hâter de réformer car elle pense elle-même que son temps est compté. Elle est impopulaire ? Elle ne connaît pas cela car on la renverse ou on la chasse avant qu'elle ne le devienne.
La durée, chers camarades, qui nous a été donnée par les institutions, par la force de la tradition démocratique dans notre pays, par l'impacte de notre victoire de 1981, change radicalement cette vision des choses. Au lieu que la droite nous succède au bout d'un an, ou de deux ans, avec les difficultés économiques inévitables en période de crise, et dans toute gestion, nous nous sommes succédés à nous-mêmes. Au lieu d'avoir à se contenter d'un feu de joie sociale, voilà que nous sommes aussi responsables de la réussite économique, alors que jadis nous n'étions pas jugés là-dessus puisque personne ne pouvait penser que cela était dans notre mandat.
Au lieu de n'avoir en tête que la réforme, voilà qu'il nous faut aussi maîtriser la gestion.
Certains comparent avec le Front populaire et la Libération. Pierre Joxe a rappelé ici à quel point notre bilan législatif, notamment, pouvait déjà se comparer avec ces grandes périodes historiques. Mes Chers camarades, d'un point de vue plus fondamental encore, comment comparer avec le Front populaire puisque, si c'était le cas, nous serions déjà partis depuis un an et demi ? Et comment comparer même avec la période qui s'ouvre à la Libération puisque la gauche se serait déjà coupée en deux depuis six mois ?
Nous disons : nous avons la durée, mais nous n'avons pas encore tiré toutes les conclusions de ce changement politique profond.
Voilà, je crois, la prise de conscience essentielle qui doit être la nôtre, voilà ce qu'il faut faire partager à tous ceux qui nous suivent.
C'est pourquoi, dans ce Congrès, nous ne devons pas seulement nous parler à nous-mêmes ; nous devons parler aux gens, pour les gens. Nous ne sommes pas ici le gouvernement, nous sommes un parti, c'est-à-dire une partie de la société, un courant d'idées, une organisation politique, ceux du socialisme.
Dans les controverses, dans les débats d'idées, dans la multitude des courants et des forces qui structurent la société française, qui assaillent le gouvernement, qui légitimement lui exposent leurs points de vue, qui font pression sur lui, nous devons naturellement faire entendre d'abord et surtout le point de vue socialiste.
Mais en même temps, l'expérience nous a déjà montré, dans la conscience des gens, que l'on ne nous distingue pas du gouvernement, que l'on nous sanctionne avec lui ou que l'on nous crédite avec lui de ses succès. Parti de gouvernement, parti du gouvernement, nous portons avec lui les responsabilités.
Je l'avais dit, chers camarades, il y a quelques semaines, quand ce Congrès se préparait, qu'il devait être celui de la réussite, celui de la reconquête. Je crois aussi, maintenant que nous y sommes, qu'il doit être un Congrès de la communication, qu'il

doit être un Congrès de la conviction, notre propre conviction, pour la faire partager aux autres, qu'il doit être d'abord un Congrès de vérité. Car si nous tenons un langage de vérité, alors nous pourrons montrer la cohérence à notre politique et convaincre ceux qui hésitent.

La vérité, elle doit concerner la politique internationale.

La droite proclame que notre politique internationale est cohérente. Nous sommes comme les Américains à Beyrouth, mais nous les condamnons à La Grenade ; nous récusons le point de vue des Soviétiques sur les euromissiles mais nous passons un contrat de gaz avec eux ; nous avons barré la route aux Libyens au Tchad, mais nous n'avons pas mené contre eux une offensive aérienne !

Alors, peut-être faut-il rappeler ici ce qui fait, aux yeux de ceux qui la conduisent, et d'abord de François Mitterrand, la cohérence de notre politique. Et cette cohérence, ce qui explique, ce qui unit les différents axes de cette politique extérieure, c'est la recherche de l'équilibre.

Nous sommes dans une phase de grandes tensions internationales. Nous voulons donc, partout où nous pouvons, agir, c'est-à-dire partout où l'histoire, nos moyens, des traditions, des amitiés nous donnent effectivement les moyens d'agir, éviter le dérapage de la paix dans la guerre. Préserver et assurer l'équilibre, pas nécessairement l'équilibre du statu quo, par conservatisme.

Voyez nos propositions en matière de réforme monétaire internationale ou de relations Nord-Sud, car nous savons que le monde bouge et que nous devons l'aider à bouger, mais éviter par le déséquilibre le dérapage de la paix dans la guerre.

Les motifs de notre présence à Beyrouth, ils sont cela, et seulement cela. Les motifs de notre présence au Tchad, ils sont cela, et seulement cela. Les motifs de notre insistance sur le démantèlement des SS 20, ils sont cela. Les motifs de notre condamnation de l'intervention américaine à La Grenade, ils sont cela et seulement cela.

Faudrait-il être en accord en tout avec les Etats-Unis parce que nous sommes membres de l'Alliance Atlantique ? Et il se trouve que nous ne sommes pas d'accord avec ce grand pays et avec cet allié sur sa politique du dollar, sur sa politique en Amérique centrale ou en Afrique australe.

Faudrait-il accepter la supériorité nucléaire de l'Union Soviétique en Europe pour prouver que nous aimons la paix, ou nous taire sur l'Afghanistan pour prouver que nous ne sommes pas alignés sur les Etats-Unis ?

Rien ne pourra nous en convaincre.

(Applaudissements)

Il faut savoir que la France détermine en toute indépendance sa politique dans le respect de ses alliances, en n'ignorant pas le rapport des forces ni l'espace européen dans lequel nous sommes situés, mais en toute indépendance. Et c'est pourquoi il est hors de question que notre pays accepte qu'à Genève, entre les seuls Etats-Unis et l'U.R.S.S, dans une négociation où nous ne sommes pas invités, où on ne discute pas des systèmes stratégiques mais des armes européennes sur le plan nucléaire, l'un ou l'autre de ces deux pays discute de notre force de dissuasion, comme si celle-ci était

un tout qu'on peut mettre en laisse et dont on veuille confier celle-ci à la main de M. Bush ou à celle de M. Andropov. (Applaudissements)

Alors, c'est vrai, il faut avoir le courage de reconnaître que cette politique d'équilibre menée par la France peut déplaire à beaucoup, peut déranger de puissants intérêts, peut nous faire courir des risques, quand nous intervenons dans des points chauds, à la jonction, au point de contact de ces forces antagonistes du rapport Est-Ouest, qui justement aspirent a créer le déséquilibre, d'où les risques que nous prenons au Tchad, d'où les coups qu'on cherche à nous porter au Liban... Et combien ces coups sont douloureux quand de jeunes hommes de toutes origines, de toutes régions, de toutes convictions - et parmi eux aussi des jeunes de familles socialistes, je le sais, et je dirai à leurs parents ce que nous pensons - quand des hommes de toutes ces conditions meurent devant les coups de la violence et de la passion destructrice.

Dans ces situations, croyez bien que nous ne cherchons pas l'aventure, que nous mesurons bien nos forces, que nous jouons notre rôle, pas plus, pas moins. Et nous n'acceptons pas les leçons qu'on cherche à nous donner à droite.

Faudrait-il déclarer la guerre à la Syrie ? Faudrait-il attaquer la Libye ? Qu'est-ce que ces « va-t'en guerre » qui ont tourné les talons quand les troupes libyennes sont entrées à N'Djamena en 1980 ? (Vifs applaudissements) Sous M.Giscard d'Estaing, la France a mené une politique vaniteuse et évanescente, vaniteuse avec les petits, évanescente devant les grands... (Applaudissements)

Avec les Socialistes et la gauche au pouvoir, la France veut jouer son rôle et peser dans le sens de la paix, pas plus, pas moins.

Renoncer, s'abstenir, en raison des risques, c'est accepter alors de devenir une puissance de seconde zone, c'est se résigner à assister en spectateurs à des événements qui seront conduits par d'autres. C'est pourquoi nous avons une politique extérieure mais que nous cherchons à fonder celle-ci sur des principes, sur le respect du droit, sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, sur le respect de la souveraineté des Etats, sur la solidarité contre les oppressions, sur la solidarité dans les luttes contre la misère et l'injustice.

Voilà la cohérence, voilà la vérité de notre politique internationale.

Il faut dire aussi la vérité sur notre politique économique et sociale. Là aussi, naturellement, la droite crie à l'incohérence. Comme s'il était facile d'agir et de choisir un axe unique de politique économique quand on nous a laissé en partage et l'inflation, et le chômage ; quand on nous a laissé en héritage à la fois une société très inégalitaire et un appareil de production affaibli !

Alors, notre politique dans ce domaine non plus n'est nullement mystérieuse, et elle est cohérente. Elle vise d'abord, cette politique économique et sociale, à être une politique de modernité, mais une politique de modernité menée autour de grandes valeurs de progrès et de démocratie.

Modernisation de l'industrie, grâce aux dotations en capital au profit des grandes groupes nationalisés, grâce à la priorité accordée à la recherche fondamentale, toujours décisive, et à la recherche appliquée.

Modernisation des relations du travail dans l'entreprise, grâce aux lois sur les

nouveaux droits des travailleurs, dont il faut d'ailleurs que ces travailleurs et leurs organisations syndicales, pas à pas, se saisissent.
Modernisation de l'Etat, puissant agent de politique économique lui-même, par une décentralisation permettant notamment, sur ce terrain économique, de rapprocher les décisions et les responsabilités du tissu des petites et moyennes entreprises qui fait plus de la moitié de l'emploi dans notre pays.
Mais, moderniser, chers camarades, n'est pas tout, encore faut-il savoir autour de quelles valeurs et pour quels objectifs on le fait.
On peut aussi moderniser les modes d'exploitations, moderniser les formes de répressions, moderniser les moyens de manipulation de masse.
C'est pourquoi la modernité n'a de sens qu'autour de grandes valeurs dans lesquelles la société française puisse se rassembler et non se diviser, s'apaiser et non se déchirer : progrès social, démocratie, réduction des inégalités, humanisation des relations entre les hommes.
Notre politique vise à redresser l'économie, à préserver ou à rétablir les équilibres économiques, mais dans la justice sociale et la solidarité.
Nous ne pouvons nous dérober à la nécessité de respecter les équilibres économiques. Toute autre attitude nous condamnerait à l'échec économique, puis à l'échec social. Nous ne pourrions garantir alors, sur le terrain de la production, la pérennité des transformations que nous avons entreprises dans les rapports sociaux.
Nous ne sommes pas parvenus au pouvoir, c'est un fait, dans une phase d'expansion économique ; nous sentons durement le poids de la crise et nous devons lutter contre elle, ce qui exige des efforts. Il n'est pas vrai que les Français soient le seul peuple à qui il serait donné, par miracle, d'éviter ces efforts, de ne pas bander ses forces, de ne pas opérer les ajustements internes nécessaires. Dire : « Il suffit de prendre aux riches ! », dire : « Il suffit de fermer les frontières ! » ne tient pas compte du monde réel qui nous entoure ni de l'état réel de la société dans laquelle nous conduisons notre politique. (Applaudissements) Une telle négation de ces réalités nous conduirait nécessairement à l'échec.
Mais ces efforts, que nous demandons au pays et aux travailleurs, nous voulons les répartir justement, nous voulons que le monde du travail y soit associé, préparé, en assure le contrôle, afin que ce soit ses efforts, consentis de façon consciente et maîtrisée, parce qu'il exerce avec nous les responsabilités, et non un effort imposé d'en haut, de l'extérieur, comme avant.
C'est là - aller dans ce sens - une grande responsabilité pour notre gouvernement et pour notre Parti. J'aurai peut-être l'occasion d'y revenir plus tard, notamment à la fin du Congrès.
Dans ce sens, les mesures sociales que nous avons prises - retraite à soixante ans, cinquième semaine de congés payés, relèvement du SMIC, lois Auroux - les mesures de justice fiscale que nous avons commencé à réaliser, ne sont pas seulement des mesures sociales mais sont des mesures économiques au cœur même de notre politique économique. Et c'est pour quoi la politique que nous menons, non seulement est cohérente, mais même est la seule politique réaliste.

Ce que l'on peut savoir de la politique de la droite, malgré le flou qu'elle entretient sur ses propositions, malgré les contradictions multipliées entre ses leaders, malgré les volte-face qu'elle opère - tantôt, elle garderait nos réformes, tantôt, elle s'en débarrasserait en hâte -, ce que l'on peut savoir de sa politique me fait dire que celle-ci serait totalement irréaliste !
Comment peut-on croire sérieusement, à la fin du 20ème siècle et dans un pays qui a la tradition du nôtre, que l'on puisse remettre en cause les grandes conquêtes, les grandes institutions, les grandes valeurs sur lesquelles s'est faite la société de l'après-guerre, la société issue des combats de la Résistance ?
Comment croire qu'ils pourraient casser la Sécurité sociale pour instaurer un système à deux vitesses : assistance pour les pauvres, assurance pour les riches ? (Applaudissements)
Comment croire qu'ils pourraient remettre en cause le système d'indemnisation du chômage ?
Comment croire qu'ils pourraient remettre en cause les règles qui limitent les licenciements ?
Comment croire qu'ils pourraient remettre en cause le secteur nationalisé qui, depuis la guerre, a tant contribué au redressement économique et au progrès de l'investissement public en France ? (Applaudissements)
Comment croire qu'ils pourraient sérieusement mettre en cause et détruire l'école de la République ? (Vifs applaudissements)
Ou alors, chers camarades, ce serait une formidable régression qu'ils auraient l'intention d'amorcer et de proposer à notre peuple, et je ne vois pas comment ils pourraient la faire passer sans soubresauts, sans drames et sans violences !
C'est vrai, les Français, pour le moment, ne nous font pas suffisamment crédit pour les réformes que nous avons apportées. Mais attendez qu'il soit question de les leur reprendre ! Attendez qu'il soit question de revenir sur des conquêtes vieilles de trente ans ! Ce sera l'enjeu, projet contre projet, des élections de 1986, et vous verrez comment notre peuple les défendra ! (Vifs applaudissements)
Il faut dire la vérité sur nos relations avec notre partenaire communiste et sur son attitude, telle que nous la comprenons.
La politique suivie par le Parti Socialiste depuis plus de dix ans sur ce terrain, avec François Mitterrand, est une politique d'unité. Nous l'avons faite, cette unité, non pas pour des raisons électorales - même si nous ne les avons pas négligées, et nous avons eu raison - mais à cause d'une perspective historique : unir les forces populaires dans ce pays pour transformer progressivement et démocratiquement la société française en unissant les partis qui, à gauche, en sont l'expression politique.
Pendant la période de division, entre 1977 et 1981, nous avons, malgré une vive polémique, maintenu cette orientation unitaire et résisté à ceux qui voulaient nous en détourner, même quand, dans certains cas, ils étaient dans notre propre Parti. (Applaudissements)
Après la victoire de 1981, nous avons proposé aux Communistes, sur la base d'un contrat politique, de constituer un gouvernement de la gauche, rompant ainsi, non pas

avec ce qui était un tabou pour nous, mais avec ce qui est, à l'évidence, un tabou de la politique française depuis plus de trente ans, alors que cela n'était pas indispensable sur le plan de l'arithmétique parlementaire.
Mais il est vrai de reconnaître que ce tabou à l'égard de la participation des Communistes au pouvoir subsiste dans la société française. Effacé partiellement pendant la période d'euphorie, il tend à resurgir dans une partie de l'opinion, d'autant qu'il est, ce tabou, attisé par la droite qui en fait un enjeu de la vie politique française et une cible constante pour ses attaques.
Personne, à gauche, et surtout par notre partenaire communiste, ne doit contribuer à le faire s'épanouir, ce tabou.
Force est de constater que ce n'est pas tout à fait le cas. Force est de constater que, depuis quelques mois - et cependant que les ministres communistes, totalement associés aux décisions au sein du gouvernement, font correctement et à part entière leur part de travail -, la direction du Parti Communiste, notre partenaire, a commencé à porter de sérieuses critiques sur la politique de ce même gouvernement et sur les orientations du Président de la République. Je ne dis là qu'un fait.
Sur la position adoptée par la France à propos des euromissiles, et particulièrement sur cette question capitale, qui touche à notre indépendance, de la prise en compte de la force de frappe française, sur le Tchad, sur le Liban, sur de grands choix de politique industrielle, sur des mesures économiques rendues nécessaires par la crise et les risques de déséquilibre économique, des écarts, parfois modestes, souvent plus importants, avec les orientations proposées au pays, ont été de plus en plus constatés.
Or, des divergences aussi clairement affirmées ont, selon moi, des conséquences négatives.
D'abord, parce que dire trop systématiquement des choses différentes de ce qu'affirment le Président de la République et son gouvernement, et dire parfois même des choses contraires, crée inévitablement un doute sur les orientations fondamentales.
Ensuite, parce qu'une telle différenciation porte forcément atteinte, même si ce n'est pas l'objet, l'objectif, à notre crédibilité.
La gauche - notre gouvernement -, systématiquement attaquée par la droite, a besoin d'affirmer sa cohérence, sa cohésion. Le pluralisme à gauche, nous y tenons, c'est bien, mais il ne peut y avoir qu'une seule politique pour la France ! Le pluralisme à gauche, nous y tenons, c'est bien, mais ce n'est pas la division !
Et puis, si toute la droite nous attaque constamment, violemment, mais qu'en même temps notre partenaire nous critique - même si ses critiques sont d'un autre ordre -, alors comment bénéficier d'un soutien suffisant dans l'opinion ? Comment porter une politique nécessaire, avec ses pas en avant, mais avec ses mouvements de retrait, avec le seul électorat du Parti Socialiste ?
Ces questions, chers camarades, sont décisives pour le succès de notre action. Elles sont au cœur de la bataille contre la droite. Elles seront déterminantes, n'en doutons pas, avec d'autres, pour décider de notre défaite ou de notre victoire en 1986.
C'est pourquoi il me semble qu'il faut commencer à les poser maintenant et, donc,

revenir au point fondamental du contrat qui nous unit, à gauche, depuis 1981.
J'irai ici à l'essentiel.
Des doutes ont été exprimés, chez notre partenaire, sur l'accord de gouvernement du 21 juin. Ils se sont demandés s'il était correctement interprété ou appliqué.
Que je sache, en 1981, chers camarades, lorsque nous nous sommes rencontrés, la direction du P.C. et nous-mêmes, celle-ci ne nous a pas proposé la dictature du prolétariat. Elle y avait d'ailleurs renoncé dans une déclaration célèbre à la télévision. Elle ne nous a pas proposé non plus une révolution de caractère léniniste. D'ailleurs, le Parti Communiste ne se réfère plus à une telle conception pour la France. Elle ne nous a pas proposé non plus ses propres orientations de l'époque, celles qui avaient été défendues par Georges Marchais, son candidat à l'élection présidentielle, car elle reconnaissait que celles-ci n'avaient pas été approuvées par le suffrage universel ; elle avait admis que les orientations proposées par François Mitterrand, élu Président de la République, avaient été sanctionnées positivement par notre peuple, approuvées par notre peuple.
C'est sur la base de ces orientations que nous avons passé contrat. Je ne crois pas - souvenez-vous de l'époque - que nous en aurions accepté un autre.
Nous avons dit clairement ensemble, à cette époque, que nous devions tenir compte de la crise, que nous conduirions notre politique non pas dans un cadre autarcique, non pas sur la base du monopole du commerce extérieur - dont les effets, dans les pays où il est pratiqué, ne semblent guère bénéfiques -, mais en tenant compte des principes de gestion d'une économie ouverte, en tenant compte de l'interdépendance des économies en Europe et au plan mondial. De même avons-nous déclaré vouloir concilier l'exigence de justice sociale et le respect des équilibres économiques.
C'est pourquoi je pense qu'il serait utile pour nous tous que le PC, tout en gardant sa totale liberté d'opinion, modère ses réserves et qu'ils se mobilise peut- être plus fortement derrière notre politique commune.
C'est pourquoi je pense que s'il y a doute dans les esprits sur le contenu de l'accord que nous avions signé en juin 1981, il faut que nous nous rencontrions et que nous levions ce doute.
Georges Marchais a suggéré que nous nous rencontrions, c'est une bonne idée. Il me semblait même lui avoir soufflé cette idée il y a deux ou trois mois.
Faut-il que nous nous rencontrions seuls, lui et moi tous les deux, ou à plusieurs ? Généralement cela se fait plutôt à plusieurs, du moins quand la rencontre est publique. D'ailleurs, j'ai déjà rencontré Georges Marchais, il m'a déjà rencontré, sans que l'opinion le sache, cela peut nous arriver encore.
Mais je crois qu'une telle rencontre doit être une rencontre de délégations. C'est pourquoi, si le Congrès en est d'accord, si la nouvelle Direction du Parti, issue de ce Congrès en était d'accord, je pense qu'il serait utile, s'il y a doute encore du côté du Parti Communiste, sur le sens de l'accord du 21 juin 1980, que nous rencontrions la Direction du Parti Communiste pour procéder à une vérification de ces accords.
(Applaudissements).
Je suis sûr, en tout cas j'espère de tout mon cœur, que cela nous mettra en bonne

position pour reprendre ensemble l'offensive contre la droite. (Applaudissements)
Chers camarades, c'est mon dernier point, cette vérité dont je parlais tout à l'heure, je crois que nous devons l'appliquer à nos débats internes, d'abord parce que seule la vérité est digne entre nous, ensuite parce que les problèmes dont nous débattons entre nous sont ceux du pays.
Ceci m'amène maintenant à dire mon sentiment sur cette question de la synthèse. Pendant deux ans - et je trouve que c'est remarquable -, nous sommes restés unis et nous avons dirigé ensemble le Parti ; j'ai eu le privilège de conduire cette direction commune et je crois que cette période a été pour nous tous, en tout cas pour moi, dans l'expérience personnelle de responsable, très féconde.
Depuis un peu plus de six mois, après l'adoption du plan de rigueur du 25 mars, puis dans la préparation du Congrès, sont apparues des divergences. Elles n'ont pas été excessives. Elles ont été le plus souvent maîtrisées dans le ton, mais importantes. Elles ont légitimes, elles reposent sur des convictions et concernent l'idée que les uns et les autres se font du bien du pays, et je crois que c'était bien le bas.
Elles ont conduit lors de notre débat préparatoire au Congrès à présenter aux militants du Parti trois motions d'orientation différentes sur lesquelles ceux-ci se sont prononcés par leur vote.
Le résultat de ce vote est schématiquement le suivant : les militants ont marginalisé l'orientation proposée par la motion 3, mais celle-ci sera représentée, ses animateurs ont défendu leurs idées, ils ont obtenu droit à la représentation.
Les militants ont minoré l'orientation proposée par la motion 2, mais celle-ci a recueilli un écho réel dans le Parti. Les militants ont donné une très forte majorité, la plus forte je crois pour un vote majoritaire depuis le Congrès d'Epinay, à l'orientation proposée par la motion 1.
A mon avis, si j'examine maintenant cette question de la synthèse, donnant mon point de vue comme un autre délégué dans ce Congrès, il sera difficile, selon moi, de faire une synthèse avec l'orientation proposée par le courant 3.
Nous avons là, en effet, une vision du Socialisme et des moyens qui y conduisent, très différente de celle qui a inspiré les signataires de la motion 1, et une vision selon moi relativement dangereuse, considérant la crise mondiale essentiellement comme une mutation technologique, et non pas comme aussi et peut-être avant tout l'expression de la crise profonde d'un système social, vantant avec ingénuité ou irréalisme les vertus d'une super rigueur, se faisant les défenseurs d'un libéralisme commercial sans nuance, récusant l'idée qu'une reprise de la croissance soit possible et peut-être même après tout nécessaire, ambiguë sur les questions de la protection sociale, sacrifiant un peu trop à la mode en ce qui concerne l'école et notamment l'école publique (applaudissements), prenant une conception du Parti très différente de celle qui fait la tradition socialiste et d'ailleurs eux-mêmes très critiques avec la Direction sortante du Parti.
Je crois que ces animateurs représentent un courant d'idées intéressantes, significatives, dont la philosophie est fort différente de celle qui nous anime, qui en tout cas m'anime, qui gagnerait selon moi à préserver son originalité.

(Applaudissements).
Après tout, c'est intéressant de voir s'affirmer ouvertement dans un débat réel, dans un débat véridique, et intelligent, la naissance du courant de droite moderniste dans le courant socialiste. (Applaudissements et mouvements divers)
Pour le courant 2, j'hésiterai davantage, le débat porte moins, me semble-t-il, sur la philosophie que sur certains moyens qu'on se fixe pour les atteindre, et me paraît en outre relativement circonscrit à la politique économique. Donc cette synthèse - je me risque -, je la crois possible (applaudissements), si certaines ambiguïtés sont levées, si certaines conditions sont remplies.
L'ambiguïté tient à ce que je n'ai toujours pas bien compris si l'orientation qu'on nous proposait là constituait une autre politique, auquel cas la synthèse serait plus mal aisée, ou bien si elle se bornait à suggérer le choix de quelques moyens différents pour mener la même politique, en tout cas celle du Président de la République et du gouvernement. (Applaudissements)
Il faut bien dire que le discours n'a pas toujours été le même selon les moments, selon les endroits, selon l'adaptation bien légitime au terrain du Parti. On a même failli avoir un autre débat, puisque le Président de la République aurait pu, paraît-il, décourager certaines des auteurs de présenter leur texte. Curieuse demande et curieuse idée du Parti - ceci dit en passant -, mais heureusement le Président de la République est resté silencieux. Nous avons eu le débat.
En tout cas, je crois qu'il faudra nous dire, s'il y a ou non autre politique. Ce qui ne fait pas de doute, en tout cas, c'est que la politique proposée par nos camarades de la motion 2, est surtout une série de points rigoureux, et même très rigoureux. Qu'on ne se trompe pas sur ce point, chers camarades, qu'on ne la juge pas surtout plus douce, faire une dévaluation de combat, instaurer une surtaxe à l'importation, limiter l'entrée de produits étrangers par l'usage de clauses de sauvegarde, cependant que dans le même temps - et j'approuve ce projet, le deuxième -, on stimule l'exportation, a une seule et même conséquence, guère différente des conséquences opérées sur la demande par une ponction de caractère monétaire, à savoir, puisqu'on stimule l'exportation et qu'on réduit l'importation par des moyens physiques, diminuer le nombre de biens et services disponibles pour les Français sur le territoire national, ce qui s'appelle l'austérité. (Applaudissements)
Entre l'orientation que nous proposons, la différence à mon avis ne porte pas sur l'objectif - assurer le progrès économique, rétablir les équilibres, préserver une certaine justice sociale. Elle ne porte même pas sur la politique de l'offre, je crois - bien qu'on le dise - car la volonté de stimuler la production, de moderniser l'industrie, de favoriser la recherche - je vois sur moi le regard de Laurent Fabius - me semblent assez proches de la nôtre ; elle porte davantage, je crois, sur la politique de la demande, plus de volontarisme peut-être, du côté de la motion 2, mais aussi moins de précaution pour les mécanismes économiques internes et les règles internationales délicates de votre côté ; plus de classicisme - j'en conviens sans doute - dans les choix des moyens de notre côté, mais peut-être moins de risques, pas seulement extérieurs à courir.

Si la synthèse doit se faire, elle ne pourra se faire, selon moi, chers camarades, qu'à certaines conditions. D'abord, elle doit respecter tout de même le vote des militants. Ceux-ci ont déjà dit, bien que je n'ai pas les mandats et que j'ose à peine m'exprimer, avec 77% des voix en gros, ce qu'ils pensaient de la synthèse, et au plus près de quel texte cette synthèse devait se réaliser.
Cette volonté politique clairement affirmée, après un débat clair, devra être respectée. (Applaudissements) Cette synthèse, si elle doit se faire, ne pourra se faire que dans la clarté, et là ma question de l'autre politique est à nouveau posée, en même temps qu'est posée la question du soutien, oui ou non, clair et unanime, si nous sommes d'accord, majoritaire si nous ne l'étions pas, à la politique et orientations défendues par le Président de la République, appliquées par le gouvernement.
On ne peut sans danger marier des politiques contraires. Vous avez, je crois, chers camarades, de la motion 2 un débat donné sur ce point, il va falloir choisir. J'aimerais mieux la synthèse au désaccord. Je préférerai toujours la clarté, même dans le désaccord, à la confusion. (Applaudissements)
Cette synthèse doit se faire non pour un jour, ou pour une nuit, ou pour trois jours, l'espace d'un Congrès, mais pour deux ans, pour diriger ensuite le Parti. Rien ne serait plus dommageable qu'un accord qui serait donné et qui serait repris, qu'une unanimité que la vie déchirerait. Si vous hésitez à vous engager, ne le faîtes pas.
Cette synthèse doit se faire, enfin - c'est l'évidence -, dans le respect de nos statuts, puisque la synthèse ne s'est pas faite au Comité directeur de synthèse, et que les militants ont été appelés à voter sur des textes et ont déterminé par leur choix des motions la force des différents courants au niveau national, comme au niveau fédéral. Il faut que cette réalité nouvelle soit respectée. Ainsi le veulent les statuts, toute autre attitude fondée sur des supposées répartitions antérieures, et non sur ce qu'a dit le vote des militants, se portant sur les motions 1, 2 et 3, courant 1, courant 2, courant 3, serait négation du Congrès, et violation des statuts ; en tant que premier Secrétaire sortant je ne saurais l'accepter et je ne pourrais personnellement me résoudre à la synthèse, dussais-je être seul. (Applaudissements)
Il faudra aussi bien sûr vérifier notre accord sur d'autres points, à propos desquels la lecture des textes ne m'a point trop alerté : les questions internationales, compte tenu des évolutions, de l'attitude à l'égard de notre partenaire communiste, la vie du Parti et les contraintes pour tous de sa direction commune. Notre Commission des résolutions aura aussi cet objet.
Chers camarades, je conclus ; je n'ai pas parlé de tout et j'aurai l'occasion peut-être de revenir plus tard sur certains points, j'ai voulu vous dire d'entrée de jeu, dans la journée, mon sentiment pour contribuer au cours de votre Congrès à notre discussion, à ma place de militant et à ma place de Premier Secrétaire sortant.
Je crois que je sens assez bien ce Congrès ; je sens qu'il est et qu'il sera attentif, sérieux, riche de débats, débarrassé de beaucoup de verbalisme, franc avec l'opinion et franc avec lui-même. C'est ainsi que je l'avais personnellement souhaité ; c'est ainsi que je suis moi même intervenu.
Merci.

(L'assemblée debout acclame le Premier Secrétaire)

Le Président - La parole est à Roger Quillot pour dix minutes.

Roger Quilliot
Chers camarades, il est toujours difficile de parler après le Premier Secrétaire, surtout quand il a fait un exposé aussi dense et aussi riche que celui qu'il vient de faire…

Le Président - Camarades, asseyez-vous ; chaque intervenant a le même droit au respect et à l'écoute de la part des militants. (Applaudissements) Je vous demande de vous asseoir et d'écouter Roger Quillot.

Roger Quilliot - Chers camarades, nous sommes maintenant au milieu du gué ; et au moment où la gauche voit décroître son audience électorale, où la grogne et la rogne paraissent enfler, le Président de la République et le gouvernement s'installent dans la durée. « Ils ne tiendront pas deux ans », prophétisait Jacques Chirac, qui s'efforce maintenant de convaincre ses troupes que la véritable échéance demeure fixée à 1986. Au cours de la récente campagne pour les élections sénatoriales, nous avons pu, mes camarades et moi, mesurer le légitimisme de la province. Personne, en effet, en dépit de l'insignifiante agitation parisienne qu'entretiennent certains leaders de droite, ne conteste à l'actuelle majorité qu'elle ait vocation de gouverner la France pour la totalité de la législature. Mieux, M. Barre envisage le succès de la présente politique économique et sociale, et les reproches d'incompétence et d'incohérence s'effacent avec les mois. Bref, la situation est paradoxale : nos adversaires semblent hésiter au moment où l'on jugerait qu'ils ont le vent en poupe et nos propres supporters cèdent parfois au scepticisme tandis que les faits paraissent nous donner raison.
ministre hier, je n'ai jamais oublié que j'étais un militant.
Revenu dans le gros de la troupe, je n'oublie pas que j'ai été solidaire des décisions prises par le gouvernement.
Militant, je veux donc être le soldat et quand la bataille fait rage, je me bats comme vous, aujourd'hui comme hier.
Or, la bataille qui se livre est triple : politique extérieure, économie, réformes, autant de sujets d'affrontements. Et dans tous les domaines, je dirais que la politique du Président de la République et du Premier ministre est caractérisée par la recherche de l'équilibre : équilibre des forces au niveau international, grands équilibres économiques, équilibre social dans la réforme.
Pour l'extérieur, puis-je dire mon accord sans réserve avec les orientations et les décisions du Président de la République. Liban, Tchad, missiles, sur chaque front la position française est la même : maintenir l'équilibre nécessaire au maintien ou au rétablissement de la paix. Les pacifistes respectables qui ont manifesté ce dernier week-end eux aussi, se réclament de l'équilibre. Mais si, d'un côté de la balance, ici la Libye, là le territoire anonyme, l'URSS en Europe, on se refuse à l'équilibre, faut-il accepter le déséquilibre avec tous ses risques ? Je fais partie d'une génération dont

les pères avaient poussé à Munich un lâche soulagement, chacun connaît la formule... Je sais trop ce qu'il nous en a coûté ensuite pour accepter que s'instaure la même logique.

Pour la réforme, notre bilan est solide, mes camarades. La démocratie s'est élargie : quand la France a-t-elle eu une radio-télévision dotée d'une haute autorité qui s'efforce de l'accoutumer à la recherche de l'équilibre et de l'objectivité ? Depuis quand nos conseils municipaux sont-ils élus par un mode de scrutin qui combine l'efficacité majoritaire et la transparence proportionnelle ? Depuis quand les organismes de Sécurité sociale et d'allocations familiales sont-ils désignés non par le prince, mais par le suffrage universel ? Dans chacun de ces cas, n'eut-il pas été de notre commodité de laisser les choses en l'état ? Sans doute. Mais nous avons décidé pour l'avenir, avec tous les risques de l'aventure. Oui, la démocratie, c'est nous, et l'histoire nous rendra justice.

On nous parle de bureaucratie. Mais nous l'avons trouvée installée partout au cœur de l'Etat et de la nation. Et il fallait toute l'énergie de Gaston Defferre pour mener à leur terme cette série de lois qui bouleverseront le paysage administratif français. Depuis des décennies, on répétait en chœur : qui paie commande. Cette formule devient chaque jour un peu plus vraie. La bureaucratie recule en dépit des réticences et des clameurs imbéciles de ceux qui, ne cessant de la dénoncer, n'ont cessé de la renforcer. Oui, la décentralisation, c'est nous.

D'autres espaces de liberté ont été gagnés. Les lois Auroux sont tout juste appliquées et le patronat baisse le ton. Bientôt, elles seront rodées et l'on s'étonnera qu'on ait pu proférer tant de sottises à l'occasion de leur baptême.

Allons-nous rougir de la loi que j'ai parrainée, n'a-t-elle pas établi un nouveau droit du logement et donné aux locataires, non pas la certitude, mais les perspectives de la durée, clarifié, équilibré les rapports entre locataires et propriétaires ? On n'en a pas encore mesuré toute la souplesse.

Que ceux qui nous accusent de collectivisme obsessionnel y regardent de près ; à côté de 70 000 logements locatifs construits chaque année, de près de 200 000 logements réhabilités ou réaménagés, n'est-ce pas l'Etat qui supporte l'essentiel de l'accession à la propriété et qui maintient ainsi le droit au choix du logement ?

Rappelons aux cadres qu'ils sont les premiers à profiter de cet apport de la nation. La location-accession et la vente de HLM à des occupants anciens sont aussi la preuve que nous souhaitons satisfaire le vieux rêve des plus modestes de posséder son « chez soi ».

Je pourrais ainsi continuer, évoquer l'action tenace de Badinter, pour faire de la France un véritable Etat de droit, y compris dans l'indemnisation des victimes. Ah ! les victimes, nos adversaires aiment à les promener sur leurs épaules pour la publicité, mais les indemniser, fi donc ! Je pourrais rappeler que le ministère de la culture est mieux doté qu'il ne le fut jamais et que depuis des siècles on n'avait pas ouvert un pareil chantier de grands travaux, expressément voulus par François Mitterrand. N'est-ce pas là fidélité à nos engagements et pari sur l'avenir ?

Quoi qu'il advienne, nous aurons profondément marqué notre époque.

Je serai très rapide sur le reste des problèmes que j'aurais aimé évoquer, mais de toute façon je serais amené à répéter des propos tenus.
Je sais bien que dans l'instant nous ne sommes pas jugés sur les réformes, mais sur les résultats de notre économie. Résultats inégaux certes, insatisfaisants, sans doute. Mais pas d'auto flagellation, mes camarades ; nos adversaires suffisent à faire leur mea culpa sur nos poitrines. Oui, nous avons mieux géré le chômage que nos voisins en le maintenant aux alentours de deux millions ; oui, l'inflation a connu en deux ans une importante décrue. Oui, nous tenons le pourcentage de 3% de déficit budgétaire, par rapport au produit intérieur brut, et c'est l'un des plus bas du monde, et s'il est vrai que la balance des comptes a été gravement compromise, elle se redresse aujourd'hui plus rapidement que prévu. Bien sûr, cette rigueur nécessaire - je dis bien nécessaire, car si l'on diverge parfois sur les moyens techniques de redressement, il n'est pas de différence réelle de stratégie - a pour contrepartie momentanée une croissance quasiment nulle, avec les difficultés qu'elle entraîne, le tout est de ne pas céder à une sorte de griserie de la rigueur, de ne pas chercher à l'emporter au hit parade de la rigueur. Personnellement, je la tiens, comme le voulait Mendès France, pour un état d'esprit, non pour une technique. Je la crois indispensable en tous temps et en tous lieux car, contrairement aux apparences, il n'y a jamais rien d'acquis et quand vient l'hiver, la fourmi a toujours raison contre la cigale, même si le chant des cigales nous est bien nécessaire. Et nous sommes en hiver, dans un hiver qui risque de durer, mais qui débouchera sur le printemps. Et c'est de quoi il nous faut convaincre les Françaises et les Français.
EN deux mots, je voudrais rappeler qu'il n'y a pas de petites économies, et chaque administration, chaque collectivité, se doit de gérer au plus près. Je dis ici publiquement ce que j'ai vingt fois répété aux hauts fonctionnaires de mon ministère : ils sont trop nombreux dans l'administration centrale et pas assez sur le terrain. Je dis aussi qu'il est incohérent que des postiers se mettent grève pour travailler le samedi et le dimanche, tandis que des employés municipaux refusent parfois les services indispensables ces jours-là. Je dis qu'il est normal que les universitaires qui ont abandonné toute recherche fassent davantage d'heures de cours que ceux qui la poursuivent, et qu'il ne touchent pas automatiquement une prime de recherche - et je sais de quoi je parle.
Je dis que trop d'immeubles cédés à la AS pour régler les frais hospitaliers tombent en ruines ou demeurent en friche ; que trop d'indemnités de toutes sortes sont versées sans réel contrôle ou sans limites de ressources.
Au long de la campagne sénatoriale, nous avons constamment été saisis par les maires, et surtout par nos amis, de leur inquiétude touchant à l'extension du faux chômage : celui des propriétaires et employés d'hôtel qui se mettent au chômage sitôt le saison touristique terminée ; des épouses de commerçants et d'artisans, inscrites d'abord comme collaboratrices, puis sitôt atteint le délai, inscrites à leur tour au chômage, ce ne sont là que quelques exemples parmi bien d'autres, sans compter tous ceux qui travaillent au noir.
Les efforts exceptionnels de Pierre Bérégovoy pour maîtriser les dépenses de

protection sociale seraient sapés si l'on n'associait pas les élus à cette chasse au gaspillage si chacun ne mesurait pas combien la fraude est préjudiciable aux vrais chômeurs, comme à une authentique protection sociale.
Voilà quelques unes des remarques que je voulais faire devant vous, et je terminerai par ces mots : nous avons hérité d'une société figée et d'une économie affaiblie ; nous ne devons pas hésiter à remettre en cause ces blocages, car c'est la condition d'une reprise de la marche en avant. Il en va des redistributions de cartes comme des remembrements, alors que chacun craint d'y perdre, tout le monde peur y gagner si l'on y veille. Il y va des réformes comme des plans de circulation il faut du temps pour les faire accepter.
Je terminerai en disant, maintenant que je suis redevenu essentiellement un militant, que le rôle du parti doit être double, rappeler ce qu'il peut y avoir de mystificateur dans les propos de nos adversaires, rappeler aussi quelles sont les conséquences d'un certain nombre de pays, de la politique Reagan ou de la politique Thatcher - je me permets de les appeler par leur nom -, et je voudrais simplement vous donner un exemple de la désinformation sur ce sujet.
On vous dit : les Etats-Unis ont une croissance en matière de logements. A l'heure qu'il est, c'est vrai. On oublie de vous dire qu'ils avaient perdu les deux tiers - ils étaient tombés de deux millions à 700 000 de leur capacité de production - et qu'en ayant rattrapé 70%, ils restent en dessous de ce que nous produisons. Voilà des exemples qu'il faut souligner ici et là.
Enfin, je terminerai en disant quelques mots. Nous devons clamer partout que la tolérance, c'est nous, que les réformes, c'est nous, que c'est nous qui sommes la démocratie, nous, l'indépendance nationale et la construction de l'Europe, mais nous ne prétendons pas les représenter seuls, nous le ferons avec nos partenaires de gauche, comme avec tous ceux qui ont accepté de participer ou qui accepteront de participer à cette recherche de rajeunissement pour l'entreprise qui est la nôtre. Il n'y a pas trop de bons esprits.
(Applaudissements)

Le Président - Chers camarades, le Bureau du Congrès est invité à se réunir immédiatement à la tribune, pendant cinq minutes. Il n'y a pas suspension de séance et vous êtes invités à garder vos places pendant cinq minutes. Dans cinq minutes, Daniel Vaillant fera le rapport de la Commission de vérification des mandats.
Nous reprenons le cours de nos travaux. La parole est à Daniel Vaillant pour le rapport de la Commission de vérification des mandats. Après, il vous sera donné toutes les informations sur la suite de nos travaux de ce jour.

Daniel Vaillant
Chers camarades, je serai extrêmement bref, puisque j'ai le privilège de rapporter au nom de la Commission de vérification des mandats qui a délibéré à l'unanimité.
Trois types de votes étaient à examiner par la Commission de vérification des mandats.

Le premier sur le rapport d'activité, sur les quitus nationaux.
Je pense que notre Président soumettra ces deux votes à l'approbation des délégués du Congrès ; je pense que c'est la solution la plus sage, à l'heure où nous sommes.
Sur le second point, à savoir les modifications statutaires, les camarades sont encore en train d'essayer de collecter les résultats des fédérations. Il faut préciser que bon nombre de résultats ne sont pas encore parvenus et qu'il y a difficulté d'interprétation. Je pense qu'il serait raisonnable qu'à la suite de ce travail, la Commission des résolutions du Congrès soit informée des indications parvenant du vote des militants dans les fédérations pour qu'ensuite, après les travaux de la Commission des résolutions, il soit proposé au Congrès un vote sur les propositions de modifications statutaires. Evidemment, la Commission de vérification des mandats a essentiellement travaillé sur le résultat des votes intervenus dans les fédérations sur les textes d'orientation politique.
Avant de vous donner les résultats globaux, la Commission de vérification des mandats, unanime, émet le vœu que le futur Comité directeur se penche sur les modes de calcul au niveau des fédérations et au niveau national, calcul des mandats, car un certain nombre de fédérations, ne calculent pas comme les autres et il a été souhaité que le Comité directeur réglemente ces modes de calcul pour harmoniser, encore une fois, dans tout le Parti, pour qu'aucune contestation possible ne soit à l'avenir enregistrée. C'est donc à l'unanimité que ce vœu est soumis à l'approbation du Congrès pour que le Comité directeur s'en saisisse.
Sur le résultat - à moins que des camarades ne veuillent que je prenne les résultats fédération par fédération, ce qui serait long et fastidieux -, je me propose de vous livrer le résultat définitif adopté à l'unanimité de la Commission de vérification des mandats.

- Motion 1 : 5 750 mandats, soit 77, 20% des mandats nationaux. (Applaudissements)
- Motion 2 : 1 349 mandats, soit 18, 11% des mandats nationaux. (Applaudissements)
- Motion 3 : 349 mandats, soit 4, 62% des mandats nationaux. Voilà le résultat global sur les motions d'orientation politique.

Nous avons procédé ensuite au calcul des postes dans les différentes instances de direction du parti et pour la Commission des résolutions. Les résultats, au vu du vote indicatif que j'ai énoncé précédemment donnent :
- Motion 1 : pour le Comité directeur et ses membres titulaires, 102 postes au Comité Directeur sur 131 ;
- Motion 2 : vingt-trois ;
- Motion 3 : six.

Membres suppléants. Sur cinquante-sept suppléants, motion 1 : quarante-cinq ; motion 2 : dix ; motion 3 : deux.
Pour la Commission des résolutions. Titulaires : cinquante-cinq. Motion 1 : quarante-trois postes ; motion 2 : dix postes ; motion 3 : deux postes.
Suppléants. Sur dix-huit postes : motion 1, quinze postes ; motion 2, trois postes et

motion 3 n'a pas droit à un représentant, au vu des calculs.
Commission nationale des conflits et Commission nationale de contrôle financier, le nombre de postes étant le même à répartir entre les deux instances, un titulaire, ce qui donne : motion 1, onze postes ; motion 2, deux postes. Pas de représentant pour la motion 3.
Suppléants, sur quatre, cela donne : trois postes à la motion 1 ; un poste à la motion 2, et pas de représentant pour la motion 3.
Voilà, chers camarades, le résultat des travaux de la Commission de vérification des mandats soumis à l'approbation du Congrès.
(Applaudissements)

Le Président - Chers camarades, il est soumis à l'adoption du Congrès le rapport qui vient d'être présenté sur les travaux de la Commission.
Conformément aux statuts, ce n'est que si un dixième des participants demandaient le vote par mandats que ce vote serait de droit.
Il n'en est pas ainsi.
Nous allons donc procéder au vote avec les mandats de délégués.
Qui est contre le rapport qui vient d'être fait au nom de la Commission de vérification des mandats ?
…
Qui s'abstient ?
…
Qui est pour ?
…
Le rapport est donc adopté.
Nous allons procéder à un second vote, sur le rapport d'activité, selon la même procédure.
Qui est contre ?
…
Qui s'abstient ?
…
Qui est pour ?
…
Le rapport d'activité est adopté.
Chers camarades, je vous donne des informations sur la suite de nos travaux.
Vont successivement prendre la parole : Janine Parent, cinq minutes ; Georges Sarre, quinze minutes ; Michel de la Fournière, quinze minutes ; Marie-Noëlle Lienemann et Melliet, cinq minutes.
Ensuite, il a été décidé la tenue d'une séance de nuit à 21 h 30. C'est une proposition qui est faite par le Bureau du Congrès, la Commission des résolutions se réunissant à 22 h 30.
Je soumets cette proposition à l'adoption du Congrès.
Qui est contre ce déroulement des travaux pour ce jour ?

Fondation Jean-Jaurès

…
Qui s'abstient ?
…
Je considère que la proposition est adoptée.
Autre information : réunion de la motion 14 à 20 heures au cinéma.
La parole est à Janine Parent, pour cinq minutes.

Janine Parent
Jean Poperen a dit ce matin qu'il fallait assurer le passage du changement voté au changement vécu, en ajoutant que tout ne pouvait venir d'en haut.
Certes, et sur ce point, rappeler que tous les militants doivent être syndiqués serait peut-être une de nos premières tâches. Pour ma part, j'ajouterais qu'il faudrait que ce ne soit pas dans n'importe quel syndicat, mais dans ceux qui ne tirent ni sur le gouvernement, ni sur le Parti Socialiste. (Applaudissements) Je pense que vous les aurez reconnus de vous-mêmes.
Faire passer les lois dans les faits, c'est aussi ne pas compter sur les seules possibilités des travailleurs souvent démunis devant un patronat plus agressif qu'avant 1981. C'est, par exemple, demander au gouvernement de continuer ses aides aux entreprises, non seulement en fonction de critères technologiques ou industriels ou de réussite dans l'exportation, certes critères importants, mais également en fonction de leur respect des lois Auroux et des libertés syndicales dans l'entreprise.
C'est une exigence qui ne coûte rien aux entreprises, mais ne les mettra pas en faillite, et de toutes façons ne nous attirera pas plus d'hostilité de la part du patronat.
Faire passer ces lois dans les faits, c'est aussi soutenir nos militants connus dans les entreprises à la fois comme militants socialistes et comme syndicalistes, et qui sont souvent en butte à la répression, qu'ils soient dans le secteur privé ou, hélas, aussi dans le secteur public nationalisé.
Le Parti doit prendre en charge la lutte de ses adhérents contre certaines pressions.
J'ai proposé à la dernière Commission nationale entreprise, avec le Secrétaire national aux entreprises, Jean-Paul Bachy, et je refais cette proposition au Congrès, que soit créée une Commission nationale chargée de suivre les problèmes que vivent nos camarades dans les entreprises, et chargée de suivre les démarches qui devront être faites auprès du gouvernement, en liaison avec les centrales syndicales, pour défendre ces camarades.
Cette commission devrait comprendre, bien sûr, des militants du secteur entreprises, des camarades de l'Inspection du travail, des juristes spécialistes du droit du travail, pour pouvoir en discuter et faire des propositions concrètes.
J'espère que cette proposition pourra être prise en compte par le Congrès et qu'on verra très rapidement la naissance et le développement de cette commission. Cela donnerait confiance à ceux qui luttent dans les entreprises, n'attendant pas tout d'en haut, mais espérant quand même ne pas être ignorés d'en haut. (Applaudissements)

Le Président - Chers camarades, nous sommes à quarante-trois minutes de la

suspension de nos travaux. Je vous renouvelle donc mon invitation à regagner vos places et mon invitation au silence.
La parole est à Georges Sarre pour quinze minutes.

Georges Sarre
Chers camarades, nous sommes réunis à Bourg-en-Bresse pour le Congrès du Parti Socialiste, et je voudrais, si vous le permettez, nouer le dialogue avec Lionel Jospin, et à travers lui avec tous les camarades congressistes.
Deux ans et demi après la victoire de mai-juin 1981, nous voici à la mi-temps, à mi-chemin de la législature, et toute la question qui se pose à ce Congrès est la suivante : qu'allons-nous faire pendant la seconde mi-temps ? Qu'allons-nous faire pendant les deux ans et demi qui viennent ?
Eh bien, mes chers camarades, ma conviction, c'est que l'issue de cette seconde mi-temps dépend de ce que nous allons faire dans les semaines et les mois qui viennent.
L"issue, c'est 1986, mais 1986 se joue maintenant. La victoire aux prochaines élections législatives est liée à notre capacité à nous ressaisir aujourd'hui.
Ce Congrès est l'occasion d'un nouvel élan, d'un nouveau départ, chacun le sent bien. Si nous laissons se perpétuer la situation actuelle, si nous nous laissons aller à ce mélange de déception et d'attentisme, de défaitisme et de résignation, nous aborderons l'obstacle en 1986 dans les plus mauvaises conditions.
Il est donc, chers camarades, urgent de se mobiliser, de reconquérir l'opinion, mobiliser autour d'une politique, mobiliser autour des Socialistes et de la gauche.
Mobiliser autour d'une politique, en premier lieu.
Aujourd'hui, notre base populaire, les gens qui nous soutiennent, sont pris à contre-pied. La politique qu'ils voient mise en œuvre ne correspond pas à leur attente, elle les plonge dans le désarroi. Ils ne la comprennent pas. Aujourd'hui, et je ne suis pas le seul, je ne peux pas rencontrer un Socialiste sans rencontrer un Socialiste malheureux.
Nous avions parlé de relance, de croissance sociale, de volonté de reconquête, de la priorité des priorités à donner à l'emploi, et aujourd'hui tout n'est que rigueur, lutte contre l'inflation, contraintes extérieures, retour aux grands équilibres.
Comment, chers camarades, voudrions-nous que ce langage, que notre électorat avait pris l'habitude d'entendre ailleurs, ne déroute pas ceux qui nous ont fait confiance ?
Ce désappointement se traduit dans les élections partielles, il ne faut pas en être surpris.
Or, mes chers camarades, on ne peut reconquérir l'opinion que si l'on a au préalable analysé les raisons pour lesquelles on l'a perdue. Cela exige de notre part de la lucidité, de la clairvoyance.
Il est temps de replacer au centre de notre politique le retour à la croissance et de s'en donner les moyens sans timidité et sans complexe, comme l'a expliqué Jean-Paul Planchou tout à l'heure. C'est le sens de toutes les propositions que nous avons faites. (Applaudissements)
Donner un autre sens à la rigueur, recentrer notre action autour des thèmes-clés du

Projet socialiste et des 110 propositions, retrouver le sens d'un projet de société dans lequel chacun puisse se reconnaître et s'inscrire, qui puisse dépasser le court terme et faire comprendre aux Français l'ampleur de ce qui est engagé dans notre pays. Ce n'est pas par une politique de « stop and go », en s'imaginant qu'il suffirait, en 1985, d'ouvrir un peu les robinets pour passer le cap, que l'on mobilisera les esprits. Ce n'est pas au rythme de parenthèses longtemps ouvertes et rarement refermées que l'on obtiendra un soutien actif du pays. (Applaudissements)

Ce soutien, mes chers camarades, ne peut venir qu'autour d'une politique de longue haleine, inspirée dans ses choix et dans ses objectifs par cela même qui a pu réunir la majorité des Français pour la victoire de 1981, ce que François Mitterrand appelait le rassemblement populaire pour le redressement national. (Applaudissements)

Ne cherchons pas ailleurs d'illusoires majorités d'idées. Ce qui réunit les Français autour de la gauche, ce qui a assuré la victoire en 1981, c'est la lutte pour le redressement, la volonté d'indépendance nationale, l'affirmation des valeurs de la gauche, la responsabilité, le travail, la solidarité, le civisme, la clarté de l'alliance à gauche.

Il n'y a pas, mes chers amis, d'autre chemin. Nous mobiliserons parce que fondamentalement, notre politique s'identifiera à l'intérêt national et que chaque Français l'aura compris.

Mobiliser autour d'une politique, mobiliser aussi autour des Socialistes et de la gauche.

Cela suppose que notre Parti soit uni, et nous le savons tous, nous autres, Socialistes, sommes ainsi faits que notre unité surgit du débat. Ce débat a eu lieu dans les sections, les fédérations, un débat ouvert, fraternel, mené dans les meilleures conditions et avec un grand esprit de responsabilité. Il appartient désormais au Congrès de conclure, et je voudrais maintenant dire quelques mots sur la synthèse.

Un cinquième des militants socialistes s'est prononcé pour notre texte, et j'ajouterais à l'adresse de Lionel Jospin, très amicalement, que les militants nous ont moins ignorés que les pointeurs officiels de la direction du Parti ne l'annonçaient. (Applaudissements)

Eh bien, cher Lionel, moi aussi je prends le risque. Nous sommes pour la synthèse, une vraie synthèse, une synthèse dynamique. (Applaudissements)

Mais il y a un point que je veux tout de suite éliminer la solidarité à l'adresse du gouvernement.

Nous avons dit, et nous répétons, que le gouvernement de Pierre Mauroy est notre gouvernement, et dans tous les votes, que ce soit à l'Assemblée ou ailleurs, notre solidarité n'a jamais fait défaut. (Applaudissements)

Il y a, chers camarades, un temps pour la discussion et il y a un temps pour l'application, et je dirai qu'en ce qui nous concerne, nous sommes pour la rigueur, mais une autre rigueur. La réponse à la question que tu posais est simple, il n'y a pas plus de rigueur. Pour que les Français adhèrent et que nous réussissions, cher Lionel, il faut qu'on produise plus, que la France fasse davantage.

Voilà, mes chers camarades. Si nous nous mettons d'accord sur les questions de

politique, d'orientation, sur la croissance qui est au centre de nos préoccupations, sur l'indépendance nationale et la mobilisation, sur la vie dans le Parti, nous partons d'une idée simple et juste : il y a quatre courants historiques, et quand ces quatre courants historiques se retrouvent sur une synthèse, il leur appartient de diriger le Parti à tous les niveaux à égalité de droit et de devoir. (Applaudissements)

Mais je voudrais aussi évoquer l'unité de la majorité et la situation actuelle de l'union de la gauche.

Ne nous dissimulons pas les difficultés. Si la cohésion gouvernementale est entière et sans faille, il y a entre le Parti Communiste et nous quelques divergences sérieuses. La plupart d'entre elles n'excèdent pas le cadre du débat légitime au sein de la majorité qui n'est pas monolithique et qui ne gagnerait rien à le devenir. (Applaudissements)

Quelques autres divergences - je pense aux questions du désarmement et aux négociations de Genève, ou à d'autres questions de politique étrangère - méritent un examen attentif et franc.

Quelle doit être, chers camarades, notre attitude à cet égard ?

On peut, bien sûr, être tenté par des rappels à l'ordre renouvelés, des mises en garde qui risquent d'aller à l'opposé de ce que l'on recherche, mais on s'en lassera vite. Il y a des attitudes que nous ne pouvons pas laisser passer, c'est parfaitement exact, mais il faut aller plus loin car nous détenons plus que la moitié de la solution.

Si nous menons une politique de croissance, d'indépendance et de mobilisation, qui ouvre moins d'occasions à ces manques de solidarité majoritaire, après tout, si l'action gouvernementale suscitait plus d'enthousiasme dans nos propres rangs et chez ceux qui nous font confiance, je gage que le Parti Communiste français ne pourrait plus épouser des points de vue différents. (Applaudissements)

Mais surtout, si nous voulons une union de la gauche renforcée, une meilleure qualité de l'union majoritaire, c'est à nous de prendre les devants, d'être davantage à l'initiative, de faire preuve, comme l'a si bien dit le Président de la République, de plus d'imagination.

Rappelez-vous que c'est parce qu'il a su maintenir une politique unitaire, y compris dans les périodes les plus difficiles, que le Parti Socialiste a su rallier le Parti Communiste Français à l'union.

Il faut mettre nos partenaires en demeure de privilégier la réalité nationale par rapport à leur solidarité extérieure. Nous avons le devoir de tout faire pour que ce choix se fasse, dans l'intérêt de la gauche, et dans l'intérêt de la France.

Cela exige aussi à coup sûr une plus grande implication dans le processus unitaire. Une rencontre - Lionel Jospin le confirmait tout à l'heure - de nos deux partis devrait intervenir au lendemain de notre Congrès. Et je vous pose la question : est-il normal, après plus de deux années qui nous ont vus associés au gouvernement de la France, que nous en soyons encore au régime des rencontres épisodiques ? (Applaudissements)

Une structure plus permanente, un Comité de liaison de la gauche, est devenu nécessaire. J'ajoute qu'à la base, un développement des actions unitaires s'impose.

C’est le rôle de notre Parti de les impulser, de proposer des initiatives communes, de placer notre partenaire devant l’initiative, de lui proposer avec constance une plus grande implication au sein de la majorité.
Le Parti Communiste, dans son histoire, s’est toujours situé au point de rencontre d’une réalité nationale, fortement ancrée dans le pays, et d’une réalité internationale. Il faut l’amener à résoudre ce dilemme dans le bon sens. Nous le ferons, j’y reviens, en prenant des initiatives, en allant de l’avant, en l’entraînant hors des vieilles ornières.
Alors, mes chers camarades, si nous sommes capables de cela, nous serons encore plus fondés à être exigeants quant à la cohésion de la gauche. Car la poursuite d’une politique de déflation conduirait inévitablement à des tensions et à des déchirures au sein des couches sociales qui nous soutiennent, au sein de notre électorat. Ces tensions aurait des conséquences politiques par effet mécanique ; c’est dès à présent qu’il faut nous en prémunir pour préparer 1986 dans l’union.
Préparer 1986 dans l’union, c’est l’objectif de notre Parti. je sais bien qu’il ne manque pas de bons esprits pour nous resservir le poncif que nous ne cessons d’entendre depuis 1982 et aussi, bien avant : « Ah ! Sans les communistes, tout irait mieux ! » Aucune réalité politique, sociale, ni électorale, ne peut justifier cette sottise. (Applaudissements) Mais qui pourrait prétendre, cependant qu’elle est absente de tous les esprits ? Il y a ceux qui, en s’en prenant aux communistes, retrouvent un langage de croisade, de guerre froide. Mais en réalité, à travers le Parti Communiste, c’est la gauche toute entière qu’ils visent, c’est la majorité qu’ils cherchent à diviser, et c’est en définitive à nous, à nous les Socialistes, qu’ils s’en prennent. (Applaudissements)
Cet anticommunisme-là, orchestré avec quelle violence par une droite déchaînée qui se donne libre cours, trompe, et trompe ainsi certains des nôtres, est un péril pour toute la gauche.
La guerre des idées, chers camarades, fait rage, et globalement ce sont les idées de la droite qui dominent partout. Toutes les valeurs de la gauche sont farouchement attaquées. L’égalité est mise à mal, au nom de l’élitisme. Le racisme et l’antisémitisme relèvent la tête. Le civisme et la responsabilité sont dénigrés, au nom de l’individualisme et du repli sur soi. On trouve soudain au capitalisme mille vertus. Regardez les titres de la presse de droite après l’intervention américaine à Grenade. Plus à droite que Mme Thatcher, plus à droite que la presse conservatrice américaine ; c’est l’apologie de la nouvelle croisade ! (Applaudissements)
Et même à gauche, cette idéologie s’infiltre.
Vouloir analyser et comprendre la société dans sa globalité devient pensée totalitaire. Au nom des droits de l’homme, les repentis du stalinisme et du maoïsme viennent nous donner des leçons. Entre le socialisme démocratique et le goulag des esprits il n’y aurait qu’un pas - démasquons ces faux-nez, eux qui ont tant abusé leurs contemporains et qui se sont toujours trompés !
A tout cela, mes camarades, il n’y a qu’une seule réponse : soyons nous- mêmes, assumons les valeurs qui sont les nôtres.

Il y a aussi ceux qui, souhaitant la désunion de la gauche, spéculent sur une modification du mode de scrutin, qui compte sur une proportionnelle providentielle pour que les Socialistes soient libres de leurs alliances, pour qu'ils puissent rompre avec les communistes.
Les gazettes sont pleines de ces scenarii de recentrage.
Mes chers camarades, il ne faut pas sous-estimer les risque d'introduction d'une forme de proportionnelle dans le scrutin. C'est vrai sans doute que la bipolarisation, fondement des institutions, ne serait plus un point de passage obligé. C'est pourquoi la loi électorale future ne doit pas encourager les divisions. A l'exemple de la loi municipale, elle doit avoir pour objectif la formation de majorité stable et durable. Aussi bien nous n'avons pas, que je sache, renoncé de vaincre, en 1986 ; il n'y a pas de loi électorale magique, une seule règle : gagner. Et pour gagner, nous savons bien qu'il n'y a aucun rassemblement possible au centre, et ce n'est pas le mode de scrutin qui nous l'a appris, nous ne rassemblerons pas au centre, mais en avant, c'est-à-dire autour d'un projet, autour de valeurs clairement affirmées, ne fermant la porte à personne. Mais les rassemblements ne se font qu'en dynamique, comme par gravitation ; cela suppose que le cœur du mouvement soit bien homogène, et le cœur du mouvement, c'est la gauche unie.
Il est inutile de rechercher je ne sais quel accord au centre, nous n'y trouverions que l'enlisement sans perspective. Mais nous sommes en mesure de réunir autour de nous tous ceux qui sont prêts à se battre et à travailler pour le redressement, même s'ils ne partagent pas nos convictions, même s'ils se situent au-delà des rangs de la gauche.
La France ne vit pas au-dessus de ses moyens ; elle travaille au-dessous de ses capacités. (Applaudissements)
Que tous ceux, chers camarades, qui partagent cette conviction, s'unissent pour refuser le déclin et la dépendance ; voilà ce que peut être à nos yeux un rassemblement en avant, non pas un validement par le bas, une ligne centriste et médiocre, mais un accord autour d'objectifs clairs pour le pays.
En conclusion, ce Congrès doit être celui où les Socialistes, sûrs d'eux-mêmes, rassemblées, passent à l'offensive et prennent en mains, comme ils ont su le faire, leur destin et celui du pays. (Applaudissements)

Le Président - La parole est à Françoise Séligmann pour donner lecture de la composition de la Commission des résolutions.
(Françoise Séligmann donne lecture de la composition de la Commission des résolutions.)
Chers camarades, pas d' objections ?
La Commission des résolutions se réunira donc à 22h30, à la Mairie, salle Pohan.
Chers camarades, les camarades dont les noms suivent sont invités à se retrouver à la tribune, au terme de nos travaux de cet après-midi, c'est-à-dire dans trente minutes, afin d'organiser la suite des travaux du Congrès pour ce soir et demain.
Voici la liste de ces camarades.
(Lecture de la liste)

La parole est à Michel de la Fournière, pour quinze minutes, et ensuite à Marie-Noëlle Lienemann, pour 15 minutes.

Michel de la Fournière
Chers camarades, ce Congrès, ordinaire dans sa date normale de tenue et dans son déroulement, est cependant un Congrès extraordinaire en ceci qu'il est le premier dans l'histoire du Socialisme français à se tenir après deux ans et demi d'exercice du pouvoir, et avec la garantie que cet exercice continuera durant les deux années à venir, sur lesquelles nous débattons. Il est donc vraiment le premier Congrès de l'exercice du pouvoir.
Constater cela, c'est mettre le doigt, d'entrée de jeu, sur la difficulté principale qui se pose à notre Parti, et à ce Congrès en particulier.
Le Socialisme aujourd'hui, c'est sans doute ce que fait le Parti et ce dont nous débattons, mais c'est avant tout ce que fait le gouvernement. Il est donc normal que notre débat de Congrès ait été centré sur la politique gouvernementale et que nos divergences à son propos aient été soumises au vote des militants qui ont tranché. Mais il est nécessaire aussi que ce Congrès prolonge le débat en parlant de ces deux longues années qui viennent et qu'il dise comment, à son avis, il convient d'infléchir la conduite des affaires.
Sur l'essentiel, c'est-à-dire les grandes orientations de la politique économique, les partisans de la motion 1, et notamment celui qui vous parle, ne regrettent pas d'avoir, dès le dépôt des contributions, pris clairement position, non seulement parce qu'il faut toujours suivre sa vérité, mais aussi parce que les premiers résultats apparaissent, notamment en matière de commerce extérieur.
L'année 1984 devrait être, pour la France, celle du rétablissement des grands équilibres.
D'abord, de la confirmation du redressement du commerce extérieur, qui facilitera à son tour celui de la balance commerciale, laquelle aura bien besoin de ce renfort car elle va être affectée encore plus durement que cette année par le remboursement des emprunts que nous avons été obligés de lancer...

Le Président - Chers camarades, c'est un appel pressant au silence que je lance. Il devient difficile pour les orateurs de se faire entendre dans des conditions convenables. Alors, prenez tout simplement note qu'il ne reste plus que vingt-cinq minutes...

De la Fournière - Chers camarades délégués qui me faites le plaisir de rester et de m'écouter, je pense que l'amélioration, pour les années 1984 et 1985, devrait être également sensible dans le domaine des investissements, car l'allégement des charges des entreprises prépare le terrain à une reprise des investissements dont dépend, chacun le sait, le redémarrage de la croissance.
Ainsi donc, la politique dite de rigueur marque déjà son efficacité et le fera plus encore demain.

Si elle réussit vraiment, alors elle aura gagné une double victoire : elle aura fondé sur des bases saines la reprise de la croissance économique, elle aura brisé l'idée reçue, aussi ancienne qu'infernale, selon laquelle les Socialistes seraient incapables de gouverner le pays sans déclencher une inflation galopante.

Je suis convaincu que les Français sont en train de comprendre cela. Certes, cela ne va pas sans difficultés et douleurs, nous en savons quelque chose certains dimanches soirs, et plusieurs camarades ont évoqué avant moi les difficultés de ces élections partielles à répétition...

Car il n'y a pas que les milieux traditionnellement hostiles au Socialisme qui soient mécontents. Dans notre propre électorat, et particulièrement dans notre électorat ouvrier, le sentiment existe, fort, que ce sont toujours les mêmes qui payent à la crise le plus fort tribut, et plus encore se développe la peur, cette vieille peur irraisonnée, compagne de toutes les crises, de voir remettre en cause les quelques avantages enfin acquis pendant la période de croissance et après des dizaines d'années de luttes.

Tout cela existe, nous le savons bien. Mais en même temps, se développe le sentiment que la politique économique du gouvernement attaque le mal à la racine et peut réussir, et il me semble qu'on est passé d'un désenchantement manifeste au printemps à une sorte de résignation au cours de l'été, et maintenant à une sorte d'attente nouvelle.

L'accueil fait aux propos tenus au mois de septembre par le Président de la République l'a déjà montré. Au fond, les Français ont mieux mesuré qu'on ne le croit la profondeur de la crise et ils ne croient pas du tout aux remèdes-miracles dans le domaine économique, ni que la politique de rigueur puisse être une simple séance chez le dentiste ! Mais ce changement d'attitude est encore fragile, et puis il laisse entier le problème qui est celui de l'adhésion, de la confiance et, finalement, du soutien. On peut admettre la nécessité de la politique de rigueur, et puis bouder quand même, et venir voter en traînant les pieds, ou ne pas venir voter du tout lors des élections.

Cet autre malaise tient, nous l'avons souvent dit les uns et les autres, à ce que les réformes de structures et les autres mesures législatives que nous avons adoptées et qui ont été longuement décrites tout à l'heure par un autre orateur ont peu ou pas du tout modifié la vie quotidienne des gens, à ce que les travailleurs ont toujours les mêmes interlocuteurs en face d'eux dans les entreprises, à ce qu'ils sont toujours pris dans les mêmes hiérarchies. A présent que la rigueur est à l'ordre du jour, ils sont sans doute heureux de voir que leur gouvernement s'en sort mieux que la droite, mais ils savent bien qu'ils n'ont pas mis la gauche au pouvoir simplement pour faire de la bonne gestion et obtenir de meilleurs indices que le triste tandem Giscard-Barre ! Ils ont voté à gauche pour faire avancer le changement social. Et c'est là que, d'une façon extrêmement injuste, sans racine, surgit la déception, surtout chez les jeunes, très injuste parce que nous avons accompli un travail considérable et que c'est, en effet, une très grande injustice de ne pas être crédité à la hauteur de l'œuvre.

Le gouvernement a fait, dans ce domaine-là, plus qu'aucun autre gouvernement depuis le Front Populaire. Faut-il rappeler les lois Auroux, la démocratisation de la

Sécurité sociale, la loi sur la recherche, le remarquable développement des libertés que la politique de Robert Badinter a permis, les mesures de justice fiscale, la retraite à soixante ans, et j'en oublie ? Mais le fait est que, bien souvent, soit le gouvernement, soit même le Parti, n'ont pas su expliquer suffisamment cette politique, et parfois aussi cette politique s'est arrêtée en chemin pour notre plus grand désavantage.

Prenons un exemple : celui de la décentralisation. Voici une entreprise considérable dans son objectif, sans doute la réforme la plus ambitieuse de la législature. Eh bien, pour le moment, elle s'est arrêtée au niveau des conseils généraux, à qui elle donne des pouvoirs largement accrus, mais le citoyen se sent peu concerné et nous conservons inchangés le système électoral départemental, un découpage cantonal profondément inégalitaire, ce qui d'ailleurs risque de nous coûter cher en 1985, de même que nous laissons inchangées nos structures communales qui, dans toutes les grandes villes tenues par la droite, empêchent les grands quartiers populaires de bénéficier de leur juste part de crédits et leurs citoyens de participer réellement à la gestion de leurs propres affaires.

Pour prendre un autre exemple, celui de la jeunesse, nous avons fait beaucoup de choses, notamment en matière de formation professionnelle, mais la jeunesse - il faut le constater, camarades - ne nous en fait guère crédit parce que, sur plusieurs questions, dont la réduction du service militaire, par exemple (applaudissements), nous n'avons pas été fidèles à nos engagements, et surtout parce que nous ne l'associons pas à la préparation des réformes et à leur mise en œuvre.

Il y a donc, pour nous, une nécessité absolue de donner un nouvel élan au changement social. Il y aurait un immense danger à se contenter de la lutte économique contre la crise, du combat permanent contre la droite et, pour le reste, de gérer la France profonde. Il faut, au contraire, nous convaincre que c'est dans le mouvement, que c'est dans l'énergie créatrice et inventive que se trouve la vertu politique d'aujourd'hui, afin que les Français voient où nous voulons aller, vers quel type de société, que nous n'avons pas seulement le projet d'abaisser l'inflation de 9% à 5% mais que nous avons une stratégie globale pour sortir de la crise.

Camarades, renoncer aux illusions lyriques n'est pas tourner la page du changement et ce sont précisément les résultats déjà acquis par la politique économique du gouvernement qui permettent de reprendre la marche en avant.

Dans cette tâche nouvelle de relance et de reconquête du terrain perdu, le rôle du Parti est fondamental. Nous avons besoin d'un Parti Socialiste fidèle à lui-même ; je préfère cette expression à celle de « parti gardien » qui a été employée, parce que cette expression sent un peu le musée ou la place forte. Or, le Parti dont nous avons besoin doit être un Parti ouvert sur la société, capable de dialoguer avec les forces sociales, avec le mouvement associatif, avec tout ce qui, en France et dans le monde, réfléchit et agit pour la cause socialiste.

Rien ne serait pire aujourd'hui que de nous replier sur nous-mêmes et sur nos problèmes internes, si importants soient-ils.

A cet égard, chacun connaît la réalité pluraliste du Parti. Si on refuse de la voir, ou si,

la voyant, on la maltraite, c'est le Parti tout entier qui en souffrira et qui reculera.
Je souhaite que le Parti Socialiste, solidement uni autour d'une politique claire, reparte de l'avant avec confiance, en utilisant au mieux toutes ses ressources humaines, qui sont grandes, et qu'on laisse au placard les problèmes de chaussures, car tel, qui vantait à un précédent Congrès, les mérites des bons vieux godillots, les a, depuis, jetés au fossé pour prendre les vieilles bottes de sept lieues... Seulement, malheureusement, les bottes de sept lieues n'ont pas les vertus magiques que nous disaient les contes de fées...
Le vrai problème, camarades, est que le gouvernement a pris un tournant et que, jusqu'à présent, le Parti a marché dans cette voie nouvelle d'un pas hésitant ; il faut maintenant marcher d'un pas ferme. Toute la question de la synthèse est là.
Enfin, camarades, la période qui vient exigera de notre part une action renforcée dans le domaine de la solidarité internationale.
Au moment où notre motion fut rédigée et signée, nous ne pouvions pas savoir qu'il allait se produire une telle aggravation de la situation mondiale. Tel est pourtant le cas, et dans des conditions de brutalité et de cynisme rarement égalées.
Car enfin, ces camions bourrés d'explosifs, qui dévalent la pente, contre des cantonnements de soldats qui ne sont là que pour favoriser la paix, sans bénéfice autre que moral pour leur pays, comment qualifier un tel acte ? Et à 10 000 km de là, ces troupes de la plus grande nation du monde qui écrasent une des plus minuscules, comment qualifier cela ?
Plus que jamais, c'est le moment pour le Parti Socialiste de dire au gouvernement combien les militants apprécient tout ce qui, dans sa politique extérieure, contribue à la cause de la paix, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et des droits de l'homme.
Le Parti a, dans ce domaine, une responsabilité particulière : celle de faire entendre la voix de notre plus vieille tradition révolutionnaire, celle de la liberté. Il n'y manque pas aujourd'hui, pas plus qu'il n'y a manque naguère quand il était dans l'opposition. On ne peut citer tous les cas, tant ils sont nombreux, mais l'important est de répéter sans se lasser que la cause des syndicalistes de Pologne et des dissidents emprisonnés d'Union Soviétique nous est aussi chère que celle des démocrates Chiliens ou du peuple libéré du Nicaragua, que chacune d'entre nous, chacun d'entre nous, sait que sa liberté n'est pas complète tant qu'un quelconque Mandela continue à croupir dans sa prison d'Afrique du Sud, simplement parce qu'il refuse l'apartheid, que chacun d'entre nous sait que sa liberté a reculé parce qu'un juif soviétique, Léonide Yegoud, a été condamné à sept ans de prison et cinq ans de relégation pour le seul crime d'avoir voulu apprendre et enseigner l'hébreu ! (Applaudissements)
Mon souhait, camarades, c'est le vôtre à tous, je le sais, est que dans tous ces secteurs, notre Parti maintienne et augmente les voies et les moyens de l'efficacité de la mobilisation du débat créatif, qu'il soit un parti plus uni, sachant dépasser les vieilles querelles, un parti largement ouvert sur la société et sa jeunesse, attentif à ce qu'elle a à lui dire et à se faire comprendre d'elle, bref un parti dont l'action résolue ouvre les chemins de l'espoir. (Applaudissements)

Le Président - Chers camarades, il nous reste deux orateurs, inscrits, Marie-Noëlle Lienemann, pour quinze minutes, et André Melliet, pour cinq minutes. Est-ce trop vous demander qu'ils puissent s'exprimer sans ce brouhaha permanent ?
La parole est à Marie-Noëlle Lienemann.

Marie-Noëlle Lienemann
Chers camarades, l'ennui naquit un jour de l'uniformité. Certains nous disaient : « On ne peut pas débattre dans ce parti, surtout alors que nous sommes au pouvoir. » Certains nous disaient : « Affirmer nos différences, c'est nous affaiblir. » Nous pensions que le pluralisme avait fait hier notre force, il le fera demain.
Aujourd'hui, nous sommes là - le Premier Secrétaire a dit que nous étions marginalisés, l'histoire tranchera - pour contribuer activement aux choix du Parti, aux choix décisifs, car nous arrivons à la mi-législature. Les Français attendent beaucoup des Socialistes, ils attendent de nous la clarté, la lucidité, et une capacité réelle à poursuivre le changement.
En déposant la motion 3, notre volonté était d'abord celle de la clarification pour un soutien actif au gouvernement. On entendait, on l'on entend encore trop susurrer, dans le Parti lui-même, que la rigueur ne serait pas vraiment une politique de gauche. Or, le plan de rigueur est conforme à nos choix fondamentaux, le choix d'une France ouverte sur le monde, engagée dans la relance européenne, promouvant un nouvel ordre international en lien avec le tiers-monde, le choix d'une France qui vit son redressement économique par la compétitivité et l'innovation retrouvée. Si nous refusons le protectionnisme, c'est bien pour ces deux raisons économiques et de politique internationale, mais aussi parce que le protectionnisme a toujours un coût politique et social. Le protectionnisme conduit souvent à deux dérives, la première celle de l'union nationale - des discours volontiers nationalistes, dans hors et hors le parti, sont à ce point de vue assez significatifs -, ou bien alors la dérive de l'Etat qui devient de plus en plus omniprésent. Or, ces deux dérives ont un corollaire, l'immobilisme social. Et là, pour le coup, c'est le renoncement. L'immobilisme social, l'acceptation plus ou moins déguisée d'un conformisme, ne sont jamais une politique de gauche.
Nous n'acceptons pas que lorsque nous refusons le protectionnisme en ce monde du mouvement de la société nous puissions être taxés de droite. (Applaudissements)
On nous fait parfois le mauvais procès, puisque nous refusons le protectionnisme, même à doses homéopathiques, nous serions pour un libéralisme débridé. Qu'on se rassure, notre choix est bien celui d'une économie mixte avec son secteur public et nationalisé, ses entreprises privées et l'économie sociale trop souvent encore sous-estimée. Ce choix n'a rien à voir avec le libéralisme de Raymond Barre et l'attitude de la main invisible de Reagan. Ne soyons ni honteux, ni timoré de ce choix original d'une société où l'Etat joue son rôle incitatif, de cohérence, un rôle ciblé, pas systématique et omniprésent, où en même temps les initiatives individuelles et collectives se développent à tous les échelons. Ce choix est dans les traditions

socialistes, Edouard Vaillant en France et Rosa Luxembourg en Allemagne. Prenons garde de cette singulière thèse de la parenthèse. La rigueur ne serait qu'un mauvais moment à passer, ensuite nous reprendrons la marche radieuse vers le Socialisme. Cette vision sous-estime l'ampleur, la durée, et la dureté de la crise.

La crise n'est pas simplement un dérèglement du capitalisme, comme il en a connu pendant de très nombreuses fois, ce sont de vastes mutations culturelles, sociales, de mentalité et de la production, et effectivement aussi de formes d'accumulation de profit. Ces mutations s'engagent devant nous et nous disons qu'il ne faut pas les subir, il faut les maîtriser.

La parenthèse risque bien d'être une nouvelle forme de pause, insidieuse peut-être, mais pause néanmoins. Pour notre part, nous avons choisi une formule volontiers provocatrice, j'en conviens : « Du bon usage de la rigueur. » Loin de nous l'idée de nier les difficultés quotidiennes, les problèmes nombreux que rencontrent beaucoup de familles, notamment les plus démunies. Aucun militant de gauche n'aurait cette impudeur. Mais lorsque nous disons « Du bon usage de la rigueur », nous disons que la crise ouvre des brèches, ébranle certaines habitudes, met à nu des gâchis, des injustices, des blocages de la société.

Dans ces brèches, il faut nous engouffrer pour précipiter les transformations durables de la société, pour créer de nouveaux espaces de liberté, pour créer des espaces d'initiatives, pour combattre les inégalités et construire des solidarités accrues, et nous faisons des propositions :

- D'abord, le partage du travail.

Pour nous, partager le travail, c'est aussi le partage des revenus et la réorganisation de la production, le tout va de pair. Chacun le sait, la croissance sera faible dans les années à venir, et nul ne peut penser qu'à court et moyen terme nous résorberons le chômage par une reprise de la croissance. Or, pour nous, le chômage est bien un problème, une vraie priorité, non seulement pour des raisons sociales, des raisons humaines, mais parce que c'est notre pire ennemi politique, il marginalise une fraction croissante de la population, il exacerbe les corporatismes. Combattre le chômage, c'est s'assurer de la solidarité de nos classes sociales et, nous le disons, seul le partage du travail, le réduction du temps de travail, sans compensation systématique des salaires, permettra de combattre le chômage. (Applaudissements)

Ce choix-là n'est pas un choix de droit, c'est un choix qui lutte contre les inégalités, car les inégalités de salaires et de revenus, nous les avons toujours combattues. Notre proposition est cohérente avec ce combat contre les inégalités de revenus.

- Deuxième proposition : la protection sociale.

Là aussi, soyons clairs, il ne suffit pas de dire : « Nous allons justement répartir le coût de la protection sociale. » Chacun sent bien que dans ce pays, le dérapage des coûts sociaux deviendra rapidement insurmontable.

De deux choses l'une : ou nous nous engageons radicalement vers une transformation profonde de notre système de santé, vers une transparence des comptes et une décentralisation de l'action sanitaire et sociale, avec une grande transparence pour tous, en engageant cette transformation en profondeur, ou nous serons amenés, au

moment fatal, à faire des coupes sombres dans le coût social, et en général pour ceux qui sont les plus démunis.
Nous faisons des propositions pour la rénovation du système éducatif. Jean-Pierre Jafans (?) aura l'occasion de revenir sur ce point.
Je voudrais dire que nous pensons que les efforts engagés dans la lutte contre l'échec scolaire, pour la mise en place des zones d'éducation prioritaires, pour la rénovation des collèges, pour le travail de la Commission Cros dans les lycées, qui vise à une réforme en profondeur directement gérée par le personnel et l'ensemble des intervenants concernés, nous pensons que ce choix stratégiques qu'a engagé Alain Savary mérite davantage qu'un soutien moral du Parti : il mérite une action déterminée, militante et quotidienne. (Applaudissements)
Il faudrait aussi parler de la nécessité d'une réforme fiscale, car il est clair que ce que j'ai dit sur les inégalités de salaires ne peut se comprendre que lorsqu'on le met en comparaison avec la nécessité de mettre en place un système de réforme fiscale, notamment pour les revenus non salariés.
Le troisième axe qui a constitué le choix de notre motion est bien notre conception de la conduite du changement. Je l'ai déjà dit, en période de crise, les replis corporatistes et la marginalisation d'une part croissante de la population, rendent notre combat pour les idées de solidarité beaucoup plus difficile. La solidarité, ce n'est pas une idée évidente, naturelle, qui vient spontanément ; elle se construit dans l'action, en avançant, en marchant.
Nous sommes de ceux qui pensent qu'aujourd'hui il faut avancer pour consolider et non pas consolider pour avancer. La condition indispensable à notre victoire - quand je parle de « notre victoire », je veux parler effectivement des élections législatives futures, mais je veux parler aussi de notre réussite réelle sur le terrain du changement - c'est la cohésion de notre base sociale, c'est notre capacité à concrétiser le changement en renouant avec l'ensemble des forces sociales, associatives, syndicales et politiques de gauche, qui ont fait notre victoire, qui contribuent à notre victoire. Il faut les appeler à se mobiliser pour concrétiser le changement, d'une part, mais aussi, et cela nous paraît important, pour définir de nouvelles convergences pour les deux ou trois ans à venir, des nouvelles convergences à moyen terme. Dans ce cadre, le Parti a un rôle indispensable à jouer.
Ici, nous pensons que nous devons davantage considérer l'ensemble des syndicats, des associations, comme de véritables acteurs du changement. Nous avons fait des propositions : des fonds salariaux ou une autre approche de la décentralisation, aller plus loin dans le cadre des lois Auroux. Nous pensons aussi que le Parti est le lieu essentiel d'articulation entre l'action au niveau de l'Etat et l'action dans la société.
Là aussi, camarades, pas de faux procès. Gramsci n'était pas de droite ; il a tenu les mêmes propos que ceux que nous tenons aujourd'hui. (Applaudissements)
Nous demandons un parti mobilisé et ouvert, mais un parti pluraliste et rassemblé. Pluraliste, je l'ai dit, nous y attachons une grande importance. Et, à travers le dépôt de notre motion, c'est effectivement un nouveau courant de pensée - je dis bien : de pensée - qui s'exprime. Pourquoi ? Non pas parce que nous pensons qu'il faut

cohabiter dans un parti avec chacun des courants de pensée, mais parce que nous pensons que c'est dans l'échange, dans le débat, que nous préparerons nos évolutions collectives, que nous serons capables de faire des avancées conjointes.
Je voudrais dire ici que nous ne sommes l'annexe d'aucune maison, nous jouons loyalement le jeu du débat interne, des règles du parti. C'est donc une nouvelle entreprise collective, un nouveau courant de pensée de gauche, au sein du Parti Socialiste, que nous engageons pour l'affirmation des thèmes du réalisme et de l'autogestion.
Nous nous sommes donnés le nom « AGIRS » (A gauche pour l'initiative, la responsabilité, la solidarité).
J'ai dit aussi : Parti rassemblé.
Nous pensons que l'heure doit être au rassemblement du Parti dans l'action et dans la poursuite de sa réflexion sur les grands problèmes de la société: action de soutien effectif au gouvernement, action pour l'unité des forces populaires autour d'objectifs concrets.
A partir des propositions d'action contenues dans la motion 1, nous souhaitions, à la Commission des résolutions, faire la proposition de rédaction d'un texte d'actions communes rassemblant l'ensemble du Parti, texte d'actions communes et texte qui prévoit des débats notamment sur la nature de la croissance sur l'emploi, sur la protection sociale, sur la défense et sur la paix.
Les militants de la motion 3 souhaitent ce rassemblement pour le soutien au gouvernement, pour le changement. Chacun avancera ses propositions à la Commission des résolutions pour un rassemblement dans la clarté ; le Congrès prendra ses responsabilités.
Mais notre souci est que le Parti soit prêt à faire face aux vrais choix de l'exercice du pouvoir dans les deux ans qui viennent, et ces choix, plus que jamais, camarades, c'est changer la vie.

Le Président - Dernière orateur inscrit : André Melliet, fédération de l'Aude, pour cinq minutes.

André Melliet
Parallèlement à la guerre économique que le patronat et la droite nous livrent, nous sommes de la même manière, et pour les mêmes raisons, en lutte sévère sur le fond du problème ou des problèmes de société et parmi eux, celui de la lutte contre la toxicomanie. Nous ne doutons pas que la contribution de la fédération de l'Aude, à propos de la lutte contre la toxicomanie, parvienne à provoquer autant de réactions dans le Parti et ailleurs, beaucoup favorables à notre texte, et d'autres beaucoup moins. Et parmi ces dernières, une curieuse orchestration qui a utilisé l'amalgame et quelquefois la calomnie au point qu'il faut qu'on s'en explique loyalement à cette tribune.
Que tenons-nous à affirmer dans notre contribution ? D'abord que, le Parti s'étant prononcé dans le projet Socialiste, contre toutes les drogues, il se devait de prendre

clairement position quant aux moyens qui vont être préconisés afin de stopper d'abord et de réduire ensuite ce redoutable fléau qui atteint ce que notre pays a de plus précieux, la jeunesse, qu'il convenait ensuite là comme ailleurs de dénoncer l'héritage giscardien et ceux qui, dans les rouages de la haute et moyenne administration, en ont été pendant sept ans les complices complaisants.
Il était temps de mettre fin à plus de deux années de tergiversations et de flou, causes d'échecs indiscutables confirmés par le départ de l'ancien responsable de la mission interministérielle de la lutte contre la toxicomanie.
Enfin, il était possible d'agir ici et maintenant d'une façon décentralisée, souple, adaptée, sous le contrôle de l'autorité départementale, ainsi que nous l'avons tenté dans notre département, par l'ensemble des actions entreprises à propos de la prévention des jeunes, comme pour les soins à apporter, et nous terminions par des propositions parmi lesquelles la constitution d'une Commission d'étude et de proposition auprès de la Commission interministérielle, comprenant des élus intervenant sur le terrain et ayant une expérience. Et enfin, le soutien à toutes les associations dont l'efficacité novatrice des actions proposées aurait été au préalable reconnue par les Services de l'inspection générale de la santé, sur réquisition du ministère intéressé, sans qu'il soit question de prendre partie pour telle ou telle méthode thérapeutique ou association particulière, et en cela, nous étions dans le droit fil des recommandations d'une circulaire du Parti du 20 février 1981, signée conjointement par Lionel Jospin, Premier Secrétaire, Pierre Bérégovoy et Jean-Pierre Chevènement, alors Secrétaires nationaux.
S'y trouvait repris un passage du Projet socialiste et on pouvait lire : « Un effort particulier sera entrepris pour lutter contre le développement de la drogue, combinant un effort de démystification auprès des jeunes et un accroissement de la répression à l'encontre des trafiquants. La nécessité de cette répression ne doit en aucun cas conduire à un contrôle policier. »
Et toujours dans cette même circulaire, trouve sa place dans le dernier paragraphe la mention suivante : « Il ne suffira pas d'un texte de loi ni de quelques décrets d'application pour le résoudre. L'opinion doit mesurer l'importance d'une action en profondeur. »
Dès lors, on comprendra pourquoi nous prétendons que ce que nous avons écrit dans notre contribution tirée d'une pratique de terrain n'était rien d'autre que ce qui figurait dans la circulaire précitée.
Alors, pourquoi une hostilité de certains au lieu de leurs encouragements ? Certes, il est un fait qu'il faut souligner. Si nous avons pu, des militants aidés par d'autres personnes au sein d'une association départementale ouverte, en étroite liaison avec le conseil général et le Secrétariat fédéral ainsi que nos parlementaires, nous engager à ce point dans cette action, c'est parce que plus le hasard que la nécessité nous a dotés d'un outil qui s'est révélé à l'usage précieux et surtout efficace, en l'occurrence un centre de post-cure de réinsertion d'une association pourtant très décriée, installée près de Narbonne.
S'appuyer sur cette association, il paraît que c'était la faute qu'il ne fallait pas faire.

Peu importait alors qu'en tant que militants Socialistes, agissant selon l'idéologie humaniste du Parti, nous soyons parvenus, au-delà des intentions et des discours, à en exprimer concrètement sur les personnes, les jeunes surtout, les heureux et palpables bienfaits. Peu importait que notre témoignage désintéressé, objectif, soit le résultat d'une enquête minutieuse de plus de cinq ans, avec le concours de travailleurs sociaux, de médecins et d'administratifs dont certains de haut niveau appartenant à l'Inspection générale de la santé.
Il y avait des innovations, certaines importantes et riches en prolongements scientifiques, très peu d'échos. Par contre, des rumeurs, celles qui alimentent des campagnes perfides et d'autant plus persistantes, camarades, qu'il est facile de se rendre sur place pour en constater le non-sens.
Ce qui nous paraît grave, c'est qu'au-delà d'une association victime d'une orchestration qui l'atteint dans une pratique hautement humanitaire, qui peut être à tout moment et par tous établie et vérifiée, se pose le problème de toute association ou institution qui entend échapper au champ clos des affrontements stériles et quelquefois bassement intéressés des écoles et des personnes où tous les coups sont permis, au détriment, bien sûr, de l'intérêt général.
Le Président de la République, François Mitterrand, dans sa déclaration du 13 avril dernier, l'a explicitement fait savoir. Il existe désormais une volonté politique de lutte contre la drogue, sans catastrophisme ni hystérie, mais une lutte contre toutes les drogues.
Il reste à passer aux actes, ce que nous nous sommes efforcés de faire dans notre coin. Nous demanderions donc au Parti de permettre, par le biais des propositions contenues dans notre contribution, d'inspirer en matière de lutte contre la toxicomanie une politique responsable porteuse d'une dynamique de vie et d'espoir, une politique qui soit une réponse humaniste, une réponse de progrès, par dessus les intérêts de cases où les susceptibilités de personnes, une réponse que la gauche et le Parti Socialiste en particulier, quoi qu'on en dise, est bien le seul à pouvoir formuler et à mettre en pratique. (Applaudissements)

Le Président - Je rappelle qu'il a été donné tout à l'heure une liste de camarades qui sont invités a se retrouver ici pour l'organisation de la suite des travaux.
Reprise de nos travaux à 21h 30.
La séance est suspendue.

Parti Socialiste
Congrès national de Bourg-en-Bresse
28, 29 et 30 octobre 1983

Séance du vendredi 28 octobre 1983 (soirée)

La séance est ouverte sous la présidence de Michel Pezet.

Le Président (Michel Pezet)
Chers camarades, la séance est ouverte.
La personne responsable de la régie m'a dit que n'ayant pas été prévenue, elle ne peut pas mettre en fonction l'ensemble de la sonorisation.
Par ailleurs, le responsable de la totalité de la régie de ce bâtiment n'est pas dans les lieux, me dit-on, et ne reviendra pas.
Dans ces conditions, je vous demande si vous pensez que nous pouvons travailler ou non.
Quels sont ceux qui pensent que nous devons travailler tout de même ?
... 3
Avis contraires ?
... 28
Je considère par conséquent qu'il convient de lever la séance et de renvoyer à demain matin, 9 heures.

Parti Socialiste
Congrès national de Bourg-en-Bresse
28, 29 et 30 octobre 1983

Séance du samedi 29 octobre 1983

La séance est ouverte sous la présidence de Robert Savy.

Le Président (Robert Savy)
Camarades, nous reprenons nos travaux.
Le Bureau a examiné la manière dont nos travaux pourraient se dérouler aujourd'hui, et il a souhaité que le plus grand nombre de délégués présents puissent prendre la parole.
C'est pourquoi il a été décidé que nos travaux se dérouleraient sans interruption pendant toute la journée, pour permettre à davantage de camarades de s'exprimer.
Ce souci me conduit aussi à abréger mon propos et à donner immédiatement la parole pour cinq minutes à Rodolphe Pesce, de la fédération de la Drôme. Prochain orateur, Jean-Louis Joseph, de la fédération du Vaucluse, à qui je demande de bien vouloir se préparer.
Rodolphe Pesce a la parole.

Rodolphe Pesce
Chers camarades, hier plusieurs intervenants ont dit que nous étions au milieu du match, je dirai plutôt que nous sommes à la mi-temps, à la période où il faut réfléchir.
Nous avons parlé beaucoup hier et nous parlerons beaucoup aujourd'hui de la bataille à gagner, et nous savons que nous devons lutter pour garder le pouvoir aux prochaines législatives. Nous gagnerons la bataille.
Mais parallèlement, et cela me semble aussi important, nous ne garderons le pouvoir,

Contribution Jean-Jaurès

nous ne reconquérrions l'opinion publique que si nous gagnons la bataille idéologique et culturelle.
En effet, dès la fin de l'état de grâce, malgré les mesures importantes que nous avons prises au niveau social, au niveau des mœurs et dans différents ordres d'idées, le malaise existait, il existait bien avant la politique de rigueur, et si on ne prend pas en compte cet état de l'opinion, nous pouvons réussir la bataille économique, mais nous perdrons la bataille politique.
C'est pour cela que je crois qu'aujourd'hui il faut réfléchir sur un certain nombre d'obstacles qui existent.
D'abord le déclin du militantisme depuis mai 1981, il avait commencé bien avant, quel que soit le niveau, que ce soit au niveau du Parti, au niveau syndical ou au niveau associatif.
Au niveau syndical, je dirais simplement que nous devons poursuivre la bataille, mais en tenant compte des réalités de ce qu'est aujourd'hui le syndicalisme français. Le fait n'est pas nouveau. Nous devons faire preuve, vis-à-vis des syndicats qui nous soutiennent d'un sens du dialogue réel, mais parallèlement ne pas essayer d'appliquer toutes les mesures que nous voudrions appliquer sans nous poser le problème fondamental de savoir si nous ne risquons pas, en multipliant les commissions, les organismes de consultation, les groupes de réflexion avec les syndicats, de les bureaucratiser et de les couper de leurs bases, quelles que soient aujourd'hui leur valeur et leurs possibilités d'intervention.
Au niveau associatif, je constate un triple phénomène.
Tout d'abord, une désaffection importante des militants de gauche qui militent dans les associations. Beaucoup se sont arrêtés ou attendent pour voir ce qui va se passer.
Le deuxième et nouveau phénomène, c'est l'engagement de la droite qui, elle, intègre les associations et commence à leur reconnaître une force de pouvoir.
Troisièmement, le risque de bureaucratie d'un certain nombre d'associations importantes que nous aidons financièrement, mais auxquelles les militants de gauche laissent la place. Je dirai que face à cette situation, il est important que le gouvernement donne des moyens plus importants à la vie associative que ce qu'il fait jusqu'à présent, sauf au niveau culturel. Je crois que nous devons donner plus de moyens à la vie associative, et qu'elle devienne une priorité pour le Parti, que les militants ne considèrent pas simplement que le pouvoir est dans les municipalités ou dans les cabinets ministériels, mais que les responsables d'une grande association ont aussi un rôle important dans le combat que nous menons.
Je pense que c'est simplement la reconnaissance de la vie associative qui permettra, à ce niveau-là, de s'engager plus profondément dans l'intervention des mouvements d'éducation populaire pour qu'ils comprennent bien que la bataille que nous menons est aussi la leur, et que si nous la perdons, eux aussi perdront cette bataille.
Un autre point dont on a parlé aussi longuement, et je n'y insisterai pas, c'est la mobilisation de la jeunesse. Mais la jeunesse d'aujourd'hui n'est pas la jeunesse de mai 1968. Beaucoup de camarades réagissent comme si elle n'avait pas changé, comme si elle avait les mêmes préoccupations. Nous devons prendre en compte les

aspects généraux que nous constatons, mais n'essayons pas de refaire le passé, il faut voir la jeunesse telle qu'elle est et non pas telle que nous souhaiterions qu'elle soit.
Le troisième point auquel nous sommes confrontés, c'est le nouveau conservatisme, le corporatisme. Nous avons largement sous-estimé dans toutes nos analyses ces notions qui sont très ancrées dans la société française, et qui ont même atteint la classe ouvrière. Il est vrai qu'en période de crise, on essaie toujours de s'accrocher à des valeurs sûres, mais je pense qu'il faut engager tout de même un combat idéologique contre ces aspects-là car c'est une manière aussi de sortir de la crise.
Enfin, nous devons lutter contre le racisme et contre le sentiment d'insécurité qui existe. Pour cela, nous devons, comme nous l'avons fait en toutes circonstances, rappeler les positions du Parti et appeler à se battre toutes les forces philosophiques, culturelles, religieuses pour défendre les droits de l'homme. C'est essentiel.
Mais parallèlement, nous devons prendre en compte la vie de tous les jours, en particulier dans les quartiers populaires. Nous devons nous occuper des immigrés, mais nous devons nous occuper parallèlement des 65% de non immigrés qui vivent aussi dans ces quartiers et qui sont dans une situation sociale aussi difficile que celle des immigrés.
Donc nous ne devons pas renier tout ce que nous disons, mais nous devons compléter notre action. Ce sera le seul moyen dans le milieu populaire de gagner la bataille.
Je crois que face à la situation à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui, nous devons tout d'abord voir la réalité de l'opinion, l'étudier, l'analyser, analyser les modifications de son comportement.
Le monde a changé, et en particulier les propositions, les débats que nous avons menés sur mai 1968, sur l'expansion économique, sur un certain nombre de choses. Sans renier le fond, nous devons nous adapter à l'évolution de la société en gardant tout ce qui nous paraît encore valable.
Nous devons aussi combattre l'idéologie que véhicule la droite et le mouvement de déstabilisation qu'elle a entrepris.
Je pense que c'est capital. Nous ne gagnerons pas notre bataille si nous n'y arrivons pas. Nous devons mobiliser et interpeller l'opinion publique.
Je vous rappelle, camarades, que lorsqu'on regarde ce qui s'est passé après la prise du pouvoir de la droite, dans un certain nombre de municipalités, au niveau culturel ou social, tous les licenciements qui ont eu lieu, toutes les associations qui ont été dissoutes, eh bien il faut répondre massivement à ce défi, c'est un des objectifs principaux de la lutte que nous devons mener.
Nous devons rétablir la vérité, lorsqu'on accuse (inaudible) d'avoir une politique sectaire, alors qu'il a signé des conventions avec les différentes municipalités, quelle que soit leur couleur, et lorsqu'on nous reproche de vouloir monopoliser la vérité, alors que réellement jamais la liberté n'a été aussi grande dans ce pays.
Il faut changer les mentalités, ce qui implique avant tout de nous mobiliser pour arriver à répondre à ce défi.
Oui, nous pouvons gagner à condition de mener cette bataille idéologique, cette bataille culturelle, car la victoire dépend aussi de cela. (Applaudissements)

Le Président - La parole est à Jean-Louis Joseph, de la fédération du Vaucluse, ensuite Michel Françaix.

Jean-Louis Joseph
Chers camarades, à ce stade du débat, je souhaite apporter la contribution de la fédération du Vaucluse qui a adopté un certain nombre d'amendements lors de son Congrès fédéral, concernant l'agriculture. Auparavant, je ferai trois constatations positives et je poserai quelques interrogations en forme de propositions.
La première de ces constatations : après vingt-neuf mois de gouvernement, les premières mesures sont le signe d'un changement en profondeur, concrétisant ainsi les propositions du Président de la République, même si la transformation de l'agriculture exige plus de vingt-neuf mois. Ce sont les premiers résultats positifs en matière de revenu après huit ans de baisse consécutifs, grâce notamment aux augmentations des prix de campagne fixés annuellement à Bruxelles. Ce sont des progrès réels, des mesures générales pour les Français, dont ont aussi bénéficié les agriculteurs : minimum vieillesse, prestations familiales et des mesures spécifiques comme l'aide aux agriculteurs en difficulté.
C'est la réponse apportée ainsi à Monsieur Chirac, qui vient d'affirmer que l'agriculture n'a jamais été traitée avec autant de désinvolture depuis cent ans.
Le gouvernement de la gauche a reconnu dès 1981, et non créé comme certains veulent le laisser entendre, des syndicats qui étaient alors écartés de toute consultation et de toute participation. Je citerai notamment la C.N.S.T.P., la F.N.S.P. et le MODEF, ainsi que la F.F.A.
La réforme du régime électoral des Chambres d'Agriculture a rendu possible la pluralité des syndicats progressistes.
En effet, l'introduction de la proportionnelle a permis aux syndicats progressistes d'être représentés. La place des salariés de la coopération et des organisations mutualistes a également été renforcée.
La troisième constatation positive, ce sont les modifications intervenues dans l'ordre structurel des règlements communautaires en matière de vins et de fruits et légumes, qui sont une amorce, notamment pour les régions du Midi de la France, à un renforcement de leurs garanties.
Cette réforme décisive qui se combine avec la mise en place des offices par produits permettra une meilleure maîtrise des marchés, une meilleure organisation des producteurs et une préférence communautaire renforcée.
Ces constatations faites, et qui sont à mettre à l'actif du gouvernement de la gauche, les agriculteurs en ont reçu le message. Seulement, voilà, certains d'entre eux aujourd'hui s'interrogent et sont dans l'attente car, en effet, il ne faut en rien ralentir ni différer nos réformes et notre discours doit être clair.
Sur le foncier, par exemple, les agriculteurs ne sentent pas où l'on peut aller, et sur ce point précis, si le projet de réforme actuel constitue l'avancée en matière du statut de fermage, il ne permet pas un contrôle systématique des cumuls. D'autre part, il ne

s'intègre pas dans un projet global de réforme foncière.
Notre Commission fédérale agricole demande qu'une meilleure concertation existe entre le Parti et le gouvernement à ce sujet. Le foncier reste la clé du problème agricole. Il pèse d'autant plus sur nos zones méditerranéennes où la spéculation est très forte.
Sur la fiscalité, une meilleure connaissance des revenus agricoles permettrait de réduire les inégalités criantes et permettrait aussi d'adopter de nouveaux critères d'aide et de contribution, notamment pour les cotisations à la Mutualité sociale agricole. Il faut donc aller de l'avant sur ce dossier.
Sur la concertation avec les forces sociales, le syndicats progressistes doivent trouver auprès de l'Etat les mêmes moyens pour s'organiser que les autres syndicats, et à ce niveau, la fixation de seuils de représentativité disons, différents des seuils pour les élections aux Chambres d'Agriculture, serait un retour en arrière qu'il est difficile d'accepter. Faut-il d'ailleurs s'arrêter à un simple pourcentage (inaudible) ?
Les décisions des Etats généraux du développement nous ont prouvé le contraire.
Droit à l'information et à la représentativité devrait être acquis dans tous les départements où les structures nationales existent, ou alors, pourquoi ne pas appliquer les 5% qui régissent notre Parti ?
Concernant la politique agricole commune et l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal, la voie choisie me paraît bonne. Elle doit être maintenue jusqu'à son terme, car dans le cas contraire elle mettrait en péril cette agriculture du Midi, faite de petits et moyens agriculteurs, qui sont encore dans l'attente des effets de ces modifications structurelles citées plus haut et qui ont d'énormes difficultés en trésorerie, et pour leur survie, actuellement, dans certaines zones défavorisées. Il n'y a pas, sur ce sujet, camarades, le Socialisme du nord et celui du midi, car la question de l'élargissement nous concerne tous, à quelques mois des élections européennes. La seule, la vraie question est de savoir s'il ne vaut pas mieux guérir un camarade d'une maladie à dix plutôt que de le condamner à douze.
Ne vaut-il pas mieux d'ailleurs, comme nous l'affirmons, réaliser les préalables de la région P.AC.A. qui sont toujours d'actualité plutôt que d'accepter de nouveaux membres, fussent-ils de nos amis, pour qu'aussitôt entrés dans la Communauté ils ne puissent pas appliquer la règle commune - je vous renvoie à l'entrée récente de la Grèce ?
Reconstruire la Communauté, voilà le vrai problème, et nos espagnols et portugais, avec qui nous dialoguons, qui connaissent maintenant le dossier, le savent bien.
Nous ne prétendons pas pour autant refuser cet élargissement car il permettra, j'en suis sûr, un rééquilibrage économique en faveur des régions méditerranéennes et des débouchés supplémentaires pour nos céréales, viandes et nos produits industriels.
Je ferai une courte parenthèse avant de conclure au sujet des élections européennes.
Nous sommes déjà entrés dans la première phase de la campagne électorale et je suis étonné de la complaisance que nous avons quelquefois, ainsi que l'opinion publique, à propos de Mme Simone Veil. Certes, la personne est honorable, respectacle, mais il faut sans conteste, camarades, combattre dès à présent ses idées de droite. Elle sera

probablement l'an prochain notre adversaire principale ; de grâce, ne lui faisons pas la courte échelle.
Ma conclusion, camarades, passe par la profonde conviction :
- que la lutte pour l'emploi doit se gagner également dans le secteur agricole ;
- que l'agriculture reste un atout majeur dans l'effort de rééquilibrage de nos échanges extérieurs ;
- que ceux-ci doivent s'intensifier, notamment en matière d'agroalimentaire et avec les pays en voie de développement.

La réussite du changement est bien l'affaire de tous et nous sommes tous concernés.
Soyons vigilants et attentifs pour mieux parfaire ce changement.

Le Président - La parole est à Michel Françaix, de l'Oise.

Michel Françaix
Chers camarades, la gauche a revendiqué, nous avons revendiqué le pouvoir ; il faut aujourd'hui l'assumer. Des comportements indignent, des réalités déçoivent ; mais qui pensait qu'il fût aisé de gouverner la France dans un monde en crise ? Certaines mesures sont impopulaires, d'autres apparaissent difficiles à défendre ; elles ne sont que l'envers d'une médaille que le gouvernement peut présenter avec fierté.
Et qu'est-ce que nous avons fait, au lendemain de mai 1981, sinon de considérer, ce qui scandalise certains, que la première façon de servir le redressement national c'était de travailler à la justice sociale ?
Camarades, nous avons multiplié les réformes, elles étaient promises, elles étaient prévues ; c'est un contrat, et un contrat tenu.
Il fallait restituer à chacun ses chances pour qu'il pût participer à l'œuvre commune avec ses goûts, ses traditions, ses capacités, son expérience.
Nous avons su rapprocher la responsabilité d'élu de chaque citoyen, nous avons travaillé au redressement national. Nous avons voulu réaliser ce qu'on appelle « les droits nouveaux des travailleurs des entreprises » ; cela a participé aussi à notre volonté de justice et de responsabilité.
Justice, responsabilité, solidarité !
Et voilà qu'il nous a fallu travailler au redressement national en faisant face à la crise, avec ses contraintes, ses contraintes intérieures et ses contraintes extérieures.
Eh oui, camarades, comment rétablir l'équilibre quand la droite nous lègue 14% de hausse de prix annuelle, quand la droite nous lègue un rythme de 2 800 000 chômeurs, quand la droite nous lègue soixante milliards de déficit de balance commerciale ?
Oui, les contraintes intérieures, mais aussi les contraintes extérieures : le désordre monétaire, la loi du plus fort, nous engagent dans une sorte de guerre économique.
Camarades, il faut appeler à l'effort. Cette affirmation s'éclaire dès lors que notre premier objectif a été et demeure la justice sociale. C'est-à-dire que nous avons veillé, en demandant l'effort à tous, à faire que cet effort soit distribué de telle sorte que les moins favorisés ne soient pas une fois encore les premières et principales

victimes.
Notre objectif, camarades, ce n'est pas la rigueur, c'est le redressement de la France, mais il faut de la rigueur pour ce redressement.
Le gouvernement a été attentif, dans les mesures aussi difficiles à supporter que l'augmentation de l'impôt sur le revenu pour ceux qui vivent le plus difficilement, petitement, il a été attentif, et on dirait que cela ne se sait pas.
Mais la profondeur de la crise international et l'état de l'économie française légué par nos prédécesseurs ne nous ont pas permis de tout réaliser. Nous n'avons pas réussi à changer le statut social des travailleurs. Nous n'avons pas réussi à modifier le système hiérarchique ni le déséquilibre entre les conditions des travailleurs des entreprises publiques et des entreprises privées.
Il faut prendre davantage en compte les dimensions humaines des problèmes posés face aux indispensables mutations technologiques et, il faut bien le dire, il y a une contradiction avec la charge presque émotive, la charge de miracle, à mettre en œuvre dans toute situation de crise.
Cependant, comme le disait Lionel Jospin, nous n'avons pas de leçons à recevoir de la droite, car ils veulent nous donner des leçons économie, alors que le choix est entre nous qui n'avons pas encore tout réussi, et eux qui avait tout raté. Ils veulent nous donner des leçons de justice et de liberté, alors qu'à travers les âges, ce sont les mêmes hommes qui ont annoncé : ils ont annoncé que la République, c'était la catastrophe ; ils ont annoncé que le suffrage universel, c'était le chaos ; ils ont annoncé que l'instruction publique, c'était la débâcle morale ; ils ont annoncé que les congés payés ; c'était la faillite… Camarades, la droite est aussi mauvaise dans l'opposition qu'elle l'était dans la majorité ! (Applaudissements)
Cependant, la responsabilité du parti social a changé d'échelle. Il ne doit plus être attiré par la fascination du vide, il ne doit plus être attiré par l'échec, par le goût de l'auto flagellation ; cela existe encore, malheureusement, dans nos rangs.
Le Parti Socialiste doit apparaître comme une force moderne de conviction et de propositions. Il doit donner de lui, non pas une image fermée, il ne doit plus prêter à la caricature.
Si nous devons être unis et solidaires, nous devons être également enthousiastes, ce qui signifie que nous ne mobiliserons les Français que si nous sommes nous-mêmes mobilisés ; nous ne leur ouvrirons des perspectives que si nous-mêmes nous les traçons.
Camarades, ne restons pas au bord du chemin, rassemblons-nous, mobilisons-nous ; il n'est pas, pour l'heure, de tâche plus importante. (Applaudissements)

Le Président - Merci.
La parole est à Jean-Paul Bachy, de la fédération des Ardennes.

Jean-Paul Bachy
Mes chers camarades, depuis quatre mois que nous préparons ce Congrès, nos camarades du courant 2 nous expliquent qu'il faut changer de politique. J'avoue ne

pas bien comprendre comment l'on pourrait mobiliser l'opinion et soutenir le Président de la République en proposant que notre Congrès se prononce pour une politique contraire à celle que soutient explicitement François Mitterrand, mais la raison pour laquelle nous ne devons pas changer de politique, c'est d'abord parce qu'elle est bonne. La France tient le choc, dans un monde de plus en plus dur. Les résultats obtenus dans le domaine de l'emploi, du commerce extérieur, de la lutte contre l'inflation, vont dans le bon sens, mais surtout l'ensemble des réformes sociales réalisées depuis deux ans est sans précédent.

A tous les moroses, à tous les sceptiques, nous devons rappeler que, sans les Socialistes, les travailleurs attendraient toujours la cinquième semaine de congé, ils attendraient toujours la retraite à soixante ans. Sans la gauche, sans les Socialistes, 300 000 jeunes seraient chômeurs ou jetés en pâture sur le marché du travail, sans formation, alors qu'ils acquièrent aujourd'hui une qualification professionnelle.

Sans les Socialistes, trente-cinq0 000 personnes seraient au chômage aujourd'hui alors qu'elles ont retrouvé un emploi grâce aux contrats de solidarité.

Sans les Socialistes, le SMIC serait de 40% inférieur à ce qu'il est. Nous n'aurions pas augmenté les pensions de vieillesse, les allocations familiales, les allocations pour handicapés. Il n'y aurait pas eu les droits nouveaux des travailleurs.

Sans la gauche, sans les Socialistes, un certain nombre de groupes industriels que la politique de la droite avait menés au bord de la faillite et que la nationalisation a sauvés, auraient aujourd'hui disparu entraînant dans leur chute des dizaines de milliers d'emplois. La liste pourrait être longue et la première chose qui manque aux Socialistes, c'est peut-être déjà d'être fiers d'eux-mêmes.

De ce point de vue, je ne partage pas le Socialisme amer ou malheureux qu'exprimait hier notre camarade Georges Sarre. Face à une droite arrogante qui va jusqu'à oser dire que la gauche, c'est la régression sociale, nous pouvons avoir la tête haute, et plutôt que de douter, rendre tout bon.

Il ne faut donc pas changer de politique, il faut simplement l'appliquer jusqu'au bout. Le monde du travail ne nous reproche pas ce que nous avons fait, il n'attend pas de nous une autre politique, il n'attend pas non plus de nous des surenchères. Il attend simplement de nous courage et cohérence. Le monde du travail est plus sensible que tout autre aux gestes concrets et aux actes significatifs. Il faut que nous les fassions, et parmi d'autres, je ne citerai que quatre exemples.

Il nous faut d'abord améliorer nos méthodes pour traiter les dossiers. La gestion quotidienne de l'administration et de l'Etat reste trop marquée par les vieilles pesanteurs technocratiques. La coupure reste encore trop profonde entre l'administration et les citoyens, les ministères, les élus et les militants. Trop de lettres restent sans réponse. Nos camarades ministres font un travail intense, mais leur administration ne les aide pas toujours. (Quelques applaudissements)

Ils doivent davantage ouvrir leur administration, leur cabinet, à des gens du terrain.

L'expérience, les compétences de nos militants dans les entreprises, dans les fédérations, sont immenses. Elles sont trop souvent sous-estimées et sous-utilisées. (Applaudissements)

Un deuxième exemple : pourquoi avoir fait disparaître le ministère du Travail ? Le ministère du Travail a toujours eu une valeur symbolique aux yeux des travailleurs. On ne renforce pas l'administration du travail en la divisant en plusieurs ministères.
Troisième exemple : nous avons un devoir de cohérence dans la solidarité. Le gouvernement a marqué des points contre le chômage, l'opinion le sait. Mais cela rend d'autant moins supportable la situation de ceux qui restent chômeurs.
Pierre Mauroy vient, avec raison, d'ouvrir le dossier du travail « noir ». Pourquoi ne pas ouvrir avec le même esprit de décision d'autres dossiers, accélérer la réduction du temps de travail, notamment dans les entreprises nationalisées ? Pourquoi ne pas ouvrir avec courage le dossier des cumuls abusifs emploi-retraite ? Cela nous permettrait demain de créer des dizaines de milliers d'emplois nouveaux.
Quatrième exemple : les entreprises publiques. Nous disions, au moment de la nationalisation, qu'elles devaient avoir valeur significative sur le plan du changement social. Il y a, sur ce point, d'énormes avancées, mais comment ne pas se poser quelques questions lorsqu'on voit que, parmi les entreprises condamnées ces derniers mois pour entrave au libre exercice du droit syndical, il y a malheureusement un certain nombre d'entreprises nationalisées ? (Applaudissements) L'autonomie de gestion est un bon principe, mais dans des cas comme ceux-là, n'a-t-on pas le droit de demander des comptes ? (Applaudissements)
Ne peut-on, de même, légitimement s'interroger sur le bien fondé du maintien des entreprises nationalisées dans les rangs du C.N.P.F., quand on voit comment le C.N.P.F. entend faire appliquer le droit social ?
Lionel Jospin avait raison, hier, de dire, que les nouvelles lois votées depuis deux ans sont un formidable acquis. Mais leur application est aussi un formidable enjeu, et face à cet enjeu nous n'avons d'autre souci que nous-mêmes et notre Parti.
C'est dans les entreprises, plus que partout ailleurs, que la droite nous porte des coups. La droite a été chassée du pouvoir d'Etat, elle cherche donc sa revanche sur son terrain de prédilection qu'est le terrain économique et social.
On l'a bien vue manœuvrer depuis deux ans. Voyez l'O.P.A. de certains démagogues du R.P.R. à la tête de la C.G.C... j'ai nommé M. Marchelli. Voyez les tentatives pour dénaturer les conquêtes les plus populaires. Souvenez-vous de ce qui s'est passé sur l'ordonnance des 39 heures... Voyez comment, dans beaucoup d'entreprises, la répression, la provocation, le racisme, non seulement n'ont pas disparu, mais se renforcent. Voyez aujourd'hui encore, dans les bourgades et sur les routes qui mènent à cette ville, l'agitation, les barrages de rues et la provocation que développent certains militants et certaines organisations de droite.
Cela signifie que l'entreprise est un enjeu essentiel pour l'avenir.
Le terrain de l'entreprise est un terrain ingrat, difficile, mais c'est précisément parce qu'il est difficile, parce que l'entreprise est le lieu de confrontation principal contre la droite, que ce terrain doit être prioritaire dans notre action.
Nous avons accru notre capacité d'intervention, en tant que Socialistes, sur ce terrain. En 1973, nous avions 195 sections d'entreprise et G.S.E. En décembre de l'année dernière, nous en avions 1 763, et nous en avons 2 000 aujourd'hui, ce qui signifie

que l'objectif que nous nous étions fixé lors de la Conférence « entreprises » de mai 1982 a été atteint et que, depuis mai 1981, nous avons réalisé plus de 500 implantations nouvelles.
Nous avons aussi témoigné de notre capacité de proposition :
- Au ministère de l'Industrie, avec qui les relations se sont sensiblement améliorées et sont très positives depuis quelques mois, nos camarades proposent sur les dossiers de restructuration industrielle les plus lourds du moment ;
- Dans l'élaboration des lois qui touchent le monde du travail, les ordonnances de mars 1982, les lois Auroux, les lois sur la démocratisation du secteur public, nos militants ont fait leur travail de proposition en direction du groupe parlementaire ;
- Sur l'emploi, nous avons réalisé un document que la presse s'est accordée à considérer comme l'un des plus solides sur ces questions, avec quarante propositions sur l'emploi, qui ont donné lieu à une journée de travail au mois de juin dernier ;
- De même, pour les deux ans qui viennent, des suggestions pratiques d'action et d'implantation ont été faites, notamment dans la motion dont Lionel Jospin est le premier signataire.
A l'occasion de ce Congrès, le Parti doit « changer de braquet » dans son action en direction des travailleurs. C'est dans les entreprises, et nulle part ailleurs, que se gagnera la bataille économique. Les réformes elles-mêmes que nous avons faites ouvrent de nouveaux champs au débat démocratique ; ces champs au débat démocratique ouverts dans les entreprises, nous devons les occuper idéologiquement, sinon d'autres risquent de le faire à notre place.
C'est enfin dans les entreprises que se gagnent ou se perdent les élections, car c'est dans leurs conversations quotidiennes, c'est dans leurs rapports de travail quotidiens, que les électeurs se forgent leurs opinions. Pensons-y chaque jour et tirons-en les conséquences au niveau de nos priorités d'action, d'ici 1986 et dans l'immédiat, pour les deux années qui viennent, dans les fédérations comme au plan national.
Je conclurai d'un mot. Aux présidentielles de 1981, les Socialistes ont démontré que la classe ouvrière leur faisait confiance. Cela s'est traduit au premier tour par le succès de François Mitterrand sur Georges Marchais dans l'électorat populaire, et cela s'est marqué au second par la victoire de la gauche unie contre Giscard.
Notre objectif, aujourd'hui, est essentiellement de consolider cet avantage en termes d'influence militante, en termes de capacité d'organisation et de diffusion de nos idées. Deux ans après la victoire, notre Congrès doit marquer une nouvelle étape dans l'affirmation du Parti Socialiste comme parti de masse et parti de rassemblement ! (Applaudissements)

Le Président - Merci. Jean-Paul Bachy a très scrupuleusement respecté le temps de parole qui lui était donné, je l'en remercie spécialement.
Je voudrais insister pour que nos camarades prennent place à la table de leurs fédérations. (Applaudissements)
Nos amis de la fédération de l'Ain ont prévu des espaces de rencontre pour les conversations particulières qui me paraissent parfaitement adaptés, je souhaite que

ceux qui sont dans cette salle rejoignent leurs tables de fédérations et soient attentifs aux propos de nos camarades qui interviennent.
(Applaudissements)
Je voudrais que nos camarades de la fédération du Nord nous préviennent de l'arrivée de Guy Allouche, qui a été empêché de nous rejoindre et qui était prévu dans la liste des orateurs de ce matin.
Je vais maintenant donner la parole à Didier Motchane, de la fédération de Paris, pour vingt minutes, en demandant à Christiane Mora de se préparer pour prendre sa suite.
(Applaudissements)

Didier Motchane
Mes chers camarades, mon intention est d'essayer de parler des choses elles-mêmes.
Il n'est pas besoin, pour cela, de parler directement de ce que nous appelons, dans notre jargon, la synthèse, car c'est du jugement que nous allons devoir porter sur l'action du Parti, la mission du Parti, que dépendra notre accord ou la constatation que, si cet accord existe, faut-il le dire - comme Jospin l'a rappelé hier - sur le but, nous ne sommes toujours pas d'accord sur certains des moyens pour y arriver.
Je dois vous dire qu'à certains égards, hier, le discours de Lionel m'a un peu déçu. Je n'y ai pas vu… (Quelques sifflets) Je dirais que je n'y ai pas vu encore - le Congrès n'est pas clos - ce qui me paraît devoir tracer notre route jusqu'en 1985, autant dire jusqu'en 1986.
Avant de vous donner là-dessus mon sentiment, je veux toutefois d'abord répondre à une question qui, hier, a été posée par le Premier Secrétaire. Il nous a dit : « Nous sommes d'accord sur les objectifs, nous discutons des moyens... Je ne comprends pas très bien encore si ce que vous proposez, c'est une autre politique... »
Il me semble que la réponse se trouve assez clairement énoncée dans la motion n° 2 : la politique que nous proposons, c'est une politique socialiste, la politique que nous proposons, c'est une politique qui est la conséquence, la logique même du Projet socialiste, des 110 Propositions de François Mitterrand. C'était « l'autre politique » avant 1981, et je me permettrais, à mon tour, de demander au Congrès : la politique dans laquelle nous sommes est-elle aujourd'hui une autre politique ?
(Applaudissements)
Je vais parler de la politique économique, parce que c'est par elle que passent les conditions de possibilité de toutes les autres, mais je voudrais d'abord rappeler ce que nous savons tous : notre jugement, nous devons le faire par rapport au sens de l'effort que nous demandons aux Français, à tous les Français, mais d'abord, bien sûr, à tous ceux qui nous ont élus, qui vous ont élus, et je dis bien à tous ceux qui nous ont élus.
Nous avons pris l'habitude d'être attentifs aux indices, et les indices, surtout s'ils sont répétés, sont effectivement des repères précieux. Mais, chers camarades, nous savons cependant que nous n'allons pas nous déterminer sur les indices que nous connaissons. Nous allons nous déterminer sur notre programme, notre logique, notre raisonnement, et nous allons nous déterminer sur ce que nous pouvons entendre de la situation de ce pays, des exigences de ce pays, des problèmes de ce pays.

Je pense que ce que nous devons faire aujourd'hui, ce qui doit être le résultat de ce Congrès, ce n'est pas seulement de répéter que nous nous rassemblons pour la réussite de la gauche, ce n'est pas simplement de répéter que nous croyons à la réussite de la gauche, c'est d'en faire la démonstration.
Le seul moyen, mes camarades, d'en faire la démonstration, c'est de montrer clairement les choix que nous devons faire aujourd'hui pour y arriver, et c'est la raison pour laquelle je suis un peu surpris d'entendre ici ou là un certain nombre de camarades, et Jean-Paul Bachy encore tout à l'heure, nous dire : « les choix que vous nous proposez, ce sont des choix contraires aux nôtres. »
Alors, si ce sont des choix contraires aux nôtres - il l'a dit -, vous le direz, mais je suis un peu surpris de l'entendre, car enfin j'ai entendu comme nous tous, notre camarade Joxe au Comité directeur du début de septembre dire qu'il était d'accord avec largement les trois quarts de nos quarante et une propositions. Car enfin, j'ai entendu au mois de mars et au mois d'avril dans le Parti, au Comité Directeur et ailleurs, de nombreux camarades, et notamment des camarades du courant 1, porter sur les difficultés de la situation et la manière de les affronter, des appréciations et faire des propositions qui étaient exactement les mêmes que celles qui vous sont présentées aujourd'hui. (Applaudissements).
Jean-Paul Bachy, à ce moment-là, était d'accord avec eux. Est-il toujours d'accord avec eux ? Mais peut-être cette différence s'explique-t-elle autrement, peut-être s'explique-t-elle pour la raison que ces camarades considèrent qu'il serait dangereux pour nous tous, pour le gouvernement et l'action du gouvernement que notre Parti aujourd'hui dans son Congrès, jugea bon d'indiquer les choix qu'il propose.
Lionel Jospin a dit : « Il nous faut rassembler le Parti tout entier derrière le gouvernement. » Mes chers camarades, je voudrais dire un mot sur le soutien du Parti, sur le soutien des Socialistes au gouvernement. J'ai déjà eu l'occasion de le dire et de l'écrire. Ce Congrès risquerait de remplacer le débat par un faux débat s'il s'imaginait que son enjeu est un plébiscite pour ou contre le gouvernement, s'il s'imaginait que son enjeu c'est un pari sur la réussite des actions engagées par le gouvernement.
Qui peut imaginer un seul instant, non seulement que nous sommes solidaires, mais qu'aucun d'entre nous puisse une seule seconde l'oublier ?
Pierre Mauroy viendra tout à l'heure parler au Congrès pour le gouvernement et au nom du gouvernement. Je n'ai pas besoin de vous rappeler, et je n'ai pas besoin de lui rappeler que jusqu'au Congrès, jusqu'à la période préparatoire du Congrès, pendant deux longues et pleines années, il m'est arrivé d'entendre des soupirs, et parfois des cris, des critiques publiques venues de nos rangs au gouvernement.
Mes chers camarades, je n'en ai pas une seule fois entendu qui soient venues d'un des signataires de notre motion. (Applaudissements) Ce n'est pas nous qui nous sommes livrés à des comparaisons automobiles, ce n'est pas nous qui avons parlé d'une avance ou d'un retard plus ou moins long à l'allumage, même si je reconnais avec d'autres, avec Jean-Paul Bachy, qu'il était important d'avoir fait des progrès, et de grands progrès qui ont été faits dans le maniement par la gauche de la machine de

l'Etat.
Je pense donc mes camarades, qu'il serait dommage, qu'il serait peut-être grave de déplacer la question. Nous ne sommes pas ici en train de dialoguer avec le gouvernement en tant que tel, nous ne sommes pas ici, comme des camarades l'ont suggéré, en train de dialoguer avec le Président de la République en tant que tel, nous sommes ici en train de nous parler entre nous, en sachant comme l'a dit Jospin, que parlant entre nous, c'est aux Français, c'est aux travailleurs, et c'est aussi aux chômeurs que nous parlons. (Applaudissements)
Mes camarades, les choix que nous avons à faire sont simples à comprendre, ils sont simples à énoncer, ils ne sont pas faciles à appliquer. Il est parfaitement vrai que nous ne sommes pas ici pour vous proposer de remplacer la rigueur par la facilité. Nous disons que le travail la production, une croissance minimale, sont une condition indispensable pour tout, que c'est le levier dont nous ne pouvons nous passer pour mener à bien les immenses chantiers que, dans tous les domaines, nous avons ouverts.
Vous remarquerez que tout le Parti, que toutes les motions le disent. Oui, mais nous pensons, mes camarades, qu'on ne peut pas attendre, nous pensons que cela n'a pas de sens d'imaginer que l'on peut ouvrir une parenthèse sans savoir quand nous aurons les moyens de la refermer.
Nous disons que les affaires de l'économie ont une inertie considérable et comme ces grands paquebots ou ces grands pétroliers qui ne peuvent changer de cap qu'après cinquante kilomètres, nous disons que la bataille de l'emploi sur laquelle nous serons jugés en 1986, c'est dans les mois qui viennent que nous devons la livrer. (Applaudissements)
Et je vous dis, mes camarades, aujourd'hui à la fin de ce mois d'octobre, il y a les indices, ceux que nous avons et ceux que nous aurons, mais il y a aussi ceux qu'on ne voit pas sur le papier, mais qui existent, il y a le nombre des heures travaillées, il y a le nombre des usines fermées, il y aie nombre des usines ouvertes. Il y a la situation de notre pays dans la crise, et la vérité, mes camarades, de cette situation-là, les uns et les autres, je pense que nous sommes suffisamment avertis.
Il y a ce fait que cet héritage est l'héritage du capitalisme, qui est l'héritage de la droite, qui est l'héritage du monde, et tel nous n'avons pas promis et personne n'attend de nous des miracles, et lorsque la gauche demande aux Français de l'effort, des Français sont prêts à le comprendre, à la condition qu'on leur montre à quoi cela va servir.
Mais montrer à quoi cela va servir, ce n'est pas leur rappeler ce que nous souhaitons tous, c'est leur montrer comment nous allons y arriver. Je voudrais donc, mes chers camarades que tout à l'heure, ce soir, cette nuit, à la Commission des résolutions, nous ayons une discussion sérieuse sur les propositions que nous faisons au Parti, et vous me pardonnerez de penser qu'une discussion sérieuse ne peut pas être engagée par la question de savoir si nous proposons une autre politique ou pas.
Nous proposons une politique, et la question qui doit être posée c'est de savoir quel est son sens, c'est de savoir quels sont ses moyens, c'est de savoir si elle est réaliste,

c'est de savoir si effectivement elle doit nous donner les moyens de la réussite. (Applaudissements)
Je voudrais vous dire également que je suis un peu lassé d'entendre invoqué le réalisme à tort et à travers. Je prétends, mes camarades, que nos propositions sont réalistes, et je dirais même que je prétendrais qu'elles sont les plus réalistes, et peut-être les seules réalistes, puisqu'elles consistent à prendre à temps des moyens que nul ne conteste, mais dont certains nous disent qu'on ne peut pas aujourd'hui y recourir. (Applaudissements)
On nous dit qu'on ne peut pas aujourd'hui y recourir, parce qu'on ne peut pas mettre la France à l'écart du monde. Là-dessus, mes camarades, je demanderai un peu de sérieux. Qui a jamais prétendu mettre la France à l'écart du monde ? Qui a jamais prétendu construire une muraille de Chine autour de notre pays ? Si vous prenez la peine, si vous avez pris la peine de regarder ce que nous proposons, ce sont des mesures précises, dont la plupart d'ailleurs sont ou ont été appliquées ici ou là dans d'autres pays, et qui portent sur 3%, 4%, 5% de nos importations.
Ces mesures constituent un ensemble. Qui veut la fin, veut les moyens. Je me souviens, au Congrès de Metz, de l'intervention de Fabius qui, s'adressant à ce moment à à ce qui allait devenir la minorité du Parti, leur disait : « Vous dites qu'entre le plan et le marché, il n'y a rien, et moi je vous dis qu'entre le plan et le marché, il y a le Socialisme ! » (Applaudissements)
Ce que je sais, mes camarades, c'est que pour des Socialistes, entre le plan et le marché, il ne faudrait pas qu'il y ait toujours et toujours plus de marchés. (Applaudissements)
Je conclurai en vous disant que je n'ai pas le moindre doute qu'il dépend de nous, du Parti, de contribuer à une réussite dont il n'a pas seul la clef, mais dont il a la clef dans une large mesure, car s'il renonçait à son rôle, s'il renonçait à épauler le gouvernement et éclairer le gouvernement, s'il renonçait à prendre ses responsabilités aujourd'hui, il aurait pris le risque de rendre de plus en plus difficile à comprendre l'espoir et l'attente qui étaient ceux du 10 mai, et qui restent disponibles.
Je ne connais pas, comme d'aucuns d'entre vous, le résultat du Congrès, mais plus important que la question de savoir si nous aboutirons à une synthèse ou non, sera que les Socialistes auront eu la simplicité et le courage de dire ce qu'ils pensent vraiment, et je terminerai en vous disant que je sais, mes camarades, que ce n'est pas 18% du Parti qui pensent comme j'ai parlé, c'est beaucoup plus ; c'est je crois la majorité du parti. (Applaudissements) C'est peut-être le parti, et, par conséquent, puisque aujourd'hui, je suis venu vous le dire, je vous demande ce soir et demain de le dire avec moi. (Applaudissements)

Le Président - La parole est à Christiane Mora, de la fédération d'Indre-et-Loire pour dix minutes ; prochain intervenant Jean-Pierre Cot pour quinze minutes.

Christiane Mora
Chères et chers camarades, Mesdames, Messieurs, les votes que nous avons émis

dans nos sections nous ont amenés à retenir non seulement les analyses, les propositions d'orientation, mais aussi les propositions d'action contenues dans la motion 1 comme base des résolutions que doit prendre notre Congrès.
Beaucoup des intervenants jusqu'ici ont mis l'accent surtout sur ce qu'ils attendaient du gouvernement et de sa politique ; pour ma part, je voudrais surtout intervenir sur l'activité qui doit être celle de nos fédérations et de nos sections, donc du parti dans les deux ans à venir.
Je vais faire trois propositions d'action précises. Je les verserai au dossier de la Commission des résolutions, en souhaitant, ce qui n'est peut-être pas très modeste, qu'elle les examine et les retienne, car j'ai le sentiment qu'il y a urgence, mes chers camarades. Si notre Congrès se séparait demain sans avoir adopté quelques propositions d'action précises, j'ai le sentiment qu'il aurait manqué à son objet, qui est la mobilisation à la fois de nous-mêmes et de l'opinion, et ce n'est pas l'intervention de Didier à l'instant qui me détournera de cette préoccupation.
Le temps des débats, le temps des discussions, il a été engagé entre nous fin avril, et il dure, c'est vrai, jusqu'à la fin de la Commission des résolutions, mais demain, une fois que la Commission aura rapporté, mes chers camarades, nous rentrerons chez nous et il faudra que nous sachions ce que nous aurons à faire.
Précisément, l'absence de mobilisation de cette partie de l'opinion qui nous est favorable, à nous, la gauche, ce phénomène d'attente, d'interrogation dont parlaient beaucoup de nos camarades hier, honnêtement, est-ce que cela doit nous surprendre ? Nous n'avons pourtant pas oublié, malgré la victoire de 1981, que les organisations politiques et syndicales représentatives de la gauche dans notre pays sont faibles numériquement, y compris la nôtre, et que cette faiblesse signifie que les relais de la gauche dans l'opinion sont des relais peu nombreux, à plus forte raison lorsque ces organisations - peut-être le jugement est-il un peu sévère, mais j'ai le sentiment que beaucoup d'entre vous l'ont porté - les partis politiques, les syndicat ont cessé d'avoir, depuis deux ans, l'activité dont ils avaient su faire preuve auparavant. Et alors naturellement, cela veut dire que les mouvements d'opinion, ils sont faits et il se défont en-dehors de nous pour la plupart et sans que nous ayons eu le temps de les analyser, comme si nous étions un peu sur le bord du chemin à les voir passer sans rien y comprendre.
Nous n'avons pas oublié non plus que les partis de gauche et les syndicats dans notre pays, s'ils ont su se retrouver dans les dix dernières années sur quelques objectifs fondamentaux, mes chers camarades, ils ont été et ils restent divisés entre eux et ils sont partagés par rapport à la politique du gouvernement.
Lionel disait hier que le contrat de gouvernement de juin 1981 avait été signé dans la plus parfaite clarté. C'est évident, seulement au niveau des électeurs et le Président de la République et nous les députés de gauche les Socialistes et les communistes et les autres, nous avons été élus au deuxième tour par le rassemblement sur nos candidatures.
Ce constat n'est pas nouveau, nous le savons bien, nous savons depuis Epinay que le courant unitaire, lorsqu'il est entretenu, lorsqu'il existe, permet de passer par dessus

ces différences et il permet d'aller à la victoire, seulement, dites-moi, depuis le mois de juin 1981, si la cohésion existe de façon parfaite au niveau du gouvernement, et là je pense qu'il faut le répéter et le redire, ce n'est pas la moindre de nos victoires que ministres communistes, radicaux de gauche et socialistes ne fassent jamais entendre une voix discordante, mais si cette cohésion existe au niveau du gouvernement, mes chers camarades, au niveau de l'opinion, on a le sentiment que, depuis la victoire du 21 juin 1981, chacun a repris ses billes, les partis politiques et les syndicats, ils sont repartis chacun de leur côté vivre leur vie.

Où avons-nous vu depuis deux ans la moindre manifestation commune manifestant par rapport à ces grandes réformes que nous sommes en train d'appliquer, que les vainqueurs de 1981 étaient toujours là, solidaires et au coude à coude pour les imposer dans la réalité ? (Applaudissements) Aucune action commune, ne croyez-vous pas que cela peut justifier disons, la perplexité, moi je dis parfois l'incompréhension stupéfaite, de ces électeurs de gauche, de ces travailleurs qui nous ont suivis quand nous étions unis, qui ont fait confiance notamment au P.S. quand il a dit : « Mettez-moi en tête de l'union et l'union gagnera » et qui, depuis que l'union a gagné voit tout le monde repartir dans son coin et même, Lionel le disait hier, donner de la politique de la majorité des interprétations différentes, voire contradictoires.

Alors, vous savez, chers camarades, Poperen disait hier dans son rapport d'activité : « Il faut nous demander pourquoi l'opinion manifeste cette désaffection à notre égard » ?

Rappelons que la désaffection du gouvernement de gauche, elle est intervenue, oui, Gaston Defferre, dès janvier 1982, à un moment où l'état de grâce n'était pas fini, à un moment où la rigueur n'était pas encore appliquée, c'est-à-dire à un moment où dans les sondages le Président de la République, le gouvernement et le parti étaient au sommet de leur popularité.

Si nous devons chercher les causes à la situation que nous constatons, interrogeons-nous d'abord sur ces législatives partielles et nous ne trouvons qu'une réponse : le désarroi des électeurs d'avoir vu depuis six mois, à ce moment là, l'incapacité des forces victorieuses de juin 1981 à agir ensemble. (Applaudissements)

A partir de là, la première initiative que je suggère pour notre Parti, elle est claire, la voie est nette, pour moi j'ai beaucoup réfléchi ces temps derniers, tournons-nous, nous Parti Socialiste, qui sommes la principale force responsable de la majorité, c'est ainsi et nous l'avons voulu, vers le Parti Communiste Français, vers le Mouvement des Radicaux de Gauche, vers le P.S.U., et vers les organisations syndicales et associatives, et disons leur par exemple : « Notre Congrès a estimé que les droits nouveaux des travailleurs, les lois Auroux et les autres étaient la priorité de nos actions. Tous seuls, nous n'arriverons à rien. » Ce n'est pas, parce qu'en effet, notre secteur entreprise a développé des initiatives nombreuses et remarquables, qu'il faut se cacher le constat de maintenant : nous n'avons pas une entreprise sur dix où les lois Auroux soient appliquées, mes chers camarades (applaudissements) et les organisations syndicales sont débordées, elles ne savent pas où trouver de l'argent pour aider leurs correspondants et leurs délégués à mener toutes les actions en justice

qui sont déjà intentées parce que le patronat se refuse à appliquer ces lois, y compris dans le secteur public.
Tournons-nous vers les formations syndicales de la gauche et disons-leur : « Seuls, nous n'arriverons à rien de notre côté, alors allons-y ensemble » et ce sera pour nous, et je rejoins là Pierre Joxe, hier, ce sera pour nous la meilleure façon concrète, pratique, sans ambiguïté par rapport aux droits de l'homme d'engager cette réflexion globale que la motion 1 souhaite, mais aussi l'autre, sur les nouveaux droits de l'homme dans la perspective du bicentenaire de la Révolution de 1789, car il est vrai que si notre attachement aux droits fondamentaux, aux droits libéraux de l'homme et de l'individu est sans faille dans un monde où ils sont sans arrêt bafoués, nous sommes là aussi historiquement pour faire prévaloir les droits socialistes de l'homme, et ce n'est pas par des discours que nous y arriverons, mais si effectivement les droits des travailleurs deviennent la réalité de notre époque dans cette fin du 20ème siècle. (Applaudissements)
Ma deuxième proposition rejoint un souci exprimé hier de façon très claire : celui que passe dans la réalité vécue la réalité votée sur le plan législatif.
Vous avez applaudi nos camarades qui vous l'ont dit et avec quel talent, et puisque vous avez applaudi, vous avez approuvé, je n'ai donc plus à vous convaincre et je dirais, comme il s'agit là surtout d'une organisation au niveau des fédérations, que notre souci doit être dès la semaine prochaine, lors des réunions de nos Commissions exécutives fédérales, de nous saisir, grâce à tous les militants dont nous disposons dans tous les secteurs d'activité, grâce à nos élus qui sont la plate-forme, la porte ouverte pour le Parti par rapport aux situations de pouvoir que nous donne notre présence au gouvernement, nous devons nous saisir de l'application réelle des grandes réformes que nous avons votées.
Mes chers camarades, les voix, on les perd aussi quand un citoyen ou une citoyenne qui a droit à la retraite à soixante ans n'arrive pas à l'obtenir, malgré la loi ; nous les perdons ces voix quand une femme, malgré la loi, n'arrive pas dans son entreprise ou dans son bureau à voir respecter l'égalité professionnelle avec les hommes. (Applaudissements)
Ces voix, nous les perdons aussi lorsqu'une veilleuse de nuit, par exemple, et c'est un cas dont je suis saisi personnellement, fait toujours plus de dix heures par nuit, c'est-à-dire plus de 39 heures par semaine, malgré la loi, et dans le secteur public.
Si les gens ne savent pas que le Parti Socialiste est là, auprès d'eux, avec ses moyens, avec ses élus pour les aider, nous continuerons à perdre des voix.
Et la proposition que je fais, que je pourrais développer un peu plus, rejoint celle d'Annie Pary (?) sur le respect des droits des travailleurs.
Enfin, troisième proposition, Lionel disait hier : « Il faut que ce Congrès soit celui de la communication. » Eh bien ! nous sommes beaucoup à être d'accord avec lui là-dessus...

Le Président - J'insiste pour que tu veuilles bien conclure.

Christiane Mora -... Et vous me permettrez de finir par la proposition suivante, reprenant ce qui a été dit par de nombreuses fédérations et sections dans la phase des contributions, mes chers camarades, nos adhérents, notre parti, sont le meilleur et le premier de nos médias, et si nous ne disposons pas d'un journal, sachons au moins utiliser nos militants. Or, un militant qui n'est pas informé est un militant démobilisé à la source. (Applaudissements) Un militant informé est un militant qui a les meilleures chances de se mobiliser. La motion 1 le demande et je vous le demande ici parce que c'est une décision qui doit être prise par le Congrès, ce que nous avons fait pendant la campagne des municipales, ce simple instrument d'argumentation et de riposte que nous avons envoyé à chaque adhérent, chaque fin de semaine pour lui permettre dans son travail, dans sa vie quotidienne de répondre et d'expliquer. Mes chers camarades, prenons la décision ici qu'elle va devenir un moyen d'information régulier du Parti, même si cela suppose, et c'est vrai, un financement spécifique, même si cela veut dire un effort des militants au niveau de leurs cotisations, des sections et des fédérations au niveau de leur budget. (Applaudissements)
Permettez-moi, en conclusion, car il est vrai que j'ai dépassé mon temps de parole, mais je suis incapable de parler trop vite ce matin parce que la grippe m'a atteinte aussi, permettez-moi toutefois en concluant de vous dire que j'ai le sentiment que le Parti, pour retrouver son efficacité, peut, en effet, avoir besoin de la synthèse avec le courant n° 2, mais il y a une chose, mon cher Didier Motchane, dont les camarades ne veulent plus, ni ceux qui étaient dans la Direction nationale sortante, ni ceux qui nous parlent dans les Congrès fédéraux et les sections...

Le Président - J'insiste...

Christiane Mora - … c'est qu'une fois la synthèse faite, dans huit jours, cela recommence au niveau de la Direction nationale du Parti ; que chacun, violant la solidarité politique qui se serait dégagée à ce Congrès n'en fasse qu'à sa tête, dise n'importe quoi, tire à hue et à dia (vifs applaudissements) et ainsi compromette le plus sûrement (brouhaha) l'efficacité de notre parti que l'absence de tel ou tel moyen ou de tel ou tel discours. (Applaudissements)

Le Président - Avant de donner la parole à l'orateur suivant, je salue l'arrivée parmi nous, dans notre Congrès, de Pierre Mauroy, Premier ministre. (Applaudissements)
Je vais donner la parole à Jean-Pierre Cot, pour quinze minutes.
Je voudrais, pendant qu'il gagne la tribune vous faire deux communications. La première, pour les quelques camarades qui n'étaient peut-être pas avec nous au tout début de cette séance ce matin, pour leur dire que le Congrès se poursuivra sans interruption pour permettre au plus grand nombre possible de camarades de s'exprimer.
Je voudrais également vous dire que, comme lors des précédents Congrès, les chercheurs de la Fondation nationale des Sciences politiques vous demande, en accord avec la Direction du Parti, de remplir un questionnaire que vous connaissez

bien pour les habitués de nos Congrès et qui va vous être distribué. J'indique que les questions sont rigoureusement anonymes et que le dépouillement de ce questionnaire permet de faire progresser l'état des connaissances sur le Parti Socialiste. Nous vous engageons donc à remplir ce questionnaire.
La parole est à Jean-Pierre Cot, de la fédération de la Savoie, pour quinze minutes.

Jean-Pierre Cot
Chers camarades, le premier enjeu statutaire de notre Congrès, c'est la synthèse. Elle est souhaitable dans une période exceptionnellement difficile, face à une droite qui redouble ses attaques. La participation de tous à la Direction du Parti ne peut être qu'un atout.
La synthèse dans la clarté, bien sûr, Lionel Jospin en a précisé les conditions. D'ailleurs, comment cette clarté ne serait-elle pas présente alors que l'un des textes proposés au vote des militants a recueilli plus de 75% des suffrages ? Ce texte arrêté au Comité directeur de synthèse à partir d'un accord politique de fond entre signataires de contributions représentant trois des courants historiques du Parti, ce texte est clair. Il ne saurait être altéré dans son équilibre essentiel, et notamment dans le soutien résolu aux orientations imprimées aujourd'hui à notre politique par le Président de la République et son gouvernement, que ce soit dans le domaine économique, dans le domaine social et scolaire ou dans le domaine international.
Le plus important à propos de la synthèse me paraît devoir être l'engagement indispensable de nos camarades du C.E.R.E.S. à cesser tout discours sur une autre politique. Camarades, toute expression externe indiquant soi-disant des divergences sur les moyens, mais qui, en fait, laisse croire qu'il pourrait en être fait plus et mieux en ce qui concerne la croissance et l'emploi, a pour effet essentiel et inéluctable de saper la crédibilité de la politique aujourd'hui suivie, car enfin, chers camarades, que signifie dire que l'on pourrait faire plus et mieux, sinon sous-entendre que le gouvernement est incapable ? (Applaudissements)
La vérité dialectique de Didier Motchane n'y change rien. Nous sommes au pied du mur, il n'y a plus d'esquive possible.
Cela étant, je pense que notre Congrès d'aujourd'hui, notre premier vrai Congrès de parti de gouvernement, doit se donner deux objectifs : relancer la dynamique de la gauche, renforcer le rôle de notre parti, et je voudrais m'expliquer sur ces deux points dans le temps qui m'est imparti.
Relancer la dynamique de la gauche. Qui n'en sent pas la nécessité pour l'heure ? C'est pour moi essentiellement retrouver un meilleur équilibre dans la dialectique indispensable entre rigueur économique et projet politique.
La rigueur économique, nous savons qu'elle est nécessaire, indispensable, nous l'avons dit et répété et je voudrais me contenter de souligner ici l'étonnant mutisme de la droite sur le problème des grands équilibres économiques de la France. Il ne se passe pas de jour sans doute sans que Barre, que Chirac et que Giscard nous expliquent pourquoi et comment ils entendent défaire tout ce que nous avons accompli depuis maintenant plus de deux ans, mais sur le problème du déficit du

commerce extérieur, sur le problème de l'inflation, sur le problème du chômage, alors, quel mutisme ! Quel silence !
Il est vrai que leur principale préoccupation en la matière est plutôt, et à juste titre, de faire oublier leur passé ! (Applaudissements)
Rigueur, disais-je, rigueur mais aussi projet, car si nous paraissions perdre le sens de notre perspective Socialiste, quelle raison resterait-il au peuple de gauche pour nous soutenir ?
Il nous faut absolument retrouver, relancer cette belle formule qui a assuré notre victoire, « changer la vie », et je voudrais ici indiquer quelques directions nécessaires.
La première, elle a déjà été invoquée et j'irai vite, c'est celle du partage équitable de l'effort nécessaire, c'est-à-dire en clair demander plus à ceux qui ont plus, et moins à ceux qui ont moins.
La seconde direction est pour moi celle de la poursuite tenace de la redistribution des pouvoirs, ce que nous appelons d'un terme aujourd'hui un peu négligé et un peu oublié, l'autogestion. (Applaudissements) La transformation effective des rapports sociaux n'a pas de coût économique direct et ce n'est pas un mince avantage dans la période présente, mais surtout et essentiellement, cette transformation est au cœur de notre projet, c'est ce qui en constitue la dimension véritable et irréversible.
La troisième direction que je voudrais indiquer est sans doute à certains égards moins classique que les précédentes, elle a été évoquée hier par Gaston Defferre, et j'y attache pour ma part la plus grande importante, c'est celle de la nécessité de prendre en compte dans le formidable développement technologique que nous connaissons le modèle de développement. Nous sommes, en effet, unanimes à faire de la reconstruction industrielle de notre pays la priorité des priorités et nous avons raison. Tout retard technologique signifie dans le monde d'aujourd'hui dépendance économique et donc politique, signifie difficulté accrue de mettre en œuvre notre projet original, celui du Socialisme démocratique.
Il nous faut donc bien nous engager, nous aussi, c'est vrai, dans la course aux microprocesseurs et aux biotechnologies, mais il nous faut aussi, camarades, ne pas oublier que nous sommes Socialistes et que l'épanouissement de l'homme est la finalité de notre projet.
Il nous faut aussi, camarades, ne pas manquer de nous demander des microprocesseurs, pourquoi faire ? En effet, les techniques de demain permettant de fantastiques progrès dans les communications, et je pense, par exemple, à l'exposition Télétel organisée à l'occasion de ce Congrès, elle permet ces progrès, mais entendons-nous mettre ces progrès au seul service d'une information descendante, accroissant la structure déjà trop hiérarchisée de notre société actuelle, ou entendons-nous, au contraire mettre ces techniques au service d'une communication horizontale permettant l'épanouissement d'une démocratie plus directe ?
Notre avenir dépend des réponses que, consciemment, volontairement, nous apporterons à ces questions. En dépendra aussi le rayonnement futur de la gauche, la capacité de la gauche, notre capacité à retenir la jeunesse.

La quatrième direction, camarades, c'est celle de la construction de ce grand service public unifié et laïque de l'Education nationale (applaudissements) auquel toutes nos motions se réfèrent. Attaché comme beaucoup de congressistes à la fédération de l'éducation nationale, passionnément attaché à la laïcité, je me sens d'autant plus libre pour approuver, pour soutenir la prudente démarche du gouvernement vers la base de consultation, de concertation (applaudissements), engageant aussi le débat de front sur la rénovation de notre pédagogie et qui ne pourra nécessairement développer ses effets qu'à terme.

Certains camarades piaffent d'impatience, ils ne méconnaissent pas l'appel du Président de la République à l'unité nationale, qu'ils ne méconnaissent pas l'impératif : devoir si nous voulons redresser la situation, de donner à la France une image d'ouverture, de tolérance, non de repli, de dogmatisme. En ce domaine plus qu'en d'autres, la force tranquille, voilà la seule solution, je crois qu'il convient de le dire fortement.

Camarades, relancer la dynamique de la gauche, sans doute, mais aussi renforcer le rôle du Parti, ce rôle qui doit être un rôle de proposition, bien sûr, et la prise en compte des problèmes que je viens d'évoquer doit conduire à élaborer de nombreuses propositions à ce sujet.

Ce rôle doit être aussi un rôle d'explication, et nous avons mesuré tout au long des deux années précédentes les progrès qui nous restent à faire dans ce domaine, qui ont une importance considérable et qui doivent nous entraîner à souligner l'importance de la formation dans notre propre Parti.

Mais par-delà propositions et explications, je voudrais dire que l'essentiel à mes yeux paraît être d'améliorer notre capacité d'écoute. Nous savons aujourd'hui et plus qu'hier que nous ne détenons pas la vérité, et je voudrais à cet égard citer l'exemple récent de la grève des centres de tri des P.T.T.

Nous sommes partis d'une idée excellente, supprimer le travail de nuit, et ceci sans mettre en question la qualité du service public. Mais pour n'avoir pas pris la mesure exacte, la mesure suffisante des contreparties accordées à ce travail pénible, nous avons provoqué chez les postiers une réaction exactement inverse de celle que nous aurions dû faire naître.

Oui, défaut d'écoute.

Aussi, chers camarades, en conclusion, je voudrais dire que trois attitudes, trois comportements me paraissent aujourd'hui s'imposer.

L'emploi d'un langage de vérité, à la fois parce que ce langage est indispensable à la confiance, mais aussi parce que le langage du réalisme, c'est celui de la réalisation.

Deuxièmement, le renforcement de cette capacité d'écoute, d'ouverture et de tolérance, car c'est elle qui va permettre de démultiplier notre influence et notre efficacité. C'est aussi elle qui atteste de la réalité de notre engagement autogestionnaire.

Enfin, troisièmement, le sens du temps, fondé sur cette durée que nous accordent les institutions, et dont nous devons bien mesurer qu'elle est indispensable si nous voulons faire mieux que nos prédécesseurs dans l'histoire.

Valeur des projets, langage de vérité, capacité d'écoute, sens du temps, voilà les éléments qui doivent nous permettre d'aborder avec confiance les échéances de 1986. (Applaudissements)

Le Président - Je rappelle aux congressistes que le Congrès n'interrompra pas ses travaux à l'heure du déjeuner, il se déroulera sans interruption tout au long de cette journée pour que le plus grand nombre de délégués puissent s'exprimer.
Je vais donner la parole pour cinq minutes à Christian Bataille, de la fédération du Nord, après quoi Pierre Mauroy, Premier ministre, s'adressera à notre Congrès.

Christian Bataille
Chers camarades, beaucoup des interventions d'hier ont souligné avec juste raison les résultats sans précédent du travail du gouvernement et du parlement.
Mais enfin, mes camarades, interrogeons-nous, s'il a paru nécessaire de le rappeler devant les délégués du Congrès, c'est donc que nous, émanation des fédérations, nous ne le savons pas assez, c'est donc que les militants le savent encore moins, c'est donc que l'opinion le sait à peine ?
On peut retenir l'exemple des mesures sur la retraite à soixante ans dont le Parti s'est insuffisamment servi vis-à-vis de l'opinion. Avec dix fois moins, la droite aurait tenu dix fois plus, des mois et des mois.
Mais plus que de fluctuer dans un commentaire journalistique du quotidien, le Parti doit savoir montrer la ligne d'horizon, rappeler les grandes perspectives, remettre l'imagination sur le sentier.
Sur ces carences, il ne s'agit pas d'accuser tel ou tel. La direction unanime de Valence porte une responsabilité collective. C'est pourquoi nous n'aurons pas trop de l'ensemble du Parti devant la tâche immense qui nous attend pour redresser les négligences passées. C'est pourquoi l'unité du Parti est nécessaire, sur des bases dynamiques et claires, prenant en compte tous les points de vue exprimés dans le débat.
« Je veux limiter… » (inaudible), a dit quelqu'un dans unCongrès Socialiste resté célèbre. Les enjeux ne sont jamais comparables, mais beaucoup de camarades dans la motion 1 comme dans la motion 2 souhaitent aborder avec gravité et sérieux les questions économiques et politiques qui sont présentement posées au Congrès.
On ne peut préjuger du travail de la Commission des résolutions, mais on peut espérer que le débat qui aura lieu n'abaisse pas la discussion à un niveau dérisoire qui relèverait d'une inaptitude à dompter l'histoire, et qui nous ferait plutôt basculer vers le canular !
Si beaucoup, à travers les motions, veulent la synthèse, c'est bien parce que nous sentons qu'une ombre entre nous serait préjudiciable, dans les moments tumultueux que nous allons être appelés à vivre.
Si la synthèse s'avérait impossible, que ce soit pour constater des divergences politiques majeures vis-à-vis desquelles il faudra se soumettre au jugement de l'histoire.

Si nous savons faire preuve les uns et les autres d'intelligence et d'ouverture d'esprit, l'accord reste possible. Si l'argumentation prend le pas sur l'esprit polémique, s'il ne s'agit plus d'écraser les uns au détriment des autres, l'accord est probable. Si la discussion dépasse le triomphalisme et envisage l'apport positif que peuvent présenter certaines idées contenues dans la motion 2, l'accord se fera.
Camarades délégués, de vos fédérations et de vos motions, ce sont vos points de vue que vos mandants de la Commission des résolutions auront à prendre en compte. Songeons donc, au moment où tout le monde ici s'accorde à considérer la reconquête de l'opinion comme la priorité des priorités, à l'impact et au retentissement qui se manifesteraient dans les sections, premier rôle de notre rassemblement, première base sans laquelle rien ne serait possible.
Sans les militants, sans la substance de ce Parti, rien n'aurait été possible. Sans eux, rien dans l'avenir ne se fera. C'est donc d'abord vers eux que doivent se tourner nos pensées avant d'aborder la discussion finale. Ceux qui pèseront sur nos décisions de demain porteront une lourde responsabilité. Il faut la mesurer et savoir ramener les intérêts de circonstance à leur juste proportion.
Songeons simplement et mettons en balance d'une part le désarroi et le scepticisme de nos militants devant une direction et un Parti qui seraient partagés, d'autre part l'atout essentiel d'un Parti rassemblé, serré et faisant front sur des bases claires.
Pour mesurer ce qui est en jeu, imaginons donc une synthèse dynamique et mobilisatrice. Imaginons qu'à des circonstances provisoirement contraires, le Parti serait capable d'opposer une allégresse qui se rit de l'adversité. (Applaudissements)

Le Président - Avant l'intervention de Pierre Mauroy, je donne la parole à Jacques Huntzinger, Secrétaire national aux relations internationales.

Jacques Huntzinger
Chers camarades, à l'occasion de ce Congrès à Bourg-en-Bresse, le Parti Socialiste accueille plus d'une centaine de délégations étrangères venues de tous les continents.
Parmi elles, l'ensemble des partis frères de l'Internationale Socialiste, européens, latino-américains, méditerranéens, africains, mais aussi un grand nombre de mouvements de libération nationale, de partis progressistes du tiers-monde qui ont lutté et qui luttent pour la préservation de leur identité, pour recouvrer leur territoire, contre des régimes dictatoriaux et autoritaires. Du VDR salvadorien, de la résistance afghane, ou de nos amis socialistes philippins, le Parti Socialiste se sent proche, et il réaffirme son amitié et sa solidarité active.
Nous accueillons également un certain nombre de Partis Communistes avec lesquels nous avons établi un dialogue ces dernières années, que nous entendons maintenir malgré les divergences existantes, et malgré les difficultés et les tensions des relations Est-Ouest.
Nous accueillons aussi certains mouvements qui, sans être des partis, expriment des aspirations politiques ou sociales que nous partageons. Je pense à Solidarité, je pense à la Charte 77. (Applaudissements)

Nous accueillons enfin certaines forces politiques du tiers-monde qui ne sont pas socialistes, mais qui sont nos invités en raison des liens anciens ou récents noués entre notre Parti et les leurs.
Les Socialistes français ont voulu depuis longtemps, dans la perspective d'un nouvel internationalisme qu'ils veulent développer, pratiquer un dialogue très large et très franc avec l'ensemble des forces politiques qui déclarent s'inspirer du Socialisme.
Notre conception du Socialisme est parfaitement connue, et notre appréciation sur les diverses versions du Socialisme également. Mais, chers camarades, c'est une raison de plus d'être attentifs et ouverts à toutes les expériences, aux réussites comme aux échecs, menées en Europe et dans le monde.
S'il est vrai que d'un certain côté, le Socialisme a accumulé beaucoup de contradictions, s'il est vrai qu'il reste à construire, finalement les réalités du moment ne sont pas toutes décevantes. Je ne veux pas seulement parler de notre propre espoir de maintenir en France le socle du Socialisme, je veux surtout évoquer ce qui se passe près de nous, en Europe du Sud, où pour la première fois tous les principaux pays sont gouvernés par les Socialistes. (Applaudissements)
Je veux enfin évoquer le formidable espoir de changement qui est apparu en Amérique latine, et notamment au Chili, et qui est symbolisé ici par la présence de notre camarade socialiste Ricardo Lagos. (Applaudissements)
Chers camarades, nous exerçons le pouvoir depuis plus de deux ans dans un contexte international de plus en plus difficile et tendu, du fait de l'aggravation de la crise internationale. Nous venons de vivre des événements dramatiques. Mais rappelons-nous à ce moment les drames des autres, ceux qui meurent de faim au Brésil, ceux qui meurent pour leur liberté, ceux qui meurent à cause du racisme ou de l'apartheid.
Quelle est la situation actuelle de la société internationale ? Eh bien il n'y a plus à proprement parler de société internationale. C'est la jungle internationale !
La contradiction est formidable entre les principes que nous mettons en avant pour la transformation de cette société et les réalités actuelles de cette société. Contradiction entre l'appel de Cancun et le blocage complet du Nord-Sud ; contradiction entre le discours de la Knesset et le blocage complet de toute solution politique au Moyen-Orient pour la coexistence des peuples ; contradiction entre le discours du Bundestag et le blocage complet des négociations de Genève, contradiction entre le discours de François Mitterrand à New-York et le blocage complet du désarmement.
Certains mettent en œuvre leur force et leur puissance contre les principes fondamentaux.
Alors, que faut-il faire ?
Eh bien, chers camarades, aujourd'hui nous sommes exposés en première ligne, nous, la France, et il faut montrer une fermeté encore plus grande pour défendre les principes auxquels nous sommes attachés, spécialement là où nous avons des responsabilités historiques et des liens traditionnels de présence et d'amitié.
Le tiers-monde est embrasé par les conflits : manifestons encore plus fermement notre solidarité.
Certains peuples du tiers-monde n'ont pas encore acquis leur liberté politique et leur

indépendance : en Afrique australe. D'autre peuples du tiers-monde sont opprimés ou occupés par des forces et des puissances étrangères et luttent pour le rétablissement de leur indépendance : je pense au Cambodge et à l'Afghanistan.
Les problèmes qui nous sont posés sont ceux de la sécurité et de la liberté de ces peuples. Mais je voudrais ajouter ceci après ce qui s'est passé cette semaine à Grenade : quelle que soit l'évolution interne d'un régime, on ne peut accepter l'idée d'une intervention extérieure pour renverser un régime quelconque. (Applaudissements)
On doit affirmer le droit pour un Etat d'Amérique centrale d'avoir un régime politique et idéologique différent de celui des Etats-Unis, si l'on veut continuer à affirmer le droit pour la Pologne d'avoir un régime différent de celui de l'Union Soviétique.
Chers camarades, le monde vit plus que jamais dans une paix armée, lourde de dangers pour l'humanité. Les Socialistes français n'ont pas besoin qu'on leur fasse la leçon en matière de désarmement. Jaurès, Briand, Jules Moch dans les années 50, François Mitterrand dans ses propositions de décembre 1977, le Parti Socialiste depuis 1981, dans sa brochure, ont montré que le Parti Socialiste a toujours manifesté en la matière clarté, dynamisme.
Je voudrais ajouter qu'en matière de détente, il y a débat aujourd'hui entre Socialistes sur la détente. Nous ne pouvons plus avoir la politique de la guerre froide, mais nous ne pouvons plus avoir non plus la politique classique de la détente. Nous devons discuter entre Socialistes.
Enfin, je voudrais dire quelques mots sur l'Europe.
L'Europe demeure pour nous un continent décisif. Il est décisif pour la paix, chers camarades. Les conflits peuvent se produire dans tout autre continent que l'Europe, mais aucun conflit armé ne peut avoir lieu en Europe, parce que l'Europe est une poudrière bloquée.
L'Europe est également le carrefour pour une coopération internationale Nord-Sud.
Enfin l'Europe demeure le continent décisif pour le Socialisme, en raison de la force du mouvement ouvrier.
Eh bien, chers camarades, un espoir est celui de la relance de la Communauté européenne. Cette Communauté est en crise profonde. Si une relance communautaire n'intervient pas très vite, la crise est telle que la C.E.E. va connaître un déclin irréversible et se disloquera. Nous n'y avons pas intérêt. Il nous faut renforcer la Communauté par une politique industrielle, par une politique sociale, par l'adaptation de la politique agricole commune. Mais il nous faut également réussir l'élargissement de le Communauté ; c'est un impératif politique majeur pour la Communauté que nos camarades espagnols et portugais soient parmi nous. (Applaudissements)
Cela pose des problèmes économiques réels. Il faut résoudre ces problèmes économiques et les surmonter, tous ensemble ; il faut la volonté politique nécessaire pour faire cela, tous ensemble.
Pour conclure, je dirai que le cap actuel est difficile à passer. Je l'ai dit : la France est en première ligne. Ce qui nous attend n'est pas la mer des félicités, chers camarades.

Nous avons trois enjeux : la réponse socialiste à la crise, la paix et la sécurité collective, et l'Europe.
Nous avons des faiblesses, nous avons des contradictions, nous avons des atouts ; gardons confiance dans le Socialisme, chers camarades ! (Applaudissements)

Le Président - Camarades, nous sommes très nombreux dans cette salle ; même les lève-tard nous ont rejoints.
La parole est maintenant à Pierre Mauroy, Premier ministre.
(Très vifs applaudissements)

Pierre Mauroy
Chers amis, chers camarades, mesdames, messieurs, depuis dix ans déjà le monde est en crise ; depuis dix ans le dérèglement s'accentue. Aux perturbations monétaires engendrées par la politique unilatérale des Etats-Unis sont venues s'ajouter la flambée des prix de pétrole puis celle de toutes les matières premières. Avec l'arrêt de la croissance qui en résultait, nous avons vu des pans entiers de notre industrie d'effondrer, tandis que montait inexorablement la marée du chômage.
Des pays de plus en plus nombreux sont au bord de la faillite, des millions d'hommes sont une fois de plus marginalisés, brisés par la nouvelle révolution technologique.
Au nord du Pacifique se constituent de nouvelles puissances industrielles ; déjà, elles rivalisent avec nous, demain elles seront chaque jour davantage des concurrents redoutables.
Une nouvelle carte du monde est en train de se dessiner sous nos yeux. Dans le climat de tension qui en résulte, les tentatives de déstabilisation se multiplient sur tous les continents. Dans la Méditerranée occidentale croisent des flottes puissamment armées. Sur tous les continents, à l'exception de l'Europe, des conflits armés se poursuivent. L'inquiétude gagne les peuples. Il importe donc plus que jamais de faire montre de cette forme de sagesse que sont, en politique, la mesure et le sang-froid.
Il importe que la France porte témoignage, la France qui a renoué avec ses valeurs de base, les valeurs de liberté, de justice et de fraternité, des valeurs que nous avons portées dans l'opposition, des valeurs que nous portons au pouvoir ; une France qui, par la voix du Président de la République, sait rendre l'espoir aux peuples du tiers-monde - nous savons tous que l'appel de Cancun raisonne encore dans la conscience des peuples - ; une France qui, par la voix du Président de la République, sait parler le langage de la paix mais aussi de la fermeté - le discours de François Mitterrand devant le Parlement a clairement traduit la volonté d'exister de tous les européens - ; une France qui sait souffrir et défendre ses amis et ses idéaux, et nous avons tous présents à l'esprit l'image du Président de la République, entouré des volontaires français (applaudissements) sur les ruines de Beyrouth, les ruines dans lesquelles cinquante-six jeunes Français ont trouvé la mort parce que des mains criminelles tentent désespérément de fermer les chemins de la paix. (Applaudissements très vifs)
Cette présence de François Mitterrand, au Liban c'est l'image de la France d'aujourd'hui, de la France que nous sommes ensemble en train de construire, une

France force de paix et de justice sur une planète à nouveau hantée par le spectre de la guerre.
La tension qui règne actuellement va encore monter dans les semaines qui viennent, avec l'installation de fusées Pershing sur le territoire de plusieurs de nos alliés européens. Et chacun comprend bien que face à cette situation, les pays les plus troublés soient d'abord ceux qui sont les plus exposés. Je pense, bien sûr, à la République fédérale d'Allemagne.
C'est pourquoi il est si important que la France s'exprime haut et fort sur ce sujet, ce que fait le Président de la République à l'occasion de ses voyages. Car si la France n'est pas partie prenant des décisions de l'Otan, elle est concernée au premier chef par la sécurité de l'Europe, et donc par l'équilibre des forces sur notre continent.
Face à la montée des périls, les pacifistes s'inquiètent et se mobilisent ; même si leur réponse ne nous paraît pas appropriée, nous devons comprendre leur émotion. Ils veulent parler ; nous aussi. La paix, qui est la grande espérance des peuples, la paix en faveur de laquelle la France ne cesse d'œuvrer, ne résulte pas seulement des proclamations de foi ; il ne suffit pas de la souhaiter sincèrement pour l'obtenir, la paix doit être construite par l'action des sommes.
Nous sommes contre l'installation des missiles intermédiaires, et d'abord là où ils sont déjà trop nombreux, je veux dire à l'Est. (Applaudissements)
La paix doit être construite à partir d'une double démarche.
D'abord, un équilibre des forces, un équilibre que nous souhaitons établir au plus bas niveau possible, mais un équilibre. Permettre à un pays ou à une alliance d'acquérir un avantage, ouvrir ce que les militaires appellent « une fenêtre de vulnérabilité », c'est prendre le risque que celui qui se juge en possession de forces soit tenté d'exploiter cette situation.
C'est l'équilibre des forces qui depuis quarante ans a permis que le continent européen vive en paix. Voilà pourquoi nous sommes favorables au déploiement des missiles de l'Otan. Il faut en effet rétablir l'équilibre que les Soviétiques ont rompu avec leurs SS 20.
Mais l'équilibre des forces ne suffit pas, il est indispensable dans le même temps de faire disparaître, ou tout au moins de faire diminuer les causes de tension. Ces tensions sont politiques, elles sont aussi sociales ; interdire aux Polonais le droit à un syndicalisme libre ne fait qu'aggraver les tensions. (Applaudissements)
Soutenir militairement les oligarchies familiales qui exploitent l'Amérique centrale ne contribue pas à diminuer les tensions, loin de là. (Applaudissements)
Il est indispensable de faire disparaître les causes de tensions qui provoquent ensuite des conflits. En réalité, lorsque la justice sociale progresse, les tensions diminuent et la paix se renforce. En réalité, lorsque la démocratie progresse, les tensions diminuent et la paix se renforce.
Voilà notre message, voilà notre politique. (Applaudissements)
Voilà pourquoi, chers camarades, chers amis, nous sommes pour l'équilibre ; voilà pourquoi nous sommes pour la justice sociale ; voilà pourquoi nous sommes pour la démocratie. C'est la politique de la France, parce qu'une large majorité de Français

l'ont souhaitée ; c'est, depuis toujours, notre politique, celle des Socialistes, celle de la gauche. Toute politique qui recherche ainsi l'équilibre doit être conduite avec précision et avec mesure. C'est ce que nous faisons au Liban, c'est ce que nous faisons au Tchad, c'est ce que nous faisons dans les relations Est-Ouest.

Lorsque j'entends dans l'opposition certains jouer les va-t-en guerre, lorsque j'ai entendu M. Gaudin récemment, à l'Assemblée nationale, j'ai envie de leur demander, et qu'ils répondent clairement et franchement : faut-il marcher sur Damas, faut-il déclarer la guerre à la Libye, faut-il rompre nos relations diplomatiques avec l'Union Soviétique, faut-il organiser le blocus des pays de l'est ?

Nous faisons œuvre de paix, donc de dialogue. Nous ne prendrons pas la responsabilité d'exacerber les passions. Mais, que personne ne s'y trompe, la France saura exercer son droit de légitime défense. Déjà notre aviation est intervenue contre les batteries, au Liban, et, croyez bien, nous le savons, on nous a tué nos soldats à Beyrouth.

La France fait œuvre de paix, mais elle sait être ferme.

A chaque fois que ce sera nécessaire, la France s'exprimera, elle portera témoignage.

Elle vient de le faire à propos de l'admissible invasion de la Grenade (applaudissements) car le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes doit être respecté par tous, il doit être respecté partout, et d'abord par ceux qui sont les plus puissants ! (Vifs applaudissements)

J'ai exprimé notre condamnation à la tribune de l'Assemblée Nationale. Je l'ai fait car les Etats-Unis ne seraient pas nos alliés, ils ne seraient pas nos amis, si la franchise ne présidait pas à nos relations.

A chaque fois qu'elle le pourra, la France agira.

Elle le fait, par exemple, en soutenant les efforts des pays du groupe Cantadora dans la crise d'Amérique centrale.

A chaque fois qu'elle le devra, la France interviendra partout où sa responsabilité est directement engagée.

La France assume son rôle. Elle fait face. La France est ainsi fidèle à son Histoire, à sa place dans le monde et aux responsabilités qui en découlent.

La France est un acteur du monde.

Au-delà du Liban, vous savez bien ce qui est aussi en jeu : c'est le contrôle de la Méditerranée orientale ; depuis longtemps déjà, les Soviétiques ont traversé les Dardanelles. Et à ceux qui nous demandent quelle est la mission du contingent français à Beyrouth, je répondrai seulement : s'interposer entre des armées étrangères, n'est-ce pas une mission ? Eviter l'élimination physique des combattants palestiniens, n'est-ce pas une mission ? (Applaudissements) Empêcher un nouveau massacre des innocents, comme à Sabra et Chatila, n'est-ce pas une mission ? Déminer une ville au profit de la population civile, n'est-ce pas une mission ? (Applaudissements) Permettre la renaissance d'un Etat et donner naissance à une réconciliation nationale, n'est-ce pas une mission ?

De plus en plus, dans la communauté internationale, les soldats ont ce type de mission et deviennent les soldats de la paix ! Craignez, Monsieur Messmer, que s'ils

devenaient des soldats de la guerre, ce serait, hélas, pour l'inévitable !
Au-delà du Tchad, vous savez bien que ce qui est aussi en jeu, c'est l'équilibre de l'Afrique noire. Accepter la remise en cause des frontières issues de la décolonisation, c'est provoquer le chaos. C'est d'ailleurs ce que les dirigeants algériens m'ont dit, lorsque je leur ai rendu visite, et je dois dire que leur résolution à ce sujet m'a impressionné. Accepter que les Américains s'installent au Tchad, c'est nécessairement accepter que les Soviétiques viennent dans leur sillage ; le couple infernal se serait reformé et l'Afrique francophone à son tour serait devenue l'un des enjeux de la tension Est-Ouest.
Camarades, chers amis, à chaque fois que des initiatives soviétiques portent atteinte aux équilibres de la planète, la France dit non ! Elle dit non pour l'Afghanistan, elle dit non pour la Pologne, elle dit non pour le Boeing sud-coréen ! (Applaudissements)
A chaque fois que des initiatives américaines menacent les équilibres du monde, la France dit non ! Elle dit non pour le Chili, elle dit non pour le Nicaragua, elle dit non pour la Grenade ! (Applaudissements)
Telle est la logique profonde de notre démarche. (Vifs applaudissements)
Nous disons non aux hégémonies, parce que nous disons oui à la paix.
Nous disons non à la loi du capital, parce que nous disons oui à l'humanité, parce que nous sommes socialistes.
Oui, mes camarades, il existe une autre logique que celle de la force, une autre logique que celle de la puissance, une autre logique que celle du capital. Cette autre logique, notre logique, c'est celle du droit et celle de l'homme ! Cette autre logique, c'est celle d'une communauté internationale mieux organisé et plus active, d'une communauté internationale, en un mot, plus solidaire.
Voilà pourquoi nous souhaitons la reconstruction d'un système monétaire stable. Voilà pourquoi nous demandons l'élargissement des ressources des organismes financiers internationaux. Voilà pourquoi nous oeuvrons en vue d'accroître les politiques communes au sein de la Communauté européenne, une Communauté qui se trouve actuellement à un tournant capital de son histoire ; frappée durement par la crise, dotée de procédures qui fonctionnent avec difficulté, elle a pratiquement épuisé ses ressources budgétaires propres. Depuis des années, elle n'est plus la source principale des innovations scientifiques et technologiques, elle est donc menacée, à terme, de se trouver réduite au rôle de sous-traitant des grandes puissances industrielles du 20Ième siècle.
L'Europe doit continuer de se construire, sous peine de se défaire. S'arrêter, c'est reculer. Voilà pourquoi la France demande l'élargissement des ressources communautaires. Voilà pourquoi la France propose de nouvelles politiques communes. Voilà pourquoi la France lie l'entrée de l'Espagne et du Portugal au renouveau de la Communauté elle-même. (Applaudissements)
Quelles sont les échéances des prochains mois ?
Dans quelques semaines, le Conseil européen d'Athènes sera appelé à se prononcer sur une réforme de la politique agricole commune, sur les principes qui régiront à l'avenir le financement de la Communauté, et sur les conditions du développement

des politiques communes nouvelles.
Le 1er janvier 1984, la France succédera à la Grèce à la Présidence du Conseil des communautés. Nous aurons pour tâche prioritaire de poursuivre le travail engagé à Athènes, de prendre des initiatives dans les domaines politique, social, industriel, commercial et monétaire, et de conduire les négociations d'adhésion avec l'Espagne et le Portugal.
Les élections européennes auront lieu, vous le savez, le 17 juin prochain. Elles seront l'occasion de dresser un bilan complet de l'évolution de la Communauté, de définir les orientations pour l'approfondissement de la construction européenne, en un mot de porter le débat européen devant les peuples.
Nous devons nous préparer à affronter ces échéances avec la ferme volonté de poursuivre l'œuvre entreprise dans les années cinquante et consacrée par la signature du Traité de Rome.
Nous souhaitons que la Communauté surmonte la crise actuelle. Nous ne voulons pas qu'elle sorte amoindrie ou défigurée du Conseil européen d'Athènes. Nous voulons que les problèmes soient traités au fond, que les solutions retenues soient durables et équitables, que la Communauté dispose des moyens d'affirmer son identité, sa solidarité. Nous voulons que l'Europe devienne chaque jour un peu plus une réalité de notre vie quotidienne comme de la vie internationale.
Le Conseil européen de Stuttgart a défini, sous l'impulsion de la France, une méthode, un calendrier et des objectifs précis.
La politique agricole commune exige des aménagements substantiels, mais la réforme de cette politique est incompatible avec une approche étroitement budgétaire. Nous demandons que l'on parte de la réalité économique de l'agriculture européenne et que les solutions soient fondées sur les trois principes de base de la politique agricole commune : l'unité de marché, la solidarité financière, et la préférence communautaire. (Applaudissements)
Déjà, l'adoption du règlement « fruits et légumes » a levé un obstacle important.
Nous voulons construire l'Europe, parce que nous voulons un monde plus solidaire, c'est-à-dire un monde en paix. Tel a toujours été le sens de notre combat depuis un siècle, tel est notre combat aujourd'hui.
En achevant ce trop rapide tour du monde, au nom du Président de la République et au nom du gouvernement, je veux saluer les délégations internationales nombreuses présentes à ce Congrès : celles de notre vieux continent, moulées dans une même histoire, soucieuses d'un nouvel élan et d'un nouvel avenir, celles des jeunes nations qui luttent pour leur développement, porteuses des valeurs qui sont aussi les nôtres, la solidarité et la justice.
Ces valeurs, la solidarité, la justice, et celle de la liberté, j'ai voulu les honorer ce matin en me rendant au Val d'Enfer, pour me recueillir, au nom du gouvernement, devant le monument des Maquisards de l'Ain.
Ces valeurs, ce sont celles défendues dans cette belle ville de Bourg-en-Bresse par le député-maire, Louis Robin, que je salue ; ce sont celles défendues par les Socialistes de l'Ain, animés par Alain Coquard.

Ces valeurs, ce sont les vôtres, celles du Parti Socialiste, celles de la gauche. (Applaudissements)
J'ai choisi de vous parler d'abord du monde dans lequel nous vivons, mais notre responsabilité première, c'est la France, et c'est donc à elle que je consacrerai à présent mon propos, d'abord pour dire ce que nous avons fait, ensuite pour relever tout ce qui reste à réaliser.
La presse, que je salue, nous a entendus hier, elle nous entend aujourd'hui, parler d'une même voix, d'un même langage, pour exprimer une même conviction.
J'ai beaucoup apprécié, comme Socialiste et comme chef de gouvernement, le discours de Lionel Jospin, Lionel Jospin qui symbolise, par sa culture politique, par son âge et son autorité, l'espérance que nous partagions, avec François Mitterrand, au Congrès d'Epinay (vifs applaudissements), Congrès d'Epinay que nous n'avons jamais considéré comme une naissance - le Socialisme est né avant - mais que nous considérons tous comme notre « ressourcement ».
Je remercie devant vous Lionel, pour ses efforts répétés, permanents, pour faciliter la liaison entre le gouvernement et le Parti.
Je remercie également Pierre Joxe pour ce qu'il a dit hier, pour ce qu'il fait et fera à la tête du groupe parlementaire qui, sans défaillance, a donné son soutien au gouvernement. (Applaudissements) J'y associe, bien sûr, autant les députés que les sénateurs.
Même voix, même langage, même conviction chez les ministres.
Pour Gaston Defferre, qui nous a rappelé à Marseille que les combats les plus difficiles sont les plus beaux (applaudissements) et que même lorsque la bataille est difficile, jusqu'à la dernière minute il ne faut pas désespérer ! (Applaudissements)
Même voix, même langage, même conviction pour Roger Quilliot, ministre, aujourd'hui redevenu militant, et vous l'avez entendu, pour Paul Quilès, militant, nouveau ministre, mais qui ne cesse pas d'être militant.
Oui, même voix, même langage, même conviction.
Camarades, chers amis, comme il existe deux logiques dans le monde, il existe deux logiques dans notre société : celle de la force et celle de la justice ; celle de l'égoïsme et celle de la solidarité ; celle du capital et celle de l'homme. De tous temps, nous avons choisi notre camp, de tous temps nous avons choisi notre combat, alors ne vous étonnez pas des coalitions qui se forgent contre nous. La lutte que nous avons engagée n'est pas gagnée, le soir d'une victoire éclatante, c'est une œuvre de longue haleine, c'est au moins l'œuvre d'une législature, d'un septennat, et bien davantage encore. C'est une lutte de tous les jours, vous le savez, et sur tous les fronts. Cette lutte est nécessairement contrastée, nous marquons des points un jour, mais nous pouvons enregistré un revers le lendemain.
Au cours de ces trente mois, nous avons déjà accompli une œuvre considérable, décisive, je ne sais pas si elle est historique, mais je sais déjà que presque tous les manuels de droit sont à réformer et à réécrire. (Applaudissements)
Vous entendez dire autour de vous que nous aurions eu tort de respecter les engagements que nous avions pris ensemble devant le pays, mais de juin 1981 à juin

1982, qu'avons-nous fait sinon semer les graines des moissons de demain ? Qu'avons-nous fait d'autre que d'ouvrir aux Françaises et aux Français des droits nouveaux dont à présent nous devons les aider à se saisir ?
Il ne fallait pas ? Ce n'était pas le moment ? L'argument n'est d'ailleurs pas nouveau. Souvenez-vous du gouvernement de Vichy cherchant à expliquer la défaite de 40 par l'instauration des congés payés à l'initiative du gouvernement du Front populaire, et en 1945, dans une France ravagée par la guerre, il n'aurait pas fallu créer la Sécurité sociale ?
La gauche, heureusement, est passée outre. A écouter la droite, ce n'est jamais le moment de faire des réformes sociales. (Applaudissements)
Ce n'est jamais le moment de donner de nouveaux droits aux travailleurs (vifs applaudissements). La droite a bénéficié de plusieurs décennies de croissance exceptionnelle, et même pendant cette période, ce n'était pas à ses yeux le moment d'introduire la démocratie à l'entreprise, de décentraliser la gestion du pays, et de réduire la durée du temps de travail (applaudissements). Ce n'était pas le moment, parce que pour elle, ce n'est jamais le moment (vifs applaudissements).
Eh bien, nous, nous avons fait ce que nous avions promis. Dans le lot, nous avons même fait ce que la droite promettait depuis vingt ans et qu'elle n'avait jamais réalisé.
Je ne regrette rien, nous ne regrettons rien, ne regrettez rien. La période de l'état de grâce restera dans la mémoire collective de ce pays, comme une période de progrès exceptionnels, comme en 1936, comme en 1946. (Applaudissements).
Cette première année dans laquelle nous avons bâti le socle du changement, elle est légitime, toute notre démarche pour aujourd'hui comme pour demain. Je tiens à vous le dire, à vous à qui j'ai des comptes à rendre au moins en tant que Socialiste, qui parmi nous aurait accepté d'assumer les fonctions de Premier ministre en disant au pays : « Je ne souscris pas aux engagements pris devant le pays » ? Si nosu n'avions pas tenu nos engagements, aurions-nous le droit de rappeler le pays à l'effort, aurions-nous le droit de demander des sacrifices ?
Certes, il nous a fallu, en juin 1982, procéder à une adaptation. La France ne peut pas ignorer l'environnement international, et d'abord l'environnement économique. Les économies européennes sont trop interdépendantes pour que les choix de nos partenaires ne pèsent pas sur notre pays et sur notre propre conduite du pays. Nous nous sommes installés dans la gestion, parce que nous sommes installées dans la durée. Il s'agit là encore d'un événement historique pour la gauche française, jamais elle n'était restée plus d'un an au pouvoir. Elle accomplissait son programme, puis bon gré, mal gré, elle se retirait de la conduite de l'Etat.
Nous voulons, quant à nous, durer, nous le pouvons, et nous le devons. (Applaudissements). Nous avons pris les mesures d'adaptation qui s'imposaient, et je le dis, la rigueur est une méthode, ce n'est pas une finalité politique. (Applaudissements)
La rigueur est nécessaire pour que notre politique réussisse, elle ne constitue pas notre politique. Mais la rigueur, il ne suffit pas d'en parler, il ne suffit pas de s'en

réclamer, il faut d'abord savoir l'accepter pour soi-même. C'est ce que je demande à chaque ministre, à chaque catégorie sociale, et à chaque Français. D'ailleurs, ne nous y trompons pas. L'opposition elle-même commence à s'inquiéter de notre bilan. Pour avoir annoncé une catastrophe qui ne se produit pas, elle se trouvera toujours davantage prise de cours.

Monsieur Barre sera contraint d'admettre que - je le cite - « Les résultats sont moins inquiétants que par le passé. » Il pense bien sûr à notre passé, mais nous, nous pensons au sien ! Nous avons un jeune passé, il a un lourd passé. (Applaudissements)

Monsieur Léotard parle même - je le cite - « d'ébauche de succès ». La droite au pouvoir n'avait pas su répondre à la crise, elle n'a pas su y répondre hier, elle ne sait toujours pas y répondre aujourd'hui. Il suffit d'ailleurs d'écouter ses principaux animateurs pour mesurer l'ampleur de leur désaccord sur ce qu'il conviendrait de faire.

Jacques Chirac, a oublié le gaullisme (brouhaha), veut par exemple revenir sur les nationalisations, les nôtres, celles du Général de Gaulle, hélas ! et même celles de Colbert.

Raymond Barre se montre plus circonspect et estime que les Français ne permettraient pas la remise en cause des nationalisations de la libération.

Il est vrai que dans l'opposition, on n'est guère regardant sur les arguments, par les temps qui courent. Ne nous a-t-on pas accusés de transformer la France en goulag, et de vouloir parquer les Français dans des camps militaires, tout cela parce que nous avons renforcé le contrôle des changes. Vous savez que je n'invente rien, tout ceci vous l'avez lu, comme moi. Comme vous, j'assiste à cette poussée de poujadisme, qui conduit un jour les médecins, le lendemain les entrepreneurs des travaux publics à s'offrir à grand prix - à grand prix, on ne pouvait pas faire cela nous - de pleines pages de publicité dans les journaux pour dénoncer la politique du gouvernement.

Non, notre lutte n'est pas finie. Il nous faut lutter contre cet égoïsme catégoriel ; il nous faut faire triompher les valeurs de justice et de solidarité ; il nous faut poursuivre la politique dans laquelle nous sommes engagés.

Monsieur Barre parle d'économie artificielle et de manipulations des indices. Serait-il jaloux ? Je vous rappelle en effet que la droite n'avait jamais réussi depuis 1973 à amener le taux d'inflation en-dessous de 9%. Monsieur Barre n'aime pas qu'on le lui rappelle. C'est la réalité, il était, il est toujours « Monsieur 14% » ! (Applaudissements) Nous, au gouvernement, nous pensons descendre à 5%.

J'ajoute qu'il est absolument faux de dire que les résultats que nous avons obtenus sur le front des prix sont artificiels. En 1983 les tarifs publics ont systématiquement été majorés d'un taux égal à notre objectif initial de hausse des prix, c'est-à-dire 8%.

Quand M. Barre parle de manipulations des indices, il parle en expert, eh oui, il l'est sûrement ! Lorsqu'il est parti en 1981, il avait si bien différé les hausses de tarifs publics pour des raisons électorales que nous avons dû, dès juillet 1981, décider une hausse de 22% pour le gaz et de 15% pour l'électricité. (Applaudissements)

Oui, dans la lutte contre l'inflation, ce vieux mal français, nous sommes en train d'obtenir les meilleurs résultats de ces dix dernières années. Nous les obtenons alors

même que dans certains secteurs des services, les accords de modération ne sont pas toujours respectés.
Cette situation est d'autant plus inadmissible qu'il s'agit de prix abrités, je veux dire de prix qui ne sont pas comme ceux des produits industriels soumis à la concurrence internationale.
L'Etat exerce des contrôles, il vient même de les renforcer, mais dans ce domaine, comme dans bien d'autres, l'Etat ne peut pas tout. Il faut que les consommateurs se mobilisent, il faut qu'ils s'organisent, et je compte sur les militants de gauche, sur les militants Socialistes, pour prendre part à ce combat décisif. (Applaudissements)
Mobilisez-vous, organisez les consommateurs, aidez-nous à lutter contre la hausse des prix (applaudissements). Limiter l'inflation, c'est préserver le pouvoir d'achat, limiter l'inflation c'est garantir les chances de la France, limiter l'inflation c'est la tâche de Jacques Delors, ministre de l'Economie et des finances, c'est la tâche du Premier ministre, de tout le gouvernement.
Mais l'inflation, ce n'est pas seulement la hausse des prix, c'est aussi les anticipations et l'évolution des revenus. En ce qui concerne les anticipations, je confirme une fois de plus la détermination du gouvernement de parvenir une inflation de 5% à la fin de 1984 (applaudissements). Ce qui comptera à la fin de cette année, c'est moins le taux d'inflation, environ 9%, que la pente sur laquelle nous serons engagés. En fin d'année, nous allons être chronométrés par un examen de passage ; si nous avons une seconde de retard sur notre programme de course, cela signifie simplement qu'il faut accélérer et donc redoubler d'efforts. Cela ne signifie pas que le record ne va pas tomber à la fin de l'année 1984.
L'inflation diminue d'ailleurs progressivement : au cours des trente derniers mois, nous avons réduit la différence qui existait entre notre rythme d'inflation et celui de nos principaux partenaires, ce différentiel est aujourd'hui stable. Notre objectif c'est de rattraper nos principaux partenaires. Pour le second semestre de cette année, nous allons être sur une pente de 6 à 7% ; les 5% en 1984 sont donc à notre portée.
Il faut le vouloir, et nous le voulons. Le cap des prochains mois sera décisif, comme seront décisifs les prochaines négociations salariales.
Je veux à ce sujet relever les propos de M. Gattaz. Non, Monsieur Gattaz, le gouvernement n'a pas programmé de baisse de pouvoir d'achat.
Il cherche au contraire à maintenir le pouvoir d'achat, et nous le savons après deux années au cours desquelles les Français ont bénéficié de la plus forte hausse de pouvoir d'achat du monde, je dis bien du monde.
Cela, il ne faudrait tout de même pas l'oublier.
Sur la période 1981-1982, la progression du pouvoir d'achat a en effet était en France de près de 5%. Pendant le même temps, nos voisins allemands ont vu leur pouvoir d'achat baisser de 3% ; il en est de même pour les Belges et les Italiens.
Nous continuerons donc à nous préoccuper du pouvoir d'achat et en tout état de cause, le maintien du pouvoir d'achat des plus bas sa[1]aires doit être garanti, en dépit des difficultés économiques actuelles, je dirais même à cause d'elles, nous devons poursuivre la politique contractuelle. Seuls les accords peuvent constituer l'élément

de stabilité indispensable à la bonne marche de notre économie et donc au succès de notre politique de redressement national.
La conclusion, cette année, d'accord annuels dans le secteur public a constitué un atout important ; je regrette que le patronat n'ait pas pu parvenir au même résultat dans de nombreuses branches du secteur privé.
Pour 1984, dans le cadre de cet effort de toute la nation contre l'inflation, nous devons poursuivre dans cette voie, nous devons continuer de fixer le calendrier des hausses salariales de manière prédéterminée sur la base fixée par le gouvernement en matière de prix.
L'inflation, ne l'oubliez pas, c'est ce mal impitoyable qui a contribué à miner la gauche en 1936, comme à la libération. Nous en avons tiré la leçon, nous faisons déjà mieux que la droite, ne relâchons pas notre effort.
Nous faisons baisser l'inflation sans plonger le pays dans la récession ; contrairement à certaines visions catastrophiques, le niveau d'activité s'est maintenu.
Nos entreprises accentuent leur effort d'exportation et la consommation ne s'est pas effondrée. Vous savez bien que c'est dans le domaine du commerce extérieur que nous obtenons le redressement le plus rapide et le plus sensible. Nous atteindrons nos objectifs qui sont, je vous le rappelle, de retrouver une situation d'équilibre à fin de 1984.
Il est donc faux de dire, dans ces conditions, que la France ne serait pas en mesure de profiter d'une reprise de l'économie mondiale, si cette reprise devait être stable et durable. Bien au contraire, toute l'action que nous menons a pour objectif premier de permettre à la France de profiter au mieux de cette reprise.
Dans ce bilan, je voudrais surtout insister sur le fait que la France est le seul pays de la Communauté européenne, le seul hélas, où le chômage cette année n'ait pas augmenté. Il y a plus de deux ans, en septembre 1981, j'avais pris l'engagement à la tribune de l'assemblée nationale, de contenir le chômage à deux millions pour la fin 1982. Vous connaissez les chiffres de cette fin d'année 1983.
Souvenez-vous, à l'époque, des sarcasmes et du scepticisme se sont manifestés. Cet engagement pour la fin 1982, nous l'avons tenu. Le pouvoir récuserait ce résultat ? La droite préfère à présent se pencher sur les effectifs industriels plutôt que sur le monde des demandeurs d'emploi.
Quelle a donc été l'évolution des effectifs salariés en 1982 puisqu'il s'agit des seuls résultats définitifs disponibles ? Il est vrai que les créations d'emploi ont eu lieu principalement dans le tertiaire. Bien que négative, l'évolution des effectifs industriels a été nettement meilleure au cours des deux années précédentes, elle a même été meilleure que durant toute la période 1974-1979.
Cette moindre décroissance des effectifs industriels ne s'applique pas par la seule conjoncture, elle résulte de la politique active de l'emploi qui a été menée par le gouvernement, et je veux souligner à cet égard l'impact significatif qu'a eu la réduction de la durée du travail. On estime son incidence à la création de 70 000 emplois, dont 40 000 dans l'industrie. Nous devons donc continuer dans cette voie par une démarche contractuelle comme elle est prévue dans le 9ème plan.

(Applaudissements)
Le chômage : je voudrais, devant vous, répéter ce que nous n'avons pas cessé de dire depuis 1981, nous mettrons en œuvre pour le contenir, oui, nous préférons un retraité à un chômeur, d'où la politique des contrats de solidarité ; oui nous préférons un jeune en formation professionnelle plutôt qu'un chômeur, et c'est pourquoi nous avons ce programme ambitieux de 850 000 jeunes en stage de formation professionnelle (applaudissements) ; oui, nous ne laisserons pas le chômage filer et nous le disons pour ceux qui, âgés de plus de 55 ans, qui ont travaillé et qui ont travaillé au lourd et qui ont travaillé durement, pour ceux qui sont en mauvaise santé, pour ceux qui ont plus d'un an de chômage, pour ceux-là, oui, le moment est venu et au fur et à mesure que des problèmes se poseront, nous adapterons une politique, car le chômage, nous le savons, n'est pas seulement un fléau collectif qui frappe une nation, c'est une angoisse individuelle, et c'est pourquoi nous traiterons le chômage par une gestion individualisée, personnalisée. (Applaudissements)
Il n'y aura pas, nous n'en avons pas les moyens, de généralisation abusive, mais nous avons la volonté de contenir le chômage, nous avons la volonté de donner davantage de flexibilité au marché de l'emploi en nous efforçant de ne pas laisser filer le chômage bien au-delà des deux millions de chômeurs actuels, et deux millions c'est encore trop, et un chômeur pour nous ce serait encore beaucoup trop.
Voilà notre philosophie et voilà notre politique. (Applaudissements)
Chers amis, voilà ce que nous avons fait, voilà ce que la droite appelle une politique artificielle. Nos résultats sont en vérité son échec. Un échec qui pourrait être plus grave qu'une défaite électorale, car si nous réussissons notre gestion, que devient son avenir ?
Voilà pourquoi les dirigeants de l'opposition ne cessent de nous taxer d'incohérence et d'incompétence, parce qu'ils tentent de retarder la prise de conscience par le pays de l'échec politique de droite. « Incohérence », « incompétence », le choix même des mots traduit le mépris d'une caste qui, pour avoir trop longtemps gouverné, n'admet pas que d'autres puissent aujourd'hui prendre la relève. (Vifs applaudissements)
Pensez donc, si après avoir été tant d'années dans l'opposition, les représentants des ouvriers, des employés, des salariés, peuvent aujourd'hui diriger le pays, c'est que le monde a la tête à l'envers, la droite ne peut l'imaginer, et sur ce plan-là, le combat n'est pas seulement politique, je dirais qu'il est culturel d'une certaine manière. (Applaudissements)
Le vocabulaire est toujours révélateur en politique. Faites attention au vocabulaire de la droite, il nous indique quels sont les combats de demain, il nous montre tout ce qui nous reste à réussir.
La droite cherche à monopoliser à son profit l'idée de liberté, l'école libre, la libre entreprise, le libre-échange, tels sont les slogans, et nous savons tous ici que c'est sur le thème de l'école que s'effectuent les principales mobilisations. (Applaudissements)
Il s'agit d'un enjeu décisif, puisque, face à la mutation industrielle et technologique actuelle, c'est tout notre appareil de formation qui doit être repensé, qui doit être rénové.

Voilà notre principal objectif.
Déjà, nous avons engagé un effort exceptionnel en faveur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, déjà 20 000 enseignants formés à l'utilisation pédagogique de l'informatique et 20 000 autres d'ici fin 1984. Il convient que l'indispensable rénovation de notre système éducatif s'effectue en coordonnant les efforts et non en les dispersant, et si l'enseignement public doit incontestablement s'adapter, je veux dire aussi a cette tribune qu'il est depuis trop longtemps et trop souvent dénigré sans raisons. (Applaudissements) L'enseignement public assume les lourdes charges qui sont les siennes alors que même pendant des années et des années, il a été, par la droite, privé des moyens indispensables. Voilà la réalité ! (Vifs applaudissements)
Et parmi tous ceux qui, aujourd'hui, se plaisent à instruire son procès, chacun distingue bien des arrière-pensées. Nous avons pris des engagements. Nous avons entendu les organisations laïques. Rassemblons donc les capacités éducatives du pays pour réussir le passage d'un âge industriel à un autre.
Voilà quelle devrait être la règle ; voilà en tout cas ce que nous proposons. Il ne s'agit pas de guerre scolaire, il ne s'agit pas de se bloquer sur les principes, soyons clairs. Si nous commençons par poser des problèmes de principe, nous ne trouverons pas de solution. Plus d'un siècle de notre Histoire nationale en témoigne.
Alors, adoptons une démarche pragmatique ; résolvons les problèmes concrets qui se posent ; mettons en place une carte scolaire ; supprimons dans ses excès la loi Guermeur ; terminons-en avec le vide juridique qui existe en matière d'obligation de financement ; réglons le statut des personnels. Vous comprendrez que je n'en dise pas davantage, soucieux de respecter le délai donné par le ministre de l'Education nationale, le gouvernement parlera avant la fin novembre.
Quant à tous ces vertueux défenseurs de la liberté, il me semble que dans leur combat, ils oublient un chapitre important : je veux parler de l'information, de la presse. Ils ont pendant un quart de siècle contrôlé les chaînes de radio, de télévision, jamais ils n'avaient envisagé de créer une haute autorité pour permettre à la liberté de s'exprimer vraiment, jamais ils n'avaient accepté des radios locales pour permettre au pluralisme d'exister réellement (applaudissements). Ils avaient même poursuivi de nombreux responsables du parti et inculpé François Mitterrand ! (Applaudissements)
Nous, ces réformes, nous les avons faites et nous allons continuer. Il faut que le pluralisme de la liberté soit garanti également par la presse écrite.
Il y a quelques jours encore un titre était à vendre, un des titres les plus prestigieux de la Résistance, le titre du journal d'Albert Camus, je veux parler de « Combat », et lorsque le représentant du groupe financier s'est présenté, toutes les générations qui participent à « Combat », tous ceux qui ont participé à ce combat de « Combat » se sont dressés unanimes pour refuser que le symbole d'un débat d'idée, qu'un des symboles de notre démocratie, soit rabaissé au rang d'un objet mis aux enchères. (Applaudissements)
L'exercice de la démocratie exige le pluralisme et la clarté. Il faut donner un coup d'arrêt à la constitution de monopoles de presse toujours plus puissants et toujours

plus monolithiques. (Applaudissements)
Il faut avoir réellement le capital des entreprises de presse (très vifs applaudissements)... Je n'ai pas fini...
Les résistants l'avaient bien compris, une ordonnance a été prise dans ce but en 1944, sous l'autorité du Général de Gaulle, elle n'a jamais été appliquée, il faut lui rendre force de loi (applaudissements) en l'adaptant aux réalités de la presse contemporaine.
Chers amis, chers camarades, je vous le demande : faut-il le faire ?

La salle - Oui !

Pierre Mauroy - Eh bien ! nous le ferons !

La salle - Oui, oui ! (Applaudissements)

Pierre Mauroy - Notre liberté, c'est d'abord de garantir le pluralisme, c'est d'organiser la liberté, pour permettre la démocratie. (Applaudissements)
La liberté de la droite, c'est en réalité, celle du renard dans le poulailler, c'est la loi du plus fort, c'est-à-dire la loi de la jungle. Derrière son discours se cache, vous le savez, un profond égoïsme ; derrière le discours libéral de la droite, nous assistons à la réhabilitation des procédés élitistes qui peuvent prendre des formes caricaturales. N'a-t-on pas vu le maire de Paris rétablir dans un théâtre de la ville les soirées en robe du soir et en smoking que le nouvel administrateur de la Comédie-Française vient de supprimer ? (Sifflets dans la salle)
Une partie de la droite sent d'ailleurs cette grave faille. C'est pourquoi Valéry Giscard d'Estaing invente à présent la notion du « libéralisme social » (huées). Sa tentative semble, il est vrai, moins significative que l'évolution à laquelle nous assistons sur le terrain.
Dans un premier temps, c'est toute une partie des militants de l'extrême droite qui ont rallié qui l'U.D.F., qui le R.P.R. Le mouvement s'était amorcé avant mai 81, souvenez-vous de l'horloge d'un certain Club (rires)… L'évolution s'est accélérée depuis trente mois ; voici ensuite qu'au détour d'une élection partielle, une alliance électorale en bonne et due forme est conclue entre une formation ouvertement xénophobe, pour ne pas dire raciste. Un combat local ? Absolument pas. Cette décision est cautionnée par les principaux dirigeants de l'opposition et d'abord par Monsieur Jacques Chirac (applaudissements et huées). Il y a quelques jours à peine, un sondage nous révèle que si une très grande majorité des Françaises et des Français récuse l'extrême droite, il se trouve une majorité de sympathisants R.P.R. pour accepter une alliance avec ces marginaux de la République.
Nous devons donner un coup d'arrêt à cette dérive. Nous devons stopper cette montée des thèses néo-conservatrices, des thèses réactionnaires. Nous ne devons pas abandonner au nom des nécessités quotidiennes de la gestion le terrain du débat des idées. (Applaudissements)
Jacques Chirac va chercher son inspiration dans les thèses ultra-libérales de Ronald

Reagan. Il oublie de dire ce que ces thèses signifient dans la vie quotidienne des Américains. Il ne parle pas de l'abandon des programmes de protection sociale. Il ne dit pas que, seuls, les plus riches peuvent s'offrir des interventions chirurgicales coûteuses. Il oublie de dire que l'enrichissement de quelques uns est fondé sur la stabilisation d'un cinquième de la population des Etats-Unis. Il oublie de dire que la relance industrielle s'effectue grâce à l'exploitation de couches toujours renouvelées d'immigrants plus ou moins clandestins. Ils sont aujourd'hui plus de dix millions dans ce cas, Portoricains, Cubains, Mexicains. Cette logique, nous la refusons. (Applaudissements)

Nous nous référons à une autre logique. Oui, il y a deux logiques, mes camarades, mes amis. On peut sans doute sortir de la crise à la manière de Ronald Reagan ou de Madame Thatcher. On peut même sans doute réussir la nouvelle mutation technologique comme le capitalisme a déjà, à deux reprises, réussi sa révolution industrielle, au prix du sacrifice d'une ou deux générations de travailleurs.

C'est à cause de ce gâchis humain, c'est en révolte à ces souffrances et à ces sacrifices que le mouvement socialiste est né. Le défi auquel nous sommes aujourd'hui confrontés, c'est de réussir la nouvelle révolution technologique, sans la payer par le sacrifice des travailleurs de France, sans la payer par le sacrifice des générations montantes. Voilà la signification véritable de la politique du gouvernement de gauche (vifs applaudissements).

Ce pari, bien peu de pays au monde tentent de le relever. C'est vrai que la politique française est différente, elle le restera.

Oh ! certes, il est des règles qui s'appliquent à tous, qu'ils soient de droite ou de gauche, les gouvernements sont contraints de respecter les grands équilibres économiques.

Aucun cas ne peut durablement dépenser plus qu'il ne gagne. Nous avons pris les décisions indispensables pour garantir ou rétablir ces grands équilibres.

Chers camarades, la reconquête de l'opinion passe par ce débat d'idées, elle passe par l'affirmation des valeurs de la gauche, face, et je dirais même contre, des références de la droite.

Ce combat, ni une élection, ni un texte de loi n'en décide. Ce combat, il dure depuis le fond des âges, c'est celui des forces de progrès contre celles du conservatisme. Imaginez l'historien qui, dans vingt ans, relira les journaux d'aujourd'hui. Imaginez ce qu'il pensera de notre société quand il constatera que les réformes et comment nos réformes, toutes nos réformes, ont été calomniées, dénaturées, attaquées. Imaginez ce qu'il pensera quand il relira les attaques indignes qui ont été colportées contre tel ou tel ministre, contre tous ceux qui sont les animateurs de la gauche centre le gouvernement. Imaginez ce qu'il pensera quand, analysant la campagne des dernières élections municipales, il constatera comment la droite a délibérément incité à la haine contre les travailleurs immigrés, sous prétexte de se préoccuper de la sécurité de nos villes et de nos villages ! (Applaudissements)

Ce combat, vous le savez bien, n'est pas nouveau pour nous, parce que le Président de la République est l'un des nôtres, parce que nous disposons d'une large majorité à

l'Assemblée Nationale, ne croyez pas que nous avons gagné, la droite n'a pas renoncé, elle ne renoncera jamais. Depuis trente mois, nous avons changé la loi, il nous faut encore changé la société, c'est-à-dire les comportements et la hiérarchie des valeurs. Il y faudra du temps, il y faudra des efforts, nos efforts, vos efforts. La droite française a le culte du patrimoine bien plus que le culte du profit. Elle préfère la terre et la pierre à l'industrie. C'est cet état d'esprit qui explique sa tendance permanente à l'immobilisme. Il explique le retard industriel considérable que nous avions accumulé au cours de la dernière décennie, un retard que nous ne soupçonnions pas avant d'arriver au pouvoir.

Changer les mentalités, c'est donc d'abord donner aux Français le goût d'entreprendre, la volonté de se battre sur les marchés du monde, de conquérir, c'est réconcilier les Français et leur industrie. Depuis trop longtemps, l'élite de notre jeunesse préfère se placer au service de l'Etat plutôt qu'au service de l'économie. Trop de jeunes préfèrent construire une carrière à partir de l'Ecole nationale d'administration plutôt que de créer des entreprises et de tenter leur chance. (Applaudissements)

Il en résulte un état d'esprit de caste trop fortement outré dans la haute fonction publique. Je n'en veux pour preuve que la campagne actuelle contre la troisième voie à l'E.N.A. (Applaudissements)

Changer les mentalités, c'est donc aussi poursuivre et accentuer la démocratisation des sommets de l'Etat. Changer les mentalités, c'est encore faire vivre dans l'entreprise les droits nouveaux des travailleurs. Les réformes que nous avons décidées ne doivent pas se limiter à un dialogue entre les directions d'entreprises et les responsables syndicaux au niveau le plus élevé. Il faut qu'à la base, les choses changent aussi. C'est à vous qu'il appartient de réaliser ce changements dans les ateliers et dans les bureaux.

Je voudrais justement conclure, chers camarades, sur ce problème de la relation qui doit exister entre le Parti Socialiste, entre les formations qui appartiennent à la majorité, et le gouvernement. Personne n'a jamais voulu réduire les militants de gauche au seul rôle de propagandistes du gouvernement, mais cela ne signifie pas que ce rôle ne doit pas être tenu.

Je viens de vous dire que la montée des idées conservatrices a débuté avant même notre arrivée au pouvoir ; elle s'est développée dans une certaine confusion d'abord, au nom des charmes supposés de la croissance zéro, on a commencé par s'en prendre au développement industriel, puis de fil en aiguille, à la notion même de progrès.

Ensuite, face aux contraintes imposées par la crise, on a vu progressivement resurgir la vieille règle, chacun pour soi. Des évolutions significatives et profondes se sont dès lors enclenchées. Les Socialistes ont gouverné l'Europe du Nord pendant les années de croissance et de prospérité. A l'époque, il s'agissait pour l'essentiel de répartir le bien-être. C'est à cela que les socio-démocrates se sont surtout consacrés.

Après dix années de crise, après une longue période de récession face à la montée du chômage et à la baisse du pouvoir d'achat, les grands partis socio-démocrates ont vu leur influence diminuer. Plusieurs ont perdu la responsabilité du pouvoir. Par une

sorte de paradoxe de l'histoire, les pays d'Europe traditionnellement gouvernés par la droite ont suivi l'évolution inverse, et dans des conditions certes bien différentes, le Portugal, l'Espagne, l'Italie, la Grèce, sont aujourd'hui comme la France gouvernés par les Socialistes. Tout ceci traduit en profondeur un certain désarroi de nos contemporains, un désarroi qui est encore accentué par les tensions internationales que j'évoquais au début de mon intervention.

L'opinion française, comme toutes les opinions publiques occidentales, a besoin de retrouver des points de référence à un certain ordre des choses, et c'est justement dans cette période que nous devons conduire le changement.

Reconquérir l'opinion, cela signifie lui rendre une grille de lecture du monde, lui expliquer où nous allons et comment nous y allons - et comme le dit justement Lionel Jospin dans l'Unité et il l'a redit hier -, expliquer qu'il vaut mieux traverser la crise avec la gauche qu'avec la droite, expliquer que la crise n'est que la manifestation extérieure d'une mutation plus profonde. Un monde meurt, mais un autre est en train de naître et nous sommes à la charnière.

Dites que nous ne laisserons pas cette mutation s'effectuer au détriment des travailleurs. Dites que nous ne paierons pas notre renouveau industriel au prix de la protection sociale des Français.

Nous ne ferons pas ce que fait la droite là où elle est au pouvoir. Ce que nous ferons, et comment nous le ferons est écrit noir sur blanc ; cela s'appelle le 9ème Plan. C'est lui qui balise notre route pour les cinq années qui viennent.

On vous dit que nous oublions nos propositions. Mais les 110 propositions de François Mitterrand sont pour l'essentiel réalisées ou en cours de réalisation !

On vous dit que nous n'avons plus de projet : mais il est disponible, il a été voté par le Parlement, la loi d'exécution va être débattue dans les prochains jours, et si certains cherchent je ne sais quelle autre politique, c'est qu'ils ignorent ces données simples, et qu'ils ignorent ce texte.

Je souligne même que cette adoption du Plan avant la date de son entrée en application est un phénomène exceptionnel dans l'histoire de la planification française.

Ces deux plans avaient déjà été votés dans les délais, les deux qui ont sans doute le plus marqué notre histoire : il s'agissait en effet du Premier Plan, le Plan Monnet, et du 5ème Plan, le Plan Massé.

Avec le 9ème Plan, nous nous donnons les moyens de moderniser la France, de rattraper notre retard structurel, nous créons les conditions qui nous permettront de retrouver la croissance la plus forte possible, le moment venu.

Expliquer l'avenir et en débattre avec les Français, c'est déjà le préparer avec eux. Préparer l'avenir avec les Français, c'est se mettre en situation de pouvoir le construire ensemble, c'est assurer demain notre réussite collective.

Nous avons ensemble placé ce Congrès sous le signe de la reconquête de l'opinion. Pour mener à bien cette reconquête, il nous faut être à la fois des femmes et des hommes de rassemblement, d'authenticité et de fraternité.

De rassemblement, d'abord. La famille socialiste a toujours été composée de

sensibilités diverses. Les Socialistes ne peuvent attirer à eux que si eux-mêmes sont rassemblés. La gauche ne peut espérer mobiliser que si elle demeure unie. L'union de la gauche reste notre stratégie. (Applaudissements)
Rassemblement, donc, mais authenticité aussi, car dans le grand débat d'idées qu'il nous faut mener, la gauche ne sera réellement offensive que si elle exprime les valeurs qui sont les siennes. Nous sommes des héritiers, ne l'oublions pas. Demeurons fidèles à notre histoire. Toute collectivité, si elle fait le sacrifice de sa mémoire, ne tarde pas à se disperser, à se dissoudre.
Rassemblement, authenticité, mais aussi fraternité. Nous sommes des hommes d'ouverture, nous ne sommes ni des dogmatiques ni des sectaires.
C'est notre ouverture, d'ailleurs, qui plait aux Français.
Alors, soyons fraternels dans nos comportements entre nous, pour témoigner devant le pays de notre capacité à construire une société différente. C'est cela aussi, changer la vie.
A la droite, chers amis, chers camarades, Mesdames, Messieurs, je veux dire que notre victoire finale est inéluctable. Aussi vrai que le jour succède à la nuit, aussi vrai que la bourgeoisie a succédé à la noblesse, oui, nous aurons la victoire un jour, et nous commencerons aujourd'hui. Il dépend de vous que cette réussite que nous souhaitons aujourd'hui se réalise le plus tôt possible, dès maintenant, ici, en France et maintenant.
A la gauche, à toute la gauche, en m'adressant à toutes les formations, les Radicaux de gauche, le P.S.U., les organisations de gauche, mais plus particulièrement à ces deux partis anciens qui ont traversé bien des épreuves, qui paradoxalement ont été forts et faibles alternativement, je veux dire : vous vous réaliserez, y compris dans vos différences, en marchant côte à côte ! Vous ne vaincrez la droite qu'en étant ensemble.
Vous ne répondrez à l'espoir du monde, représenté ici par de nombreuses délégations internationales, qu'en assurant et en assumant le septennat et la réussite du septennat de François Mitterrand ! (Applaudissements)
Alors, camarades, chers amis, vive notre réussite et vive la gauche, et vive la France !
(L'assemblée, debout, applaudit chaleureusement Pierre Mauroy.)

Le Président - Camarades, nos travaux se poursuivent après cette intervention.
Les orateurs suivants vont être Jean-Michel Richard, puis Christian Goux, président de la Commission des finances de l'Assemblée Nationale.

Jean-Michel Richard
Chers camarades, les orateurs se suivent et ne se ressemblent pas, c'est bien ce que je vois ! Mais enfin, il en fallait bien un pour intervenir après Pierre Mauroy. C'est moi, tant pis... (Applaudissements)
Je voudrais à cette tribune parler des problèmes qui touchent la jeunesse et qui nous concernent tous, jeunes et moins jeunes, militants du Parti Socialiste.
Depuis deux ans, le Secrétariat à la jeunesse a accompli un travail énorme de

développement et de dynamisation du Mouvement de la jeunesse socialiste.
Présent dans vingt-cinq fédérations, le Mouvement de la jeunesse socialiste existe aujourd'hui dans quatre-vingt-onze. Un tel accroissement est le résultat de la volonté de fer du Secrétaire national à la jeunesse pour développer à l'intérieur du Parti Socialiste un mouvement de jeunesse digne de ce nom.
Mais un tel accroissement signifie aussi que les jeunes, quoi qu'en dise la droite, font toujours confiance à la gauche et au Socialisme pour résoudre leurs problèmes. (Applaudissements)
Il importe donc pour le Parti Socialiste, et si vous m'écoutez, je pense pouvoir vous aider, d'être à la hauteur de cette confiance, et donc de bien connaître l'ensemble des problèmes qui touchent la jeunesse d'aujourd'hui.
Les jeunes sont frappés de plein fouet par la crise. La génération des années quatre-vingt n'a rien à voir avec celle des années soixante ou de l'après-guerre. La jeunesse d'aujourd'hui est une privilégiée du chômage : trois chômeurs sur cinq ont moins de vingt-cinq ans.
Les jeunes ont souffert de l'absence de politique dans leur direction de la part des gouvernements de droite. Comment se fait-il qu'en 1981, des lycées d'enseignement professionnel préparaient les élèves à des C.A.P. dont les seuls débouchés étaient l'A.N.P.E. ? Qui oserait nier la lourdeur d'un tel héritage ?
Comme l'a dit hier Alain Barrau, la droite a laissé une situation inacceptable : sélection par l'échec dans le système scolaire, sélection impitoyable par le marché du travail, formation professionnelle inexistante ; pas moins de 300 000 jeunes quittent le système éducatif sans formation chaque année.
La description pourrait être longue...
Face à de tels enjeux, le gouvernement de la gauche et le Premier ministre Pierre Mauroy ont bien compris l'importance du problème de la formation professionnelle des jeunes. Un rapport a été demandé à Bertrand Schwartz sur l'insertion sociale et professionnelle. Un effort sans précédent a été réalisé dans ce domaine, avec notamment le plan 16-18 ans mis en place dès la fin de 1981.
François Mitterrand, Président de la République, l'a dit lui-même, d'ici à 1985, aucun jeune ne doit arriver sur le marché du travail sans une formation professionnelle sanctionnée par un diplôme.
De par l'accroissement du Mouvement de la jeunesse socialiste, en deux ans, on peut affirmer que les jeunes ont été sensibles aux efforts déployés par le gouvernement dans leur direction.
En cette période de crise plus qu'en toute autre sans doute, les jeunes sont prêts à prendre toutes leurs responsabilités, pour peu qu'ils se sentent associés et insérés dans une politique globale.
En 1981, ils n'ont pas pardonné à la droite de les avoir ignorés trop longtemps. En 1986, ils jugeront la gauche sur les réalisations qui les touchent de près. Il faudra donc régler impérativement avant cette date quelques problèmes sérieux.
La réduction à six mois de la durée du service national... (Applaudissements)
Un proverbe dit : « Chose promise, chose due. » Pas un seul jeune n'acceptera qu'une

telle promesse ne soit pas tenue.
En 1981, nous avons créé la confiance, rendu l'espoir au peuple de gauche, grâce aux 110 propositions. C'est un contrat passé avec ces gens : ou nous l'honorerons, ou nous trahirons, et si dans l'application de ces propositions nous rencontrons des difficultés, il nous faut parler, expliquer. Le silence en la matière ressemble trop à un renoncement.
La rigueur sera d'autant plus facile à accepter qu'elle sera expliquée au peuple, justifiée à l'opinion publique. Il faut donc expliquer sans se lasser, être conscient qu'aucun choix politique en période de crise ne saurait se passer d'une explication sérieuse.
Voilà donc quel doit être notre travail de militant.
Face aux problèmes de la paix, le gouvernement et le Parti ont dit quelle était leur position. Elle est juste, nous devons la défendre, nous devons l'expliquer.
Les jeunes, particulièrement sensibles sur ce problème, sont prêts à s'associer à un grand nombre d'initiatives dans ce domaine, sans toujours discerner quels sont les objectifs réels des organisateurs.
Pour mieux défendre notre position dans un contexte international particulièrement tendu, pour ne pas laisser le terrain de la paix au Parti Communiste en France, pour ne pas se cantonner dans une attitude essentiellement négative consistant en appel de nos participations à telle ou telle manifestation, le Mouvement de la jeunesse socialiste et la fédération des Bouches-du-Rhône proposent à l'ensemble du Parti Socialiste l'organisation à Marseille d'une grande manifestation sur le thème « Paix et solidarité internationale ». (Applaudissements)
Les jeunes sont prêts à se mobiliser en France sur des thèmes de générosité et de solidarité. Dire qu'aujourd'hui, ils ne sont pas mobilisables, c'est mal les connaître !
Je terminerai en citant quelques phrases du message à la jeunesse de Pierre Mendès France en décembre 1955. Ce sera une façon pour les jeunes Socialistes de rendre hommage à ce grand homme.
« Vos problèmes s'identifient évidemment avec ceux d'une nation qui a le souci de son avenir. C'est dans ce sens qu'on a pu dire qu'il n'y a pas de questions qui soient particulières à la jeunesse. Mais il est tout aussi exact de dire que la gravité d'une question se mesure à la façon dont elle affecte la jeunesse.
Oui, penser constamment à vous, c'est la seule manière de construire toujours en fonction du futur, c'est la seule méthode pour être certain de ne jamais sacrifier l'avenir au présent, ce qui est en définitive le devoir suprême de l'homme d'Etat. »
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le Président - La parole est maintenant à Christian Goux.

Christian Goux
Chers camarades, comme vient de le dire le Premier ministre, et hier comme l'a dit le Premier Secrétaire de notre Parti, il faut que nous nous demandions, dans le cadre de

ce Congrès, quelles lois, quelle politique, quelle économie peuvent être en harmonie avec les immenses changements de la technique et de la communication, sans entraîner, ce qui est la pire des plaies pour l'homme, le chômage, sans perdre notre indépendance nationale, c'est-à-dire la liberté de décider pour notre peuple, sans céder sur les acquis conquis dans les luttes depuis un demi-siècle et confortés singulièrement depuis deux années - je veux parler de la protection sociale -.

En période de crise, lutter contre le chômage est difficile, qui le nierait ! Notre pays est depuis deux ans et demi engagé dans une politique originale, différente de celles de ses partenaires. Nous devons faire face à des résistances considérables tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Nous privilégions l'emploi là où d'autres pays choisissent le chômage. Ni dominants, ni dominés, nous n'acceptons les lois d'une division internationale qui n'est favorable qu'aux plus forts.

Mes chers camarades, pour suivre la politique de l'emploi menée depuis deux ans et demi exige de ne pas prendre le risque de se voir imposer une politique contraire par les forces hostiles à notre projet.

L'indépendance est à trois conditions :

- le rétablissement de l'équilibre du commerce extérieur,
- la maîtrise des prix,
- le contrôle des budgets publics, qui permettra le maintien et l'amélioration de la protection sociale.

Vous le savez, depuis trente ans, et même depuis un siècle, le déficit extérieur est un problème lancinant pour notre pays.

Ses causes sont profondes, ses origines sont anciennes et se lisent dans la profonde dégradation de notre industrie. Celle-ci n'a pas été en mesure de faire face à une relance pourtant modérée de la demande, ce qui a entraîné l'aggravation très forte du déficit extérieur et de l'endettement.

Poursuivre dans cette voie n'est pas possible. L'indépendance de notre pays exige l'indépendance économique et financière. Faute d'un redressement rapide, et fort heureusement commencé, d'un retour à l'équilibre extérieur vers la fin 1984, notre pays se verrait imposer par ses créations une politique économique contraire au projet de la gauche, en même temps qu'à ses intérêts. Au-delà du rééquilibrage, il faut même viser à l'excédent pour payer la charge des dettes extérieures. Sans cela, rien ne sera possible.

Renforcer les exportations, ralentir la croissance de nos importations par des mesures qui ne sont pas conjoncturelles, telle est la voie que nous avons choisie et dans laquelle nous devons persévérer.

Mais la tendance à une inflation rapide est une autre caractéristique de notre économie. Les raisons en sont profondes et touchent à la fois aux structures et aux habitudes. L'inflation contribue à déséquilibrer nos échanges et donc à affaiblir notre monnaie.

Les résultats acquis depuis deux ans sont là, puisque le taux d'inflation a été ramené de près de 15% l'an à moins de 10%.

Mes chers camarades, il reste encore à faire. Il faut parvenir à maîtriser les prix aussi

bien que nos partenaires et ramener l'inflation au niveau qu'elle atteint chez les principaux d'entre nous. C'est un impératif pour lever la menace qui pèse sur notre monnaie dès que nos coûts et nos prix vont plus vite que les leurs. Et, Didier Motchane, on ne saurait accepter durablement de compenser les écarts de prix par des réajustement de change.

Dévaluer est toujours une mauvaise chose (applaudissements). Cela appauvrit le pays, dévalorise le travail des Français, accrédite l'idée d'une incapacité à gérer l'économie, et met la France dans la catégorie des nations faibles.

Et je voudrais ici dire à ceux de nos camarades qui sur ce sujet ne sont pas d'accord avec nous, que la monnaie est une affaire trop sérieuse pour la faire bouger en fonction de raisonnement économiques dont on sait la fragilité.

Sans maîtrise des prix, la dévaluation est inévitable, et il n'y a pas d'autonomie possible.

Mes chers camarades, la maîtrise des prix est une condition essentielle, pas suffisante. Je voudrais ici vous rappeler qu'une politique des prix est une politique des revenus. En effet, que représentent pour les acheteurs les prix ? Pour l'un, qui est entrepreneur, c'est un moyen de restaurer son excédent brut d'exploitation ; pour l'autre, qui est agriculteur, il s'agit d'un élément déterminant de son revenu.

Chers camarades, pendant longtemps la politique des revenus a été refusée parce qu'elle était une simple politique des salaires. Mais alors que depuis deux ans et demi, les salariés ont manifesté la conscience qu'ils ont prise des difficultés économiques d'aujourd'hui, aujourd'hui la difficulté vient de ce qu'une politique des prix, c'est une politique des revenus non salariaux.

J'en viens maintenant au problème des déficits publics.

Le déficit budgétaire, tant qu'il reste maîtrisé, est accepté, à condition que son financement n'élève pas à l'excès le niveau des taux d'intérêt et n'écarte pas du marché financier les autres emprunteurs. Mais pour être favorable à l'emploi et rester fidèle à cette option fondamentale qui est la nôtre, notre politique budgétaire doit connaître une évolution des dépenses et des recettes.

Dépenser mieux avant de dépenser plus, c'est-à-dire réorienter les dépenses en fonction des priorités que fixe le Plan, comme le rappelait Pierre Mauroy.

Du côté des recettes, l'ambition doit être de redistribuer la charge fiscale dans un sens de plus grande justice et de meilleure efficacité. Beaucoup a déjà été fait, mais beaucoup reste à faire pour rendre tous les revenus égaux devant l'impôt.

Du côté des dépenses, la protection sociale, chers camarades, ne peut être réduite. Ni la santé, qui est un droit fondamental auquel les Français sont particulièrement attachés, ni la vieillesse, ni le chômage, ni la politique de prestations sociales ne peuvent être mis en cause. Il y a certes des améliorations, des aménagements à trouver, des économies à faire, des distinctions à opérer entre ce qui relève de l'assurance et ce qui relève de la solidarité, mais une vision globale est nécessaire vis-à-vis de l'ensemble des prélèvements fiscaux et sociaux.

La solution, la véritable solution pour équilibrer les comptes des régimes sociaux, qui permette, par un financement plus juste et modernisé, d'éviter chaque année

l'élargissement des assiettes, l'alourdissement des prélèvements nécessaire, et une certaine fiscalisation des charges, s'impose.
Mes chers camarades, la vraie politique d'équilibre des comptes sociaux est une politique de création d'emplois. Et nous voilà ramenés à l'urgence fondamentale qui n'est possible que si le problème des prix, si le problème du commerce extérieur, si le problème du budget public, est résolu. Aucun détour ne dispensera d'affronter cette réalité ; aucun argument ne peut nous y soustraire. Car, chers camarades, c'est sur notre capacité à atteindre nos objectifs que nous serons jugés. Notre Parti est, devant les Français et devant l'histoire, comptable des objectifs et non des moyens pour les atteindre. (Applaudissements)

Le Président - La parole est maintenant à Jean Rousseau, de la fédération du Cher, pour cinq minutes.
Intervenant suivant : Richard Masson, de la Seine-Maritime, puis Alain Busnel.
Est-ce que Jean Rousseau est là ?… S'il n'est pas là, j'appelle Richard Masson, de la Seine-Maritime.

Richard Masson
Camarades, du haut de cette tribune, à maintes reprises, je dois dire à juste titre, des appels à la mobilisation du Parti ont été lancés. Quoi de plus normal pour des Socialistes de se mobiliser pour expliquer la politique du gouvernement issu de son sein ? Oui, nous devons sans répit affirmer notre soutien à l'action gouvernementale. Oui, demain nous devons être une force de propagande encore plus grande. Mais notre action ne peut se résumer à défendre le bien fondé de la gestion quotidienne des affaires de la nation.
Le Parti, force de proposition, doit continuer à mener, comme par le passé, une bataille idéologique, même si nos idées semblent aujourd'hui aller parfois à contre-courant.
Cette bataille d'opinion est vitale pour le Parti, si nous voulons rester, comme nous y a invités notre camarade Poperen, un parti d'idées.
Mais cette bataille d'opinion est aussi capitale pour permettre au législateur, au gouvernement, d'agir demain en pleine phase avec cette opinion.
Parmi les batailles d'opinion à mener, nous sommes quelques-uns à penser que plus que tout autre problème social, le chômage interpelle les Socialistes. Aussi le Congrès doit avoir le courage politique de l'aborder en toute clarté, en toute franchise. Les chômeurs, mais aussi l'ensemble des travailleurs, ne nous pardonneraient pas que nous gardions le silence sur un problème aussi important.
Nous sommes tous d'accord pour dire, et les différents orateurs qui sont passés avant moi à cette tribune l'ont affirmé, nous sommes tous d'accord pour dire que le progrès technologique entraîne la nécessité pour les Socialistes de réduire le temps de travail. Et de plus, je n'ai pas besoin de vous rappeler que cette lutte pour la réduction du temps de travail est une constante dans l'histoire du combat ouvrier.
Aujourd'hui, ce n'est pas cela qui est en cause, mais cependant le débat reste ouvert.

Il nous faut répondre à la question : comment pouvons-nous progresser, sans faire la pause, vers les trente-cinq heures, de façon à apporter une contribution importante et rapide à la réduction du chômage ?
Vous me direz : poser cette problématique n'a rien de bien original. Il est vrai que la Commission nationale entreprises, réunie en séance extraordinaire en juin 1983 sur le thème de l'emploi, a déjà posé cette question et fait un certain nombre de propositions : quarante, très exactement.
Rassurez-vous, je ne vais pas les reprendre toutes, mais permettez -moi d'en citer pour exemple trois :
- Proposition n° 12 : le Premier ministre doit réaffirmer l'objectif des trente-cinq heures pour 1985 ;
- Proposition n° 14 : rendre obligatoire la négociation d'un calendrier de réduction du temps de travail ;
- Proposition n° 15 : convocation d'urgence d'une conférence Etat-syndicats-patronat sur la réduction du temps de travail.

Propositions ô combien importantes et utiles, mais qui procèdent de la même démarche : imposer d'en haut la mobilisation.
S'il est vrai que la négociation est la bonne voie, il est aussi vrai que nous ne pouvons pas attendre tout d'elle en oubliant que le poids des mentalités est aussi une chose importante.
Camarades, la mobilisation ne se décrète pas. Elle sera effective à la seule condition de répondre en toute clarté aux problèmes de l'heure. C'est le prix à payer pour que, dans les entreprises, les militants Socialistes, forts d'une analyse rigoureuse et sérieuse, puissent entrer véritablement en dialogue avec les travailleurs.
Pour notre part, à AGIR, nous avons la conviction que la croissance économique des années prochaines ne produira, au mieux, qu'une réduction faible, voire minime, du nombre des sans emplois. Face à cette situation, la solution pour avancer est bien de lier partage du travail avec un certain partage modulé des revenus, et aussi de réorganiser le travail et de réaliser certains investissements.
Ne vaut-il pas mieux, camarades, agir sur les salaires directs que prélever par les cotisations sociales, et l'impôt ? Cette méthode, la première, a le mérite de dégager une marge de productivité pour les entreprises, les rendant alors plus compétitives, par conséquent cela coûte moins cher pour la collectivité et favorise la croissance. Cette formule est, à nos yeux, dynamique à la fois sur le plan économique et sur le plan social, mais plus encore, elle a une dimension culturelle.
Pourrons-nous, camarades, continuer bien longtemps de faire semblant d'oublier qu'il n'existe plus une seule classe ouvrière, unie et solidaire, mais au contraire une classe ouvrière partagée entre ceux qui, traumatisés par le travail, sont dans l'incapacité de participer à la vie sociale et culturelle, et ceux qui, par bonheur, ont du travail mais n'ont pas le temps de vivre ?
En conclusion, je dirais que notre proposition a l'avantage de lier trois choses : l'efficacité économique, la solidarité culturelle, une dynamique culturelle d'intérêt stratégique pour la marche vers l'autogestion, thèse de droite bien connue.

(Applaudissements)

Le Président - Merci.
J'appelle les orateurs suivants pour qu'ils se préparent : Michel Berson, Essonne ; Jean-Marc Ayrault, Loire-Atlantique ; Bernard Morin, Val-d'Oise.
La parole est à Alain Busnel, de la fédération des Hauts-de-Seine.

Alain Busnel (Hauts-de-Seine)
Allons-nous réussir à redresser la situation de l'emploi ?
Lequel d'entre nous, mes camarades, n'est pas venu à Bourg avec, au fond de lui, cette question, certes angoissante, mais combien décisive ?
Rassemblés autour du texte majoritaire, plus des trois quarts des Socialistes ont dit que la politique d'assainissement économique du gouvernement était la bonne, que c'était la bonne parce qu'elle s'imposait à l'état de la France dont nous avons hérité, que c'était la bonne parce que nous ne construisons pas sur le sable.
Mais ils ont dit aussi qu'il était nécessaire de re mobiliser l'appareil productif, de relancer l'industrie, car c'est une condition indispensable de la réussite sur le front même de l'emploi.
Mobiliser l'industrie, retisser les forces productives en France, il faut bien sûr, pour cela, nous l'avons dit tout au long de ces dernières années, se servir et se servir vraiment du secteur public, il faut redonner vie aux entreprises moyennes et petites aussi, actuellement trop souvent en difficulté et qui représentent pourtant, nous le savons, le principal pourvoyeur d'emplois pour aujourd'hui, et surtout pour demain.
Secteur public, donc. Nous l'avons élargi. Les nationalisations de février 1982, durement combattues par une droite soucieuse de ses privilèges, étaient indispensables, indispensables pour redonner au pays les moyens du redressement industriel.
Faut-il rappeler, mes camarades, que s'ils n'avaient pas été nationalisés, Pechiney Ugine Kuhlmann, Rhône-Poulenc, et peut-être même Thomson, auraient aujourd'hui déposé leur bilan, tant le capital privé les avait conduits au gouffre ?
Faut-il rappeler que les restructurations industrielles, indispensables à la survie de grands secteurs - je pense à la chimie, à l'informatique, au téléphone - auraient été impossibles sans les nationalisations ?
Mais chacun le sait, entre nous, les nationalisations n'ont pas encore donné tous leurs fruits. La démocratie, trop souvent, reste encore à la porte. Les dirigeants conduisent trop souvent des politiques sociales autant ou plus rétrogrades parfois qu'auparavant, et s'opposent souvent ouvertement aux orientations de l'Etat actionnaire.
Et puis, constatons-le, le redressement de nombreuses activités qui étaient celles des entreprises du secteur public, leur restructuration, suppriment parfois des emplois.
Je voudrais devant vous faire trois propositions pour que le secteur public joue pleinement son rôle :
1°) Il me semble indispensable de donner aux entreprises publiques un objectif impératif de maintien de l'emploi. Des consignes doivent être données, très fermes,

pour que les dirigeants des entreprises publiques prennent ce problème à bras-le-corps et le résolvent, même éventuellement en créant dans leur groupe, ou à côté, des entreprises nouvelles par reconversion éventuellement de personnel.
2°) Il faut exiger que ces mêmes entreprises soient, dans la réalité vécue de chacun de leurs établissements, les premiers exemples d'application réelle et authentique des lois Auroux, et je fais là référence à l'intervention de Jean-Paul Bachy.
3°) Mais, mes camarades, il est une troisième proposition qui est, pour moi, la clé de voûte de la mise en œuvre des deux premières : il faut annoncer clairement et dès maintenant aux dirigeants de ces grandes entreprises que le jugement qui sera porté le moment venu - et je pense notamment au moment de leur reconduction - sur leur gestion, intégrera, bien sûr, la conduite financière, économique et commerciale de leurs entreprises, mais également ces deux aspects que je viens d'évoquer, et au même niveau dans la préoccupation de l'Etat actionnaire.
Mais, nous le savons bien, le secteur public, pour les raisons que j'ai évoquées, ne fera pas tout seul et à court terme progresser le problème de l'emploi industriel. Nous avons constaté que ce sont les entreprises, petites ou moyennes, qui peuvent seules créer une dynamique positive de l'emploi dans l'industrie.
Sont-elles assez nombreuses ? Ont-elles assez de ressources humaines, techniques, financières ? Sont-elles assez dynamiques, notamment sur les marchés étrangers ?
Sans doute non, et c'est à cet instant que l'on entend, comme une rengaine, le patron des patrons se lamenter sur les charges des entreprises.
Mes camarades, ne nous y trompons pas, il s'agit là d'un vrai débat politique. Il faut trouver le juste équilibre entre les nécessités du développement du pays et la promotion de la place des travailleurs dans l'économie.
C est vrai, les PME souffrent cruellement du manque de capitaux dont elles ont besoin en propre. Il leur faut donc s'endetter pour investir et fonctionner. Voilà une vraie charge, mes camarades : la charge financière. Elle est trop lourde.
Nous devons soutenir et développer les efforts du gouvernement pour drainer l'épargne populaire vers l'industrie.
Les PME souffrent aussi de l'inégalité de l'assiette des cotisations sociales, qui pénalisent durement les entreprises de main-d'œuvre.
Les PME souffrent enfin des carcans divers, notamment bancaires et parfois administratifs, qui les empêchent de relever les défis de notre temps.
Faciliter le travail des entrepreneurs, permettre à tous ceux, quels qu'ils soient, qui acceptent de mettre leurs efforts au service du développement de l'économie du pays, d'en recevoir une juste récompense.
Les Français, ainsi que l'a dit le Président de la République, doivent pouvoir s'enrichir. Mais à condition qu'ils le fassent en créant des richesses pour tous, de l'emploi, en conquérant des parts de marchés sur les concurrents étrangers. Et nous devons, mes camarades, les y aider. Il faut passer avec eux des contrats.
Réformons, dans le sens d'une plus grande vérité, l'assiette des cotisations sociales pour les travailleurs comme pour les entreprises, réformons progressivement les méthodes de travail des banques et des administrations ; la décentralisation est une

bonne occasion.
Enfin, donnons aux régions les moyens, d'une part, d'orienter l'épargne populaire vers l'industrie, et en même temps de passer, dans le cadre des plans régionaux, des contrats avec leurs PME.
Accès aux capitaux collectés, en échange d'une politique sociale de progrès et du développement des forces productives.
Mes camarades, voilà quelques pistes qui sont un exemple de la façon dont on peut développer les thèses qui sont contenues dans notre motion de rassemblement, la motion n° 1. Point n'est besoin, à mon sens, d'imaginer les éléments d'une politique de rechange pour gagner le pari du redressement national. Notre motion contient, je crois, tout ce qui est nécessaire au rassemblement de l'ensemble des Socialistes. Lionel Jospin s'est déclaré prêt à accueillir autour d'elle nos camarades de la motion 2. Leurs préoccupations sont aussi les nôtres.
Nos réponses, c'est vrai, par le passé ont pu différer, diverger. Les militants ont fait leur choix. Ceux qui voudraient imposer, lorsqu'elles sont contradictoires, des thèses qui n'ont pas reçu l'approbation de la très grande majorité des militants, rendraient, c'est vrai, la synthèse diablement difficile.
Mes camarades, je veux croire que dans notre Congrès, c'est la raison et l'écoute de la voix des militants qui prévaudront sur ce sujet également.
Merci.
(Applaudissements)

Le Président - Merci à Alain Busnel.
Est-ce que Michel Berson est prêt à intervenir ?
J'appelle les orateurs suivants, pour qu'ils se préparent : Jean-Marc Ayrault, Bernard Morin, Roger Fajardie, Michel Charzat.
La parole est à Michel Berson, fédération de l'Essonne, pour cinq minutes.

Michel Berson (Essonne)
Camarades, depuis le Congrès d'Epinay, le Parti s'est développé autour de trois questions :
- Quelle stratégie ?
- Quel programme ?
- Quel candidat ?

A chacun de nos Congrès, ces trois questions ont été posées. Aujourd'hui, elles sont réglées, personne ne les remet en cause.
Le Congrès de Bourg-en-Bresse doit être, pour notre Parti, l'occasion de répondre à une quatrième question, une question à laquelle il ne fut pas répondu depuis dix ans parce qu'elle ne se posait pas vraiment : comment les Socialistes doivent-ils exercer le pouvoir ? Quelle doit être la nature des relations entre le Parti et le gouvernement ?
Depuis plus d'un siècle et jusqu'au 10 mai, les Socialistes n'avaient jamais eu à eux seuls la majorité absolue à l'Assemblée Nationale. Jamais un Premier ministre Socialiste n'est resté au pouvoir aussi longtemps. Le Congrès de Bourg-en-Bresse est

par conséquent le premier Congrès d'un Parti qui a enfin acquis l'expérience de l'exercice du pouvoir, et qui sait ce que sont que les difficultés et les contradictions.
Je dis bien le premier Congrès, car Valence fut beaucoup trop proche de la prise du pouvoir pour que l'on puisse s'interroger véritablement sur la nature et sur les pratiques d'une formation politique qui, hier parti d'opposition, est devenu aujourd'hui parti de gouvernement.
La conception que nous avons du rôle du parti, notamment par rapport au gouvernement, est l'un des thèmes centraux de ce Congrès de Bourg-en-Bresse. Entre le parti et le gouvernement, il ne doit pas y avoir de confusion.
Parti et gouvernement ont leurs responsabilités propres, ce qui revient à rejeter deux conceptions du parti qui n'ont jamais été celles des Socialistes, tout d'abord la conception selon laquelle ce serait le Bureau exécutif, ou le Comité directeur, qui dicterait leurs lois au gouvernement.
Le Bureau exécutif, le Comité directeur ne sont pas les instance suprêmes où se prennent les décision gouvernementales. De même, le Parti n'a pas à être en état de subordination totale et permanente par rapport au gouvernement.
La conception que nous avons du Parti se trouve entre ces deux extrêmes. Le Parti Socialiste est un parti qui concourt avec d'autres, mais plus que d'autres, aux choix faits chaque jour par le gouvernement, puis par le Groupe parlementaire socialiste.
Quand le Parti définit un projet politique, il n'a pas à se demander ce qu'en pense le C.N.P.F. ou tel groupe de pression corporatif, il se détermine en toute liberté.
Le gouvernement, en revanche, chaque fois qu'il propose une réforme, doit nécessairement intégrer des éléments que le Parti, lui, n'a pas à intégrer. Lieu où se gèrent les contradictions de la société, le gouvernement doit tenir compte des rapports de forces qui s'expriment au moment où il prend la décision, entre ceux qui s'opposent au changement et ceux qui en sont les bénéficiaires.
Chaque décision du gouvernement est un arbitrage. En pesant par son action sur les rapports de forces au sein de la société, le Parti Socialiste aidera le gouvernement lors de la prise de décision. A cet effet, le Parti doit remplir trois fonctions esssentielles : être une force de proposition politique ; être une force de conviction idéologique ; être une force de mobilisation populaire.
Le Parti doit être une force de proposition politique. En effet, le débat entre le pouvoir et les forces sociales doit avoir lieu. S'il n'a pas lieu au sein du Parti, alors il aura lieu ailleurs.
Il revient donc au Parti de faire remonter les préoccupations de ceux qui nous font confiance et d'organiser ce débat. Bientôt les 110 propositions de François Mitterrand auront été mises en œuvre, aussi le Parti doit-il, dans les mois qui viennent, reprendre son travail de propositions politiques à la lumière des réformes entreprises dont nous devons être fiers. Si le Parti Socialiste ne faisait pas de propositions nouvelles, alors viendra le temps où les députés seront amenés à se prononcer sur des questions non clairement tranchées par le Parti. Alors le Parti perdrait l'une de ses caractéristiques essentielles, selon laquelle les militants et le Parti doivent toujours avoir la primauté sur les élus. (Applaudissements).

Le Parti Socialiste doit être aussi une force de conviction idéologique, peser sur le rapport des forces et ainsi prendre part efficacement aux décisions gouvernementales. Cela implique que le Parti contribue à forger l'opinion publique, à mener vigoureusement le combat d'idées.
Aujourd'hui, trop d'idées véhiculées par l'opinion publique viennent de la droite. La droite écrit, publie, diffuse ces idées et dénature celles de la Gauche, si bien que trop de Français, oubliant le bilan de nos prédécesseurs, sont aujourd'hui persuadés que les Socialistes menacent les libertés, sont des égalitaires forcenés, des idéologiques dogmatiques, des laxistes capables de faiblesses envers les délinquants, incompétents en matière économique, alors que le laxisme, le sectarisme, l'intolérance, l'incompétence ce sont eux, la droite, Giscard, Barre et Chirac, qui pendant près de dix ans ont ruiné les chances de la France. (Applaudissements)
C'est pourquoi, sur ce terrain idéologique, les Socialistes doivent riposter haut et fort. C'est aussi pourquoi le Parti doit devenir, plus qu'il ne l'a été jusqu'alors, une force de mobilisation populaire.
Mener le combat des idées est nécessaire, mais pas suffisant, pour peser sur le rapport des forces, et prendre part efficacement aux décisions du gouvernement. Il faut aussi mobiliser les couches sociales qui sont favorables à la gauche pour faire appliquer le changement. Depuis deux ans, les gagnants du changement sont restés trop silencieux, ce qui a facilité la mobilisation des forces hostiles au changement et freiné par là même la capacité de réformes du gouvernement.
Il revient au Parti, à ses militants, à ses élus, d'aller franchement à la rencontre de toutes les forces sociales, y compris au devant de celles qui nous sont hostiles. Il faut redonner confiance au peuple de gauche. Une telle démarche aidera le gouvernement à adopter des mesures qu'il adopterait plus difficilement sans cette mobilisation.
Camarades, plus que jamais, l'avenir, c'est-à-dire la réussite de la gauche, dépend de nous, les Socialistes. Les deux ans et demi qui nous séparent de l'échéance de 1986, seront difficiles ; la bataille contre la droite sera dure ; certes, l'arrivée de la gauche au pouvoir fut un événement considérable, mais il ne fut pas sans précédent. En revanche, que la gauche se maintienne au pouvoir, qu'elle réalise son programme, qu'elle commence à transformer la société, qu'elle retrouve une majorité, alors là oui, camarades, ce sera pour notre pays un événement historique sans précédent.
La droite le sait, le peuple de gauche ne semble pas l'avoir vraiment compris aujourd'hui. A nous, camarades, élus et militants, de le lui faire comprendre pleinement. (Applaudissements)

Le Président - Merci Michel Berson.
La parole va être à Jean-Marc Ayrault. Les orateurs suivant seront Bernard Morin, du Val-d'Oise ; Roger Fajardie, du Cher ; Michel Charzat, de Paris ; Bernard Franchon, à qui je demande de se préparer.
La parole est à Jean-Marc Ayrault de la Loire-Atlantique pour dix minutes.

Jean-Marc Ayrault

Camarades, depuis mai 1981, le gouvernement est engagé sur la voie du changement en profondeur de la société française pour plus de justice, et plus de démocratie.

La réalité de la crise du système capitaliste, qui touche l'ensemble des pays industrialisés, mais aussi les pays du tiers-monde, exige de nous la plus grande rigueur dans le domaine économique. La politique d'assainissement engagée par le gouvernement de la gauche doit réussir, et pour cela elle doit recueillir l'adhésion et le soutien du Parti Socialiste, mais aussi de l'ensemble des forces populaires de l'ensemble de ceux qui ont amené la gauche au pouvoir.

L'accompagnement populaire, la mobilisation populaire, sont une des clefs de la réussite. Rigueur économique, rigueur sociale, sont de ce point de vue profondément liées. Mobiliser les masses, mobiliser les travailleurs, conditions essentielles de la réussite, exige que des mesures concrètes, qui se vérifient dans la vie de tous les jours, soient prises et soient mises en œuvre.

Je prendrai à ce sujet plusieurs exemples pour illustrer mon propos. D'abord sur l'école, nous ne voulons rien dire d'autre que la nécessité de tout mettre en œuvre, de rassembler toutes les forces dans leur diversité et leur pluralisme pour qu'enfin soient données à notre jeunesse les mêmes chances pour affronter les réalités difficiles d'aujourd'hui et de demain.

Dans cet esprit, le dualisme scolaire qui continue d'exister ne peut être qu'un frein au développement de cette grande politique. Les proposition qu'Alain Savary a faites vont dans ce sens certes, mais pour ne pas décourager les hommes et les femmes, tous ces militants laïcs dans leur diversité, qui depuis des années et des années luttent pour donner plus de moyens à l'éducation, il faut qu'un processus s'engage rapidement sans attendre et que des mesures concrètes soient prises dès l'année 1984.

Comme l'a déclaré récemment le Premier ministre Pierre Mauroy dans le Nord, la loi Guermeur votée en hâte avant les élections législatives de 1978, est complètement dépassée et inapplicable (applaudissements). Cette loi doit être abrogée, et remplacée par des mesures complémentaires, cela sans attendre, le plus vite possible. Ce serait là, camarades, un geste significatif et encourageant pour tous ceux et toutes celles qui aujourd'hui font preuve de scepticisme, et qui pourtant sont nos amis, sont notre soutien le plus fidèle.

Le Congrès doit le dire avec force. François Mitterrand se prononçait dans ses 110 propositions pour la France, pour un grand service public unifié et laïc de l'éducation. C'est pourquoi je pense qu'il est indispensable que tous les Socialistes soient aux côtés de l'ensemble du mouvement démocratique et laïc le 27 novembre dans les grandes régions de France, rassemblé pour exprimer cette volonté. Voilà, camarades, une perspective complète d'actions et de mobilisation pour le Parti Socialiste. (Applaudissements)

Deuxième exemple, la fiscalité. Nous avons proposé une réforme en profondeur de la fiscalité. Certes, les mesures importantes, concrètes, ont été prises, qui vont dans le bon sens. Mais il reste encore beaucoup à faire pour engager une meilleure politique, une meilleure connaissance des revenus, une politique de justice fiscale qui fait

vraiment défaut dans notre pays.
Nous ne pouvons pas à chaque fois renvoyer cette réforme au lendemain sous prétexte de complexité technique. J'évoquerai en particulier la réforme de la taxe d'habitation qui ne tient pas compte du revenu et qui touche les habitants des villes et des grands ensembles, qui sont déjà victimes de conditions de vie difficiles. Il faut que dès l'année prochaine nous puissions engager cette réforme et de ce point de vue, camarades, je dirais que la décision récente du Parlement, première lecture du budget 1984, de supprimer pour une partie importante l'exonération du foncier bâti, au moment où nous parlons de reconquête de l'opinion populaire, est plutôt mal venue. Des mesures qui vont concerner des centaines de milliers de familles modestes, qui sont aussi nos électeurs, qui ont fait l'effort ces dernières années d'accéder à la propriété. Ce sont les élus locaux qui, en définitive, porteront le chapeau et seront bien en peine de se justifier.
On a parlé de respect de la parole donnée, à propos de l'emprunt Giscard, qui concerne des privilégiés, eh bien ! pourquoi ne vaudrait-elle pas aussi pour des catégories plus modestes ? (Applaudissements)
Je propose que les études qui ont été faites, qui aboutissent à des propositions concrètes de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains sur ce thème puissent être débattues au niveau de la direction du Parti, et si cela en vaut la peine, qu'elles deviennent la position du Parti sur la fiscalité, et qu'enfin en France nous puissions engager une grande politique de réformes fiscales qui, je le reconnais, exige du courage et de la volonté. (Applaudissements)
Enfin, troisième exemple, les droits des travailleurs dans les entreprises, et en particulier dans les entreprises nationalisées. Les lois Auroux représentent un immense progrès pour les travailleurs de ce pays, mais pour qu'elles soient véritablement mises en œuvre, il faut que les travailleurs et leurs organisations luttent pour les faire appliquer.
Ils savent, ces travailleurs, que dans les entreprises privées, là où le patronat fera tout pour reprendre ce qui a été acquis par la loi, que la lutte est difficile. Mais lorsque dans certaines entreprises nationalisées, les rapports n'ont pas vraiment changé, et que parfois même, ils sont rendus plus difficiles pour les militants syndicaux et politiques, là ils ne comprennent plus, ils s'impatientent, ils ont raison.
Il est temps, grand temps, que tous ces hommes, que toutes ces femmes dans l'entreprise se sentent à l'aise, se sentent plus heureux d'avoir un gouvernement de gauche par les mesures concrètes, par le comportement quotidien des hiérarchies intermédiaires et puissent être un fidèle soutien pour contribuer à la mobilisation populaire, seul gage de notre réussite.
Voilà une des tâches de l'action du Parti pour les mois à venir. Les hommes et les femmes du peuple de gauche comprennent la nécessité de la rigueur ; ils comprennent que tout n'est pas possible aujourd'hui, ils comprennent que rien n'est facile ; ils n'attendent qu'une chose pour se mobiliser, afin de ne pas laisser la droite développer un état d'esprit de découragement, de démobilisation ; ils n'attendent qu'une chose : davantage encore de mesures plus concrètes, plus directes, même modestes, et qui ne

coûteraient pas beaucoup, mais qui seraient significatives (applaudissements). Cela fait aussi partie des conditions de la réussite.
Pour cela, camarades, il faut nous aussi avoir un parti qui fasse preuve, comme l'écrivait hier François Mitterrand, d'imagination, de liberté d'esprit, mais aussi d'unité.
Alors, synthèse ou pas synthèse ? La synthèse, mes camarades, est souhaitable. Lionel Jospin l'a dit hier, c'est à partir du texte majoritaire dans lequel se reconnaissent l'écrasante majorité des militants du parti qu'elle doit se faire. La clarté politique est la condition nécessaire à la synthèse, car tout unanimisme de façade nous ferait en définitive le plus grand tort. On ne peut défendre deux politiques à la fois.
La synthèse, c'est aussi, camarades, la clarté dans les comportements, et on ne peut être à la fois en-dehors et au dedans de la direction ; il ne faut s'exprimer à chaque événement d'une façon différente et donner sur la politique économique et sociale ou sur la politique étrangère une opinion divergente. Cela n'est pas possible, c'est aussi une des conditions de la synthèse.
Que de petites phrases, camarades, de la part de responsables éminents dans la dernière période du style « Delors en barre », comme disait Didier Motchane, ou la dénonciation du début d'alignement politique, économique sur les élus. Cela fait peut-être très bien dans certains salons parisiens, mais cela nous fait le plus grand tort au Parti Socialiste, cela fait le plus grand tort à la crédibilité du gouvernement, et cela n'est pas acceptable.
Il faut que l'engagement de ceux qui souhaitent la synthèse avec toute la clarté politique que cela nécessite soit clairement, solennellement et publiquement dit devant le Congrès rassemblé ici à Bourg-en-Bresse et je crois, camarades, que cela aussi est une des conditions de la réussite.

Le Président - Je voudrais lancer un appel amical et insistant aux congressistes qui ne sont plus dans la salle du Congrès, mais répartis dans les salles voisines pour leur demander, dans toute la mesure du possible, de venir nous rejoindre.
Nos camarades qui ont accepté de parler à cette heure difficile méritent un auditoire à la mesure de la qualité de leur geste et de l'importance de leur propos. Alors, nous vous attendons.
Je donne la parole maintenant à Bernard Morin, de la fédération du Val-d'Oise, pour cinq minutes.

Bernard Morin
Je voudrais, mes camarades, vous dire une chose banale et qui pourtant ne semble pas toujours aller de soi : les écologistes existent au Parti Socialiste, vous pourrez dire que vous en avez rencontrés, pour ceux d'entre vous qui sont encore là à m'écouter, que vous en avez vu un à la tribune l'espace de quelques instants.
Et pourtant, en juin, notre contribution était oubliée dans les dossiers ; en septembre, nos amendements à la motion 3 rejetés et les additifs amputés de leur introduction par

le Bureau exécutif.
Décidément, les écologistes, quand ils sont aussi socialistes, quand ils veulent parler d'autre chose que d'espaces verts et de petits oiseaux, semblent déranger. Alors, quitte à gêner, parlons de ce qui gêne, de ces blocages qui font obstacle au changement. Et si ces blocages étaient d'abord dans nos têtes, dans nos mentalités ?
On se plait volontiers, dans ce parti, à répéter que toutes les difficultés viennent de la crise économique ; on essaie d'expliquer que le grand malheur du temps, c'est la fin de la croissance, que son retour, toujours prochain dans nos discours, est le préalable et la garantie d'un nouveau pas en avant vers le plein emploi et vers le socialisme.
Sans doute est-il plus facile de partager un gâteau qui grossit ou, pour utiliser un symbole plus ancien, de distribuer les petits pains quand ils se multiplient. Mais il y a toujours quelque danger en politique à entretenir les électeurs dans l'attente du miracle permanent.
Et, pour revenir seulement aux statistiques, la crise n'a pas pouvoir de tout expliquer. Ces dernières années, la croissance a été de 24% dans le secteur industriel, et le nombre des chômeurs a augmenté.
C'est une indication parmi d'autres, comme quoi l'emploi n'est pas forcément lié à la croissance.
Que dire de l'inégalité des revenus, de cet éventail ouvert vers le haut plus encore en France que chez nos voisins ? La crise économique pourtant ne justifie que trop un effort plus accru et plus grand des fortunés, et je n'ai pas le sentiment, ce disant, de soutenir un discours de droite.
Alors, pourquoi ces difficultés à passer aux actes, à faire les réformes jusqu'au bout ? C'est tout simplement parce que le gouvernement rencontre sur le terrain non pas la gauche avec ses exigences, mais la droite, la vraie, avec les privilégiés. Ce sont les pharmaciens qui descendent dans la rue, c'est la C.G.C. qui occupe le pavé en 1983 et, pire que la droite organisée, qui a son idéologie diffuse et insidieuse, culte de la réussite personnelle, incitation à consommer, à posséder toujours plus et donc, dans le domaine économique, productif, au gaspillage, au corporatisme.
Voyez seulement les murs de nos villes, voyez la dernière trouvaille publicitaire de la Régie Renault : « Devenez capitaliste pour 56 000 F ». Tout un programme ! A moins que ce ne soit le signe d'un échec, de notre plus grave échec, l'échec des Socialistes à changer les mentalités.
Nous nous interrogeons sur la ligne du parti ; cela ne peut pas être l'idéologie de la droite, cette conception du bonheur, sur le toujours plus, sur la débrouillardise, le système D, qui entretient le travail au noir, en un mot contre l'individualisme et l'égoïsme. Il est temps que nous devenions un parti de gouvernement, un parti qui prépare l'action du gouvernement, qui voit la société française telle qu'elle est, qui mette à nu les gaspillages, qui expose les privilèges, tel est notre rôle.
Mais ce n'est pas seulement la vie du Socialisme en France qui se joue dans cet affrontement, parce que la France est un îlot prospère dans un monde torturé. Comment pouvons-nous pleurnicher sur l'insupportable pression fiscale, de la baisse du pouvoir d'achat en France, dans un monde où la préoccupation principale de

millions d'êtres est la quête de la nourriture quotidienne ?
Cessons de laisser espérer aux Français une consommation toujours croissante, non parce que la crise frappe durement la France et le monde, mais parce que nous sommes parmi les privilégiés qui devront un jour partager.
Un Socialiste digne de ce nom doit prendre en compte la situation d'ensemble. Osons dire enfin que le Socialisme ne peut se passer d'une approche écologiste de la crise mondiale, qu'il n'y aura de Socialisme digne de ce nom sans cette dimension planétaire tenant compte des ressources disponibles et des partages indispensables.
Surtout, ne disons pas, après avoir versé une larme attendrie sur les misères du monde, que tout cela est beau, généreux, mais hors de propos ici maintenant. Il nous faut d'abord restaurer l'appareil productif de notre croissance française, quitte, si c'était encore possible, comme ce fut souvent le cas par le passé, à exploiter publiquement la classe ouvrière et paysanne du tiers-monde.
La solidarité ne se divise pas, la lutte contre l'idéologie égoïste de la droite en France est un seul et même combat. Les valeurs fondamentales du Socialisme, même si elles se traduisent par une exigence plus grande de lucidité, voire de sacrifice, doivent être plus que jamais mises en avant. C'est une tâche immense, mais en est-il d'autres susceptibles de donner courage aux déçus ? N'est-elle pas à la mesure de notre Parti si demain, ensemble, nous le voulons ?

Le Président - Je renouvelle mon appel pour que le mouvement de retour vers la salle des séances qui s'est discrètement amorcé se poursuive et se renforce.
La parole est à Roger Fajardie.

Roger Fajardie
Camarades, ce n'est certes pas l'heure idéale pour s'exprimer devant le Congrès, mais il convient peut-être que des responsables nationaux acceptent d'intervenir dans les mauvais créneaux, alors je viens sans hésiter.
Lorsque nous nous sommes réunis à Valence, c'était le temps de l'état de grâce, et nous n'avions pas encore pris, Pierre Mauroy le rappelait ce matin, tout à fait la mesure de tous les problèmes.
Après deux ans et demi d'exercice du pouvoir, c'est pour nous le moment de faire le point. L'élection de François Mitterrand à la Présidence de la République, la majorité absolue obtenue pour la première fois à l'Assemblée Nationale, la responsabilité du gouvernement de la France, ont créé pour notre parti une réalité complètement nouvelle.
La gauche, animée par les Socialistes, est désormais engagée dans un processus sans précédent. Jamais elle n'avait disposé d'une stabilité institutionnelle lui permettant de donner à l'Etat et à la société française elle-même des inflexions nouvelles.
Cette situation appelle un effort de réflexion et d'adaptation de chacun d'entre nous, sans rien changer de notre pensée, ni de nos objectifs communs. Nous devons affronter le monde tel qu'il est pour faire avancer le Socialisme du quotidien et

préparer une société plus libre et plus juste.
Pour atteindre notre objectif, nous disposons de notre stratégie de politique de la gauche, qui est une des bases essentielles de notre démarche politique. Nous portons notre volonté collective à inspirer une politique de solidarité, de justice sociale, qui est une des conditions majeures de notre succès collectif.
Nous disposons enfin d'un outil essentiel que constitue notre propre Parti Socialiste.
L'une des tâches les plus importantes de ce Congrès est sans doute de susciter une prise de conscience de l'extrême gravité des enjeux ; d'engager une explication serrée des problèmes complexes de l'heure ; de mobiliser plus largement les militants ; de lancer le parti tout entier dans l'action pour que soient développées et renforcées les conquêtes de 1981 ; de se préparer, puisque c'est l'échéance la plus proche, à mener activement avec fermeté et avec succès la campagne pour les élections européennes de juin prochain, qui sera pour nous tous, camarades, un grand combat.
Au gouvernement, en dépit de la crise, les Socialistes remplissent leur contrat. Le gouvernement de Pierre Mauroy, répondant à l'impulsion donnée par le Président de la République, a déjà concrétisé ou mis en chantier les trois quarts des cent dix propositions que François Mitterrand avait présentées pour sept ans.
Il est important de constater ensemble, pour le répéter sans relâche autour de nous, que les Socialistes au pouvoir ont engagé largement et vite la réalisation de ce qui avait été promis. Et pourtant, la volonté de changer la vie ne peut pas se limiter à l'intervention de l'Etat. De nouveaux droits ont été institués, de nouveaux espaces de liberté ont été créés ; il nous appartient, dans la ville, dans le quartier, dans le villge, dans l'entreprise, d'utiliser des moyens nouveaux au bénéfice de la population tout entière, et il appartient au Parti Socialiste lui-même de promouvoir l'union autour des objectifs du changement, en s'attachant à rassembler l'opinion sur les thèmes fondamentaux de société, en favorisant le débat autour d'eux, en traçant des perspectives nouvelles qui permettront d'appuyer et d'éclairer mieux l'action du gouvernement de la gauche.
Si nous étions d'accord sur cette volonté qui ne doit pas se traduire par une déclaration de Commission des résolutions ou par les discours du Congrès, mais par l'engagement d'une pratique quotidienne, la synthèse aussi large que possible dont nous parlions naguère se réaliserait, et ce serait heureux, pour l'unité de notre combat, mais chacun dans le parti doit parler publiquement d'une même voix. Le double langage n'est pas possible et si cette certitude de parler d'une même voix n'est pas acquise, la synthèse alors serait un faux-semblant. Je la souhaite, pour ce qui me concerne, dans la clarté, la journée d'aujourd'hui nous fixera sur sa possibilité.
Nous devons aussi, dans le monde difficile dans lequel nous sommes, faire preuve d'innovation, faire preuve d'imagination, face à des mutations scientifiques et techniques qui bouleversent les équilibres de l'économie et contribuent largement à engendrer une sorte de révolution culturelle et je suis, pour ma part, satisfait qu'à plusieurs fois, la formule ait été employée dans ce Congrès.
C'est pourquoi les Socialistes, plus que jamais peut-être, doivent être des animateurs dans la vie associative, syndicale, coopérative, mutualiste. Ils doivent réfléchir à

l'adaptation des structures et des formes de militantisme aux transformations engagées depuis 1981, par exemple le temps libre, les droits des travailleurs dans l'entreprise, la décentralisation.
C'est pourquoi aussi des promesses de culture doivent retenir sérieusement notre attention. L'un de ceux qui me semblent le plus préoccupant est celui de la montée du racisme, de l'antisémitisme, de la xénophobie et, en particulier, la menace qui règne sur la communauté originaire d'Afrique du Nord ou qui renaît dans la communauté israélite, a quelque chose pour nous tous de véritablement insupportable. On sait comment cela commence ; on sait trop comment cela risque de finir.
Nous ne devons pas seulement nous battre contre le discours de la droite extrémiste - que la droite modérée d'ailleurs, à quelques exceptions près, laisse se développer parce que, dans le moment, elle y a intérêt - ; nous devons récuser la lâcheté individuelle et collective, nous devons êtes des formateurs, nous devons étudier le monde chaque jour à l'exercice concret de la fraternité vécue et je sens cela, camarades, comme une exigence profonde ; il n'y a pas de temps à perdre pour essayer de la résoudre.
Je voudrais aussi dire un mot sur la question de la culture en général. Une vraie culture est inséparable de la réalité de l'heure, de la nature de l'industrie, de la science et de la recherche de l'art et de la littérature. Toute culture est fondée sur la création, mais il n'y a pas d'action culturelle qui vaille si l'on ne s'attache pas à la fois à résoudre le problème des inégalités devant la culture et à répondre à la diversité des publics. C'est ce que la gauche fait partout où elle assume des responsabilités. Elle l'a entrepris depuis longtemps sur le plan local. Elle le fait au gouvernement.
Veiller à assurer la qualité de la vie culturelle, veiller à ce que la vie culturelle soit offerte à toutes et à tous, voici également les objectifs essentiels pour le combat de la gauche dont il faut bien parmi nous parler un peu. La vie culturelle est inséparable d'une volonté de promouvoir l'usage et la qualité de la langue française.
Il est significatif de constater qu'une relation évidente existe entre le déclin longtemps constaté de notre langue au cours de la première moitié du 20e siècle, et la montée de la puissance économique du monde américain.
Les Socialistes s'inscrivent dans la tradition révolutionnaire quand il s'attaque sans relâche, en toute circonstance, non seulement dans l'expression littéraire, artistique, diplomatique, mais dans la vie industrielle et commerciale, à s'exprimer en français, à veiller au développement et au respect de notre langue. Croyez-moi, une telle préoccupation n'est pas subalterne. D'autres peuples francophones la partagent avec nous, elle est tout simplement une part de notre dignité.
Voici les quelques sujets, pour plusieurs un peu inhabituels dans nos Congrès, que je voulais aborder. Certes, même au gouvernement, nous n'avons pas le pouvoir de tout régler. Il faut faire avec le temps et avec le mouvement de la vie. Du moins pouvons-nous pour faire évoluer les mœurs et développer une nouvelle idée de la liberté apporter une sorte d'enrichissement.
Notre entreprise et celle entreprise à cet égard par Robert Badinter est exemplaire, on a eu raison de le dire plusieurs fois dans ce Congrès, et nous devons lui marquer très

fortement notre solidarité. (Applaudissements)
Souligner que la liberté politique est incomplète aussi longtemps que les hommes ne sont pas libérés sur le plan économique et social est pour chacun de nous un thème familier.
Il faut en ajouter un autre : proclamer que la qualité de la vie, proclamer que le droit à la différence sont pour nous, les Socialistes, des valeurs fondamentales (applaudissements), mais cela s'appelle sans doute aussi le respect de l'homme, et c'est en réalité l'esprit même du Socialisme, tel qu'il anime notre action et tel qu'il porte nos espoirs. (Applaudissements)

Le Président - Merci.
La parole va être pour dix minutes à Daniel Frachon, de la fédération des Yvelines. J'invite l'orateur suivant, Jean-Luc Gonneau, à se préparer pour prendre sa suite.

Daniel Frachon (Yvelines)
Camarades, ce Congrès est celui de la reconquête de l'opinion. Cet objectif est pleinement justifié, mais encore nous faut-il mettre un contenu concret derrière cette volonté.
A l'évidence, un certain désarroi pousse différentes parties de notre électorat. Il peut s'expliquer simplement. Les uns sont déçus que tout n'ait pas été fait ; les autres que trop ait été fait, la difficulté est de savoir rester nous-mêmes, tout en faisant face à cette réalité.
Affronter les responsabilités de l'action, c'est s'exposer inévitablement à ce risque. Nous devons n'en tirer aucun motif de découragement et nous ne devons pas oublier pour autant le devoir que nous avons d'une société plus solidaire. Notre tâche aujourd'hui est donc de délivrer pour deux années un message qui puisse être entendu. Il nous faut affirmer des positions claires sur les problèmes de l'heure. Cela a été dit et abondamment commenté depuis le début de ce Congrès, mais il nous faut aussi fixer une règle du mieux être pour les catégories sociales.
La première question qui a déjà été largement débattue est celle de la politique économique. Aussi consacrerai-je ma courte intervention au seul aspect politique de la question.
Ce qui frappe du côté de l'opposition aujourd'hui, ce n'est évidemment pas les critiques systématiques de la droite politique. Il nous faut, certes, y répondre. Mais le point important, ce sont les poussées des divers groupements sociaux et professionnels.
Quel est le risque pour la gauche ? Il est dans la capacité que peuvent avoir ces groupes corporatifs d'exercer une influence sur l'ensemble des couches moyennes salariées, mais aussi, hélas, des catégories populaires, en agitant les thèmes protestataires choisis, la fiscalité, par exemple, que tout le monde croit subir même quand ce n'est pas le cas ; l'insécurité, pourtant beaucoup a pu être fait dans ce domaine, et quelques autres problèmes comme ceux-là.
C'est sur ce terrain que l'extrême droite est à craindre.

Ces idées n'ont de portée que lorsqu'elles s'enracinent dans un terrain social. Dreux est là pour le montrer. Le reste de la droite politique, malgré quelques cas de conscience, il faut le savoir, est tenté de suivre et suivra. Il faut désamorcer tout cela.
La parade peut être trouvée. Notre fédération, qui mène ce combat dans la région parisienne où tous ces problèmes se posent autant qu'ailleurs, y a réfléchi. D'autres que moi ont pris des mesures concrètes, et nous devons aussi réfléchir à une réponse politique globale.
Trois points doivent retenir notre attention.
Les Socialistes doivent faire preuve de plus de cohésion. Trop d'entre nous ont le réflexe, le plus souvent inconscient, de prendre des distances à l'égard de l'exercice du pouvoir. Certes, le Parti a pour mission d'éclairer l'avenir, mais il doit assumer aussi les difficultés de l'action ; il n'est pas obligé de s'identifier ou d'en rajouter, mais il ne doit pas se dérober.
La droite doit être combattue, mais il faut aussi la diviser. Considérer la droite corporative comme un bloc serait une grave erreur et un sûr moyen de connaître une défaite électorale. L'action gouvernementale provoquant inévitablement, quelles que soient les décisions prises, des mécontentements, il faut pouvoir convaincre tous ceux et celles qui sont capables de prendre une vue globale de l'action menée. Pour ce faire, il faut savoir s'adresser à toute la société française.
Enfin, il ne faut pas se tromper de moment. Le Congrès n'est pas le lieu pour rebâtir un projet en ce moment. Ce qu'il s'agit de faire, c'est de faire entrer dans la réalité le train des réformes introduites depuis le 10 mai à tous les niveaux de la vie sociale, les nationalisations, la décentralisation, les lois Auroux, la réforme de la justice, la rénovation du système d'éducation. Ce sont de grandes réformes, il nous faut du temps pour les faire comprendre et pour les enraciner solidement.
Certains camarades, à partir de ce moment-là, ont une certaine défiance, car il s'agit non plus de décider par la loi, mais d'appliquer dans les décisions du quotidien, dans la gestion du pays, ces transformations.
Le Socialisme français, qui n'a jamais pêché par le manque d'idées, bien au contraire, doit pouvoir aujourd'hui s'affirmer également sur ce terrain-là et durablement. Il ne s'agit pas de reculer, mais de passer des textes à la réalité.
Nous sommes au pouvoir, il nous est donné l'occasion de briser le cercle vicieux où la gauche a été enfermée, celui où elle apparaît périodiquement tous les vingt-cinq ans pour prendre de grandes décisions, mais où elle disparaît après, pour les mettre en œuvre.
Mes camarades, s'il doit y avoir un grand dessein pour notre parti après ce Congrès, je crois qu'il est à trouver dans les conditions de transformation en profondeur de notre société. Il fera désirer à une majorité de Français que ces transformations demeurent et se poursuivent. Là est le véritable secret de la réussite et c'est la seule façon de rendre irréversibles les transformations et les réformes que le peuple attend et que les Socialistes ont engagées. (Applaudissements)

Le Président.-La parole est à Jean-Luc Gonneau, de la fédération de Paris, pour cinq

minutes, après quoi interviendra Michel Charzat.

Jean-Luc Gonneau
Attention, camarades, la droite va sévir !
Je voudrais faire une remarque préliminaire. Le Premier Secrétaire a dit hier que le vote des militants avait marginalisé la motion AGIR, la motion 3, cela pourrait se discuter. Je constate aujourd'hui que parmi nos six orateurs inscrits, trois le sont à une heure de faible écoute. Cette fois-ci, on ne peut pas parler d'une marginalisation du fait des militants. (Applaudissements)
Cinq minutes pour parler du Parti, du mouvement social, il va falloir faire vite, mais cela tombe bien parce que dans le ce domaine, le Parti aussi devra aller très vite.
Jean Poperen l'a rappelé hier dans son rapport d'activité, nous n'avons pas réussi depuis deux ans à mobiliser l'ensemble des forces sociales qui ont depuis longtemps soutenu, aidé, stimulé notre action. A nos côtés, avec nous, elles ont rendu en 1981 notre victoire possible.
Plusieurs explications ont pu être données : les difficultés économiques, bien sûr, quelques maladresses de communication, la dispersion même de ce mouvement social.
Mais aujourd'hui, la situation est grave. Le monde associatif, après une période riche de promesses, riche de nos promesses, se retrouve déçu. Les syndicats clairement ancrés à gauche essuient un échec aux élections à la Sécurité sociale.
Parce que nous sommes partie prenante de ce mouvement social, parce que nous avons la responsabilité non pas de le diriger, mais d'en traduire les aspirations les plus profondes sur le terrain, nous devons agir, et agir très rapidement.
Nous constatons avec inquiétude l'emprise importante pratiquée par la droite dans certaines organisations syndicales. Nous ne sommes pas trop surpris quand il s'agit de la C.G.C., c'est un petit peu la nature de sa base sociale. Nous ne sommes pas surpris non plus lorsqu'il s'agit de la C.F.T.C. Mais le cas de Force Ouvrière est extrêmement différent.
Comprenons bien que nous n'avons pas de leçon à donner à quelque centrale syndicale que ce soit. Mais Force Ouvrière regroupe bon nombre d'entre nous, elle fait référence à la Charte d'Amiens qui elle-même fait référence au Socialisme.
Les militants socialistes à Force Ouvrière doivent réagir. Le problème n'est pas un problème de personne. Exclure Bergeron ou tel autre du Parti Socialiste ne résoudrait rien, mais nous autres, Socialistes militants à Force Ouvrière, car j'en suis, nous devons prendre l'offensive, stopper sur ce terrain l'emprise du R.P.R., ne plus accepter telle déclaration sur les travailleurs émigrés.
Une petite digression à propos des travailleurs émigrés : quand est-ce qu'on fait vraiment quelque chose pour leur donner le droit de vote aux élections locales ? 20% à Paris, dans le 20ème, Dreux, Antony, Aulnay aujourd'hui, est-ce que cela ne suffit pas ? (Applaudissements)
Dans le monde associatif, nous avons de nombreux amis particulièrement bien insérés dans le tissu social, mieux sans doute que nous, ne serait-ce que parce qu'ils

sont plus nombreux. Le soutien associatif a joué un grand rôle dans notre victoire, et tout particulièrement le monde associatif fédéré, organisé, celui qui a voulu et a su se donner les moyens de son indépendance. Ses animateurs bénévoles ou permanents, dans leur immense majorité, ont soutenu, propagé nos idées, quelquefois ils nous les ont données.
Au niveau du gouvernement, les promesses n'ont, certes, pas été tenues. Nous n'avons pas toujours été reconnaissants envers nos amis, et parfois complaisants envers d'autres.
Car il existe des associations de droite, et celles-là ne nous sauront aucun gré de cette complaisance.
Mais nous avons aussi commencé à reconnaître aux associations un rôle de partenaires à part entière. Nous savons, sur ce point comme sur d'autres, combien nous le devons à l'action du Premier ministre lui-même, Pierre Mauroy, militant associatif exemplaire.
Au niveau du Parti, cette relation partenariale n'est pas encore suffisamment ancrée dans notre pratique. Le colloque sur les acteurs du changement, qui fut une bonne chose, n'a pas été par exemple suivi d'actions en profondeur.
Tant pour les syndicats que pour les associations, il nous faut changer nos routines dépassées. Nous n'avons pas le privilège de l'analyse globale de la société. Les centrales syndicales, les grands mouvements associatifs, y ont leur mot à dire. Il n'y a pas lieu de s'en offusquer, il n'y a pas lieu de considérer que les syndicats, c'est simplement la défense des travailleurs dans l'entreprise ; les associations, simplement des mouvements de citoyens sur tel ou tel thème plus ou moins mineur. Le seul privilège que nous ayons, et il est important, est celui de présenter
au suffrage des électeurs les aspirations des forces sociales qui nous soutiennent. Elles doivent pouvoir accéder davantage de lieux de parole, notamment dans le champ audiovisuel.
Nous n'approuvons pas la création d'une quatrième chaîne commerciale, Canal plus, alors même que le mouvement social n'a pas de canal télévisé pour s'exprimer. (Applaudissements)
Même au niveau des radios locales, importante réalisation du pouvoir socialiste, une part beaucoup trop belle a été faite aux intérêts commerciaux pour des associations « bidons » ou des associations où la droite s'installe, car la lutte des classes, elle ne s'arrête pas aux portes du mouvement associatif.

Michel Charzat
Mes chers camarades, le Congrès doit être celui de la rigueur, de la clarté et de l'imagination.
A cet égard, Lionel Jospin a eu raison hier de rappeler que le débat portait pour l'essentiel sur les questions économiques et sociales.
Mes chers camarades, pas d'arrière-pensée, pas de faux-fuyant entre nous. Allons au cœur du débat. Refusons certaines pulsions démocratiques, certaines prétentions irréalistes qui jettent un doute sur la volonté des uns de rechercher la synthèse

politique. Quand je fais allusion à ces camarades, aux « uns », je ne pense pas bien sûr à Pierre Mauroy dont l'intervention chaleureuse a permis de faire avancer ce Congrès ; intervention offensive, intervention qui a affirmé également le rôle irremplaçable de notre Parti.

Nous avons réussi, je crois, nous, promoteurs de la motion 2, à nourrir un débat sérieux, un débat constructif sur les moyens de la réussite. Nous avons également cherché à affirmer la légitimité du débat, et je crois que nous avons permis, que nous devons permettre à notre Parti de peser, s'il en a la volonté, sur les événements.

Mes chers camarades, l'accord politique se fera ou ne se fera pas, sur ces questions décisives.

Après Jean-Paul Planchou hier, je voudrais aujourd'hui insister sur nos propositions économiques. Je le ferai en abordant les problèmes posés plus particulièrement par l'utilisation du secteur public industriel et bancaire.

La politique de réforme de structure de la gauche a été conçue pour dépasser l'approche conjoncturelle des problèmes. La voie française, c'est d'abord le refus de subir la crise, c'est le refus des vieilles recettes qui ne répondent plus aux nouvelles questions.

Il faut en effet récuser le faux dilemme entre une politique néo-libérale déflationniste qui tuerait le malade en prétendant le guérir et une politique de relance à structure inchangée qui ouvrirait à nouveau toutes les fuites dans le statut économique.

La gauche avec le Plan, avec la politique industrielle, avec la démocratie économique et avec les nationalisations industrielles et bancaires, a voulu se doter d'une stratégie neuve et offensive.

François Mitterrand l'a rappelé à plusieurs reprises, les nationalisations, dans cette perspective, doivent constituer la force de frappe de notre économie. A cet égard, où en sommes-nous, chers camarades, dix-huit mois après la formidable bataille politique et juridique provoquée par le projet de loi de nationalisation ?

Mes chers camarades, compte tenu de la lenteur et de la complexité des évolutions industrielles, il ne sera pas possible de présenter un bilan d'ici 1986 des nationalisations, un bilan qui soit significatif. Mais alors que la droite attaque les nationalisations avec une violence extrême, la gauche, elle, semble les défendre mollement, au risque d'accréditer la thèse selon laquelle elle en éprouverait plus de remords que de satisfaction.

Il faut aujourd'hui reprendre l'offensive sur le terrain, il faut développer un véritable programme de communication correspondant à la période actuelle.

Nos adversaires soulignent les pertes financières ? Rappelons-leur que dans un contexte extrêmement difficile, la plupart des entreprises nouvellement nationalisées sont gravement handicapées par l'insuffisance dramatique de l'effort financier consenti hier par les actionnaires privés. Rappelons-leur qu'en un an, l'Etat actionnaire a apporté quatre fois plus de fonds propres à ces groupes que leurs anciens actionnaires privés en cinq ans. Rappelons-leur que, dès 1982, l'année passée, le processus d'alourdissement de leurs charges financières était enrayé.

Et puis, laissons les bilans pour l'évidence des premiers résultats enregistrés en 1983.

En effet, les investissements en France des entreprises nationalisées augmenteront en volume de près de 20%, alors que les investissements privés régresseront de 4 ou 5%.
Sur le plan du commerce extérieur, en 1983, les entreprises nationalisées concurrentielles dégageront un solde excédentaire de quelques soixante-dix milliards.
Alors, disons-le clairement, et disons-le en toutes circonstances, seule la nationalisation pouvait créer les conditions d'une certaine rationalisation. Seule la nationalisation pouvait donner l'assurance de l'appui financier et de la continuité nécessaire aux grands programmes stratégiques sans lesquels notre pays ne serait plus dans le peloton de tête des grandes nations industrielles.
Oui, mes chers camarades, les entreprises nationales ont résolument engagé la préparation de l'avenir. Mais comme je l'ai dit à l'instant, ce n'est qu'au terme des prochaines années que peut s'affirmer la réussite globale, la réussite financière, technique, commerciale et sociale de la nationalisation.
Nous serons donc, en 1986, jugés sur un petit nombre de questions, d'abord sur l'emploi, mais aussi certainement sur le bilan, à ce moment précis, des nationalisations au service de la politique industrielle.
Il faut donc, d'ici 1986, établir de manière impérative la supériorité économique et sociale des nationalisations.
Mais pour y parvenir, il nous faudra surmonter trois difficultés majeures. Il faudra trancher trois nœuds gordiens qui ont nom stratégie industrielle, politique conjoncturelle et dynamique sociale.
La première de ces difficultés appelle à l'évidence un approfondissement de la politique industrielle, et donc un approfondissement de la planification. La plupart des entreprises nationalisées se sont vu assigner l'objectif du retour à l'équilibre financier en 1985. Je crois que la plupart de ces groupes ont de bonnes chances d'y parvenir. Encore convient-il de leur assurer des apports suffisants pour que le résultat financier ne soit pas obtenu au détriment des autres objectifs qui forment l'originalité de ces groupes. Je fais allusion à leur contribution à l'effort de recherche, à l'effort d'investissement, à l'effort qui nous permettra de rétablir nos échanges extérieurs, ainsi qu'au soutien à l'emploi ou à l'amélioration des relations sociales.
Les contrats de plan avec les entreprises nationales sont en théorie le moyen d'assurer l'équilibre entre les objectifs financiers et les contraintes d'intérêt national que je viens de rappeler.
Or, il me semble que ces contrats seraient de meilleurs instruments si le 9ème Plan avait davantage de substance, davantage de précision. Car, mes chers camarades, le marché est insuffisant pour conduire la mutation technologique et sociale nécessaire, si l'on veut, comme nous le voulons, relever le défi de la guerre économique.
A cet égard, le rôle du Plan est aujourd'hui aussi important, même s'il n'est plus le même, que dans la période de reconstruction qui a suivi la seconde guerre mondiale.
C'est donc le Plan qui doit arrêter les grandes orientations de la politique industrielle, ces grandes orientations qui sont dans des terrains où l'on peut très largement rassembler les Français et isoler une opposition stérile et revancharde.
C'est donc par rapport à ces grandes orientations que l'on doit donner un sens positif

à l'autonomie de gestion, autonomie indispensable en particulier pour affronter la compétition internationale, mais autonomie en aval des... (inaudible), autonomie qui ne doit pas se solder par les engagements financiers unilatéraux de l'Etat.
A cet égard, le rôle moteur du secteur public industriel, défini par le 9ème Plan, n'est pas suffisamment précisé. Il ne lui est pas assigné d'objectifs en matière d'investissements, ce qui doit être fait impérativement dans la deuxième loi de finances que nous allons débattre prochainement à l'Assemblée, pas plus d'ailleurs qu'ils ne sont fixés en matière d'emploi et en matière d'investissements étrangers, de manière précise.
Oui, je crois qu'il convient d'apporter des précisions sur les modalités selon lesquelles les objectifs du Plan et les objectifs des groupes nationalisés pourront être harmonisés.
Il faut, mes chers camarades, également donner aux pouvoirs publics les moyens de jouer leur rôle en toute connaissance de cause. L'administration française est souvent tatillonne, parce qu'elle est souvent aveugle, souvent privée de moyens. A cet égard, les ministères de tutelle doivent disposer de capacités d'expertise et de jugement autonomes face aux groupes de pression publics, également face aux groupes de pression privés.
Il faut renforcer partout les moyens d'analyse et les moyens d'impulsion, notamment en faveur du ministère de l'Industrie et de la recherche, pour qu'il puisse affirmer sa capacité, face aux grands gardiens de certains équilibres macro-économiques ; je pense, bien sûr, à la Direction du Trésor, mais plus généralement à toutes les pratiques du conservatisme intellectuel, face à toutes les places fortes du consensus anti-industriel français.
La deuxième difficulté que je voulais soulever résulte de l'actuelle politique conjoncturelle.
Avec la mise en place du Plan de rigueur, les grands axes de la politique industrielle risquent de devenir incertains, car les arbitrages financiers risquent de peser sur l'avenir.
La loi de finances pour 1984 ne prévoit que 12, 8 milliards de francs pour les dotations en capital, alors que la sidérurgie, la chimie, en absorberont la très grande majorité. Sans effort supplémentaire, notamment sans collectif budgétaire en 1984, mais aussi sans choix courageux en faveur des projets d'avenir, certains objectifs fondamentaux risquent de ne pas être au rendez-vous en 1986.
Soyons donc clairs, comme nous l'avons été tout au long de ce débat. Sans une croissance nouvelle, sans un certain nombre d'infléchissements financiers et monétaires, l'Etat ne pourrait pas en 1984 prolonger l'effort financier nécessaire.
En effet, dans un contexte durable de croissance zéro, marqué par la stagnation de la demande intérieure et par le recul de l'investissement privé, le secteur public serait alors confronté au dilemme suivant :
- Ou bien ce secteur serait privé d'une solide assise basée sur le marché intérieur, il devrait donc réviser en baisse ses investissements ;
- Ou bien il devra développer une stratégie extravertie, il aggraverait le dualisme de

l'appareil productif et ne pourrait donc plus, ce secteur public, jouer un rôle d'entraînement sur l'ensemble du tissu industriel.
Enfin, mes chers camarades, l'actuelle politique de rationnement monétaire et de taux d'intérêt élevés risque de freiner la mutation de l'appareil bancaire. Et c'est paradoxalement au moment où les banques commencent à s'engager plus sensiblement en faveur du risque industriel qu'elles se voient reprocher leur timidité. Je crois qu'entre nous, nous n'avons pas à sacrifier à la démagogie anti-bancaire. Je crois que c'est l'exercice qui bien évidemment ne coûte pas cher, mais qui ne peut rien rapporter. Car aujourd'hui, il faut savoir que les banquiers doivent se procurer des ressources sur le marché monétaire, qui sont rendues onéreuses par les taux d'intérêt, alors qu'ils ne pourront distribuer en 1983 que 95% des crédits qu'ils avaient distribués en 1982. Comment pourraient-il dans ces conditions échapper au laminage de nos résultats ? Je crois qu'il faut dire - et il faut en conséquence en parler ce soir à la Commission des résolutions - que l'actuel encadrement du crédit sclérose le système bancaire (applaudissements) et pèse lourdement sur sa capacité à soutenir l'effort de rénovation économique. Et c'est de cela aussi que nous devons parler tout à l'heure.
Enfin, la troisième et la dernière difficulté que je comptais soulever est d'ordre politique et social.
A l'intérieur des groupes nationalisés, chacun sait que bien des blocages subsistent, notamment dans le vécu quotidien des travailleurs. D'une manière générale, les travailleurs ne trouvent pas encore, dans les perspectives de la nationalisation, des raisons de se mobiliser. Les cadres, quand ils sont non politisés, disent volontiers que la gauche a de bonnes idées mais qu'elle n'a pas assez de caractère pour les mettre en œuvre. L'encadrement, lui, bien évidemment, ne peut que très progressivement s'adapter aux responsabilités nouvelles qui sont les siennes Et pour ce qui est des syndicats, je crois que nous devons constater qu'ils restent dans l'expectative, même s'ils manifestent - et c'est très positif - une grande ouverture à l'égard des problèmes de gestion.
Or, la mobilisation de toutes les forces actives du secteur public autour d'un projet commun peut être le ressort décisif qui permettra d'améliorer de manière déterminante la compétitivité du secteur nationalisé, ainsi que le ressort qui permettra d'ouvrir une voie nouvelle, celle de la démocratie économique et sociale.
Alors, il faut que ce Congrès, que notre Parti dise comment effectuer cette relance au cours des prochains mois. A cet égard, mes chers camarades, je crois qu'une chance, une opportunité décisive nous est offerte par les élections des nouveaux administrateurs salariés au sein des entreprises publiques, aussi bien des sociétés mères que de leurs filiales.
En effet, la loi de démocratisation que nous avons souhaitée, que nous avons votée, va nous permettre de mobiliser l'ensemble des travailleurs. Encore faudra- t-il veiller à ce que la campagne d'information qui doit précéder ces élections ne soit pas bâclée. C'est un thème qui doit être mis à profit, notamment par les militants de gauche, les militants socialistes, pour fixer les objectifs principaux de la nationalisation, thème

qu'il n'est jamais superflu de rappeler, tant l'idéologie ambiante les a soit technicisés, soit effacés.
Par ailleurs, il est, je crois, nécessaire, et il devrait être possible, avec l'appui des conseils d'administration et avec l'appui des ministères de tutelle, d'obtenir de la part des directions, à l'occasion de la révision des contrats d'entreprises pour 1984, que ces contrats d'entreprises fassent l'objet d'un débat sérieux, qu'ils soient sérieusement étoffés et débattus par les partenaires sociaux, et d'abord par les travailleurs.
Enfin, au plan national, il me paraît souhaitable de reprendre, sous des formes décentralisées, certains des grands débats qui avaient été prévus aux Journées nationales de l'industrie, notamment sur le thème « Démocratie et Entreprise ».
Un effort considérable reste en effet à accomplir pour que l'encadrement à tous les niveaux se décrispe, qu'il comprenne qu'une certaine pratique démocratique renforce et contribue à l'efficacité, à la compétitivité de l'entreprise, et qu'il appartient à la hiérarchie de rechercher et de mettre en œuvre cette pratique.
Mes chers camarades, en conclusion je dirai que rien ne serait pire en 1986 si une majorité de Français pouvait se demander à quoi ont servi les nationalisations.
Pour nous, tout se tient. Il faut là aussi un nouveau départ, il faut là aussi un nouveau souffle. Le Parti Socialiste, pour pouvoir proposer et agir, doit se rassembler dans la clarté ; à notre Congrès de le décider. Mes chers camarades, en affirmant une volonté globale, en réunissant les moyens de notre politique, en favorisant la mobilisation des forces vives, nous assurerons, et l'avenir des nationalisations, et le rayonnement de notre pays.
Il n'y a pas, je crois, un instant à perdre si nous voulons répondre au message de François Mitterrand. Oui, faisons preuve de d'imagination, faisons preuve de liberté d'esprit, l'unité du Parti, la véritable unité du Parti, elle est à ce prix. (Applaudissements)

Le Président - La parole est à Gisèle Stievenard, de la fédération de Paris. Michel Pezet se prépare.

Gisèle Stievenard
Mes chers camarades, dans ce Congrès on a parlé de l'école et de la laïcité. Ce qui m'a suggéré une image. Et je dis : attention ! il est une forme de catéchisme - je ne parle pas de la pratique de la foi, que je respecte -, il est une forme de catéchisme politique pratiqué à l'intérieur de notre Parti, par nos camarades de la motion 2, qui me paraît pour le Parti (exclamations) dangereuse, pour le Parti et pour l'entreprise qui est engagée depuis mai 1981 dans ce pays. (Applaudissements et protestations)
Suchod nous a appelés au mea culpa collectif. Jean-Paul Planchou, en développant les thèses économiques contenues dans la motion 2, a appelé de ses vœux une croissante forte. C'est là un objectif que nous partageons, c'est un objectif commun qui nous réunit. Mais nous savons aussi que l'incantation, l'hymne à la croissance, la mystique de la croissance, ne suffisent pas pour qu'il y ait croissance...

(Applaudissements)
Et à quoi d'autre s'emploie le gouvernement lorsqu'il travaille au redressement de notre économie et de notre industrie, sinon à retrouver le chemin de la croissance ?
Alors, comment se fait-il que Didier Motchane pose la question : la politique dans laquelle nous sommes est-elle une autre politique ? Poser la question, camarades, c'est y répondre.
Alors, à mon tour je pose à nouveau la question aux camarades de la motion 2 : nos divergences portent-elles sur les moyens de notre politique ou sur la nature même de notre politique, de celle qui est conduite actuellement par les nôtres au gouvernement ? (Applaudissements)
J'ai écouté avec attention les interventions des camarades de la motion 2, et pour l'instant je n'ai pas entendu de réponse nette, claire, sur cette question, mais des réponses contrastées. Je souhaiterais, et je dirai aux camarades du C.E.R.E.S. : il faut choisir il faut choisir entre la résolution unanime du Comté directeur du 26 mars et le discours de combat de la convention du Pré-Saint-Gervais en juin dernier. (Applaudissements et protestations)
Car, de la même manière qu'il n'y a qu'une politique possible dans les circonstances actuelles pour le gouvernement, il ne peut y avoir qu'une politique et une seule pour le Parti dans les deux ans à venir.
Quand Didier Motchane nous explique qu'il n'est pas loin de penser qu'une majorité, dans le Parti, pense comme lui, je lui demande à quoi il fait référence : à mars 1983 ou à juin 1983 ? S'il évoque la résolution unanime du Comité Directeur du 27 mars, je dis : « Oui, la synthèse est sans doute possible entre nous. » S'il pense à la Convention du Pré-Saint-Gervais - et hélas, je crains qu'il y pense - je lui dis amicalement qu'il prend ses désirs pour des réalités, ce qui n'est jamais de bonne méthode. (Applaudissements et sifflets)
N'en déplaise à Didier Motchane, la grande majorité du Parti s'est prononcée en toute lucidité et responsabilité pour la motion 1, et pas dans un moment d'égarement ou d'inattention (applaudissements), mais par conviction. Le respect de la démocratie, chers camarades, c'est d'accepter ce vote qui, par sa netteté, ne souffre pas d'interprétation.
Première Secrétaire fédérale adjointe à Paris, où la motion 1 a recueilli plus de 53% des suffrages des militants, j'entends dire - et pensez que j'y suis attentive - que le pouvoir dans les fédérations serait au cœur de la synthèse. Je vous le dis tout net, camarades, les militants ont tranché : ils accepteront la synthèse si elle est le fruit d'un accord politique durable, ils la souhaiteront même, mais ils n'accepteront pas une manœuvre, des tractations sans principes pour conserver un château-fort ! (Vifs applaudissements et vives protestations)
Je voulais dire cela avant la Commission des résolutions de cette nuit.
Je vous remercie.
(Applaudissements et protestations)

Le Président - La parole est à Michel Pezet, pour dix minutes.

(Vifs applaudissements)

Michel Pezet
Camarades, je pense que nous avons tous actuellement subi la mode des différents média qui consiste à façonner, à travers les sondages, souvent artificiels, et en fonction des faits divers, toute une extrapolation politique et sociale.
On préfère commander un papier sur la recrudescence des vols de cartables dans tel ou tel établissement plutôt que d'offrir une analyse sur la façon dont l'éducation nationale est devenue le premier budget de l'Etat ! On montera en épingle un désarroi provoqué par le racisme, en oubliant à nouveau que la rénovation de l'enseignement technique, les crédits accordés aux LEP, l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, l'intégration odes handicapés, sont devenus de grandes priorités nationales.
Ce sont des clichés réactionnaires de la société qui, trop souvent, conduisent les observateurs à évoquer la morosité, l'impuissance à bouger les choses de la vie, le désenchantement qui toucherait nos propres rangs, nos propres sympathisants.
Je voudrais affirmer ici combien cette opinion généralement répandue s'estompe lorsqu'on s'enfonce parfois dans les réalités du quotidien, dans le vécu profond des régions.
La révolution tranquille qu'est la décentralisation est un argument de choc, un argument imparable en faveur de l'avancée considérable que représente le Socialisme, un argument aussi que nous avons tendance à reléguer au rang des grandes réformes structurelles qu'il serait inutile de remettre sur le tapis, puisque inscrites dans les faits.
Or, en ce domaine, même si notre réflexion théorique remonte loin et imprègne notre philosophie de gestionnaires de la vie, nous en sommes à une préhistoire. Il y a le rodage des structures administratives, la mise en place des vocations culturelles sur lesquelles la politique doit se garder d'intervenir, mais se doit aussi d'avoir l'œil et l'oreille ouverts pour sentir le pouls d'une région ou d'un pays.
A nous de saisir en profondeur les germes de cette révolte qui s'est traduite en bulletins de vote et de cultiver le champ des micro-sociétés qui n'est plus en friches.
Nous avons conscience que la vraie politique, le vrai débat avec les hommes et les femmes, se fait sur le terrain, lorsque nous sommes, nous Socialistes, face à des producteurs, des chercheurs, qui agissent pour et dans le concret, qui nous prouvent à tout instant avoir compris les ramifications de la crise, mais qui, pour autant, nous interpellent sur notre capacité à court-circuiter l'héritage des vieilles structures bureaucratiques qui sont omniprésentes et dont la seule vocation semble être d'exister pour décourager les bonnes volontés.
La décentralisation mise en pratique, la prise en compte des micro-structures, voilà qui doit faire concrètement la preuve de notre Socialisme de la novation.
Il faut du temps et beaucoup d'énergie, mais le prix à payer pour rendre la démocratie vivante, le prix à payer pour redonner à la politique ses lettres de noblesse, simplement pour faire de la politique, est d'agir concrètement.
Cette responsabilité des hommes de terrain n'a rien à voir avec un contrôle ou une

volonté de contrôle d'un étatisme tentaculaire. C'est, en réalité, cette soif et cette volonté de dialogue qu'il nous faut à tout prix développer.
Il nous faut donner aux associations les moyens de leur épanouissement, les aider à toucher et à entraîner les inorganisés. Cela signifie statut de l'élu social, possibilités de formation pour les militants et les cadres associatifs, moyens de fonctionnement pour les associations, droit d'entrée automatique, le plus possible, dans les lieux de concertation, reconnaissance de la légitimité des fédérations nationales, interdiction de l'asservissement au niveau local des associations ayant un champ géographique circonscrit. Tout cela est indispensable si nous voulons à nouveau être réels sur le terrain (applaudissements). Chaque fois que ces règles d'or sont dans la réalité et en corrélation avec la vie associative, on voit le climat social se modifier.
C'est dans ces domaines que nous devons, Socialistes, sur le terrain, créer à nouveau la dynamique. C'est sur le terrain, en collaboration avec les associations, que nous devons nous battre pour, là aussi, faire passer nos messages. Je pense aux comités de quartier, aux ateliers publics, aux C.A.U.E., je pense aux Comités d'hygiène et de sécurité, qui peuvent commander des études, qui peuvent faire avancer au quotidien, journellement, ce qu'est pour nous, encore une fois, le sens de changer la vie.
Tout cela, mes camarades, et d'autres orateurs l'ont signalé avant moi, doit s'impliquer dans une politique du cadre de vie et de l'environnement.
Les politiques de prévention et de réduction des pollutions sont à l'origine d'un véritable secteur économique, largement diversifié et qui est composé d'entreprises nombreuses, aux formes et à la taille variées. Ce secteur industriel est source de dizaines de milliers d'emplois et son chiffre d'affaires annuel se compte en milliards de francs. Loin d'être, selon une vue simpliste, un surcoût qu'il s'agit d'éliminer, l'environnement peut offrir un point d'appui pour l'innovation technologique et la constitution d'un secteur exportateur, à condition que la stratégie industrielle s'articule sur le système réglementaire de protection de l'environnement.
Il nous faut nous réengager dans cette politique, il faut dire qu'elle soit porteuse d'un changement social, il nous faut à tout prix réengager le dialogue avec les associations de défense de l'écologie. Nous n'avons pas le droit de les laisser à côté de nous. Nous devons chaque jour avoir ce type de langage.
Je terminerai sur un problème considérable aujourd'hui, celui de l'urbanisme.
En 1936 - ô combien symbolique dans l'histoire de notre pays -, Le Corbusier disait : « L'architecture, c'est une tournure d'esprit et non un métier. »
C'est un métier, certes, mais en même temps, on mesure combien la droite a brimé, sinon étouffé, la tournure d'esprit. Les tours, les barres inhumaines, la société pavillonnaire mises en place par les urbanistes de droite, se soldent par un désastre social, comme si les bilans de rentabilité avaient pour mission de tirer un trait sur la lente maturation des villes, les structures dont les hommes se dotent pour vivre à leur rythme.
A l'époque de la croissance, les choix étaient ouverts et on pouvait développer plusieurs axes de réflexion. Aujourd'hui, les choix sont plus difficiles et, de ce fait, doivent être pertinents et porter sur l'essentiel.

L'urbanisme, il faut le rappeler sans cesse, est politique, c'est un choix d'organisation sociale et économique sous-tendu par une volonté. Prendre en compte les réalités ne signifie pas se résigner ou oublier le type d'organisation sociale et le type d'organisation économique que nous, Socialistes, nous défendons. Les orientations choisies donnent le sens politique de nos actions.
Nous avons notre mot à dire. Il nous faut à nouveau construire les structures de concertation adéquates pour que, demain, l'habitat de la banlieue de Lille ne soit pas copie conforme de celui de Marseille ou de Paris.
Les limites du libéralisme, nous les voyons aujourd'hui à travers les constats que nous faisons dans nos villes : déséquilibres économiques, déséquilibres sociaux et sociologiques. C'est l'héritage de la droite, son échec.
Les échecs de cette droite en matière de politique urbaine se lisent à livre ouvert lorsqu'on regarde nos villes : politique pavillonnaire qui se traduit par une destruction du tissu social et économique, par la croissance désordonnée de nos banlieues, la politique des ZUP, couveuse des problèmes dont nous héritons aujourd'hui, des déséquilibres sociaux et raciaux, de l'exacerbation ou de l'insécurité dans certains quartiers « chauds », la loi de l'offre et de la demande en matière urbaine n'a pas été un élément régulateur, mais une politique profondément déstructurante, dont les effeets sont la ségrégation économique. Et c'est ainsi que, jouant « la politique de l'autruche », on a occulté aux yeux des Français le phénomène « immigrés ». Maintenant...

Le Président - Tu vas devoir conclure...

Michel Pezet - … C'est un problème sociologique qu'il nous faut prendre en compte au niveau national.
Un effort de tous et de toutes les collectivités locales est nécessaire, car c'est l'exemple type de problème qui ne peut être résolu et planifié au sein d'une seule commune.
Il faut une volonté politique constante pour chercher des solutions. Plus que jamais, l'imagination doit être au pouvoir. Mais il ne faut pas non plus faire de faux sensibilisme, il faut être réaliste par rapport à la réalité de tous les jours.
Si les Socialistes font leur devoir, ils seront à l'aise pour rappeler les devoirs des autres.
La ville, mes camarades - et François Mitterrand s'y est trop attaché pour que j'y insiste - est porteuse aujourd'hui d'une nouvelle société, elle est porteuse aujourd'hui de nouveaux exemples. Je crois qu'à travers l'application dans le tissu associatif, dans le tissu des inorganisés, à travers l'immense réseau de nos élus locaux - qu'on a parfois un peu tendance à oublier - à travers la présence dans nos villes, dans nos cantons, dans nos régions, nous devons à nouveau nous sentir en confiance et que, loin de dire que le Socialisme est une idée qui fait son chemin, nous pouvons dire aujourd'hui que nous sommes sur le chemin et que nous avançons. (Applaudissements)

Le Président - Je vais donner la parole, pour cinq minutes, à Eugène Teisseire, de la fédération de la Nièvre, et demander à Colette Audry et à Robert Chapuis de se préparer. Ce sera là le dernier acte de ma fonction puisque je vais céder la présidence à notre camarade Georges Sarre, de la fédération de Paris.
Je vous remercie tous pour votre attention depuis ce matin. (Applaudissements)

(Georges Sarre prend place à la Présidence.)

Eugène Teisseire
Chers camarades, le Congrès de Bourg vient après plus de deux ans d'exercice du pouvoir. La place de chacun des acteurs est trouvée, le temps est venu de clarifier la situation, de mettre nos montres à l'heure, de décider une bonne fois pour toutes... (inaudible)
Il ne suffit pas de prendre la Bastille, il faut savoir que faire ensuite. Au fond de notre conscience collective, nous avions pensé que ce serait plus simple, que ce serait plus facile. Notre exaltation est plus grande, surtout parmi ceux d'entre nous qui n'avaient connu du Parti que la période ascendante, oubliant parfois que notre expansion rapide était le fruit des patients efforts passés.
Tout se passe aujourd'hui comme si le Parti s'interrogeait sur son utilité parfois. Il ne s'agit pas de confondre la fin et les moyens, le but et le départ. Avant 1981, le Parti était un instrument de la prise du pouvoir, tendu tout entier vers l'échéance, mobilisé pour gagner.
L'élection de François Mitterrand à la Présidence de la République, l'arrivée de la gauche au pouvoir, nous l'avons inconsciemment vécu comme l'achèvement de notre mission, alors qu'il s'agissait d'un nouveau départ. C'est là que se situe le fond du problème.
Face à l'exercice du pouvoir, dans le cadre d'une crise internationale qui s'aiguise, le Parti doit être collectif. Il s'est trop longtemps interrogé sans répondre vraiment à la nécessité. Quand les difficultés commencent vraiment, la tentation est grande de se replier sur soi-même, de chercher ailleurs des responsables, de baliser des aires de pouvoir autour de tel ou tel pôle électoral, d'autonomiser la démarche, de féodaliser le Parti. C'est ainsi que nous le verrions se transformer à notre corps exsangue, qui ne vivrait ou ne survivrait plus que pour nous-mêmes. Il n'y a d'avenir que collectivement dans le Parti, avec le Parti. (Applaudissements)
Le Parti doit se renforcer, il doit accroître son influence, agir sans cesse, avec comme objectif la marche vers le Socialisme. Je vois bien, ici ou là, dans nos rangs, qu'on s'interroge, qu'on se tate. Eh bien camarades, quand on pense à toutes les générations qui nous ont précédé, à ces hommes, à ces femmes de gauche, debout pour la liberté sans la plus petite chance de succès, mais luttant quand même, luttant sans cesse, souvent au prix de leur vie, on n'a pas le droit d'avoir des états d'âme. (Applaudissements)
Quand on pense aux pays du tiers-monde ou du quart-monde, où la question se pose

simplement sous l'angle de la survie, quand on pense à tous ceux-là, on n'a pas le droit d'avoir des états d'âme.
Nous avons en perspective l'immense tâche, qui consiste à réorganiser la société. Naturellement, la terre n'es pas vierge, les pesanteurs, les contraintes rendent la tâche d'autant plus rude. Mais qu'importe, si nous savons nous dépasser nous-mêmes pour aller à l'essentiel, et l'essentiel, c'est que nous sommes Socialistes non pour un temps, non pour nous-mêmes, mais pour installer le Socialisme.
Pour ceci, nous avons besoin d'un Parti puissant, organisé, et discipliné, acteur plutôt que spectateur et quand je dis le Parti, je dois dire l'ensemble de ses militants. Il faut passer du stade artisanal à celui de l'efficacité maximale par une meilleure adéquation des structures. Il faut prendre objectivement et clairement conscience de la réalité du Parti de sa diversité, de ses disparités et en tirer les priorités d'actions.
Il faut se fixer des objectifs précis, concrets, peut-être limités dans un premier temps, et les atteindre. Il faut accélérer la communication interne pour améliorer notre efficacité, il faut agir dans les associations, être un instrument de conquête de l'opinion. Il faut mettre en action tous nos potentiels humains pour sillonner le Parti et le pays. Il faut qu'autour de nous et par nous, l'opinion s'organise et non l'inverse (applaudissements). Nous devons être les messagers de l'espérance ; nous devons convaincre pour vaincre. Oui, pour vaincre cette droite cynique qui s'exprime en ces termes : « D'avoir été longtemps, très longtemps, éloigné du pouvoir, aura donné au Socialisme une fragilité que nous devons exploiter sans relâche. » Fragile, je ne le crois pas. C'est à nous tous de le montrer dans l'action, unis, cohérents, actifs, présents sur tous les terrains, attentifs aux luttes et présents en elles, nous réussirons parce que c'est notre devoir, et historique parce que c'est notre volonté commune, parce que le peuple attend de nous, et j'ai presque envie de dire, parce que le Socialisme est en marche et parce que le Socialisme, cela marche. (Applaudissements)

Le Président (Georges Sarre)
La parole est à Colette Audry, de la fédération de l'Essonne, pour dix minutes. Robert Chapuis se prépare.

Colette Audry
Camarades, je crois que je n'aurai pas à remplir les dix minutes. On a évoqué, dans le rapport de la Direction nationale hier - de nombreux orateurs qui ont succédé à ce rapport l'ont évoqué également -, les réalisations de ce gouvernement.
Parmi elles, je voudrais souligner l'importance de la loi sur l'égalité professionnelle, car ce sera le point de départ ce que j'ai à vous demander aujourd'hui. (Applaudissements)
Cette loi sur l'égalité professionnelle, présentée par Yvette Roudy, est une des grandes réformes dont nous pouvons être fiers, conjointement avec les lois Auroux. Elle fait corps avec l'œuvre du gouvernement à direction socialiste. Elle est inséparable de sa politique en esprit et dans les faits.

Je veux dire que cela n'est pas un appendice catégoriel, c'est un chapitre important de la politique de ce gouvernement. J'en viens donc à mon sujet : de la même façon, l'orientation de la réflexion et de l'action de notre parti en ce qui concerne l'application de cette réforme et des autres réformes du ministère des Droits de la femme, cette orientation, l'élargissement et l'approfondissement nécessaires des mesures féministes, l'association des citoyennes à l'œuvre entreprise, ne doivent pas être un simple appendice de la politique du Parti, ils en sont un chapitre.
Je vous dis cela parce que j'ai toujours le sentiment que les militants, mais aussi les militantes, de ce Parti, ne se rendent pas compte de l'importance de l'articulation entre le féminisme socialiste et le Socialisme (Applaudissements).
C'est pourquoi nous avons souhaité que tout ce que je vous dis là soit inclus dans la motion d'orientation générale du Parti. Nous avons présenté un texte à quelques uns, texte que j'avais signé puisqu'il faut la signature d'un membre du Comité directeur. Nous l'avons présenté en particulier au rédacteur de la motion 1. Nous avons constaté, pour finir, que le contenu de ce texte est à peu près passé dans la motion, mais il est passé fractionné, éparpillé. Et cela me paraît extrêmement regrettable, parce que l'importance globale de la question s'en trouve atténuée, pour ne pas dire effacée.
C'est pourquoi je vous demande - je le demande en particulier au nom d'un certain nombre de fédérations qui ont voté ce vœu, fédération de l'Hérault, des Bouches-du-Rhône, de l'Aveyron, de la Somme, des Hauts-de-Seine, du Val-d'Oise, de l'Isère, du Nord et de l'Aube. Je vous demande que ce texte soit réincorporé tel quel.
J'ai parlé d'un chapitre de la politique du Parti, il faut que ce chapitre se retrouve à l'intérieur du texte qui sortira de ces assises, mais qu'il se retrouve dans sa cohérence, dans la cohérence de ses analyses, dans la cohérence des conséquences à en tirer et des consignes d'action, à l'intérieur du texte donc, mais aussi en un bloc aux arêtes nettes pour forcer l'attention, l'attention de nos militantes d'abord, qui ont toujours besoin d'être encouragées à prendre leur place dans ce Parti, l'attention des militants qui ont toujours besoin d'être rappelés au sens de la simple justice à l'égard des militantes, l'attention des électrices enfin qui ont besoin de savoir, qui ne savent pas assez, ce que le gouvernement fait pour elles, ce qu'il veut.
Le texte est long. Il n'est pas long en tant que texte, il faut savoir ce que l'on veut. Le même texte éparpillé dans une grande résolution ne serait qu'un coup de chapeau aux revendications féminines, ce texte rassemblé dans la résolution c'est un acte politique que je vous demande d'accomplir.
(Applaudissements)

Le Président - Merci Colette Audry.
Je donne la parole à Robert Chapuis pour dix minutes et Edith Cresson se prépare.

Robert Chapuis
Camarades, une seule question s'impose à ce Congrès, je crois que c'est sur ce point que nous serons jugés. Le Parti Socialiste, notre parti, approuve-t-il l'orientation de la

politique gouvernementale ou souhaite-t-il un changement ? Tel a été le sens de notre débat, tel est encore le sens de notre débat.
Au-delà d'un certain nombre de péripéties, tous les problèmes internes doivent céder le pas devant la nécessité de répondre très clairement à cette question. Si notre Congrès devait se terminer dans l'ambiguïté, nous savons bien - il y a eu certaines expériences dans le passé - que c'est sur chaque question, à chaque échéance, que les contradictions éclateraient dans le Parti, dans son groupe parlementaire, et peut-être au gouvernement lui-même.
Ce serait alors prendre les plus grands risques, faire peser une lourde hypothèse sur l'avenir de la gauche dans notre pays, sur l'espoir même du Socialisme dans un pays tel que le nôtre. Pour répondre à la question ainsi posée, trois débats traversent le Parti, traversent le Congrès.
C'est le débat sur la politique gouvernementale, c'est le débat sur la synthèse, c'est le débat sur le rôle du Parti. Le débat sur la politique gouvernementale, depuis seize mois, un choix a été fait, et on l'exprime souvent par le mot de rigueur, mais comme cela a déjà été dit, si ce mot qualifie bien la nécessité de l'effort, s'il évoque la méthode à employer, il ne donne pas la direction, et ce qui est engagé en réalité, c'est au-delà de ce mot, une double action, la réponse à une double exigence : relancer l'économie de notre pays, lever les blocages historiques de notre société pour donner place à un mouvement social, qui puisse déboucher sur le Socialisme. C'est ainsi que nous pourrons en effet avancer dans la voie du Socialisme.
A la première exigence, relancer l'économie de notre pays, correspond l'effort pour moderniser notre appareil, appareil de production industrielle et production agricole, dans une période de croissance affaiblie, où la redistribution, la progression du pouvoir d'achat sont forcément plus difficiles.
Nous savons que les investissements que la droite n'a pas su ou n' a pas voulu faire, dans une période de pleine expansion, sous le règne du profit maximum, avec tout le poids du secteur privé, c'est aujourd'hui la gauche qui doit les faire avec une moindre croissance, mais avec le poids d'un secteur public renforcé et avec la volonté du maximum de justice sociale.
Cet enjeu est fondamental et nous savons qu'il est à la base de la politique économique et financière développée par le gouvernement. C'est l'effort pour maintenir les grands équilibres - équilibre intérieur et équilibre extérieur - mais c'est aussi l'effort pour que la recherche de ces équilibres n'aboutisse pas à un immobilisme social et permette de dégager de nouvelles formes de croissance, une nouvelle dynamique des rapports sociaux, un nouveau type de développement plus économe, économe en énergie, économe en matières premières, en travail comme en capital, plus solidaire entre les races et les générations, et un meilleur partage du travail.
Cet enjeu, il est à la base de l'effort de relance de l'économie de notre pays en même temps que de l'effort pour développer une moindre inégalité dans les conditions des hommes et des femmes de ce pays.
A la seconde exigence, qui a freiné jusqu'à présent l'expansion du mouvement social

sans laquelle le Socialisme ne peut pas se développer, à cette seconde exigence, on peut répondre par d'autres efforts : l'effort de décentralisation pour briser l'effet de carcan de la bureaucratie ; l'effort pour mettre l'entreprise à l'heure ; l'effort pour réformer le système de santé, en particulier le système hospitalier, tout en protégeant les bases ; les régimes de protection sociale, tout en assurant l'initiative dans le domaine sanitaire et social ; l'effort pour mettre fin, tenter de mettre fin, du moins, dans le respect des principes du service public, à cette guerre scolaire dont nous parle la droite, qui alimente ses campagnes et qui entretient surtout dans certaines régions les clivages qui favorisent les clans du conservatisme.

Tous ces efforts que l'on voit aussi dans le domaine de la justice, de la culture, du logement, ont été engagés, mais nous le savons bien, partout nous sommes au milieu du gué. Chacun de ces efforts peut se retourner contre lui-même et nous avons tous, dans le domaine de la décentralisation, l'expérience de l'ambiguïté, même de cet effort si nous ne sommes pas capables de lui donner la durée, si nous ne sommes pas capables de le mener avec la détermination suffisante.

Chacun peut se changer en son contraire, il faut que nous tenions compte de l'expérience et du débat pour les corrections nécessaires. Mais, au-delà, nous savons que cette politique suscite tout naturellement l'opposition des forces conservatrices de tous ceux qui veulent maintenir leurs privilèges. Nous savons aussi qu'elle suscite des inquiétudes chez ceux qui font le maximum de l'effort aujourd'hui et se demandent s'ils en aurons la compensation, le résultat.

Il nous faut travailler à les rassurer par nos explications, mais aussi par notre propre détermination.

Le poids de la crise peut aussi entraîner les attitudes de fuite de résignation. C'est vrai que si nous n'expliquons pas suffisamment les raisons socialistes de mener une telle politique, nous risquons d'apparaître en contradiction avec nous-mêmes. Alors, pour dominer ces critiques, ces inquiétudes, pour reconquérir l'opinion, il importe que la politique gouvernementale ne rougisse pas d'elle-même, il importe avant tout que les Socialistes ne rougissent pas de la politique menée en leur nom.

Ou bien la politique menée par le gouvernement est justifiée, et nous devons en rendre compte, non pas en nous excusant, mais en tant que Socialistes, ou elle est étrangère au Socialisme, alors elle n'est ni justifiée, ni justifiable, et il faut en proposer une autre, en prendre les moyens.

Je dis aux camarades qu'on ne peut pendant des mois ramasser toutes les inquiétudes, ramasser les critiques qui existent à l'intérieur du pays et ensuite s'en servir comme d'un poids pour faire une synthèse avec ceux qui estiment que cette politique est la voie dans le Socialisme, qu'elle est juste et doit être continuée.

Et c'est pourquoi nous débouchons, en effet, sur la débat sur la synthèse. Le 11 septembre, un accord s'est fait sur une ligne politique commune à d'anciens courants, il y a eu déjà une synthèse et la motion 1 en elle-même est une synthèse qui repose sur un contrat claire, elle repose sur une ligne politique claire par rapport au débat sur la politique gouvernementale.

Il faut sans doute le préciser, et le rôle du Congrès dans la Commission des

résolutions est de le préciser : les militants l'ont approuvée et ils ne comprendraient pas que la synthèse réalisée soit ensuite, par le Congrès, changée en un autre type de synthèse qui serait en contradiction avec les choix politiques qu'ils ont fait. (Applaudissements)
Entre la motion 1 et la motion 2, mes camarades, le débat doit être approfondi, mené jusqu'au bout et les militants qui sont ici, les militants du C.E.R.E.S., sont responsables, ils ont présenté une motion qui n'a pas été présentée à la légère, elle représente un certain nombre d'engagements politiques, et ces engagements ne seront pas de ceux qui, en ramassant les inquiétudes, peuvent se lier à une motion qui a pour but essentiel de prendre en charge la politique gouvernementale pour l'amener plus loin, pour la sortir du milieu du gué.
Puisque mon temps de parole s'achève, je dirai que le rôle du Parti, puisque c'est le troisième débat, est de faire en sorte que dans les temps qui viennent, nous puissions parler clair, dans la cohérence. L'année qui vient sera, nous le savons, difficile. Elle sera pour notre pays, sur le plan économique, difficile, nous aurons de dures réalités à affronter ; c'est de la clarté, de la cohérence de la position dans ce Congrès, que nous serons capables de vaincre ces difficultés.
Il faut que de la Commission des résolutions sorte une synthèse claire, cohérente, ou le Congrès aura été inutile.

Le Président - Edith Cresson est invitée à venir à la tribune, fédération de Vienne, ministre du Commerce extérieur.
(Applaudissements)

Edith Cresson
Mes chers camarades, ce Congrès est important, parce qu'il se situe à mi-parcours et parce que nous avons à répondre à la fois sur le débat idéologique et sur le terrain de l'économie.
Rappelez-vous, pendant la campagne électorale, nous avons entendu la droite prédire une inflation galopante, la révolution dans les usines, la faillite de l'économie, la fin des libertés, etc..
Nous avons vu après la droite prétendre que le Socialisme ne marchait pas, et toujours que nous étions incapables de gérer.
Il y a dans ce pays des traditions fortement établies dans les esprits, et pas seulement dans les esprits de la droite, car souvent on pense que les Socialistes sont bons pour répartir mieux, pour améliorer l'état de la société, égaliser les chances, mais on pense que les Socialistes ne sont pas les meilleurs pour gérer l'économie, et nous sommes en train de démontrer le contraire. (Applaudissements)
Méfions-nous du pire des dangers qui serait de rentrer dans le jeu de l'adversaire, le jeu qui consiste à refuser encore et toujours l'alternance, et pour cela regardons les faits et, mes camarades, mobilisons-nous à l'intérieur du parti et mobilisons-nous à l'extérieur.
Tout à l'heure, Pierre Mauroy ; hier, Lionel Jospin, ont rappelé le bilan de ce qui

avait été fait, je ne reviendrai pas dessus : les conquêtes sociales, l'amélioration du SMIC, des allocations familiales, les allocations vieillesse, les droits nouveaux des travailleurs, les trente-neuf heures, la cinquième semaine, la retraite à soixante ans : nous avons largement tenu nos engagements sociaux et nous continuons sur cette lancée.

Nous avons mené à bien un certain nombre de réformes, la décentralisation est en route, les nationalisations sont achevées, la réforme bancaire va prendre place, tout cela a été fait malgré la crise mondiale qui a frappé tous les pays, malgré la hausse du dollar, malgré un certain nombre de difficultés des pays en développement avec lesquels nous faisons notre commerce extérieur.

Pendant ce temps, nos principaux partenaires ont connu des difficultés égales mais les ont moins bien encaissées que nous. On ne rappellera jamais assez que le niveau de vie en Allemagne a baissé de 3,5% au cours de ces trois dernières années, tandis qu'il continuait à augmenter en France ; on ne rappellera jamais assez que nous avons stabilisé le chômage alors qu'il a augmenté partout ailleurs, et on ne rappellera jamais assez que nous avons diminué le niveau de l'inflation et que, contrairement à ce que continue de dire la droite, la différence entre le niveau d'inflation dans notre pays et notre voisin l'Allemagne a diminué et pas augmenté, comme j'entends chaque jour la droite l'affirmer.

Quant au déficit du commerce extérieur, il était de 74 milliards de francs 1982 en 1980, et cette année, pour 1983, il sera aux environs, et je pense au dessous, de 50 milliards de francs 1982 (applaudissements), c'est-à-dire que nous avons baissé.

Au cours de ces trois derniers mois, nos exportations vers les pays de la communauté, par rapport à l'année précédente, ont augmenté de 18% ; nos exportations vis a vis des pays de l'O.C.D.E. ont augmenté de 29%, c'est-à-dire que, contrairement à ce que faisait la droite, qui ne gérait pas l'économie du pays, et qui se contentait de passer ici ou là le contrat du siècle, c'est-à-dire de vendre de grands équipements et généralement à des pays en développement qui ont de plus en plus de mal à nous payer, nous, au contraire, nous avons mobilisé l'ensemble du tissu industriel, économique français, notamment les petites et moyennes entreprises, pour les amener à l'exportation et vers des pays solvables. C'est comme cela que nous redresserons la situation économique et c'est comme cela que nous gagnerons notre pari.

Mes camarades, il est donc temps que finisse un mythe qui n'a que trop duré, celui selon lequel ce serait la droite qui aurait le monopole de l'efficacité économique. La droite a échoué sur le plan économique comme sur le plan culturel, comme sur le plan social, et nous sommes en train, au contraire, de réussir. (Applaudissements)

Redisons donc cette notion de nos esprits, faut-il que les militants socialistes se mettent à lire la presse socialiste, et par exemple, le « Financial Times », journal économique, financier, britannique, qui dit : « Quel est le pays où l'inflation diminue, où le chômage a été stabilisé, où les investissements étrangers reprennent et ou même - parce qu' il s'agit d'un journal financier - la bourse a augmenté de 40% ? Il se trouve que c'est un pays où tout le monde dit que ça va mal, c'est la France ! » (Applaudissements)

Et comme on l'a dit tout à l'heure, comme le premier ministre l'a rappelé, comme Lionel Jospin l'a dit, il vaut mieux traverser la crise avec la gauche qu'avec la droite, et pas seulement parce que c'est moins douloureux pour les plus démunis naturellement, mais aussi parce que c'est plus sûr pour pouvoir un jour s'en sortir.
Les mutations technologiques auxquelles nous sommes confrontés et pour lesquelles nous ne voulons pas que ce soit les moins armés qui souffrent et qui paient, ces mutations technologiques, nous devons en profiter pour accomplir cette redistribution des chances, cette meilleure égalité des chances au départ pour pouvoir entre prendre et poursuivre cette formidable action de formation professionnelle que nous avons engagée et qui est notre chance pour l'avenir de notre pays.
Cela, la droite ne l'a jamais fait. Vous savez qu'il existe dans ce pays une immense bonne volonté, partout où je vais, et je me rends dans toutes les régions, je rencontre les responsables des entreprises, les travailleurs et leurs dirigeants, et je dois vous dire que dans ce tissu industriel où il y a des entreprises souvent peu importantes du point de vue du personnel, mais qui sont celles qui créent des emplois, dans ces entreprises qui ont souvent une technologie avancée et qui vont à l'exportation, on n'est pas découragé, au contraire, on se bat et on compte sur le gouvernement et sur ce gouvernement-là, qui est le premier à avoir engagé cette action, car les autres ne l'ont pas fait. (Applaudissements)
Il y a, camarades, une immense bonne volonté, une immense attente, et nous ne devons pas nous arrêter à ce que nous lisons dans les journaux de la droite ou à ce que nous entendons ici et là qui est fait pour nous décourager mais, pire encore, pour décourager ceux qui veulent entreprendre dans ce pays, car c'est cela l'action qui est menée.
De même, est menée une action d'intimidation vis-à-vis de la presse lorsqu'on dit que nous sommes contre les libertés pour que la presse prenne toujours ses précautions, pour qu'on ne puisse pas l'accuser d'être de notre côté. Toute cette action est une action idéologique qui dure depuis maintenant deux ans et demi. Nous ne devons la dénoncer et le dire autour de nous clairement et nous devons dire qu'il est temps que cela cesse. Ce dialogue, c'est le parti qui doit l'engager. Le gouvernement, seul, ne peut pas le faire. Il faut donc que le Parti s'engage dans trois directions.
Premièrement, qu'il dresse le bilan de ce qui a été fait sur le plan social et sur le plan économique, en sortant de tous ces stéréotypes qu'on cherche à nous imposer. Ce bilan, il faut qu'il le communique à la population. S'il faut que nous retournions aux portes des usines, nous le ferons ! (Applaudissements)

Le Président - Conclus.

Edith Cresson - J'ai fini.
Il faut que nous préparions des propositions pour les deux ans qui viennent et il faut que la communication s'établisse entre le parti et la population et que cette communication s'établisse dans les deux sens.
Mes camarades, je suis persuadée que si la droite a connu un état de grâce, cet état de

grâce est maintenant achevé et que, maintenant, nous allons pouvoir nous engager fermement sur la reconquête de l'opinion. Cette reconquête, nous avons pour la mener de bonnes bases. Je peux vous dire que chez moi, à Châtellerault, nous l'avons bien fait, nous devons le faire maintenant dans toute la France.
(Vifs applaudissements)

Le Président - La parole est à André Laignel. Il sera suivi par Jean-Pierre Chevènement.

André Laignel
Chers amis, chers camarades, le Parti Socialiste est ici rassemblée et nous devons tous ensemble faire en sorte que notre Congrès de Bourg-en-Bresse soit le temps fort de la vie politique française, temps fort parce que ce Congrès est le premier à intégrer pleinement notre expérience du pouvoir, temps fort parce que le Parti Socialiste est la seule organisation politique d'envergure nationale qui débat pleinement, librement, publiquement de ses orientations fondamentales. Temps fort enfin parce que tout ce que dit le P.S., premier parti de France, retentit sur la vie même de notre peuple et sur la bonne marche du pays.
En ce sens, l'une des questions importantes, essentielles peut-être, qu'il nous faut résoudre, qu'il nous faut explorer, c'est celle des relations des rapports Parti - gouvernement.
Après des hésitations, des tâtonnements, mais pouvait-il en être autrement pour un parti éloigné depuis plusieurs décennies du pouvoir, des progrès incontestables ont été accomplis en ce sens. Mais sont-ils suffisants ? Ne nous reste-t-il pas de nouveaux efforts à faire ?
Le sentiment qui prévaut est que si les procédures de contestation ont été notoirement améliorées, les résultats de la concertation n'ont pas toujours été à la hauteur des espérances, et la faute nous en incombe parfois.
Proposer au gouvernement des solutions socialistes est notre tâche première. L'erreur a été de s'en dispenser à plusieurs reprises, prétexte pris que le gouvernement est à majorité socialiste, les solutions sont fondamentalement différentes. Le gouvernement est celui de la France et non d'une organisation politique, même majoritaire. Il se doit d'être le creuset de toutes les traditions de notre société et le lieu de leur synthèse. A force de s'en remettre à l'exécutif issu de ses rangs, le P.S. a parfois laissé le champ libre aux seuls groupes de pression adverses à qui passe la fonction essentielle de contrepoids aux forces conservatrices de notre pays.
Retrouver cette puissance de proposition, et donc de pression, doit être prioritaire.
La seconde mission du Parti Socialiste est de populariser l'action gouvernementale. Il le fera, mes chers camarades, d'autant plus efficacement que l'action sera le fruit de ses propres réflexions et le résultat de sa confrontation positive avec l'exécutif. En ce sens, un immense effort de communication doit être décidé à ce Congrès de Bourg-en-Bresse, tant en volume que dans les méthodes.
Il serait temps que les Socialistes apprennent les nouvelles techniques de transmission

des idées.
Force de proposition et d'orientation, telle est notre vocation. Un Parti Socialiste, a-t-on dit, ni « godillot », ni rebelle, oui, mais vivant, véritable force d'entraînement et de reconquête, voilà ce qu'il nous faut être.
La reconquête, mes chers camarades, parlons-en quelques instants.
Nous sommes soumis par toutes les forces de la droite, par tous les moyens d'expression de la droite, à un véritable bombardement culturel et idéologique, et nous sommes sommés de nous rendre, sans conditions. La reddition en pleine campagne serait notre seule solution. Ainsi, le meilleur Socialiste serait celui qui ne croit plus aux antagonismes de classe. Ainsi, le bon économiste socialiste serait celui qui pratique le mieux le libéralisme. Ainsi, le bon fiscaliste socialiste serait celui qui défend les fruits du capital plutôt que ceux du travail. Ainsi, le meilleur (applaudissements) socialiste, le plus moderne, serait celui qui considère la laïcité comme une idée d'arrière-garde... (Applaudissements)
Bref, la grande famille de la bourgeoisie française veut bien nous accepter à la table d'hôte de la République, mais à condition de cacher nos origines. (Applaudissements)
Eh bien ! mes camarades, j'espère ne pas avoir à m'en excuser devant vous, je crois, parce que je les vois, je crois parce que je les ai vécus, que les antagonismes de classe continuent de régir les rapports sociaux. (Applaudissements)
Je crois que le patronat ne mettra pas en pratique de lui-même les nouveaux droits des travailleurs et qu'il faudra une extraordinaire mobilisation pour y parvenir. Qui peut croire, malgré nos immenses efforts législatifs depuis deux ans, que nous avons profondément ou en tout cas suffisamment changé les rapports sociaux dans l'entreprise ? Il est des centaines de milliers de travailleurs à qui il reste l'essentiel à conquérir. Je veux dire la reconnaissance de leur rôle fondamental au sein de la société et souvent pour leur dignité.
Les Socialistes pour la réussite, oui, et le chemin pour y parvenir existe, mais jamais, jamais, le chemin de la réussite des Socialistes ne passera par l'abandon, même partiel de nos principes.
Et je veux, pour illustrer mon propos, aborder trois sujets parmi ceux qui me paraissent essentiels : l'économie, la justice fiscale et l'école.
Parlons de l'économie.
Je lis et j'entends ici et là, et même à cette tribune, qu'il y aurait ceux qui approuvent la politique du gouvernement et ceux qui la refusent. C'est absurde... (Applaudissements) Faut-il rappeler que c'est à l'unanimité que le Comité directeur a approuvé le plan de rigueur ? Ce qu'il faut dire, c'est que ce plan n'est pas le fond de notre politique, et Pierre Mauroy l'a rappelé ce matin, il est une réponse ponctuelle à une situation précise et il ne doit rester qu'un moment. (Applaudissements)
Quand j'entends dire l'inverse, j'ai tendance à considérer qu'il y a quelques camarades, et pas forcément seulement ceux du courant 3, qui confondent la prise en compte des réalités avec la soumission aux faits. (Applaudissements)
Quel Socialiste pourrait se satisfaire durablement de notre acceptation de la logique économique capitaliste et ce, Edith Cresson vient de le dire magnifiquement, même si

nous sommes en train de faire la démonstration que nous pouvons, que nous devons faire mieux que la droite sur son propre terrain, celui de la gestion d'une société libérale.

Le rétablissement des grands équilibres est, certes, indispensable, et nous devons poursuivre notre action pour y parvenir, mais attention ! toute prolongation au-delà du nécessaire de la politique de déflation conduit, notamment dans plusieurs pays qui la pratiquent en même temps, à une forme de protectionnisme nuisible, de protectionnisme par la construction du marché mondial (applaudissements). Cette politique de déflation, si elle est poursuivie trop longtemps au-delà de la nécessité que je viens de rappeler, peut entraîner des tensions sur l'emploi, bloquer les investissements, geler le pouvoir d'achat, interdire tout progrès nouveau de la justice sociale. (Applaudissements)

Il nous faut donc, à l'issue de la période d'assainissement économique que nous vivons, reprendre le chemin des réformes de structures juridiques et sociales, mais surtout économiques, mises sous le boisseau un temps ; recréer les conditions de la croissance dès que possible, parce que la lutte pour l'emploi constitue toujours notre priorité, parce qu'il nous faut faire de nouveaux progrès, c'est un impératif. En ce sens, nous devons être déterminés à mener à son terme la réforme fiscale, tant des impôts d'Etat que des impôts locaux.

Nous avons toujours dit, mes chers camarades, et le Président de la République le premier : la rigueur, oui, mais à condition que la justice progresse.

Alors, nous devons décider de mettre fin aux scandaleux écarts qui existent entre l'imposition des revenus du travail et ceux du capital au bénéfice de ce dernier (applaudissements), faire que le travail cesse d'être pénalisé par rapport au capital. Voici une réforme qui sera comprise par l'ensemble des salariés et qui viendra heureusement compléter l'œuvre immense que nous avons déjà engagée en matière de justice sociale.

Parlons maintenant de l'école. Qui ne sent, qui ne comprend que le grand moyen de résoudre le dualisme scolaire, c'est de donner tous les moyens à l'école publique d'accomplir sa mission (applaudissements), de refuser tous les conservatismes, les corporatismes, y compris ceux de l'Education nationale ? (Applaudissements) Qui doit comprendre que l'investissement essentiel pour une nation comme la nôtre, c'est l'investissement éducatif, mais qui peut faire grief à l'enseignement public de ses difficultés, alors que, depuis deux décennies, tout a été fait pour l'affaiblir, pour réduire ses moyens, pour casser la formation des maîtres en démantelant les écoles normales. En ce domaine, comme dans tous les autres, refusons la pression idéologique de la droite qui conduit un département comme la Vendée à compter soixante-neuf communes sans école publique. (Applaudissements)

Nous affirmons que le combat pour la laïcité s'est toujours confondu avec la lutte pour la République, la démocratie et la liberté. (Applaudissements)

Mes camarades, la laïcité est une idée toujours neutre, celle de la liberté accomplie. Je veux en ce domaine formuler trois espérances : l'espoir que nous soyons capables, par une école transformée, ouverte sur le présent, de répondre aux aspirations de la

jeunesse de préparer l'avenir collectif de notre nation ; l'espoir que ne soit pas institutionnalisée pour la jeunesse la division de la France, issue de l'histoire ou voulue par les adultes d'aujourd'hui, division qui se répercuterait au nom de l'école, de courants de pensée, et qui conforterait le morcellement de notre nation. Il faut que soit reconnu pleinement à tous les jeunes le droit de cité en la maison commune qu'est l'école laïque, la seule libre, puisque ouverte sans conditions de doctrine, de religion, de philosophie ou de classe. (Applaudissements)

Espérons enfin que le gouvernement de la gauche aura le courage et la raison d'engager les réformes indispensables à la création d'un grand service public laïque de l'éducation, conformément à nos engagements. (Applaudissements)

Il peut y avoir plusieurs écoles dans la République, mais il ne peut exister qu'une école de la République.

Mais vous allez rompre la paix scolaire, me diront certains. Ce n'est pas nous qui avons déséquilibré le système scolaire français, mais la droite, par l'instauration de privilèges au bénéfice du privé.

La négociation, Pierre Mauroy, oui ! Le pragmatisme, oui ! La paix scolaire, oui ! Mais pas sur les décombres de nos convictions ! (Applaudissements)

L'économie, la fiscalité, l'école, mais il faudrait aussi, pour nous glisser sur le chemin de la réussite, parler de la réforme bancaire, mais aussi de la fin des cumuls abusifs, emploi retraités, mais aussi de la suppression des ordres, notamment des médecins et des architectes. (Applaudissements)

Allons-nous continuer à accepter avec la gauche au pouvoir que de jeunes médecins, de jeunes architectes, soient déférés devant les tribunaux au nom d'une loi de Vichy ? (Vifs applaudissements prolongés)

(…) enfermés dans de fausses complicités économiques occidentales, quand nous serons reconnus pleinement par les couches sociales qui nous ont portés au pouvoir, reconnaissance, dois-je le rappeler, qui est pour nous la condition fondamentale de notre durée démocratique.

Veillons à éviter toute propension à faire plaisir à nos adversaires, propension qui nous conduit le plus souvent à désespérer nos amis. (Applaudissements)

François Mitterrand écrivait dans « Ma part de vérité » - je le cite - : « Refuser de savoir qui l'on représente, pour qui l'on se bat et pourquoi, oblige à courir dans tous les sens pour ne manquer personne. »

A ce rythme, la démocratie Socialiste finit par s'essouffler, et nous avec elle.

Rappelons sans cesse pour qui l'on se bat : l'immense majorité des salariés de notre pays, la totalité de ceux qui veulent le progrès de notre pays. Ranimons une société de responsabilité, de justice, de liberté ; tous ensemble, réaffirmons sans arrêt avec passion notre identité culturelle et politique de Socialistes.

Avec constance, sans ostentation mais sans faiblesse, redisons chaque jour ce que sont nos convictions profondes.

Le chemin de la réussite, mes chers camarades, il passe par cette conviction animant une double volonté qui a été le fondement de la victoire de François Mitterrand : être nous-mêmes et tenir bon !

(Vifs applaudissements)

Le Président - Chers camarades, je donne la parole à Françoise Séligmann qui va nous donner lecture d'un message de Robert Badinter.

Françoise Séligmann
Voici le télégramme que Robert Badinter adresse à notre Congrès : « Je regrette de ne pouvoir être parmi vous. J'aurais aimé présenter à tous nos camarades le bilan de ce que nous avons fait et l'annonce de ce que nous ferons encore ensemble. Jaurès parlait des chemins difficiles qui conduisent à la justice. Il n'y en a pas d'autre pour nous, car en définitive, qu'est-ce que le combat de la gauche, sinon une lutte pour plus de justice ? Fraternellement, Robert Badinter. »
(Applaudissements prolongés)

Le Président - Je donne maintenant la parole à Jean-Pierre Chevènement, qui sera suivi par Michel Debout, de la Loire.

Jean-Pierre Chevènement
Chers camarades, l'alternance réalisée après vingt-trois ans de pouvoir de la droite, le monde du travail réintégré dans les institutions de la République, des réformes profondes réalisées, et qui porteront leurs fruits dans la longue durée, décentralisation, nationalisation, droits des travailleurs, progrès des libertés, nouvel essor de la recherche et des technologies... Je le crois, nous n'avons pas à rougir de notre bilan.
Cette vérité, constamment obscurcie par les campagnes éhontées d'une droite qui a perdu toute mesure depuis qu'elle a perdu le pouvoir, révélant ainsi sa vraie nature, et que, sans en parler jamais, elle est la meilleure dans la lutte de classe, il appartient à chacune et à chacun d'entre nous quotidiennement de la rétablir.
Mais chacun sait qu'au-delà du bilan des deux dernières années, c'est le projet même qui est en question. Notre électorat comprend-il et peut-il comprendre notre politique ? Quel projet offrons-nous à la France ? Voilà les questions qui sont au cœur de ce Congrès historique, je dis bien historique car c'est la seule occasion, chers camarades, que nous aurons de peser, et par conséquent nous n'avons pas le droit de la rater.
Gaston Defferre l'a dit à juste titre, notre Congrès ne doit pas être celui de l'autosatisfaction, il doit être celui de la lucidité. Réussir, telle est en effet la seule question qui nous soit posée.
Si le problème était celui de la solidarité du Parti avec le gouvernement, la réponse est claire, et vous la connaissez, bien entendu. Naturellement, nous sommes solidaires du gouvernement. Nous ne réussirons pas séparément. Aussi bien le Premier ministre mérite-t-il notre soutien, non pas seulement en tant que militant socialiste, mais aussi le soutien de notre amitié, et j'ajoute, qui plus que le courant 2 a montré le sens de la discipline, jusqu'à ce que s'ouvrent naturellement les débats de notre Congrès, car s'il y a un temps pour appliquer, il y a aussi un temps pour débattre.

(Applaudissements)
J'ajoute qu'il faut être capable de discipline pour être capable de vraie liberté, et ici nous savons chausser les godillots. Nous pensons aussi que les Socialistes ne réussiront désormais que s'ils chaussent peut-être la chaussure à crampons qui permet, sur un terrain de football, de gagner en équipe, avec un bon esprit d'équipe, la deuxième mi-temps. Mais cela suppose qu'on n'utilise pas les savates, hein, mais les chaussures à crampons !
C'est parce que nous sommes solidaires du gouvernement, et parce que nous le serons, y compris des décisions prises sans notre accord, puisque telle est la situation, c'est parce que le pays nous considère, à juste titre, comme co-responsables et identifie le Parti Socialiste au gouvernement, c'est parce que quotidiennement, nous défendons et nous défendrons le gouvernement sur le terrain, que nous entendons aussi refuser l'escamotage du débat.
Il y a une volonté dans le Parti, et j'écoutais tout à l'heure André Laignel, l'accueil que vous lui avez fait le montrait ; il faut que cette volonté s'exprime... (Quelques protestations.)
Il faut que cette volonté s'exprime ! Le Congrès souffre, me semble-t-il, jusqu'à présent, de ce qu'une question préjudicielle n'a pas été tranchée : est-ce que le Congrès sert à quelque chose dès lors que notre Parti est majoritaire dans les institutions qui sont les nôtres, celles de la cinquième République ? Et puis, plus généralement, à quoi sert le Parti ?
Il faut que nous répondions à cette question aujourd'hui, et c'est de la réponse qu'on apportera à cette question que résultera la conclusion de nos débats.
Je crois en effet que la démocratie, et par conséquent le rôle de notre Parti, est une condition essentielle à notre réussite.
Il y en a deux autres dont je parlerai ensuite, la croissance et l'indépendance.
Je voudrais d'abord vous parler de la démocratie.
La difficulté de notre tâche, à nous, la gauche, dans les institutions de la cinquième République, vient de ce que nous avons à ranimer la démocratie, et d'abord à faire vivre notre Parti après vingt-trois ans de pouvoir de la droite, et en même temps nous avons à affirmer l'Etat. Est-ce que c'est possible de le faire simultanément ? Ma réponse est claire, non seulement c'est possible, mais c'est absolument nécessaire à notre réussite qui a besoin à la fois du souffle de la démocratie et de celui de l'Etat républicain.
Il ne serait pas sage, je le dis à Lionel, dans l'intérêt même de la gauche et pour le succès de notre entreprise, de vouloir réduire le Parti à n'être que l'ombre portée du gouvernement. Le Parti est un merveilleux réservoir d'énergie, d'imagination créatrice, de dévouement, et nous l'avons montré, vous l'avez montré, dans le passé, chers camarades. D'Epinay à 1981, que de batailles, que d'épreuves surmontées ensemble, et jusque dans la plus petite fédération ; que de victoires sur le terrain qui ont préparé la conquête du pouvoir par François Mitterrand !
Est-ce que le Parti n'aurait servi qu'à la conquête du pouvoir ? Vous me direz que ce n'était déjà pas si mal. Mais ne croyez-vous pas que ce merveilleux réservoir

d'énergie pourrait bien avoir encore un rôle à jouer dans l'avenir ? Ne croyez-vous pas que le Parti Socialiste ait une chance à ne pas manquer ? Croyez-vous que le moment soit venu d'en faire un pré-retraité ?
Les gouvernements passent, on l'a dit, le Parti reste, et le Parti a non seulement le droit, il a le devoir, de définir une orientation politique valable pour son gouvernement, et pour celui qui lui succédera, car quelle que soit l'issue, vous le savez bien, il y aura encore un Parti Socialiste après 1986.
On ne peut pas gagner la deuxième mi-temps si vous ne vous sentez pas mobilisés, si vous ne vous sentez pas comptables de la victoire ou de la défaite en 1986, et chacun doit mesurer ses responsabilités comme s'il était au gouvernement, tout en agissant bien entendu comme le gouvernement ne peut pas le faire, mais croyez-moi, a besoin qu'on le fasse en-dehors de lui.
Voyez-vous, si les institutions de la cinquième République, dont pour ma part j'ai toujours été partisan, fournissent un rempart commode contre la droite, prenons garde - car toute médaille à son revers - qu'une lecture de leur fonctionnement héritée de la droite ne déresponsabilise plus ou moins insidieusement le Parti, et potentiellement tous ceux que nous appelons les acteurs du changement. (Applaudissements)
Je sais, chers camarades, que ce que je vous dis est un peu difficile à faire passer, mais je vous demande d'accorder un peu d'attention à cette réflexion car je la crois tout à fait au cœur des problèmes que nous rencontrons et que nous avons à résoudre ensemble, dans l'intérêt de la réussite.
Vingt-trois ans de cinquième République ont modelé les mentalités, et quelquefois de manière abusive. Puis-je en faire d'ailleurs la cordiale confidence à quelques uns de nos amis journalistes qui s'attaquent, trop souvent à mon gré, au fait de savoir si une opinion plaît ou déplaît, au lieu de rechercher si cette opinion est fondée en raison, si elle va à la rencontre de l'avenir ou pas, et cela en fonction uniquement de rumeurs qu'ils recueillent « de source autorisée », comme on dit, bien que beaucoup des ragots recueillis dans les dîners en ville n'aient jamais fait l'objet de la moindre autorisation.
Et je crois que du point de vue de la démocratie, qui n'intéresse pas seulement les militants socialistes, mais je dirais, vous aussi, amis journalistes, qui avez un rôle important pour faire vivre la démocratie, il est extrêmement important que notre vie politique ne soit pas réduite à cette conception en vérité appauvrissante pour la démocratie.
Si convaincus que nous soyons, et je le suis, de la valeur des institutions de la 5ème République, nous ne pouvons pas avoir la même interprétation et la même pratique que la droite.
L'élection au suffrage universel du Président de la République s'est révélée un mode de sélection très rigoureux, qui n'a conduit à l'Elysée, quelles que soient les opinions politiques qu'on avoir, que des hommes d'Etat de valeur. Le soutien que nous apportons aux institutions ne vient pas seulement de là, et ne tient pas seulement au fait que François Mitterrand est un homme de ressource et de caractère, taillé pour les épreuves qui, n'en doutons pas, nous attendent. Mais il est bon, du point de vue

même de la gauche, que le Président de la République soit l'arbitre suprême et le garant, en dernier ressort, de ce que les germes de dissension qu'elle porte naturellement en elle-même, parce qu'elle débat, ne dépasse pas un certain seuil.
Mais il n'est pas souhaitable en revanche que par une délégation à demi consciente des responsabilités, la vie politique nationale se trouve en quelque sorte aspirée vers un centre unique de pouvoir, car le dynamisme de l'ensemble en souffrirait, et nos chances de succès mêmes risqueraient de s'en trouver compromises.
Des institutions, il faut suivre la pente, comme disait Gide, je crois... mais en la remontant. Et pourquoi ? Mais parce que la gauche, chers camarades, si vous y avez réfléchi, la gauche et les mouvements, la gauche et les débats, elle commence avec la lutte d'idées, sinon elle n'est pas la gauche, parce que les idées toutes faites, les idées reçues, les idées dominantes, ce sont les idées de la classe dominante. Vous le savez bien. Que le débat d'idées s'étiole, que la dépolitisation gagne, et c'est la gauche toute entière qui recule. Le débat est l'oxygène du Parti. L'expression n'est pas de moi, elle est de Lionnel Jospin. Il vaut mieux laisser, croyez-moi, s'exprimer les différences que de refouler, ne pas craindre les contradictions parce qu'elles sont la vie même, et parce que la gauche ne peut progresser qu'à partir du débat.
Les signataires de la motion 2 ont voulu ce débat, qui n'aurait pas existé sans eux. Ils en ont pris le risque, car c'était un risque, dans l'intérêt du Parti tout entier, parce que nous avons une autre idée du Parti, nous nous faisons une certaine idée du Parti. Et nous l'avons fait avec un sens aigu de nos responsabilités. Le Parti a le devoir de s'exprimer.
Est-ce un attentat contre le gouvernement, un crime de lèse-majesté, contre le Président de la République ? En aucune manière, chers camarades. Car chacun, en restant à sa place, doit aussi occuper toute sa place. (Applaudissements)
Cela me fait penser à ma grand-mère qui disait : « Si je me mets à la place des autres, je ne sais pas qui se mettra à la mienne. » Donc je souhaite que le Parti Socialiste reste à sa place, occupe toute sa place, dans l'intérêt commun.
Ce n'est pas nous qui choisissons le gouvernement, c'est le Président. Nous ne lui dictons pas sa conduite, et nous ne devons pas prétendre la lui dicter dans le détail. Le gouvernement n'est pas responsable devant le Parti Socialiste, mais devant l'Assemblée Nationale, et les institutions, il faut les respecter, et nous les respectons.
Mais les Socialistes, à un autre niveau qui n'est pas celui de l'Etat, doivent aussi se respecter eux-mêmes. Et il y a une manière pour le gouvernement de respecter le Parti Socialiste, qui consiste à inscrire sa politique dans le cadre de notre projet commun. Et si, comme j'ai entendu dire à certains - Jean-Pierre Cot par exemple -, le Projet socialiste pour les années 80, adopté à l'unanimité du Parti, il y a trois ans, est considéré aujourd'hui comme périmé, alors, l'honnêteté voudrait que nous remettions l'ouvrage sur le métier. Parce que le Parti et le gouvernement, s'ils remplissent dans la société des fonctions différentes, s'ils se situent dans des échelles de temps qui ne sont pas les mêmes, ont besoin que leurs actions s'abreuvent à la source d'une pensée commune.
Et voilà pourquoi notre Congrès doit parler clair, parce que la droite dans ce pays

s’exprime haut et fort ; la gauche, elle, ne peut pas se taire.
Le gouvernement a trop souvent une vue faussée de l’opinion. Il suffit qu’un ministre feuillette sa revue de presse tous les matins - il faut du moral, vous savez -, ce sont presque toujours les mêmes qu’on entend. A gauche : pas assez de débats, donc pas assez d’expression et pas assez de mobilisation. Les choses étant ce qu’elles sont, dans ce gouvernement d’opinion qui est le nôtre, fût-il théoriquement de gauche, c’est la droite qui s’exprime plus souvent qu’à son tour (protestations)... Vous n’avez pas l’air d’accord ?...

Dans l’Assemblée - Non.

Jean-Pierre Chevènement - Vous ne pensez pas que la droite tient un peu trop le haut du pavé ?...

L’Assemblée - Si !
(Applaudissements)

Jean-Pierre Chevènement - C’est pourquoi je pense que le Parti s’exprimant ne gênera pas le gouvernement, il l’aidera. Le gouvernement a besoin d’être porté par un élan, par une volonté communicative. Sinon, nous ne pouvons pas gagner. C’est difficile, oui, c’est difficile, c’est risqué, oui, mais c’est un très petit risque, chers camarades, par rapport au risque énorme que nous ferait courir le silence du Parti, et par voie de conséquence la démobilisation et le découragement de deux qui nous soutiennent.
Notre devoir est donc de parler et de commenter à notre manière qui, pour le Parti, n’est pas celle du gouvernement ; qui, pour le Parti consiste à mobiliser le peuple, à être l’instituteur de la volonté collective.
Et, bien sûr, c’est difficile, mais la gauche doit se dépasser elle-même, sinon elle n’est pas la gauche. Et nous devons par conséquent inventer une nouvelle pratique des institutions, que nous acceptons, même si initialement elles n’étaient pas faites pour nous. Et je dirais que c’est parce que nous devons impérativement, pour des raisons de vie ou de mort, ranimer le débat politique, utiliser la démocratie pour mobiliser notre base, qu’en même temps nous devons restaurer l’Etat républicain. (Applaudissements)
Il y a beaucoup de camarades, et je le comprends d’ailleurs, qui ne comprennent pas ce que cela veut dire. Moi-même, quand j’avais vingt ans, il y a des choses que je ne comprenais pas, et que j’ai comprises avec l’expérience (exclamations et sifflements).
L’Etat républicain, c’est le refus des clientèles, c’est le patriotisme, c’est la capacité de mettre au-dessus de tout l’intérêt public. (Applaudissements)
Et il faut que nous soyons capables des deux, de plus de liberté et de plus de discipline, de plus d’élan et en même temps d’un sens plus élevé de l’intérêt général.
Moi-même, vous savez, quand j’étais ministre, il m’est arrivé de nommer des directeurs dont certains étaient, l’un communiste, l’autre socialiste, mais d’autres

venaient des cabinets d'anciens régimes, et également des directeurs qui n'appartenaient à aucun parti, qui étaient simplement, comme les autres d'ailleurs, des gens compétents et loyaux, et capables de travailler pour la France, et pour l'idée que le gouvernement se fait de l'intérêt de la France. Eh bien ! Je pense que nous devons avoir ce sens de l'Etat, ce sens de ce que peut nous apporter la compétence professionnelle de chacun, là où il est, quelle que soit d'ailleurs son opinion politique ; on peut à la fois avoir le goût le plus vif de la démocratie et avoir le sens de l'Etat. C'est une mode assez niaise, et à vrai dire réactionnaire, que de croire qu'il y a une contradiction entre les deux.

Bien entendu, quand on est au gouvernement, c'est différent, et quand un ministre veut s'exprimer sur un plan qui n'est pas celui de l'Etat, il sait ce qui lui reste à faire, c'est tout. Je souhaiterais d'ailleurs que mon exemple soit très contagieux. (Applaudissements)

Je parle, chers camarades, dans l'intérêt de notre réussite. Nous devons faire les deux à la fois. Nous devons être plus confiants dans la démocratie, nous devons hausser la démocratie, et en même temps nous devons montrer un sens plus exigeant de l'Etat.

Restaurer l'état républicain, c'est en effet notre tâche, et c'est une tâche difficile. L'Etat n'est pas notre bien particulier, mais le bien du peuple français tout entier.

Les Socialistes, dès lors qu'ils cherchent une responsabilité dans l'Etat, doivent montrer un sens de l'Etat d'autant plus exigeant que les classes dirigeantes traditionnelles, vous le savez bien, leur contestent toujours la capacité de diriger, et vous le savez bien, la culture de la droite, parce qu'elle ne fait pas appel aux valeurs du débat mais aux valeurs d'autorité, s'adapte mieux spontanément aux nécessités du fonctionnement de l'Etat.

Mais qui ne le voit aujourd'hui, et pour nous inscrire dans la durée, comme nous l'a indiqué Lionel Jospin, le sens même du changement se joue dans la démonstration de notre capacité à diriger l'Etat et à rassembler le peuple autour de nous. Sans sectarisme, sur un projet, sur une grande ambition, représentants des classes traditionnellement dominées, les Socialistes qui ont une place dans l'Etat doivent porter plus loin et plus haut que les classes bourgeoises le sens de l'intérêt général, le sens de l'intérêt républicain.

Disant cela, je sais que je ranime peut-être une vieille crainte, que j'ai éprouvée moi-même, que les Socialistes soient prisonniers de l'Etat tel que nous l'avons hérité, et je ne méconnais pas ce risque. Si les Socialistes ne maîtrisent pas l'Etat, avais-je déjà dit, ils risquent d'être maîtrisés par l'Etat, par l'Etat d'avant, par le statu quo.

Mais entre nous, il faut une imagination bien courte pour tomber prisonniers d'un palais ministériel.

Nous n'avons pas seulement à gérer l'Etat, chers camarades, nous avons à le transformer. Où est-il écrit que servir l'Etat, c'est servir le statu quo ? C'est une vieille conception héritée de Marx, mais dont Jaurès avait déjà fait justice en disant que l'Etat exprimait un rapport de forces entre les classes, changeant, donc, par définition, et le sens de l'Etat n'est pas l'apanage des conservateurs. On peut et on doit à la fois servir l'Etat et transformer l'Etat dans l'intérêt de notre peuple et de son

avenir.
Pour ne prendre qu'un exemple, si nous considérons les recettes du libéralisme comme réactionnaires et inadaptées aux exigences de la mutation technologique et industrielle dont Pierre Mauroy nous disait ce matin qu'elle était la grande affaire de la France, ne serait-il pas temps de songer à réformer ce monument rétro de l'interventionnisme libéral qu'est l'actuel ministère de l'Economie et des finances ? (Applaudissements)
Bien évidemment, la valeur exceptionnelle, d'ailleurs, de ses fonctionnaires n'est pas en cause, mais croyez-vous qu'on puisse mener à bien une grande politique industrielle si l'appareil financer n'est pas mobilisé à cette fin, et si au nom des grands équilibres de l'économie le ministère de l'Economie et des finances exerce un droit de suite généralisé dans toutes les affaires, grandes et petites, de l'Etat ?
Revenant à mon propos initial, chers camarades, que je n'ai développé que pour mieux vous montrer la rudesse de notre tâche - et j'admets que mon discours était austère -, je répéterai que nous avons besoin, à la fois, de plus d'élan, nous avons besoin de votre élan, nous avons besoin de votre confiance dans la démocratie, et nous avons besoin de plus de fermeté, de plus de responsabilité, nous avons besoin d'un parti vivant et nous avons besoin de la fermeté de l'Etat légitime, transformé et revigoré par nous-mêmes. (Applaudissements)
Avant d'être plus socialistes, nous devons d'abord être plus républicains, d'autant plus capables de discipline, je l'ai dit, que nous serons plus capables de liberté.
C'est la première condition de notre réussite : une pratique nouvelle, de gauche, dynamisante, de nos institutions.
Lionel Jospin avait raison de dire que cela impliquait une révolution culturelle, un basculement d'idées quant à notre relation au pouvoir, mais un basculement d'idées par rapport à ce qui s'est fait depuis vingt-trois ans. Cela exige, de notre part, un sens aigu de notre responsabilité, et qu'on ne confonde pas le Parti et le gouvernement.
Bref, si j'avais une exhortation à lancer à ce Congrès, chers camarades, ce serait : « Encore un effort, Socialistes, pour être plus républicains ! » (Applaudissements)
Si vous étiez d'accord avec cette conception, la difficulté de ce Congrès se trouverait aplanie par là même. Le Parti Socialiste doit s'exprimer dans le respect des institutions, sans circonspection frileuse, à haute et intelligible voix, et je dirai qu'il attirera d'autant plus l'intérêt de l'opinion.
Faisons confiance à la démocratie, à l'initiative, à l'esprit créateur ! Cessons d'attendre de problématiques « feux verts », que personne n'a d'ailleurs envie de nous donner. Si nous sommes d'accord sur le fond des choses - et au fond, je sais que nous le sommes, beaucoup plus encore qu'il n'apparaît dans les votes - n'hésitons pas à le dire. C'est la seule manière de mobiliser et de repartir de l'avant. Osons exister en tant que Parti. Souvenons-nous de Jaurès : « Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire », et je dirais, particulièrement dans un moment comme celui-là.
Autre politique... J'ai entendu la question posée par Lionel Jospin. J'ai entendu la réponse, ou la demi-réponse, donnée par Pierre Mauroy.
Autres moyens... Je ne veux pas discuter si une politique avec d'autres moyens est

une autre politique ou n'est pas une autre politique. Ce sera à la Commission des résolutions d'en juger... (Murmures et applaudissements)

Evidemment, je connais une autre politique, Didier Motchane le rappelait ce matin, c'est celle pour laquelle nous avons collé beaucoup d'affiches, et s'il y a lieu d'avoir une autre politique que cette autre politique, il faut expliquer pourquoi... On peut changer. (Applaudissements)

Si nous sommes d'accord, à l'issue de ce Congrès, cela doit se faire dans le respect mutuel. Je le dis d'autant plus clairement que nous sommes minoritaires et, par conséquent, nous attachons d'autant plus d'importance au respect qui nous est dû... (Rires, quelques sifflets et applaudissements) Entre Socialistes, il faut se respecter, c'est la moindre des choses... (Protestations diverses) Et si nous ne sommes pas d'accord, chers camarades, il faudra le dire aussi, et vous le savez bien, l'unité du Parti ne serait pas en cause pour autant. (Applaudissements) Aussi bien, la Constitution reconnaît assez de pouvoirs au Président de la République pour qu'à partir de nos propositions il effectue, quand le moment lui paraîtra venu, les choix du salut public... (Murmures)

Je crois d'ailleurs que ce qu'a dit Pierre Mauroy sur la rigueur est quelque chose en quoi nous n'aurons pas de peine à nous reconnaître. Elle n'est pas une politique, elle n'est pas un objectif, elle est une méthode, un point de passage obligé.

Que disons-nous d'autre ?

La seule chose qui importe, chers camarades, c'est de donner l'élan tous ensemble, et pour cela il faut une discussion sérieuse, dégagée de tous les prétextes d'appareils, parce que c'est le seul moyen de mobiliser notre électorat.

Il y a deux autres conditions - et là j'aborde la discussion de fond - qui sont la croissance et l'indépendance.

Nous devons savoir gré à Alain Richard d'avoir exprimé tout haut ce que beaucoup pensent tout bas ou font sans y penser (applaudissements). S'il est vrai que la crise est durable, une majorité de Socialistes, j'en suis sûr, refusera de dire, comme Alain Richard, que l'expression « sortir de la crise » ne dissimule qu'une paresse du raisonnement (quelques sifflets), et tout d'abord parce que nous avons été élus pour cela et que c'est là-dessus qu'on nous demandera des comptes. Bien sûr, c'est difficile, mais ce n'est pas parce que c'est difficile qu'il faut renoncer. Y a-t-il d'ailleurs meilleure pédagogie du changement que de nommer les difficultés pour les surmonter ?

En vérité, je vous le dis, chers camarades, la plus grande paresse d'esprit est de se résigner à la croissance zéro, comme s'il s'agissait d'une fatalité de l'Histoire. Notre pire ennemi, c'est le néo-malthusianisme, c'est cette idée que la crise, après tout, ne serait pas une si mauvaise affaire, mais pourrait constituer un levier du changement. Cette idéologie, en vérité, c'est l'idéologie du déclin, du déclin de la France, et plus généralement du déclin de l'Europe, qui est peut-être le trait le plus frappant des dix dernières années : millions d'emplois supprimés chez nous, alors que les Etats-Unis en ont créés quinze millions ! La croissance n'a pas déserté leurs rivages, ni ceux du Sud-Est asiatique !

Ne nous trompons pas, chers camarades, sur la nature de la crise, par un esprit quelque peu hexagonal. Si nous voulons, comme nous y invite le Président de la République, faire reculer les forces du déclin, nous devons faire une analyse de la crise qui dépasse le niveau « des pâquerettes ».

Laissez-vous vous poser une petite devinette : quel est le pays qui a un déficit budgétaire de 1 600 milliards de francs lourds, un déficit commercial de 800 milliards, et dont la monnaie caracole pourtant en haut du marché des changes ? La réponse, vous la connaissez : ce sont les Etats-Unis, c'est le dollar ! Et croyez-vous que ce soit possible sans une asymétrie, sans une injustice fondamentale des relations économiques internationales, sans le privilège du dollar ? Ce qu'on appelle la contrainte extérieur, qui pèse sur nous et sur les pays du tiers-monde, écrasés par le poids de la dette, n'est souvent qu'un autre nom pour désigner notre dépendance.

Si j'ajoute que la production industrielle aux Etats-Unis croîtra de 7% cette année, en serez-vous surpris ?

Alain Richard nous dit : le keynésianisme est inopérant. Mais s'il est inopérant quelque part, ce n'est pas aux Etats-Unis, cher Alain Richard ! Monsieur Reagan, avec son déficit budgétaire, n'est pas le meilleur discipline de Milton Friedman, c'est le meilleur disciple de Keynes ! On ne le dit pas, alors il faut le dire...

La vérité est que la crise que nous connaissons est largement une crise de régulation du capitalisme, en tout cas de son mode de régulation tel qu'il a fonctionné dans le cadre des accords de Bretton Woods, pendant les vingt-cinq ans qui ont suivi la fin de la Deuxième Guerre. Un mode de régulation a disparu, aucun autre ne l'a encore remplacé.

Dans cette crise, les Etats-Unis s'efforcent de réorganiser le monde autour de leur hégémonie, mais qui ne voit que leur politique enfonce le monde dans la stagnation et dans la tension ? Et quel beau rôle pour la France que de dessiner les linéaments d'un nouvel ordre mondial multipolaire !

En maintes circonstances, le Président de la République a su ouvrir des perspectives sur la coopération technologique internationale, l'aide aux pays du tiers-monde, la réforme du Système monétaire international, le transfert vers le développement des dépenses consacrées à l'armement. Mais il ne suffit pas de dire le droit et, comme le rappelait ce matin Pierre Mauroy, de développer une logique qui est celle de l'homme ; il faut mettre la force au service du droit.

Voyez notre symbole, que nous avons choisi il y a bien longtemps, à l'époque de la fédération de Paris, c'est cela qu'il signifie : la rose, c'est l'image du bonheur, et le poing, c'est l'image de la force.

Dans le monde d'aujourd'hui, il faut une France forte, et en Europe d'abord, pour faire surgir de nouvelles configurations de forces sans lesquelles les meilleures idées se perdront.

Nous voilà ramenés aux problèmes immédiats, à ceux de la croissance

De la politique économique, je ne dirai rien de plus et rien de moins que ce que j'ai déjà dit il y a cinq mois.

Je ne pense pas que nous puissions accepter un différentiel de croissance très

inférieur chaque année à celui de la moyenne des pays de l'O.C.D.E., ni d'avoir à la fin de cette année 2 200 000 chômeurs, et 2 800 000 en 1986. Je ne crois pas que ce soit conforme à la politique que nous voulons faire.

Vous connaissez les objections d'ordre économique que nous faisons au Système monétaire européen. Il crée un air raréfié pour notre développement industriel. Bien sûr, il faut examiner ces questions avec beaucoup de pragmatisme, mais qui ne voit que le maintien d'une parité fixe avec le mark nous met à la merci de mouvements de capitaux que nous ne contrôlons pas, 850 milliards de pétrodollars, ou d'eurodollars, face auxquels nos réserves ne pèsent pas lourd ? Et qui peut croire aussi que les contraintes du S.M.E. sont sans incidence sur notre autonomie de décision ? Croyez-vous franchement que le S.M.E. soit simplement fait pour corriger notre « scoliose inflationniste » ? Ne pensez-vous que, figure moderne du « mur d'argent », il tend aussi à contrarier toute politique économique et financière réellement novatrice ? Le S.M.E. n 'est pas né par hasard, mais d'une volonté délibérée d'Helmut Schmidt et de Valéry Giscard d'Estaing, et, bien sûr, dans un autre contexte, il pourrait prendre une signification différente.

Ainsi, l'empirisme, dans ces matières, doit guider notre démarche. Une renégociation du S.M.E. ou une mise en congé provisoire ne signifierait en aucune manière que la France manifeste quelque bouderie que ce soit à l'égard de l'Europe.

Il y a quatre monnaies internationales en Europe : le franc suisse, la livre britannique, le deutsche mark, le franc français. Deux seulement se trouvent dans le S.M.E., qui est en fait, beaucoup plus, un « système mark ».

Mais, si cette question a un caractère stratégique, gardons-nous cependant de réduire la politique économique à une affaire de change, encore que je crois personnellement, chers camarades, qu'on peut difficilement parler de modernité, de modernisation du tissu industriel, si on n'offre pas davantage de débouchés à nos entreprises, car vous pouvez faire des prêts à bas taux d'intérêt à nos entreprises, elles n'investiront pas si elles n'ont pas des carnets de commandes bien garnis.

Il faut donc une politique offrant plus de débouchés à notre industrie, et lui permettant de produire plus, je le dis à Lionel Jospin, parce qu'il ne me semble pas avoir bien compris la logique de la politique économique que nous proposons... (Très vives protestations)

En effet, nous ne raisonnons pas à production inchangée, nous pensons qu'on peut produire plus, et deux points de plus de croissance par an, cela fait quatre-vingt milliards. C'est tout. C'est une réponse à bien des questions. On peut avoir une discussion, chers camarades. Un Congrès, c'est fait pour cela. (Applaudissements)

Aucune politique offrant des débouchés accrus ne remplacera jamais une action volontaire sur les structures pour mettre au jour un nouveau modèle de croissance - car c'est bien de cela qu'il s'agit -, modèle de croissance fondé sur la valorisation de la « matière grise », notre principale richesse, sur un gigantesque effort de formation et d'éducation - car on ne dira jamais assez à quel point il est nécessaire de restaurer l'école de la République et, d'abord, de revaloriser le rôle des enseignants, leur place dans la Nation, de restaurer les valeurs de la connaissance (applaudissements),

nouveau modèle de croissance fondé aussi sur une conception intégrée du développement technologique, dont nous avons les moyens. Nous avons tous les moyens de mettre en place un modèle français de croissance sur le regain de l'esprit d'entreprise, nouvelle frontière de notre développement sur l'association des syndicats à la définition même de la politique industrielle, et enfin sur le dépassement de ce qu'on appelle « fordisme » dans une nouvelle organisation du travail et du temps.

Gardons-nous cependant des mesures de réduction de la durée du travail ou de mise à la retraite anticipée qui pourraient être interprétées comme un relâchement de l'effort et qui, vous le savez bien, ne peuvent qu'alourdir les frais généraux de la Nation.

Pour gagner la guerre économique, il ne faut pas travailler moins, il faut restaurer la valeur du travail, restaurer les valeurs de la responsabilité, de la création, de la connaissance - j'en parlais à l'instant -, de la rigueur. Vous me direz : « Ces valeurs sont bien traditionnelles », mais chers camarades, ce sont les valeurs du Projet socialiste, et si nous n'étions pas capables de les restaurer, prenons garde à ce que la droite ne se serve de ces aspirations pour faire le travail à notre place.

Parier sur le sérieux, sur la compétence professionnelle, en mettant l'accent sur la qualité dans les entreprises, sur l'innovation, sur le service après-vente, produire plus et mieux, c'est la seule politique conforme à l'intérêt du pays. C'est la seule politique qui nous permette de boucher les trous, d'équilibrer nos comptes, de mener à bien la profonde révolution technologique évoquée par le Président de la République et ce matin par le Premier ministre, et enfin de contenir et de faire refluer la marée montante du chômage, car c'est là-dessus que nous serons jugés, vous le savez bien.

Le chômage, beaucoup plus que l'inflation, est la préoccupation majeure de la population, en particulier de notre électorat. On ne peut pas mobiliser notre électorat sur un indice d'inflation, même si nous reconnaissons tout à fait le bien-fondé de la politique de lutte contre l'inflation Il n'y a pas de politique de la jeunesse possible, sans une priorité absolue à l'emploi, par conséquent sans une politique économique dynamique. Accepter 2 800 000 chômeurs en 1986, ce serait accepter à l'avance la défaite. (Applaudissements)

Pour parler... (inaudible), comme nous y invitait le Premier ministre, il serait vain, croyez-le, de vouloir faire ce que nous appelons le changement des structures et des mentalités sans une croissance minimale, la déflation non seulement génère le chômage, freine la modernisation, éclaircit le tissu industriel, accroît notre dépendance, mais elle sape la confiance dans l'avenir, elle entretient les pires réflexes d'égoïsme et de repli sur soi, elle répand l'insécurité, elle nourrit la montée du racisme, elle mine notre natalité, et politiquement, elle fait le lit de la droite. (Applaudissements).

Ce qui est en jeu, chers camarades, ce n'est pas un simple taux de croissance, c'est la mobilisation de toutes les énergies créatrices ; c'est la capacité de faire travailler ensemble tous ceux qui veulent préparer l'avenir, c'est l'alliance de tous les battants, c'est en particulier l'alliance de tous les productifs, au premier rang desquels les entrepreneurs entreprenant, les cadres, les ingénieurs et les techniciens qui ne baissent

pas les bras.
Prenons donc les moyens de desserrer les contraintes, qui pèsent à l'intérieur et à l'extérieur sur notre développement ; mobilisons les gens de valeurs qui sont sous-utilisés ; évitons le faux débat du protectionnisme, et de nommer fatalité ce qui pourrait bien être un simple défaut de volonté politique. Personne, vous le savez bien, ne propose de couper la France du marché mondial.
Simplement, sachons être nous-mêmes pour être en avance, pour relever le défi de la guerre économique. Le néo-libéralisme conduit le monde à la faillite. On le verra chaque année davantage, il retarde. Monsieur Reagan et Mme Thatcher, malgré la mode, ne détiennent pas les clefs de l'avenir, on le verra. Parions sur la jeunesse, parions sur notre capacité d'organisation, soyons le Parti de l'ambition pour la France et pour l'Europe.
Je voudrais terminer, chers camarades, sur ce qui me paraît être la troisième condition de notre réussite. J'a parlé de la démocratie, j'ai parlé de la croissance, je voudrais parler de l'indépendance de la France. Tout est lié en effet, il n'y a pas de croissance sans indépendance, de même que pour gagner il faut la croissance, de même il est absolument essentiel à notre réussite que nous donnions à nos concitoyens la fierté d'être Français.
La France est un pays singulier, qui a besoin d'un projet, d'une ambition pour exister. Michelet avait dit cela beaucoup mieux que je ne saurais le faire moi-même, c'est cette ambition qu'il faut lui donner.
Actuellement, notre pays, et plus généralement l'Europe, sont confrontés aux risques de guerre nucléaire et au défi du grande large, c'est-à-dire à l'uniformisation anglo-saxonne du monde, ils connaissent une profonde crise d'identité.
Et pourtant, de tous les pays d'occident, si vous voulez bien y réfléchir, la France est le seul à pouvoir aujourd'hui, à vouloir encore peser sur le destin du monde. Certes, nous sommes les alliés des Etats-Unis, car l'Europe et les Etats-Unis assument l'héritage de la culture humaniste et rationaliste, née il y a plus de 2 000 ans sur les bords de la Méditerranée, où l'homme est à la mesure de toute chose, où la liberté et la science marchent du même pas.
Par voie de succession, nous sommes co-responsables de la démocratie dans le monde, tel est le fondement de notre alliance, à condition qu'on ne confonde pas la défense de la démocratie avec la politique des Etats-Unis qui n'est pas toujours conforme à ces idéaux.
L'Europe, et les Etats-Unis aussi bien, n'ont pas les mêmes intérêts. Nous ne sommes pas à la même place, sur la planète. Notre alliance ne peut pas être l'hégémonie de l'une sur l'autre ; nos conceptions peuvent diverger, par exemple qu'il s'agisse du Système monétaire international, de politique à l'égard du tiers-monde, de relance concertée des économies. Nous ne sommes pas d'accord avec les Etats-Unis au Tchad, au Liban, au Nicaragua, dans les Caraïbes, il n'y a pas de solution dans l'engrenage de la rivalité des blocs.
La France a un rôle propre à jouer pour que les problèmes du tiers-monde ne soient pas réduits de manière caricaturale à l'affrontement de l'Amérique et de la Russie.

Chaque pays doit trouver sa propre voie, sans se laisser imposer de l'extérieur un modèle.
Que la France s'exprimer dans les affaires du monde, c'est l'intérêt de la démocratie, qui ne va pas sans pluralisme, qui est un combat autant et plus même qu'un héritage. Ce serait par conséquent l'intérêt bien compris des Etats-Unis eux-mêmes. Je pense que beaucoup de représentants de délégations étrangères, nombreux à notre Congrès, attendent de la France qu'elle existe non pas moins mais davantage encore.
Pour que la France puisse se faire entendre, il faut, selon l'expression du Général de Gaulle, qu'elle ne se confonde pas. Elle ne doit pas se confondre. Qu'est-ce que cela veut dire ? Il ne suffit pas de se réunir, de manière quasi permanente, de se concerter, à quatre, à huit, à seize, à vingt-cinq, pour faire avancer les choses. Certes, on peut parler, mais pour que la France puisse jouer son rôle en Europe et dans le monde, il faut que la voix de la France soit au début, elle ne doit pas être noyée prématurément dans le bruit permanent des conversations que nous entretenons avec nos alliés. Si la dignité, la ténacité, le courage avec lesquels le Président de la République s'acquitte de sa tâche, méritent l'hommage de tous (applaudissements), le style de notre politique étrangère gagnerait sans doute à faire l'économie de colloques, rencontres, séminaires à tous les niveaux, et même, comme le remarquait le Président de la République en personne, de certains sommets à grand spectacle (applaudissements). Et surtout, je dirais que la voix de la France doit être entendue et comprise par le peuple français lui-même. Il y a une telle désinformation sur les problèmes internationaux, une telle perte de sens du relief, une hiérarchisation des problèmes si éloignée de la réalité, chers camarades, qu'il s'agisse du libre-échange, de l'Europe des rapports Est-Ouest, et en vérité nous avons décolonisé l'âme même de la France.
Le Projet socialiste ne nous invitait-il pas d'ailleurs à redonner un sens à l'histoire de la France, dès lors qu'elle ne s'identifie plus à un message universel, la France cesse d'exister. La France a une ambition collective ou elle ne l'a pas. Si je devais encore citer Jaurès : « Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup y ramène. » (Applaudissements)
Je voudrais montrer par deux exemples, pour conclure, comment une France forte peut jouer son rôle dans les relations internationales. Je voudrais vous parler de l'Europe et de la sécurité. L'Europe, vous le savez, est de moins en moins une communauté, mais une zone de libre-échange largement ouverte.
La Commission de Bruxelles a été incapable de proposer des moyens de renforcer l'identité européenne ; le Premier ministre a dit ce matin, à juste titre, que la réforme de la politique agricole ne pouvait pas se faire dans une optique étroitement budgétaire, au contraire. Il faut lier tous les enjeux. Si nous voulons que l'Espagne entre dans le marché commun, il faut étendre la politique agricole, et par conséquent ne pas diminuer les ressources, mais les augmenter, TVA, ou bien droits de douanes, sur les produits pétroliers ou bien un relèvement du tarif extérieur commun, je ne connais pas les moyens. Ce que je sais, c'est une nécessité incontournable, surtout si nous voulons développer une Europe technologique industrielle qui fournira la dimension de l'avenir, il faut que la France, par conséquent, parle fort.

Si certains de nos partenaires ne veulent pas de l'Europe, il faut que nous soyons capables d'en tirer toutes les conséquences. L'identité de l'Europe ne se fera pas, chers camarades, contre les nations qui la composent, mais avec elles. Dans un orchestre il y a place pour plusieurs instruments, chacun joue sa partition pour faire un concert harmonieux.

Pour finir, je voulais vous dire comment, dans les problèmes de la sécurité, nous pouvons jouer un rôle, me semble-t-il essentiel. Il faut pour cela que la France conserve et même développe sa force de dissuasion. Les Allemands découvrent aujourd'hui le découplage, c'est-à-dire que les Américains ne sacrifieront pas leurs villes pour défendre l'Allemagne et toute l'évolution de leur doctrine stratégique le démontre. Mais, vous le savez bien, ce qu'on appelle le découplage est une réalité depuis vingt ans. La seule vraie réponse s'appelle la dissuasion, fut-elle de faibles aux forts. Elle n'est ni dans le pacifisme - nous ne sommes pas pacifistes - ni dans l'ultra atlantisme. Qui pourrait croire en effet qu'une fusée américaine tombant sur une ville soviétique n'entraînerait pas de représailles sur l'Amérique, au seul motif qu'elle serait lancée d'Allemagne et non pas d'un sous-marin tapi au fonds des mers ?

L'équilibre n'a de sens qu'entre protagonistes à part entière. Se sentant mal défendue aujourd'hui, l'Allemagne est renvoyée à ses incertitudes. Le pacifisme allemand valant quand même mieux que le militarisme allemand, entre nous soit dit (applaudissements). Et tel est le principal problème de notre politique étrangère, chers camarades, puisque le Président de la République nous a invités à faire preuve d'imagination et de liberté d'esprit.

Je voudrais vous dire deux mots sur ce problème qui va revenir, le problème central de notre politique étrangère à travers la sécurité et l'Europe, le problème de l'Allemagne. S'il est vrai que le découplage est une réalité, croyez-vous que l'Europe pourra s'en remettre éternellement à l'Amérique du soin de sa défense ? Certains semblent le penser, comme Jena-Pierre Cot, qui parle de doubles clefs ou d'armes à neutron. Mais si vous convenez avec moi que c'est une situation précaire et à tous égards fâcheuse pour l'indépendance et la sécurité de l'Europe, croyez-vous que l'Allemagne puisse à nouveau avoir accès à l'arme nucléaire, comme Jacques Chirac l'a imprudemment envisagé, non, vous ne le pensez pas, on ne joue pas avec le feu nucléaire. Si vous pensez comme moi que les intérêts des peuples d'Europe, y compris du peuple d'Allemagne, doivent conduire à rejeter cette perspective, est-ce que vous croyez que l'Allemagne restera perpétuellement divisée, dans les dix ou quinze ou vingt années qui viennent, je l'ignore, en deux parties dressées l'une contre l'autre ?

Si vous ne le pensez pas, croyez-vous qu'il soit dans l'impossibilité, et par conséquent dans l'intérêt de la France de s'opposer au processus non pas de réunification, de rapprochement entre les deux Allemagnes ? Ce n'est ni dans l'intérêt de la France, ni dans l'intérêt de l'Europe.

L'amitié franco-allemande doit être fondée non seulement au niveau des gouvernements, mais aussi au niveau des peuples, de leur jeunesse. Mais alors, me direz-vous, serons-nous capables de lever le défi de la situation, d'une situation

authentiquement européenne ? Si vous ne croyez pas qu'il soit possible, dans les délais prévisibles, de confier à une autorité supra-nationale la disposition d'une force nucléaire européenne, alors il faut se demander si la France et la Grande-Bretagne auront la capacité de mettre un jour leur dissuasion au service de la sécurité en Europe.
Techniquement et financièrement, c'est possible, et politiquement aussi, parce que les liens tissés entre les différents pays d'Europe occidentaux font qu'aucune de ces puissances ne peut concevoir sa sécurité indépendamment de celle des autres.
Il me semble ainsi que l'avenir de la sécurité de l'Europe, au-delà de l'équilibre nécessaire, mais précaire, qui n'a d'ailleurs de sens ultime qu'entre l'Amérique et la Russie, pourrait reposer de plus en plus sur deux éléments : tout d'abord la création en Europe centrale d'une zone de basse pression nucléaire et, d'autre part, la montée en puissance des forces de dissuasion britannique et française, et c'est là, je crois, la seule réponse adéquate à terme à la situation d'otage nucléaire dans laquelle nous sommes placés depuis bien longtemps. Encore faut-il que nous en ayons la volonté et il serait incroyable tout de même, chers camarades, que le plus clair résultat de la négociation sur les euromissiles soit la mise en tutelle de notre force de dissuasion et cela de par l'accord à peine implicite des deux super-puissances, si on en juge, non seulement par la position soviétique, mais par la Commission Bush ou par la Commission trilatérale.
Nous ne pouvons accepter en aucun cas, nos amis communistes doivent le savoir, la prise en compte de notre force de dissuasion dans les négociations de Genève, mais nous ne pouvons pas non plus nous joindre à une négociation sur les systèmes centraux qui mettraient sur le même pied les super puissances qui ont la possibilité de détruire plusieurs fois la planète et la France qui dispose d'une capacité de dissuasion minimum.
De ce point de vue là, je le dis amicalement, la rédaction de la motion majoritaire me paraît dangereuse et gagnerait à être clarifiée : ceux qui sont au minimum ne peuvent pas négocier sur le minimum, ne peuvent pas descendre en-dessous. On ne négocie pas ce qui est indispensable à sa sécurité.
Là aussi, il faut avoir l'audace d'être d'abord nous mêmes. (…) a dit : « Celui qui n'a pas d'objectifs ne peut pas les atteindre. » Eh bien, soyons conscients que nos objectifs, et en particulier la nécessité de l'indépendance, sont très importants ; faisons en sorte de ne pas répéter 1947 ; ne laissons pas une nouvelle guerre froide tracer à l'intérieur de la gauche une nouvelle ligne de démarcation entre ceux qui regarderaient vers Moscou et ceux qui regarderaient vers Washington, c'est vers Paris que nous tous devons regarder et amener à regarder ceux qui ne regardent pas encore dans cette direction.
En refusant la logique des blocs, nous servirons la démocratie dans le monde et nous servirons la France.
Chers camarades, j'ai pris soin de n'indiquer que des objectifs accessibles. Je méprise plus que quiconque l'affreuse démagogie, il m'est arrivé de dire, on m'en a fait grief, que le Socialisme n'était pas à l'ordre du jour, mais aujourd'hui, c'est l'hégémonie

des idées libérales qui est à l'ordre du jour et le problème est de savoir si nous sommes capables de combattre l'hégémonie des idées libérales et peut-être d'y substituer d'autres hégémonies qui ne seront peut-être pas celles des idées socialistes, mais celles des idées nationales ; celles de la France, celles d'une République moderne telle que la définissait Pierre Mendès France.
Pierre Mendès France disait : « D'immenses modifications sont devenues possibles et des problèmes dont la solution semblait inaccessible ont pu être résolus dans le passé chaque fois qu'ont additionné leur volonté et unit leur action la partie défavorisée du pays, celle qui est tout naturellement revendicative, voire révolutionnaire, et puis la fraction éclairée et moderne des classes déjà influentes, et enfin la jeunesse dont les regards d'instinct se portent sur son avenir, c'est-à-dire sur l'avenir. »
C'est là que résident les réserves de volonté et de dynamisme.
Alors, chers camarades, ces réserves de volonté et de dynamisme qui sont en nous, sachons les mobiliser, car la solution du problème très difficile n'est pas chez les autres ; je dirais qu'elle n'est pas principalement chez les communistes ; elle n'est pas au centre ; elle est en nous-mêmes.
Pierre Mauroy le disait ce matin : « S'arrêter, c'est reculer, continuons d'avancer. »
Sachons incarner la volonté d'exigence contre le mensonge et l'obscurantisme, tous ensemble ; la qualité contre la médiocrité ; le mouvement contre la stagnation ; la croissance contre la déflation, ensemble, ensemble pour terrasser les forces du déclin dont parlait François Mitterrand, ensemble, sachons donner l'élan.
(Très vifs applaudissements)

Le Président - La parole est maintenant à Michel Debout, de la Loire.

Michel Debout
Mes chers camarades, je ne voudrais pas vous inquiéter et je demande à Jean-Pierre Chevènement de bien croire qu'il n'y a pas de relation de cause à effet avec ses propos, mais je vois dans l'obligation de vous rappeler que votre santé est en danger, et ce n'est pas moi qui le dis, ce sont les étudiants en colère, ce sont les internes et les assistants dans les hôpitaux, ce sont les médecins dans leur cabinet, ce sont les pharmaciens dans les officines, ces pharmaciens qui sont prêts pour une profession libérale, alors qu'ils jouissent d'un monopole.
Bien sûr, on pourrait penser, mes camarades, en parlant de notre santé, qu'ils pensent d'abord à la leur. Mais lorsqu'un malade, dans le cabinet d'un médecin, entend ces propos, lorsqu'on trouve un tract dénonçant la soviétisation de la santé, glissé entre les médicaments et l'ordonnance, il ne faut pas sous estimer le poids des mots, et le choc des formules. (Applaudissements)
Mes camarades, nous devons répondre sur ce terrain idéologique, et pour répondre, nous ne devons être ni croisés, ni pénitents. Ni croisés, oui, nous ne sommes pas les tenants, nous ne voulons pas imposer je ne sais quel nouvel ordre médical ou sanitaire - d'ailleurs lorsqu'on parle d'ordre nouveau, ce n'est pas de notre côté qu'il faut regarder -, mais ni pénitents, non, n'ayons pas honte de ce que nous voulons faire et

je voudrais prendre trois exemples :
D'abord, les centres de santé intégrés, oui, mes camarades, et François Mitterrand l'a rappelé dans ses 110 propositions, nous sommes pour l'installation de centres de santé intégrés, car ils correspondent à une nécessité du moment à une évolution des structures de santé (applaudissements). J'en parle en connaissance de cause, mes camarades, comme conseiller municipal, malheureusement d'opposition, à St Etienne : le premier acte politique qu'a posé la nouvelle municipalité de droite a été de fermer le centre de santé que la gauche venait d'ouvrir.
Mes camarades, nous devons répondre, les centres de santé, c'est pour nous effectivement la possibilité de liberté et de choix dans l'organisation de la profession ; la liberté, elle est de notre coté, le sectarisme, il est du leur.
L'ordre des médecins, André Laignel en a parlé, et vous me permettrez, mes camarades, à un des premiers médecins qui en France, à refuser de payer ses cotisations à cette institution de Vichy, de plaider pour une organisation démocratique et non plus dérogatoire du droit de la profession médicale. (Applaudissements)
Et les hôpitaux ? Les hôpitaux handicapés par une grève au printemps, nous devions être présents, mes camarades, car nous avons des choses à dire sur la départementalisation, sur de nouvelles relations entre les médecins et les travailleurs de la santé. Oui, nous avons un projet, mes camarades, et bien donnons-le.
La profession médicale, les professions sanitaires sont en crise, c'est une crise économique, bien sûr, et nous en sommes tous conscients, et je ne veux pas développer, mais lorsqu'on sait que les dépenses de santé sont à 1% du produit national brut et qu'elles augmentent largement plus fortement que le reste des dépenses, cela pose problème, et ce problème, nous le prenons en charge, mes camarades.
Cette crise est aussi biologique, elle est démographique : pensez qu'il y avait 60 000 médecins en 1960 ; nous serons 180 000 en 1990.
Eh bien, à la crise, il y a deux réponses : ou bien le repli catégoriel, ou bien la sortie de la crise, et nous voulons sortir de la crise, et les médecins comptent sur vous pour cela. Il faut être nous-mêmes, il faut savoir aussi que ce que nous ne ferons pas nous-mêmes, personne ne le fera à notre place.
Et puisque Christiane Mora nous appelait ce matin à proposer des actions pour ce Congrès, je proposerai que le parti organise dans les mois qui viennent la réunion des acteurs du changement pour la santé, avec l'ensemble des parties prenantes, et ainsi nous irons de l'avant, car, mes camarades, la santé est quelque chose de trop précieux pour qu'on la confie à l'idéologie réactionnaire. (Applaudissements)
Le Président - J'invite Bertrand Delanoë à venir à la tribune.

Bertrand Delanoë
Mes chers camarades, je crois que nous avons bien commencé notre Congrès, nous avons bien commencé notre Congrès, parce que nous ne l'avons pas mené repliés sur nous-mêmes, mais nous nous sommes posés d'abord la question de la France, de la

situation où elle se trouve aujourd'hui, de nos responsabilités, et je crois que nous avons commencé à répondre à un certain nombre de questions que se posent les femmes et les hommes qui nous ont fait confiance en 1981.
Nous avons commencé cela, et je crois qu'au milieu de l'après-midi du samedi d'un Congrès du Parti Socialiste, la question qui vient à ce moment-là seulement, dominante, c'est effectivement celle de la synthèse.
Ferons-nous cette nuit une synthèse à la Commission des résolutions ?
Contrairement à certains intervenants, je pense que la question de la synthèse n'est pas une question pour la cinquantaine de membres de la Commission des résolutions, mais une question pour les 1 400 délégués qui sont ici (applaudissements). Et c'est pourquoi...

Le Président - Chers camarades, je voudrais inviter les délégués à prendre place, à s'y tenir, et à quitter la salle des séances s'ils veulent poursuivre des conversations particulières (applaudissements). Je demande aux camarades du service d'ordre d'inviter les membres du Congrès à s'asseoir.
Bertrand, tu as la parole.

Bertrand Delanoë - Donc, la question de la synthèse se pose à l'ensemble des camarades ici présents en séance plénière.
Qu'est-ce que la synthèse ? C'est la constatation d'un accord politique et la volonté de le mettre en œuvre en commun dans l'action quotidienne du parti. C'est la constatation d'un accord politique, et c'est aussi la volonté d'y parvenir. Alors, c'est à la lumière de cette définition de la synthèse que pour ma part je voudrais essayer de lever le voile, en rappelant bien sûr que pour faire une synthèse il faut être au moins deux, et j'aimerais bien qu'en séance plénière, on nous explique les moyens de la synthèse de la part de la motion 2.
Je crois aussi que la synthèse s'inscrit dans un contexte, un contexte psychologique, une ambiance de Congrès et, pour ma part, je ne dirai aucun mot qui pourrait créer un climat défavorable à la synthèse. (Applaudissements)
Alors, y a-t-il accord politique sur la ligne entre la motion 1 et la motion 2 ? Je crois qu'il faut commencer par l'essentiel. Nous allons voter demain le texte politique, l'orientation politique qui va nous faire vivre pendant deux ans, auquel nous allons nous référer pendant deux ans. Y a-t-il donc sur les questions essentielles des désaccords ?
Si je prends une des questions qui me paraît tout à fait essentielle, c'est-à-dire la stratégie, sommes-nous d'accord pour dire que notre stratégie, c'est bien celle de l'union de la gauche, que nous voulons la vivre dans la pratique gouvernementale, dans la pratique majoritaire ?
Sommes-nous bien fidèles à la conception unitaire que défendait François Mitterrand depuis 1971 et que rappelait Lionel Jospin hier, c'est-à-dire rassembler, rassembler pour l'action, rassembler pour transformer, mais rassembler sans jamais dissoudre l'identité du Parti Socialiste, ce qui nous conduit effectivement à faire un certain

nombre de vérifications politiques avec notre partenaire, dans un esprit constructif, mais aussi dans un esprit de lucidité et de vérité, de manière à avoir les chances, au ton sens du terme, de pouvoir continuer ensemble et en étant réellement d'accord ?
Sur ce point, je crois pouvoir dire, au bout d'un jour et demi de Congrès, que je n'ai pas entendu de note dissonante.
Donc voilà déjà un point essentiel sur lequel je crois qu'il y a accord entre la motion 1 et la motion 2.
Sommes-nous d'accord pour mettre en œuvre nos idées, celles du Projet socialiste qui appartient à tous les militants Socialistes, qui a été élaboré par l'ensemble de ces militants et, je le rappelle au passage, adopté par 99% d'entre eux ?
Sommes-nous d'accord sur cette logique qui vise à transformer la société française sans la brusquer, sans la contraindre, mais en convaincant ?
Sommes-nous d'accord pour dans les actes, dans les actes que nous permet le fait d'être majoritaire, pour faire progresser nos idées, nos idées de liberté, de justice, nos idées qui consistent effectivement à transformer la société française en tenant compte de sa réalité ?
Pour ma part, je crois que nous pouvons effectivement éviter le débat entre nous, sur l'ordre du jour socialiste. Il me semble que, pour tous les Socialistes, le Socialisme est tous les jours à l'ordre du jour, simplement en tenant compte de la société dans laquelle on veut l'implanter et en faisant progresser au moins nos idées, au moins autant que nos actes. Sur tout cela, il me semble qu'il y a accord. Je crois aussi qu'il y a accord sur la politique internationale. Tout à l'heure, Jean-Pierre Chevènement a fait un grand discours sur l'indépendance et il a dit des choses dans lesquelles je me reconnais, même si peut-être sur certains points, on peut discuter, mais je vous prends à témoins, chers camarades, y a-t-il en France une politique internationale plus indépendante que celle menée par François Mitterrand depuis deux ans et demi ? (Applaudissements)
Vis-à-vis de la Pologne, vis-à-vis de la Grenade, vis-à-vis de l'Afghanistan, vis-à-vis de l'Afrique, vis-à-vis du Proche-Orient, y a-t-il une politique qui peut être plus indépendante que celle que mène le gouvernement actuellement ?
Cette politique est une politique de courage, et je crois que cela a été rappelé par un certain nombre d'orateurs. Je ne crois pas qu'il faille introduire entre nous un débat sur l'indépendance nationale.
Ces points sont sans doute les points qui font le plus l'identité d'un Parti Socialiste. Alors peut-être y a-t-il des questions sur les moyens ? Peut-être y a-t-il des questions sur ces moyens, et je veux aborder ce sujet, mais je voudrais dire tout de même que les moyens, c'est secondaire par rapport à l'objectif, c'est-à-dire par rapport à ce que je viens d'exprimer.
Sur les moyens, la question a été posée : y -a-t-il une autre politique ? Malheureusement, la réponse a du mal à venir, je ne l'ai toujours pas entendue, je vais essayer de répondre à la place de ceux à qui elle est posée, simplement en analysant ce qu'ils ont dit.
Ce matin, Didier Motchane nous disait, en réponse à cette question et sans vouloir y

répondre : « Mais attention ! est-ce que, par hasard, il n'y aurait pas aujourd'hui une autre politique mise en œuvre par rapport à celle qui faisait nos engagements à celle d'avant mai 81 ? »
A cela, je veux répondre très clairement, en tout cas c'est mon sentiment, que la politique menée par le gouvernement aujourd'hui me paraît - la politique sur laquelle nous nous sommes engagés -, me paraît la politique sur laquelle nous avons fait campagne ensemble, peut-être que c'est un moyen de commencer à savoir s'il y a une autre politique. En tout cas, je crois que, pour la majorité des militants de ce parti, la politique menée par le gouvernement est bien celle sur laquelle nous nous étions engagés et là-dessus, il ne peut pas y avoir synthèse si certains d'entre nous pensent autrement.
Alors, on nous dit : il faut que le Parti soit en avant du gouvernement. Je me demande d'ailleurs si le vrai débat de la synthèse, ce n'est pas finalement le rôle du parti et sa capacité à élaborer une ligne politique par rapport au gouvernement.
Je voudrais vous dire, chers camarades, que je crois que le parti majoritaire a à prendre en compte les contraintes de la pratique gouvernementale et que le gouvernement a à prendre en compte la théorie, a à prendre en compte ce qui fait la ligne politique du Parti Socialiste, et si nous avons une réussite depuis deux ans, c'est que les ministres socialistes sont restés socialistes et que les militants socialistes se sont posés tout le temps, lorsqu'ils critiquaient, lorsqu'ils proposaient, la question de la mise en œuvre de notre politique. Le pire serait, et là il ne pourrait pas y avoir synthèse, si l'on nous proposait que le Parti Socialiste ait une ligne politique pure pendant que le gouvernement mettrait en œuvre une politique qui serait considérée comme pragmatique. Le Parti et le gouvernement ont, certes, des places différentes, mais je crois qu'ils doivent se poser les mêmes problèmes et ce n'est pas parce que les uns mettent en œuvre et les autres sont sur le terrain de la politique pure, si j'ose m'exprimer ainsi, que leurs préoccupations doivent diverger.
D'ailleurs, de ce point de vue-là, je ne comprends pas bien, et je le dis sans souci polémique, la distinction que faisait Jean-Pierre Chevènement entre le moment où il était au gouvernement et le moment où il n'y est pas car, que je sache, il y a d'excellents ministres qui sont aussi d'excellents camarades, et qui s'appellent, par exemple, Edwige Avice, et pour ma part, je m'en réjouis. (Applaudissements)
Mais pour qu'il y ait synthèse, il faut aussi la volonté politique. Je crois que la question qui se pose maintenant, c'est quid de la synthèse, et si on la fait.
Certes, pour qu'il y ait synthèse, il y a des devoirs de la majorité et de la minorité. Oui, la majorité a des devoirs. Elle a le devoir de ne pas demander un ralliement, elle a le devoir de ne pas écraser, mais elle a tout autant, chers camarades, le devoir d'être fidèle aux militantes et aux militants qui se sont reconnus dans les orientations qu'elle a proposées. (Applaudissements)
Il faut, en préparant la synthèse, respecter les militants.
La minorité aussi a des droits et des devoirs, et un devoir qui ne me paraît pas exorbitant, c'est précisément de tenir compte de la démocratie.
Tout à l'heure, nous nous réunirons en assemblée de motion, et peut-être sera-ce

surprenant, mais je voudrais simplement et sans rechercher une petite tactique médiocre, m'adresser aux délégués de la motion 2.
Chers camarades, pensez-vous que nos divergences sont assez importantes pour ne pas faire synthèse ? Pensez-vous que nous sommes d'accord sur l'essentiel ? C'est la question qui vous est posée et qui nous est posée, à nous, délégués de la motion 1. Avons-nous des divergences insurmontables, avons-nous la volonté d'arriver à une synthèse ? Comment surmonter ces éventuelles divergences ? Simplement en partant, et c'est notre habitude chaque fois que nous avons fait synthèse, du texte majoritaire, les minoritaires essayant de l'enrichir. La méthode me paraît bonne, et si nos camarades du courant 2 avaient commencé, dès cette tribune, à nous dire sur quels points ils proposaient d'enrichir notre motion, je trouve que ça aurait été de qualité pour le débat de notre Congrès (applaudissements). Mais je ne doute pas que cela se passera comme cela tout à l'heure, à la Commission des résolutions, c'est le bon sens, c'est le sérieux, dirait Didier Motchane. Nous partirons sans doute de cette ligne politique approuvée par une grande majorité des militants socialistes et pourquoi ne pas l'enrichir, pourquoi ? Nous l'avons fait dans d'autres Congrès. Je crois effectivement que certaines idées apportées par la motion 2 peuvent venir trouver leur place dans la motion commune, à une condition, c'est que la logique politique qui sous-tend cette motion 1, qui a été adoptée par les militants, ne soit pas remise en cause, et toute proposition qui viserait à la remettre en cause serait, je crois, un acte de non-volonté de synthèse.
Alors, et je conclurai par là, il nous faut tout à l'heure, pour réussir cette Commission des résolutions, être fidèle à deux valeurs. L'une dont on a beaucoup parlé dans ce Congrès, et c'était justifié, la démocratie ; l'autre dont on a parlé beaucoup aussi et qui nous sera utile dans les deux années à venir, c'est la vérité.
Démocratie pour respecter les militants.
Vérité pour que la ligne politique qui sorte de ce Congrès soit, en tout état de cause, une ligne politique claire, et chers camarades je vous le demande, est-ce que nous devons débattre pour adopter la ligne politique du Parti Socialiste, du parti majoritaire pour les deux ans à venir, est-ce que nous devons débattre de techniques monétaires qui sont souvent affaire de conjoncture, qui sont souvent affaire de résultats d'un certain nombre de circonstances internationales ? Je vous pose la question. Est-ce que la synthèse dans ce Congrès se fera ou ne se fera pas sur la question des parités monétaires ? Pour ma part, je crois que nous méritons tous mieux que cela. (Applaudissements)
Chers camarades, dans ce parti, nous avons vécu, le plus souvent, avec une majorité et une minorité. C'est vrai que le fait d'être au pouvoir nous crée des devoirs nouveaux. De toute façon, demain, je ne doute pas que nous serons tous contre la droite. Je ne doute pas que nous serons tous Socialistes. Je ne doute pas que nous aurons, et pour tellement de bonnes raisons, tous, le même acharnement pour gagner en 1986. Je n'en doute pas. Je crois que le moyen de s'y préparer, c'est qu'il n'y ait pas de faux débat entre nous, c'est que nous faisions les rapprochements nécessaires, et que si nous n'aboutissons pas, nous assumions ensemble nos différences parce que,

de toute façon, camarades, demain, sur le terrain, contre la droite, sur le terrain de la réussite, la contraindre de la solidarité des Socialistes, qu'il y ait majorité ou minorité ou qu'il y ait synthèse entre 1 et 2, elle pèsera, de toute façon ! (Vifs applaudissements)

Le Président - Chers camarades, je vous annonce que le courant 1 se réunira dans cette salle pour débattre à 20 heures. De la même façon, le courant 2 se réunira à la même heure, à 20 heures, dans la salle du cinéma. J'invite donc les camarades à rester dans le hall pour pouvoir être présents lorsque nos camarades qui soutiennent les différentes motions se retrouveront.
La Fondation nationale des Sciences politiques vous invite à déposer vos questionnaires à la sortie.
Une nouvelle fois, je vous invite à faire silence et à vous asseoir. Je donne la parole à Louis Mermaz.
(Applaudissements)

Louis Mermaz
Chers camarades, le Congrès de Bourg-en-Bresse est un Congrès qui, depuis hier, nous permet de faire le bilan de deux années et demi de gouvernement Socialiste. Il nous permet de prendre la mesure de ce qui a été réalisé, malgré les obstacles et les difficultés.
Il est aussi une occasion exceptionnelle de réfléchir sur les perspectives qui s'ouvrent à nous, au moins jusqu'en 1986.
Lorsque nous tiendrons notre prochain Congrès, nous serons alors face à une échéance décisive.
Nous débattons aujourd'hui de ce qui a été fait, de ce qui reste à faire, donc également de la marge de manœuvre dont nous disposerons dans les toutes prochaines années.
Bien situer les choses par rapport à la période antérieure au 10 mai est une nécessité absolue, et Pierre Mauroy, dans un discours mobilisateur, a eu raison de le faire. Il faut, pour cela, bien apprécier l'héritage pour mieux mesurer en pleine crise les difficultés de la politique de changement que nous avons entreprise et que nous entendons poursuivre.
Si M. Giscard d'Estaing et la majorité sortante ont perdu les élections, c'est parce qu'ils avaient échoué. Ils avaient échoué, c'est vrai, à cause de la crise internationale, mais qui n'est pas seulement la crise d'une forme d'organisation à laquelle, d'ailleurs, ils croient et à laquelle ils participaient pleinement. Ce n'est pas seulement à cause de la crise, cette crise qui est bien autre chose qu'une simple mutation technologique, c'est aussi parce que face à la crise, ils n'ont pas voulu, parce qu'ils ne le pouvaient pas, compte tenu de ce qu'ils étaient, prendre les mesures appropriées. Et c'est parce qu'ils échouaient, et c'est parce qu'ils avaient déjà échoué, qu'ils se sont finalement divisés.
Oui, ils avaient échoué économiquement. Le septennat précédent a été marqué par le

recul de notre économie, l'investissement a été insuffisant, ô paradoxe, en économie de marché, et même si la même situation s'est produite dans d'autres pays capitalistes, à commencer par les Etats-Unis, cela ne saurait constituer une excuse.
Cette insuffisance des investissements dans le secteur en économie de marché a d'ailleurs été insuffisamment compensée par les investissements qui se sont produits, oui, ironie du sort, précisément dans le secteur public ou dans les branches d'activité qui dépendaient entièrement des commandes publiques.
Les succès qu'ils ont connus dans les domaines du nucléaire, des télécommunications, de l'aérospatial ou des armements, ne sauraient faire oublier le déclin global de l'industrie française.
Mais il y a plus grave. Ni M. Chirac, ni M. Barre n'ont vraiment pris en compte les deux chocs pétroliers de 1974 et 1979. La relance de M. Chirac de 1974 à 1976, cependant deux fois plus forte que celle qu'on nous reproche pour 1981-1982, n'a servi à rien finalement puisqu'elle s'est achevée sur l'inflation et sur le déficit extérieur.
M. Barre, à partir de 1977, a donné un coup de frein brutal pour finalement à partir de 1979, malgré les airs autoritaires et énergiques qu'il se donnait, laissait filer les coûts des entreprises en 1980-1981.
Résumons cette politique, et caractérisons-la comme une politique de laisser-faire.
S'il y a eu maintien, et parfois augmentation du pouvoir d'achat, cela n'a pas gommé les inégalités sociales ni l'approfondissement de certaines d'entre elles. Cela s'est traduit par un déficit budgétaire chronique, par l'inflation, par le déséquilibre de la balance commerciale, soixante milliards pour l'année 1980, par la détérioration de nos exportations en direction des pays industrialisés, et notamment les pays à monnaie forte, par le recul constant du franc par rapport au mark, par rapport à la monnaie de la République fédérale allemande, notre principal partenaire commercial.
Cela s'est traduit par le recul et le vieillissement de notre appareil productif, par près de deux millions de chômeurs à la veille de mai 1981, malgré les mesures de retardement et les traites tirées sur l'avenir, par la baisse aussi, ne l'oublions pas, constante pendant huit ans, du revenu des agriculteurs, et surtout du revenu des petits et moyens agriculteurs. Dans le domaine de la politique industrielle nationale, depuis la mort de Georges Pompidou, on a assisté à l'effacement progressif de la France sur la scène internationale. Notre diplomatie s'est alignée sur Washington. Dans le même temps, elle était complaisante vis-à-vis de Moscou, et la France était absente ou condescendante lors des affaires de Pologne ou d'Afghanistan. La diplomatie française devenait une sorte de diplomatie mercantile.
Le contentieux franco-algérien n'a en rien, pendant ce temps-là, été résolu. Notre politique en Afrique Noire a été inconsistante, notre politique au Tchad, Lionel Jospin le rappelait hier, pusillanime et vaniteuse. Au laisser-faire économique répondait le laisser-faire diplomatique.
Si nous avons commis une erreur, chers camarades, c'est d'avoir renoncé trop vite à faire l'état des lieux et à invoquer le passif de l'héritage. (Applaudissements)
Si nous avons été imprudents, c'est par excès de noblesse et de générosité, car

pendant vingt-trois années de 5ème République, nos prédécesseurs ont instruit constamment, et parfois en termes très injustes, le procès de la I5ème République.
Deux ans après l'arrivée de la gauche aux responsabilités, l'héritage et le passif de cet héritage devraient-ils déjà être passés sous silence ?
Par contraste, soyons fiers de ce que nous avons fait.
Cette fierté, on la retrouve dans le texte de notre motion, et ce constat positif, on le retrouve aussi dans le texte des motions n° 2 et n° 3.
Oui, il faut faire litière d'une idée répandue par nos adversaires et selon laquelle nous aurions imprudemment dilapidé un héritage, qui d'ailleurs n'existait pas. A les entendre, nous aurions multiplié inconsidérément les libéralités. Cela est faux ! Il ne faut surtout pas regretter les mesures prises en 1981 et 1982 en direction des classes sociales les plus défavorisées, ni les lois sociales votées comme la retraite à soixante ans, ni les lois Auroux, ni les premières lois fiscales, ni les nationalisations, ni toutes les réformes touchant les droits et les libertés.
Il fallait rendre justice et offrir réparation à ceux qui avaient payé le tribut le plus lourd à la politique de rigueur sociale de nos prédécesseurs. Il fallait rendre justice à ceux qui avaient droit qu'après la politique de rigueur économique, et surtout de rigueur sociale, commençât une ère nouvelle.
Nous avons réalisé ensemble de grandes choses, sans parler des réformes de structures comme la décentralisation, dont il est vrai que nos adversaires tirent parfois avantage et parti plus que nous dans l'immédiat.
Mais pour convaincre les autres de ce que nous avons réalisé, il faut d'abord que nous en soyons convaincus nous-mêmes. L'heure, je vous assure, n'est pas à la mise en cause de nous-mêmes par nous-mêmes ; l'heure est à la mobilisation.
Si nous n'avons pas pu faire autant que nous l'aurions voulu pour les classes populaires, bien que nous ayons avancé et que nous ayons la volonté de continuer d'avancer, c'est à cause de la persistance et de l'aggravation de la crise, c'est à cause des handicaps que nous avons trouvés lors de notre arrivée au pouvoir.
La crise est là, elle est la manifestation de l'exacerbation du capitalisme international et de ses prolongements en France.
Nous luttons contre la crise par une politique lucide et courageuse, mais aussi par une répartition de l'effort qui prend en compte la situation des catégories les plus modestes. Nous recherchons davantage de justice sociale et davantage de justice fiscale, sans pour cela vouloir décourager l'initiative individuelle.
Oui, prenons pleinement la mesure de ce qui a déjà été fait. Nous avons réussi dans la tourmente à maintenir en moyenne le revenu disponible des ménages, et nous savons que la crise frappe directement et cruellement de nombreux Français, d'abord ceux qui sont au chômage, et nous savons qu'un effort important est demandé aux classes moyennes, aux techniciens, aux cadres, dont l'économie a le plus grand besoin, et dont il serait absurde de dire qu'ils font partie des riches. (Quelques applaudissements)
Seulement, les Français s'interrogent, ils ont le droit de s'interroger, sur le sens de l'effort qui leur est demandé. A quoi sert l'effort ?

Eh bien, nous commençons à obtenir des résultats avec la politique de redressement économique. Les indices vont dans le bon sens, même si beaucoup de choses restent en suspens. La réduction de l'inflation, la réduction du déficit de la balance commerciale, le maintien du déficit budgétaire à 3% du produit intérieur brut, moins qu'en Suisse, l'effort d'investissement de l'Etat, le lancement d'une grande politique industrielle, le redressement entamé du revenu paysan, le ralentissement de l'augmentation du chômage, tout cela va dans le bon sens.
Les Socialistes sont en train de faire et doivent faire la démonstration qu'ils sont des gestionnaires compétents. Cela n'est pas suffisant, bien sûr, mais cela est tout à fait nécessaire.
Ah ! Certes, tout n'est pas réglé, des problèmes subsistent. La gestion du chômage a été jusqu'alors en grande partie sociale, elle doit devenir économique. Il faudra que dans les prochaines années, nous puissions créer des emplois industriels, comme nous avons créé des emplois publics dans les secteurs déficitaires, comme nous nous y étions engagés, et là aussi, n'ayons pas honte d'avoir créé des emplois dans l'éducation nationale, dans les P.T.T., dans la Sécurité, dans les hôpitaux.
L'investissement dans le secteur privé demeure comme hier insuffisant, et nous sommes loin d'en être les seuls responsables.
Nous mesurons ici tout le chemin qui reste à parcourir, mais dans le même temps, nous devons bien rappeler que nos objectifs demeurent. Le rétablissement des grands équilibres doit précisément nous permettre de les atteindre.
L'objectif central auquel nous sommes attachés, auquel nous croyons, que nous voulons, c'est la reprise de la croissance nécessaire pour continuer à avancer, et pour appliquer le programme sur lequel nous avons été élus.
Oui, il revient à notre Congrès de rappeler ces objectifs, sans confondre, comme certaines ont tendance à le faire, le rôle du Parti avec celui du gouvernement. Il appartient en effet en propre au gouvernement d'arrêter les modalités de son action, je dirais presque quotidiennement, en matière monétaire, en matière douanière, et cela d'autant plus que dans ces domaines, il est parfois dangereux de dire au lieu de faire.
D'ores et déjà, le Congrès agira utilement en prenant acte, face à l'opinion, des résultats de la politique de redressement, était indispensable pour la réalisation de nos objectifs.
De même, en politique étrangère, nous assistons aujourd'hui au déploiement de toutes nos possibilités, le propre d'une grande politique étant de tirer un parti maximum de ses objectifs.
L'objectif poursuivi par François Mitterrand, un objectif poursuivi par le Président de la République et par les Socialistes, c'est précisément la recherche de l'indépendance nationale pour nous et pour les autres peuples. Encore faut-il se donner les moyens réels de l'indépendance. Et à entendre certains orateurs qui me précédaient, on avait l'impression qu'il y a encore des Socialistes qui ne prennent pas pleinement conscience de ce qu'est aujourd'hui une grande politique internationale française qui se déploie et qui se met en place. (Applaudissements)
L'indépendance, les moyens réels de l'indépendance, la politique de François

Mitterrand, visent au maintient, ou, chaque fois qu'il est nécessaire, au rétablissement des équilibres sur lesquels repose la paix ou le retour à la paix, là où il y a conflit.
Telle est notre démarche en matière de sécurité, tels sont les motifs qui inspirent notre action au Liban, où la France vient de subir un deuil cruel. Tels sont les motifs de notre action au Tchad. Ni abandon ni aventurisme, ni bellicisme, voilà ce qui caractérise notre démarche, une démarche responsable et sérieuse. Respect de nos alliances traditionnelles, poursuite de la construction de l'Europe, volonté de mettre en place de réelles politiques monétaires, politique d'ouverture en direction des pays en voie de développement, réconciliation franco-algérienne nécessaire à l'avenir de l'Europe et de l'Afrique (applaudissements), politique d'échanges, sans complaisance, avec les pays dits « de l'Est », politique d'indépendance, oui, pour nous et pour les autres peuples de la terre, politique conforme aux plus hautes traditions internationale de la France, pour la France et pour les autres peuples. Oui, la France à nouveau existe, la France n'entend pas tomber au rang d'une puissance moyenne, elle veut avancer pas à pas pour participer avec les autres à la construction d'un nouvel ordre international fondé sur le droit des peuples à exister par et pour eux-mêmes. (Applaudissements)
Mais à quoi serviraient, chers camarades, toutes ces avancées si nous n'avions pas le contact suffisant et nécessaire avec notre opinion publique, s'il ne devait nous être rendu hommage que bien plus tard, par les historiens ? Dans l'action politique, la réputation que l'on a ou la réputation que l'on vous fait est souvent aussi importante que ce que vous êtes, et s'il est un domaine ou l'être et le paraître se confondent, c'est bien dans le domaine politique.
Cela est d'autant plus essentiel lorsque l'on est et que l'on veut demeurer sous le regard du suffrage universel. Or, aujourd'hui, il fait reconnaître lucidement que quelques soient les résultats réels des objectifs obtenus, notre crédibilité est menacée. Nous avons vu notre influence décliner constamment à travers tous les scrutins qui se sont succédé depuis 1981, et cela dès les élections législatives partielles de l'hiver 1981-82. C'est dire combien l'état de grâce a duré peu de temps, c'est dire que les nôtres ont en partie été atteints par le doute, au moment même où nous tenions pourtant les promesses de notre programme, quoi qu'il en coûte. (Applaudissements)
La rapidité avec laquelle nous avons connu la défaveur d'une fraction de notre électorat est à la fois inquiétante et rassurante, mais cela prouve que le problème est essentiellement d'essence politique. Nous devons utiliser la durée que nous donnent les institutions, sans qu'il soit nécessaire, cher Jean-Pierre Chevènement, de sacraliser les institutions de la 5ème République... (Applaudissements) Nous devons utiliser ces institutions dont nous n'avons pas été les auteurs, mais nous devons les utiliser car elles nous assurent aujourd'hui, par un juste retour des choses, la durée pour transformer notre image.
Non, les Socialistes ne vident pas les caisses, surtout s'ils les trouvent vides... (Applaudissements) Il ne pèse pas sur eux je ne sais quelle malédiction, comme une certaine droite voudrait l'accréditer, qui leur interdirait de gouverner durablement, sauf à remettre le pouvoir à la droite après avoir amélioré la législation sociale et

réalisé la paix sociale.
Pour gagner la bataille de 1986, dans laquelle nous sommes d'ores et déjà engagés, il nous faut apprécier correctement la situation, l'état des forces en présence, bien mesurer nos atouts, bien apprécier aussi les obstacles qui se dressent devant nous... Bref, il faut avoir le courage et la volonté de transformer ce qui a été fait et ce qui sera encore accompli à l'avenir en éléments décisifs pour la victoire.
Il nous faut convaincre, convaincre, encore convaincre. La politique menée actuellement est celle du Président de la République, elle est celle du gouvernement, du Parti, du groupe parlementaire. Oh ! certes, il a pu y avoir dans l'exécution des incohérences, des insuffisances, des défauts ; rien n'est parfait ! Mais l'essentiel a été réalisé. Cette politique est bonne, elle est la nôtre. Il n'y a pas d'alternative à cette politique, sinon celle de la droite, et on sait ce que cela signifie. Il n'y a pas aujourd'hui deux politiques possibles pour le gouvernement de gauche, à moins que l'on soit persuadé de l'échec de cette politique, et il faudrait alors le dire clairement. (Applaudissements)
Ne compromettons pas nous-mêmes les chances de réussite de notre politique, des chances qui sont certaines, en laissant croire que dans l'état actuel des choses, compte tenu du rapport de forces au plan national et internationale, nous pourrions faire autre chose de fondamentalement différent.
Ce Congrès est utile, d'abord pour mettre nos propres idées en ordre, ensuite pour convaincre les autres. Nous le ferons d'autant mieux que nous saurons nous unir, mais dans la clarté, une synthèse qui serait claire et sans arrière-pensée, autour du texte majoritaire, dans le respect de nos statuts, contribuerait certainement à la réussite de notre entreprise. C'est pourquoi je suis de ceux qui la souhaitent vraiment. (Applaudissements)
Mes chers camarades, l'unité des Socialistes est d'autant plus nécessaire que nous sommes à l'heure actuelle en quête d'une logique, en quête d'une logique pour sortir d'une contradiction. Regardons les choses bien en face et comprenons que nous pratiquons, et n'ayons pas honte de l'affirmer, une politique de compromis économique et social. Cela me semble évident, il ne peut pas en être autrement dans une démocratie évoluée, où les réformes demandent une maturation certaine, rendue possible par l'évolution du corps social, qui ne se décrète pas mais qui se réalise peu à peu au fil des années. N'oublions pas que nous avons gagné les élections de mai-juin 1981 par l'addition des voix de gauche et de celles qui voulaient l'éviction de M. Giscard d'Estaing, qui n'étaient pas convertis aux perspectives d'une société plus juste économique et socialement, forcément. La preuve, c'est que lorsque nous avons entrepris les réformes, pourtant inscrites dans notre programme, les voix de droite nous ont immédiatement abandonnés. Une partie de le gauche, victimes de la crise, et espérant des changements plus rapides, s'est dans le même temps interrogée, et a commencé, dimanche après dimanche, à bouder les urnes. C'est pourquoi il nous faut plus que jamais faire le point et expliquer mieux, face à l'opinion publique, notre stratégie.
Cette stratégie, elle est celle de l'union de la gauche. C'est une union qui vise, nous le

savons depuis des années, par un accord entre les grands partis de gauche, à promouvoir une politique de changement, à changer peu à peu démocratiquement la société. Mais l'union de la gauche ne doit pas se réduire à un tête-à-tête entre les deux grands partis de gauche. Dans la période de tension de l'union de la gauche, c'était même les communistes qui avaient inventé ces termes quelque peu délicieux : « Démocrates sincères et républicains de progrès ». C'était bien la preuve qu'il était nécessaire, avec les partis de gauche, d'en entraîner beaucoup d'autres.

Et François Mitterrand, tout au long de sa campagne de 1981, en a appelé à toutes les forces de la France. Nous devons poursuivre cette démarche si nous voulons retrouver la dynamique qui nous a fait progresser depuis 1971, depuis le Congrès d'Epinay, jusqu'à la victoire de mai-juin 1981. Nous devons continuer à rassembler les Français autour des objectifs de la gauche.

Sommes-nous majoritaires sociologiquement, avec la montée du salariat ? Cela serait dans l'ordre des choses. Encore qu'un inventaire soit parfois nécessaire, nous devons rester majoritaires politiquement et le devenir par une lente évolution des choses, culturellement.

L'union de la gauche, nous le savons, rassemble depuis longtemps, de façon incompressible, 42 à 43% des citoyens. Et lorsque nous dépassons, comme il est nécessaire, la barre des 50%, c'est par la conjonction jusqu'alors du rejet des erreurs des autres avec l'addition des espérances que nous faisons naître.

Je vous affirme que l'œuvre déjà entreprise depuis deux ans doit permettre, si nous le voulons, si nous nous en donnons les moyens, de réveiller l'espérance, d'offrir à nouveau, non seulement aux nôtres, mais à la masse des Français, des perspectives et une explication.

Nous ne devons pas enfin laisser nos adversaires nous condamner, au nom de critères qui sont les leurs, et qui reflètent, on l'a déjà dit dans ce Congrès, les idées dominantes de la société d'hier, si présentes encore dans le monde d'aujourd'hui.

Il faut expliquer, il faut mettre en perspective, il faut mobiliser, il faut éviter que les acteurs du changement ne deviennent des spectateurs désabusés. Il faut aussi garder la tête froide par rapport aux injustices, à l'aventurisme que représentent les propos et les actions des chefs de l'ancienne majorité. Il faut prendre conscience de leurs faiblesses et de leurs divisions. Ils dissertent sur la cohabitation, mais est-ce que cette cohabitation, MM. Giscard d'Estaing, Chirac, Barre, et Mme Veil, sont seulement capables aujourd'hui de la réaliser entre eux ? (Applaudissements)

Les principaux leaders de l'opposition sont divisés, ils sont concurrents, ils sont souvent incohérents. Un jour, ils parlent de revenir sur les réformes économiques et sociales, puis, après la lecture d'un sondage, ils croient plus habile de dire qu'ils conserveront ce qui est acquis. Personnellement, je crois qu'il sont inévitablement et inexorablement engagés dans un processus réactionnaire et que, si le malheur voulait qu'ils reviennent aux affaires, ils n'auraient de cesse de ravager ce que nous avons accompli ! (Applaudissements)

Les plus déterminés de nos adversaires disposent de moyens considérables. Ils disposent de réseaux, ils disposent d'argent et de tout ce qui s'acquiert par l'argent.

Ils s'efforcent parfois de transformer les pouvoirs locaux en contre-pouvoirs.
Alors nous, gardons-nous de l'utopie qui menace toujours un peu les Socialistes, et veillons à ne pas leur fournir, par imprudence, des armes pour nous combattre, mais sachons que nous devons aussi - et le Premier ministre nous y exhortait ce matin - mener la bataille sur le terrain des idées. C'est ainsi que nous rendrons à notre démarche sa logique, logique indispensable pour la victoire.
Je conclurai en disant que nous sommes maintenant dans la droite ligne de 1986. Le Parti a un rôle extraordinaire, un rôle exaltant à jouer. Jean-Pierre Chevènement nous disait : « Les gouvernements passent, le Parti reste. » Certes, mais gouvernement et Parti, Socialistes dans leurs sections, Socialistes à l'Assemblée, Socialistes au gouvernement, sont engagés dans une même bataille, sont solidaires, doivent parler d'une même voix face à la dureté et à l'injustice des adversaires qui nous attaquent de toutes parts. (Applaudissements)
Le Parti n'est pas une fin en soi, le Parti n'est pas un objet pour soi, le Parti doit être l'instrument pour le Socialisme, pour la réalisation de notre programme.
Il n'y a pas, il n'y aura jamais d'Etat-P.S. Il doit y avoir un instrument, l'outil des militants au service non seulement de la gauche, mais de tous les Français.
Pour que la gauche gagne, il faut qu'elle le veuille. Il faut que le pays sente monter autour du Président de la République, autour de François Mitterrand, une grande volonté collective, une volonté de mobilisation, une volonté efficace. Regardez ce que nous avons su faire entre les deux tours des dernières élections municipales dans tant de villes de France menacées, à Marseille comme à Belfort, partout où nous avons eu la volonté de nous battre ! (Applaudissements) Rassemblons tous les nôtres, rassemblons les Socialistes, les communistes, à qui nous devons parler le langage de la vérité et de la lucidité, comme l'a fait hier, en notre nom à tous, le Premier Secrétaire, Lionel Jospin. Affirmons nos valeurs, car ce sont des valeurs universelles !
Le droit des gens, c'est nous ! L'esprit d'ouverture, l'esprit d'accueil, ce doit être nous ! Les libertés, les vraies libertés, c'est nous, car la droite appelle trop souvent libertés ses privilèges ! Et croyez-vous que ceux qui, ce matin, prétendaient faire le blocus de la ville de Bourg-en-Bresse allaient dans le sens du respect de la liberté de réunion ? (Vifs applaudissements)
La liberté, toutes les libertés, l'égalité en droits - tous les hommes naissent et meurent libres et égaux - que la droite tourne en dérision en parlant d'égalitarisme et de nivellement, c'est nous ! Le respect des autres par le dialogue et la concertation, c'est nous ! La paix sociale qui fait reculer, qui finira par mettre un terme à la lutte des classes, attisée par les autres, le patriotisme qui n'est pas le nationalisme, la réaffirmation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'internationalisme, toutes ces valeurs, ce sont les nôtres, et ces valeurs, nous le savons, elles sont universelles. (Applaudissements)
Aux outrances, aux fureurs de nos adversaires, opposons, camarades, une attitude responsable. Nous voulons gagner, nous devons gagner, pour nous, davantage encore pour la France tout entière et pour la communauté internationale ! (Très vifs

applaudissements)

Le Président - Camarades, la parole est maintenant à Laurent Fabius. Ensuite interviendront Jean-Pierre Worms, Louis Le Pensec, Jean Pronteau, Martine Buron et Annette Chépy.
La parole est donc à Laurent Fabius, de la fédération de Seine-Maritime, ministre de l'Industrie et de la recherche. (Applaudissements)

Laurent Fabius
Chers camarades, le Socialisme est-il moderne ?
Voilà la seule question un peu rude à laquelle je veux, avec vous, essayer de répondre.
Pour les militants Socialistes que nous sommes, la réponse, bien sûr, ne fait aucun doute. Mais nous ne sommes que 200 000... Pour les autres, pour tous les autres auxquels nous souhaitons parler, y a-t-il la même certitude ?
Les Français reconnaissent, oui, les acquis historiques de 1936 et ceux de la Libération. Mais, dans les difficultés actuelles, ce n'est pas faire injure à la réalité que de dire que le message n'est plus, pour tous, aussi clair.
En quoi notre Socialisme prépare-t-il aujourd'hui l'avenir ?
Ma première réponse, vous le comprendrez, concerne le domaine dont j'ai la charge au gouvernement : le développement industriel et scientifique du pays.
La France, beaucoup l'ont dit, doit aujourd'hui supporter le choc d'une crise économique internationale et d'une révolution industrielle. Toutes les techniques changent, tous les pays bougent, et beaucoup de valeurs se transforment. Il n'y a pas jusqu'au temps qui ne se modifie lui-même... Les horloges des anciennes fabriques scandaient les heures. Les chronomètres du temps du taylorisme comptaient les secondes. Et maintenant, avec le temps de l'électronique, on parle de la nano seconde, et bientôt de la pico seconde, en tout cas d'un morcellement extrême, de la remise en cause permanente, de la complexité infinie des assemblages.
Maîtriser ces évolutions, comme c'est notre tâche, exige alors avec d'autant plus de force, formation, invention, prévision.
Or, il est clair, chers camarades, que le laisser-faire des époques passées n'avait pas pris la mesure de ces changements-là. Est-ce un hasard si, alors que l'éducation est au centre de tout, en 1981, un quart seulement d'une classe d'âge en France avait le niveau du baccalauréat, alors que c'était 95% au Japon ? Est-ce un hasard si, sur les sept années d'avant 1981, l'investissement, c'est-à-dire le nerf du futur, a reculé successivement cinq fois ? Est-ce un hasard si, malgré l'excellence de nos chercheurs, nous avons manqué le « train » du magnétoscope, manqué celui de la résonance magnétique nucléaire, manqué celui de la fabrication des composants ?
D'ailleurs, avec le recul du temps, je me demande si notre propre critique du passé ne doit pas peut-être changer d'accent. Ce que je reproche à nos devanciers, à la lumière de l'expérience, c'est non seulement la nature de tel ou tel de leurs choix, mais le choix systématique qu'ils ont fait, dans un monde pourtant déjà en crise, de sacrifier

la préparation du futur aux facilités du présent. (Applaudissements)
Nous avons décidé, nous, d'essayer de relever le défi. C'est une très grande ambition. Mais les Français, en 1981, nous ont mandatés précisément pour cela.
Alors, nous nous sommes mis à la tâche. Nous avons, dans cet esprit, d'abord rassemblé la communauté scientifique en de vaste et fructueuses assises et pris, grâce à Jean-Pierre Chevènement, pour la recherche et la technologie, des engagements ambitieux et concrets.
Nous venons, à travers le Plan et à travers un débat sur la stratégie industrielle de la France, de préciser pour la décennie 80 nos objectifs et nos moyens.
Mais nos ressources, chers camarades, sont limitées. Nous avons donc décidé de concentrer l'effort sur les tâches principales qui vont construire l'avenir :
- La recherche, bien sûr. La France sera le troisième pôle scientifique du monde ;
- La formation, qui est la base de tout ;
- L'investissement qui, au sein des entreprises nationales, aujourd'hui tant décriées, augmente en 1983 de plus de 15% ;
- Sur le plan social enfin, nous avons voulu rompre avec une pratique qui, depuis le X9ème siècle, plaçait la France en retard de trente ans et plus par rapport à ses voisins, en essayant, pour notre part, d'adopter une approche sociale nouvelle des formidables mutations en cours.

Chers camarades, je ne nierai aucune des difficultés d'aujourd'hui qui sont lourdes, qui sont souvent très lourdes, mais nous avons fait un choix : par les sciences et par l'industrie notamment, il s'agit de préparer systématiquement l'avenir, non pas par je ne sais quel souci du modernisme qui n'aurait pas de sens, mais parce que le retard industriel crée la dépendance économique, et bientôt la dépendance politique que la France et les Socialistes n'acceptent pas.
Alors cette réalité, ces choix qui sont les nôtres, entraînent et entraîneront par définition toute une série de remises en cause. Vous les vivez, comme moi, sur le terrain, parfois même des risques de traumatisme. Notre responsabilité de Socialistes, c'est non pas de nier, non pas de vouloir tout figer, mais à mon sens, en prenant les problèmes suffisamment tôt, en encourageant la production, en ne ménageant pas l'imagination, en privilégiant partout la formation, en pensant d'abord à l'homme à travers les basculement industriels, en associant le monde du travail aux évolutions en cours, en développant une organisation nouvelle du travail, que nous accompagnerons ces changements majeurs sans être brouillés par leur puissance. C'est en cela d'abord, chers camarades, que vous êtes en train de construire l'avenir.
L'avenir commande aussi une nouvelle conception de l'Etat.
On en a somme toute peu parlé dans ce Congrès. Avant nous, s'affrontaient deux approches : d'un côté l'Etat partout, c'est-à-dire la bureaucratie tatillonne, la centralisation napoléonienne, la confusion entretenue entre nationalisation et étatisation ; ou bien les partisans d'une nouvelle mode, en réalité très ancienne, qui ne veulent de l'Etat nulle part. Le paradoxe est d'ailleurs que ce sont ces mêmes personnes qui, depuis vingt ans, avaient cultivé la bureaucratie, qui se prétendent aujourd'hui les champions du libéralisme. (Applaudissements)

Nous avons essayé, nous, de retenir une démarche nouvelle, et différente. Nous ne voulons pas d'un Etat omniprésent, qui serait par là même un Etat faible, mais nous n'acceptons pas non plus les excès de la révolution conservatrice, les thèses simplistes, démagogues et fausses de ceux qui prétendent faire avancer l'économie en dénationalisant la régie Renault, faire progresser la santé publique en attaquant l'hôpital, ou qui ont le front de prétendre avoir célébré la liberté, alors que, comme c'est le cas dans plusieurs de nos communes, ils débaptisent les boulevards Allende ou une rue Pierre Mendès France. (Applaudissements)

Nous récusons les idéologies extrêmes, celles qui croient à la toute puissance de l'Etat, comme celles qui veulent le démanteler. C'est dans cette perspective-là, nouvelle et même à certains égards révolutionnaire, que s'inscrit cette grande tâche à laquelle Gaston Defferre associera son nom, qui est la décentralisation.

(Applaudissements)

Elle soulève beaucoup de problèmes, c'est vrai, et il nous est à nous-mêmes désagréable d'être minoritaires, comme nous le sommes dans certains régions ou dans certains départements, et la décentralisation, pour importante qu'elle soit, ne suffit pas par elle-même à assurer une diffusion satisfaisante du pouvoir. Elle appelle, elle appellera d'autres changements, plus culturels, moins institutionnels, donc plus lents et encore plus délicats.

Mais il s'agit, il faut en prendre la mesure, d'un état historique et nécessaire pour construire ce que Mendès appelait « la République moderne ». Les rapports entre l'Etat, les entreprises nationales, leur personnel, sont aussi, même si on ne le mesure pas toujours, en train, trop lentement sans doute, d'évoluer.

Depuis longtemps, les entreprises publiques tendaient à se constituer soit en féodalités, n'ayant de comptes à rendre à personne, soit en annexes systématiquement déficitaires d'un Etat devenu poussiéreux.

Avec le nouvel équilibre, qui reste d'ailleurs à parfaire, mais qui s'installe entre les contrats de plan qui fixent les grands objectifs, et l'autonomie de gestion qui s'exerce et qui ne s'exerce qu'à l'intérieur de ces objectifs, avec l'extension des droits des travailleurs, une nouvelle donne se met progressivement en place, malgré certaines lenteurs, la démocratisation du secteur public doit renouveler les rapports sociaux, apporter progressivement ce que nous demandaient même confusément nos électeurs de 1981, je veux dire le changement au quotidien.

Chers camarades, ce changement-là, beaucoup l'ont souligné dans ce Congrès, c'est le changement décisif. Nous ne pouvons faire, quels que soient notre volonté, nos lois et nos décrets, que les travaux répétitifs et pénibles cessent immédiatement de l'être, parce que les Socialistes sont au pouvoir. Nous ne pouvons rendre sympathiques à leur environnement des hommes - il y en a beaucoup - qui, placés depuis longtemps dans un moule anti-syndical, avaient fini par oublier ce qu'est même la notion de dialogue.

Mais nous essayons, et peu à peu les choses bougent, de développer ce même dialogue, de faire circuler l'information qui est le premier pas des responsabilités, de faire la départ entre certaines hiérarchies qui sont utiles et les inégalités excessives, de

montrer que toute entreprise vaut ce que valent les hommes et qu'au cœur même de la conception socialiste, on en fera rien de bon sans la ressource humaine. (Applaudissements)

Par contre, apparaît et apparaîtra de plus en plus nettement, je le crois, sous son vrai jour - Louis Mermaz le disait fort bien - l'idéologie au sens propre réactionnelle, de ceux qui ont pour principe, par et pour unique projet un retour général en arrière, comme s'ils voulaient profiter des bouleversements économiques pour récupérer au passage ceux qui n'ont jamais accepté. C'est le cas notamment sur les débats pour les nationalisations. Les chefs de l'opposition de cette fameuse triplette de la régression, ne travaillent pas dans la nuance.

Ils veulent tout dénationaliser, 1981, les 1936, 1945 et même dans la foulée... (inaudible), sans arriver pourtant à résoudre leurs contradictions de départ, qu'il faudra bien évoquer dans le débat futur, chers camardes : si les entreprises nationalisées, comme le je crois, réussissent, alors pourquoi les dénationaliser ; et si elles échouent, qui et comment, sans les démanteler, pourrait les racheter ? (Applaudissements)

En introduisant une nouvelle pratique de l'Etat, nous sommes en train, tous ensemble, de construire l'avenir.

Un troisième défi, que le Socialisme français a pour tâche de relever, c'est celui, fondamental pour l'avenir de l'Europe - nous aurons, dans les mois qui viennent, l'occasion d'y revenir longuement, avec les élections européennes. Jusqu'ici, tous ceux qui sont là, n'ont connu que l'Europe des problèmes et jamais l'Europe des espoirs ; depuis 1958, aucun groupe industriel, chacun voit midi à sa porte, les crises sont permanentes, ont tient des comptes d'apothicaire, et on néglige tout grand dessein. Ces difficultés n'ont pas disparu magiquement avec nous, mais au moins avons-nous proposer l'idée d'un espace social européen, indispensable, vous le savez bien, pour que s'opère dans le futur sans bouleversement économique une modification de la durée du travail.

Remontons un peu dans l'histoire, juste après la deuxième guerre mondiale, des hommes, des Socialistes et d'autres, des hommes d'imagination et de conviction, avaient pensé que pour bâtir l'Europe et pour éviter aux pays-membres de se faire à nouveau la guerre, il fallait mettre en commun les efforts, dans les deux productions essentielles de l'époque, c'était le charbon et l'acier.

C'est ainsi que naquit la Communauté européenne du charbon et de l'acier, bientôt le marché commun. Aujourd'hui, ce ne sont plus sans doute les mêmes produits, mais les technologies nouvelles qui sont en cause, si nous voulons, chers camardes, relever les défis du futur, et tenir notre rang gravement menacés par rapport aux Etats-Unis d'Amérique et au Japon, il faut que nos pays d'Europe se rassemblent pour maîtriser ces espaces nouveaux.

Nous ne pouvons plus nous payer le luxe d'une Europe balkanisée. C'est pourquoi, sans cacher les difficultés de la tâche, nous proposons, François Mitterrand le premier, de franchir dans les années qui viennent une étape nouvelle dans la construction de l'Europe, en créant un espace industriel, scientifique et social

européen. C'est bien de l'avenir qu'il s'agit.
Un dernier enjeu pour demain, et peut-être le plus important de tous, c'est, chers camardes, le tiers-monde. Chez nous, les inégalités sont déjà fortes, mais quand on parle du tiers-monde, les inégalités et les injustices sont immenses. Le propre des Socialistes, me semble-t-il, est qu'ils savent regarder autour d'eux, même et pas seulement leur propres problèmes, le Président de la République française à Cancun, comme à New Delhi, a placé clairement la France au premier rang de ce combat-là.
L'innovation, la générosité, qui sont plus encore qu'ailleurs nécessaires pour sortir de l'effroyable alternative entre l'endettement qui a servi, et la famine qui détruit, dans les choix de mai 1981 - rappelez-vous, chers camardes, il y avait, notamment chez les jeunes, un souhait d'une perspective nouvelle, en particulier dans nos rapports avec le Sud. Nous avons commencé, imparfaitement encore, d'y répondre. Je voudrais, à cet égard, vous faire partager le sentiment que nous éprouvons lorsque, représentant la France dans telle enceinte internationale, quand se lève le représentant de la France, les délégations du tiers-monde y voient désormais tout le message de l'espoir. Ce sentiment qui fait battre le cœur, s'il n'y avait qu'une raison pour motiver notre engagement socialiste, il suffirait à l'expliquer. (Applaudissements)
C'est le même sentiment que j'éprouve, sachant les difficultés intérieures quand l'aide française au développement double en un septennat et de même, c'est travailler pour l'avenir, pour les autres et pour nous-mêmes de proposer avec ténacité, comme le fait la France, une réforme du système monétaire international, qui permette notamment aux pays pauvres d'espérer enfin se développer.
Les formes du Socialisme peuvent varier, mais le Socialisme a une constante, c'est que quelles que soient les tensions internationales - elles seront extrêmes dans les mois qui viennent -, le Socialisme plaide partout pour les racines mêmes de l'avenir. Je veux dire tout simplement pour le développement, pour l'indépendance, pour les droits de l'homme et pour la paix. (Applaudissements)
Chers camarades, Lionel Jospin l'a fort bien dit, le temps n'est pas à l'arrogance. La réalité est lourde, elle est contraignante, et si nous n'avons pas changé, nous avons beaucoup appris. Alors, ne perdons pas de vue l'essentiel.
Nous sommes en train de bâtir l'avenir. D'où vient alors que la perception au dehors, et même dans nos rangs, en soit parfois brouillée ?
C'est d'abord qu'il s'agit d'une période de crise, c'est que la rigueur dont nous parlons tant est plus facile à accepter intellectuellement que sur les feuilles de paie, c'est que les difficultés sont ressenties dans les délais, alors que les résultats, eux, prennent du temps, et puis, reconnaissons-le, il y a aussi nos propres insuffisances. Les allers et retours qui font mal, les ratés de la vie quotidienne, les défauts dans la cohésion et dans l'explication vers l'opinion.
A cet égard, je souhaite ici comme ailleurs que nous évitions les divisions excessives qui menacent et même qui passent parfois notre crédibilité. Nous sommes tous Socialistes ici, et quelles que soient nos nuances, notre unité n'est pas en cause. Veillons dans l'expression légitime de nos différences à ne rien faire qui puisse ouvrir une brèche trop grande, une faille par où d'autres que nous, à coup sûr, auront vite

fait de s'engouffrer. (Applaudissements)
Nous sommes au pouvoir, oui, nous sommes au pouvoir, que nous le voulions ou non, cela nous impose à tous des obligations. Bien sûr, il y a la tentation de ceci, il y a la tentation de cela, et nous aimons bien, nous, les Socialistes, céder aux tentations, ou plutôt nous ne pouvons pas nous empêcher de faire savoir que nous résistons à ces mêmes tentations.
Mes chers camarades, au pouvoir, nous sommes comptables de bien d'autres que de nous mêmes. C'est la France et non le seul parti Socialiste, même s'il est essentiel, qui nous y a placés, et s'agissant du Socialisme, notre réussite ou notre échec engage bien plus que les militants d'aujourd'hui.
D'autres, beaucoup d'autres, ont lutté pour ce que nous sommes en train de construire et qui n'ont pas eu la chance de le connaître ; beaucoup des millions de femmes et d'hommes auraient voulu, comme nous, pouvoir pleurer les larmes de joie au soir de 1981 et les autres, tous ceux qui vont venir, si nous savons réussir, si nous savons faire mentir ceux qui croient ailleurs, mais chez nous aussi quelquefois, que la gauche ne peut être qu'une expérience, nous avons besoin de durer, de fermeté, nous avons besoin de vérité et nous avons besoin d'unité. (Applaudissements)
Chers camarades, je termine : 1986, c'est après-demain. En 1986, plus de trois millions d'électeurs nouveaux se présenteront aux urnes, qui n'ont pas voté en 1981. Les jeunes ne s'intéressent pas toujours autant que nous le souhaiterions à la politique, c'est aussi peut-être parfois faute d'une perspective suffisamment claire. Montrons-leur que le Socialisme est porteur de générosité, de chaleur, de sérieux, de courage et d'avenir. Refusons toutes les formes de sectarisme, soyons ouverts, élargissons notre vision du monde et, de grâce, ne faisons pas la cour à des idées qui sont fondamentalement contradictoires avec les nôtres, sachons que, comme l'histoire des dix dernières années le montre, c'est en rassemblant d'abord la gauche que nous saurons rassembler la France. (Applaudissements)
Ce que j'ai souhaité dire est simple : le Socialisme doit savoir conserver ses racines et en même temps adapter son message aux problèmes qui sont ceux de notre temps ; le Socialisme de Blum n'était déjà plus celui de Jaurès et pourtant c'était le même ; celui que nous mettons en œuvre avec François Mitterrand, en est à son tour l'héritier, mais pour la fin du 20ème siècle.
Oui, 1986, c'est après-demain. La bataille, comme toujours sera d'abord une bataille culturelle.
Le Socialisme avait la réputation de dater et voilà que, par un renversement formidable de perspective, il est en train, au contraire, de façonner l'avenir. Ne laissons pas dire alors et croire que le Socialisme relève du passé, car il est une approche permanente et un outil pour notre temps.
Chers camarades, portons au-delà de notre Congrès ce message : l'effort, oui, mais dans la justice et pour quelque chose, c'est-à-dire pour bâtir ensemble l'avenir et sur ce terrain-là, la bataille, oui, nous allons la gagner.
(Très vifs applaudissements)

Le Président - Chers camarades, la parole est à Jean-Pierre Worms. Il sera suivi par Louis Le Pensec.

Jean-Pierre Worms
Chers camarades, permettez à un militant jeté aux gémonies de la droite moderniste d'essayer de vous tenir quelques instants des propos de gauche, des propos socialistes. (Applaudissements)
Il est vrai que Lionel nous a expliqué hier en Commission des résolutions que nous avions toujours notre place au Parti Socialiste, je le remercie, mais je n'étais pas inquiet. J'avais remarqué en effet qu'il n'avait pas demandé notre exclusion, quelque part, où, voilà la question, nous étions encore Socialistes !
Vous l'avez compris, l'expression a fait mal. Pourquoi le cacher ? Certains d'entre nous sont de la même génération que Lionel et il doit savoir que notre vie militante, comme la sienne, témoigne assez de la sincérité et de la solidité de notre enracinement à gauche (applaudissements)... Mais passons... Et souvenons-nous qu'en leur temps Jaurès, Blum, Daniel Mayer, à la libération, et plus près de nous encore Pierre Mendès France, ont tous été attaqués de la même façon, eux aussi taxés de droite et de droite moderniste. (Applaudissements) Nous ne sommes pas en si mauvaise compagnie.
Rassurez vous, ces références sont faites en toute humilité, mais aussi en pleine sérénité.
Revenons, si vous voulez bien, au présent.
Quelle a été, quelle est encore notre démarche ? Au fond, elle est très simple. Elle s'incarne tout simplement dans une série d'exigences qui relèvent pour une part, et nous n'en avons nullement honte, tout simplement de la morale politique.
Pour un Parti Socialiste au pouvoir, les problèmes de morale politique sont des problèmes incontournables, il n'est pas bon de les ignorer.
Première valeur, à nos yeux, qu'il nous faut respecter : la lucidité et le courage.
Le courage, disait Jaurès, c'est de rechercher toujours la vérité et de la dire. Eh bien, nous l'avons pris au mot, nous avons pensé qu'il était important pour le Parti Socialiste, en ces temps difficiles, précisément, parce qu'ils sont difficiles, de s'astreindre à cette dure discipline, à quoi on nous a opposé souvent, dans les débats de sections, que toute vérité n'est pas bonne à dire.
Camarades, entre cette vieille maxime de la sagesse des nations et l'exigence rigoureuse de Jaurès, quelle est, selon vous, la valeur de gauche ? Lionel lui-même a appelé ce Congrès à être celui de la communication, de la conviction, de la vérité. Cela nous convient. Nous n'avons jamais voulu être autre chose, nous n'avons jamais voulu di re autre chose.
Dire la vérité, donc, et d'abord sur la crise, sur sa profondeur, sur sa durée, sur sa nature. Ce n'est pas nous, Lionel, qui l'avons d'abord caractérisée par sa dimension technologique. Relisez les textes, et d'abord le texte signé Lionel Jospin.
Dire la vérité, c'est aussi sur les problèmes auxquels le gouvernement, notre gouvernement, sera nécessairement confronté dans les deux ans qui nous séparent de

notre prochain Congrès, et ne pas reculer devant les questions les plus difficiles, car le gouvernement, lui, ne pourra pas les éviter.
Ne pas avoir honte de dire ce qu'il devra faire, ni de ce qu'il a déjà entrepris.
Trois dossiers, à cet égard particulièrement brûlants, doivent être cités :
1) La croissance du chômage que risque de provoquer inévitablement la modernisation de notre outil de production, modernisation indispensable, nous le savons tous. 500 000 à 800 000 postes de travail supprimés dans la grande industrie et les bureaux. La lutte pour l'emploi, oui, ce sera bien la première de nos priorités. Peut-on la mener victorieusement en période de croissance mondiale ralentie - Laurent Fabius vient encore de nous le rappeler - sans s'attaquer résolument au dossier du partage du travail ?
Les trente-cinq heures d'ici 1985, est-ce encore un engagement qui nous lie ? Est-ce encore une proposition de gauche ? Peut-on s'attaquer à ce dossier sans parler du partage des revenus et des conséquences pour les salaires les plus élevés, sans traiter au fond la dichotomie qui s'accroît entre les emplois à statut et les emplois précaires ? Dichotomie qui recoupe, nous le savons bien, une coupure de classe. Est-on de droite en disant cela ? Le gouvernement y travaille, doit-on se taire ? Doit on avoir honte de ce qu'il fait ?
2) La crise financière, et plus profondément encore, la crise de légitimité de nos systèmes de protection sociale, dossier sans doute le plus lourd de la période, compte tenu de l'engagement du Président de la République de faire baisser de un point de PIB le taux des prélèvements obligatoires.
Cessons, comme le faisait la droite, de bricoler les recettes du budget social de la nation pour s'attaquer fermement à la structure des dépenses et notamment au coût de l'hospitalisation sans détruire l'hôpital ; décentraliser la Sécurité sociale et responsabiliser les usagers, sont-ce des idées de droite ? Le gouvernement y travaille, doit-on se taire ? Doit-on en avoir honte ?
3) La crise de notre système éducatif, dans l'état de délabrement où l'a laissé la droite, et encore maintenant, on vient de le souligner. Comment la gauche pourrait-elle s'accommoder d'une France avec deux millions d'analphabètes ; d'un système éducatif d'où sortent 200 000 jeunes sans qualification, condamnés au chômage, à la marginalisation sociale?
Comment éviter d'engager résolument les réformes qui s'imposent, notamment dans les collèges et dans les lycées, et les actions de réinsertion sociale et professionnelle des jeunes ? Lutter contre l'échec scolaire, est-ce une idée de droite ? Le gouvernement s'y emploie et aborde ces problèmes avec lucidité, courage, imagination. Les rapports ont été écrits, le rapport Schwartz, le rapport Legrand, ne croyez-vous pas que cela mérite que le Parti se mobilise pour les faire entrer dans la réalité? Doit-on se taire ? Doit-on avoir honte ?
Un mot encore à ce sujet, à propos du rapport école publique-école privée, encore un problème crucial. Encore un problème brûlant qu'il faut aborder avec franchise.
Camarades, ne tombons pas dans le piège qui nous est tendu. Evitons de relancer la guerre scolaire et de laisser dévier nos énergies militantes loin du problème le plus

difficile mais le plus crucial, que je viens d'évoquer, celui de l'échec scolaire.
Ce problème de l'échec scolaire, c'est un problème de classe. En sont victimes d'abord les enfants des familles les plus défavorisées, mais hélas, cette discrimination sociale par l'échec scolaire, elle frappe autant, ni plus, ni moins, mais autant dans l'école publique que dans l'école privée. Mais l'école publique, c'est notre fidélité, c'est notre engagement, c'est donc notre responsabilité. Ayons l'audace pour la sauver de la réformer, de la décentraliser, de l'ouvrir à la société, d'y laisser s'épanouir la diversité des projets d'établissements et des expérimentations pédagogiques. Ouvrons largement le dialogue social autour de l'école. Libérons l'initiative et la responsabilité. C'est la meilleure réponse aux attaques du privé. C'est la meilleure façon d'avancer sérieusement dans la concertation vers la construction de ce grand service public dont nous rêvons tous, dynamique, ouvert, diversifié, meis réconcilié, réunifié. C'est la position du gouvernement. Doit-on se taire ? Doit-on en avoir honte ? De grâce, ne refaisons pas avec le projet Savary le coup du Plan Delors. Souvenez-vous : la rigueur, c'était celle de Delors, non celle du gouvernement, en tout cas pas la nôtre. Il aura fallu que le Président de la République vienne seul, face à l'opinion, l'expliquer aux Français pour que nous en acceptions les disciplines et que nous les reconnaissions comme celle§là même de notre ambition socialiste. Le projet Savary, c'est le projet de gouvernement, de notre gouvernement, et croyez-vous qu'il serait ainsi sans l'aval du Président de la République ? Faudra-t-il là aussi que François Mitterrand vienne l'expliquer à la télévision pour que nous ayons le courage de le faire nôtre, d'en assumer les difficultés et les contraintes, certes pas dans tous ses détails, mais dans sa démarche d'ensemble et dans sa philosophie ? (Applaudissements)

Le Président - Tu conclus...

Jean-Pierre Worms - Voilà, camarades, quelques vérités que nous croyons incontournables et que nous n'avons pas voulu contourner.
Est-ce là être de droite ? Parce qu'elles sont difficiles à dire, fallait-il les taire ? Le gouvernement, en tout cas, ne le pourra pas. Notre solidarité avec l'action gouvernementale ne concernerait-elle que ce qui plaît et non ce qui dérange ?
Tout cela, direz-vous, n'est guère mobilisateur. Etes-vous sûrs ? C'est Gramsci qui disait : « Pour être optimiste dans l'action, il faut savoir être pessimiste dans la réflexion. » Comme lui, nous croyons qu'il faut, dans la même démarche, surtout en période de difficulté, allier au pessimisme de la lucidité l'optimisme de la volonté. Seule, la vérité est mobilisatrice, parce qu'elle est la clé de toute crédibilité. Méfions-nous d'une tentation dangereuse de tout Parti Socialiste qui exerce des responsabilités gouvernementales, la dissociation croissante entre la pratique et la théorie.
Pour rassurer sa base électorale et reconsolider une cohésion militante ébranlée par les inévitables difficultés des choix gouvernementaux, on fait des Congrès à gauche à forte dose d'injection idéologique, mais du coup, on éclaire de moins en moins bien les choix gouvernementaux.

Souvenons-nous que cette dissociation, ce refus de faire la théorie de notre pratique gouvernementale, c'est le plus sûr moyen d'une idéologie coupée du réel qui perd de ce fait toute capacité mobilisatrice, est une pratique sans principe qui risque alors de glisser imperceptiblement vers l'empirisme et l'opportunisme le plus plat.
Dernier élément de notre démarche que je tiens à rappeler, c'est sa dimension...

Le Président - Tu conclus, Jean-Pierre.

Jean-Pierre Worms -...scolaire. Notre démarche n'est ni celle de la délectation morose, ni celle de la béatitude innocente. Notre rose n'est pas le rose bonbon. Notre recherche de nouvelles solidarités, de plus de fraternité, voire de convivialité dans les rapports sociaux, n'est pas le rêve sucré d'un quelconque « baba cool » ; notre référence au Socialisme autogestionnaire, mais n'est-ce donc pas notre référence commune ? N'est-ce pas la voie de la facilité ? L'autogestion serait un concept usé ? Il en irait alors de certaines idées politiques à l'inverse de la fameuse pile électrique : moins on s'en sert, plus ça s'use !
Nous pensons, au contraire, que jamais les idées d'initiatives, de responsabilité, de partage du pouvoir, n'ont été autant d'actualité, précisément pour lutter contre la crise.
Les épreuves que nous traversons, nous pouvons en sortir victorieux, pour peu que nous assumions pleinement cette révolution culturelle dont parlait Lionel au début de son intervention ; pour peu que, sur cette base, nous sachions renouer le contact avec tous ceux qui nous ont fait confiance et les associer pleinement à notre combat. Ils ont encore envie de se battre avec nous contre les effets dissolvants de la crise, pour reconstruire un monde plus juste, plus libre et plus solidaire. Ils savent que cela sera dur, qu'il faudra du temps et des sacrifices. Ils sont prêts dès lors que les perspectives en sont clairement dessinées. Et nous, y sommes-nous prêts ? Je le crois, et alors, oui, la reconquête nous est ouverte.
Nous sommes venus à ce Congrès pour redire fortement cela et pour proposer au parti de se rassembler pour reprendre ensemble dès maintenant l'initiative de la mobilisation pour le changement social qui nous conduira à de nouvelles victoires sur la droite, évidemment, mais parfois aussi sur nous-mêmes. (Applaudissements)
Lionel Jospin nous a dit hier qu'il ne croyait pas à ce rassemblement...

Le Président - S'il te plaît, il est nécessaire de conclure.

Jean-Pierre Worms - Je conclus. Lionel Jospin nous a dit hier qu'il ne croyait pas à ce rassemblement avec nous et qu'il préférait nous marginaliser. Mais il a pris la précaution de préciser que c'est en son nom personnel et non en tant que Premier Secrétaire qu'il prononçait cette exclusive et notre excommunication. Ce soir, en Commission des résolutions, nous reposerons la question, nous la reposerons au Premier Secrétaire du Parti Socialiste. Espérons que le Premier Secrétaire du Parti Socialiste saura dominer les aversions personnelles du délégué de base Lionel Jospin

! (Applaudissements)

Le Président - La parole est maintenant à Louis Le Pensec

Louis Le Pensec

Chers camarades, pour la première fois de son histoire, un gouvernement d'union de la gauche a réuni les conditions pour éviter de sombrer dans la banqueroute financière internationale, c'est la raison d'être et la justification de la politique de rigueur dont nous devons être solidaires.

A quoi bon réformer, à quoi bon avancer, si au bout du chemin, ayant perdu notre autonomie de décision, nous devons tout remettre en cause dans le cadre d'un redressement qui nous serait imposé, mais imposé de l'extérieur ?

Il n'y a pas de conquête durable, de réforme efficace, de progrès réel sans la sauvegarde de cette indépendance économique.

Tous nos efforts, toute notre énergie, tous nos moyens doivent donc tendre au succès de l'action engagée par le gouvernement. Ceci implique lucidité, solidarité, sens de l'effort.

Lucidité, d'abord. Ne sous-estimons pas les conséquences en matière d'emploi de la crise à laquelle nous sommes confrontés. Le capitalisme s'est engagé dans un formidable mouvement de restructuration, se traduisant tout à la fois par la distribution mondiale de ses forces productives, c'est-à-dire de ses usines, et l'adoption de technologies nouvelles pour reconstituer son taux de profit.

Au-delà des effets à court terme du plan de rigueur, cette restructuration de l'appareil de production continuera à avoir des incidences négatives sur l'évolution de l'emploi. Depuis 1945, l'emploi était successivement assuré par l'industrie, puis par le secteur tertiaire. Il est clair que même en cas de retour à un certain niveau de croissance, ce n'est pas du côté industriel, compte tenu des évolutions technologiques, qu'il faut s'attendre à des créations importantes d'emplois. L'objectif de retour à un taux de croissance positif reste le nôtre, mais nous ne devrions pas surestimer les conséquences, en termes d'emploi, d'une croissance industrielle plus forte ; de même le secteur tertiaire risque, avec le développement du traitement automatisé et la bureautique, de ne plus être aussi créateur d'emploi dans les années qui viennent, et enfin, c'est peut-être la question la plus préoccupante, face à la complexité croissante des qualifications exigées, une part de la population présentant des handicaps divers risque d'être durablement écartée de l'activité professionnelle.

La formation permanente aux nouvelles techniques de production, de gestion, n'apportera pas de réponse au chômage de cette partie de la population. Face à cette situation de l'emploi, les recettes traditionnelles ont montré leurs limites, qu'il s'agisse de la relance globale par la consommation ou de la gestion sociale du chômage qui a aujourd'hui épuisé presque ses possibilités.

C'est pourquoi il est clair que nous ne pourrons échapper à l'engagement d'une politique active de partage du travail, si on veut éviter la naissance d'une double société, avec des travailleurs à emploi protégé et des travailleurs soumis en permanence aux travaux précaires ou au chômage.

Il nous faudra également réfléchir au financement de ce que l'on pourrait appeler le secteur quaternaire, qui est actuellement le seul où il existe réellement des besoins d'emploi, qu'il s'agisse de l'action sanitaire et sociale à travers les aides soignantes, des aides ménagères, infirmières, assistantes maternelles, ou de l'action éducative et culturelle.

Le financement de ces emplois pose le problème du niveau acceptable de prélèvement social et fiscal dans notre société, étant au demeurant remarqué que le mot de « prélèvement » est l'un des plus inexacts de notre vocabulaire économique car tout ce qui est prélevé est redistribué. Or, une part de l'effort de redistribution serait certainement mieux acceptée par l'opinion si elle était clairement affectée au financement de l'emploi dont le développement est souhaité par la population.

Enfin, et à court terme, il paraît urgent, tout en étant solidaire de la politique de rigueur, d'introduire un peu de sélectivité dans cette politique. La politique de rigueur ne doit pas être exclusive du soutien apporté à certains secteurs, et notamment à celui de la construction et des travaux publics. Il y a, chers camarades, peu de théories économiques qui vaillent aujourd'hui, mais il en est une que nous a léguée la sagesse populaire et qui me paraît conserver toute sa portée : lorsque le bâtiment va, tout va. Or, dans ce domaine, nous savons que la situation est particulièrement grave, que c'est l'ensemble du tissu des petites et moyennes entreprises qui se trouve menacé. Une relance sélective de la construction et des travaux publics doit être possible car elle n'a pas d'effets notables sur notre balance commerciale ; heureusement, jusqu'à ce jour, il n'est pas encore possible d'importer des routes, ce qui rend compatible la relance sélective dans ce secteur avec le rétablissement des grands équilibres.

Lucidité donc, pour prendre la mesure du problème pour lequel les Françaises et les Français nous ont confié le pouvoir et qui est celui de l'emploi.

Mais l'examen lucide de la crise conduit à rechercher une plus grande solidarité.

Soyons clairs, dans la société d'aujourd'hui, tout le monde tend à parler de la solidarité pour les autres. La crise a exacerbé les égoïsmes catégoriels que renforce la conscience des intérêts communs.

Cette solidarité est pourtant nécessaire si nous voulons surmonter la crise sans déchirer le tissu social.

C'est la solidarité qui fait la différence essentielle entre une politique de rigueur de gauche et les politiques déflationnistes de la droite. Une différence essentielle existe entre elles dans la répartition de la crise. Les plans dits « de redressement » de la droite étaient supportés notamment par la classe ouvrière, par les travailleurs. La gauche a cherché légitimement une répartition équitable des conséquences de la politique de lutte contre la crise, par la solidarité financière, tout d'abord, qui s'est traduite par la création de l'impôt sur les grandes fortunes. Par la mise en place d'une tranche supplémentaire d'impôt.

Ces mesures révèlent très clairement notre volonté de faire contribuer à notre redressement les couches sociales les plus aisées.

Mais il est clair que faire payer les riches, comme nous le faisons, ne suffit pas, et que l'on ne peut échapper, dans le cadre de cette politique de solidarité financière, à faire

appel aux couches moyennes de la population. Il est aussi vrai qu'une partie de ces couches moyennes qui nous avait suivis en 1981 et qui n'est nullement au nombre des privilégiés peut s'interroger sur la justesse de notre politique financière. A nous d'expliquer que l'effort en faveur des plus touchés par la crise concerne aussi ces couches moyennes.

Mettons fin à ce mythe selon lequel il existerait quelque part, dans la poche de je ne sais quel groupe, des fortunes qui permettraient, en prenant tout, de résoudre l'ensemble de nos problèmes de financement.

Il faut aussi en appeler à la solidarité de ceux qui disposent du bien le plus précieux, en situation de crise, la sécurité de l'emploi. Il ne s'agit ni de les culpabiliser, ni de leur reprocher ce qui a été conquis à travers des luttes difficiles, mais ayons l'honnêteté de dire à ceux qui ont la sécurité de l'emploi qu'il faut accepter de modérer un certain nombre de revendications quantitatives, car l'excès de revendications des uns aujourd'hui peut parfois signifier davantage de chômage demain. (Quelques applaudissements)

J'en arrive à ma conclusion, Président.

L'image distributive et généreuse de la gauche ne doit pas faire oublier que l'appel à l'effort a été dans son histoire une de ses composantes. En 1945, pour la reconstruction du pays, on ne parlait pas de redistribution des richesses ou d'amélioration de telle ou telle situation sociale, mais de mobilisation de l'ensemble des forces populaires pour assurer le redressement du pays.

Ce discours est aujourd'hui d'une totale actualité. Rien ne se fera sans effort, sans l'effort de chacun, sans un effort continu, durable, sans une exigence permanente d'efficacité, d'adaptation, de développement de l'imagination, face à toutes les formes de mutation.

En vérité, dans les crises, les sociétés qui tentent de répondre aux défis se dépassent elles-mêmes ou entrent durablement en décadence.

Cet appel à l'effort peut être entendu dès lors qu'il est réparti et qu'il n'est pas simplement à la charge de quelques uns.

C'est vrai, chers camarades, la gauche n'était pas habituée à gérer une crise durable. Le plus souvent, après quelques réformes importantes réalisées en quelques mois, elle quittait la scène pour plusieurs dizaines d'années.

Sans qu'on remette en cause ses objectifs, elle doit aujourd'hui les situer dans le temps, accepter des étapes, des transitions, adapter certaines de ses idées pour sauvegarder l'essentiel, c'est-à-dire le maintien d'une société démocratique, alors que se dessinent d'autres tentations au sein d'une certaine droite.

Après deux ans d'exercice du pouvoir, ce n'est ni l'enfer annoncé par la droite, ni l'Eden espéré dans nos moments de lyrisme.

Beaucoup a été fait, que nous n'avons pas assez mis en valeur : retraite à soixante ans, nouveaux droits des travailleurs, décentralisation, les nationalisations, condition du redressement de notre industrie, développement des moyens pour la recherche et la formation.

Qui ne voit, chers camarades, ce qu'il nous reste à faire pour construire une économie

en voie d'assainissement, une société reconnaissant à chacun un droit aujourd'hui essentiel, le droit à l'emploi ?
Lucidité, oui. Solidarité, oui. Sens de l'effort, oui. Mais aussi, et ce sera, chers camarades, mon mot de conclusion, unité, car il est temps pour certains d'arrêter de marquer des buts contre leur propre camp. (Applaudissements)

Le Président - Chers camarades, une information, une invitation.
L'information : la Commission des résolutions se réunira ce soir à 22 heures à la mairie de Bourg-en-Bresse.
L'invitation concerne la nécessité d'acquitter le plus rapidement possible le montant de vos chambres...
Je rappelle que la motion 1 se réunira à 20 heures dans cette salle et la motion 2 à la même heure, salle du cinéma.
Je donne maintenant la parole à Jean Pronteau.

Jean Pronteau
Chers camarades, à 19 heures je peux vous déclarer, comme beaucoup d'entre nous - je parle des camarades qui ont signé la motion 1 -, que je suis partisan de la synthèse, mais je suis comme vous tous, j'attendrai un peu plus tard pour savoir quelle réponse est donnée. Je sais que nos camarades de la motion 2 se réunissent à 20 heures. Je souhaite que des discussions fructueuses qui auront lieu entre eux sorte une réponse plus claire que celle que nous n'avons pas encore très clairement discernée. Je le dis sans ironie, et je souhaite qu'effectivement ce Congrès, qui marque déjà, à mon avis, l'effort de redressement et de réussite, s'il en était besoin, puisse se conclure dans les meilleures conditions.
J'ai en tête, et certains d'entre vous ici peut-être aussi, une déclaration que nous adressait il y a deux ans et demi le président de la République qui venait d'être élu. Nous étions réunis à Epinay pour célébrer, pour commémorer le dixième anniversaire de la renaissance du Parti Socialiste en tant que force moderne. Et le Président de la République qui venait d'être élu nous confiait cette idée que j'ai gardée à la mémoire : « Ne vous laissez pas plus griser par le succès que vous n'avez été ébranlés ou le seriez par tel ou tel revers. »
Alors est-ce qu'on s'est un peu laissé griser par le succès ? Peut-être, mais ébranlés par tel ou tel revers, je ne le pense pas, et je pense que déjà le Congrès, par son sérieux, par la qualité des discours qui y sont tenus, par l'esprit de responsabilité qui l'anime, a montré que ce Parti, loin d'être ébranlé, est un parti sérieux, soucieux de faire mieux, et déjà décidé à s'en donner les moyens.
Alors, pourquoi prendre la parole, me direz-vous ? Presque tout a été dit, et je ne citerai pas toutes les interventions de qualité ; je n'en citerai que deux, celle du Premier Secrétaire, Lionel Jospin, qui a donné l'interprétation de notre bataille de ces temps qui viennent, et celle du Premier ministre, Pierre Mauroy, qui a montré les capacités de mobilisation qui sont les nôtres, et qui nous a donné lui aussi l'exemple de l'optimisme sérieux, lucide, enthousiaste.

Mais moi je voudrais essayer, dans le peu de temps qui m'est imparti, d'aller à l'encontre d'un certain nombre de vérités reçues et trop souvent acceptées. Il y a des vérités, ou plutôt des apparences qui passent pour des vérités. Jadis, les gens pensaient que c'est le soleil qui tournait autour de la terre et pas la terre autour du soleil. J'en prends à témoin un vieux Burgien, Jérôme Lalande, astronome qui n'a pas été cité parmi les grands hommes de cette ville.
Je pense que cette idée reçue fut longtemps reçue, et n'était pas une idée vraie.
Je veux en venir à ceci : l'idée reçue, c'est que la droite serait compétente en économie. Eh bien non, camarades, la droite est économiquement incompétente, et politiquement surdouée.
Réfléchissez bien à ce qui n'est pas un paradoxe. Economiquement incompétente, bien sûr, pas par manque de gens capables, je pense qu'ils sont à peu près uniformément répartis entre la droite et la gauche, les gestionnaires, les ingénieurs, les anciens élèves de l'E.N.A. Ce n'est pas cela, l'incompétence de la droite.
L'incompétence de la droite, c'est que par exemple, et par lucidité, elle ne peut plus, depuis très longtemps, conduire la France sur la voie du développement car du même coup, elle ferait sauter la base sur laquelle repose depuis longtemps sa domination.
La droite française, à la différence de tant d'autres, n'a pas cherché au X9ème siècle à construire une très grande industrie. Elle n'a pas voulu faire monter, puisque c'est en France qu'il est né, avec les idées du Socialisme, le prolétariat moderne qui allait l'engloutir si elle n'y prenait garde. Elle a préféré garder une paysannerie pauvre, certes, mais souvent dominée par des habitudes et des préjugés, en formant un cordon sanitaire pour conserver une industrie relativement faible et garder des réserves politiques.
C'est pourquoi la droite est incompétente. Ce n'est pas par manque de qualités, elles sont à peu près uniformément réparties dans tous les peuples et dans tous les milieux. Mais c'est le prix qu'elle paie d'être la droite dans pays qui a fait la révolution, à la différence par exemple de l'Allemagne, où elle est venue par en haut. La bourgeoisie allemande a créé de toutes pièces l'industrie et le prolétariat, mais aussi ce n'est pas le peuple allemand qui a fait la révolution au X9ème siècle, ce sont les classes dirigeantes qui ont été capables de mettre en place un destin national.
Alors voilà, c'est une idée reçue : la droite compétente. Non, elle ne peut pas l'être. Sa compétence, c'est sa lucidité, et sa lucidité, c'est qu'on ne peut pas aller loin dans l'avenir si on laisse se développer les forces productrices en France, parce que c'est elle qui serait écartée.
Surdouée, par contre, politiquement. Ah oui ! chers camarades, c'est sans doute la droite la moins bête du monde. Mais c'est vrai que deux siècles de domination dans un pays complexe, avec l'aide notamment des forces, par moment révolutionnaires, et certainement toujours de transformation, c'est un grand terrain pour conquérir l'habileté, la connaissance, l'expérience.
La preuve, sur ce point, est donnée aussi par l'histoire. En deux siècles, elle n'a laissé passer que deux ou trois fois la gauche, par la porte de secours en 1848 ou en 1944, ou par la porte de service quelquefois, comme en 1880 ou dans les années cinquante.

Mais la droite française, à cause des situations modernes, de la crise générale qui s'est emparée du X9ème siècle pour, une nouvelle fois, et dans des conditions nouvelles, si elle est championne du monde de l'habileté politicienne, de le manipulation des masses populaires, par les informations, comme on dit aujourd'hui, ne peut pas maintenir jusqu'au bout son unité.
D'ailleurs, au cours des dernières décennies, elle ne l'a fait que rarement, et je ne pense pas, si nous travaillons comme nous le devons, c'est-à-dire pour le destin du pays, qu'elle puisse maintenir longtemps l'unité apparente de refus qui est actuellement la seule unité dont elle soit capable.
Voilà, j'ai donc évoqué là aussi, à travers ce tour d'horizon rapide sur l'histoire du passé, ce qu'on a appelé « la lutte de classe ». Je sais que le mot est aujourd'hui presque tabou... Mais non, il n'est pas tabou. La lutte de classe, naturellement, ce n'est pas le Congrès d'Epinay qui l'a inventée, ce n'est pas Jaurès, ce n'est pas Jules Guesde, ce n'est pas Marx, ce n'est pas Proudhon. Non, chacun le sait, ce sont les historiens bourgeois progressistes du début du X9ème siècle qui l'ont découverte, en analysant les phénomènes de l'histoire, c'est Augustin Thierry, c'est Minier, c'est Guizot, c'est même Thiers, dans sa jeunesse. Alors, que la droite regarde un peu dans son patrimoine de pensées. Je sais bien que ses idées sont courtes, mais puisqu'elle a fait cette découverte dans l'histoire, dans une bonne période, le temps où la bourgeoisie montait, qu'elle nous laisse conclure que la lutte de classe se mènera et se mène, puisqu'elle existe, et qu'à tel ou tel moment, eh bien, c'est nous qui l'emportons, et nous devons l'emporter dans les prochaines années.
Naturellement, c'est le rôle du Président de la République - et je ne vois de sa part aucune manœuvre, aucune dissimulation - de souhaiter que les antagonismes de classes se résorbent pour défendre la France dans les conditions difficiles du monde moderne. Nous le souhaitons, nous aussi. Et nous savons bien qu'un jour, ce sera la lutte de classe, mais ce jour-là, ce sera précisément quand les classes sociales auront disparu, c'est-à-dire quand ce sera le Socialisme.
En attendant, menons-la froidement, lucidement, en sachant la tempérer, si c'est possible, mais en sachant que la bourgeoisie, elle, ne méprisera jamais le recours à quelque moyen de lutte de classe, que ce soit pour essayer de sauvegarder ce qui lui reste - et ils sont considérables - de privilèges.
Voilà, chers camarades, quelques propos.
Je voudrais revenir rapidement - tant d'autres l'ont fait avant moi - sur ce que je voudrais appeler « nos réussites ».
En moyenne, les objectifs que nous avions affirmés ont été tenus à peu près, et c'était dur, dans des conditions dont il faut se féliciter et s'enorgueillir sans vanité :
- La croissance et le pouvoir d'achat, ce qui met aujourd'hui la France très au-dessus des pays du Système monétaire européen, et même de toute l'Europe, pour les deux ans passés ;
- Le chômage, chacun l'a dit : certes, nous n'avons pas pu le réduire, mais nous avons pu le stabiliser, et la variation est la plus faible en hausse de tous les grands pays, depuis trois ans ;

- L'écart d'inflation, le « différentiel », comme disent les économistes, à l'intérieur du S.M.E.
Demandez à MM. Barre, Giscard, et Chirac, s'ils n'ont pas la mémoire trop courte. Il était, cet écart, de presque 4% en 1978 ; il était encore de 2,7 en 1981, quand nous avons pris les affaires ; il était de 1,8 en 1983 ; il sera de 0,6 l'année prochaine.
C'est la meilleure forme de démonstration que nous pouvons faire par les chiffres, de la réalité de notre réussite sur un secteur si difficile.
Alors, on me dira : mais, des erreurs ont été commises. Sans doute, c'est vrai, il faut le reconnaître, mais pas non plus passer son temps à les ressasser.
Je pense que nous avons surestimé les possibilités que nous avions de faire reculer le chômage, alors que nous n'avions pas les moyens de le stabiliser. Mais au moins l'avons-nous fait alors que tous les autres l'ont laissé filer en hausse.
Nous avons peut-être aussi fait des erreurs d'appréciation. Elles ont été parfois rappelées, je n'hésite pas à les redire.
Sur la capacité de l'industrie française, nous nous étions fait quelques illusions, et nos meilleurs spécialistes n'étaient pas tout à fait au fait des choses, quand on voit dans quelle situation étaient arrivés un certain nombre de groupes industriels qui, s'ils n'avaient pas été nationalisés, de toute façon seraient devenus, pour la plupart d'entre eux, tendre la main vers l'Etat, comme l'avaient fait la sidérurgie, Peugeot, avant, et bien d'autres.
Nous avons sur ce point peut-être mal apprécié. Nous avons comme d'autres, comme tous les autres, un peu trop cru dans la reprise internationale. Et si je reviens sur ce point, c'est qu'il n'est pas sûr, malgré tout ce qu'on dit aujourd'hui, que cette reprise soit devant nous. On parle de « reprise américaine », mais si vous regardez la production industrielle des Etats-Unis, c'est une reprise par rapport à une telle chute qu'ils sont encore loin de retrouver le chiffre absolu de 1978.
Alors, soyons prudents, camarades, la crise mondiale - je parle de la crise du système capitaliste lui-même -, la crise industrielle très forte qui l'accompagne, à cause aussi des modifications technologiques, je ne suis pas sûr que nous soyons en train d'en voir le bout.
Quelques mots sur des erreurs plutôt politiques, d'une politique économique. On a peut-être, disons-le, adopté un profil un peu heurté, une relance trop forte au début, qui nous a obligés à un coup de frein un peu plus fort que souhaitable. Mais certains prétendent aujourd'hui qu'il aurait fallu dévaluer fortement et sortir du S.M.E. dès juin 1981. Croyez-en le responsable national aux études que j'étais, je n'ai jamais entendu ceux qui proposent cela aujourd'hui le proposer à cette époque, et je mets quiconque au défi de dire qui l'avait dit. Il fallait le dire alors, et en parler aujourd'hui n'a plus de sens, et ce n'est pas parce que c'était peut-être une bonne idée alors - je n'en disconviens pas, on ne peut pas reconstruire l'histoire - mais, c'était peut-être une bonne idée il y a deux ans, mais chacun aujourd'hui sait que c'est une fausse idée. Si nous avons réussi tout cela, malgré certaines erreurs qu'il ne faut jamais se masquer, ce n'est pas la droite qui va nous donner des leçons. Que nous propose-t-elle ? Détruire tout ce que la gauche a fait, dénationaliser ? Je pose la question : qui

indemniserait les contribuables qui, avec leur argent, celui de la nation, ont investi pour renflouer les entreprises que l'on avait laissées presque en ruines ? Dénationaliser cela voudrait dire : rembourser les contribuables.
Revenir sur les conquêtes sociales ? Mais l'oserait-elle ? Le peuple français ne le tolérerait pas. Revenir sur la cinquième semaine, sur la retraite à soixante ans ?
Veut-elle détruire nos efforts de justice fiscale qui ont commencé et qui devront encore aller leur chemin, encourager un peu plus la fraude et exonérer les 100 000 ménages les plus riches ? Eh bien, en 1986, on en reparlera.
La droite n'a cessé de se tromper dans ce domaine.
Il est tout de même intéressant de voir ce que certains disaient.
Par exemple, M. d'Ornano nous expliquait que la France aujourd'hui était en position de quémandeur, ouverte aux pressions de l'étranger, que le blocage des prix n'a réussi nulle part... On ne sortira de ce blocage, disait-il le 29 juin 1982, que par une détente énorme sur les prix. Une fois qu'on est dans l'engrenage, on y reste.
Ce n'est pas vrai pour nous, nous sommes sortis du blocage sans qu'il y ait un affolement sur les prix.
Giscard d'Estaing, lui, disait, le 29 juin 1982 : « De 1969 à 1981, il n'y a pas eu une seule manipulation monétaire, le franc est quelque chose dont j'étais fier. Le lendemain du 10 mai - disait-il à Anémone (j'aime bien cette expression) -, le niveau de vie des français va baisser. »
Eh bien, je ne sais pas ce qu'en pense Anémone, nous diraient les Français, mais il a heureusement augmenté de 4% dans les deux ans qui viennent de passer.
On pourrait expliquer comment M. Chirac s'était, lui aussi, trompé dans cette annonce.
Alors, nous sommes dans une situation difficile, bien sûr, mais nous n'avons pas de conseils à recevoir de ceux qui n'ont rien fait et qui ont fait le contraire de ce qu'ils avaient dit. Nous devons limiter les risques économiques et sociaux dans les prochaines années, c'est-à-dire lutter encore mieux contre le chômage, faire des efforts pour mieux rétablir le financement de la Sécurité sociale, pour lutter contre la fraude fiscale, pour le soutien de l'activité dans certaines domaines-clé.
Nous devons effectivement faire cela en comptant sur nous-mêmes et sur la volonté populaire de sortir le pays de la situation où il s'est trouvé, et dont nous avons hérité.
Nous devons assurer l'avenir, et Vimieux (?) l'a dit mieux que moi, cela me permettra d'être bref. Nous allons dans une autre société, vers un autre monde. La technologie, l'automatisation, la révolution biologique, tout cela va changer la situation. Mais, ne rêvons pas, cela ne changera pas au profit de l'une ou l'autre classe qui se battent l'une contre l'autre. Il n'est pas vrai que si les grands progrès techniques qui sont en train, avec l'automatisation, la robotique, doivent changer l'univers, ils supprimeraient l'exploitation ; cela pourrait au contraire la renforcer.
C'est en maintenant notre volonté et en la renforçant, vers cet avenir dont nous sommes les seuls à pouvoir assurer qu'il profiterait à la majorité des travailleurs, que nous pouvons avancer.
Excusez-moi, pour conclure, de sacrifier un peu au lyrisme. Demain, disait Jean

Jaurès, quand tous les producteurs seront affranchis, quand ils seront, dans leur travail, pleinement libres, quand ce travail sera un acte de liberté et non plus un fait de la nature, ce ne sera plus la servitude de l'homme se mêlant à la servitude des choses, mais la plus haute liberté façonnant la terre, ses forces et ses éléments. La terre aura été vraiment conquise par l'esprit de liberté et de justice ; le Socialisme, c'est vous, c'est nous. (Applaudissements)

Le Président - Chers camarades, la séance va bientôt se terminer. Je voudrais vous inviter à vous asseoir et à écouter dans le calme et le silence nos camarades.
Je donne maintenant la parole à Jean-Claude Fruteau, Premier Secrétaire de la fédération de la Réunion.
Il sera suivi par Martine Buron, Annette Chépy.

Jean-Claude Fruteau
Chers camarades, dans sa brillante intervention, Gaston Defferre nous parlait de la nécessaire lucidité, et il nous invitait au courage. Nul plus que nous, Socialistes des départements d'Outre-Mer, ne peuvent mesurer la réalité et le bien-fondé de ces propos. Courage et lucidité ! Il nous a fallu, en effet, en faire preuve plus d'une fois au cours des deux années qui viennent de s'écouler. Du courage et de la lucidité, il en a fallu au Parti et au gouvernement pour affronter la nécessité de s'attaquer dans nos départements d'Outre-Mer à une société inégalitaire, profondément marquée par une histoire coloniale vieille de trois siècles.
Je ne crains pas de dire que malgré les hésitations et les maladresses, malgré les erreurs et les échecs, l'action gouvernementale dans les départements d'Outre-Mer, depuis deux ans, a porté la marque de ses qualités. Car c'est vrai qu'en deux ans, cette action n'a pas pu faire voler en éclat les structures héritées de l'époque coloniale ; il est vrai également que le gouvernement a engagé la lutte pour la dignité, pour la justice, qu'il a commencé la mise en place de certains outils de développement, et qu'il a surtout fait passer dans les faits l'un des points fondamentaux de notre éthique socialiste : le droit à la différence. (Applaudissements)
Du courage et de la lucidité, il en a fallu au gouvernement comme aux Socialistes des DOM pour assumer l'injuste décision du Conseil constitutionnel qui, en rejetant le projet de loi instaurant dans nos départements une assemblée unique, brisait du même coup l'espoir immense que plus d'un million d'hommes avaient placé dans la loi de décentralisation.
Du courage et de la lucidité, il en a fallu et il en faudra encore au Parti, comme au gouvernement, pour aller plus loin vers l'instauration de cette nouvelle citoyenneté promise aux départements d'Outre-Mer par la motion de Valence.
Nous sommes en effet, mes camarades, à une étape-clé pour l'avenir des DOM. Après la décision du Conseil constitutionnel qui a abouti en définitive, en février, à l'élection au suffrage universel et à la proportionnelle d'un conseil régional, nous avons aujourd'hui, dans chacun des départements d'Outre-Mer, deux assemblées,

conseil général, conseil régional, élues au suffrage universel, pour une région mono-départementale.
Dans une telle situation, qui porte en elle tous les germes des conflits que le gouvernement avait précisément voulu éviter, les conseils régionaux des départements d'Outre-Mer ne pourront mener à bien leur mission de développement que si les compétences et les moyens leur en sont donnés.
Le développement... le maître-mot de la décentralisation Outre-Mer et qui mérite qu'on s'y arrête un instant.
Si, en effet, dans nos régions métropolitaines, la décentralisation a pour but de rapprocher le pouvoir des citoyens et de donner aux élus des moyens accrus pour mieux organiser la croissance, outre-mer l'objectif est autre : il ne s'agit rien moins, mes camarades, que de tourner le dos au passé colonial et de faire sortir nos départements de leur situation de mal-développement (Applaudissements).
Peut-on, en effet, accepter aujourd'hui, mes camarades, que dans un département français, près de la moitié de la population active soit frappée de ce mal absolu qu'est le chômage ? Peut-on encore tolérer que dans des départements français, des centaines de milliers d'habitants, presque une famille sur deux, vivent dans des taudis de bidonvilles ? Pour nous, les Socialistes des DOM, la réponse est non, et l'actualité récente montre combien il est urgent d'agir si nous voulons éviter que l'attente des populations d'Outre-Mer ne les conduise à se laisser séduire par les solutions de la désespérance.
Chers camarades, dans quelques semaines, les élus de la Nation devront, à leur tour, apporter une réponse aux interrogations de nos populations. Le Parlement devra dire de quels moyens et de quelles compétences les conseils régionaux des départements d'Outre-Mer seront dotés pour assumer leur mission de développement.
J'en viens ici à l'essentiel de mon propos et, m'adressant à tous les camarades parlementaires, je veux leur signaler que le gouvernement soumettra bientôt à leur discussion un projet de loi qui, s'il peut répondre dans ses principes et dans son cadre général à nos interrogations, devra néanmoins être considérablement enrichi si nous ne voulons pas rater ce rendez-vous capital avec l'Histoire.
C'est ici que le Parti est interpellé par nos populations qui savent qu'au stade où nous en sommes parvenus, seul le Parti Socialiste peut, grâce à sa majorité parlementaire, faire adopter un projet conforme à nos aspirations.
L'importance de cet enjeu pour les départements d'Outre-Mer a bien été comprise par la motion présentée par notre Premier Secrétaire national, Lionel Jospin, qui a reçu largement l'aval des militants. Mais il importe désormais que tout le Parti se mobilise pour traduire cet engagement dans les faits, notamment au niveau du débat parlementaire.
Chers camarades, les populations d'Outre-Mer comptent sur vous, comptent sur nous.
Chers camarades, la réussite, c'est bien ce que les populations d'Outre-Mer attendent de nous, les Socialistes. (Applaudissements)

Le Président - La parole est maintenant donnée à Martine Buron.

Martine Buron

Camarades, j'ai proposé à vos votes, dans la préparation de ce Congrès, des modifications statutaires visant à augmenter le quota de femmes dans nos instances dirigeantes, à tous les niveaux, comme dans nos candidatures aux divers mandats électifs. Je veux souligner ici qu'il ne s'agit pas là d'une démarche individuelle mais que ces propositions de modification ont été déposées après un long débat en Commission nationale « lutte des femmes », qui n'est pas, je vous l'assure, un rassemblement de féministes enragées, mais où se retrouvent, bien au contraire, des camarades engagées sur le terrain, dans les luttes quotidiennes des femmes, et conscientes des difficultés de tous ordres que celles-ci rencontrent.

Nous n'avons pas encore les résultats définitifs de vos votes sur ces modifications statutaires. Je voudrais d'ailleurs souligner au passage - et vous l'avez tous vécu dans vos sections - à quel point il s'avère difficile de faire discuter sérieusement les camarades sur un nombre important de modifications statutaires, dont certaines fort complexes, tard dans la nuit, après un débat déjà riche sur nos grandes orientations politiques.

Les statuts, c'est aride, c'est vrai, mais c'est important pour la démocratie de notre débat. Il serait peut-être préférable, à l'avenir, d'y consacrer des Conventions spécifiques.

Nous n'avons donc pas les résultats définitifs de vos votes sur ces modifications, mais il semble bien que vous ayez, à la majorité, choisi de repousser l'augmentation du quota à 30% que je vous proposais.

Chers camarades, je sais très bien que le principe du quota irrite, ou même exaspère certains d'entre nous, et non des moindres. On le trouve anti-démocratique, contradictoire avec notre principe général de libre désignation des responsables et des candidats par l'ensemble des militants. Le quota déplaît d'ailleurs même à bon nombre de femmes dans nos rangs ; elles y voient un instrument de marginalisation et n'aiment pas - on les comprend - voir attribuer leur réussite à l'application d'une simple règle mathématique. C'est toujours déplaisant.

Chers camarades, vous avez voté librement sur ce problème. J'aimerais que ce soit en pleine connaissance de cause. Je vous conjure en tout cas ici de prendre conscience de l'importance de l'enjeu politique que recouvre ce vieux débat du quota.

Depuis 1972, depuis notre premier programme de gouvernement, le Parti Socialiste a su prendre en compte dans tous ses textes la coïncidence entre la lutte des Socialistes pour une société de justice et de solidarité, et celle que mènent les femmes depuis des siècles pour accéder à l'autonomie, à la dignité, aux responsabilités sociales et politiques.

Une Convention nationale de notre Parti a adopté en 1978 - vous avez adopté - un texte remarquable : le Manifeste pour les droits de la femme, qui a inspiré les propositions, dans ce domaine, de François Mitterrand, candidat à la Présidence de la République, et qui inspire aujourd'hui l'action du gouvernement... Un texte de base du Parti dont je me demande combien de nouveaux adhérents le connaissent et en ont

intégré l'analyse !
Eh oui, camarades, il y a nos textes, et puis il y a notre réalité vécue.
Notre Parti, il faut bien le dire - notre Parti qui se veut, qui se dit outil de transformation sociale -, reflète bien davantage les rapports sociaux et culturels existant dans la société actuelle que ceux dont nous souhaitons la réalisation. (Applaudissements)
Chers camarades qui êtes opposés au quota, vous nous dites : « Vous êtes nos égales, les places vous sont ouvertes, battez-vous comme les hommes pour y accéder. » Mais vous savez très bien qu'il y a des handicaps - n'ayons pas honte de nous dire handicapées ! -, des handicaps spécifiques, psychologiques, culturels, familiaux. C'est pour compenser cette inégalité de départ, pour affirmer clairement une volonté politique, que nous avons instauré le quota - pas pour le plaisir, croyez-moi ! -, un système contraignant mais qui a tout de même, d'ailleurs, il faut bien le dire, prouvé son efficacité. Je pense aux municipales, où cette règle du quota a bien failli devenir loi, avec le résultat que les communes concernées ont élu 50% de plus de femmes parmi leurs conseillers municipaux qu'en 1977, et ces femmes élues, on les voit aujourd'hui à l'œuvre. Je pense aussi aux européennes, puisque c'est une échéance qui se présente à nous bientôt. Ce quota de 30%, qui semble vous faire si peur aujourd'hui, nous avons su l'appliquer à notre liste de candidats aux élections européennes de 1977, et les Socialistes françaises élues au Parlement européen y ont fait un travail remarquable dans tous les domaines ; elles ont, en particulier, été à la pointe de tous les travaux, de toutes les décisions visant à améliorer la condition des femmes en Europe, et cela, mes camarades, je compte sur vous pour le faire savoir, pour le populariser lors de la prochaine campagne électorale pour les européennes.
C'est important, parce que cette présence, cette activité des femmes socialistes dans les instances les plus diverses, c'est la preuve de la capacité de notre Parti à prendre en charge les revendications et les problèmes des femmes.
Vous savez bien, chers camarades, que les femmes sont particulièrement touchées par la crise. On le voit dans les lettres que nous recevons au Parti, dans les cas concrets que vous rencontrez sur le terrain, dans vos permanences d'élus locaux, comme responsables politiques. Combien de situations de détresse, de pauvreté, chez les femmes, et en particulier les femmes seules : des jeunes, avec enfants à charge, sans soutien, sans formation, limitées dans le nombre de débouchés qui leur sont offerts, cantonnées dans des emplois mal rémunérés ou précaires ; des moins jeunes aussi, qui avaient bâti leur sécurité sur le schéma traditionnel du couple et qui, pour des raisons diverses, se retrouvent sans ressources ou avec des retraites dérisoires et qui disent : « Si j'avais su... »
En fait, ce sont toutes les femmes qui découvrent, à travers cette crise qui les frappe durement, la nécessité vitale pour elles d'avoir leur autonomie économique, d'affirmer leur droit à l'emploi et à la qualité de l'emploi.
Mais cette exigence se heurte à la rigidité des habitudes, des mentalités, des structures éducatives et administratives, et c'est là que nous, Socialistes, sommes tous interpellés en tant que force de changement social.

Les femmes attendent beaucoup de nous, mes camarades.
L'évolution de leur vote a joué un rôle très important dans la victoire de François Mitterrand, dans notre victoire. Depuis, le gouvernement de la gauche a mis en œuvre de nombreuses réformes : une loi sur l'égalité professionnelle, qui vient compléter et étendre ce dispositif essentiel pour les travailleurs que sont les lois Auroux - et je compte sur vous tous pour faire connaître et populariser cette loi -, des mesures nombreuses pour assurer l'égalité dans la fonction publique, des campagnes d'information, des lieux d'information sur les droits des femmes, le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse... Je ne veux pas rentrer dans les détails.
Notre problème, maintenant, c'est, comme l'a dit Jean Poperen en ouvrant nos travaux, de passer du changement voté au changement vécu, et là, c'est à nous, militants Socialistes, que les femmes viennent poser des questions : que faites-vous en tant qu'élus locaux, dans votre Comité local pour l'emploi ? Que faites-vous en tant qu'enseignants, en tant que responsables d'associations de parents d'élèves, pour changer les mentalités, et d'abord les vôtres, pour modifier le type et le nombre des filières de formation professionnelle ouvertes aux filles ? Que faites-vous pour remplacer ces formations en couture floue ou en agents de collectivités, qui ne débouchent que sur le chômage et l'angoisse, par des formations à toutes les technologies nouvelles ? (Quelques applaudissements)
Que faites-vous pour aider les femmes seules à s'en sortir, pas par une démarche d'assistance financière, mais en mettant sur pied des stages, en leur offrant la possibilité de se prendre en charge, d'être logées de façon autonome ?
Que faites-vous pour que l'IVG soit vraiment pratiquée dans des conditions correctes, pour que surtout l'information sur la contraception soit diffusée de la façon la plus large possible, pour éviter le recours à l'IVG ? (Applaudissements)
Quand vous, Socialistes, réfléchissez à la réduction du temps de travail, à la réforme fiscale, est-ce que vous pensez à ce que ces réformes peuvent apporter de positif, mais aussi éventuellement à ce qu'elles peuvent comporter de danger pour nous, les femmes ?
Voilà la question qu'on nous pose, camarades. La demande des femmes est énorme. Nous avons pu le constater en particulier à travers des manifestations comme les rencontres d'échanges, mais pas sous la forme d'un féminisme hargneux, revendicatif, mais à travers la volonté dépassionnée de femmes de tous âges, de se faire entendre, de prendre leur existence en charge, de participer à la vie de la cité.
Nos militants ont beaucoup travaillé pour répondre à cette attente. Le pourcentage de femmes a augmenté parmi nos adhérents depuis deux ans. Mais est-suffisant ? Sommes-nous capables de garder cette image qui nous a attiré les voix des femmes voici quelques années, parce qu'elles retrouvaient leurs aspirations dans notre bataille. Passer de 20 à 22%, c'est bien, mais moi cela me pose problème qu'un Parti qui veut transformer les structures sociales et les mentalités ne compte que 22% de femmes parmi ses adhérents. (Applaudissements)
C'est notre action, qui a fait progresser le nombre de femmes élues dans les municipalités, mais il faut bien voir que pour la première fois, la droite a eu autant de

candidates et autant d'élues que la gauche, et cela aussi cela me pose problème. Comme le fait, il faut le dire franchement, que nous ayons beaucoup moins de femmes maires de villes importantes que la droite, malgré la belle victoire d'Edith Cresson.
Attention, camarades, la droite, en s'investissant dans les associations, a lancé une grande offensive en direction des femmes. Nous devons y prendre garde.
Pour être crédibles vis-à-vis des femmes, pour avoir leur confiance, nous devons, en tant qu'élus, en tant que militants dans les entreprises, le cadre de vie, prendre en compte leurs difficultés, leurs points de vue spécifiques. Nous devons aussi offrir l'image d'un parti où les femmes ont toutes leur place.
C'est là le sens du quota, une incitation à la prise de conscience politique et sociale.
Vous repoussez une augmentation de ce quota, qui nous aurait permis d'être vraiment à la hauteur de l'enjeu. Vous n'avez qu'une seule façon de vous faire pardonnez, camarades, c'est de faire, sans obligation statutaire, beaucoup plus que 30% de femmes dans vos sections et dans vos fédérations. (Applaudissements).
Ce Congrès se veut celui de la réussite, je vous le répète, nous ne pouvons pas réussir, si la plus grande moitié de la population ne se sent pas concernée par notre combat, ne sent pas que la réussite de son combat propre est liée à la nôtre.
Sans une présence plus nombreuses, une participation plus active des femmes, nous resterons un parti mutilé, incomplet, incapable de construire vraiment une société meilleure pour tous. (Applaudissements).
Camarades, je ne vous demande pas des applaudissements polis, mais je vous demande instamment, à tous, femmes et hommes, chaque fois que vous vous retrouvez confrontés à l'application de ce malheureux quota de 20%, qui va resté, semble-t-il, notre règle, de repenser à ce que je viens de vous dire. (Applaudissements).

Le Président - Je donne la parole à Annette Chépy, qui sera suivi par Luc Soubré.

Annette Chépy
En 1981, les jeunes ont cru dans le changement. Aujourd'hui, camarades, qui peut croire sérieusement que nous avons le soutien de l'ensemble de la jeunesse ?
Il faut peser pour la gauche les implications de ce constat. Car la réalisation en France d'un changement de société ne se fera qu'avec les jeunes. (Applaudissements).
Travailler en faveur de la jeunesse, c'est lui assurer un emploi, et donc un statut social. Pour atteindre cet objectif, il n'existe qu'une seule réponse, la croissance économique au service d'un projet clairement exprimé, élaboré avec la jeunesse, porté par elle. Notre Parti doit savoir relayer en un idéal de changement un enthousiasme, une créativité.
Comme nous l'avons écrit dans le texte de la motion 2, faire le pari de la croissance économique, c'est faire le pari de la jeunesse. (Applaudissements)
L'emploi des jeunes dépend non seulement de la formation et de l'orientation, mais surtout de la situation économique d'ensemble. Rien ne serait pire que d'accepter

comme une fatalité le chômage des jeunes, facteur de désespérance. Le chômage des jeunes fait le lit de nos adversaires politiques. Il radicalise les attitudes, les comportements, il accroît les inégalités entre hommes et femmes, et encourage le racisme.

Une politique de formation est effectivement indispensable pour mieux armer les jeunes face à la recherche d'un premier emploi. Toutes les pistes pour l'emploi des jeunes doivent être explorées. Il est nécessaire de renforcer les moyens des missions locales et de coordination nationale, compte tenu des problème rencontrés dans les nouvelles municipalités de droite. Il faut mobiliser l'ensemble des municipalités de gauche et des entreprises nationalisées, et développer les opérations « jeunes volontaires ».

L'aide des ministères et des collectivités locales à la création des SCOP ou de jeunes entreprises est indispensable. Le secteur bancaire doit à cet égard réformer sa politique malthusienne et les actions publiques doivent mieux se coordonner. La création d'emplois dans le secteur de l'économie sociale, en particulier dans les associations de jeunesse, représente une amélioration de la vie quotidienne pour de nombreux Français.

La victoire du 10 mai était, comme le disait François Mitterrand, aussi celle de la jeunesse. Les jeunes doivent être au cœur du changement. La désagrégation et la marginalisation caractérisaient l'ère giscardienne. Il nous faut résolument inverser le cours des choses, faire confiance à la jeunesse, atténuer les tutelles, responsabiliser les jeunes. (Applaudissements)

Le Socialisme ne deviendra réalité que si la jeunesse est partie intégrante de la société française. Les propositions du Rapport Schwartz sont des axes essentiels pour l'insertion de la jeunesse. Un certain nombre de réalisations du gouvernement vont dans ce sens. Je ne reviens pas dessus.

De ce point de vue, le Parti ne doit pas être en retard sur le gouvernement (applaudissements). Il doit faire confiance aux jeunes qui le soutiennent. Le M.J.S. doit bénéficier d'une véritable autonomie de gestion dans le cadre du plan, bien sûr, c'est-à-dire dans le cadre de l'orientation du Parti. (Applaudissements).

Camarades, ne nous leurrons pas, les jeunes ne sont pas acquis à la gauche par essence, ils sont déçus, leur absentéisme aux élections à la Sécurité sociale le prouve. Il faut mener là aussi la bataille idéologique. Le Mouvement de la jeunesse socialiste, plus préoccupée par ses élections internes que par des interventions extérieures, n'est pas à la hauteur de la tâche. (Applaudissements)

Un mouvement de jeunesse se construit sur le terrain et pas sur le papier (applaudissements). Il faut un mouvement dynamique, pour regrouper les jeunes sympathisants du Parti, il faut un mouvement dynamique pour convaincre. Cessons de nous gargariser de déclarations, et donnons-nous les moyens d'une réelle force d'intervention de la jeunesse.

Camarades, faisons confiance à la jeunesse, faisons le pari de l'avenir (applaudissements).

Le Président - Merci.
La parole est à Bernard Thareau, de la Loire Atlantique.
(Applaudissements)

Bernard Thareau

Chers camarades, l'un des nombreux signes positifs de l'action du gouvernement de gauche réside dans l'amélioration de la balance commerciale : dans l'exportation française, les produits agroalimentaires représentent 20%. Au train où nous allons, d'ailleurs, dans nos Congrès, avec la journée continue et les repas légers, il est tout à fait évident que nous pourrons parler de 30% l'année prochaine !

Ainsi, l'agriculture continue à être un secteur économique primordial pour notre pays, mais aussi pour l'Europe. Plusieurs fédérations, par leurs amendements de complément surtout, le démontrent et nous ne pouvons que nous en réjouir.

Mais si nous vendons beaucoup, nous importons aussi beaucoup et ceci résulte du développement d'une agriculture coûteuse, machinisme, etc.., qui sont importés, si bien que l'agro système n'est absolument plus excédentaire, mais au contraire déficitaire.

Pour nous, Français, la poursuite des Etats généraux du développement doit entraîner un autre type de croissance, moins coûteuse, permettant de réduire la vulnérabilité des paysans. Se pose aujourd'hui en fait plus que jamais la question - car nous parlons toujours de produits mais peu des paysans - de produire au fond pour qui et produire par qui ?

Si quelques uns dans le monde paysan ont des rentes de situation, nous devons le rappeler, mais c'est aussi vrai dans d'autres secteurs de l'économie, n'oublions pas que la grande majorité d'entre eux se situe en fin de peloton, dans le relais disponible, dans les durées et les conditions de travail, dans les statuts sociaux. Les agriculteurs les agricultrices, les jeunes, attendent d'être considérés comme les autres, sans plus mais sans moins.

Aussi, nous devons apporter des réponses au niveau européen et au niveau national. Au niveau européen d'abord, les élargissements successifs, des évolutions monétaires, la pression des Etats-Unis par le dollar, et la volonté d'utiliser l'arme alimentaire, la crise économique cause de plus de douze millions de chômeurs, font que de marathons en compromis, nous ne trouvons pas de solution.

L'Europe de 1957 a fait place à l'Europe des déséquilibres, des inégalités, des avantages acquis. Depuis mai 1981, la détermination des ministres français a permis des avancées. Rappelons les niveaux de prix arrachés en 1982 et surtout la création d'un nouveau règlement vinicole obtenu par André Sellars (?) et Edith Cresson. Puis il y a deux semaines, Michel Rocard obtenait le règlement « fruits et légumes ». Ces étapes contribueront au rééquilibrage en faveur des producteurs du Sud.

Mais plus grave, après Stuttgart, la préparation d'Athènes doit attirer notre attention, pour ne pas dire notre inquiétude. En effet, la Commission exécutive bruxelloise reste dans sa logique, dominée par deux erreurs. Elle est obsédée par la surproduction, alors que beaucoup de produits restent déficitaires et que la balance commerciale dans son ensemble a mené l'Europe à importer pour 30 milliards de dollars en 1981.

Deuxièmement, l'approche de la Commission est totalement budgétaire et elle propose des baisses de prix linéaires à tous les producteurs, quels qu'ils soient, de façon à réduire les dépenses alors que ces dépenses sont pour une part importante la conséquence d'un refus d'appliquer la préférence communautaire.
La détermination des ministres français qui négocient actuellement bientôt, à terme, doit être sans faille et porteuse d'un projet. L'accord négocié doit permettre, cela a déjà été dit, l'application de la préférence communautaire et doit permettre d'adapter les mesures agro-monétaires et faire une différenciation entre les agriculteurs pour réduire les coûts, pour amoindrir les inégalités, pour orienter les productions. Elle doit permettre de rééquilibrer les dépenses en faveur des régions défavorisées, en particulier celles du Sud.
Programme ambitieux ? Il doit l'être. Les partenaires qui refuseraient une réactualisation de l'accord seraient responsables de sa mort prochaine. Se battre, c'est se donner une base d'élargissement avec le Portugal et l'Espagne.
Ces objectifs seront difficilement atteints si la crise dure ; la relance de l'Europe appelle une dynamique d'ensemble pour l'emploi, donc l'industrie, la recherche, l'artisanat, et elle appelle une coordination des monnaies ; une relance de l'Europe a été souhaitée par François Mitterrand, rappelée hier par Pierre Mauroy, comme une contribution essentielle à l'équilibre des forces, à l'œuvre de paix et de justice sociale.
Lourde responsabilité pour le gouvernement français, qui assumera la présidence du premier semestre 1984 ; lourde responsabilité pour le Parti qui fera une campagne électorale pour les élections au parlement européen.
Si l'Europe conditionne l'ensemble de nos décisions économiques, nous devons néanmoins agir au niveau national. Depuis mai 1981, des mesures et des lois ont permis des avancées incontestables pour qui que ce soit, dans l'agriculture, comme dans les autres secteurs. Nous ne pouvons les citer toutes, mais je soulignerai simplement l'importance des Etats généraux du développement qui ont mobilisé 200 000 agriculteurs, la création des offices par produits qui peuvent amener la rencontre des travailleurs et des consommateurs avec les producteurs, la proportionnelle instaurée pour les élections aux chambres d'agriculture.
Il faut maintenant aborder les problèmes fonciers dans leur ensemble, même si tout n'est pas traité d'un seul coup. Il faut avancer dans la connaissance du revenu de tous les agriculteurs pour se donner les bases de compréhension par les autres milieux, les bases de justice à l'intérieur de l'agriculture, permettre l'harmonisation des régimes sociaux. A ce sujet, on peut donner une petite anecdote : une femme d'agriculteur, bien ridée à cinquante-sept ans, c'est pourtant jeune encore, se pointe à la Mutualité sociale pour demander sa pré-retraite ; elle s'entend dire le plus naturellement : « Vous n'avez pas vos trente-sept ans et demi de cotisations. » L'harmonisation des régimes sociaux est donc une nécessité.
Que les solutions soient européennes ou nationales, en tous les cas, les agriculteurs n'ont qu'un responsable : le gouvernement français. Ils ont besoin de comprendre davantage le pourquoi, le contenu des acquis et les prévisions d'ensemble. Ils savent

que tout n'est pas possible tout de suite. Si en certains endroits, la morosité s'installe, nous pouvons y suppléer par la reconquête de l'opinion, par le renouveau de la confiance des militants. Il faut que le gouvernement envoie les balles pour que les joueurs puissent jouer et marquer des buts.
Ceux qui s'expriment le plus pour les agriculteurs sont, j'ose dire, pour la remise en cause des avantages acquis, d'où la difficulté pour tout ministre de l'agriculture. C'est pourquoi la pluralité, reconnue par une loi pour les élections aux Chambres d'agriculture, doit maintenant permettre l'expression et la décision de tous, dans le respect des missions de chaque structure. Les professionnels qui s'y opposeront prouveront leur volonté d'hégémonie. Les Socialistes voulant le fonctionnement démocratique des institutions continueront leur action pour que la loi entre dans les faits.
Pour sortir des corporatismes, pour dépasser la défense d'intérêts catégoriels, les partis de l'union de la gauche doivent contribuer au fonctionnement démocratique des institutions, notamment dans les structures agricoles ; ils doivent s'appuyer sur les forces qui ont voulu et permis le changement, comme le rappelait hier Jean Poperen.
Les agriculteurs ont sûrement beaucoup d'efforts à faire pour mieux comprendre les autres catégories socioprofessionnelles ; ils ont aussi besoin d'être compris par les autres, les Socialistes agissant pour la rencontre des travailleurs y contribueront. (Applaudissements)

Le Président - Chers camarades, le débat est terminé pour ce soir.
Je voudrais donner un certain nombre d'informations. Tout d'abord, un rappel : le texte 1 et les délégués qui le soutiennent se réuniront dans cette salle dès que la séance sera levée ; les camarades qui soutiennent le texte 2 se retrouveront salle du cinéma ; les camarades qui se sont prononcés pour le texte 3, salle des commissions.
La Commission des résolutions se réunira en la mairie de Bourg à 22 heures, et la séance reprendre demain matin à 10 heurs précises.
Chers camarades, bonne soirée, bon travail et à demain matin 10 heures.
La séance est levée.

Parti Socialiste
Congrès national de Bourg-en-Bresse
28, 29 et 30 octobre 1983

Séance du dimanche 30 octobre 1983

La séance est ouverte à 10 h 35, sous la présidence de Claude Estier.

Le Président (Claude Estier)
J'ouvre la dernière séance de notre Congrès.
Nous allons commencer par donner la parole à quelques camarades qui n'ont pas trouvé place dans le débat général. Il y a encore quelques camarades inscrits, à qui

nous avons promis d'accorder ce matin à chacun cinq minutes, s'ils souhaitent encore intervenir et s'ils sont encore là. Ils ne sont pas nombreux, rassurez-vous.
Gilbert Bonnemaison... Il n'est pas là.
Dans ce cas, la parole est à Claude Debon, de la fédération Catalane.

Claude Debon
Camarades, il vous a été distribué le premier jour de notre Congrès une motion qui a été votée à l'unanimité par la fédération Catalane de notre Parti et dont le titre est « Pour un grand débat sur la défense, le désarmement et la paix. » Je voudrais à son sujet que nous nous penchions sur deux contradictions de notre politique et je ferai ensuite trois remarques.

- Première contradiction.

Nous avons fait voter par nos députés à l'Assemblée Nationale l'abolition de la peine de mort et nous nous en sommes tous réjouis, c'est un honneur pour notre Parti, mais dans le même temps, nos députés à l'Assemblée Nationale étudient un rapport technique sur les problèmes de défense nationale qui nous apprend que si nous devions utiliser notre force de frappe nucléaire, nous infligerions à l'adversaire potentiel vingt millions de morts. L'Assemblée Nationale ayant décidé la modernisation de notre arsenal nucléaire, nous avons désormais une potentialité, à l'avenir, d'effectuer soixante millions de morts dans le pays adverse.
Je voudrais demander à notre Camarade Charles Hernu qu'il nous dise s'il n'y a pas contradiction entre ces deux attitudes car si la dissuasion ne fonctionne pas à 20 000 morts, est-on bien sûr qu'elle fonctionnera à soixante millions de morts ?

- Deuxième contradiction.

Je voudrais d'abord dire la conviction que j'ai, mes camarades, que l'ensemble de nos délégués au gouvernement du pays font ce qu'ils estiment le mieux en leur âme et conscience pour défendre le pays et pour défendre la paix.
Ceci dit, ce qu'ils font n'est néanmoins pas ce qui avait été décidé à la Convention nationale de notre Parti de janvier 1978, qui fut le dernier moment fort de la définition de notre politique de défense. Je vous rappelle : « Le gouvernement préparera les conditions d'une alternative de défense en matière de force nucléaire. La décision finale appartiendra aux Français. » Et nous nous étions même fixés, mes camarades, la durée de législature pour préparer cette alternative de défense. Cette contradiction mérite également un débat de fond.
Enfin, les trois remarques que je vous avais annoncées.

- Première remarque. La France, notre pays, pays des droits de l'homme, doit prendre la tête des pays voulant réaliser ce nouvel ordre économique international qui, seul, mérite quelques sacrifices de nos populations occidentales pour la construction d'une planète sur laquelle les hommes seraient plus heureux de vivre parce qu'ils en auraient aussi les moyens.

Notre parti, en tant que parti de gouvernement, doit prendre des initiatives, et j'en vois deux.
Premièrement, un débat tout azimut, sérieux, approfondi, n'éliminant aucun groupe,

et ce débat ayant lieu dans le Parti et dans le pays.
Deuxième initiative...

Le Président - Veux-tu conclure.

Claude Debon - Oui.
Pour une conférence internationale comme celle qui est prévue en janvier 1984, à la suite des Conférences de Madrid et d'Helsinki.
Je terminerai par deux observations.
Etait-il opportun que le Bureau exécutif national donne pratiquement une quasi-interdiction aux camarades du Parti de participer aux deux journées de manifestation pour la paix des 22 et 23 octobre à Paris ?
Je pense que, pour celle organisée par le CODEN - C.F.D.T., l'interdiction n'était pas opportune, si tant est qu'elle l'était pour la manifestation du mouvement de la paix.
Pour terminer, je dirai, comme tous les camarades du Parti, nous sommes contre les blocs de Yalta. Nous ne sommes ni pro-américains, ni pro-soviétiques. Nous ne sommes ni systématiquement anti-américains, ni systématiquement anti-soviétiques. Nous sommes Socialistes, nous sommes du côté de la paix, la paix indivisible de la liberté. Montrons-en en organisant ce grand débat national dans le Parti et dans le pays. (Applaudissements)

Le Président - Merci.
La parole est à Georges Sutra, député au Parlement européen. Ensuite, ce sera Gilbert Bonnemaison, s'il est là, ou Philippe Farine.

Georges Sutra
Chers camarades, d'ici à la grande échéance des élections législatives de 1986 dont on a parlé à juste titre au cours de notre Congrès, quelques jalons pour s'en tenir au domaine électoral baliseront la route.
La première échéance qui nous attend n'est en rien négligeable, ni par son enjeu obligatoire de rapport de forces dans le pays, ni par son objet, puisqu'il s'agit de l'Europe.
Les deuxièmes élections au suffrage universel direct auront lieu le 17 juin 1984, ce 17 juin qui arrive dans quelques mois.
Plusieurs grands défis attendent cette Europe : l'espace social, qu'ont demandé les Socialistes français, l'espace industriel et une immense politique de la recherche au niveau des défis de notre siècle, le financement et le budget, la réforme de la politique agricole commune et le rééquilibrage de cette politique agricole commune vers le Sud, vers les productions méditerranéennes, ce qui est l'enjeu des négociations actuelles au Conseil des ministres européens, où Edith Cresson et Michel Rocard, hier et aujourd'hui, ont obtenu des résultats, à amplifier sans doute, mais d'ores et déjà significatifs.
Il est bon que l'on sache, que l'on s'en inquiète ou qu'on s'en félicite, que la

Commission des communautés européennes considère une étape terminée, celle de la réforme de l'acquis communautaire, et une autre ouverte, celle de la définition du mandat que le Conseil doit désormais établir pour la Commission des négociations.
La France et l'Europe, la France à travers l'Europe et l'Europe par la volonté de la France, leader incontesté de cette prise de conscience, ont besoin d'une grande, d'une très grande politique en Méditerranée, je veux dire tout autour de la Méditerranée.
C'est le seul point sur lequel je veux m'arrêter quelques instants avec vous.
La paix du monde peut demain et, qui sait, aujourd'hui même, se jouer autour de cette vieille mer, foyer presque oublié de nos civilisations. Voilà que resurgit devant nous un enjeu et un lieu d'intérêt considérables. L'Europe pourrait disparaître, victime de son absence au monde, si elle abandonnait à l'affrontement des deux super-puissances cet espace menacé à sa porte.
Mais la présence des armes, hélas parfois indispensable, ne serait rien sans une volonté d'accords économiques durables, seuls facteurs de paix à long terme.
L'élargissement de la Communauté nous interpelle directement, j'allais dire brutalement, puisqu'il est maintenant devant nous, et a le mérite de mettre ce débat capital en pleine lumière.
La France, le moment venu, prendra sa décision dans l'intérêt de la France, et ce ne peut être l'intérêt de la France ni de sacrifier la construction de l'Europe, ni d'y sacrifier l'une ou l'autre de ses régions. Ces deux intérêts sont compatibles, mais il y faut la volonté politique de l'Europe. Or, nos partenaires, par leurs atermoiements portent seuls la responsabilité des retards et des échecs. Deux ans de négociations, ou plutôt d'absence de négociations, de refus de négocier de nos partenaires pour enfin accepter la semaine dernière ce que la France demandait, en sachant parfaitement que le gouvernement de gauche de la France ne plierait pas là-dessus.
C'est de Tunis, avant-hier, que François Mitterrand s'adressait à nous. Maghreb, Yougoslavie, Chypre, autant d'accords qui lient ces pays a la C.E.E., accords qu'il faut faire vivre, auquel il faut insuffler dynamisme et action forte.
C'est pour vous dire, mes camarades, que je ne perds pas de l'esprit les débats de notre Congrès et je voudrais dire, en terminant, que sur tous les sujets que je viens d'évoquer - et ce n'est plus l'heure d'en débattre puisque nous avons quelques bonnes nouvelles de la Commission des résolutions sur tous les sujets que je viens d'évoquer - comme sur tous ceux que nous rencontrons tous les jours au niveau européen : oui, mes camarades du courant 2, une autre politique existe, et c'est celle de la France. (Applaudissements)
Une politique qui tranche clairement sur les habitudes, les faiblesses, les pusillanimités.
C'est autour de cette politique neuve dont l'Europe a besoin et que la France lui propose que nous vous demandons de vous rassembler pour ces élections européennes. N'oublions pas que nous aurons un adversaire d'autant plus redoutable que Simone Veil est un adversaire respectable. Mais dans les conceptions du libéralisme, ce qui met en cause l'Europe, plus que les adversaires de l'Europe, c'est cette vaste zone de libre-échange mondial dans laquelle on voudrait diluer la

Communauté européenne. Simone Veil en est le défenseur et en sera le défenseur. C'est cela, le véritable débat que nous allons avoir, un débat à la dignité et à la dimension de l'Europe et de nos enjeux.
On ne peut pas voter à deux heures de distance l'élargissement de la Communauté et le rapport du conservateur Douro qui dit oui tout de suite et n'importe comment. Mais je veux rappeler celui que j'avais l'honneur de présenter aux membres de la Commission d'agriculture, qui était la continuation de la politique que nous avons demandée.
Oui, mes camarades, cette politique, nous devons la vouloir et la faire avec courage, l'autre politique entre les deux blocs, c'est celle que la France propose à l'Europe. (Applaudissements)

Le Président - Merci, Georges Sutra.
Gilbert Bonnemaison ?...
Philippe Farine ?...
Jean-Claude Fruteau ?...
Est-ce qu'Yvette Roudy est dans la salle ?...
Bernard Derosier ?... Il renonce.
Jean-Luc Mélenchon ?... Il renonce aussi.
Françoise Gaspard ?...
Ce ne sont pas des camarades qui sont tirés au sort, mais des camarades qui étaient inscrits hier et qui n'ont pas pu parler. Mon devoir est de les appeler ce matin.
Patrice Vinel ?...
Yannick Lemasson, de l'Hérault, a la parole.

Yannick Lemasson
Mes chers camarades, je ne sais pas si la France de demain sera la Pologne d'aujourd'hui, je sais qu'elle ne le sera pas avec le P.S. Je crains que certaines pratiques de droite en fassent le Chili, et si les Socialistes ne s'y opposaient pas, cela pourrait se passer rapidement !
Mais de toutes nos forces, nous nous opposerons à toutes ces manœuvres. Je sais que les Socialistes défendront la liberté d'association, la liberté de réunion, et s'il se trouve des connivences à certains niveaux de l'appareil d'Etat, pour nous empêcher de tenir notre Congrès, elles doivent disparaître et leurs auteurs doivent être sanctionnés ! (Applaudissements)
Je veux aussi me faire dans ce Congrès l'écho des nombreuses, très nombreuses réactions aux dernières propositions du ministre de l'Education nationale. J'atteste que nos camarades, nos sympathisants, enseignants ou non enseignants, pour le moins baissent les bras quand ils n'expriment pas leur révolte, révolte sympathique au demeurant, qui marque un attachement profond aux propositions dont François Mitterrand est le porteur.
Dans l'actuel dualisme, certains établissements recherchent les avantages et refusent les obligations. Est-ce là l'égalité des chances pour nos enfants ?

Au-delà, nous sommes laïques par raison, par principe, parce que nous refusons le conditionnement des citoyens, à commencer par les plus fragiles, parce que nous sommes les défenseurs de la liberté de pensée, de la liberté de choix parmi les idéologies, de la liberté d'expression, de la liberté d'association.
Nous voulons une école qui ne soit pas l'expression d'un dogme, d'une vérité partielle ou partiale, nous voulons une école qui forme les travailleurs, qui forme des citoyens, qui forme les hommes dans leur plénitude.
La droite, n'en doutons pas, fera de la liberté d'enseignement un cheval de bataille à toutes les consultations, comme si elle avait le droit de le faire, elle qui postule en la matière comme en d'autres la propriété de la vérité.
La liberté d'enseignement est-elle menacée par la gauche ? Evidemment non. S'agit-il de bien utiliser les fonds publics ? Oui ! Pour organiser le service public ? Oui ! S'agit-il de respecter les consciences ? Oui aussi !
Il faut donc que nous refusions l'élitisme, la sélection par l'argent telle qu'elle existe encore actuellement. Il faut que le Parti Socialiste confirme sa volonté de réaliser le grand service public et laïque de l'éducation nationale. (Applaudissements)
Je voudrais aborder un sujet qu'on n'a pas l'habitude d'aborder dans nos Congrès, et qui n'a, me semble-t-il, pas été abordé dans ce Congrès, c'est la situation du syndicalisme dans notre pays.
Moins de 20% des travailleurs sont syndiqués, répartis en plusieurs centrales. Leurs élus à la Sécurité sociale viennent d'être élus par des non syndiqués. Cela me semble très grave, et je souhaiterais que le Parti Socialiste se penche sur le problème et étudie les conditions de la réunification syndicale qui permettra aux travailleurs, à tous les travailleurs, dans les entreprises, d'être partie prenante dans le changement par leurs associations syndicales. (Applaudissements)
Les cinq grandes centrales peuvent se tirer à boulets rouges par dessus la rue, c'est fort regrettable. Je pense que le Parti Socialiste, qui a réussi l'unité des Socialistes en 1971, pourrait être un modèle, et il a le devoir d'armer les travailleurs qu'il représente pour que face à un patronat qui sait retrouver ses intérêts, les travailleurs se retrouvent unis dans une centrale qui soit démocratique, où les courants de pensée puissent s'exprimer, où les représentants soient élus par le suffrage universel.
Je souhaite pour l'avenir de ce pays, pour que les lois Auroux en particulier deviennent une réalité dans les entreprises, que nous songions à l'avenir du syndicalisme, que nous sachions faire des propositions aux travailleurs pour qu'ils puissent participer au changement que nous avons voulu appliquer. (Applaudissements)

Le Président - Jacques Delhy, Seine-Saint-Denis.

Jacques Delhy
Chers camarades, j'ai l'intention de développer le seul problème des élections municipales partielles d'Aulnay-sous-Bois dimanche prochain.
Chers camarades, je suis présent physiquement au Congrès puisque je m'adresse à

vous de cette tribune, c'est bien certain, mais en réalité je suis mentalement et je suis psychologiquement présent à Aulnay-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis, où nos camarades socialistes et tous ceux qui composent la liste « Aulnay d'abord » se battent dans des conditions difficiles dans la perspective des élections municipales partielles dimanche prochain.

Oui, je veux dire que rien n'est plus important, rien n'est plus urgent pour notre Parti que la reconquête de l'opinion publique. Je suis d'accord pour le dire. Mais je dis au Congrès, j'affirme ici, que la première étape de cette reconquête de l'opinion peut passer, doit passer par la démonstration qui sera d'autant plus éclatante que nous savons qu'elle est inattendue, d'une victoire de la gauche à Aulnay. (Applaudissements)

Cette victoire est possible si nous nous en donnons les moyens. Cette victoire est plus que nécessaire pour stopper la série, la litanie des reculs des élections partielles dimanche après dimanche.

Aulnay, mes camarades, c'est une ville d'union de la gauche. C'est une ville dont le maire a été pendant longtemps le dirigeant communiste Robert Ballanger. C'est une ville importante, 80 000 habitants. C'est une ville très industrialisée : à Aulnay, il y a Citroën, vous connaissez !

Alors Aulnay, oui, quel test, quel enjeu pour nous, quel enjeu pour nous tous ! Quel enjeu pour nous, même si ce n'est pas nous qui dirigeons la municipalité ! Quel enjeu pour nous d'autant plus que la composition de cette liste reflète un réel équilibre entre les deux principaux partenaires de la gauche.

C'est pourquoi, au nom de toute la fédération de Seine-Saint-Denis, élus et responsables politique, j'en appelle à la Direction nationale, j'en appelle aux Directions départementales de la région parisienne pour que nous puissions ensemble jeter toutes nos forces dans cette bataille.

A Aulnay, oui, il faut absolument faire barrage à Chirac, à Aulnay, oui, il faut absolument faire barrage au Front National de Le Pen car, mes camarades, ne nous y trompons pas, nous sommes tous partie prenante de ce combat.

Mes camarades, il faut stopper la série de nos revers électoraux, même si, tant s'en faut, dans ces circonstances tout à fait particulières que sont les municipales partielles, nous n'avons rien, non, rien à nous reprocher, et donc même si, pour une part délicate à mesurer, ces revers ne sont pas de notre fait. Raison de plus pour nous battre à fond contre la droite, contre Chirac, contre Le Pen, puisque dans un sens l'un et l'autre c'est le même combat dangereux pour la démocratie du coup de feu qui souffle sur les brèches et qui allume partout des incendies qui pourraient être mortels pour la démocratie.

A Aulnay, il y a six listes, nous avons une réelle chance d'être en tête au premier tour, et peut-être de vaincre les forces réactionnaires du déclin au second.

Rien n'est plus vital pour notre Congrès, pour notre soutien au gouvernement, pour notre travail de reconquête de l'opinion publique, rien n'est plus important pour notre Parti qu'une victoire à Aulnay dans quinze jours.

Si nous gagnions dans quinze jours, mes camarades, nous donnerions un coup d'arrêt

à l'offensive haineuse et calomniatrice de la droite. Alors nous cesserions de baisser la tête dimanche soir après dimanche soir. Alors, oui, la gauche redresserait la tête, et ce serait une raison de plus d'espérer, puisque lorsque nous nous battons bien, nous pouvons gagner. (Applaudissements)

Le Président - Merci.
Philippe Farine ; ensuite, Araignon, dernier orateur.

Philippe Farine
Camarades, je voudrais pendant quelques instants retenir votre attention sur un problème qui est loin d'être un problème marginal, mais qui est un problème central dans la vie politique aujourd'hui : je veux parler du problème de l'émigration.
Je voudrais d'abord faire deux observations préalables.
Il est vrai qu'il existe des problèmes réels, importants, qui touchent à la vie en commun des Français et des émigrés, les nécessaires preuves d'un sentimentalisme sans intérêt qui empêcherait de regarder très exactement le problème en face. Mais en même temps, il ne faut pas le nier, il faut bien considérer que si des problèmes existent aussi, c'est parce qu'ils ont été largement négligés pendant les vingt années qui viennent de s'écouler, pendant lesquelles le seul effort du gouvernement de cette époque était de rechercher, à n'importe quel prix, le plus bas possible, la main-d'œuvre émigrée pour la faire travailler au meilleur compte possible sans préoccuper de sa situation.
Deuxième observation : dans toute crise, il y a quand même l'éveil des sentiments racistes et xénophobes, et nous constatons l'utilisation de ces sentiments par une droite… J'appelle votre attention sur une petite phrase dite par une femme du Front National que l'on interviewait à Dreux : « Le problème des immigrés, c'est comme le problème des Juifs. » C'est un problème de société que nous avons à prendre en compte dans tous ses aspects socio-économiques, cultures et politiques, en partant d'un fait central : il y a aujourd'hui en France 4 500 000 immigrés, hommes et femmes et enfants, qui sont ici en situation toute à fait régulière et qui ne sont pas arrivés depuis le 10 mai. A entendre certains, ils sont là par hasard. Or, on est allé les chercher pour faire tourner notre industrie, ils sont venus en France à l'appel du gouvernement et à l'appel de nos entreprises. Plus de 70% d'entre eux sont là depuis 12 ans, 15 ans. Une nouvelle génération y est née. Ils sont ici, ils ont droit d'y être, ils ont travaillé, ils ont payé pour notre redressement économique, pour l'augmentation de notre pouvoir d'achat, ils sont ici, ils ont droit d'y être, il faut les accueillir comme des hommes et des femmes qui ont droit d'être ici. (Applaudissements)
Et il faut alors poser clairement l'objectif de notre politique, qui est simple à énoncer, difficile à réaliser, mais simple à énoncer. Notre politique a pour but de permettre et de réussir l'insertion de cette population dans la société française. C'est cela notre objectif, c'est de relever ensemble le défi du « Vivre ensemble ». (Applaudissements)
La maîtrise de l'immigration, et donc la lutte contre les filières clandestines, et donc la lutte contre le travail clandestin, contre l'emploi clandestin, et donc des accords

avec les pays d'origine, et donc le développement de notre politique de coopération, car ce n'est que dans la mesure où l'on créera de l'emploi dans les pays en voie de développement que diminuera la pression du sud vers le nord, en matière d'immigration.
Il faut permettre à ceux qui veulent retourner dans leur pays d'y retourner avec un contrat formation qui en fera des gens utiles pour leur propre pays. Et il faut, pour ceux qui sont ici, assurer cette sécurité, cette dignité, auxquelles ils ont droit. C'est pourquoi il faut avancer dans le sens du programme qui a été élaboré le 31 août, et avancer vers cette carte d'identité unique pour l'ensemble des étrangers en situation régulière, qui leur permettra de sortir de la situation de précarité dans laquelle ils sont. (Applaudissements)
Camarades, je veux dire qu'un tel programme ne peut être assuré que dans trois conditions :
- Qu'il soit poursuivi en liaison et en coopération avec les gouvernements de pays d'origine ;
- Qu'il soit poursuivi en liaison avec les immigrés eux-mêmes et avec les associations travaillant pour et avec les immigrés. Nous ne ferons rien sans les immigrés eux-mêmes ;
- Qu'il soit poursuivi au niveau des collectivités locales, car c'est là que se joue l'avenir de la cohabitation.

Camarades, soyons conscients que nous n'avons pas à rougir de notre politique. Dans ce domaine, les gouvernements précédents pratiquaient une politique d'importation de la main d'œuvre et d'exploitation maximum de cette main d'œuvre, c'était cela politique de l'immigration. Aujourd'hui, la politique de l'immigration, c'est la politique des immigrés et de leur insertion dans la société française, ce qui est tout à fait différent.
Et pour relever ce défi, mes camarades, qui d'autres que les Socialistes pourraient mieux le faire, eux qui sont à la fois profondément enracinés dans la réalité nationale et qui croient à l'internationale. En mariant ces deux exigences qui font notre identité, comment ne sommes-nous pas les plus qualifiés pour répondre à cette question du « vivre ensemble » ?

Le Président - La parole est à Araignon.

Araignon
Chers camarades, à l'heure où les cow-boys de Reagan tombent à Grenade, ce que nous avons condamné de la part des soviétiques en Afghanistan, à l'heure où la droite fasciste relève la tête, il faut songer à reconquérir, à re mobiliser la majorité de mai 81.
Si nous ne retrouvons pas notre audience parmi les jeunes, parmi les travailleurs en 86, nous ne ferons pas la fête à la Bastille. A notre place, ce seront les « nazillons »de Le Pen qui seront dans la rue.
La motion d'orientation générale adoptée à Valence en parlait justement, et Alain

Barrau, Secrétaire général à la jeunesse, le soulignait vendredi matin dans son intervention, plus qu'aucune catégorie sociale, la jeunesse a célébré le 10 mai comme un moment de libération. Son apport à la victoire électorale a été, à certains égards, décisif. La jeunesse a montré qu'elle avait approuvé nos grands objectifs et notre démarche politique, mais de façon sentimentale, tout en le faisant de façon forte.
C'est pourquoi en deux ans le gouvernement de la gauche, sous l'impulsion de François Mitterrand, a mis en place des mesures qui touchaient en premier lieu les jeunes.
Faut-il citer la dissolution des T.P.F.A., la réforme du permis automobile, l'annulation de la vignette moto proposée par Giscard ?
Cependant, aujourd'hui, l'enthousiasme du 10 mai est largement retombé, dans les lycées, les universités, les entreprises. Beaucoup de jeunes comptaient au moins sur un changement de climat, et si le changement a été voté, comme les lois Auroux, il n'est toujours pas intervenu dans les faits.
Des jeunes attendaient beaucoup du gouvernement du 10 mai, et leurs préoccupations sont celles de toute la gauche : les cumuls d'emplois, les spéculations des boursicoteurs, les surenchères des Gattaz, les provocations quotidiennes de Hersant contre qui les poursuites engagées durent depuis trop longtemps sans aboutissement concret. (Applaudissements)
L'objectif du plan d'insertion sociale et professionnelle des jeunes de seize à dix-huit ans est ambitieux. Il est à la mesure de l'enjeu que représente pour la société tout entière la formation des jeunes. Tout doit être mis en œuvre pour tenir les engagements publiquement pris par le Premier ministre Pierre Mauroy. Il ne faut laisser aucun jeune d'ici 1986 sans qualification professionnelle. Les mesures du plan « 16-18 ans », renforcées par le dispositif « 18-25 ans », menées en même temps qu'une lutte contre les cumuls abusifs, sont des dispositions fort importantes d'une politique qui doit pouvoir assurer une baisse du chômage, et en particulier du chômage des jeunes.
Dans le même temps, les jeunes, comme tous ceux qui nous ont soutenus en 1981, peuvent très bien comprendre que tout ce qui a été avancé ne soit pas réalisé immédiatement, que l'action de transformation entreprise par les Socialistes et le gouvernement de toute la gauche doit nécessairement tenir compte d'un certain nombre de contraintes de rapports de forces intérieures et extérieures.
Il faut gérer pour avancer. Mais il faut très clairement leur dire tout ce qui pourra être fait et dans quel délai.
Ainsi, si le service militaire à six mois n'est pas réalisable tout de suite, et nous en sommes conscients, il faut pourtant faire un geste dans les deux ans qui viennent. Mettre le service à neuf ou dix mois apportera la preuve que nous ne renonçons pas à l'objectif fixé, et l'on verra que les six mois ne sont pas une promesse électorale.
Cela permettra de lever bien des amertumes, y compris dans nos propres rangs.
La tâche centrale des Socialistes, parti prépondérant de la majorité, est d'organiser le mouvement pour la politique du changement. Le Parti Socialiste est un des éléments essentiels sans lequel rien n'est possible, autant aujourd'hui qu'hier. En lui réside le

principal appui du Président Mitterrand, du gouvernement. C'est pourquoi nous pensons que le Parti Socialiste doit se renforcer ou doit renforcer son audience en même temps que son influence.
Débattre, proposer, agir, voilà la tâche centrale du gouvernement et des Socialistes pour les mois qui viennent. (Applaudissements)

Le Président - Merci. La parole est au dernier orateur : Georges Garot.

Georges Garot
Mon propos concerne le monde agricole où, il faut le rappeler, les forces du 10 mai attendaient beaucoup d'un pouvoir de gauche. Elles attendaient notamment le relèvement substantiel du revenu des petits et moyens agriculteurs, dont, en arrière-plan, la réduction des inégalités en agriculture. Elles attendaient la mise en place d'un nouveau type de développement des exploitations, plus économe en importations, autorisant le maintien de l'emploi et la reconquête du marché intérieur pour certains produits.
Elles attendaient la solution aux problèmes fonciers, ceux de la répartition plus équitable des terres libres, comme ceux du poids de la charge foncière, dont il faut libérer la majorité des agriculteurs qui n'ont pas la capacité de la supporter.
Elles souhaitaient le rééquilibrage de l'activité économique entre les régions, une révision profonde de la politique agricole commune, la reconnaissance effective de la pluralité syndicale.
Ces attentes, nous militants Socialistes, nous les avions suscitées, entretenues lors de tous nos débats publics avant le 10 mai. Quel bilan en tirons-nous ?
Schématiquement, au plan des revenus, les résultats de 1981 et 1982 ont été marqués par une nette amélioration de la moyenne, résultat très remarquable après sept années de baisse sous Giscard-Barre-Chirac.
Cependant, des écarts demeurent insupportables et l'on n'a toujours pas mis en place de dispositif qui permettra de connaître la réalité de tous les revenus agricoles.
D'un autre côté, le grand débat des Etats généraux du développement agricole, fin 1982, début 1983, a été un vif succès. 200 000 participants, et des conclusions qui ont mis en relief la concordance des souhaits de la majorité d'entre eux avec les propositions du Projet socialiste. Mais ce débat est resté depuis lors sans suite concrète. Les réformes souhaitées se font attendre, comme on attend toujours par ailleurs une grande loi foncière.
Chacun sait pourtant à cet égard combien l'IRECO lui sera favorable, tant les problèmes sont aigus et appellent des solutions urgentes et tant les forces conservatrices manqueront de prise pour établir leur opposition.
Sur un autre plan, celui de l'emploi, rappelons que, pour 500 000 départs prochains d'agriculteurs à la retraite, seulement 150 000 sont en principe assurés d'un successeur. Ajoutons que, si l'on veut favoriser l'accès des agriculteurs aux congés annuels, pour dix jours seulement, cela ferait 50 000 emplois nouveaux possibles à créer.

Le maintien de l'emploi en agriculture appelle la mise en place de tous les éléments de notre politique.
Enfin, au chapitre de la pluralité syndicale, comment ne pas souligner l'amertume actuelle du côté des forces progressistes du milieu agricole ? La reconnaissance de la pluralité syndicale s'est faite à l'occasion de l'élection des Chambres d'agriculture en janvier dernier. Très bien. Mais pourquoi mettre la barre à 15% pour la représentation des syndicats minoritaires ? (Vifs applaudissements) Pourtant, ce cap représente les forces progressistes de l'agriculture. Où est, mes camarades, l'intérêt de l'agriculture ? Où est l'intérêt de la gauche ? Quelles seraient les réactions si nous faisions la même chose avec les syndicats ouvriers ? (Applaudissements)
Mes camarades, il faut être sérieux. La crise économique et les exigences de la politique de rigueur ne s'opposent pas à la mise en œuvre d'authentiques réformes dans le sens du Projet socialiste. Bien plus, elles sont l'une des conditions indispensables de la réussite de notre politique économique d'ensemble. En effet, toutes ces réformes concourent bien à la mise en œuvre de toutes les potentialités d'un secteur qui constitue la première de nos richesses naturelles ; elles concourent bien au maintien de l'emploi, à l'organisation de résultats favorables de notre balance commerciale.
Qui ne souscrit à ces objectifs ?
En conclusion, un constat : depuis quelques mois, une partie de notre électorat ne se mobilise plus, ou nous échappe. Pourquoi ? A mon sens, et sur le terrain agricole, je dirais : c'est parce que, d'une manière générale, on ne va pas assez vite et pas assez loin. Il est temps de se ressaisir, de faire preuve de plus de détermination politique.
Je ne doute pas que nous en soyons capables. Le Socialisme a aussi le devoir de réussir auprès des travailleurs de la terre. (Applaudissements)

Le Président - Merci.
Cette fois, vraiment, le dernier orateur, pour trois minutes : Guillon, de Haute-Loire.

Guillon (Haute-Loire)
Si c'est le dernier, la question que j'aimerais aborder une dernière fois dans ce Congrès n'est pas mineure - excusez-moi, venant d'un département où le problème scolaire est pour le moins ardu - ; c'est la suivante : dans quelles conditions s'engageront les négociations chez nous ?
J'aimerais vous en entretenir juste un instant.
La Haute-Loire, la connaissez-vous ? Quand on dit que Le Puy en est la Préfecture, on nous situe dans le Puy De Dôme... mais vu de Paris, c'est encore plus loin !
Et M. Barrot, lui, cela vous dit quelque chose ? Cela vous dit qu'il est le successeur de M. Guermeur à la tête d'un lobby qui pèse de toutes ses forces aujourd'hui et entrave le changement que vous voulez tous !
Le ministre de l'Education nationale, lui, a rendu publiques ses propositions et nous savons bien tous que la question est difficile. Ses propositions concernent les rapports entre cet enseignement public et les enseignements privés. Après le rejet par la droite

et les dirigeants de l'enseignement catholique de ses propositions du 20 décembre 1982, et devant cette mobilisation à laquelle il fallait bien s'attendre pour la défense d'une école qu'ils disent libre, notre gouvernement de gauche a bien sûr essayé, et c'est normal, de trouver un compromis qui soit acceptable par les divers partenaires.
J'espère qu'il le sera. Il est vrai que les enjeux sont d'une importance, comme on l'a dit, capitale. Bien sûr, il n'est pas original d' y revenir - on l'a entendu dans ce Congrès - mais il en va de l'unité, mes camarades, du service public, laïque, d'enseignement, et de la mise en place d'un système de formation qui soit vraiment à la hauteur des défis et des enjeux lancés par la révolution technologique.
Alors, si le texte du 18 octobre n'y répond pas tout à fait pleinement, il n'est pas sans mérites. Il en a plusieurs, mais au moins un, celui de rendre public aujourd'hui un débat souterrain depuis plusieurs mois. Il est déjà, en tout cas, et même à Bourg-en-Bresse, dans ce Congrès des Socialistes, porteur d'une dynamique nouvelle, et l'essentiel est maintenant de savoir l'orientation que va prendre cette dynamique. Dynamique, cela veut bien dire ce que cela veut dire, c'est la dynamique que nous lui donnerons.
L'opinion continuera-t-elle, comme essayent de nous le montrer divers sondages, d'être abusée par la campagne sans scrupules de la droite et de sa presse autour de la fameuse liberté, n'hésitant pas à calomnier les défenseurs du service public, et d'abord les enseignants, comme l'a bien relevé hier, ici, à cette tribune, Pierre Mauroy ? Ou bien alors, les forces du changement pourront-elles poser les vraies questions autour de la transformation, de l'unification du service public, et, du coup, finir par imposer que l'on se prononce nettement sur la question ?
Pierre Mauroy ne nous a toutefois pas pleinement rassurés hier. Espérons que, lorsque le gouvernement parlera en novembre, il parlera bien dans le sens qu'attend l'immense majorité des défenseurs de l'école publique, l'école de la République.
On ne peut pas, on ne doit pas, sans doute, se bloquer sur les principes, mais tout de même, c'est celui de l'école de la République...
Nous ne pouvons qu'être favorables à la recherche d'une solution négociée sur les rapports entre l'Etat et l'enseignement privé, mais nous disons que les objectifs de cette négociation permettent d'avancer vers l'insertion des établissements bénéficiant d'un financement public au sein d'un grand service public, laïque, unifié.
Ce qui fait aujourd'hui problème, mes camarades, c'est que cet objectif, qui a fait l'objet d'engagements formels de notre part en 1981, est aujourd'hui un peu absent des propositions ministérielles, de même que sont absents certains objectifs de développement et d'amélioration du système éducatif. Je ne dis pas qu'il est négatif ; il comporte des avancées, mais il faut aller plus loin.
Il y a, en effet, trop de risques et de questions aujourd'hui laissées dans l'ombre dans le texte qui nous est proposé...

Le Président - Veux-tu conclure, s'il te plaît ?

Guillon - Je conclus. Il faut mettre fin à toutes les formes de ségrégation sociale,

culturelle ou idéologique. Loin de pérenniser le dualisme scolaire ou d'institutionnaliser un éclatement du service public en établissements concurrents à caractère propre - curieux langage -, il faut fonder l'unification du système éducatif, au contraire, sur le respect pluraliste dans chaque établissement de toutes les consciences et de toutes les convictions.
Moi, je vous le dis avec la conviction d'un laïque de Haute-Loire qui lutte depuis vingt ans pour l'avènement d'une société plus juste, celle que vous voulez tous : il n'est pas question d'accepter aujourd'hui que des aménagements mineurs de l'enseignement concurrentiel privé soient payés au prix d'une déstabilisation majeure - et je pèse mes mots - de l'enseignement public ! Ce n'est pas M. Barrot, le successeur de M. Guermeur dans son lobby, qui nous fera céder, pas plus le 20 novembre à Yssingeaux, chez lui, dans le seul arrondissement de France, je crois, où il n'y a pas - écoutez bien ! - un lycée public, pas un, mais six d'enseignement privé ! Je sais qu'il y en a au moins un qui voudrait être nationalisé.. Il y a dix ans, il n'y avait pas un CES public, il y en a déjà deux ! C'est cela, les avancées !
Merci. (Applaudissements)

Le Président - Merci.
Camarades, le débat général est clos.
Je demande à nouveau avec insistance à tous ceux qui sont debout dans les travées de bien vouloir s'asseoir, ou alors de sortir s'ils ont des conversations particulières à tenir, mais de ne pas rester debout en gênant les camarades qui sont assis. (Applaudissements)
Nous allons maintenant, camarades, aborder la dernière phase de nos travaux, en commençant par la proclamation de la liste des membres du nouveau Comité directeur telle qu'elle résulte de l'Assemblée nationale des motions qui, suivant la procédure de nos statuts, s'est déroulée samedi dernier à Paris.
Pour la lecture de cette liste, je donne la parole à Françoise Séligmann.

Françoise Séligmann
Chers camarades, voici la liste des membres du Comité directeur, titulaires, motion 1.
(Lecture de la liste des membres du Comité directeur, titulaires, motion 1.)
Liste des suppléants, motion 1.
(Lecture de la liste des membres du Comité directeur, suppléants, motion 1.)
Voici maintenant la liste des membres du Comité directeur, titulaires, motion 2.
(Lecture de la liste des membres du Comité directeur, titulaires, motion 2.)
(Lecture de la liste des suppléants de la motion 2, lecture de la liste des titulaires de la motion 3, lecture de la liste des suppléants de la motion 3.)

Le Président - Voilà la liste du Comité directeur. Y a-t-il des objections à cette liste ?
Le nouveau Comité directeur est donc constitué, il se réunira jeudi à 11 heures à Paris pour élire le Premier Secrétaire.
(Applaudissements).

Je demande maintenant à Françoise Séligmann de donner la composition de la Commission des conflits et la Commission de contrôle.

Françoise Séligmann - Je vous donne tout d'abord la composition de la Commission des contrôles.
(Lecture de la liste de la motion 1, titulaires et suppléants ; lecture de la liste de la motion 2, titulaires et suppléants ; lecture de la liste de la motion 3, titulaire).
(Lecture de la composition de la Commission nationale des conflits, motion 1, titulaires et suppléants ; motion 2 titulaires et suppléants ; motion 3, titulaire.)
Je vous rappelle que la réunion du Comité directeur aura lieu jeudi prochain, 101 rue de l'Université, troisième sous-sol. Je recommande aux nouveaux membres du Comité directeur de bien prendre l'adresse, car il a été convenu avec le Bureau exécutif qu'étant donné la rapidité de cette réunion après le Congrès, nous n'enverrions pas de convocation écrite.

Le Président - Merci Françoise Séligmann.
Il n'y a pas d'objection à la liste de la Commission des contrôles et à celle de la Commission nationale des conflits ? Ces deux Commissions sont donc constituées.

Françoise Séligmann - Je m'excuse, il y a toujours des erreurs dans les listes dactylographiées. J'ai oublié parmi les suppléants du Comité directeur un nom dans la liste de la motion 1, Jean-Paul Huchon.

Le Président - L'ensemble des organismes centraux du Parti est ainsi constitué jusqu'au prochain Congrès.
(Applaudissements).
Nous allons passer maintenant à la relation des travaux de la Commission des résolutions. Je donne la parole à Daniel Vaillant pour le rapport sur la modification des statuts.

Daniel Vaillant
Mes chers camarades, la Commission des résolutions a effectivement eu à examiner les propositions de modifications statutaires soumises au vote des camarades dans les fédérations.
Je dois vous dire qu'il n'a pas été possible de décompter tous les votes qui sont intervenus. Je dois préciser qu'un certain nombre de fédérations n'ont pas procédé systématiquement et complètement au vote.
Néanmoins, au vue des résultats qui nous sont parvenus, qui sont extrêmement significatifs, la Commission des résolutions unanime propose au Congrès de tenir compte des indications qui nous sont parvenues à travers le vote des fédérations, et d'accepter le résultat tel qu'il s'est donc exprimé.
Je vais être extrêmement bref, il n'est pas question ici de revenir sur les débats, qui ont eu lieu dans les fédérations, sur les modifications statutaires.

Fondation Jean-Jaurès

Je rappellerai simplement qu'il y avait quinze propositions de modifications statutaires, et je dirai celles qui sont approuvées et celles qui sont repoussées.
Je pense ensuite que le Congrès aura à se déterminer. La proposition numéro 1 visant à modifier l'article 5 des statuts, n'a pas été acceptée dans les fédérations.
La proposition numéro 2, qui visait elle aussi à réformer l'article 5, qui émanait d'une section du Jura, je crois, n'a pas été acceptée.
Il en va de même - et encore une fois ce sont les indications brutes qui nous sont parvenues des fédérations - des trois propositions de modifications statutaires portant sur le quota des femmes dans le Parti.
Les trois propositions, qui étaient soumises à l'examen des camarades, n'ont pas été retenues majoritairement dans les fédérations.
La proposition numéro 4, qui portait sur l'article 15, pour mémoire, la participation des sections, c'est-à-dire faire en sorte qu'après accord des fédérations et des sections, ce soit ces instances qui soient habilitées à décider librement de diviser ou de ne pas diviser les sections sans tenir compte de la notion de seuil, cette proposition de modification statutaire a été très largement acceptée dans les fédérations. (Applaudissements)
La proposition numéro 5, qui portait elle aussi sur l'article 15, mais qui visait à instaurer un seuil obligatoire pour diviser les sections en 250 membres, a été repoussée de façon extrêmement nette dans les fédérations.
La proposition numéro 6, portant sur l'article 35, visait à instituer des commissions permanentes au sein du Comité directeur, n'a pas été retenue par le vote des militants dans les fédérations.
Il en va de même pour la proposition numéro 7, portant sur l'article 39, qui visait à réduire le nombre des membres du Bureau exécutif, c'est-à-dire que parmi les vingt-sept étaient compris dans cette proposition les suppléants. Cette proposition n'a pas été retenue, non plus.
A été également repoussée très largement la proposition numéro 8, portant sur l'article 49, de la section de Bonnac, cette proposition a donc été repoussée.
Je passe sur les propositions 9 et 10, puisque c'est celles dont j'ai parlé tout à l'heure, concernant, avec la proposition numéro 3, le quota des femmes dans le Parti.
La proposition numéro 11 portant elle aussi sur l'article 49, visant notamment la publicité des candidatures aux élections, après l'investiture, divisant les désignations au sein du groupe des élus au conseil régional, visant les syndicats communautaires dans les villes nouvelles, ces propositions ont reçu un large accueil dans le Parti, et donc la Commission des résolutions propose de le soumettre favorablement à vos suffrages.
La proposition numéro 12 de la section de Carmonblanc sur la limite d'âge pour les camarades du Parti, pour briguer des postes des candidatures aux élections. Je me permets un commentaire personnel : j'ai le plaisir de vous annoncer que cette proposition a été repoussée très largement dans le Parti (Applaudissements).
La proposition numéro 13, émanant d'Yvonne Théobald-Paoli, visant à harmoniser le groupe des députés européens français en tant que groupe, comme il est fait pour les

députés à l'Assemblée Nationale et les sénateurs, a été acceptée à la quasi unanimité et la Commission propose une légère réécriture que je soumets à votre approbation, qui dirait : « que les dispositions, sans changement, s'appliquent également aux membres de la délégation socialiste française à l'Assemblée des communautés européennes. » C'est la formulation exacte qu'il faut retenir (Applaudissements).
La proposition numéro 14, portant sur l'article 78, émanant d'un certain nombre de Premiers Secrétaires fédéraux, est elle aussi adoptée très largement, visant à contraindre quelque peu les fédérations à reconstituer des sections dans un délai d'un an, quand les fédérations avaient procédé à la dissolution des sections.
Enfin, dernière proposition, groupe de propositions de modifications statutaires émanant de la Commission nationale de conflits, qui avait été unanime, la proposition numéro 15, groupant ses différentes propositions de modifications statutaires dans les fédérations, a été adoptée à la quasi-unanimité. La Commission des résolutions la propose favorablement à vos suffrages.
Voilà pour les propositions de modifications statutaires.
Je rappelle ici le vœu de la Commission de vérifications des mandats avant-hier, qui demandait que le Comité directeur puisse, dès ces prochaines réunions, organiser des modalités pour les futurs votes politiques dans le Parti, notamment à l'occasion d'un prochain Congrès, pour faire en sorte que soient harmonisés des modes de calcul de mandats fédéraux et nationaux. Le Comité directeur sera amené à travailler sur cette question.
Enfin, un vœu qui avait été présenté par bon nombre de Premiers Secrétaires fédéraux à la Convention du Pré-Saint-Gervais, qui n'était pas une pétition, qui émanait d'un groupe important de Premiers Secrétaires fédéraux, qui visait à demander un réexamen du règlement intérieur, est proposé par la Commission des résolutions au Congrès. On pourrait dire que la Commission des résolutions propose à l'unanimité au Congrès de mandater le Comité directeur pour procéder au réexamen du règlement intérieur, selon des modalités qu'il décidera. La nouvelle rédaction sera soumise à une prochaine Convention nationale.
Voilà, chers camarades, le résultat des travaux de la Commission des résolutions. Si le Président en était d'accord, nous pourrions soumettre globalement au vote ces propositions de modifications statutaires, telles que je viens de vous les rapporter.

Le Président - Je ne pense pas qu'à cette heure-ci nous allons rentrer dans le détail.
Daniel Vaillant vous a présenté le rapport établi par l'ensemble de la Commission des résolutions. Je demande donc au Congrès de se prononcer globalement sur ce rapport.
Que ceux qui sont d'avis de l'adopter, veuillent bien lever la main, mandats en mains.
Avis contraires ?
... Deux.
Abstentions ?
... Trois.
Donc adoption avec deux voix contre, et trois abstentions.
Merci Daniel Vaillant.

Daniel Vaillant - Comme il est de règle dans le Parti - c'est statutaire -, le Congrès a été saisi d'un certain nombre de demandes de réintégration de camarades, qui avaient été exclus soit par une Commission des conflits, soit, par l'application de l'article 80, par le Comité directeur, dans les périodes électorales, en procédure d'urgence.
Un certain nombre de ces demandes de réintégration nous sont parvenues et je vous propose, au nom de la Commission des résolutions, d'accepter celle que je vais vous présenter, car elles émanent en général des fédérations et des sections unanimes à ces réintégrations.
C'est le cas notamment pour quatre camarades de la fédération du Morbihan, à savoir notre camarade Giovanelli, député, (applaudissements), Neukern, Le Roelec, Lecart.
Ce sont donc quatre camarades du Morbihan dont la réintégration est proposée à votre approbation.
Dans la fédération de la Gironde, il est proposé unanimement la réintégration de notre camarade Hugues Pelage.
Dans la fédération de l'Aude, section de la Chapelle-Saint-Luc, il est proposé la réintégration de notre camarade Pierre Pitois.
Enfin, dans la fédération de Côte D'or, il est proposé unanimement par les camarades de la Côte D'or et la Commission des résolutions, la réintégration de notre camarade député François Patriat. (Applaudissements)
Un certain nombre de demandes de réintégration sont parvenues en plus, la Commission des résolutions, tenant compte, d'une part, des statuts du Parti ; d'autre part, des situations locales, où notamment la clause d'unanimité n'a pas été réalisée, où, par ailleurs, des problèmes peuvent encore se poser, par exemple, quand il s'agit de candidats qui se sont présentés contre les candidats du Parti et qui ont été exclus au titre de l'article 80 aux dernières élections municipales, cela ne nous fait que six mois, or, statutairement la règle veut qu'il y ait une période de deux ans. Il s'agit de René Niot, à Poissy et de Massat, à Foix.
Ces deux cas ne sont pas soumis favorablement à vos suffrages pour réintégration.
Dernier point : nous avons reçu une demande de réintégration de camarades de Meurthe-et-Moselle, mais il est difficile de demander leur réintégration, puisque nous avons vu qu'ils n'avaient jamais été exclus. Je le dis à la fédération, la section de Bousquet aux dames a été dissoute, mais les cama rades n'ont pas fait l'objet d'une exclusion statutaire ; le problème ne se pose donc pas.

Le Président - Je vais demander au Congrès de se prononcer sur ces propositions ; elles concernent quatre réintégrations dans le Morbihan, une dans l'Aude, une dans la Côte D'or, et une proposition pour la Gironde.
Je vous demande globalement, sur l'ensemble des dédisions de réintégration ou non-réintégration, de vouloir bien manifester votre vote avec vos mandats.
…
Avis contraires ?
… Trois.

Abstentions ?
... Deux.
Merci.
Je donne maintenant la parole à Eugène Teisseire pour un autre rapport de la Commission des résolutions sur le problème des fédérations.

Eugène Teisseire
Chers camarades, un sous-groupe de la Commission des résolutions s'est réuni pour examiner les problèmes posés dans quelques fédérations concernant la tenue des Congrès fédéraux, mais auparavant, nous avons estimé convenable de nous prononcer sur le problème de la représentativité.
En clair, un certain nombre de fédérations et un certain nombre de camarades signataires d'une motion nous avaient posé la question de la représentation des camarades des différents courants dans les instances locales et fédérales. Il est vrai qu'a ce sujet, les statuts méritent d'être examinés de près, c'est ce que nous avons fait, de manière à ce que les choses soient bien claires, qu'il n'y ait plus aucune ambiguïté possible et que l'application des règles du Parti se fasse de la même manière dans tout le Parti. Voici ce que la Commission des résolutions a retenu à l'unanimité.
Les statuts précisent à l'article 5 § d : toute motion ayant obtenu plus de 5% des voix au plan national est représentée à tous les échelons - fédérations, sections.
La Commission des résolutions rappelle que cet article doit s'appliquer de plein droit à l'ensemble des sections et des fédérations, et il s'agit bien évidemment de la motion 3 qui a été créditée de plus de 5% des voix, c'est-à-dire que la motion 3, même si elle n'obtient pas 5% des voix dans une section ou une fédération, doit être représentée, représentation proportionnelle au plus fort reste, étant bien entendu que la représentativité est différente selon le nombre de sièges à pourvoir.
Deuxième rappel que la Commission des résolutions fait, c'est que dans le § A, deuxième alinéa de l'article 5 des statuts, il est précisé qu'une liste de candidats est annexée à chacune des motions soumises au vote indicatif. Très clairement, cela signifie que la représentativité ne peut être assurée à une motion qu'à une seule condition, c'est qu'une liste de candidats ait été jointe à la motion d'orientation politique.
La Commission des résolutions s'est penchée ensuite sur quelques problèmes touchant au Congrès dans les fédérations. Dans deux fédérations, les Congrès fédéraux ont été suspendus à cause d'un certain nombre de problèmes qu'il serait trop long d'exposer ici.
La Commission des résolutions, unanime, a estimé qu'il fallait que se tienne dans ces fédérations un Congrès administratif, de manière que les instances fédérales soient désignées normalement, le Congrès administratif étant supervisé par la direction du Parti. Il s'agit du Jura et des Deux-Sèvres.
S'agissant de la Corse du Sud, la Commission des résolutions, unanime, confirme les décisions du bureau et la tenue d'un Congrès administratif après que les conditions

qui avaient été précisées par le B.E. soient remplies.
Enfin, en ce qui concerne le Gard, la Commission des résolutions, toujours unanime, propose au Congrès le texte suivant :
« La Commission des résolutions propose que le Congrès décide la tenue d'un Congrès administratif dans la fédération du Gard ; dans l'hypothèse où cette instance ne déboucherait pas sur une solution acceptable, le Congrès mandate le Comité directeur pour prononcer la dissolution de la fédération du Gard, conformément aux procédures prévues par l'article 79 des statuts. (Applaudissements)
La Commission des résolutions propose au Congrès de lancer un appel à l'ensemble des militants du Gard pour qu'ils dépassent leurs difficultés du moment afin que s'instaure un fraternel climat de compréhension réciproque » (Applaudissements)

Le Président - Je mets aux voix le rapport d'Eugène Teisseire concernant les différentes propositions pour les fédérations dont il vient de vous parler.
Que ceux qui sont d'avis d'adopter ce rapport, veuillent bien lever la main.
...
Avis contraires ?
... Trois.
Abstentions ?
... Douze.
Nous arrivons maintenant au plus important : la résolution finale de notre Congrès. Comme vous le savez déjà sans doute, la Commission des résolutions, après de longs travaux est parvenue à la synthèse. (Très vifs applaudissements) Elle est parvenue à la synthèse en étant partie du texte de la motion 1, qui avait recueilli plus de 77% des suffrages dans le Parti. (Vifs applaudissements)
Sur cette motion de synthèse, la Commission des résolutions a désigné comme rapporteur Marcel Debarge qui va vous faire le rapport et je donnerai la parole ensuite à un représentant de l'ex-motion 2, en l'occurrence Jean Natiez, et à un représentant de l'ex-motion 3, Alain Richard, et nous aurons ensuite le vote sur la résolution.

Marcel Debarge
Mes camarades, il me revient, ce que je considère comme un honneur, surtout avec une motion unanime, le soin de vous la présenter.
Je crois qu'il est bon, pendant quelques minutes, avant d'entrer dans le vif du sujet, de situer un peu, très rapidement, pour l'essentiel le débat. Le nombre d'heures que nous avons passées ensemble ne peut pas se résumer en quelques minutes, mais enfin il me semble normal, logique, de planter quelques éléments du décor de cette Commission des résolution et comment les problèmes ont été abordés.
D'entrée de jeu, le premier Secrétaire, Lionel Jospin, précisait au nom du courant 1, la volonté réelle, profonde, active, militante, responsable, de parvenir à la synthèse, celle-ci permettant de mieux servir le parti et l'action menée par le gouvernement, sous l'autorité du Président de la République.
Lionel Jospin devait préciser que bien entendu, la synthèse devait partir d'un texte,

c’est naturel, de celui qui avait obtenu 77% des voix, dans l’état d’esprit qui consistait à dire que ce texte n’était pas, bien entendu, à prendre ou à laisser, et que sans en atténuer ou en dénaturer l’orientation, des amendements pouvaient être déposés et qu’ils seraient, après débat, éventuellement retenus par la Commission des résolutions.
La synthèse, si elle intervenait, devait se concevoir dans l’égalité de droits et de devoir de chaque courant, de chaque militant, de chaque adhérent du Parti.
L’accord, si nous y parvenions, précisait Lionel Jospin devait nous engager solidairement.
C’est de cette façon, lui semblait-il, que nous pouvions avoir le maximum de possibilités de réussite.
Lionel Jospin estimait aussi que le Congrès de Bourg-en-Bresse - j’ai bien dit « Bourg »... (sourires) - était, grâce au débat, un bon Congrès, estimant que l’accord pouvait intervenir, que la synthèse était nécessaire, qu’elle était possible, encore une fois se situant dans la mobilisation si besoin en est, mais toujours nécessaire dans la période que nous traversons, ou dans les périodes difficiles que nous connaissons. Il devait s’agit d’une synthèse militante, Jean-Pierre Chevènement estimant pour sa part, au nom du courant n° 2, que ce Congrès était, grâce au débat, un bon Congrès ; constatant pour sa part, le résultat du courant 2, estimant que l’accord n’était pas une simple affaire de pourcentage, mais une affaire de conviction, la synthèse vraie étant celle qui donne un élan.
Pour autant, précisait-il, mais nous en étions au début des travaux de la Commission, le courant 2, s’il ne devait pas y avoir synthèse, considérait que l’unité du parti pour autant ne serait pas en cause. L’accord entre nous, s’il intervenait, devait nous engager pleinement pour les deux ans qui viennent.
Jean-Pierre Chevènement précisait que la globalité du fonctionnement du Parti devait être évoquée, qu’il était possible de parvenir à un accord sur des questions fondamentales comme, par exemple, la croissance, l’indépendance de la France. Bien entendu, pour lui, en fonction du vote des militants, le texte n° 1 devait être retenu comme base de discussion. Il précisait que son courant, pour sa part, déposerait une vingtaine d’amendements.
Alain Richard, pour le courant n° 3, estimait que le premier avait centré le débat, qu’il avait fait preuve d’esprit d’ouverture, qu’il souhaitait la synthèse sur la base d’un soutien clair au gouvernement, qu’une synthèse n’était pas pour le courant un alignement, qu’il n’envisageait pas de dépôt d’amendement, mais une participation à la discussion, que le courant, outre le texte politique - le courant 3 - s’attacherait beaucoup à l’action et à la vie du Parti.
Pour lui aussi, le texte n° 2 devait être retenu comme base de discussion. La Commission des résolutions confirmait cette appréciation.
Après de longs débats, très longs débats - mais nous sommes un parti démocratique, nous sommes un parti qui débat et c’est tout à fait normal, il y a là nécessaire confrontation des opinions, parfois la correction des opinions les uns par les autres, et nous sommes arrivés donc à ce texte unanime, à ce texte qui représente, pour les deux

ans à venir, l'orientation du Parti qui doit nous permettre de mieux nous battre, qui doit nous permettre de combattre, qui doit nous permettre de partir d'un nouvel élan. Oui, le Parti Socialiste a tenu à Bourg-en-Bresse un bon Congrès ! (Vifs applaudissements)

Je vais donc aborder avec vous la question des amendements. J'ouvrirai une parenthèse sur un certain nombre de camarades qui ont été très efficaces dans la rédaction qui a été établie rapidement, je les en remercie, il s'agit de Jean-Pierre Moulin et de Jean-Marcel Bichat, que vous connaissez bien.

C'est quelque chose de très utile, ce sont des auxiliaires précieux quand on se trouve devant un tel rapport, après une longue nuit et après tous les événements qui ont eu lieu.

Je vais - je ne vois pas d'autres système, compte tenu que nous venons de revenir il y a peu près une demi-heure - je vais lire les amendements. Vous prendrez comme référence les pages de votre texte. Je pense qu'il n'y a pas d'autre possibilité. Je vais essayer, en ce qui me concerne, de ne pas trop me tromper et d'une manière prudente, j'ai demandé à Jean-Pierre Moulin de jouer le souffleur, si toutefois j'en avais besoin.

Vous prenez donc le texte « Motion n° 1 d'orientation », à la page 4.

Ces amendements feront l'objet, bien entendu, d'un retirage dans le cadre d'un texte d'orientation que je vais lire lentement, mais pas trop lentement quand même parce ce qu'il y a encore bien du travail devant nous, et je pense que vous saisirez rapidement l'orientation donnée à ces amendements, amendements qui ont été discutés, certains ont été rejetés, certains ont fait l'objet de contre-amendements ou de sous-amendements profondément modifiés, l'axe essentiel étant qu'ils ne pouvaient pas dénaturer le texte présenté par le courant n° 1.

- Page 4

Un ajout, aux trois premières lignes, après «... mais aussi les relations politiques », vous ajoutez : « C'est aussi une crise culturelle sur laquelle le Parti Socialiste doit approfondir sa réflexion. » (Applaudissements)

Vous verrez que, dans les propositions d'action, il est prévu la tenue d'une réunion nationale sur ce sujet.

- Page 4, toujours

Dans le même chapitre, tout en haut, qui se termine par «... que chacun sent néessaire », ajouter : « d'où l'importance des réponses que doit apporter, face à la crise, l'entreprise originale qui est la nôtre. »

- Page 5

Deuxième colonne, « Les grands problèmes internationaux actuels », adjonction au deuxième paragraphe : « Héritière d'une grande histoire et d'une grande culture, disposant d'une influence mondiale et exerçant des responsabilités importantes en Afrique et en Orient, la France est un pays décisif en Europe, et continue de porter en avant, deux siècles après la grande Révolution, les idéaux de la liberté et de la démocratie. Nous sommes comptables collectivement d'un Projet socialiste qui nous dépasse en tant que nation. » (Applaudissements)

- Même page

Suppression de la première phrase du deuxième paragraphe : « Sommes-nous à équidistance idéologique, politique, stratégique des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. ? Non. »
Le paragraphe commence donc directement par : « Nous sommes les amis... ». Le reste sans changement. (Applaudissements)

- Nouvelle rédaction sur le cinquième paragraphe, toujours même chapitre, qui commençait par « d'autre part... » et qui continue à commencer par « d'autre part... » : « D'autre part, être fidèle à l'Alliance atlantique ne signifie pas pratiquer l'atlantisme. La spécificité de l'alliance est d'être une alliance de peuples libres. Gardons toute notre liberté de jugement et d'action dans les relations transatlantiques, tout en ayant le sens des responsabilités qui sont les nôtres. La France tient face au monde un langage différent de celui des Etats-Unis. Sa contribution active est déterminante pour faire évoluer les choses. Il y a des désaccords avec les Etats-Unis qui portent sur leur politique commerciale ultra-protectionniste, leur politique monétaire égoïste, leur politique aventuriste en Amérique Centrale et aux Caraïbes illustrée par l'invasion militaire de la Grenade, leur politique ambiguë en Afrique australe, les errements de leur discours stratégique et de leur course aux armements. Il faut en discuter, notamment avec les Etats-Unis. » (Applaudissements)
- Page 6

Cinquième alinéa, qui se terminait par «... d'échanges composants dans le domaine des technologies sensibles », nous ajoutons : « concernant le domaine militaire.»

- Même page

Douzième paragraphe, qui commence par « Quant à la négociation de Genève sur les euromissiles » : «... qui se déroule entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S., toutes les possibilités d'un accord acceptable par les deux parties doivent être explorées... » - l'ajout commence là - «... mais il ne peut être question d'admettre la prise en compte de la force française de dissuasion dans la négociation entre les deux grands dont les capacités de destruction sont sans commune mesure avec les nécessités d'une simple dissuasion. (Applaudissements) On ne peut accepter que l'U.R.S.S. veuille obtenir tout à la fois le maintien de l'essentiel de ce qu'elle a déployé et le non-déploiement des fusées américaines. En toute hypothèse, le contrôle des forces françaises et britanniques de dissuasion moyennant le retrait d'une partie des SS 20 n'est pas acceptable. » (Applaudissements)

- Même page.

Deuxième colonne, sixièmement : « Nous souhaitons également... », lire : « Nous souhaitons également un déblocage des négociations dites Start entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis sur les systèmes centraux ; eux qui sont surarmés doivent donner le signal de la désescalade. Notre place n'est ni à Genève, ni à Salt IlI. Par contre, le Parti Socialiste a toujours déclaré qu'il était favorable à ce que la France puisse participer ultérieurement et dans un autre cadre à une négociation élargie à toutes les puissances nucléaires à condition que ceux qui sont aujourd'hui surarmés désarment d'abord. En tout état de cause, la France entend garder une capacité de dissuasion minimale. » (Applaudissements)

- Page 8

« Mener la bataille pour le redressement économique. » Deuxième colonne, deuxième paragraphe, qui commence par « Notre politique... » On ajoute après : « retrouver le chemin de la croissance », la mention suivante : « La réussite du rassemblement populaire pour le redressement national voulu par le Président de la République est conditionnée par nos options économiques, celles-ci aussi bien sont des choix politiques. Sans un minimum de croissance, l'effort de justice sociale engagé par la gauche ne pourrait être que plus difficile, et le "compromis social" souhaité par la résolution du Congrès de Valence resterait un vœu pieux s'il ne pouvait être négocié dans une perspective dynamique. » (Applaudissements)

- Page 9, b)

Il s'agit d'un changement de titre : « Convient-il de mettre la France à l'écart du monde », remplacé par « Améliorer l'insertion de la France dans le marché mondial. » (Quelques applaudissements.)

Cinquième paragraphe, page 9, ajouter : « Nous ne devons pas aller au-delà, il s'agit simplement pour nous de ne pas être naïfs face à nos concurrents. » (Quelques applaudissements.)

Dernier paragraphe de cette colonne : « C'est dans la confrontation (...) des athlètes », un rajout : « Mais il n'est pas d'exemple de pays qui marque des points dans la compétition internationale sans disposer d'une économie solide. La reconquête du marché intérieur ne s'oppose pas à l'ouverture sur le commerce international. Bien au contraire, elle garantit que cette dernière puisse s'opérer dans des conditions favorables. » (Applaudissements)

Page 9, « Les conditions du redressement économique », dans la deuxième colonne, qui se termine par « de retirer toute motivation à l'investissement », ajout suivant : « Il serait en effet difficile de renforcer notre appareil productif sans maintenir un certain niveau de demande intérieure. Ce qui implique le maintien du pouvoir d'achat moyen des salariés et, à terme, son amélioration. Mais comme prix et revenus se forment ensemble, cette option doit s'accompagner de la mise en place d'une véritable politique de la répartition. » (Applaudissements)

- Page 10

« Les conditions du redressement économique », première colonne, au paragraphe qui commence par « Ceci suppose que les capacités dégagées par l'épargne, banques, compagnies d'assurance et autres sources d'épargne, soient rigoureusement canalisées vers le financement des investissements productifs, et en particulier des priorités industrielles inscrites au Plan », ajout : « La politique industrielle est inopérante si la politique de la monnaie et du crédit n'est pas en phase avec elle. Les banques ont été nationalisées notamment pour répondre à ce souci. Il est essentiel de mobiliser davantage l'appareil financier, comme le prévoit la loi de plan remplaçant le système actuel d'encadrement du crédit par une politique plus sélective. » (Applaudissements)

Page 10, b), ajouter à la suite de « marché intérieur » : « L'autonomie de gestion des entreprises publiques, indispensable en particulier pour affronter la compétition

internationale, n'a de sens qu'en aval des grandes orientations du plan, du contrat de plan de chaque entreprise, et de la politique économique du gouvernement. La situer en amont ne servirait en définitive que d'alibi au statu quo. » (Applaudissements)

- Page 11

« Assurer la confiance en animant le changement », au paragraphe « Les Socialistes ne confondent pas le pouvoir politique (...) sans que les hommes soient nécessairement en cause », ajouter : « L'autorité de l'Etat s'exprimera d'autant mieux qu'elle reposera sur des structures adaptées à notre temps et capables de répondre aux aspirations populaires. » (Applaudissements)

Même page, dans l'autre colonne, au 2), « Renforcer l'union de la gauche », insérer au premier paragraphe : « L'union de la gauche est au cœur du large rassemblement populaire, l'union de "toutes les forces de la France" dont parlait François Mitterrand pendant la campagne électorale de 1981, que la majorité doit réaliser autour de ses objectifs d'intérêt national. C'est plus que jamais une nécessité. » (Applaudissements)

- Page 15

« Faire vivre le Parti Socialiste. » Le paragraphe 4 de ce chapitre serait ainsi modifié : « La réalité du Parti Socialiste d'aujourd'hui ne peut donc se laisser enfermer dans ces deux clichés. Le Parti ne fait pas le gouvernement et ne lui dicte pas sa conduite. Les partis de la majorité, à commencer par le principal d'entre eux, définissent une perspective dans laquelle le gouvernement inscrit son action. Ne tenant pas du 10 mai son acte de naissance, le Parti Socialiste ne voit pas son horizon borné au septennat, etc. » (Applaudissements)

Page 15, toujours, achever la dernière phrase de la page 15 ainsi : «... Dans le cadre du Projet socialiste et des 110 propositions présentées au cours de la campagne présidentielle. » (Applaudissements)

Il y a quelques modifications qui sont issues de ces quelques lignes dans les propositions d'action qui sont annexées à la motion.

Un ajout : « Le Congrès invite le Parti à discuter et enrichir les propositions concrètes suivantes : l'organisation de colloques ou de conventions nationales sur les différents aspects du Projet socialiste qui doivent être approfondis et popularisés, et en particulier :

- la dimension culturelle de la crise, le travail précaire et le travail à domicile, qui concernent tout particulièrement les femmes ;
- le partage du travail, le temps partiel, les trente-cinq heures ;
- le nouvel ordre économique et monétaire international ;
- l'immigration et le racisme ;
- la réforme du système de protection sanitaire et sociale ;
- le droit à la ville et au logement ;
- les prélèvements obligatoires, justice fiscale et protection sociale ;
- l'évolution et l'adaptation du système d'éducation initiale et permanente.

(Applaudissements)

- Page 17

Dans le e), « L'action et l'organisation du Parti dans le monde du travail envers la jeunesse », 2ème paragraphe : « L'impulsion nationale ne peut suffire. Il faut... » - c'est une première modification - « Ceci implique la mise à la disposition du Secrétariat national d'un nombre suffisant de permanents et des moyens nécessaires pour qu'il impulse notamment l'action des différents G.S.E. nationaux. Dans chaque fédération sera établi un budget spécifique pour le secteur "entreprises". » (Vifs applaudissements) « Au niveau national, la parution de "Combat Socialiste" entreprises doit être relancée sous une forme à définir. » (Applaudissements)
Mes camarades, après les débats nécessaires, avec un esprit de responsabilité permanent, même si nos discussions ont été passionnantes, le Parti Socialiste a pour les deux ans à venir l'outil politique qui lui convient ! (Vifs applaudissements.)

Le Président - Merci à Marcel Debarge de nous avoir ainsi présenté la motion de synthèse issue de la Commission des résolutions.
Avant de la soumettre à vos suffrages, je vais donner la parole pour en quelque sorte une explication de vote à Jean Natiez, au nom de l'ex-motion 2, et à Alain Richard, au nom de l'ex-motion 3.
La parole est à Jean Natiez.

Jean Natiez
Chers camarades, nous voici au terme de ce long processus de débat que constitue notre Congrès.
La Commission des résolutions s'est tenue sans discontinuer pendant près de 11 heures, et contrairement à certaines rumeurs, je peux vous garantir que personne ne s'est couché. Je vous prie donc d'excuser l'état de fatigue dans lequel nous nous trouvons.
Un Congrès du Parti Socialiste est un moment important, un grand moment de la vie du Parti. Il est l'instant privilégié du débat, il est le lieu de la confrontation des idées, il est un point souvent utile pour la marche en avant des Socialistes.
Mais un Congrès n'est qu'une étape. D'autres rendez-vous nous attendent, les faits sont là, et ce serait faire fausse route que de croire que notre prochain rendez-vous sera celui du prochain Congrès. Je dirai même que nous serons en rendez-vous permanent demain plus qu'hier, et au cœur de l'action militante.
Pendant cette longue nuit, nous avons cherché les conditions d'une synthèse globale, d'une synthèse dynamique.
Qu'est-ce donc qu'une synthèse ?
C'est d'abord l'acceptation que les convergences l'emportent sur les nuances, voire sur les divergences. C'est la conviction que le moment présent nécessite après le débat le rassemblement et l'union des Socialistes pour plus de force, plus d'efficacité dans la lutte contre la droite.
C'est ensuite une volonté, celle de contribuer au renforcement et à l'efficacité de notre Parti, celle d'animer tous ensemble nos sections et nos fédérations.
C'est enfin une détermination farouche, celle de lutter contre les forces réactionnaires

qui relèvent la tête, car il ne saurait y avoir d'autre adversaire que la droite. (Applaudissements)
D'autre part, camarades, nous estimons que nous avons été utiles au Parti puisque avec vous tous, nous avons pu contribuer au débat. Dans ce débat, nous avons pris notre part ; je dirais même, plus que notre part. On connaît la continuité de nos idées ; nous pensons les avoir fait avancer, et notamment parmi les plus actuelles.
Dans un Congrès, il y a ce qu'on écrit, il y a ce qu'on dit, il y a ce que l'on fera.
Il y a ce qu'on écrit.
Notre camarade Marcel Debarge vient de vous lire les conclusions de notre Commission des résolutions.
Sur une vingtaine d'amendements que nous avions au départ proposés, soit en modification de paragraphes du texte majoritaire, devenu le nôtre, soit en adjonction, environ quatorze-quinze ont été acceptés. (Applaudissements)
C'est avec satisfaction que nous constatons que sur les trois points de votre motion, c'est-à-dire les problèmes internationaux, la politique économique et sociale, et les conditions de la mobilisation, il était possible d'enrichir pour progresser tous ensemble dans l'unité.
Nous sommes en particulier satisfaits de voir affirmée la place que la France peut jouer dans le monde pour essayer de desserrer les contraintes de la logique des deux blocs. Nous sommes satisfaits qu'une phrase ambiguë sur l'équidistance entre l'Est et l'Ouest ait pu être retirée de cette motion et donc l'enrichir par son absence. (Applaudissements)
Nous sommes également satisfaits que nous ayons pu plus fermement dire ce qui nous séparait, parfois nous opposait, aux Etats-Unis d'Amérique, qui sont pourtant nos alliés.
En ce qui concerne la politique économique et sociale, je crois que le long débat de cette nuit aura permis - j'espère que ce ne sera pas uniquement provisoirement - de mettre un terme à ces procès d'intention que l'on se lançait les uns aux autres, les uns accusant les autres d'être libres-échangistes, les autres accusant les uns d'être protectionnistes.
Et, dans le texte, au sujet de ce passage où il est dit que la musculation en chambre n'a jamais suffi à faire des athlètes, nous aurions pu nous contenter de faire rajouter qu'une salle de musculation n'était pas inutile ; mais la formule que Marcel Debarge vous a donnée tout à l'heure nous convient parfaitement. (Applaudissements)
De même, en ce qui concerne la nécessité de maintenir une activité au marché intérieur afin que le tissu industriel, surtout celui qui est tourné vers ce marché, ne soit pas attaqué et peut-être dégradé, eh bien, le fait de rappeler cette nécessité nous donne satisfaction totalement.
Il en va de même en ce qui concerne l'affirmation qu'au niveau des entreprises nationalisées, l'autonomie de gestion doit se situer dans le cadre du Plan, dans le cadre des décisions prises dans le Plan, dans les contrats de Plan, et dans les orientations de la politique gouvernementale.
C'est également avec satisfaction que, dans le contexte actuel, où toute une campagne

est lancée par les médias, et en particulier par la droite, pour nous séparer de nos camarades communistes, nous ayons pu avoir un amendement qui réaffirme la nécessité du renforcement de l'union de la gauche. (Applaudissements très vifs)
Et c'est avec joie, camarades, que nous constatons que les signataires de la motion 1, ceux de la motion 2 et ceux de la motion 3 se sont tous mis d'accord pour reconnaître que le Projet socialiste était encore la base de notre action, la base de notre programme. (Vifs applaudissements)
Il y a ce qu'on écrit, il y a ce qu'on dit.
Nous avons eu un long débat sur la crise culturelle, sur l'idéologie de crise, nous avons constaté que des points de convergence existaient, et nous avons également constaté qu'il était nécessaire d'aller plus loin ; et c'est pourquoi l'ont ne peut que se féliciter du fait que nous ayons programmé une réflexion nationale du parti sur le problème de cette idéologie de crise.
De même, nous avons estimé nécessaire d'ouvrir des débats sur les questions fondamentales, entre autres sur celles de la montée du racisme dans ce pays à l'égard des travailleurs immigrés, qui sont des travailleurs qui travaillent pour l'activité de notre pays. (Applaudissements)
Il y a ce qu'on écrit, il y a ce qu'on dit, il y a ce qu'on fera.
Je crois, camarades, qu'il est nécessaire - et les conditions aujourd'hui sont posées - que nous partions à la reconquête de l'opinion publique, mais que nous passions également à l'offensive. Il est nécessaire de passer à l'offensive sur les terrains des libertés. Nous sommes peut-être trop souvent, sur ce terrain-là, acculés dans les coins, laissant la droite prendre l'initiative, confisquant le terme de liberté, alors que nous l'avons porté pendant tant et tant d'années tous ensemble.
Il faut dénoncer cette récupération de la liberté au niveau de l'école, dénoncer cette récupération de la liberté au niveau de la santé, dénoncer aussi des faits comme ceux qui se sont produits hier, où l'on a pu bloquer les routes d'accès à une salle de congrès, dans un département français. (Applaudissements)
Il faut, camarades, continuer et continuer notre combat contre la droite, et être pour cela un parti de combat.
Je souhaiterais pour ma part de notre parti puisse coordonner son action dans les villes, dans les départements, ou dans les régions, tenus par la droite. Il est nécessaire que pour les camarades qui sont aujourd'hui dans des villes qui ont été prises par la droite en mars dernier, et victimes d'agressions sans nom, une solidarité du Parti se manifeste rapidement.
Nous devons également prendre l'offensive ou continuer à être actifs sur le terrain de la solidarité internationale.
En tant que parlementaire et Président du Groupe d'amitié à l'Assemblée France-Nicaragua (applaudissements), je voudrais vous dire qu'il est urgent que le Parti se sente concerné davantage par les menaces qui pèsent sur ce pays, et qui, au lendemain de l'agression contre l'île de la Grenade, se font de plus en plus précises.
Il y a ce qu'on fera, et il est nécessaire d'améliorer également notre fonctionnement.
Vous avez peut-être remarqué que dans le rôle du Parti Socialiste, pages 16 et 17 de

notre motion désormais commune, nous n'avons pas fait beaucoup d'amendements. Il vaut mieux parfois un texte que l'on applique que des textes enrichis que l'on n'appliquerait pas. Alors, quand vous écrivez, quand nous écrivons : « Par ailleurs, le Parti doit renforcer ses liens à tous les niveaux avec la fédération nationale des élus républicains », nous serons dans cette bataille, nous serons dans cette action.
Lorsque l'on écrit : « Le Parti Socialiste et les groupes parlementaires, compte tenu des situations différentes qu'ils connaissant, doivent recevoir les moyens d'anticiper sur la préparation des décisions du gouvernement », nous serons également porteur de cette proposition.
Et quand on écrit : « Mais anticiper le vote de la loi ou des grandes décisions du gouvernement ne se réduit pas à un travail de liaison interne Parti-gouvernement-groupe parlementaire ; cela exige que le Parti livre simultanément la bataille de l'opinion publique, « déblaie le terrain », mobilise, au travers de leurs relais naturels d'opinion, les catégories sociales qui seront les bénéficiaires du projet gouvernemental », vous pouvez compter sur nous.
Il faut, camarades, et je m'approche de ma conclusion, que le Parti, comme le demandait notre Premier Secrétaire, comme le demandait également Pierre Mauroy, renforce ses actions d'information en direction des militants, de formation de ceux-ci, qu'il continue son remarquable développement dans les entreprises, mais qu'il ait aussi la préoccupation de se développer dans les quartiers, dans les grands ensembles Car il faut bien que nous ayons des explications à ce qui se passe actuellement, et l'une des explications, c'est peut-être notre présence insuffisante sur ce terrain. Et en particulier, nous devons faire un effort pour être à l'écoute des associations, d'une façon plus large, du monde associatif. La défense des locataires, des consommateurs, des associations de jeunesse toutes réunies, dans le concert de la vie nationale, de la vie associative, doit faire l'objet de nos préoccupations prioritaires.
Camarades, nous allons avec vous tous, tous ensemble, porter ce texte, qui est désormais notre loi. Nous essaierons de le faire le mieux possible, je dirais même que nous essaierons d'être meilleurs que vous tous, en sachant que vous-mêmes vous aurez la même volonté et que cette volonté commune de se dépasser les uns les autres fera progresser notre Parti, fera progresser la gauche dans ce pays. (Bans d'applaudissements.)

Le Président - La parole est à Alain Richard.

Alain Richard
Un Congrès de vérité, c'est ce que nous voulions tous, et, dans ce Congrès, camarades, le moment de vérité a eu lieu, tout cette nuit, et il a débouché sur le succès collectif.
Le Parti, à l'instant, va se prononcer, et il garde devant lui un seul texte d'orientation, un texte qui le conduit vers son avenir. L'accord s'est fait.
Je crois que nous tous qui avons, chacun pour sa part, participer à cet accord, nous avons d'abord retenu, en y réfléchissant et en le concluant, la responsabilité qui nous

pèse et nous motive tous, devant le pays.
Je crois que l'attente de ce pays d'avoir à sa tête, puisque nous y sommes, un grand parti rassemblé, un grand parti mobilisé, coïncidait à l'évidence avec l'intérêt du Parti.
C'est, je crois, l'effort de dépassement collectif qui nous a entraînés tous et qui a abouti à ce qu'au-delà des mots, le texte et l'orientation qui nous unissent soient, pour les deux ans à venir, une arme de succès.
Dans ce choix et dans cette unification, le courant que nous représentons a dû, bien entendu, participer à la discussion en tenant compte des résultats.
Nous pensons qu'après cette première rencontre avec les militants, après ce premier dialogue entre nous, notre authenticité est reconnue. Au moment du Comité directeur de synthèse, lorsque nous avons abordé cette discussion, on pouvait s'interroger, on pouvait interpréter notre démarche de diverses manières ; aujourd'hui, je crois que son sens s'éclaire : c'est celui de rechercher, au contact de chacun d'entre vous, au contact de chaque militant, avec sa pratique, avec son expérience, avec sa richesse de réflexion, les idées nouvelles qui peuvent redonner l'élan du changement social dans ce pays touché par la crise.
Le terme de « marginalisés » a été employé à un moment antérieur du débat. Nous sommes partis, lorsque ce débat a été ouvert, à 200 ou 300 qui étions en contact à partir de ce premier noyau d'idées et de réflexions. En un mois, ce sont 10 000 militants socialistes qui ont trouvé suffisamment d'intérêt et de portée à nos propositions pour s'en faire, à leur tour, les partisans. Nous pensons que beaucoup, dans la vie de ce Parti, se satisferaient d'une « marginalisation » à ce tarif-là...
En tout cas, ce qui nous a paru déterminant, c'est que, dans tout ce débat, de la première à la dernière minute - la dernière remontant à une heure -, s'est fait ressentir la richesse du Parti, l'instinct profond du pluralisme qui nous anime tous, même au plus dur du débat. Dans ce Parti si complexe, si varié dans ses écoles de pensée, dans les personnalités qui l'expriment, dans tous ceux qui ont porté son message et son action, à aucun moment ne disparaît la volonté de tolérance, la volonté d'écoute et la volonté de progresser l'un par l'autre. Dans ce Parti, tel que François Mitterrand l'a construit pour être justement représentatif de l'ensemble de ceux qui veulent le changement en France, nous avons franchi l'étape de ce débat dans le respect mutuel et dans un intérêt pour les propositions qui étaient avancées par le plus nouveau de ses courants qui nous ont profondément satisfaits et, je dirais, profondément émus.
La première leçon que je voudrais en tirer, comme un message d'espoir et d'optimisme pour nous tous, c'est que nous sommes les seuls en France à pouvoir être fiers à ce point de la bonne santé démocratique de ce Parti. (Applaudissements)
200 000 militants, confrontés à l'action et à la responsabilité du pouvoir dans les circonstances les plus difficiles, plusieurs textes d'orientation, un contexte national et international qui n'a cessé de se durcir tout au long de cette période, je crois qu'aucun parti en France ne peut se vanter d'être capable de faire ce que, dans les deux derniers mois, nous avons fait ensemble ! (Applaudissements)
Dans cette Commission des résolutions, nous avons, bien sûrs, constaté, parce que

c'était la lucidité et la loyauté, que la motion 1 obtenait une large majorité et que son orientation de soutien au gouvernement avait été éclairée dans les débats du Parti dans un sens de plus en plus précis, même sur les points où il nous semblait nécessaire d'avoir une clarification, clarification que nous avions proposée au moment du Comité directeur de synthèse.

Notre conviction est que l'attente des militants, leur exigence, leur volonté d'être engagés à fond pour aider notre gouvernement et pour lui faciliter la tâche vers un avenir meilleur, avaient été entendus.

Dans les débats de la Commission des résolutions, ce qui nous a frappés, et ce qui, pour nous, reste la grande leçon de ce Congrès, c'est qu'à tout moment, l'esprit de responsabilité, la volonté de ne mettre aucun obstacle, de ne créer aucune faille entre le gouvernement, attelé au redressement du pays, et le Parti, qui doit tous les jours populariser son message, ont été parfaitement entendus. (Applaudissements)

Sur tous les problèmes difficiles, ceux des relations avec nos alliés et avec nos autres partenaires internationaux, ceux de la préservation du pouvoir d'achat, mais de la nécessaire rigueur, ceux de l'objectif impérieux de compétitivité, seule chance de redressement économique durable, nous avons ressenti la volonté majoritaire, puis unanime, de la Commission des résolutions, de ne faire aucun faux pas.

C'est pour nous la leçon majeure de ce débat et de ce Congrès, et bien entendu, lorsque, sur notre demande, pour tirer complètement la leçon de cette belle campagne et de cette forte réflexion collective, il a été proposé que, dans le programme de travail du Parti pour les années qui viennent, on ne referme pas ces dossiers, mais qu'au contraire on s'engage dans un grand effort collectif pour approfondir, pour creuser, pour se demander où aller plus loin et plus sérieusement encore dans tous les grands thèmes qui seront notre prochain contrat avec le peuple de ce pays, nous avons été entendus et le Parti, dans les deux ans qui viennent, sans en faire d'enjeu de pouvoir, sans y verser la moindre considération tactique, travaillera, méthodiquement et sérieusement, sur les thèmes qui nous paraissent les plus importants, je veux dire, d'abord, et dans un esprit de solidarité qui, j'en suis sûr, fait déjà l'unanimité parmi nous, le problème de la réduction du temps de travail et du partage du travail pour lutter efficacement contre le chômage (applaudissements), mais aussi, l'adaptation de notre système d'éducation et de formation qui est, bien sûr, au cœur du débat ces jours-ci, et au cœur d'un débat qui nous dérange tous, qui nous oblige tous à prendre parti avec fermeté et avec force, mais qui, en même temps, ne peut à aucun moment nous laisser oublier que, dans notre système éducatif, il y a tous les jours des gosses qui trinquent, il y a tous les jours des défavorisés qui voient leurs handicaps se creuser, il y a tous les jours une lutte des classes qui se mène et qui est toujours perdue par les mêmes. (Applaudissements)

Nous avons commencé.

Je crois qu'il faut dire, puisque bien des ministres ont été cités à cette tribune - et je pense que la chaleur de l'affection et de la solidarité du Parti ne leur manque pas -, qu'il y en a un qui a été plus souvent à la peine qu'à l'honneur depuis ces deux ans et dont non seulement les réalisations, mais la méthode de travail, avec un souci profond

de la responsabilité de chacun et du sens de l'initiative marquent notre conception du Socialisme et ont diablement fait avancer notre sillon, je veux parler d'Alain Savary ! (Applaudissements et quelques sifflets) Avant de songer à siffler, camarades, il faudrait d'abord penser pouvoir faire mieux ! (Applaudissements et quelques protestations)

Nous pensons aussi, et sur ce point je me permettrais d'insister un instant, que la Convention que nous allons tenir au début de l'année prochaine sur l'Europe doit être, pour nous, le moment d'une réflexion intense.

Chacun sent bien que dans notre vieux monde, avec l'ensemble de contradictions et l'ensemble d'obstacles humains, sociaux et matériels qui sont devant lui, il y a besoin de se dépasser, il y a besoin de dépasser les vieilles craintes, il y a besoin de ne plus seulement se demander ce qu'on va pouvoir retirer des autres, mais que sans attendre que tous les gouvernements d'Europe soient de notre avis - nous ne voulons pas qu'ils agissent sur notre politique intérieure, alors imposons-nous la même réserve - tous les gouvernements d'Europe reprennent le sens historique de la construction européenne qui est la seule façon, à long terme - et je pense là non pas même à notre génération, mais à celle de nos enfants - d'assurer la pérennité de la démocratie et les chances du Socialisme dans une terre de vieille civilisation. (Applaudissements)

Aussi, et pour être complet là-dessus, notre acceptation de la synthèse n'est pas un effacement, elle est un dépassement, elle est d'abord un hommage rendu à la qualité du débat, et puis elle est aussi la manifestation d'un sens élémentaire du devoir.

Bien sûr, le Congrès sert à exprimer la volonté de chaque militant, avec ses particularités, avec sa diversité, mais à la fin, lorsque nous sommes devant tout le pays, nous ne sommes pas d'abord des militants de courants, nous sommes tous des militants socialistes ! (Applaudissements)

Notre rôle, en tant que force, modeste mais décidée à maintenir l'initiative pour faire avancer la réflexion dans le Parti, nous ne pensons pas qu'il s'arrête là.

Je ne reviens pas - parce que ce n'est sûrement pas l'heure, ni le lieu - sur la peine que nous avons éprouvée un instant lorsque, pour exprimer sa vision du moment, de ce qu'était notre apport dans la réflexion du Parti, le Premier Secrétaire a utilisé un terme qui n'est pas d'usage dans nos discussions... (Applaudissements) Je veux dire que nous avons tous des emportements, nous avons tous (quelques protestations) des petites phrases entre nous (sifflets), mais qu'ils doivent toujours s'oublier, et je tiens à dire, de la façon la plus cordiale, qu'aujourd'hui, devant l'enjeu et la responsabilité collective qui est la nôtre, il n'y a pas un instant à hésiter, il n'y a pas à reparler de cette affaire ; pour nous, dans l'effort collectif du Parti, il n'y a plus d'incident à ce sujet. (Applaudissements)

Mais demain, notre tâche est d'aider le Parti, tous ensemble, à réfléchir et à agir.

Préparer le terrain au gouvernement en oeuvrant sur notre terrain, à la base, et en mobilisant, bien analyser, en utilisant toujours notre réflexion critique, l'impact de chaque mesure par rapport au devoir de solidarité, au devoir de redressement des inégalités qui est le fond de notre message, garder toujours une analyse critique en termes de solidarité sociale sur tout ce qui arrive dans le pays, gouverner autrement -

notre gouvernement s'y est déjà largement engagé, mais cela implique une responsabilité fondamentale pour chaque Socialiste là où il est - faire vivre la décentralisation, faire vivre les lois Auroux, faire vivre l'économie sociale, cette nouvelle façon de produire sans être exploité, tout cela est de notre responsabilité, et toujours, comme le disait très bien Jean Natiez avant moi, lutter sur les libertés, car cela, même si l'Etat que nos camarades dirigent les garantit, se conquiert aussi tous les jours.
Je voudrais dire à mon tour à quel point nous devons être à la fois vigilants et mobilisés par rapport à ce que fait la droite, du pouvoir local là où il lui est revenu.
Les atteintes à la démocratie, les droits bafoués pour des travailleurs, pour des animateurs culturels, pour des citoyens qui pensaient avoir droit à l'information, tout cela donne un modèle réduit éloquent de ce que serait l'effarante régression du retour au pouvoir de ces gens. (Applaudissements)
Aussi, allons tous les jours sur le terrain pour empêcher qu'ils nuisent plus gravement encore.
Il y a donc aujourd'hui à ne pas nous démobiliser, ne pas nous démobiliser les bras et ne pas nous démobiliser les méninges. Nous reprenons la tradition du Parti, tous ensemble, chacun avec bien entendu son interprétation et son imagination, car la tradition de ce parti - ne l'oublions pas - a été pendant cent ans celle d'un parti d'opposition. Nous sommes aujourd'hui un parti qui fait le changement, et c'est nécessairement une mutation qui secoue chacun d'entre nous, qui appelle bien entendu un effort de tolérance et de compréhension mutuelle plus fort que jamais.
C'est sur la base de cet effort de réflexion, d'imagination, de création, que nous gagnerons en 1986, en inventant un peu mieux tous les jours le Socialisme d'aujourd'hui. (Applaudissements)
Demain, camarades - nous nous séparons tout à l'heure -, tout reprend, les coups durs et les espoirs. Nous devons nous souhaiter à tous bon courage. Au coude à coude, nous repartons dans l'unité, gonflés à bloc, pour épauler notre gouvernement et pour faire progresser tout le pays dans la solidarité. (Applaudissements)
On a dit, du fait que nous ne nous sommes pas étripés, que nous ne nous sommes pas suspectés, que le Parti Socialiste était mou.
J'ai eu pendant tout ce Congrès l'intense sentiment du contraire. Le Parti est à l'écoute, il est aux aguets ; il est, je crois, prêt à tendre tous ses muscles et à faire bouger toutes ses méninges pour faire demain de chaque Français un partenaire du changement et pour faire ensemble du Socialisme non seulement le succès d'une législature, ou d'un septennat, mais véritablement l'avenir de la France. (Applaudissements)

Le Président - Chers camarades, je vais maintenant soumettre à vos suffrages la résolution finale du Congrès, qui résulte donc de la synthèse réalisée en Commision des résolutions, qui vous a été présentée tout à l'heure par Marcel Debarge.
Je demande à ceux qui sont d'avis de voter cette résolution finale de bien vouloir lever la main, mandats en mains.

…
Merci.
Avis contraires ?
...
Abstentions ?
…
La motion finale du Congrès de Bourg-en-Bresse est adoptée à l'unanimité, moins une abstention.
(Vifs applaudissements.)
Chers camarades, avant de donner la parole à Lionel Jospin, je voudrais très brièvement adresser trois saluts, d'abord un dernier salut à tous nos amis et camarades des délégations internationales, qui pendant ces trois jours, ont suivi avec beaucoup d'assiduité les travaux de notre Congrès. Merci de leur présence, merci de leur amitié. (Applaudissements)
Je voudrais aussi adresser notre salut et notre remerciement à tous les journalistes de la presse française et étrangère, de la presse écrite, de la radio et de la télévision, qui ont largement rendu compte de nos travaux, dans le pluralisme le plus total, et c'est ainsi qu'il convenait. (Applaudissements)
Enfin, je voudrais adresser en votre nom à tous un dernier remerciement à Louis Robin et à Alain Coquard, et à tous les militants de Bourg-en-Bresse de la fédération de l'Ain pour la remarquable organisation de ce Congrès.
Nous voulions que ce soit le Congrès de la réussite, c'est en grande partie - j'en suis persuadé - grâce à l'organisation de ce Congrès sur tous les plans que nous l'avons réussi.
Merci à Louis Robin et à Alain Coquard, et je donne maintenant la parole pour le discours de clôture à Lionel Jospin.
(Vifs applaudissements)

Lionel Jospin
Mesdames, Messieurs, chers amis, chers camarades, j'aurais voulu mettre mon costume de fête, je n'ai pas eu le temps de me changer. J'ai encore sur moi, sur la peau et sur l'étoffe, la fumée des cigarettes et le crépitement des idées.
J'aurais voulu pouvoir préparer mieux mon discours, mais j'étais tellement pris par les débats de la Commission des résolutions que je n'ai pu le faire.
Peut-être aussi me demandais-je jusqu'au dernier moment, quand l'aube se faisait plus joyeuse, quel discours j'aurais à faire ? Heureusement, c'est le discours du bon côté qu'il convient maintenant de dire, et croyez que je m'en réjouis.
Ce Congrès de Bourg-en-Bresse s'est remarquablement déroulé, grâce à l'accueil de la municipalité à qui l'on vient de rendre hommage à travers son maire, Louis Robin, et tous ceux qui l'ont aidé ; grâce au dévouement des militants de l'Ain, mais aussi des militants venus de toute la France assurer ici les tâches matérielles et particulièrement le S.O., que le climat peu clément a contraint à une tâche rude (applaudissements) ; grâce à l'occasion d'être entendu que nous avons offerte par

Marcel Debarge, Luc Soubré, Pierre Branin, à toute une série d'organisations, de mouvements, parfois de groupes très restreints qui ont demandé à pouvoir venir faire le Congrès, parler, parfois revendiquer, plus rarement même se plaindre.
Et comme cet effort d'accueil au sein du Congrès a été organisé, témoignant de notre volonté de dialogue, on peut davantage regretter encore et condamner l'attitude de certains groupes, et notamment de certains éléments du SNPMI, qui ont tenté de nous empêcher de tenir normalement notre Congrès. (Mouvements divers.)
A ceux-là et à tous ceux qui pourraient être inspirés par cet exemple inefficace, je voudrais rappeler que le Parti Socialiste n'est pas un bâtiment officiel - non que j'invite d'ailleurs à de telles manifestations devant les bâtiments officiels - mais un Parti libre d'hommes et de femmes. Je voudrais dire à ces gens qui parlent tant de liberté et à qui la liberté de manifestations n'est pas discutée, qu'ils devraient bien faire attention à ne pas porter atteinte à notre liberté de réunion. (Applaudissements)
Durant ces trois jours - et c'est peut-être déjà un élément de réponse à des questions que nous avons développées dans ce Congrès -, de quel côté étaient la liberté, le débat, la tolérance aux idées, et de quel côté étaient l'intolérance et même parfois la tentative de violence ?
Ce Congrès s'est remarquablement déroulé, grâce à la présence de délégations étrangères, qui par leur nombre et par leur qualité, ont donné à notre rencontre son caractère de petit événement, et peut-être même de grand événement international. (Applaudissements)
Il s'est bien déroulé grâce aux contacts avec la presse, bien que je regrette personnellement que cloué à mon banc, voulant le plus possible entendre les délégués, être au cœur de ce débat qui se nouait, je ne l'ai pas moi-même assez vécu.
Il s'est bien déroulé surtout grâce à la richesse des débats, je dirais même à leur extrême qualité dans plusieurs circonstances, pas de verbalisme, du réalisme, de l'enthousiasme et même de l'humour, de l'humour à propos duquel j'ai lu avec dépit mais avec lucidité que la palme en revenait parmi les dirigeants et militants à Louis Mermaz. (Applaudissements)
S'est bien déroulé aussi grâce à l'unanimité réalisée sur le plan politique, unanimité qui est le couronnement de cette réunion. Je ne vous dissimulerai pas ce matin ma joie, ma fierté et ma satisfaction politique. Nous avons réussi à réaliser la synthèse des trois motions d'orientation, qui avaient été présentées au vote des militants. Le Parti était entré dans ce Congrès séparé normalement par les termes de son débat, seulement par cela, il aurait pu sortir d'ici avec une majorité et une minorité, oiu une majorité et deux minorités, il n'aurait pas été désuni pour autant, mais il a recherché la synthèse, contre le scepticisme d'un certain nombre d'observateurs, contre nos propres hésitations, après un débat passionnant, après un débat difficile, grâce à l'intervention dans la Commission des résolutions présidée par Louis Mermaz, d'hommes aussi différents que Poperen, Joxe, Chevènement, Debarge, Alain Richard, de la Fournière, Fajardie, et bien d'autres.
Nous avons dominé, maîtrisé, élucidé nos différences. Pour le Parti, cela peut être, je crois, l'occasion d'un nouvel élan ; pour le gouvernement, c'est l'assurance d'avoir à

ses côtés un Parti plus unanime pour l'appuyer ; pour le Président de la République c'est la satisfaction de savoir que la formation politique qu'il a, plus que tout autre, contribué à rénover, se reconnaît effectivement dans se orientations politqiues. (Applaudissements)

C'est un grand facteur de stabilité pour la vie politique française, qui a été réuni, établi dans ce Congrès de Bourg-en-Bresse.

Je disais que je sentais bien ce Congrès dans ma première intervention, que je le voyais sérieux, passionnant, que je croyais à sa capacité de se rassembler, mais honnêtement, je n'étais pas sur plus que vous de sa conclusion, ce qui prouve que tout Congrès, même quand il se termine logiquement, comporte par là même un élément encore de surprise.

Cette unanimité politique, elle a exigé un effort de tous, le conviction de tous, et je le reconnais ici honnêtement sans doute un effort plus grand de la part de ceux qui étaient les plus loin de l'orientation majoritaire choisie à l'entrée du Congrès par les militants, les camarades de la motion 2 ont dû faire cet effort et peut-être plus encore les camarades de la motion 3 qui, vous le voyez, après avoir défendu leurs idées, n'ont été victimes d'aucune exclusive. Et puisque la synthèse vaut bien un brin d'explication, disons que j'ai tellement entendu dans ce parti parler d'un courant de gauche sans l'admettre, que j'ai tellement entendu ces dernières semaines dire que mon ambition serait de diriger le Parti Socialiste au centre, que j'ai été tenté moi-même par l'idée de découvrir un courant de droite... N'oubliez pas pour autant que j'avais dit qu'il s'agissait d'une orientation au sein du Socialisme et au sein du Parti Socialiste, mais disons que ce n'est plus de mise !

Le texte final que nous vous avons proposé et que vous avez maintenant adopté est plus proche des orientations proposées par la motion 1 ; nous avons naturellement respecté le vote émis par les militants, mais nous avons tenu compte des propositions utiles, fécondes, proposées par les signataires de la motion 2 et même pris en compte un certain nombre des propositions des signataires de la motion 3. Je n'y reviens pas, puisque les comptes rendus de la Commission des résolutions vous ont éclairés sur ce point.

Cet accord sur l'orientation politique suppose, comme il est normal chez nous, un accord sur la conception du Parti et sur sa direction ; je veillerai donc avec tous les camarades, si cela est mon nouveau mandat, à ce que ce soit bien à égalité de droits et de devoirs que cette direction soit collectivement assumée.

C'est un contrat moral que nous avons, c'est une garantie d'efficacité politique que nous réunirons. Nous aurons, dans ces conditions, et sans que j'entre dans le détail, à décider pour certaines fédérations, quelques fédérations, des conséquences à en tirer et dans certaines d'entre elles, je dirais peut-être même dans une d'entre elles, l'esprit de responsabilité politique, le geste chevaleresque accompli par tel ami de combat, par tel responsable politique, a beaucoup facilité les choses.

Qu'est-ce qu'un Congrès du Parti Socialiste et qu'avait-il à faire ?

Débattre et adopter une orientation politique, élire une direction à travers le Comité directeur, puis compléter cela par l'élection du premier Secrétaire, du B.E. et du

Secrétariat national, qui se tiendra jeudi, dans la foulée de ce Congrès.
Parler au pays, lui montrer que le premier parti de la majorité prend en compte les problèmes des gens, n'ignore aucune des grandes questions auxquelles est confrontée la France et dans lesquelles se débat le monde.
Assurer ceux qui ont la charge des responsabilités de l'Etat, à la présidence comme au gouvernement, qu'ils trouvent à leurs côtés derrière eux, et peut-être aussi parfois, comme cela a été souhaité, devant eux pour éclairer la route, un parti vivant, cohérent, plus assuré de lui-même.
Un Congrès, c'est fait pour que le parti se relance, se projette en avant, vers ses nouvelles tâches après s'être arrêté un instant pour contrôler son propre mouvement, pour examiner les conditions dans lesquelles il évolue.
L'orientation politique disais-je, je crois qu'elle est claire, claire sur la politique internationale. Nous avons actualisé le texte compte tenu des derniers événements politiques, nous avons tenu compte d'un certain nombre de propositions qui le clarifiaient et évacué certaines ambiguïtés possibles.
Nous avons rappelé fondamentalement les principes qui fondent l'action du Parti Socialiste, une politique active pour la France, une recherche résolue de l'équilibre, l'affirmation d'une politique indépendante, la recherche des solidarités nécessaires en Europe et aussi avec ce vaste tiers-monde.
Cette orientation est claire sur la politique économique et sociale : soutien résolu à l'action courageuse du gouvernement, dans le cadre des orientations fixées par le Président de la République ; insistance sur l'importance qu'il convient d'accorder à la recherche aussi vite que possible, même si les rythmes ne peuvent pas être précipités ; l'établissement de la croissance économique dans notre pays par une politique résolue de l'offre sur laquelle nous insistions tous, mais aussi en s'efforçant de maintenir une demande suffisante ; une politique économique et sociale qui tienne compte des contraintes sociales comme elle tient compte des contraintes économiques ; une orientation claire sur la vie du Parti et sur ses alliances. Nous avons d'ailleurs apporté peu de changements au texte sur ce point, non pas que nous l'ayons bouleversé sur les autres, mais nous l'avons enrichi effectivement d'un certain nombre de propositions d'action, et vous ne serez pas surpris que nous ayons réaffirmé clairement notre engagement profond dans l'union de la gauche. Le parti Socialiste, je l'ai fait clairement de cette tribune, doit dire à ses partenaires, et notamment à son partenaire communiste, ses préoccupations, rappeler les contraintes de l'union pour mieux assurer sa crédibilité. Mais il ne le fait pas, qu'on en soit convaincu pour rendre celle-ci plus fragile, mais au contraire pour affirmer plus ferme et plus cohérente cette union des forces populaires sans laquelle nous ne vaincrons pas les difficultés. (Applaudissements)
Solidement campé aux côtés du gouvernement - cela résulte du Congrès -, le Parti Socialiste a portant un certain nombre de choses à lui dire pour l'aider à remplir sa tâche.
Il a des choses à dire sur l'école, bien sûr. Sur cette question de l'école publique et de l'école privée, plusieurs délégués se sont exprimés. Alors, sur ce point, c'est un fait

que les organisations laïques se sont exprimées il y a quelques jours et de façon plus raide que peut être nous l'avions pensé, bien qu'en tant que Parti Socialiste, je crois que vous le devinez, il est bon que vous sachiez, nous avions beaucoup agi pour contribuer à améliorer les rédactions et les choix.
En tout cas, ces organisations laïques se sont exprimées, il faut en tenir compte. (Applaudissements)
C'est au gouvernement maintenant de réagir ; il dispose d'ailleurs d'un délai pour cela, qu'il s'est sagement donné, et nous ne trancherons pas à sa place.
Mais il faut admettre qu'il y a problème désormais par rapport à la démarche qui était choisie.
Alors, je crois que, vous ayant entendus, je peux risque de dire, au nom du Parti, avec esprit de tolérance, mais aussi avec esprit de réalisme : continuer à convaincre les autres, les représentants de l'école privée, sans doute, pourquoi pas ? Mais risquer dans cette direction de perdre les nôtres en chemin, alors, sûrement pas. (Vifs applaudissements)
Chers camarades, nous devons être aussi capables... Vous avez déjà beaucoup applaudi sur ce thème, je peux m'en passer... Chers camarades, nous devons aussi nous exprimer plus nettement dans l'avenir sur l'école tout court, sur le grands corps des collèges et des lycées que nous devons entreprendre de réformer, mais aussi sur la précieuse et encore fragile université.
Nous voulons la rénovation de l'école, ce qui passe par des moyens d'émettre une novation pédagogique et un effort de ceux qui l'animent et la portent.
Nous voulons une université vivante où fleurissent les talents et non les corporatismes (applaudissements), où le savoir et ceux qui le portent sont respectés : les professeurs, qui ne sont pas, loin de là, tous des mandarins, ou la cohorte indispensable des maîtres-assistants ou des assistants à qui on ne doit pas nier non plus le droit au talent. (Applaudissements)
Nous voulons une recherche libre et efficace, où l'on n'oppose pas la créativité individuelle et le travail collectif des laboratoires et des équipes.
Mais si nous voulons la rénovation, nous devrons, en tant que parti, nous exprimer sur un certain nombre de propos envisagés ou formulés par des pédagogues ou des conseillers, nous ne voulons pas qu'on sacrifie aux modes et qu'on culpabilise les enseignants. (Applaudissements)
Si nous voulons permettre à chaque université, à chaque établissement scientifique, d'affirmer sa personnalité, nous lutterons contre ceux, à droite, qui voudraient appliquer à l'école les règles du néo-libéralisme qu'ils appliquent à l'économie. Nous ne voulons pas de chicanes aux portes de l'éducation.
Nous avons des choses à dire sur les problèmes économiques et sociaux. Nous savons que la bataille économique est indispensable, dans sa dimension conjoncturelle, pour le rétablissement des grands équilibres économiques, dans sa dimension structurelle, pour adapter l'appareil de production aux nouveaux marchés, aux nouvelles demandes, aux nouvelles méthodes.
Mais nous savons aussi que si des mutations sont nécessaires, que si des

restructurations doivent être envisagées, nous ne ferons partager cette idée de mutation, cette idée de progrès nécessaire, que si nous l'expliquons aux travailleurs, que si nous allons vers eux pour leur dire : non seulement nous, militants ; non seulement les délégués des entreprises ; non seulement les élus, mais mêmes les conseillers, les fonctionnaires, les hommes des ministères chargés d'appliquer cette politique, nous ne réussirons cette mutation, nous ne lierons les travailleurs à l'idée de progrès, de changement nécessaire, parfois même à l'idée de sacrifice, au moins provisoire, que s'ils sont associés aux décisions, informés.

Nous ne réussirons pas la mutation technologique si elle n'est pas accompagnée constamment par la préoccupation de plans sociaux.

Nous voulons dire un certain nombre de choses, et c'était dans la motion originelle sur l'importance de la politique contractuelle et de la vie associative. Nous savons, là encore, que les grands équilibres doivent être maîtrisés. J'étais intervenu pour dire moi-même que les grands équilibres doivent être maîtrisés. J'étais intervenu pour dire moi-même que les grandes décisions économiques, les grands choix, relèvent des décisions du gouvernement ou des choix du pouvoir parlementaire et ne peuvent pas être laissés à la décision d'organismes particuliers représentant des sections de la collectivité nationale, mais en même temps, nous savons qu'il faudra associer plus encore le monde syndical et le monde des associations à cet effort nécessaire, qu'il faudra faire en sorte qu'ils puissent participer avec nous à cette œuvre de redressement économique et obtenir par la négociation un certain nombre de satisfactions nécessaires.

Nous avons, dans les élections à la Sécurité sociale, appelé les militants socialistes, les électeurs de gauche, à voter pour les organisations syndicales représentatives sans donner aucune consigne de vote particulière parce que cela n'est pas notre conception, peut-être aussi parce que nos militants appartiennent justement à la diversité des organisations syndicales, alors ce n'est pas à nous que l'on fera croire que le vote qui a été émis à la Sécurité sociale avait un caractère politique. Ce n'est pas à nous qu'on fera croire que la C.F.D.T. était un syndicat marxiste ou qu'il n'y avait pas de membres de Force Ouvrière qui voteraient traditionnellement pour la gauche dans les élections législatives et présidentielles ! (Applaudissements)

C'est bien peu savoir du monde ouvrier et de la tradition syndicale pour opérer ces découpages partisans et superficiels.

Je pense que nous voudrons dire progressivement, par le dialogue et par la discussion, un certain nombre de choses sur la fiscalité pour aller vers la transparence, pour accomplir de nouveaux progrès vers la justice fiscale, en se préoccupant peut-être davantage des non-salariés désormais que des salariés et pour tenir compte des engagements pris par le Président de la République et visant à l'allégement des charges fiscales. Pourquoi ne pas réfléchir, et pourquoi ne pas se demander s'il ne serait pas bon d'alléger la charge qui pèse sur les cadres, sur le terrain fiscal où, c'est vrai, ils donnent relativement beaucoup, et de songer davantage à leur proposer d'examiner ce qu'ils donnent sur le terrain de la protection sociale, car sur le terrain de la protection sociale, ils sont, au contraire, par rapport aux techniciens ou à

l'ouvrier, des privilégiés, c'est un fait ? (Applaudissements)
Alors, partons de ce qui est juste et de ce qu'ils peuvent comprendre peut-être pour formuler nos propositions.
Chers camarades, j'aurais pu évoquer d'autres problèmes sur lesquels nous aurons envie de débattre et de proposer en direction du gouvernement, mais je ne veux pas ici refaire un discours sur le fond, en tout cas de ces questions. Simplement, je pense qu'avec son Congrès derrière lui, avec une orientation clairement affirmée, avec des militants mobilisés, c'est dans ce sens que vous devrez retourner vers vos fédérations et vos départements. Le P.S. pourra reprendre le chemin du dialogue avec son gouvernement de façon plus utile encore que par le passé.
Chers camarades, nous aurons dans les deux ans qui viennent beaucoup de choses à faire, nous aurons à être présents dans la bataille quotidienne, ce qui va supposer une amélioration de nos structures, dans le domaine de la communication, par exemple, communication du Parti, mais communication au sens plus large.
J'ai été frappé par l'anecdote que nous rapportait récemment l'un des plus illustres d'entre nous, dans une conversation amicale, et qui lui était donnée par Neil Kinnock, le nouveau Secrétaire Général du Labour Party britannique, et qui lui disait : « Au fond, c'est étonnant, parce qu'en Grande-Bretagne, Madame Thatcher a augmenté les impôts en général, elle a augmenté les impôts mais elle a diminué les impôts des catégories privilégiées. Eh bien ! en Grande-Bretagne, quand on interroge les sondages, la masse des gens, y compris les non-privilégiés, répondent que les impôts ont baissé. En France, nous n'avons pas augmenté la charge fiscale et en tout cas, nous l'avons allégée pour les petits et moyens, en tout cas les petits contribuables, et nous l'avons, au contraire, d'une certaine façon, alourdie pour les plus défavorisés d'entre eux. En France, quand on interroge dans les sondages la masse des gens, y compris les non-privilégiés, y compris ceux qui ont vu leurs impôts baisser, y compris ceux qui sont exonérés d'impôts, ils pensent qu'en France, on paye plus d'impôts (applaudissements), ce qui veut dire que dans les deux cas, ce sont les mêmes qui font l'opinion. » (Vifs applaudissements)
Camarades, il faudra travailler davantage sur le terrain de à communication, magré les efforts faits, mieux être capables d'organiser des campagnes réellement massives, pénétrant la population, mettant en mouvement nos militants et nos sympathisants. Il faudra améliorer encore l'information interne des militants et pour cela, il faudra réunir après ce Congrès une direction de travail. Le travail ne se fait pas tout seul, le Parti n'est pas une abstraction, le travail est toujours fait concrètement dans la fédération, dans la section, dans le G.S.E. ou au niveau national par des hommes et des femmes qui acceptent d'assumer ce travail.
Iï faudra donc pour composer la nouvelle direction du Parti que nous puissions choisir, que je puisse proposer des hommes et des femmes qui acceptent de s'investir massivement dans ce travail spécifique de direction du Parti, qui sacrifient si nécessaire d'autres engagements. (Applaudissements)
C'est dans ce sens que je m'efforcerai de faire des propositions si ce mandat m'est confié.

Nous aurons à préparer les échéances politiques qui sont devant nous, les élections européennes bientôt, au printemps 1984, les élections législatives dès 1986.
Les élections européennes, nous avons commencé à les préparer. Les groupes de travail émanant du Bureau exécutif ont commencé à élaborer notre manifeste, sont entrés en contact avec les autres partis de la C.E.E. pour essayer de dégager une plate-forme commune, si c'est possible. Nous avons commencé à prendre les premières dispositions matérielles nous permettant d'être prêts à temps.
Mais nous aurons surtout à mener une campagne politique. Nous le ferons sur un double plan, je crois, liant les problèmes intérieurs que nous avons évoqués dans ce Congrès et les problèmes de la Communauté économique européenne, les questions de la croissance, les questions des droits des travailleurs, les questions de la politique économique, les questions de la justice sociale, se situant dans les deux espaces et étant étroitement imbriqués.
Il faut rénover l'Europe pour sauver l'Europe. Il faut que l'Europe maîtrise ses grands problèmes actuels si l'on veut réussir l'élargissement, et nous voulons réussir l'élargissement. Nous voulons non pas le rétrécissement des marchés, des ressources et des ambitions de l'Europe, mais l'élargissement de cette perspective, et donc aussi de ses membres.
C'est cela qui doit guider notre action dans la campagne européenne et sur cette question délicate. (Applaudissements)
Nous aurons à préparer les élections législatives de 1986. Bien sûr, je n'ignore pas qu'avant cette échéance, nous aurons un autre Congrès, un nouveau Congrès, mais c'est à la fin du mandat de ce Congrès et de cette Direction que nous aurons à préparer, sur le plan programmatique, sur le plan des propositions, un nouveau contrat à présenter, à proposer à notre peuple ; il faut donc savoir que nous aurons cette tâche à accomplir en commun, par la discussion intérieure et selon nos règles.
Nous aurons, et je conclus, à nous engager dans cette grande bataille d'idées que beaucoup d'orateurs ici ont jugée indispensable pour que le pays puisse connaître clairement quels sont les choix, les enjeux, et pour que la démocratie puisse vivre.
Sur les nationalisations, sur les droits des travailleurs, sur l'école, sur l'immigration, sur la protection sociale et la santé, sur les grands problèmes de l'égalité, sur les grandes questions des libertés, il nous faudra montrer la réalité des faits, des idées et des programmes, à gauche comme à droite.
La droite écrit « liberté » sur tous les colis dans lesquels elle enferme ses produits idéologiques, mais ouvrez ces colis, et vous découvrez le mot « privilèges » ! (Applaudissements) Elle se dit « néo-conservatrice », mais elle n'est qu' « archéo-réactionnaire » ! (Applaudissements)
Nous devons donc la débusquer de sa position de critique systématique devant le pays, et nous devrons donc débattre non pas projet contre procès, mais projet contre projet. (Applaudissements)
Nous y affirmerons les valeurs du Socialisme démocratique et de la gauche : modernité, tolérance, justice. Mais nous espérons bien que nous ne serons pas les seuls à le faire !

Chers amis, j'ai reçu une lettre du CRIF me demandant d'évoquer dans ce Congrès, à cette tribune, le cas de Iosis Yegun, qui a été, en Union Soviétique - pour le simple fait qu'il voulait croire à ce qui est sa foi et sa spiritualité, s'exprimer dans sa langue et au nom de sa culture - lourdement, injustement, sans raison, condamné.

Eh bien, effectivement, j'évoque ce nom à la tribune. Mais dans une réunion récente, à la Mutualité, de toute une série de groupuscules d'extrême droite, qui avaient devant eux, pour faire le pont avec les grands partis classiques et respectables de la droite française, M. Le Pen qui, lui, touche aux deux à travers les accords électoraux réalisés récemment, comme à Dreux notamment, tous ces groupes d'extrême droite se sont exprimés très clairement sur un certain nombre de problèmes, ils ont évoqué ces menaces qui pesaient sur la France, des juifs, des communistes, des Socialistes, des francs-maçons - je ne sais même pas s'ils n'ont pas ajouté des protestants (rires) - et ils ont évoqué très clairement - et voilà une façon de tenir aussi une chaîne de l'union par les deux bons bouts - le « juif Fiterman » et le « juif Badinter » au gouvernement !

Je dis que sur des problèmes aussi graves, quand des menaces, d'abord verbales, quand le retour d'idées aussi dangereuses, aussi scandaleuses se manifestent et que certains sont tentés de les banaliser, je dis que je souhaite que les grandes organisations comme le CRIF, comme la LICRA, comme le MRAP, comme bien d'autres, qui veulent que des initiatives soient prises pour faire appliquer les lois qui existent déjà contre le racisme et l'antisémitisme, le fassent, parce qu'elles, on ne les mettra pas en doute. (Vifs applaudissements.)

Chers camarades, bien sûr nous serons à leurs côtés, bien sûr le gouvernement appliquera la légalité républicaine. Mais qui ne comprend que c'est à partir d'associations, de mouvements, de personnalités exprimant la tradition de la lutte contre des discriminations, exprimant la tradition de la lutte pour les droits de l'homme, exprimant de grandes valeurs humanistes, et non pas du côté d'un parti politique, surtout lié au pouvoir, et que l'on accusera toujours de démarches partisanes, que certaines initiatives, que certains rappels, que certaines condamnations doivent être faites ?

Nous serons à leurs côtés, mais qu'elles n'hésitent pas, si ces faits se renouvellent, à s'engager pleinement dans ces batailles pour la tolérance. (Vifs applaudissements.)

On verra aussi ce que diront dans leur sein, quand ils y sont, un certain nombre de responsables de la vie politique française qui ne sont pas de notre horizon.

Nous voulons, chers camarades, et je termine vraiment, être, nous l'avons dit, le parti de la mutation et du progrès. Nous voulons être un parti qui parle à sa jeunesse, à la jeunesse, parlant de son malaise, mais aussi de sa force potentielle, et essayant de lui ouvrir des perspectives.

Nous voulons être un parti qui parle aux femmes de ce pays qui luttent pour leur dignité et pour leurs droits.

Nous voulons être un parti qui soit pleinement aux côtés des travailleurs, même pour leur parler avec franchise.

Nous voulons être un parti qui éveille un écho grandissant dans les forces du

changement qui se mettent en mouvement sur le plan mondial.
Mais nous voulons aussi être an parti qui milite pour une société dans laquelle chacun puisse trouver sa place, puisse se trouver libre et plus heureux, car il n'y a pas de changement historique si la masse des gens dans un pays n'accepte fondamentalement ce changement.
C'est ce parti que nous voulons être, c'est ce parti que nous avons ressourcé dans ce Congrès, et c'est pourquoi pour terminer je voudrais vous dire : avec le gouvernement de la gauche, autour du Président de la République, avec tous nos militants, utilisons ce Congrès comme un tremplin pour la réussite !
(Très vifs applaudissements prolongés.)
(L'assemblée, debout, écoute l'Internationale et la marseillaise.)

Le Président - Le Congrès de Bourg-en-Bresse est clos.

Coll. Fondation Jean-Jaurès